

8237
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

VOL. XV.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC,

DEPUIS LE 28 AVRIL JUSQU'AU 30 JUIN, 1881.

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT.

DANS LES QUARANTE-QUATRIÈME ET QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉES DU RÉGNE DE NOTRE SOUVVERAINE DAME
LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DU QUATRIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1881.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC:
IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

—
1881

VOL. XV.



PROCLAMATIONS.

CANADA,
Province de Québec.

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le septième jour du mois de SEPTEMBRE, mil huit cent quatre-vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et de Notre Règne la quarante-quatrième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni, de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre Province, en Notre Cité de *Québec*, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt, et de Notre Règne la quarante-quatrième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT NEUVIÈME jour du mois de Décembre, mil huit cent quatre-vingt, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était adjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, JEUDI, le DIXIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans notre dite Province de *Québec*, ce VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt, et de Notre Règne la quarante-quatrième

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA.
Province de Québec.

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc

A Nos très aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent quatre-vingt un, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt un, et de Notre Règne la quarante quatrième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le VINGT QUATRIÈME jour du mois de MARS courant—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au VINGT QUATRIÈME jour du mois de MARS, Néanmoins pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au VINGT HUITIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, de manière que vous, ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGT QUATRIÈME jour de MARS, et, Nous Voulons EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le VINGT HUITIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT QUATRIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre vingt un, et de Notre Règne la quarante quatrième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC.

SESSION 1881.

Jedi, 28 Avril, 1881.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*,
Ecuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire :

MONSIEUR L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de
cette Honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif :

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances
du Conseil :

Et étant de retour,

M. l'Orateur met devant la Chambre, copie du jugement et des documents
ayant rapport à l'Election Contestée de *Berthier*, lesquels sont lus. (Appendice No 1).

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a adressé son Mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau Bref d'Election pour remplir la vacance qui a eu lieu depuis la dernière Session, et que le Greffier de cette Chambre a reçu le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA.)
Province de Québec.)

Par le présent, je certifie qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le Onzième jour de Décembre dernier, pour l'Election d'un Membre pour représenter dans l'Assemblée Législative de Québec, le District Electoral de Berthier, en remplacement de *Joseph Robillard*, Ecuier, dont l'Election a été déclarée nulle par la Cour Supérieure, siégeant en Révision à Montréal, le dit *Joseph Robillard* a été déclaré élu de nouveau pour représenter le dit District Electoral de Berthier, dans la dite Assemblée Législative, ainsi qu'il appert par le Rapport fait sur le dit Bref d'Election, lequel est maintenant déposé dans les Archives de mon Bureau.

Fait et certifié à Québec, ce Quatrième jour d'Avril, mil huit cent quatre-vingt un.

L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. DELORME, Ecuier,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Joseph Robillard, Ecuier, Membre pour le District Electoral de Berthier, ayant préalablement prêté Serment conformément à la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

M. l'Orateur met devant la Chambre, la lettre et l'avis suivants :

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Montréal, 19 Avril 1881.

Honorable Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre sous ce pli une copie de l'avis fixant l'instruction de la Pétition d'Election, *in re* Joseph Dansereau, Pétitionnaire, et Achile Larose, Défendeur, et André Laroche, Intervenant—Comté de Verchères.

Nous avons l'honneur d'être,
Honorable Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

HUBERT, HONEY ET GENDRON,
P. C. S.

A L'HONORABLE A. TURCOTTE,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA.

“ *L'Acte des Elections Contestées de Québec, 1875.* ”

Election d'un Membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour le District Electoral de *Verchères*.

No 3.

In re.

JOSEPH DANSEREAU,

Pétitionnaire.

et

ACHILE LAROSE,

Défendeur.

et

ANDRÉ LAROCHE,

Intervenant.

Soyez notifié que la Pétition d'Election du Pétitionnaire ci-dessus nommé, produite en cette cause, sera instruite au Palais de Justice, dans les Cités et District de *Montréal*, Samedi, le Septième jour de Mai prochain, à dix heures de l'avant-midi et à tels autres jours subséquents qu'il sera jugé nécessaire.

Daté à *Montréal*, le Dix-neuvième jour d'Avril, mil huit cent quatre-vingt un.

(Signé),

HUBERT, HONEY & GENDRON,
Protonotaires de la Cour Supérieure.

(Vraie Copie)

HUBERT, HONEY & GENDRON,
P. C. S.

Aussi,—Etat des affaires de l'Hôtel Dieu de *Québec*, pour l'année 1879 ; de l'Hospice St Charles ou Ecole de Réforme ; de l'Asile du Bon Pasteur ; de l'Hospice de la Miséricorde ; et du *Garrison Club* de *Québec*, tous de la Cité de *Québec* ; de l'Hospice de la Maternité de *Montréal*, aux soins des Sœurs de la Miséricorde ; du Monastère de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur ; du Refuge Ste Brigitte ; de l'Asile St Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum ; et du Dispensaire pour les maladies des yeux, tous de la cité de *Montréal* ; de l'Hôpital St Paulin ; de l'Hospice du Sacré Cœur, *Sherbrooke* ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de St Germain de *Rimouski* ; de l'Asile de la Providence, St Henri de *Mascouche* ; de l'ospice Ste Anne d'*Yamachiche* ; de l'Hospice St Joseph, à Ste Anne de la *Pocatière* ; de l'Hôpital des Ursulines, *Trois-Rivières* ; et de la Providence St Joseph, des *Trois-Rivières*, tous pour l'année 1880 ; et de l'Asile des Orphelines, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre, *Québec*, pour l'année 1881. (Documents de la Session, No 6.)

Et aussi,—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du District de *Montréal* pour l'année 1880. (Documents de la session, No 7.)

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un Discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale, et que pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je suis heureux de vous voir réunis au siège du Parlement, pour vous occuper des intérêts de la Province, et je ne doute pas que vous y reveniez avec cet esprit d'entente et d'harmonie qui a caractérisé la législation que vous avez faite à la dernière session.

Je constate avec plaisir qu'une activité nouvelle se produit dans toutes les branches de l'industrie. Le commerce devient de plus en plus florissant, les manufactures se multiplient ; l'agriculture, grâce surtout à l'encouragement généreux que vous lui avez donné, commence à prendre la place qu'elle a droit d'occuper dans le développement des ressources du pays.

Dans le grand mouvement qui permet à la Puissance d'établir sa nouvelle nationalité, la Province de Québec doit jouer son rôle avec fermeté, courage et talent.

Notre progrès est déjà très marqué ; la Province a non seulement maintenu la position qu'elle avait prise dans la Confédération, mais elle a même agrandi ses horizons. Le cercle de ses opérations est devenu immense, et tout nous fait espérer un avenir aussi brillant que peut le désirer le plus sincère patriotisme. Un sentiment de généreux dévouement anime notre population, et vous n'avez qu'à seconder ses heureuses dispositions pour atteindre le but des légitimes espérances du pays.

Le Crédit Foncier, auquel vous avez donné l'existence légale à la dernière session, a commencé son œuvre bienfaisante, et déjà son influence se fait sentir par l'abaissement des taux de l'intérêt et par une augmentation proportionnelle dans la valeur de la propriété.

L'établissement de l'industrie sucrière est en complète réalisation dans pas moins de trois comtés à la fois. Avec cette industrie, si riche en elle-même et susceptible de tant de développements, une révolution importante devra s'accomplir dans l'exploitation agricole.

La question de l'utilisation des riches dépôts de phosphates de la Vallée de l'Ottawa, qui paraissait abandonnée, a été reprise par mon gouvernement et résolue avec un succès qui promet de dépasser tous les résultats qu'on en avait d'abord espéré.

L'exploitation en grand de nos phosphates a fait naître l'idée de leur exportation à l'étranger ; cette exportation, avec celle du bétail vivant et des produits agricoles, a déterminé la réalisation du projet d'une ligne de steamers transatlantiques que vous verrez, je l'espère, avant peu, faire le service régulier entre la France et le Canada, grâce au concours généreux qu'à notre sollicitation le gouvernement fédéral a bien voulu donner à cette importante entreprise.

Plus modeste, mais non moins importante dans ses bienfaisants résultats, la fabrication des fromages et des beurres a pris un développement assez considérable dans notre province, pour changer notablement le chiffre des exportations agricoles. Les amis de l'agriculture verront avec le plus grand intérêt les rapports qui vous seront soumis à ce sujet.

La colonisation a continué à prospérer durant l'année dernière. Il m'est agréable de constater que le retour de nos compatriotes, et le mouvement d'immigration des pays étrangers, donnent une preuve que notre province se fait connaître de plus en plus avantageusement à l'étranger.

L'exposition tenue à *Montréal* a été un brillant et sérieux succès, et j'ai le plaisir de vous annoncer que les plus grandes industries du continent d'Europe ont manifesté l'intention de prendre part à notre prochaine exposition. Mon gouvernement s'est fait un devoir de leur transmettre une invitation à cette fin.

Les subventions accordées par la Législature aux entreprises de voies ferrées ont eu pour effet de créer et de compléter un réseau provincial de chemins de fer qui nous donnent aujourd'hui les moyens de communication les plus directs non seulement avec les différentes parties de notre Province, mais encore avec les autres Provinces et le grand pays qui nous avoisine.

L'état des recettes du chemin de fer que la Province a construit, vous sera soumis. Cet état est très satisfaisant et vous servira pour apprécier l'action que mon gouvernement doit prendre pour l'exploitation future de cette grande entreprise.

La législation sur les mines, introduite à la dernière session, a déjà produit d'excellents effets qui ne peuvent que se développer.

Vous verrez par le rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, que les recettes de son Département ont été considérables et devront excéder de beaucoup, pour l'année courante, celles des années passées. La vente des limites à bois qui a eu lieu est la plus importante et la plus productive qui ait jamais été faite.

Les ministères ont pu s'installer cette année dans nos édifices nouveaux, dont l'imposante grandeur est une solennelle affirmation de nos institutions provinciales et de l'importance que notre population attache au maintien absolu de notre système fédéral.

Peu de mesures d'un caractère public vous seront soumises à cette session. La législation de la dernière session a été considérable et rencontre pour le moment les besoins du service public.

Je suis heureux de constater la création simultanée de tant de choses susceptibles de contribuer à la prospérité générale de notre pays, et c'est une tâche plus agréable pour moi d'avoir à vous énumérer, comme je viens de le faire, ce que mon gouvernement s'est efforcé d'accomplir pour le bien de tous, que de vous proposer des innovations dans nos lois.

Vous aurez toutefois à considérer certaines mesures concernant l'administration de la justice, quelques amendements dans les lois de l'instruction publique et de l'agriculture, ainsi qu'une mesure pour la protection des ouvriers dans leur travail, leur salaire et leurs avances.

L'œuvre importante de la refonte des statuts est commencée par une commission organisée conformément à l'acte de la dernière session. Le pouvoir accordé à cette commission de changer le langage et l'ordre des statuts, et de suggérer des amendements, lui permet de rédiger les lois en un corps régulier et méthodique, et d'imprimer par là à cette refonte un caractère de permanence et de durée, qu'il eût été impossible d'attendre d'une simple révision des statuts. Il est dans la sphère des devoirs de cette commission de faire la recherche des matières qui sont du ressort de notre Législature. Cette étude, dans les circonstances, donne aux travaux de la commission une importance plus qu'ordinaire.

Un bill vous sera soumis pour étendre la durée des Parlements de la Province, et diminuer ainsi la fréquence des élections et les dépenses qu'elles occasionnent.

Le grand nombre de bills privés qui vous seront soumis est une preuve de la prospérité des affaires et de l'esprit d'entreprise qui règnent dans notre pays. L'industrie, les fabriques, et les compagnies de navigation et de chemins de fer devront retirer de cette législation des avantages dont nous aurons tous à nous féliciter.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Les Comptes Publics de la dernière année fiscale, ainsi qu'un état des Recettes et des Dépenses pour l'année courante vous seront soumis.

Les Estimés pour l'exercice fiscale de l'année prochaine, seront également déposés devant la Chambre pour son approbation. Ces estimés ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public.

Les Subsidés nécessaires au service du Gouvernement de Sa Majesté vous seront demandés.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif :**Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je n'ai aucun doute que vous apporterez à toutes ces questions le soin dont vous avez déjà fait preuve dans l'accomplissement de vos devoirs parlementaires.

Je fais des vœux pour que la Divine Providence bénisse vos efforts et pour que le succès couronne vos travaux.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Trésorier Robertson, Ordonné, Que le Discours de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération, demain.

Ordonné, Que les Votes et Délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression ; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'Élection, ou au Rapport de l'Élection d'un Député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront ; et si deux Députés sont élus pour le même Collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'Élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue Député de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, ou au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un Membre de l'Assemblée Législative, dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque qui dépend de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, ou qui y doit être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Que des Comités Permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :—1. Privilèges et Elections. 2. Ordres Permanents. 3. Chemins de Fer, Canaux, Télégraphes, Mines et Corporations Manufacturières. 4. Bills Privés. 5. Lois Expirantes. 6. Impressions. 7. Comptes Publics. 8. Agriculture, Immigration et Colonisation. 9. Différentes branches d'industrie en cette Province ; lesquels dits Comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes papiers et records.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*.—La Pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (Sœurs Grises) *Montréal*.

Par M. *Wärtele*.—La Pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de *St François du Lac*, Comté d'*Yamaska*.

Par M. le Procureur Général *Loranger*.—La Pétition des Sœurs de la Providence, de la Paroisse de *St Vincent de Paul*, Comté de *Laval* ; et la Pétition du Révérend O. *Désorcy* et autres.

Par M. *Desaulniers*.—La Pétition des Sœurs de la Providence de *Ste Anne d'Yamachiche*, Comté de *St Maurice*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 29 Avril 1881.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Sawyer*.—La Pétition de la Municipalité du Township de *Emberton*, Comté de *Compton*.

Par M. *Wärtele*.—La Pétition de l'Honorable *John Hamilton* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Poirier*.—La pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Honoré de Shenley*, Comté de *Beauce*.

Par M. *Magnan*.—La Pétition de *Xavier Galarneau* et autres.

Par M. *Lovell*.—La Pétition de la Municipalité du Village de *Coaticook*.

Par M. le Procureur Général *Loranger*.—La Pétition de *P. O. Grenier* et autres.

Par M. *Taillon*.—La Pétition de l'Asile de *St Joseph du Bon Pasteur*, Rue Fullum, *Montréal* ; et la Pétition des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*.

Par M. *Préfontaine*.—La Pétition de *Louis Normandin* et autres.

Par M. *Dupuis*.—La Pétition de *J. O. V. Giasson* et autres.

Par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*.—La Pétition des Sœurs de la Charité, *Québec*.

Par M. *Caron*.—La Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de *St Paulin*, Comté de *Maskinongé*.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—La Pétition des Sœurs de *St Joseph*, de la Paroisse de *St Hyacinthe*.

Par l'Honorable M. *Marchand*.—La Pétition de la Compagnie du chemin de fer de *St Jean et Sorel*.

Par M. *Champagne*.—La Pétition du Recteur et des Membres de l'Université *Laval*.

M. l'Orateur communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la Bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

*A l'Honorable Assemblée Législative
de la Province de Québec.*

Le Bibliothécaire de la Législature de *Québec*, par son présent Rapport, sur l'état de la Bibliothèque, expose humblement :

Que votre Bibliothèque s'est augmentée, depuis le 28 Mai, 1880, de 2,092 ouvrages de toutes sortes, ce qui en porte le nombre total à 27,745.

Parmi les ouvrages reçus depuis cette date du 28 mai, il se trouve 870 brochures. Ces brochures ont été reliées en volumes, comme les précédentes, et votre Bibliothèque possède aujourd'hui 217 volumes de brochures canadiennes.

Votre collection de papiers-nouvelles, journaux politiques et autres, est des plus belles, et comprend 1,250 volumes.

Plusieurs grandes séries sont complètes, entre autres, celles de *La Minerve*, du *Journal de Québec*, du *Mercury*, du *Montreal Herald*, de *L'Événement*, du *Franc-Parleur*, du *Leader*, du *Canadian Illustrated News*, de *L'Opinion Publique*.

Bon nombre d'autres moins importantes sont complètes aussi.

Près de huit cent personnes sont admises à prendre des livres à votre Bibliothèque ; cependant le service se fait bien, grâce au zèle et à la ponctualité des deux employés subalternes.

Je suis heureux de voir la Bibliothèque ainsi visitée, car elle ne renferme guère que des ouvrages dont la lecture puisse être utile à tous.

Le cercle des échanges avec les autres pays s'agrandit toujours, et dernièrement encore, j'ai reçu du gouvernement du *Brésil* la facture d'un envoi considérable.

Je recueillerai le plus grand nombre possible d'ouvrages canadiens et les offrirai en retour au nom de la Législature de *Québec*.

Le tout respectueusement soumis.

L. PAMPHILE LEMAY,
B. L. Q.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial de onze Membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable les Listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Procureur Général *Loranger*, l'Honorable M. *Church*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Irvine*, M. *Champagne*, M. *Gauthier*, M. *Molleur*, M. *Mathieu*, M. *McShane*, composent le dit Comité.

L'Ordre du Jour pour prendre en considération le Discours de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Discours en considération.

M. *Gauthier* propose, secondé par M. *Sawyer*, qu'il soit résolu,

Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux Discours à l'ouverture de la quatrième Session du quatrième Parlement de la Province de Québec et du souhait de bienvenue qu'il nous fait en nous voyant réunis au siège du gouvernement pour nous occuper des affaires de la Province et de plus pour assurer Son Honneur :

1. Que nous revenons au siège du Parlement, avec cet esprit d'entente et d'harmonie qui a caractérisé la législation que nous avons faite à la dernière session ;

2. Que c'est avec plaisir que nous constatons qu'une activité nouvelle se produit dans toutes les branches de l'industrie ; que le commerce devient de plus en plus florissant, et que les manufactures se multiplient ; que l'agriculture commence à prendre la place qu'elle a droit d'occuper dans le développement des ressources du pays ;

3. Que nous reconnaissons que, dans le grand mouvement qui permet à la Puissance d'établir sa nouvelle nationalité, la Province de *Québec* doit jouer son rôle avec fermeté, courage et talent ;

4. Que nous voyons avec satisfaction notre progrès, car la Province a, non seulement maintenu la position qu'elle avait prise dans la Confédération, mais elle a même agrandi ses horizons. Le cercle de ses opérations est devenu immense,

et tout nous fait espérer un avenir aussi brillant que peut le désirer le plus sincère patriotisme. Un sentiment de généreux dévouement anime notre population, et nous n'avons aucun doute qu'il nous suffira de seconder ses heureuses dispositions pour atteindre le but des légitimes espérances du pays.

Que nous sommes heureux d'apprendre :

5. Que le Crédit Foncier auquel nous avons donné l'existence légale à la dernière session, a commencé son œuvre bienfaisante, et que déjà son influence se fait sentir par l'abaissement des taux de l'intérêt et par une augmentation proportionnelle dans la valeur de la propriété ;

6. Que l'établissement de l'industrie sucrière est en complète réalisation dans pas moins de trois comtés à la fois. Avec cette industrie, si riche en elle-même et susceptible de tant de développements, une révolution importante devra certainement s'accomplir dans l'exploitation agricole ;

7. Que la question de l'utilisation des riches dépôts de phosphates de la Vallée de l'*Ottawa*, qui paraissait abandonnée, a été reprise par le Gouvernement et résolue avec un succès qui promet de dépasser tous les résultats qu'on en avait d'abord espérés ;

8. Que l'exploitation en grand de nos phosphates a fait naître l'idée de leur exportation à l'étranger ; que cette exportation, avec celle du bétail vivant et des produits agricoles, a déterminé la réalisation du projet d'une ligne de Steamers Transatlantiques que nous espérons, avec Son Honneur, voir avant peu, faire le service régulier entre la France et le Canada, grâce au concours généreux, qu'à la sollicitation du Gouvernement de la Province, le Gouvernement Fédéral a bien voulu donner à cette importante entreprise ;

9. Que la fabrication des fromages et des beurres a pris un développement assez considérable dans notre Province, pour changer notablement le chiffre des exportations agricoles et que les amis de l'agriculture verront avec le plus grand intérêt les rapports qui leur seront soumis à ce sujet ;

10. Que la colonisation a continué à prospérer durant l'année dernière ; et qu'il nous est agréable de constater que le retour de nos compatriotes, et le mouvement d'immigration des Pays étrangers, donnent une preuve que notre Province se fait connaître de plus en plus avantageusement à l'étranger ;

11. Que l'Exposition, tenue à *Montréal*, a été un brillant et sérieux succès, et que les plus grandes industries du continent d'*Europe* ont manifesté l'intention de prendre part à notre prochaine Exposition, le Gouvernement s'étant fait un devoir de leur transmettre une invitation à cette fin ;

12. Que les subventions accordées par la Législature aux entreprises de voies ferrées ont eu pour effet de créer et de compléter un réseau provincial de chemins de fer qui nous donnent aujourd'hui les moyens de communication les plus directs, non-seulement avec les différentes parties de notre Province, mais encore avec les autres Provinces et le grand Pays qui nous avoisine ;

13. Que l'état qui nous sera soumis, des recettes du chemin de fer que la Province a construit, est un état très satisfaisant, et pourra servir pour apprécier l'action que le Gouvernement doit prendre pour l'exploitation future de cette grande entreprise

14. Que la législation sur les mines, introduite à la dernière session, a déjà produit d'excellents effets qui ne peuvent que se développer ;

15. Que nous verrons avec plaisir le rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, constatant que les recettes de son Département devront excéder de beaucoup, pour l'année courante, celles des années passées, et que la vente des limites à bois qui a eu lieu, est une des plus productives qui ait jamais été faite.

Que nous sommes heureux d'apprendre :

16. Que les Ministères ont pu s'installer, cette année, dans nos édifices nouveaux, dont l'imposante grandeur est une solennelle affirmation de nos institutions provinciales et de l'importance que notre population attache au maintien absolu de notre système fédéral ;

17. Que la législation de la dernière session rencontre pour le moment les besoins du service public; et que, en conséquence, peu de mesures d'un caractère public, doivent être soumises à cette session ;

18. Que nous sommes heureux de constater la création simultanée de tant de choses susceptibles de contribuer à la prospérité générale de notre Pays, et ce doit être une tâche plus agréable pour Son Honneur d'avoir à nous énumérer, comme il vient de le faire, ce que le Gouvernement s'est efforcé d'accomplir pour le bien de tous, que de nous proposer des innovations dans nos lois ;

19. Que nous considérerons attentivement les mesures concernant l'Administration de la Justice, qui nous seront soumises, les amendements dans les lois de l'Instruction Publique et de l'Agriculture, ainsi que la mesure qui sera présentée pour la protection des ouvriers dans leur travail, leur salaire et leurs avances ;

20. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que l'œuvre importante de la Refonte des Statuts est commencée par une Commission organisée conformément à l'Acte de la dernière session ; que le pouvoir accordé à cette Commission de changer le langage et l'ordre des Statuts, et de suggérer des amendements, lui permet de rédiger les lois en un corps régulier et méthodique et d'imprimer par là, à cette Refonte, un caractère de permanence et de durée, qu'il eût été impossible d'attendre d'une simple révision des Statuts. Qu'il est dans la sphère des devoirs de cette Commission de faire la recherche des matières qui sont du ressort de notre Législature, et que cette étude, dans les circonstances, doit donner aux travaux de la Commission une importance plus qu'ordinaire ;

21. Que le Bill qui nous sera soumis pour étendre la durée des Parlements de la Province, et diminuer ainsi la fréquence des élections et les dépenses qu'elles occasionnent, recevra toute notre attention ;

22. Que nous voyons, avec Son Honneur, dans le grand nombre de Bills Privés qui nous seront soumis, une preuve de la prospérité des affaires et de l'esprit d'entreprise qui règnent dans notre pays. L'Industrie, les Fabriques, et les Compagnies de Navigation et de Chemins de Fer devront certainement retirer de cette législation, des avantages dont nous aurons tous à nous féliciter ;

23. Que nous examinerons avec soin les Comptes Publics de la dernière année fiscale, ainsi qu'un Etat des Recettes et des Dépenses pour l'année courante qui nous seront soumis ;

24. Que nous voyons avec satisfaction, que les Estimés pour l'exercice fiscal de l'année prochaine, qui seront également déposés devant la Chambre pour son approbation, ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public ;

25. Que nous voterons avec plaisir, les Subsidés nécessaires au service du gouvernement de Sa Majesté qui nous seront demandés ;

26. Que, nous apporterons à toutes ces questions le soin dont nous avons déjà fait preuve dans l'accomplissement de nos devoirs législatifs ;

27. Que nous faisons des vœux, avec Son Honneur, pour que la Divine Providence bénisse nos efforts et que le succès couronne nos travaux.

Et des Débats s'en suivant.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle *Michel Mathieu*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Mathieu* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Sur motion de M. *Langelier* (*Montmorency*), secondé par M. *Gagnon*, Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 2 Mai, 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Duhamel,—La Pétition de *John Brooks* et autres, du Canton de *Lowe* ; et la Pétition du Révérend *Jos. Roy* et autres, de la paroisse de *St Malachie*, toutes du comté d'*Ottawa*.

Par M. Gauthier,—La Pétition du Révérend *N. Doucet* et autres, du Canton de *Chauveau*.

Par M. Picard,—La Pétition de *Joseph Adolphe Chicoyne* et autres ; et la Pétition des Syndics de la paroisse *St Gabriel de Stratford*, Comté de *Wolfe*.

Par M. Houde,—La Pétition de *Cléophas Gingras* et autres, du Canton de *Bulstrode*, Comté d'*Arthabaska*.

Par M. Bergevin,—La Pétition du Révérend *D. Charland* de la paroisse de *St Clément de Beauharnois*.

M. l'Orateur, met devant la Chambre,—Rapports Municipaux de la Province de *Québec*, pour l'année 1880. (Documents de la session, No. 8.)

L'Ordre du Jour étant lu, pour la reprise des Débats ajournés sur la Question qui a été proposée, Vendredi dernier,

Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son Gracieux Discours, à l'ouverture de la Quatrième Session du Quatrième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur qu'il exprime de nous voir réunis au siège du Parlement, pour nous occuper des intérêts de la Province, et de plus pour assurer Son Honneur :

1. Que nous revenons au siège eu Parlement, avec cet esprit d'entente et d'harmonie qui a caractérisé la législation que nous avons faite à la dernière session ;

2. Que c'est avec plaisir que nous constatons qu'une activité nouvelle se produit dans toutes les branches de l'industrie ; que le commerce devient de plus en plus florissant, et que les manufactures se multiplient ; que l'agriculture commence à prendre la place qu'elle a droit d'occuper dans le développement des ressources du pays ;

3. Que nous reconnaissons que, dans le grand mouvement qui permet à la Puissance d'établir sa nouvelle nationalité, la Province de *Québec* doit jouer son rôle avec fermeté, courage et talent ;

4. Que nous voyons avec satisfaction notre progrès, car la Province a, non seulement maintenu la position qu'elle avait prise dans la Confédération, mais elle a même agrandi ses horizons. Le cercle de ses opérations est devenu immense, et tout fait espérer un avenir aussi brillant que peut le désirer le plus sincère patriotisme. Un sentiment de généreux dévouement anime notre population, et nous n'avons aucun doute qu'il nous suffira de seconder ses heureuses dispositions pour atteindre le but des légitimes espérances du pays.

Que nous sommes heureux d'apprendre :

5. Que le Crédit Foncier auquel nous avons donné l'existence légale à la dernière session, a commencé son œuvre bienfaisante, et que déjà son influence se fait sentir par l'abaissement des taux de l'intérêt et par une augmentation proportionnelle dans la valeur de la propriété ;

6. Que l'établissement de l'industrie sucrière est en complète réalisation dans pas moins de trois comtés à la fois. Avec cette industrie, si riche en elle-même et susceptible de tant de développements, une révolution importante devra certainement s'accomplir dans l'exploitation agricole ;

7. Que la question de l'utilisation des riches dépôts de phosphates de la Vallée de l'*Ottawa*, qui paraissait abandonnée, a été reprise par le Gouvernement et résolue avec un succès qui promet de dépasser tous les résultats qu'on en avait d'abord espérés ;

8. Que l'exploitation en grand de nos phosphates, a fait naître l'idée de leur exportation à l'étranger ; que cette exportation, avec celle du bétail vivant et des produits agricoles, a déterminé la réalisation du projet d'une ligne de steamers transatlantiques que nous espérons, avec Son Honneur, voir avant peu, faire le service régulier entre la *France* et le *Canada*, grâce au concours généreux, qu'à la sollicitation du Gouvernement de la Province, le Gouvernement Fédéral a bien voulu donner à cette importante entreprise ;

9. Que la fabrication des fromages et des beurres a pris un développement assez considérable dans notre Province, pour changer notablement le chiffre des exportations agricoles ; et que les amis de l'agriculture verront, avec le plus grand intérêt, les rapports qui leur seront soumis à ce sujet ;

10. Que la colonisation a continué à prospérer durant l'année dernière ; et qu'il nous est agréable de constater que le retour de nos compatriotes, et le mouvement d'immigration des pays étrangers, donnent une preuve que notre Province se fait connaître de plus en plus avantageusement à l'étranger ;

11. Que l'exposition, tenue à *Montréal*, a été un brillant et sérieux succès, et que les plus grandes industries du continent d'Europe ont manifesté l'intention de prendre part à notre prochaine exposition, le gouvernement s'étant fait un devoir de leur transmettre une invitation à cette fin ;

12. Que les subventions accordées par la Législature aux entreprises de voies ferrées ont eu pour effet de créer et de compléter un réseau provincial de chemins de fer qui nous donnent aujourd'hui les moyens de communication les plus directs, non seulement avec les différentes parties de notre Province, mais encore avec les autres Provinces et le grand pays qui nous avoisine ;

13. Que l'état qui nous sera soumis, des recettes du Chemin de Fer que la Province a construit, est un état très satisfaisant et pourra servir pour apprécier l'action que le Gouvernement doit prendre pour l'exploitation future de cette grande entreprise ;

14. Que la législation sur les mines, introduite à la dernière session, a déjà produit d'excellents effets qui ne peuvent que se développer ;

15. Que nous verrons avec plaisir le rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, constatant que les Recettes de son Département devront excéder de beaucoup, pour l'année courante, celle des années passées, et que la vente des limites à bois, qui a eu lieu, est une des plus productives qui ait jamais été faite.

Que nous sommes heureux d'apprendre :

16. Que les ministères ont pu s'installer, cette année, dans nos édifices nouveaux, dont l'imposante grandeur est une solennelle affirmation de nos Institutions Provinciales, et de l'importance que notre population attache au maintien absolu de notre système fédéral ;

17. Que la législation de la dernière session rencontre, pour le moment, les besoins du service public, et que, en conséquence, peu de mesures d'un caractère public, doivent être soumises à cette session ;

18. Que nous sommes heureux de constater la création simultanée de tant de choses susceptibles de contribuer à la prospérité générale de notre pays, et ce doit être une tâche plus agréable pour Son Honneur d'avoir à nous énumérer, comme il vient de le faire, ce que le Gouvernement s'est efforcé d'accomplir pour le bien de tous, que de nous proposer des innovations dans nos lois ;

19. Que nous considérerons attentivement les mesures concernant l'Administration de la Justice, qui nous seront soumises, les amendements dans les lois de l'Instruction Publique et de l'Agriculture, ainsi que la mesure qui sera présentée pour la protection des ouvriers dans leur travail, leur salaire et leurs avances ;

20. Que nous apprenons avec plaisir, de Son Honneur, que l'œuvre importante de la Refonte des Statuts est commencée par une Commission organisée conformément à l'acte de la dernière session ; que le pouvoir accordé à cette Commission de changer le langage et l'ordre des Statuts, et de suggérer des amendements, lui permet de rédiger les lois en un corps régulier et méthodique, et d'imprimer par là, à cette Refonte un caractère de permanence et de durée, qu'il eut été impossible d'attendre d'une simple révision des Statuts. Qu'il est dans la sphère des devoirs de cette Commission de faire la recherche des matières du ressort de notre Législature, et que cette étude, dans les circonstances, doit donner aux travaux de la commission une importance plus qu'ordinaire ;

21. Que le Bill qui nous sera soumis pour étendre la durée des parlements de la Province, et diminuer ainsi la fréquence des élections et les dépenses qu'elles occasionnent recevra toute notre attention ;

22. Que nous voyons avec Son Honneur, dans le grand nombre de Bills Privés qui nous seront soumis, une preuve de la prospérité des affaires et de l'esprit d'entreprise qui règne dans notre Pays. L'Industrie, les fabriques, et les Compagnies de Navigation et de Chemins de Fer devront certainement retirer de cette législation des avantages dont nous aurons tous à nous féliciter ;

23. Que nous examinerons avec soin les Comptes Publics de la dernière année fiscale, ainsi qu'un état des Recettes et des dépenses pour l'année courante qui nous seront soumis ;

24. Que nous voyons avec satisfaction, que les Estimés pour l'exercice fiscal de l'année prochaine qui seront également déposés devant la Chambre pour son approbation ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public ;

25. Que nous voterons avec plaisir, les Subsidés nécessaires au service du Gouvernement de Sa Majesté qui nous seront demandés ;

26. Que nous apporterons à toutes ces questions le soin dont nous avons déjà fait preuve dans l'accomplissement de nos devoirs législatifs ;

27. Que nous faisons des vœux, avec Son Honneur, pour que la Divine Providence bénisse nos efforts et que le succès couronne nos travaux.

La Chambre reprend les dits Débats ajournés.

Et la Question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La dite Résolution, étant alors lue une seconde fois, est adoptée.

Résolu, Que la dite Résolution soit renvoyée à un Comité Spécial composé de l'honorable M. *Chapleau*, M. le Trésorier *Robertson*, M. le Procureur Général *Loranger*, l'Honorable M. *Church*, M. *Sawyer*, M. *Gauthier*, M. *Caron*, M. *Champagne* et M. *Duhamel* pour préparer et rapporter le projet d'une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite Résolution.

L'Honorable M. *Chapleau*, du Comité Spécial nommé pour préparer le projet d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le Comité a préparé cette Adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur *Théodore Robitaille*, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec :

Qu'il plaise à Votre Honneur :

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de Québec, réunis en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Honneur de Son Gracieux Discours, à l'ouverture de la quatrième session du

quatrième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur qu'il exprime de nous voir réunis au siège du Parlement, pour nous occuper des intérêts de la Province.

Nous revenons au siège du Parlement avec cet esprit d'entente et d'harmonie qui a caractérisé la législation que nous avons faite à la dernière session.

C'est avec plaisir que nous constatons, qu'une activité nouvelle se produit dans toutes les branches de l'industrie ; que le commerce devient de plus en plus florissant, et les manufactures se multiplient ; que l'agriculture, commence à prendre la place qu'elle a droit d'occuper dans le développement des ressources du pays.

Nous reconnaissons que, dans le grand mouvement qui permet à la Puissance d'établir sa nouvelle nationalité, la Province de *Québec* doit jouer son rôle avec fermeté, courage et talent.

Nous voyons avec satisfaction notre progrès, car, la Province a, non seulement maintenu la position qu'elle avait prise dans la Confédération, mais elle a même agrandi ses horizons. Le cercle de ses opérations est devenu immense, et tout nous fait espérer un avenir aussi brillant que peut le désirer le plus sincère patriotisme. Un sentiment de généreux dévouement anime notre population, et nous n'avons aucun doute qu'il nous suffira de seconder ses heureuses dispositions pour atteindre le but des légitimes espérances du pays.

Nous sommes heureux d'apprendre :

Que le Crédit Foncier, auquel nous avons donné l'existence légale à la dernière session, a commencé son œuvre bienfaisante, et que déjà son influence se fait sentir par l'abaissement des taux de l'intérêt et par une augmentation proportionnelle dans la valeur de la propriété ;

Que l'établissement de l'industrie sucrière est en complète réalisation dans pas moins de trois comtés à la fois. Avec cette industrie, si riche en elle-même et susceptible de tant de développements, une révolution importante devra certainement s'accomplir dans l'exploitation agricole ;

Que la question de l'utilisation des riches dépôts de phosphates de la vallée de l'Ottawa, qui paraissait abandonnée, a été reprise par le gouvernement et résolue avec un succès qui promet de dépasser tous les résultats qu'on en avait d'abord espérés ;

Que l'exploitation en grand de nos phosphates a fait naître l'idée de leur exportation à l'étranger ; que cette exportation, avec celle du bétail vivant et des produits agricoles, a déterminé la réalisation du projet d'une ligne de steamers transatlantiques que nous espérons, avec Votre Honneur, voir avant peu, faire le service régulier entre la France et le Canada, grâce au concours généreux qu'à la sollicitation du Gouvernement de la Province, le Gouvernement Fédéral a bien voulu donner à cette importante entreprise ;

Que la fabrication des fromages et des beurres a pris un développement assez considérable dans notre Province, pour changer notablement le chiffre des exportations agricoles, et que les amis de l'agriculture verront, avec le plus grand intérêt, les rapports qui vous seront soumis à ce sujet ;

Que la colonisation a continué à prospérer durant l'année dernière ; et qu'il nous est agréable de constater que le retour de nos compatriotes, et le mouvement d'immigration des pays étrangers, donnent une preuve que notre Province se fait connaître de plus en plus avantageusement à l'étranger ;

Que l'exposition, tenue à *Montréal*, a été un brillant et sérieux succès, et que les plus grandes industries du continent d'Europe ont manifesté l'intention de prendre part à notre prochaine exposition, le Gouvernement s'étant fait un devoir de leur transmettre une invitation à cette fin ;

Que les subventions accordées par la Législature aux entreprises de voies ferrées ont eu pour effet de créer et de compléter un réseau provincial de chemins de fer qui nous donnent aujourd'hui les moyens de communication les plus directs, non-seulement avec les différentes parties de notre Province, mais encore avec les autres Provinces et le grand Pays qui nous avoisine ;

Que l'état qui nous sera soumis, des recettes du Chemin de Fer que la Province a construit, est un état très-satisfaisant et pourra servir pour apprécier l'action que le gouvernement doit prendre pour l'exploitation future de cette grande entreprise ;

Que la législation sur les Mines, introduite à la dernière session, a déjà produit d'excellents effets qui ne peuvent que se développer.

Nous verrons avec plaisir, le rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, constatant que les Recettes de son Département devront excéder de beaucoup, pour l'année courante, celles des années passées, et que la vente des limites à bois qui a eu lieu, est une des plus productive qui ait jamais été faite.

Nous sommes heureux d'apprendre :

Que les ministères ont pu s'installer, cette année, dans nos édifices nouveaux, dont l'imposante grandeur est une solennelle affirmation de nos institutions provinciales et de l'importance que notre population attache au maintien absolu de notre système fédéral ;

Que la législation de la dernière session rencontre pour le moment les besoins du service public, et qu'en conséquence, peu de mesures d'un caractère public doivent être soumises à cette session.

Nous sommes heureux de constater la création simultanée de tant de choses susceptibles de contribuer à la prospérité générale de notre pays, et ce doit être une tâche plus agréable, pour Votre Honneur, d'avoir à nous énumérer, comme vous venez de le faire, ce que le Gouvernement s'est efforcé d'accomplir pour le bien de tous, que de nous proposer des innovations dans nos lois.

Nous considérerons attentivement les mesures concernant l'Administration de la Justice, qui nous seront soumises, les amendements dans les lois de l'Instruction Publique et de l'Agriculture, ainsi que la mesure qui sera présentée pour la protection des ouvriers dans leur travail, leur salaire et leurs avances.

Nous apprenons avec plaisir, de Votre Honneur, que l'œuvre importante de la refonte des statuts est commencée par une commission organisée conformément à l'acte de la dernière session ; que le pouvoir accordé à cette commission de changer le langage et l'ordre des statuts, et de suggérer des amendements, lui permet de rédiger les lois en un corps régulier et méthodique, et d'imprimer par là à cette refonte un caractère de permanence et de durée, qu'il eût été impossible d'attendre d'une simple révision des statuts. Qu'il est dans la sphère des devoirs de cette commission de faire la recherche des matières qui sont du ressort de notre Législature, et que cette étude, dans les circonstances, doit donner aux travaux de la commission une importance plus qu'ordinaire.

Le bill qui nous sera soumis pour étendre la durée des Parlements de la Province, et diminuer ainsi la fréquence des élections et les dépenses qu'elles occasionnent, recevra toute notre attention.

Nous voyons, avec Votre Honneur, dans le grand nombre de bills privés qui nous seront soumis, une preuve de la prospérité des affaires et de l'esprit d'entreprise qui règnent dans notre pays ; l'industrie, les fabriques, et les compagnies de navigation et de chemins de fer devront certainement retirer de cette législation des avantages dont nous aurons tous à nous féliciter.

Nous examinerons avec soin les Comptes Publics de la dernière année fiscale, ainsi qu'un état des recettes et des dépenses pour l'année courante qui nous seront soumis.

Nous voyons avec satisfaction, que les Estimés pour l'exercice fiscal de l'année prochaine, qui seront également déposés devant la Chambre pour son approbation, ont été préparés avec toute l'économie que peut permettre l'efficacité du service public.

Nous voterons avec plaisir, les subsides nécessaires au service du Gouvernement de Sa Majesté, qui nous seront demandés.

Nous apporterons à toutes ces questions, le soin dont nous avons déjà fait preuve dans l'accomplissement de nos devoirs législatifs.

Nous faisons des vœux, avec Votre Honneur, pour que la Divine Providence bénisse nos efforts et que le succès couronne nos travaux.

La dite Adresse étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 3 Mai, 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital Général du District de *Richelieu*, pour l'année 1880. (Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Church*,—La Pétition de *Marie Anne Claire Symes, Marquise de Bassano*, épouse de *Napoléon Hugues Charles Marie Ghislain Maret, Marquis de Bassano*.

Par M. *Shehyn*,—La Pétition de *L'Union St Joseph*, de *St Sauveur de Québec*.

Par M. *Wärtele*,—La Pétition de *J. A. Mousseau* et autres, Membres du Barreau du District de *Montréal*; et la Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer "*Québec Central*."

Par M. *Parent*,—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St Germain de Rimouski* et autres.

Par M. *Meikle*,—La Pétition de *H. Howard* et autres, Notaires Publics de la Province de *Québec*.

Par M. *Audet*,—La Pétition de *Jean Baptiste Bédard* et autres, du Canton de *Buckland*, Comté de *Dorchester*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition du Rév. *Ant Labelle* et autres.

Par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*,—La Pétition des Dames Directrices de l'Hospice *St Julien, St Ferdinand d'Halifax*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition de l'Hospice de la paroisse de *St Elizabeth*; la Pétition du Révérend *Jos. Bonin* et autres; et la Pétition de *A. Ducharme* et autres, tous de la paroisse de *Ste Emmélie de l'Energie*, Comté de *Joliette*.

Par M. *Nelson*,—La Pétition des Commissaires des Ecoles Protestantes de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Watts*,—La Pétition de *P. H. Larue* et autres, Notaires pour le District de *Québec*.

Par M. le Solliciteur Général *Lynch*,—La Pétition du Titulaire et de la Congrégation de la Chapelle de la Sainte Trinité, *Québec*.

Par M. *Desaulniers*,—La Pétition de *L. Boucher* et autres, Notaires pour la Province de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition du Révérend *L. Z. Champoux* et autres, de la paroisse *St Joseph, Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De l'Honorable *John Hamilton* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "*Compagnie de Distillerie de Montréal*."

Des Sœurs de St Joseph de la paroisse de *St Hyacinthe* ; demandant un Acte d'incorporation.

De la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean et Sorel* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De la Municipalité du Village de *Coaticook* ; demandant que le dit Village soit érigé en Ville.

Du Recteur et des Membres de l'Université Laval ; demandant la passation d'un Acte autorisant l'Université à établir, si besoin il y a, d'autres chaires d'enseignement dans la Province de *Québec*.

De *Xavier Galarneau* et autres ; demandant l'annexion d'une partie de la paroisse de *St Calixte*, à la paroisse de *St Théodore*, dans le Comté de *Montcalm*.

De *P. O. Grenier* et autres,—de *J. O. V. Giasson* et autres,—et de *Louis Normandin* et autres, tous Notaires Publics de la Province de *Québec* ; demandant respectivement des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat.

De l'Hospice des Sœurs de la Charité de *Québec*,—des Sœurs de l'Hôpital Général de *St François du Lac*, comté de *Yamaska* ; et des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de *St Paulin*, comté de *Maskinongé* ; demandant respectivement de l'aide.

Des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (Sœurs Grises),—de l'Asile de St Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum,—des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, tous de *Montréal*,—et des Sœurs de la Providence de *Ste Anne d'Yamaska*, Comté de *St Maurice* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de la Providence de la paroisse de *St Vincent de Paul*, Comté de *Laval* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *O. Desorey* et autres ; demandant qu'une allocation soit accordée au Collège du Sacré-Cœur de *Sorel*.

De la Municipalité de la paroisse de *St Honoré de Shenley*, comté de *Beauce*,—et de la Municipalité du Township de *Emberton*, Comté de *Compton* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

L'Honorable *M. Chapleau*, du Comité Spécial nommé pour préparer et rapporter les Listes des Membres devant composer les Comités Spéciaux Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé les listes des Membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.—Les Honorables MM. *Chapleau*, *Beaubien*, *Church*, *Flynn*, *Irvine*, *Joly*, *Langelier*, *Loranger*, *Mercier*, *Ross* et MM. *Boutillier*, *Racicot*, *Tarte*, *Watts* et *Würtele*.

2. ORDRES PERMANENTS.—L'Honorable *M. Lynch* et MM. *LeCavalier*, *Champagne*, *Charlebois*, *Duckett*, *Fortin*, *Gauthier*, *Houde*, *Laberge*, *Lafontaine* (*Napierville*), *Lovell*, *Meikle*, *Nelson*, *Parent*, *Préfontaine* et *Robillard*.

3. CHEMINS DE FER, CANAUX, ETC.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Chapleau*, *Irvine*, *Joly*, *Lynch*, *Mercier*, *Pâquet*, *Robertson* et MM. *Beaudet*, *Boutillier*, *Cameron*, *Caron*, *Champagne*, *Desaulniers*, *Gauthier*, *Lafontaine* (*Shefford*), *Langelier* (*Montmorency*), *Lalonde*, *Mathieu*, *Meikle*, *Molleur*, *Murphy*, *McShane*, *Nelson*, *Préfontaine*, *Racicot*, *Sawyer*, *Shehyn*, *St Cyr* et *Taillon*.

4. BILLS PRIVÉS.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Church*, *Flynn*, *Joly*, *Loranger*, *Marchand*, *Mercier*, *Robertson* et MM. *Cameron*, *Champagne*, *Deschênes*, *Duhamel*, *Fortin*, *Gagnon*, *Lafontaine* [*Shefford*], *Langelier* [*Montmorency*], *LeCavalier*, *Magnan*, *Marion*, *Mathieu*, *Meikle*, *McShane*, *Nelson*, *Préfontaine*, *Racicot*, *Rinfret*, *Shehyn*, *Taillon*, *Tarte*, *Watts* et *Würtele*.

5. LOIS EXPIRANTES.—Les Honorables MM. *Irvine*, *Pâquet*, *Ross* et MM. *Audet*, *Caron*, *Dupuis*, *Houde*, *Laberge*, *Lalonde*, *Meikle* et *Würtele*.

6. COMPTES PUBLICS.—Les Honorables MM. *Church*, *Flynn*, *Irvine*, *Langelier*, *Mercier*, *Robertson* et MM. *Audet*, *Beaudet*, *Caron*, *Champagne*, *Duckett*, *Fortin*, *Gagnon*, *Lafontaine* [*Napierville*], *Langelier* [*Montmorency*], *LeCavalier*, *Mathieu*, *Molleur*, *Nelson*, *Picard*, *Préfontaine*, *Shehyn*, *Watts* et *Würtele*.

7. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Joly*, *Marchand*, *Pâquet*, *Robertson* et MM. *Beaudet*, *Bergevin*, *Blais*, *Boutin*, *Cameron*, *Caron*, *Deschênes*, *Duhamel*, *Dupuis*, *Fortin*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Houde*, *Laberge*, *Lafontaine* [*Shefford*], *Lafontaine* [*Napierville*], *Lalonde*, *Lavallée*, *Lovell*, *Magnan*, *Marion*, *Meikle*, *Parent*, *Picard*, *Poirier*, *Racicot*, *Sawyer*, *St Cyr* et *Watts*.

8. INDUSTRIES.—L'Honorable M. *Robertson* et MM. *Audet*, *Beaudet*, *Bergevin*, *Blais*, *Boutin*, *Boutillier*, *Caron*, *Champagne*, *Charlebois*, *Desaulniers*, *Dupuis*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Houde*, *Lafontaine* [*Shefford*], *Lavallée*, *Lovell*, *Magnan*, *Marion*, *Meikle*, *Molleur*, *Murphy*, *McShane*, *Poirier*, *Racicot* et *Sawyer*.

9. COMITÉ DES IMPRESSIONS.—Les Honorables MM. *Chapleau*, *Flynn*, *Langelier*, *Marchand* et MM. *Boutillier*, *Desaulniers* et *Tarte*.

M. le Procureur Général *Loranger* met devant la Chambre,—Rapport de la Commission pour la révision et refonte des Statuts de la Province de Québec. [Documents de la Session No 9.]

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* [*Napierville*] ait la permission d'introduire un Bill pour faciliter le règlement des successions vacantes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs, que les Membres du Comité Permanent des Impressions, savoir : l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Langelier*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Boutillier*, M. *Desaulniers* et M. *Tarte*, agiront comme membres du dit Comité Conjoint des Impressions.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* [*Shefford*] ait la permission d'introduire un Bill pour assurer le paiement de l'ouvrier, constructeur, journalier et de tous ceux qui ont contribué à la construction d'un édifice quelconque.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code de procédure civile, pour rendre plus efficace la présence des témoins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Commissaire *Flynn*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Langelier*, M. le Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Ross*, M. *Desaulniers*, M. *Mathieu*, M. *Taillon* et M. *Tarte*, pour aider

M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du Comité Conjoint de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la Résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* porte le dit Message au Conseil Législatif.

Ordonné, Que M. *Racicot* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les différents Actes concernant la Profession de Notaire dans la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour pourvoir à de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger* ait la permission d'introduire un Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Résolu, Que, Mardi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération, les Subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, Mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les Subsides à accorder à Sa Majesté.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi de la preuve en matière civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE.—ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il encore l'intention de transférer le chef-lieu du District de *Kamouraska*, du village de *Kamouraska* à *Fraserville*, et s'est-il engagé de faire passer une loi à ce sujet pendant la présente session ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement a l'intention de transférer le chef-lieu du District de *Kamouraska*, du village de *Kamouraska*, à *Fraserville*, et introduira une loi à ce sujet pendant la présente session.

Par M. *Gagnon*.—Quand le Gouvernement se propose-t-il de reconstruire le Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska* ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—La loi qui sera introduite pour le transfert du chef-lieu, indiquera l'époque à laquelle le Gouvernement se propose de reconstruire le Palais de Justice et la Prison du District de *Kamouraska* ?

Par M. *Gagnon*.—Quel montant le Gouvernement se propose-t-il d'affecter pour la construction du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—La loi qui sera introduite contiendra des dispositions à cet effet.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement se propose-t-il de contribuer, en tout ou en partie, à la construction d'un pont sur la rivière *Chaudière*, dans le comté de *Lévis*, à son embouchure, entre les paroisses de *St Nicolas* et de *St Romuald* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement est en ce moment en pourparlers avec le député du Comté de *Lévis*, à ce sujet.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement se propose-t-il de nommer une commission spéciale, composée de membres des deux côtés de cette Chambre, pour recevoir dignement et convenablement, les Délégués que la *France* se propose d'envoyer au *Canada*, et ceux que d'autres pays pourront envoyer, pour assister à la grande exposition qui aura lieu cette année dans notre Province ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement prendra les mesures à cet effet, et il ne croit pas qu'une Commission spéciale soit requise à cette fin.

Par M. *Gagnon*.—Quelle somme L. A. *Sénécal*, écuyer, a-t-il reçue ou perçue, sous forme de salaire ou commission, depuis sa nomination au poste de gérant du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, à venir à ce jour ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—L'information demandée par cette question, sera donnée plus régulièrement dans l'état qui sera soumis à cette Chambre, en réponse à une demande d'adresse faite par l'honorable Député de *St Hyacinthe*.

Sur motion de M. *Lafontaine* (*Napierville*) secondé par M. *Molleur*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance qui a été échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres, avec aucunes personnes du Comté de *Napierville*, relativement à l'élection de conseillers municipaux qui a eu lieu en janvier dernier, pour la paroisse de *St Michel Archange*, dans le dit Comté.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*) propose, que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et des Débats s'ensuivant, — la dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Desaulniers*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes requêtes, correspondances et documents relatifs à un octroi à être accordé au Collège de *Sorel*.

Sur motion de M. *Lafontaine* (*Napierville*) secondé par M. *Molleur*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province, ou aucun de ses membres, et le Gouvernement Fédéral, ou aucun de ses membres, ainsi que celle échangée entre le dit Gouvernement de cette Province comme susdit, avec le Syndicat du Pacifique Canadien ou aucun de ses membres, ou aucunes personnes ou corporations, depuis le mois d'Octobre 1879, relativement à la vente ou à la location du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Sur motion de M. *Shehyn* secondé par M. *Nelson*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état comparatif des argents qui ont été dépensés à *Montréal* et à *Québec*, dans les ateliers et usines de ces deux endroits pour confection de chars à passagers, chars à fret et chars plate-forme ; le nombre de chaque classe de chars construits dans chacune des deux villes, depuis le mois d'Octobre 1879, jusqu'au premier de janvier 1881 ;

Le nombre de chaque classe d'ouvriers qui ont été employés pendant la même époque dans chacune des deux villes et le salaire journalier, payé à *Québec* et à *Montréal*, pour les différentes classes de métier et journaliers.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances et papiers concernant la démission de Dr Gravel, comme Coroner du District d'*Arthabaska*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier* (*Portneuf*) secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le 1er Juillet dernier, jusqu'au 30 avril courant, inclusivement.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier* [*Portneuf*] ;

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre divers états montrant :

1o. Les montants payés par le Gouvernement à *L. A. Sénécal*, écuier, depuis le 1er novembre 1879, comme surintendant du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soit comme salaire, soit comme commission, pour frais de voyage ou pour toute autre cause que ce soit ;

2o. Les montants dépensés depuis le 1er novembre 1879, pour compléter l'équipement du dit chemin ;

3o. La quantité de chars et de locomotives de toutes sortes achetés, faits et construits pour le dit chemin, depuis la date susdite ; avec le coût moyen de chacun ; le lieu où ils ont été faits et construits ;

4o. Le nombre, les noms et les salaires annuels, mensuels, hebdomadaires ou journaliers de toutes les personnes actuellement employées sur le dit chemin ou généralement pour son administration.

M. le Trésorier *Robertson* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Comptes Publics de la Province de Québec, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880. (Documents de la Session No 3.)

Ordonné, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 4 Mai 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Association de l'Asile de *Ste Brigitte, Québec*; et de l'Asile de *Nazareth* pour les aveugles et les enfants pauvres, tous deux pour l'année 1880. (Documents de la Session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Ross*,—La Pétition de *John Fraser*, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Sawyer*,—La Pétition de *James Doak* et autres.

Par M. *Duckett*,—La Pétition du Révérend C. *Dufour* et autres, de la paroisse de *St Ignace, du Côteau du Lac, Comté de Soulanges*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition des Sœurs de la Charité de la Ville de *Longueuil*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—La Pétition de " *The Ladies Protestant Home*," *Quebec*,—et la Pétition de F. X. *DeVillers* et autres, Notaires Publics pour la Province de *Québec*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*,—La Pétition du Rév. J. *Oct Soucy* et autres, de la paroisse de *St Ephrem de Tring*, et la Pétition de " *The Women's Hospital* " *Montréal*.

Par M. *Houde*,—La Pétition de *Antoine Bergeron* et autres, des Comtés de *Nicolet* et *Yamaska*; et la Pétition de *Abraham Décoteau* et autres, de la paroisse de *St Samuel, Comté de Nicolet*.

Par M. *Audet*,—La Pétition du Révérend F. L. *Pelletier* et autres, des Cantons de *Watford* et *Ware, Comté de Dorchester*.

Conformément à l'Ordre du jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *Jérôme Adolphe Chicoyne* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *La Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'Est*."

Des syndics de la paroisse de *St Gabriel de Stratford, Comté de Wolfe*; demandant la passation d'un acte pour modifier leur acte de répartition d'église.

Du Révérend D. *Charland*, de la paroisse de *St Clément de Beauharnois*; demandant de l'aide pour l'hôpital *St Joseph de Beauharnois*.

De *John Brooks* et autres, du Canton de *Lowe, Comté d'Ottawa*; demandant de l'aide pour un pont à l'endroit appelé : *Stagcreek*.

Du Révérend N. *Doucet* et autres, du canton *Chauveau*,—du Révérend *Joseph Roy* et autres, de la paroisse de *St Malachy, comté d'Ottawa*,—et de *Cléophas Gingras* et autres, du Canton de *Bulstrode, Comté d'Arthabaska*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné, Que M. *Lafontaine [Napierville]* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau l'acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Trésorier *Robertson* met devant la Chambre : Etat renfermant la Liste des Officiers Publics qui ont donné des Cautionnements au Gouvernement de la Province de *Québec*, depuis le 1er Juin 1880, jusqu'au 30 Avril 1881, en vertu de la 32 Victoria, chapitre 9, section 17, lequel est lu comme suit :

NOMS.	BUREAU.	RÉSIDENCE.	NOMS DES CAUTIONS.	Montant du caution- nement.	Description du cautionnement.	REMARQUES.
Gouin, A. N.....	Protonotaire.....	Sorel.....	Canada Guarantee Co....	\$ 2,000	Cautionnement.	
Desilets, Alfred.....	do	Trois-Rivières.....	Citizens' Insurance Co....	4,000	do	
Gouin, A. N.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	Sorel.....	Canada Guarantee Co....	600	do	
Richardson, C. A., & Thompson, A. N.....	do	Stanstead Plain.....	do	1,000	do	
Gladu, L. A.....	do	Côteau Landing.....	Citizens' Insurance Co....	600	do	
Desilets, Alfred.....	do	Trois-Rivières.....	do	1,000	do	
Langlais, P.....	do	Kamouraska.....	Canada Insurance Co....	600	do	
Richardson, C. A. & Thomas, C. M.....	Régistrateurs (conjointes).....	Stanstead Plain.....	do	4,000	do	
Carrier, L. N.....	do	Lévis.....	O. Carrier.....	4,000	Hypothèque.....	Pour couvrir une période limitée.
Carrier, L. N.....	do	do	Canada Guarantee Co....	4,000	Cautionnement.	Pour remplacer un cautionnement antérieur.
Michaud, A.....	do	St-Jean Port Joli.....	do	4,000	do	
Lemay, L. E.....	do	Ste-Croix.....	do	4,000	do	
Bachand, J. C.....	do	St-Liboire.....	Citizens' Insurance Co....	4,000	do	
Varin, J. B.....	do	Laprairie.....	do	4,000	do	
Laehaine, L. G.....	do	St-Jérôme.....	Canada Guarantee Co....	4,000	do	
Somerville, Andrew.....	do	Huntingdon.....	do	4,000	do	
Russell, A. J.....	Agent des Terres de la Couronne	Ottawa.....	do	3,000	do	
Létourneau, J. T.....	do	St-Joseph (Beauce).....	do	2,000	do	
Dumas, J. B. I.....	do	Roberval.....	do	1,600	do	
Dubé, C. T.....	do	Riv-du-Loup (Bas).....	do	1,000	do	
Perkins, L. A.....	Inspecteur des licences.....	Mansonville.....	Citizens' Insurance Co....	2,500	do	
Regnier, P.....	do	Fortville.....	Canada Guarantee Co....	2,500	do	
Boivin, C. A.....	do	St-Hyacinthe.....	do	3,000	do	
Fraser, John.....	do	Cross Point.....	do	600	do	
Fortier, J. E.....	do	Québec.....	do	4,000	do	
Paquin, F.....	do	St-Eustache.....	Citizens' Insurance Co....	1,500	do	
Rivard, A. M.....	do	Joliette.....	Canada Guarantee Co....	3,000	do	
Gouin, A. N.....	Greffier de la couronne.....	Sorel.....	do	600	do	
Gouin, A. A.....	Greffier de la paix.....	do	do	600	do	

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier, P. Q.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Québec, 1^{er} Mai 1881.

Ordonné, Que *M. Lafontaine (Shefford)* ait la permission d'introduire un Bill pour défendre la vente de certains billets de passage sur les lignes de Chemin de fer ailleurs qu'aux bureaux des Compagnies de Chemin de fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Solliciteur Général Lynch* ait la permission d'introduire un Bill concernant les maîtres et serviteurs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Procureur Général Loranger* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les articles 68, 75, 144, 549, 550, 586, 587 & 712 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Procureur Général Loranger* ait la permission d'introduire un Bill pour la nomination d'un Juge en Chef de la Cour Supérieure pour le District de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Magnan* ait la permission d'introduire un Bill pour annexer une partie de la paroisse de *St Calixte* et une autre partie du terrain qui n'est pas encore érigée au civil, à la paroisse de *St Théodore*, dans le comté de *Montcalm*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi concernant le recours civil dans le cas de libelle.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Mathieu*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de demander à cette Chambre d'appropriier et voter toutes les sommes d'argents nécessaires pour la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et pour l'entretien et les dépenses du chemin ?

Réponse de l'Honorable *M. Chapleau*.—Cette question est maintenant sous la considération du Gouvernement.

Par *M. Mathieu*.—Quelles sommes on a promis payer ou ont été payées jusqu'au 31 octobre 1879, pour la construction de cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis *Montréal* à *Ottawa* inclusivement, et quelles sommes on a promis de payer ou on a payé depuis, pour cette même partie du chemin, y compris les embranchements ?

Réponse de l'Honorable *M. Chapleau*.—Cette question est déjà faite dans une Adresse, et sera donnée dans un état qui sera soumis aussitôt que possible.

Par M. Mathieu.—Quelles sommes on a promis payer ou ont été payées jusqu'au 31 Octobre 1879, pour la construction de cette partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis Québec jusqu'à St Martin inclusivement, et quelles sommes on a promis payer ou on a payé depuis, pour cette même partie du chemin, y compris les embranchements ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Cette question est déjà faite dans une Adresse, et sera donnée dans un état qui sera soumis aussitôt que possible.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. M. Sénécal a-t-il résigné comme Surintendant du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ?

2. Quand cette résignation a-t-elle été faite et quels en sont les motifs ?

3. A-t-elle été acceptée et le successeur de M. Sénécal est-il nommé ?

4. Si elle n'a pas été acceptée, pourquoi ne l'a-t-elle pas été ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Surintendant du Chemin de Fer n'a pas résigné sa position.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des rapports sur l'administration et la tenue du bureau d'enregistrement du comté de Bagot, depuis et après la nomination de M^s. Laroche, écuier ; des requêtes, lettres et plaintes demandant la destitution et le maintien en charge du dit Laroche, des requêtes et lettres demandant la nomination à cette charge de J. O. Bachand, Ecuier, des Ordres en Conseil et de tous autres documents se rattachant à la dite destitution et à la dite nomination.

Sur motion de M. Fortin, secondé par M. Racicot,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance qui a été échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres, avec aucunes personnes demandant l'établissement d'une ligne de paquebots à vapeur entre Québec, Montréal ou aucun autre port de la Province de Québec et la France.

Sur motion de M. Parent, secondé par M. Boutin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la Province, depuis le commencement de la présente année fiscale, pour chemins de Colonisation de première classe et pour ceux de seconde classe.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des Ordres en Conseil, correspondances et autres documents se rattachant à la nomination de L. O. Taillon, Ecuier, comme Commissaire de l'Emprunt Municipal.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Joly, Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous Ordres en Conseil, règlements, correspondance au sujet des droits de coupe de bois, depuis le 1er juillet 1880, jusqu'à ce jour.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jendredi, 5 Mai, 1881.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. le Solliciteur Général *Lynch*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est.

Par M. *Wärtele*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de l'Isle de Montréal ; et la Pétition de la Faculté Médicale de l'Université de Bishop's College.

Par M. *Molleur*,—La Pétition des Municipalités des paroisses de *St Georges de Henriville*, Comté d'*Iberville* et de *St Georges de Clarenceville*, Comté de *Missisquoi*.

Par l'Honorable M. *Ross*,—La Pétition de la Municipalité Scolaire de *St Sauveur de Québec* et autres.

Par M. *Deschênes*,—La Pétition du Révérend *L. Arpin* et autres, des paroisses des *Trois Pistoles* et *St Jean de Dieu*.

Par M. *Audet*,—La Pétition de *François Gosselin*, de la paroisse de *Ste Claire*, Comté de *Dorchester* ; et la Pétition du Révérend *F. L. Pelletier* et autres, de la paroisse de *Ste Germaine du Lac Etchmin*.

Par M. *Mathieu*,—La Pétition de *James Ferguson Armstrong* et autres.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition de *J. O. Guertin* et autres, Notaires Publics pour la Province de Québec.

Par M. *Racicot*,—La Pétition des Municipalités des paroisses de *St Georges de Henriville*, Comté d'*Iberville* & de *St Georges de Clarenceville*, Comté de *Missisquoi*.

Par M. *Préfontaine*,—La Pétition du conseil de ville de *Longueuil*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De l'Union *St Joseph*, de *St Sauveur de Québec* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Du Révérend *Ant. Labelle* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "La Corporation du Collège *Nominique*."

Du Titulaire et de la Congrégation de la Chapelle de la *Ste Trinité, Québec* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "*Trinity Church*."

De la Compagnie du Chemin de Fer "*Quebec Central*" ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De *J. A. Mousseau* et autres, membres du Barreau pour le District de *Montréal* ; demandant que le salaire des Juges des Sessions de la Paix, Records et Magistrats de Police soit augmenté.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain, de *St Germain de Rimouski* et autres ; demandant des amendements à la Loi des Licences.

Des Commissaires des Ecoles Protestantes de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements aux lois de l'éducation.

De *H. Howard* et autres,—de *P. H. Larue* et autres,—et de *L. Boucher* et autres, tous Notaires Publics pour la Province de *Québec* ; demandant respectivement des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat.

De *Dame Marie Anne Claire Symes, Marquise de Bassano*, épouse de *Napoléon Hugues Charles Marie Ghislain Maret, Marquis de Bassano* ; demandant l'autorisation de vendre certains immeubles substitués.

Du Révérend *L. Z. Champoux* et autres, de la paroisse de *St Joseph de Montréal* ; demandant une aide additionnelle pour l'asile *Bethléem*.

Des Dames Directrices de l'Hospice de *St Ferdinand d'Halifax*,—et de l'Hospice de la paroisse de *Sainte Elizabeth*, Comté de *Joliette* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *Jos. Bonin* et autres,—de *A. Ducharme* et autres, tous de la paroisse de *Sainte Emmélie de l'Energie*, Comté de *Joliette*,—et de *Jean-Baptiste Bédard*, du Canton de *Buckland*, Comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable *M. Beaubien* pour son Président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept Membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept Membres.

M. Würtele du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité après avoir élu *J. S. C. Würtele*, Ecuier, pour son Président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept Membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept Membres.

M. LeCavalier du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité après avoir élu *N. M. LeCavalier*, Ecuier, pour son Président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que son Quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité, soit réduit à sept Membres.

L'Honorable *M. Chapleau*, du Comité Permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre, le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable *M. Chapleau*, pour son Président.

Ordonné, Que *M. LeCavalier* ait la permission d'introduire un Bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un Bill pour exempter de la saisie, la moitié des gages des journaliers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte de cette Province, 38 Vict., chap. 12, intitulé : " Acte pour rendre saisissable une partie des Salaires des Officiers et Employés Publics.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un Bill ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers, substitutions et servitudes dans certains cas non prévus par la loi.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Magnan* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte des élections contestées de *Québec*, de 1875, 38 *Victoria*, chapitre 8.

Il présente, en conséquence le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wartelle* ait la permission d'introduire un Bill concernant l'indépendance des Juges des Sessions de la Paix, des Magistrats de Police et des Records de *Montréal* et de *Québec*.

Il présente, en conséquence le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de ne plus employer à l'avenir, comme substitut du Procureur Général, devant la Cour du Banc de la Reine, toute personne contre laquelle le grand juré aura trouvé fondés un ou plusieurs actes d'accusation [*True Bill*] avant que telle personne n'ait subi son procès et n'ait été acquittée ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement n'emploie et n'entend employer que des personnes qualifiées.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—Si le gouvernement a pris pour l'employer aux dépenses générales de la Province, le montant des intérêts accumulés sur les dépôts judiciaires depuis l'établissement d'un bureau pour ces dépôts, au Département du Trésor ; à quelle date ce montant a été pris et à combien il s'élevait.

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Sous l'Acte de la session dernière 43-44 Vict., chap. 8, le 25 Novembre 1880, \$56,295,48 ont été transférées au Fonds Consolidé du Revenu de cette Province.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—Combien a rapporté en primes et combien en rentes foncières la vente de coupe de bois faite, au Département des Terres, l'automne dernier.

Réponse de M. le Commissaire *Flynn*.—La Réponse à cette demande se trouve dans le Rapport des Commissaires qui sera soumis à cette Chambre dans quelques jours.

Sur motion de M. *Deschênes*, secondé par M. *Lalonde*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Le nombre des prisonniers incarcérés dans la Prison Commune du District de Kamouraska, depuis le 1er janvier 1880, jusqu'à ce jour.

2. Les sommes dépensées et payées par le Gouvernement pour l'administration de la Justice, et principalement les dépenses du dernier terme de la Cour Criminelle tenue dans le dit District, indiquant les dites sommes payées pour chaque accusation.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant le nombre d'aliénés dans nos asiles depuis la mise en force de la loi passée à la dernière session ; Les noms de ces aliénés, la paroisse, le canton, la place, le comté d'où ils viennent ; Le montant d'argent payé par le Gouvernement pour l'entretien de chaque aliéné ; Le montant payé ou dû au Gouvernement par les parents ou amis de chaque aliéné ; Le montant payé ou dû au Gouvernement par chaque corporation, pour la pension et l'entretien de chaque aliéné envoyé dans nos asiles aux frais des parents ou des corporations ; et toutes correspondances échangées entre les parents, les amis, les municipalités et le Gouvernement relatives à l'introduction de ces aliénés dans nos asiles.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état constatant les argents perçus par chacun des agents et sous agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres du domaine public aux colons, dans les différentes parties de la Province depuis l'année 1878 inclusivement, jusqu'au premier Mars dernier.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état des dépenses et des recettes de l'embranchement du chemin à *St Jérôme*, depuis le 1er Mars 1878 au 1er Mars 1879, du 1er Mars 1879 au 1er mars 1880, et de cette dernière date au premier Mars dernier.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état indiquant les montants dépensés pour les fins d'immigration et de repatriement, du 1er Juillet dernier au 30 Avril dernier séparément.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :
10. Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs, porte faix, gardiens de pompes, etc.

20. La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc.

30. Le nombre de locomotives, de chars à passagers de toutes sortes, de chars de fret, et de plateformes appartenant à toute la ligne et ses embranchements, le 30 Avril dernier, et la valeur estimée de ce matériel.

40. Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 Avril dernier pour l'entretien du dit chemin.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Etat des recettes du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Janvier 1880 au 30 Avril dernier, le dit état indiquant séparément pour chaque mois : 10 Le nombre de milles de chemin en opération ; 20 Les recettes provenant des passagers ; 30 Celles provenant du fret ; 40 Celles provenant des malles et de l'express.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—10 La liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour voyager sur le chemin de fer provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 jusqu'au 1er Mai courant ; indiquant la date de l'octroi respectif de ces billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

20 Liste des convois spéciaux fournis gratuitement ou autrement aux ministres de cette province, ou à aucun d'eux, ou à toute autre personne pour voyager sur le chemin de fer provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 au 1er Mai courant ; indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement.

L'Honorable M. *Chapleau* présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 Mai 1881, pour un état des montants dépensés du 1er Juillet 1880 au 30 Avril dernier, pour les fins d'immigration et de repatriement séparément. (Document de la Session No. 10.)

Le Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. le Procureur Général *Loranger*, l'Honorable M. *Langelier*, l'Honorable M. *Mercier*, M. *Taillon* et M. *Mathieu*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et records.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en Chancellerie.

M. L'ORATEUR,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault, de Boucherville, Couture, Dionne, Laviolette et Webb* pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme Membres d'un Comité Collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Et aussi le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault, Beaudry, Ferrier, Gaudet, De la Bruyère, Rémillard, Roy, Webb et Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le Comité de l'Assemblée Législative, comme Membres d'un Comité Conjoint des impressions.

Et ensuite il se retire.

Et la Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 6 Mai 1881.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Taillon.—La Pétition de C. S. Cherrier et autres, de la cité de *Montréal*, la Pétition de l'*Oeuvre et Fabrique* de la paroisse de *Notre Dame de Montréal* ; la Pétition de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la cité de *Montréal* ; et la pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité, *Montréal*.

Par l'Honorable M. Beaubien.—La Pétition de Pierre Céral et autres, de la paroisse *St Jean Baptiste, Montréal*.

Par M. Sawyer.—La Pétition de John Macdonald et autres, du canton de *Hampden*.

Par l'Honorable M. Marchand.—Deux Pétitions des Sœurs de la Charité de la Ville de *St Jean*.

Par l'Honorable M. Ross.—La Pétition du Conseil Municipal du Comté de *Québec*.

Par M. Lavallée.—La Pétition de Barth. Vézina et autres, notaires publics pour la Province de *Québec*.

Par M. Marion.—La Pétition des Commissaires d'Ecole de la paroisse de *St Lin* et autres, Comté de l'*Assomption*.

Par M. Blais.—La Pétition de A. G. Gauthier et autres, Notaires, pour la Province de *Québec*.

Par M. Nelson.—La pétition de C. C. Brigham et autres, de la Cité de *Hull*.

Par M. Würtele.—La Pétition de la Municipalité du Village de la Côte *St Antoine*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De John Fraser, de la Cité de *Montréal* ; demandant qu'une Commission Royale soit nommée pour examiner l'état des affaires de la succession de feu *Hugh Fraser*.

De F. X. de Villers et autres, Notaires pour la Province de *Québec* ; demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat.

De James Doak et autres ; demandant des amendements aux lois de l'éducation.

De "The Women's Hospital," *Montréal*,—et de "The Ladies Protestant Home, *Québec* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de la Charité de la Ville de *Longueuil* ; demandant de l'aide pour un asile dans la dite Ville.

Du Révérend C. Dufour et autres, de la paroisse de *St Ignace du Côteau du Lac*, Comté de *Soulanges* ; demandant de l'aide pour l'asile dans la dite paroisse.

De Antoine Bergeron et autres, des Comtés de *Nicolet* et *Yamaska* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Nicolet*.

Du Révérend F. L. Pelletier et autres, des Cantons de *Walsford* et *Ware*, Comté de *Dorchester*,—du Révérend J. Oct. Soury et autres, de la paroisse de *St Ephrem de Tring*,—et de Abraham Décoleau et autres, de la paroisse de *St Samuel*, Comté de *Nicolet* ; demandant respectivement de l'aide pour des Chemins.

M. Gauthier, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport à votre Honorable Chambre, qu'il a nommé pour son président, M. Gauthier.

Votre Comité recommande que son Quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le Quorum du dit Comité soit réduit à sept Membres.

M. Champagne, du Comité Permanent des différentes industries de cette Province, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire Rapport à votre Honorable Chambre qu'il a nommé pour son Président, **M. Champagne**.

Votre Comité recommande que son Quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le Quorum du dit Comité soit réduit à sept Membres.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas, savoir :

Pétition de l'Université *Laval* ; demandant la passation d'un acte autorisant l'Université à établir, si besoin il y a, d'autres Chaires, dans la Province de *Québec* ;

Pétition de la paroisse de *St Gabriel de Stratford* ; demandant la passation d'un acte pour amender son acte de répartition ;

Pétition de l'Union *St Joseph de St Sauveur* ; demandant un acte pour amender son acte d'incorporation ;

Pétition de *Antoine Labelle* et autres ; demandant à être incorporés sous le nom de " La corporation du Collège *Nominique* " ;

Pétition du Titulaire et de la congrégation de l'église de la Trinité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation ;

Pétition de la Compagnie du chemin de fer "*Québec Central*" ; demandant un acte pour amender les actes incorporant la dite Compagnie.

Ordonné, Que **M. Wurtelle** ait la permission d'introduire un Bill pour amender les Actes incorporant la Compagnie du Chemin de Fer "*Québec Central*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que **M. Gagnon** ait la permission d'introduire un Bill pour amender et refondre les dispositions concernant la confection des listes électorales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que **M. Gagnon** ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que **M. Gagnon** ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau l'Acte Electoral de *Québec* de 1875. •

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que **M. Houde** ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill pour faciliter la liquidation des Sociétés de Construction Mutuelles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général Lynch ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte d'Incorporation des Compagnies à Fonds Social (31 Vict., chap. 25).

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. Duhamel ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le Collège *Nominingue*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général Lynch ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte des Clauses Générales des Compagnies à Fonds Social (31 Vict., chap. 24).

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général Lynch ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Eglise de la Trinité, *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon.—A quelle conclusion le Gouvernement est-il arrivé, au sujet de la mise à exécution de la décision du Gouvernement Joly, communiquée au Député actuel pour le comté de *Kamouraska*, par la lettre du 11 Octobre 1879, de l'Honorable F. Langelier, alors Trésorier de la Province, par laquelle décision, la taxe spéciale pour la reconstruction du Palais de Justice de *Kamouraska*, imposée sur les enregistrements d'actes dans le comté de *Kamouraska* seulement, devait cesser d'être perçue, à partir du 1er janvier 1880 ? Cette question étant d'après la réponse de l'Honorable Procureur Général, sous la considération du Gouvernement depuis le 14 Juin 1880.

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—Le Gouvernement n'est pas en mesure, dans le moment, de prendre aucune décision, n'ayant pas tous les renseignements voulus.

Par M. Gagnon.—Depuis quelle date les recettes du trafic sur la Division Est du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, ont-elles été versées au Fonds Consolidé du Revenu ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Depuis le 16 Janvier, 1880.

Par M. Gagnon.—Le Gouvernement se propose-t-il d'accomplir, pendant cette session, sa promesse de la dernière session, en faisant passer une loi, ou en adoptant des procédés quelconques, pour rendre plus efficace le système d'inspection des écoles ? A-t-il fait déjà quelque chose dans cette direction, et si oui, qu'a-t-il fait ?

Réponse de M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*.—Le Conseil de l'Instruction Publique s'occupe de cette question, et le Gouvernement n'a pas encore reçu de Rapport à ce sujet.

Par M. *Gagnon*.—Depuis son entrée en office, le Gouvernement n'a-t-il émané aucune proclamation, passé aucun règlement de département ou autre, ou arrêté en Conseil d'un intérêt public général assez grand pour être imprimé et inséré dans le volume des Actes de la législature, conformément à la section 1 du chap. 6 de la 41 et 42 Victoria ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le gouvernement a l'intention d'amender l'Acte 41-42 Vict., chap. 7, de manière à faire publier les Arrêtés en Conseil d'un intérêt public général, depuis la Confédération.

Par M. *Marion*.—Le Gouvernement entend-il sérieusement faire droit aux réclamations produites par et au nom des MM. *André Racette, André Daniel, Gédéon Villeneuve, George Chaput et Pierre Thérien*, du Comté de l'Assomption, pour dommages résultant de la construction du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement est à s'occuper de ces affaires, et justice sera faite.

Par M. *Marion*.—Le Gouvernement a-t-il pris quelques mesures pour le règlement des réclamations produites au Ministère des Travaux Publics, par MM. *Henri Dupras et Gédéon Villeneuve*, de *St Henri de Mascouche*, à l'égard de leurs terrains pris pour l'usage du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement est à s'occuper de ces affaires, et justice sera faite.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier (Montmorency)*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état montrant dans quelles Compagnies d'Assurance et pour quel montant dans chacune, le Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska* étaient assurés.

Quel montant le Gouvernement a reçu ou doit recevoir de chacune des dites Compagnies d'Assurance.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Rinfret dit Malouin*, secondé par M. *Shehyn*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des recettes pour fret et transport des passagers sur le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, depuis le 1er Juillet, 1880 jusqu'au 30 Avril, 1881.

L'Honorable M. *Chapleau*, en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, présente,—Réponse à une Adresse de ce jour, demandant un état indiquant dans quelles Compagnies d'Assurance et pour quel montant dans chacune, le Palais de Justice et Prison de *Kamouraska* étaient assurés, et aussi le montant reçu, par le Gouvernement, de chacune des dites Compagnies d'Assurance.—(Documents de la session No 11.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 9 Mai 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre.—Etat des affaires de "The Women's Christian Association, Québec," pour l'année 1880. (Documents de la Session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. Racicot,—La Pétition de l'Hospice *Ste Elizabeth, Farham*.

Par M. Desaulniers,—La Pétition du Révérend J. H. Dorion et autres du comté de *St Maurice*.

Par M. Shehyn,—La Pétition de J. E. Martineau et autres de la cité de *Québec*.

Par M. Sawyer,—La Pétition de F. M. Pope, Président des Commissaires d'Ecole du canton de *Bury*.

Par l'Honorable M. Mercier,—La Pétition de *Alphège Dupont et Clément Dupont*.

Par M. Poirier,—La Pétition du Révérend L. M. Morisset et autres, de la paroisse de *St Côme de Kennebec*, comté de *Beauce*,—et la Pétition de *Napoléon Drapeau* et autres, de *St Vital de Lambton* et autres paroisses des comtés de *Beauce* et *Wolfe*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *James Ferguson Armstrong* et autres ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de *Montréal et Sorel*."

De C. S. Cherrier et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Hôpital de *Notre-Dame*."

De la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est,—de la Compagnie du chemin de fer de l'Isle de *Montréal*,—Du Conseil de Ville de la ville de *Longueuil*,—et de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à leur Acte d'incorporation.

De la municipalité du village de la *Côte St Antoine* ; demandant des amendements à l'Acte 42 43 Vict., chap. 43, de *Québec*.

De l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de *Notre Dame de Montréal* ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à émettre des actions ou bons.

De *François Gosselin*, de la Paroisse de *Ste Claire*, comté de *Dorchester* ; demandant la passation d'un Acte pour l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont sur la *Rivière Chaudière*.

Deux Pétitions des municipalités des paroisses de *St George de Henriville* comté d'*Iberville*, et de *St George de Clarenceville*, comté de *Mississiquoi* ; demandant la passation d'un Acte, ordonnant la réouverture d'une route dans la paroisse de *St Georges de Henriville*.

De *Pierre Cérat* et autres, de la paroisse de *St Jean Baptiste*, de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte pour faciliter le prélèvement, par redevance, de la somme destinée au paiement de la dette contractée pour la construction de l'Eglise de la dite Paroisse.

Du Conseil Municipal du comté de *Québec* ; demandant la passation d'un Acte pour annexer une partie de la Paroisse de *St Edmond de Stoneham*, à la municipalité des cantons unis de *Stoneham et Tewkesbury*.

Des Commissaires d'Ecole et autres, de la Paroisse de *St Lin*, comté de l'*Assomption* ; demandant la passation d'un Acte pour rendre obligatoire le paiement d'une certaine somme prélevée, pour la construction d'une école modèle dans l'arrondissement No 2 de la paroisse de *St Lin*.

De la Municipalité Scolaire de *St Sauveur de Québec* et autres,—de C. C. Brigham et autres, de la cité de *Hull*,—et de *John Macdonald* et autres du Canton de *Hampden* ; demandant respectivement des amendements aux lois de l'éducation.

De *J. O. Guertin* et autres,—de *Barth. Vézina* et autres,—et de *A. G. Gauthier* et autres, Notaires Publics, pour la Province de *Québec*; demandant respectivement des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat.

De la Faculté Médicale de l'Université de "*Bishop's Collège*"; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de la Miséricorde, pour la régie de l'Hospice de la Maternité, de la cité de *Montréal*; demandant de l'aide.

Des Sœurs de la Charité, de la ville de *St Jean*; demandant de l'aide pour *La Salle d'Asile*, dans la ville de *St Jean*.

Des Sœurs de la Charité, de la ville de *St Jean*; demandant de l'aide pour l'Hôpital de la ville de *St Jean*.

Du Révérend *F. L. Pelletier* et autres, de la Paroisse de *Ste Germaine du Lac Etchemin*; demandant de l'aide pour un chemin dans le Canton de *Cranbourne*.

Du Révérend *L. Arpin* et autres, des paroisses des *Trois Pistoles* et *St Jean*; demandant l'ouverture d'un chemin de colonisation du Canton *Bégon* à la frontière du *Nouveau Brunswick*.

Ordonné, Que *M. Wúrtele* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Shehyn* ait la permission d'introduire un Bill pour amender et refondre l'acte incorporant l'Union Saint Joseph, à *Saint Sauveur de Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine [Napierville]* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le chapitre 28 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, et la section 559 du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour abolir la qualification foncière des députés à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour rappeler la section 37, du chapitre 41, 43 et 44 *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, [tous les membres de la Chambre étant découverts,] et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant Gouverneur de la Province de *Québec*, soumet à l'Assemblée Législative, copie d'un Ordre en Conseil, daté le quatre Mai mil huit cent

quatre-vingt un, nommant les Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'acte trente neuf *Victoria*, chapitre douze.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 5 Mai 1881.

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 2 mai 1881, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 4 mai 1881.

No 152.

Sur la nomination de Commissaires sous l'acte 39 *Victoria*, chapitre 12.

L'Honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, dans un mémoire en date du deux Mai courant, (1881), recommande que l'Honorable *J. G. Robertson*, Trésorier de la Province, l'Honorable *L. O. Loranger*, Procureur Général et l'Honorable *E. J. Flynn*, Commissaire des Terres de la Couronne, soient nommés Commissaires aux fins de mettre à exécution l'acte 39 *Victoria*, chapitre 12, concernant l'Economie Interne de l'Assemblée Législative et pour d'autres fins.

Le Comité concourt dans cette recommandation, et la soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié,

FÉLIX FORTIER,
Greffier Cons. Ex.

A l'Honorable Secrétaire de la Province, etc.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, [tous les Membres de la Chambre étant découverts,] et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits Statuts. [Appendice No 2.]

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 9 Mai 1881.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* présente en conformité d'Adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 juillet 1880, demandant : Copie de toutes requêtes, pétitions, correspondances, plaintes et autres documents relatifs à la réorganisation de la Cour des Commissaires, pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de *St Paschal*, dans le Comté de *Kamouraska*, depuis le premier Novembre 1879. [Documents de la Session No 12.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 juillet 1880, demandant : une liste de tous les arpenteurs employés aux travaux du cadastre, dans toute la Province, depuis le premier Juillet 1879 au 30 juin 1880, indiquant ; 1. leurs noms et le lieu de leur résidence ; 2. Les dates auxquelles les instructions leur ont été données, et le nom de la localité où chacun d'eux a travaillé ; 3. Le montant de toutes sommes d'argent payées à chacun et les balances restant à leur être payées respectivement. [Documents de la Session No 13.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 Juillet 1880, demandant : un état donnant la liste des employés à *Spencer Wood*, aux frais de la Province de *Québec*, depuis le premier Janvier 1876 ; le dit état donnant, dans des colonnes séparées, la date de leur entrée en service, leurs salaires, la date de leur sortie ou renvoi, et la cause de leur renvoi. [Documents de la Session No 14.]

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lafontaine [*Napierville*].—Quelles sont les sommes d'argent collectées sur le Fonds d'Emprunt Municipal, depuis la nomination du Commissaire, au premier Mai courant ?

Quelles sont les Municipalités qui ont payé ?

Quelles sont les Municipalités qui ont réglé ?

Quelles sont les dépenses encourues et à qui payées ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—La réponse à cette question devrait être demandée par une Adresse. Et les procédés du Commissaire seront déposés sur la Table de cette Chambre, pendant cette session.

Par l'Honorable M. Langelier.—Quel est le montant des billets donnés pour coupe de bois, et non encore échus, ni renouvelés, depuis le premier juillet dernier, au 30 Avril dernier ?

Réponse de M. le Commissaire *Flynn*.—Cent seize mille cinq cent quarante huit piastres [\$116,548].

Par M. Lafontaine [*Napierville*].—Le gouvernement a-t-il pris les moyens de faire payer les arrérages dus au fonds de bâtisses et de jurés, dans tous les Districts, et spécialement ceux des Districts de *Gaspé* et de *Terrebonne*, qui étaient à peu près les plus considérables ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Les officiers de ces Districts ont reçu des instructions à cet égard.

Par M. Parent.—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger, sous peine de révocation, *D. F. de St Aubin*, inspecteur des licences, pour le District de *Rimouski*, de transporter son bureau dans la Ville de *Rimouski*, chef lieu du District de *Rimouski*, conformément aux requêtes présentées au Gouvernement, dans ce but, et aux Ordres en Conseil passés à ce sujet, au lieu de lui permettre de tenir plus longtemps son bureau à *Matane*, localité située à 60 milles à l'est du chef lieu du district ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—M. D. F. de *St Aubin*, inspecteur des licences pour le District de *Rimouski*, a reçu ordre de transporter son bureau dans la Ville de *Rimouski*, avant le premier juin 1879, et par sa lettre du 31 Mai 1879, il informa l'Honorable Trésorier qu'il l'avait transféré de *Matane* à la Ville de *Rimouski*.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Shehyn*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes les correspondances et des Ordres en Conseil, depuis le jour de la suspension de *Auguste Quesnel*, écuyer, de la charge de Shérif de District d'*Arthabaska*, en 1870, jusqu'au jour de sa réinstallation à la dite charge, dans le cours de la présente année, ayant trait à son cas.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état indiquant les sommes d'argent payées au Trésorier de la Province, sous l'autorité de la 15ème Section de l'acte général des Mines de *Québec*, 1880.

Sur motion de M. *Tarte*, secondé par M. *Gauthier*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : tous les papiers relatifs à la nomination du Docteur *Chèvrefils*, comme coroner du District d'*Arthabaska*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Houde*, secondé par M. *Audet*,
Résolu, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de M. *Houde*, M. le Procureur-Général *Loranger*, M. le Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *LeCavalier*, M. *Laberge*, M. *Marion*, M. *Molleur*, M. *Gagnon*, M. *Champagne*, M. *Dupuis* et M. *Wärtele*, pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal :

Bill pour amender de nouveau le Code Municipal.

Bill pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Loranger*, M. le Solliciteur Général *Lynch*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Ross*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Church*, l'Honorable M. *Mercier*, M. *Mathieu*, M. *Racicot*, M. *Wärtele*, M. *Watts*, M. *Préfontaine* et M. *Desaulniers*, pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain

Mardi, 10 Mai, 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la Maternité, *Montréal* ; et de la Société Historique et Littéraire, *Québec*, tous deux pour l'année 1880 —(Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Nelson,—La Pétition du Reverendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres, de la Cité de *Montréal* ; la Pétition de *George Williamson* et autres, du Village de *Kingsbury* ; la Pétition de *C. H. Wetherbee* et autres, du Canton de *Kingsey* ; la Pétition de *D. B. Campbell* et autres, de *Harrington*, Comté d'*Argenteuil* ; la Pétition de *Robert McCord* et autres, du Canton de *Whitton* ; la Pétition de *R. J. Elliot* et autres, de *Shawville* et *Clarendon* ; la Pétition de *W. G. Lyster* et autres, du Canton de *Percé*, Comté de *Gaspé* ; la Pétition de *A. McMaster* et autres, de *Hampton* ; la Pétition de *B. F. Harvey* et autres, de *Compton* ; la Pétition de *C. Leclaire* et autres, de *Rowton Pond* ; la Pétition de *Charles Smith* et autres, de *West Brome* ; la Pétition du Révérend *W. Andrews* et autres, de *Sorel* ; la Pétition du Révérend *Wm. Matheson* et autres, de *Stornoway* ; la Pétition de *John Shanks* et autres, de *Windsor Mills* ; la Pétition de Révérend *Geo. Forneret* et autres, de *Durham* ; la Pétition du Révérend *Thos. Fenwick* et autres, de *Métis* ; la Pétition de *W. F. Kay* et autres, de *Philipsburg* ; la Pétition du Révérend *W. J. Crothers* et autres, de *St Jean* ; la Pétition de *Edouard Edwards* et autres, du Village de *St Jean-Baptiste* ; la Pétition de *Robert Houston* et autres, de *English River* ; la Pétition du Révérend *J. Sykes* et autres, de *Frampton Cuest* ; la Pétition du Révérend *W. K. Shortt* et autres, de *Mansonville* ; la Pétition de *W. S. Ingalls* et autres, de *Freleighsburg* ; la Pétition de *A. B. Mills* et autres, de *Est Farnham* ; la Pétition de *John Higgins* et autres, de *Thorne* ; la Pétition de *G. C. Dyer* et autres, de *Sutton* ; la Pétition du Révérend *J. B. Dubois* et autres, de *Rawdon* ; la Pétition du Révérend *A. L. Arms* et autres, de *St Armand Est* ; la Pétition de “*The Church Home*,” *Montréal* ; et la Pétition du Collège de Pharmacie, *Montréal*.

Par M. Le Solliciteur Général *Lynch*,—la Pétition de “*The Protestant Home for Friendless Women*,” *Montréal* ; la Pétition de *Ed. A. Whitehead* et autres, de *Montréal* ; la Pétition de *Duke Roberts* ; *W. H. Roberts* et *E. L. Roberts* ; la Pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Waterloo* et *Magog* ; et la Pétition de “*The Women's Christian Association*,” de *Québec*.

Par M. Lalonde,—La Pétition de *R. Harwood* et autres, de la paroisse de *Vaudreuil*, et la Pétition de *Ant. Lefebvre* et autres, de la paroisse de *St Marthe*, tous du comté de *Vaudreuil*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition de *William Lowry* et autres, d'*Inverness*, comté de *Mégantic*.

Par M. *Sawyer*,—La Pétition de *A. J. Lindsay* et autres, du canton de *Eaton*.

Par M. *Taillon*,—La Pétition du Dispensaire Ophthalmique, établi à *Asile Nazareth*, *Montréal*.

Par M. *Meikle*,—La Pétition de *Constant Loiseau* et autres, de la paroisse de *St André*, comté d'*Argenteuil* ; et la Pétition de *Neil McArthur* et autres.

Par M. *Mathieu*,—La Pétition de *J. Sylvestre*, et autres ; la Pétition de *Charles Gill* et autres ; et la Pétition de l'Honorable *J. B. Guévremont* et autres, de la Ville de *Sorel*.

Par M. *Caron*,—La Pétition de *Geo. Caron* et autres.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de *J. O. Archambault*, Notaire ; et la Pétition de *B. Bainbridge* et autres.

Par M. *Beaudet*,—La Pétition de *Joseph Eugène Lépine*, Notaire, du village de *Montmagny*.

Par M. *Desaulniers*,—La Pétition de *O. Carignan* et autres de la Cité des *Trois Rivières*.

Par M. *Magnan*,—La Pétition de *A. E. Thibodeau* et autres, Notaires publics pour la Province de *Québec*.

Par M. le Procureur Général *Loranger*,—La Pétition de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*,—et la Pétition du Révérend *N. Lavallée* et autres, de *St-Vincent de Paul*.

Par l'Honorable M. *Chaplain*,—La Pétition de *A. M. Prévost* et autres, Notaires Publics pour la Province de *Québec*.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de l'Honorable *John Hamilton* et autres, de la Cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Distillation, de *Montréal*."

Pétition de la Municipalité du Village de *Coaticook*; demandant un acte pour ériger le dit Village en Ville.

Pétition de *James Ferguson Armstrong* et autres; demandant à être incorporés sous le nom de "La Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal* et *Sorel*."

Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de l'Isle de *Montréal*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Pétition de la Fabrique de la Paroisse de *Notre-Dame de Montréal*; demandant l'autorisation d'émettre des obligations pour un certain montant déterminé.

Pétition de *François Gosselin*, de la Paroisse de *Ste-Claire*, Comté de *Dorchester*, demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont sur la rivière *Chaudière*.

Pétition de *Pierre Cérat* et autres, de la Paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*; demandant la passation d'un acte pour faciliter le prélèvement par répartition de la somme destinée au paiement de la dette contractée pour la construction de l'Eglise de la dite Paroisse.

Pétition des Commissaires d'Ecoles de la Paroisse de *St-Lin*, dans le Comté de l'*Assomption*; demandant la passation d'un acte pour rendre obligatoire le paiement d'une certaine somme d'argent prélevée pour la construction d'une Ecole modèle.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition des Municipalités et des Paroisses de *St-Georges de Henriville*, dans le Comté d'*Iberville*, et de *St-Georges de Clarenceville*, dans le Comté de *Missisquoi*, demandant la passation d'un acte ordonnant l'ouverture d'un chemin dans la dite Paroisse de *St-George d'Henriville* et a trouvé que les avis n'avaient pas été donnés, mais comme toutes les personnes intéressées ont signé la Pétition, votre Comité recommande à votre Honorable Chambre la suspension de la 51ème Règle de cette Chambre.

Ordonné, Que M. *Mathieu* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal* et *Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Molleur* ait la permission d'introduire un Bill pour diminuer les occasions qui portent à l'intempérance.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte de cette Province 42 et 43 Victoria, chapitre 15, intitulé : "Acte pour amender l'acte électoral de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Langelier ait la permission d'introduire un Bill pour donner aux employés des Chemins de Fer une plus grande garantie contre les accidents.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission d'introduire un Bill concernant l'Université-Laval et la multiplication de ses chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Molleur ait la permission d'introduire un Bill pour amender les articles 2009, 2103 et 2107 du Code Civil du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Würtel ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de distillation, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Würtel ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de l'Isle de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Würtel ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 904 du Code Municipal.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce Bill.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser la fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Montréal, à émettre des obligations pour un montant déterminé.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Audet ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser François Gosselin, de la Paroisse de Ste Claire, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Chaudière, entre les Paroisses de Ste Marie, Comté de Beauce, et St Bernard, Comté de Dorchester, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Langelier [Montmorency] ait la permission d'introduire un Bill pour amender le chapitre vingt-deux de la trente-deuxième Victoria, intitulé : "Acte pour amender la loi relative aux jurés et jurys."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Préfontaine ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 515 du Code Municipal de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois et que les Règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce Bill.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Spécial pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que M. Wurtelle ait la permission d'introduire un Bill pour pourvoir au recouvrement de réclamations résultant de la construction, ou du transport des voyageurs, ou des marchandises sur le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire Provincial Pâquet présente, en conformité d'Adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 Juillet, 1880, demandant : Copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents relatifs à la prorogation demandée par les porteurs de coupes de bois, du temps pour lequel des coupes de bois leur ont été accordées. (Documents de la session No 15.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 mai, 1881, demandant : Un état indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la Province, depuis le commencement de la présente année fiscale, pour chemins de Colonisation de première classe et pour ceux de seconde classe. (Documents de la session No 16.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 9 Juin, 1880, demandant : 1. Copie de toutes instructions données à l'agent local des Terres de la Couronne de la division Grandville, depuis le 1er Janvier, 1879, jusqu'à cette date, l'autorisant à s'assurer, si quelque personne ne coupait pas des bois sur les terres publiques sans licence ; 2. Les instructions qu'il a reçues pour les règlements, pour coupe des dits bois, et copie des dits règlements et rapports, faisant connaître la quantité des dits bois coupés, soit billots, ou autres bois, le nombre de milles de bardeau ; 3. Les montants collectés pour iceux ; 4. Faisant connaître aussi la quantité des bois coupés sur les dites terres publiques, étant sous licence et les montants collectés ; 4. Aussi un état détaillé des dépenses de voyage du dit agent ; 6. Copie des rapports du garde-forestier et de Félix Gagnon, Ecuier, Juge de Paix, chargé par le Département, de faire un rapport au dit Département relativement aux dits bois coupés sans licence, et tous autres documents se rapportant à cette affaire. (Documents de la session No 17.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 Juillet, 1880, demandant : Copie de toutes instructions données par le Département des Terres de la Couronne aux agents et gardes forestiers, concernant la saisie du bois rond, bois carré et écorce, depuis le 1er Novembre dernier. (Documents de la session No 18.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 Juillet, 1880, demandant : Copie de toutes correspondances et autres documents relatifs aux réclamations de *Charles Dorion*, Magistrat de District, du District de *Richelieu* pour salaire. (Documents de la session No 19.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 Mai 1881, demandant : Copie de la correspondance qui a été échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres, avec aucune personne du Comté de *Napierville*, relativement à l'élection de conseillers municipaux qui a eu lieu en janvier dernier, pour la paroisse de *St Michel Archange*, dans le dit Comté. (Documents de la session No 20.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 Mai, 1881, demandant : Copie des Ordres en Conseil, correspondances et autres documents se rattachant à la nomination de *L. O. Taillon*, Ecuier, comme Commissaire de l'Emprunt Municipal. (Documents de la session No 21.)

Le Bill pour incorporer l'Eglise de la Trinité, *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au Comité permanent des Bills Privés.

Le Bill pour amender les articles 68, 75, 144, 549, 550, 586, 587 et 712 du Code de Procédure Civile, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Spécial nommé pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile :

Bill pour faciliter le règlement des successions vacantes.

Bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes.

Le Bill pour amender les Actes incorporant la Compagnie du Chemin de Fer "*Québec Central*," est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au Comité permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies de Mines et Manufacturières.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill pour incorporer le Collège *Nominingue*.

Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant l'Union St Joseph, à *St Sauveur de Québec*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon.—Quel montant le Gouvernement prétend-il être encore dû ce jour (déduction faite du montant perçu ou à être perçu des Compagnies d'Assurance,) pour la construction du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska*, pour sa reconstruction après l'incendie de 1862, et pour l'achat du terrain où ils étaient érigés.

Réponse de M. le Procureur-Général *Loranger*,

DISTRICT JUDICIAIRE DE KAMOURASKA.

1880.

Juillet 1.—Montant dû par le district au Fonds de Bâtisses et de Jurés.....		\$ 9,478 10
Montant des débetures dû pour le Palais de Justice du District..		8,955 00
Montant dû sur compte, 1er Juillet 1867..	\$ 201 27	
Intérêt à 8% sur \$8955, depuis le 1er Juillet 1867 au 1er Juillet 1880.....	9,313 20	9,514 47
Montant perçu par le Gouvernement par timbres et argents, depuis le 1er Juillet 1867 au 1er Juillet 1880.....		12,698 76
Montant reçu par le Palais de Justice.....	12,698 76	
Moins, intérêt et balance de compte.....	9,514 47	\$ 3,184 29
Débetures.....	\$ 8,955 00	
Dû par Palais de Justice.....	3,184 29	
	\$ 5,770 71	
Dû par Fonds de Bâtisses et Jurés.....	9,478 10	
Total dû par le District.....	\$ 15,248 81	au 1er Juillet 1880.

E. et E.

GASPARD DROLET,
Auditeur de la province.

QUÉBEC, 9 Mai 1881.

Les débetures sont entre les mains de différentes personnes.

Montant reçu par le Shérif de *Kamouraska*, depuis le 1er Juillet 1867 au 31 Décembre 1880 en à-compte du Fonds de Bâtisses et de Jurés.

1870					
Juin 30—Pour contributions annuelles des municipalités...					\$ 371 90
1871					
Juin 30 do do do do ...					440 75
1872					
Juin 30 do do do do ...					456 00

1873						
Déc. 31	do	do	do	do	...	456 00
1876						
Mars 31	do	do	do	do	...	360 00
1877						
Juin 30	do	do	do	do	...	402 00
1878						
Mars 31	do	do	do	do	...	396 00
Juin 30	—Pour amendes, etc.....					7 77
Sept. 30	do	do				11 81
1879						
Mars 31	do	do				6 36
Juin 30	do	do				116 08
Sept. 30	do	do			\$ 4 59	
Sept. 30	—Pour contributions annuelles des municipalités...					24 00
						28 59
Déc. 31	—Pour amendes, etc.....					7 25
1880						
Mars 31	do	do				80 88
Juin 30	do	do				3 66
Déc. 31	do	do			31 25	
Déc. 31	—Pour contributions annuelles des municipalités...					24 00
						55 25
						\$3,200 30

BUREAU DE L'AUDITEUR, 10 Mai 1881.

E. et O. E.

GASPARD DROLET,
Auditeur de la Province.

Cette somme de \$55.25 ne peut être déduite des \$9,478.10 sur l'autre état parceque certaines dépenses doivent être payées à même.

État des timbres cancellés par le Shérif de *Kamouraska* par le Fonds de Bâtisses et de Jurés, depuis le 1er Juillet 1867, au 30 Juin 1880.

Pour l'année finissant au 30 Juillet 1868.....	\$ 5 30
do do do 1869.....	15 06
do do do 1870.....	14 20
do do do 1871.....	14 20
do do do 1872.....	9 20
do do do 1873.....	5 60
do do do 1874.....	7 90
do do do 1875.....	11 60
do do do 1876.....	1 25
do do do 1877.....	5 60
do do do 1878.....	11 50
do do do 1879.....	1 70
do do do 1880.....	0 70
Total.....	\$103 81

E. et O. E.

GASPARD DROLET,
Auditeur de la Province.

Et la Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 11 Mai 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Mercier*.—La Pétition de *O. Bonin* et autres, de la paroisse de *St Denis*.

Par M. *Mathieu*.—La Pétition du Révérend *J. B. Dupuy* et autres, de la paroisse de *St Antoine*.—La Pétition du Révérend *J. B. Durocher* et autres, de la paroisse de *Ste Victoire*, Comté de *Richelieu*.—et la Pétition du Révérend *C. W. Raymond*, et autres, de la paroisse de *St Louis de Bonsecours*.

Par M. *Champagne*.—La Pétition de Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, les Evêques Catholiques Romains de la Province de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Marchand*.—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *St Jean*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*.—La Pétition de *Amable Gaudry* et autres, du Côtéau *St Louis*.—et la Pétition de *J. H. S. Brunelle* et autres, du Village d'*Outremont*.

Par M. *Molleur*.—La Pétition de *Pierre Bilodeau* et autres, de la paroisse de *St Athanase*, Comté d'*Iberville*.

Par M. *Meikle*.—La Pétition de *Alexander Pridham* et autres, du Village de *Grenville*.

Par M. *Wärtele*.—La Pétition de *Marie Joseph Edmour Chagnon*, de la Cité de *Montréal*, étudiant en Droit.

Par M. *Picard*.—La Pétition du Révérend *N. M. Huot* et autres, de *St Vital* de *Lambton* et autres paroisses, des Comtés de *Beauce* et *Wolfe*.

Par M. *Houde*.—La Pétition du Révérend *H. E. Julien* et autres, de la paroisse de *Ste Marie de Blanford*, Comté de *Nicolet*.

Par M. *Duhamel*.—La Pétition de la Municipalité du Canton de *Eagan* ; la Pétition du Révérend M. *Prévost* et autres, de la Vallée de la *Gatineau* ; la Pétition de *Henry Fields* et autres, du Canton de *Lowe Sud* ; la Pétition de *James Martin* et autres, du Canton de *Lowe Nord* ; et la pétition de *John Hogan* et autres, des Cantons de *Lowe* et *Hincks*, tous du Comté d'*Ottawa*.

Par M. *Nelson*.—La Pétition des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*.

Par M. *Sawyer*.—La Pétition des Commissaires d'école de la Municipalité du Canton de *Lingwick*, Comté de *Compton*.

Par M. *Robillard*.—La Pétition du Révérend *Aug. Provost* et autres, de la paroisse de *Lavaltrie*, Comté de *Berthier*.

Par M. *Marion*.—La Pétition de *Hilaire Hurteau*, de la paroisse de *St Lin*.

Par M. *Watts*.—La Pétition de *Robert Fraser* et *John Hope Gordon*, de la Cité de *Glasgow, Ecosse*.

Par M. *Langelier* [*Montmorency*].—La Pétition du Révérend *Charles S. Richard* et autres, de la paroisse du *Château Richer*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *J. E. Martineau* et autres, de la Cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Union St Joseph à *St Roch* de *Québec*."

De *Alphège Dupont* et *Clément Dupont* ; demandant la passation d'un acte pour changer les taux de péage sur un pont sur la rivière *Yamaska*.

Du Révérend *J. H. Dorion* et autres, du Comté de *St Maurice* : demandant que la division actuelle d'enregistrement des *Trois-Rivières* soit séparée en deux divisions.

De *F. M. Pope*, Président des Commissaires d'école du Canton de *Bury* ; demandant des amendements aux lois de l'éducation.

De l'Hospice *Ste Elizabeth* de *Farnham* ; demandant de l'aide.

Du Révérend *L. M. Morisset* et autres, de la paroisse de *St Côte de Kennébec*, Comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un Chemin entre *Linrière* et *Melgermette*.

De *Napoléon Drapeau* et autres, de *St Vital de Lambton* et autres paroisses des Comtés de *Beauce* et *Wolfe* ; demandant de l'aide pour le chemin de "*Price et Bull's Head*."

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapport de la Commission concernant l'Economie Interne de l'Assemblée Législative, lequel est lu. [Appendice No 3.]

M. *Mathieu*, du Comité Spécial sur le Bill concernant le Barreau de la Province de *Quebec*, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport qu'il a réduit son Quorum à sept Membres.

M. le Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements à être soumis au Code de procédure civile, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a réduit son Quorum à cinq Membres.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de la Compagnie du chemin de fer de *St Jean* et *Sorel* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Pétition de la Ville de *Longueuil* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Pétition du Conseil Municipal du Comté de *Québec* ; demandant la passation d'un acte pour annexer à la Municipalité des Cantons unis de *Stoneham* et *Leukesury*, cette partie de la paroisse de *St Edmond de Stoneham*, située entre le Township de *Stoneham* et la paroisse de *Charlesbourg*.

Pétition de la Compagnie du chemin de fer du *Sud-Est* ; demandant des amendements à sa charte.

Ordonné, Que M. *Lovell* ait la permission d'introduire un Bill pour ériger le Village de *Coaticook* en Ville.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Parent* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi des licences de 1878.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *St Jean* et *Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lafontaine [Shefford] ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Picard ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser les Syndics de la paroisse de *St Gabriel de Stratford* à modifier ou refaire leur Acte de Répartition d'Eglise et autres bâtisses de culte.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Désaulniers ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues quant à ce qui regarde ce Bill.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général Lynch ait la permission d'introduire un Bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Commissaire Flynn, met devant la Chambre, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de *Québec* pour les douze mois finissant le 30 Juin, 1880. (Documents de la session No 4.)

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un Bill pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Le montant net touché sur l'emprunt français, et à quelles dates les versements à compte ont été effectués ?

2. Le montant des débentures émises sur le dit emprunt et la date où l'émission a eu lieu.

3. Le montant d'intérêt payé à la Province sur les parties de l'emprunt qui n'ont pas été versées à la date fixée par le contrat.

4. Les frais encourus pour la négociation du dit emprunt, pour graver les débentures et les imprimer, pour les transmettre en *Europe*, pour transmettre ici les Fonds provenant de l'emprunt, avec indication des personnes à qui tous ces frais ont été payés, le montant payé à chacun et la cause pour laquelle il a été payé.

Aussi copie de tous les contrats passés au sujet du dit emprunt et de toute correspondance à laquelle il a pu donner lieu, depuis la dernière session.

Sur motion de M. McShane, secondé par M. Lovell,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre : Une liste des noms de tous les employés du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, indiquant la date de leur engagement, leur salaire et leur nationalité.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. le Secrétaire Provincial *Piquet* présente,

Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, daté le 3 Mai 1881, demandant :

1o. Les montants payés par le Gouvernement à *L. A. Sénécal*, écuyer, depuis le 1er novembre 1879, comme surintendant du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soit comme salaire, soit comme commission, pour frais de voyage ou pour toute autre cause que ce soit ;

2o. Les montants dépensés depuis le 1er novembre 1879, pour compléter l'équipement du dit chemin ;

3o. La quantité de chars et de locomotives de toutes sortes achetés, faits et construits pour le dit chemin, depuis la date susdite ; avec le coût moyen de chacun ; le lieu où ils ont été faits et construits ;

4o. Le nombre, les noms et les salaires annuels, mensuels, hebdomadaires ou journaliers de toutes les personnes actuellement employées sur le dit chemin ou généralement pour son administration. (Documents de la session No 22.)

Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, daté le 5 Mai 1881, demandant : Un état des recettes du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Janvier 1880 au 30 Avril dernier ; le dit état indiquant séparément pour chaque mois : 1o Le nombre de milles de chemin en opération ; 2o Les recettes provenant des passagers ; 3o Celles provenant du fret ; 4o Celles provenant des malles et de l'express. (Documents de la session No 23.)

Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, daté du 6 mai 1881, demandant : Un état des recettes pour fret et transport [des passagers sur le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, depuis le 1er juillet 1880 jusqu'au 30 avril 1881. (Documents de la session No 23.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée du 9 Mai 1881, demandant : Un état indiquant les sommes d'argent payées au Trésorier de la Province sous l'autorité de la 15ème section de l'Acte général des mines de *Québec* 1880. (Documents de la session No 24.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Shehyn*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de payer aux Révérendes Dames Religieuses de l'Hôpital Général de *Québec*, le montant qui leur est justement dû, suivant réclamations filées, le 16 Février 1881, par elles au Département des Chemins de Fer, pour la prise de possession et jouissance de leurs terrains, depuis 1875, servant à l'usage du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental* ; si oui, dans quel temps ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*,

Le Gouvernement n'a pas fait l'expropriation et a donné au contracteur communication de la demande des Révérendes Dames Religieuses de l'Hôpital Général de *Québec*.

Par M. *Shehyn*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire poser des barrières sur le parcours du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental* dans les limites de la ville, aux endroits où la circulation est grande et où il y a danger pour la vie des passants ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*,

Le gouvernement a donné à l'administration du Chemin de Fer, ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie des passants partout où il peut y avoir danger.

Par M. *Shehyn*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de mettre dans les estimés, une somme pour la construction d'un nouveau Palais de Justice à *Québec*.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Pas cette année.

L'Honorable *David A. Ross*, député du Comté de *Québec*, se levant de son siège, fait la déclaration suivante :

Je suis informé d'une manière digne de foi et je crois pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que dans la dernière session de la Législature de cette Province, des Actes autorisant un nouvel emprunt au montant de huit cent cent mille louis sterling, et l'établissement d'une Compagnie de Crédit Foncier, furent passés ;

Que ce dernier Acte donne à une Compagnie des privilèges et avantages spéciaux ;

Que subséquemment, et en rapport avec l'établissement de la dite Compagnie de Crédit Foncier, des sommes considérables ont été mises à la disposition de quelques uns des membres de cette Chambre et du Gouvernement, et que certaines de ces sommes furent acceptées et reçues par l'Honorable *E. T. Pâquet*, Secrétaire Provincial.

DAVID A. ROSS :

L'Honorable M. *Ross*, propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Que M. *Ross*, Député du Comté de *Québec*, ayant déclaré de son siège, qu'il est informé d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que dans la dernière Session de la Législature de cette Province des Actes autorisant un nouvel emprunt au montant de huit cent mille louis sterling et l'établissement d'une Compagnie de Crédit Foncier furent passés ;

Que ce dernier Acte donne à une Compagnie des privilèges et avantages considérables ;

Que subséquemment, et en rapport avec l'établissement de la dite Compagnie de Crédit Foncier, des sommes considérables ont été mises à la disposition de quelques uns des Membres de cette Chambre et du Gouvernement et certaines de ces sommes ont été acceptées et reçues par l'Honorable *E. T. Pâquet*, Secrétaire Provincial :

Qu'en conséquence, un Comité composé des Honorables MM. *Church, Beaubien, Irvine, Langelier* et de MM. *Shehyn, Gauthier* et *Robillard*, soit nommé, avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la passation des dites deux mesures, en autant qu'ils se rapportent aux susdites sommes d'argent, avec pouvoir d'envoyer chercher papiers et personnes et de faire rapport.

M. le Secrétaire Provincial *Piquet* se lève de son siège, et fait la déclaration suivante :

Je crois qu'il est de mon devoir de protester contre l'intervention irrégulière que l'on semble vouloir établir dans les affaires personnelles des députés et des ministres, sous le prétexte d'apprécier et de juger leurs actes parlementaires ou ministériels. Ce procédé est de nature à détruire le caractère de dignité et de haute convenance que la Chambre devrait toujours être jalouse de garder.

Pour satisfaire des haines personnelles, et pour tâcher de ruiner, dans l'estime publique, les hommes politiques, on cherche, par cette intervention malsaine dans le domaine privé, à créer un sentiment que l'on sait toujours facile à produire dans l'opinion si avide de rumeurs à sensation.

J'en appelle, pour appuyer ma protestation, à tous les hommes intelligents qui comprennent et qui apprécient le fonctionnement des institutions parlementaires.

J'ai déjà dit, devant cette Chambre, que je défiais mes adversaires les plus malveillants de m'accuser, devant cette Chambre, et sous leur responsabilité personnelle, la seule qui puisse valoir, d'un acte quelconque qui porte atteinte à l'honneur et à la dignité du caractère de représentant, dont je suis revêtu.

J'ai ajouté, que depuis plusieurs années, j'ai travaillé à l'établissement d'une Institution de Crédit Foncier qui devait être un bienfait pour toute la Province, et que j'ai le droit d'utiliser en même temps dans mon propre intérêt.

Un ministre, pas plus qu'un député, ne doit être privé de travailler pour lui-même et pour sa famille, et de pourvoir à son avenir.

J'ai dit et j'affirme encore, que je n'ai rien reçu et que l'on ne m'a rien offert, ni directement, ni indirectement, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend de la Législature de la Province de *Québec*.

J'ai dit aussi que la Compagnie du Crédit Foncier, dont je suis un des Directeurs, n'a payé, ni à moi ni à personne autre, aucune somme d'argent, si ce n'est les Honoraires de ses Officiers : je ne suis pas un de ceux-là, ne recevant aucun traitement de la société, hors les jetons de Présence pour chaque assemblée du Conseil d'Administration auquel j'assiste.

Cependant, après la protestation que je viens de faire, et pour éviter tout soupçon et tout embarras, à mes collègues, comme à mes amis, et pour ne pas faire perdre inutilement le temps de la Chambre et l'argent du public dans des discussions oiseuses, même sur un sujet qui n'est pas de la compétence de la Chambre, je n'ai aucune objection à dire que les banquiers qui ont contribué avec moi à la formation du Crédit Foncier, et qui ont recueilli les bénéfices légitimes du succès de cette entreprise en *France*, ont alloué aux promoteurs une certaine somme, à même leurs profits, pour leur collaboration dans cette entreprise.

J'ai accepté ce qui m'était légitimement offert, et ce que j'ai cru être légitimement dû, pour ma part de travail dans la création de cette Compagnie.

Avec cette somme, j'ai payé les déboursés considérables que j'avais faits en rapport avec cette entreprise, j'ai payé les premiers versements de ma souscription au capital-actions de la Compagnie, et je ferai de la balance l'usage que bon me semblera.

Les actions du Crédit Foncier émises sur la Place de *Paris* au montant de 25,000,000 de francs, ont réalisé jusqu'à 100 francs de prime, par action de 500 francs. C'était là le résultat d'une idée, d'une entreprise à laquelle j'avais assez largement contribué, à laquelle j'avais assez donné de mon temps et de mon travail et pour laquelle j'avais fait des sacrifices pécuniaires assez considérables, pour me justifier, aux yeux de tout honnête homme, de recevoir une légère part de ces énormes bénéfices.

J'en appelle du reste au témoignage des hommes honorables avec lesquels j'ai eu à transiger en *France*, en rapport avec le Crédit Foncier.

Je déclare de plus qu'il n'y a eu aucune connexion entre la négociation de l'emprunt en France et l'établissement du Crédit Foncier : ce dernier a été négocié et conclu avant qu'il fut question de l'emprunt, et les syndicats de ces deux affaires ne sont pas les mêmes.

Et des débats s'en suivent ;

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Procureur Général Loranger,
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

M. Würtle, secondé par M. le Commissaire Flynn, propose, Que cette partie de la 51^e Règle de la Chambre qui exige que, dans toute demande de Bills Privés, une copie du Bill avec la somme de \$100.00 soient déposées entre les mains du Greffier du Comité des Bills Privés, sous une semaine de la première publication de l'avis dans la *Gazette Officielle*, soit suspendue pour la présente session, et qu'il soit permis à toutes personnes qui ont donné des avis et qui ne se sont pas conformées à cette disposition, de produire leur Bill et de faire le dépôt d'hui au dix-huit courant, et qu'il soit donné instruction au Greffier de cette Chambre de donner avis de cette résolution dans la *Gazette Officielle*.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'Ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

" La Chambre est toute puissante et elle a le droit de modifier, changer, annuler ou suspendre ses règles.

C'est à la majorité de la Chambre à décider si la règle 51 doit être modifiée, suspendue ou changée.

La motion est dans l'Ordre parcequ'elle est accompagnée de l'avis de deux jours exigé par les règles.

Sans cet avis, il faudrait le consentement unanime de la Chambre.

Les conséquences de cette motion, qui doivent donner rétroactivité à certains actes, causeront peut être à des tiers, qui se croyaient protégés par la règle 51, des torts considérables, mais je n'ai à examiner ni le mérite ni les conséquences de la motion.—J'ai à décider seulement si, accompagnée de l'avis requis, elle est dans l'Ordre. Je suis d'opinion qu'elle est dans l'Ordre et que la Chambre doit la prendre en considération."

Et la question étant mise aux voix,—Que cette partie de la 51^e Règle de la Chambre qui exige que, dans toute demande de Bills Privés, une copie du Bill avec la somme de \$100.00 soient déposées entre les mains du Greffier du Comité des Bills Privés, sous une semaine de la première publication de l'avis dans la *Gazette Officielle*, soit suspendue, pour la présente session, et qu'il soit permis à toutes personnes qui ont donné des avis, et qui ne se sont pas conformées à cette disposition, de produire leur Bill, et de faire le dépôt d'hui au dix-huit courant, et qu'il soit donné instruction au Greffier de cette Chambre de donner avis de cette résolution dans la *Gazette Officielle* ;

Elle est résolue affirmativement.

Le Bill pour amender le Code de Procédure Civile pour rendre plus efficace l'assistance des témoins, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills à être soumis au Code de Procédure Civile.

Le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Remarque étant faite qu'il n'y a pas de Quorum, les noms des membres présents sont pris comme suit :

M. l'Orateur, M. Audet, M. Blais, M. Boutin, M. Champagne, M. Duhamel, M. Gagnon, M. Mathieu, M. Racicot et M. Robillard.

Et à sept heures et trois quarts P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans que la question soit mise aux voix.

Jeu-di, 12 Mai 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre ;—Etat des affaires de l'asile des Dames Protestantes, Québec, pour l'année 1880. [Documents de la Session No 6.]

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Mathieu,—La Pétition du Révérend Th. G. Dagenais et autres, de la paroisse de Contre-Cœur, Comté de Verchères ; et la Pétition du Révérend O. Desorcy et autres de la paroisse de St Ours, Comté de Richelieu.

Par M. Gauthier,—La pétition du Révérend O. H. Beaudet et autres, de la Boie St. Paul ; la Pétition du Révérend P. Boily et autres, des Eboulements ; et la Pétition du Révérend J. B. Pelletier et autres, de la paroisse de l'Isle-aux-Coudres.

Par M. Racicot,—La Pétition de Paul Guillemette et autres de la paroisse de St Elie ; et la Pétition de Elie Houde et autres, de la paroisse de St Etienne, tous du Comté de St Maurice.

Par M. Taillon,—La Pétition du Révérend R. Rousseau ; la Pétition de J. E. H. Lesage et autres ; la Pétition de Dominique Ducharme et autres ; la Pétition de E. Galarneau et autres ; la Pétition de J. A. Germain et autres ; la Pétition de J. H. Bourdon et autres ; la Pétition de M. Renaud et autres ; la Pétition de J. C. Poitevin et autres ; la Pétition de A. Paré et autres ; la Pétition de Jos. Laviolette et autres ; la Pétition de G. O. Beaudry et autres ; et la Pétition de Louis Bisson et autres, tous de la Cité de Montréal.

Par l'Honorable M. Church,—La Pétition de James Hobbs et autres ; et la Pétition de la Compagnie d'Entrepôt de Montréal.

Par M. St Cyr,—La Pétition de L. P. Fiset et autres, de la paroisse de St Boniface ; la Pétition de Geo. Baptiste, Fils & Cie, de la paroisse de St Etienne des Grés ; et la Pétition de Cyrille Magnan et autres de la paroisse de St Mathieu.

Par M. Nelson,—La Pétition de l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec ; et la Pétition de Georges Hector Cummings et autres, de la Cité de Montréal.

Par M. Würtel,—La Pétition de A. St Germain et autres, Régistrateurs et Notaires pratiquants de la Province de Québec ; et la Pétition de A. Laberge et autres.

Par M. LeCavalier,—La Pétition de L. A. Sénécal et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De Edouard A. Whitehead et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l' " Association des Gymnastes Amateurs de Montréal."

De Geo. Caron et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie Agricole et Manufacturière de la Rivière du Loup."

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo et Magog* : demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *J. Sylvestre* et autres ; de *Charles Gill* et autres ; et de l'Honorable *J. B. Guèvremont* et autres, de la Ville de *Sorel* ; demandant respectivement la passation de l'acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Montréal et Sorel*.

De *Joseph Eugène Lepine*, Notaire, du Village de *Montmagny* ; demandant la passation d'un Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *Duke Roberts*, *W. H. Roberts* et *E. L. Roberts* ; demandant la passation d'un Acte autorisant l'échange et la vente de certains immeubles substitués par Actes de donation.

De *William Lowry* et autres, d'*Inverness*, Comté de *Mégantic*,—de *A. J. Lindsay* et autres, du Canton de *Eaton*,—de *Neil McArthur* et autres,—de *B. Bainbridge* et autres ; demandant respectivement des amendements aux lois de l'éducation.

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres, de la Cité de *Montréal*,—de *George Williamson* et autres, du Village de *Kingsbury*,—de *C. H. Wetherbee* et autres, du Canton *Kingsey*,—de *D. B. Campbell* et autres, de *Harrington*, Comté d'*Argenteuil*,—de *Robert McLeod* et autres, du Canton de *Whitton*,—de *R. J. Elliot* et autres, de *Shawville et Clarendon*,—de *W. G. Lyster* et autres, du Canton de *Percé*, Comté de *Gaspé*,—de *A. McMaster* et autres, de *Hampton* ; de *B. F. Harvey* et autres, de *Compton*,—de *C. Leclair* et autres, de *Roxton Pond*,—de *Charles Smith* et autres, de *West Brome*,—du Révérend *W. Anderson* et autres, de *Sorel*,—du Révérend *Wm. Matheson* et autres, de *Stornaway*,—de *John Shanks* et autres, de *Windsor Mills*,—du Révérend *Geo. Forneret* et autres de *Durham*,—du Révérend *Thomas Fenwick* et autres, de *Métis*,—et de *W. F. Kay* et autres, de *Philipsburg*,—du Révérend *W. J. Crothers* et autres, de *St Jean*,—de *Edouard Edwards* et autres, de *St Jean Baptiste*,—de *Robert Houston* et autres, de *English River* ; du Révérend *J. Sykes* et autres, de *Frampton Ouest*,—du Révérend *W. K. Shortt* et autres, de *Mansonville*,—de *W. S. Ingalls* et autres, de *Freleighsburg*,—de *A. B. Mills* et autres, de *Est Farnham*,—de *John Higgins* et autres, de *Thorne* ; de *G. C. Dyer* et autres, de *Sutton*,—du Révérend *J. B. Dubois* et autres, de *Ravdon* ; et de *Arnold L. Arms*, de *St Armand Est*, Comté de *Missisquoi* : demandant respectivement des amendements aux lois des licences.

De *J. O. Archambault*,—de *A. E. Thibodeau* et autres,—de *G. M. Prévost* et autres, tous Notaires Publics pour la Province de *Québec*, demandant respectivement des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat.

De *Ant. Lefebvre* et autres, de la Paroisse de *Ste Marthe*,—de *R. Harwood* et autres, de la Paroisse de *Vaudreuil*, tous du Comté de *Vaudreuil*,—de *Constant Loiseau* et autres, de la Paroisse de *St André*, Comté d'*Argenteuil*,—et du Révérend *N Lavallée* et autres, de *St Vincent de Paul* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université-Laval ne devienne pas loi.

Du Collège de Pharmacie, *Montréal* ; demandant de l'aide.

Du Dispensaire Ophthalmique, établi à l'Asile *Nazareth*,—de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains,—de "*The Protestant Home for Friendless Women*"—de "*The Church Home*" tous de la Cité de *Montréal*,—et de "*The Women's Christian Association*," *Québec* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

M. Champagne, du Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, présente à la Chambre le premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire Rapport qu'il a réduit son quorum à trois membres.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents présente à la Chambre le cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de *Alphège Dupont* et *Clément Dupont* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à changer les taux de péage sur un pont sur la rivière *Yamaska*.

Pétition de *J. E. Martineau* et autres, de la Cité de *Québec* ; demandant à être incorporé sous le nom de " L'Union St Joseph à *St Roch* de *Québec*."

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 16 Victoria, chap. 65, intitulé : " Acte pour autoriser *François Daigle* et *Alexis Dufresne* à exiger des péages sur un pont qu'ils ont construit sur la branche nord de la rivière *Yamaska*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Shehyn* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer " L'Union St. Joseph à *St Roch* de *Québec*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire Provincial *Piquet* présente, en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 Juin 1880, demandant un état donnant le nom du représentant du Procureur Général et les noms de tous les employés spéciaux comme constables ou autrement, pendant le dernier terme de la cour criminelle à *Kamouraska* ; le montant de la remunération que chacun d'eux a reçue ; aussi le montant total de toutes les dépenses faites pendant le dit terme, soit pour les dits employés, soit pour les témoins de la Couronne, honoraires, etc., etc., aussi le nombre des personnes qui ont subi leur procès pendant le dit terme, le nombre d'accusations soumises au petit juré, la nature des accusations, le nombre de verdicts de culpabilité trouvé par le petit juré et la liste des sentences prononcées. (Documents de la session No 25.)

Sur motion de M. *Deschênes*, secondé par M. *Beaudet*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Toutes les sommes payées par le District Judiciaire de *Kamouraska*, soit pour les timbres ou pour la taxe annuelle du fonds de bâties et de jurés, depuis 1867 jusqu'à ce jour, remises entre les mains du trésorier de la Province.

2. Toutes les sommes payées pour l'entretien du dit Palais de Justice et toutes autres sommes payées au Protonotaire, au Shérif, Greffier et autres employés du dit Palais de Justice.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du rapport de la décision du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, au sujet des comptes d'*Henry St Louis*, notaire de *Magog*, comme secrétaire-trésorier des Commissaires d'Ecoles de *Magog*, dans le Comté de *Stanstead*, et aussi copie de tous rapports, correspondances, états de compte et autres documents quelconques relatifs à cette affaire.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de tous les effets et fournitures achetés par le Gouvernement ou ses employés, depuis le 1er septembre 1878, jusqu'au 30 avril dernier, devant servir à la construction ou à l'administration du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, avec les noms des vendeurs, le lieu de leur résidence et les prix payés ou à payer pour tels effets et fournitures.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Préfontaine*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—La liste de tous les achats et contrats pour une valeur de \$500 et au-dessus, pour fournitures, matériaux, matériel roulant, matériaux de construction, etc., etc., pour le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, depuis le 1er novembre 1879 ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes séparées et pour chaque cas, dans l'ordre chronologique.

La date de l'achat ou du contrat.

Les noms, qualité et résidence du fournisseur ou contracteur.

La nature et quantité de l'article fourni.

La somme payée.

Les noms, qualité et résidence de la personne ou personnes à qui le paiement a été fait.

Enfin la date du paiement.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la question qui a été proposée, hier, que M. *Ross*, Député du Comté de *Québec*, ayant déclaré de son siège, qu'il est informé d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que dans la dernière Session de la Législature de cette Province des Actes autorisant un nouvel emprunt au montant de huit cent mille louis sterling et l'établissement d'une Compagnie de Crédit Foncier furent passés ;

Que ce dernier Acte donne à une Compagnie des privilèges et avantages considérables ;

Que subséquemment, et en rapport avec l'établissement de la dite Compagnie de Crédit Foncier, des sommes considérables ont été mises à la disposition de quelques uns des Membres de cette Chambre et du Gouvernement et certaines de ces sommes ont été acceptées et reçues par l'Honorable E. T. *Pâquet*, Secrétaire Provincial ;

Qu'en conséquence, un Comité composé des Honorables MM. *Church*, *Beaubien*, *Irvine*, *Langelier* et de MM. *Shehyn*, *Gauthier* et *Robillard*, soit nommé, avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la passation des dites deux mesures, en autant qu'ils se rapportent aux susdites sommes d'argent, avec pouvoir d'envoyer chercher papiers et personnes et de faire rapport.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Michel Mathieu*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Mathieu* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur, reprend le fauteuil.

Et la dite question, étant mise aux voix, elle est résolu dans l'affirmative.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill concernant l'Université *Laval* et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les Arts et autres Facultés, dans les limites de la Province de *Québec*.

Bill pour incorporer la Compagnie de Distillation de *Montréal*.

Bill pour autoriser la fabrique de la paroisse de *Notre-Dame de Montréal* à émettre des obligations pour un montant déterminé.

Bill pour autoriser *François Gosselin*, de la paroisse de *Sainte Claire*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Chaudière*, entre les paroisses de *Sainte-Marie*, comté de *Beauce*, et *Saint-Bernard*, comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins.

Bill pour ériger le Village de *Coaticook* en Ville.

Bill pour autoriser les syndics de la paroisse de *St Gabriel de Stratford* à modifier ou refaire leur acte de répartition d'église et autres bâtisses du culte.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de l'*Ile de Montréal*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *St Jean et Sorel*.

M. le Procureur Général *Loranger* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le chef lieu du District Judiciaire de *Kamouraska*.

M. le Procureur Général *Loranger* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

Et objection étant faite, par M. *Gagnon*, membre pour le District Electoral de *Kamouraska*, Que ce jour, n'étant point un jour du Gouvernement, le Gouvernement ne peut procéder sur ces résolutions, sans avoir obtenu au préalable, le consentement unanime de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

Le Bill concernant les maîtres et serviteurs, est, en conformité de l'Ordre lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill pour amender l'acte d'incorporation des Compagnies à Fonds Social (31 Vict., chap. 25,) est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement, en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Beaudet*, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 13 Mai 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Ecole de Médecine et de chirurgie, de *Montréal*, pour l'année 1880. (Documents de la session No. 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Church*,—La Pétition de la Faculté de Médecine de l'Université McGill, *Montréal*.

Par M. le Solliciteur Général *Lynch*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des *Rivières Missisquoi et Noire*.

Par M. *Cameron*,—La Pétition de *Alex. Ferguson* et autres.

Par M. *Marion*,—La Pétition de *J. Ethier* et autres, de l'*Epiphanie*.

Par M. *Nelson*,—Deux Pétitions de la Corporation de la Cité de *Montréal*,—et la Pétition de *Médéric Gervais* et autres, de *Montréal*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*,—La Pétition de l'Honorable *J. G. Blanchet* et autres, de la Ville de *Lévis*,—et la Pétition de *C. W. Carrier* et autres.

Par M. *Poirier*,—La Pétition de *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce*.

Par M. *Mathieu*,—La Pétition du Révérend *J. Primeau* et autres, de la Paroisse de *Boucherville*—la Pétition du Révérend *J. Séguin* et autres, de la Paroisse de *Verchères*; et deux Pétitions du Révérend *J. Desautels* et autres, de la Paroisse de *Varennes*.

Par M. *Picard*,—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Sherbrooke* et autres, de la Cité de *Sherbrooke*; et la Pétition de *James Beattie* et autres, du Canton de *Brompton*.

Par M. *Taillon*,—La Pétition du Révérend *P. A. Desjardins* et autres; la Pétition de *Jos. T. Lavigne* et autres, tous de la Cité de *Montréal*; la Pétition du Révérend *J. Séguin* et autres, de la Paroisse de *Verchères*; la Pétition de *M. Brassard* et autres; la Pétition de l'Honorable *Thomas Ryan* et autres; et la Pétition de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, tous de la Cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de *C. Larin* et autres, de *Montréal*; et la Pétition de *John Knox Elliott*, de la Paroisse de *St Georges de Henriville*.

Par l'Honorable M. *Langelier*,—La Pétition de *Joseph Sauvageau* et autres, de *Deschambault*.

Par M. *Laberge*,—La Pétition de *George Elliott* et autres, de *St Malachie d'Ormstown*.

Par M. *LeCavalier*,—La Pétition de *Jean Olivier Chèvrefils*, de la Paroisse de *Ste Anne de la Pérade*; et la Pétition de "*Thé Silver Mining Company*."

Par M. *Wurtele*,—La Pétition de *George F. C. Smith* et autres.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—La Pétition du Maire, des Echevins et Citoyens de la Cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Ross*,—La Pétition de *George Smith* et autres.

Par M. *Shehyn*,—La Pétition de *G. Bresse* et autres, de la Cité de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *Charles S. Richard* et autres, de la Paroisse du *Château-Richer*; demandant la passation d'un Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency & Charlevoix*.

Du Conseil de Ville de la Ville de *St Jean*; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De *Marie Joseph Edmour Chagnon*, de la Cité de *Montréal*, étudiant en droit; demandant la passation d'un Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à l'admettre, après examen, à la Profession d'Avocat et Procureur.

De *O. Bonin* et autres, de la Paroisse de *St Denis*,—du Révérend *J. B. Dupuy* et autres, de la Paroisse de *St Antoine*,—et du Révérend *J. B. Durocher* et autres, de la Paroisse de *Ste Victoire*, Comté de *Richelieu* ; demandant respectivement la passation d'un Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Montréal & Sorel*.

Du Révérend *C. W. Raymond* et autres, de la Paroisse de *St Louis de Bonsecours* ; demandant à faire partie du Comté de *Richelieu*.

De *Pierre Bilodeau* et autres, de la Paroisse de *St Athanase*, Comté d'*Iberville* ; demandant des amendements à la Loi des Licences.

Des Commissaires d'Ecole de la Municipalité du Canton de *Lingwick* et autres, de *Compton*,—et de *Alexander Pridham* et autres, du Village de *Grenville* ; demandant respectivement des amendements aux Lois de l'Education.

De Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, les Evêques Catholiques Romains de la Province de *Québec* ; demandant l'adoption du Bill concernant l'Université-Laval et la multiplication de ses chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de *Québec*.

De *Amable Gaudry* et autres, du Côteau *St Louis*,—de *J. H. S. Brunelle* et autres, du Village d'*Outremont*,—de *Hilaire Hurteau* et autres, de la Paroisse de *St Lin*,—et du Révérend *Aug. Prévost* et autres, de la Paroisse de *Lavaltrie*, Comté de *Berthier* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université-Laval, ne devienne pas loi.

De *Robert Fraser* et de *John Hope Gordon*, de la Cité de *Glasgow*, *Ecosse* ; demandant que le Bill pour amender la charte du Chemin de Fer *Québec Central* ne devienne pas loi.

Du Révérend *M. Prévost* et autres, de la Vallée de la *Gatineau*,—de *Henry Fields* et autres, du Canton de *Lowe Sud*,—et de *James Martin* et autres, du Canton de *Lowe Nord*, tous du Comté d'*Ottawa* ; demandant respectivement de l'aide pour un pont à l'endroit appelé "*Stag Creek*" et pour l'ouverture d'un chemin nouveau donnant un débouché aux colons de la partie reculée du Canton de *Lowe*.

De *John Hogan* et autres, des Cantons de *Lowe & Hincks*, Comté d'*Ottawa* ; demandant que la demande d'aide pour un pont à l'endroit appelé "*Stag Creek*" et pour l'ouverture d'un chemin ne soit pas accordée.

Des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *N. M. Huot* et autres, de *St Vital de Lambton*, et autres Paroisses des Comtés de *Beauce* et *Wolfe* ; demandant de l'aide pour le chemin de "*Price et Bull's Head*."

De la Municipalité du Canton de *Eagan*, comté d'*Ottawa* ; demandant de l'aide pour la Colonisation dans le dit Canton.

Du Révérend *H. E. Julien* et autres, de la Paroisse de *Ste Marie de Blanford*, Comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin de Colonisation.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le sixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de *Jérôme A. Chicoyne* et autres ; demandant à être incorporés sous le nom de : " Compagnie de colonisation et de crédit des Cantons de l'Est ; "

Pétition de *Duke Roberts*, *W. H. Roberts* et *E. L. Roberts* ; demandant un Bill pour autoriser l'échange et la vente de certains biens et immeubles substitués par actes de donation ;

Pétition de *Edouard A. Whitehead* et autres, de *Montréal* ; demandant à être incorporés sous le nom de " Association des Gymnastes amateurs de *Montréal* ; "

Pétition de *Joseph Eugène Lépine*, Notaire du Village de *Montmagny*; demandant un acte pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre après examen, au nombre de ses Membres;

Pétition du Révd *Q. H. Dorion* et autres, du Comté de *St Maurice*; demandant que la division d'enregistrement des *Trois-Rivières* soit séparée en deux divisions.

Quant à la Pétition des Sœurs de *St Joseph*, de la paroisse de *St Hyacinthe*, votre Comité est d'opinion, qu'elle est de la nature de celles qui ne requièrent pas d'avis.

Quant à la Pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*; demandant des amendements à leur charte, votre Comité a trouvé que les avis donnés n'étaient pas entièrement conformes à la Pétition, mais il a été prouvé, à la satisfaction de votre Comité, que toutes les parties intéressées connaissaient bien la nature de la requête.

L'Honorable *M. Church*, du Comité Permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit:

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable *M. Church* pour son Président et qu'il recommande que son Quorum soit réduit à sept Membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité, soit réduit à sept Membres.

Ordonné, Que *M. Marion* ait la permission d'introduire un Bill pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les Commissaires d'école de la paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. le Solliciteur Général Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour légaliser certains actes officiels de *Charles G. Powell*, député shérif du District d'*Arthabaska*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. le Solliciteur Général Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie de chemin de fer *Waterloo* et *Magog*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Beaudet* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Joseph Eugène Lépine* au nombre de ses Membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Magnan* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 788 du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser l'échange et la vente de certains biens fonds et immeubles substitués par les actes de donation de *Duke Roberts* en faveur de *Edouard L. Roberts* et de *Silas Stewart Roberts* et de leurs enfants.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission d'introduire un Bill pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse de *St Jean Baptiste de Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Desaulniers* ait la permission d'introduire un Bill pour partager la division d'enregistrement des *Trois Rivières* en deux divisions d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Association des Gymnastes amateurs de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite hier, que les résolutions proposées, concernant le chef-lieu du District Judiciaire de *Kamouraska*, ne peuvent être prises en considération, sans avoir obtenu au préalable le consentement unanime de la Chambre, ce jour n'étant point un jour du gouvernement), "décide comme suit :

"J'émets comme principe, que du moment qu'une requête, motion, ordre, résolution, bill, etc., sont mis devant la Chambre, ils appartiennent à la Chambre, et c'est à la Chambre à en disposer.

Quand une requête, motion, ordre, résolution, bill, etc., sont mis sur les Ordres du Jour, la Chambre en prend connaissance et en devient propriétaire, et ils doivent rester sur les Ordres du Jour, jusqu'à ce que la Chambre en ait disposé. La règle 26, au reste, tranche la question.

La règle 19 pourrait être plus complète, plus explicite, et surtout, plus conforme à la pratique invariablement suivie, et la Chambre me permettra peut-être, de lui suggérer de la référer à un Comité, pour qu'elle soit complétée de manière à être conforme au principe que j'ai énoncé, et à la pratique parlementaire qui me paraît être basée sur ce principe."

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Gagnon*.—A quelle conclusion le Gouvernement est-il arrivé, au sujet de la mise à exécution de la décision du Gouvernement Joly—communiquée au Député actuel pour le Comté de *Kamouraska*, par la lettre du 11 Octobre 1879, de l'Honorable *F. Langelier*, alors Trésorier de la Province, par laquelle décision, la taxe spéciale pour la construction du Palais de Justice de *Kamouraska*, imposée sur les enregistrements d'actes dans le Comté de *Kamouraska* seulement, devait cesser d'être perçue à partir du 1er Janvier 1880 ? Cette question étant, d'après la réponse de l'Honorable Procureur Général, sous la considération du Gouvernement depuis le 14 Juin 1880.

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*,

Le Gouvernement ayant depuis, constaté que le District de *Kamouraska* était endetté envers le Fonds de Bâtisses et Jurés et qu'il existe des Démentures non payées, émises conformément au chap. 112, de la 12 Vict., n'a pas cru devoir ordonner au Régistrateur du Comté de *Kamouraska* de cesser la perception de la taxe en question.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, présente :

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 Mai, 1881, demandant : Copie de toutes correspondances et papiers concernant la démission de Dr Gravel, comme Coroner du District d'*Arthabaska*. (Documents de la session No 26.)

Aussi, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport des Médecins propriétaires Directeurs de l'Asile des Aliénés de *Québec* pour l'année 1879-80. [Documents de la session No 27.]

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, propose,

Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le chef-lieu du District Judiciaire de *Kamouraska*.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Boutin*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots suivants : "cette Chambre ne croit pas devoir adopter maintenant aucune mesure qui pourrait rendre nécessaire un remaniement des Districts Judiciaires de la Province," soient mis à la place.

Et des Débats s'en suivant.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 16 Mai, 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre : Etat des affaires de "l'Union Commerciale," de *Québec*, et de "l'Union Saint Joseph," de *Saint Sauveur de Québec*, pour l'année 1880. (Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Mathieu*,—La Pétition de A. E. *Gervais* et autres, de la Paroisse de *Contrecoeur* ; la Pétition de *Joseph V. Brin* et autres, de *St Marc* ; et la pétition de *Charles Bourdon* et autres, de *Longueuil*, Comté de *Chambly*.

Par M. *Racicot*,—La Pétition de O. *Choppin* et autres.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition de C. A. *Geoffrion* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Langelier* (*Montmorency*),—La Pétition de Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, de la Cité de *Québec* ; la Pétition de *Régis Marquis* et autres, de

la Paroisse de *Ste Famille* ; la Pétition de *Prudent Blais*, Sen., et autres, de la Paroisse de *Ste Pétronille* ; la Pétition de *F. X. Létourneau* et autres, de la Paroisse de *Ste Famille* ; la Pétition de *Pierre Duclos* et autres, de la Paroisse de *St Tite* ; et la Pétition de *Philippe Paré* et autres, de la Paroisse de *St Joachim*.

Par *M. Champagne*,—La Pétition du Révérend *J. S. Théberge* et autres, de la Paroisse de *St Augustin* ; la Pétition de *P. Valois* et autres, de la Paroisse de *Ste Scholastique* ; la Pétition de *P. Emile Roy* et autres, de *St Pie* et autres Paroisses.

Par *M. Desaulniers*,—La Pétition de *Philippe Mayer* et autres, de la *Pointe du Lac* ; la Pétition du Révérend *N. Trahan* et autres, de la Paroisse de *St Sévère* ; la Pétition du Révérend *Thos. Martel* et autres, de la Paroisse de *St Barnabé*, tous du Comté de *St Maurice* ; et la Pétition de *O. Carignan* et autres, de la Cité des *Trois-Rivières*.

Par *M. Würtele*,—La Pétition du Révérend *P. Aug. Roberge* et autres, d'*Yamaska* ; la Pétition de la Compagnie d'Abattoir de *Montréal* ; et deux Pétitions de la Compagnie Manufacturière des Marchands.

Par *M. Duhamel*,—La Pétition de *T. A. Stevenson* et autres, de *Wakefield*, Comté d'*Ottawa* ; la Pétition de *Ant. Rochon* et autres ; et la Pétition de *F. A. Champagne* et autres, tous de la Cité de *Hull*.

Par *M. Nelson*,—La Pétition de *J. Bourdon* et autres ; la Pétition de *V. L. Couturier* et autres ; et la Pétition de l'Asile des Orphelins Protestants, tous de la Cité de *Montréal* ; la Pétition de *Alexandre Fraser* et autres, de *Teiokesbury* ; la Pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres.

Par *M. le Secrétaire Provincial Pâquet*,—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Lévis* ; et la Pétition de l'Honorable *J. G. Blanchet* et autres, de la Ville de *Lévis*.

Par *M. Blais*,—La pétition de *André Gauthier* et autres ; la Pétition de *Alphonse Bernier* et autres ; et la pétition du Révérend *J. C. Alfred Desnoyers* et autres, tous de la Paroisse de *St Pie*.

Par *M. St Cyr*,—La Pétition du Révérend *M. Proulx* et autres, de *St Tite*.

Par l'Honorable *M. Chapleau*,—La Pétition de *T. Hamelin* et autres, de *St Janvier* ; et la Pétition de *T. Chamand* et autres, de *St Sauveur*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *L. A. Sénécal* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie canadienne d'éclairage électrique."

De *A. Laberge* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "Compagnie de transport de *Montréal*."

De l'Honorable *J. G. Blanchet* et autres, de la Ville de *Lévis* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Institut Canadien français de *Lévis*."

De *C. W. Carrier* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du Téléphone de *Québec* et *Lévis*."

De *George F. C. Smith* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Fibre Company*."

De *G. Bresse* et autres, de la Cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club des marchands."

De *M. Brassard* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club *St Denis*."

De l'Honorable *Thomas Ryan* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de lumière Electrique de *Montréal*."

De "*The Silver Plume Mining Company*" demandant un acte d'incorporation.

De la Compagnie d'Entrepot de *Montréal*,—de l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*,—de la Compagnie du Chemin de Fer de la vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*,—de la Corporation de la Cité de *Montréal*,—et du Maire, des échevins et citoyens de la Cité de *Québec* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*.

De *Jean Olivier Chevretils*, de la Paroisse de *Ste Anne de la Pérade* ; demandant la passation d'un acte pour confirmer ses droits de propriétaire.

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant l'autorisation de faire de nouveaux rôles de perception pour certaines rues.

Du Révérend *O. H. Beaudet* et autres, de la *Baie St Paul*,—du Révérend *P. Boily* et autres, des *Eboulements*,—et du Révérend *J. B. Pelletier* et autres, de la Paroisse de *l'Isle aux Coudres* ; demandant respectivement la passation de l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*.

Du Révérend *Th. G. Dagenais* et autres, de la Paroisse de *Contrecoeur*,—du Révérend *J. Seguin* et autres, de la Paroisse de *Verchères*, tous du Comté de *Verchères*,—du Révérend *O. Desorcy* et autres, de la Paroisse de *St Ours*, Comté de *Richelieu*,—du Révérend *J. Primeau* et autres, de la Paroisse de *Boucherville*,—et du Révérend *J. Desautels* et autres, de la Paroisse de *Varennnes* ; demandant respectivement la passation de l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*.

De *A. St Germain* et autres, Régistrateurs et Notaires pratiquants de la Province de *Québec* ; demandant qu'il ne soit fait aucun amendement à la loi concernant les Régistrateurs.

De *John Knox Elliott*, de la Paroisse de *St Georges de Henriville* ; demandant que le Bill ordonnant la réouverture d'une route dans la dite Paroisse ne devienne pas loi.

De *J. E. H. Lesage* et autres,—de *Dominique Ducharme* et autres,—de *E. Galarneau* et autres,—de *J. A. Germain* et autres,—de *A. Paré* et autres,—de *Joseph Lavolette* et autres,—de *G. H. Bourdon* et autres,—de *M. Renaud* et autres,—de *J. C. Poitevin* et autres,—de *J. O. Beaudry* et autres,—de *Louis Bisson* et autres,—de *Georges Hector Cummings* et autres,—de *Médéric Gervais* et autres,—du Révérend *P. A. Desjardins* et autres,—de *Jos. T. Lavigne* et autres,—de *C. Larin* et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—de *J. Ethier* et autres, de *l'Epiphanie*,—du Révérend *J. Seguin* et autres, de la Paroisse de *Verchères*,—et du Révérend *J. Desautels* et autres, de *Varennnes* ; demandant que le Bill concernant l'Université *Laval* et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les Arts et autres Facultés, dans les limites de la Province de *Québec*, ne devienne pas loi.

De *Paul Guillemette* et autres, de la paroisse de *St Elie*,—de *Elic Houde* et autres, de la Paroisse de *St Etienne*, tous du Comté de *St Maurice*,—de *L. P. Fiset* et autres, de la Paroisse de *St Boniface*,—de *Cyrille Magnan* et autres, de la Paroisse de *St Mathieu*,—et de *Geo. Baptist, fils et Cie*, de la Paroisse de *St Etienne des Grès* ; demandant respectivement que le Bill pour partager la division d'enregistrement des *Trois-Rivières* en deux divisions d'enregistrement, ne devienne pas loi.

Du Révérendissime Evêque catholique romain de *Sherbrooke* et autres ; demandant des amendements aux lois des licences.

De *James Hobbs* et autres,—de *Alex. Fergusson* et autres,—de *James Beattie* et autres, du Canton de *Brompton*,—de *Georges Elliott* et autres, de *St Malachie d'Ormstown*,—et de *Georges Smith* et autres ; demandant respectivement des amendements aux lois de l'éducation.

Du Révérend *R. Rousseau* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant de l'aide pour l'Hospice *St Charles*, dans la dite Cité.

De la Faculté Médicale de l'Université *McGill*,—et de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, tous de la Cité de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De *Joseph Sauvageau* et autres, de *Deschambault* ; demandant de l'aide pour une route de *St Alban* à *Lachevrotière*.

M. Würtele, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre, le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de Distillation de *Montréal*.

Bill pour amender et refondre l'acte incorporant "l'Union Saint Joseph à *Saint Sauveur de Québec*."

M. le Secrétaire Provincial *Piquet*, présente, en conformité d'Adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 Mai 1881, demandant :

1. Le nombre des prisonniers incarcérés dans la Prison Commune du District de *Kamouraska*, depuis le 1er janvier 1880, jusqu'à ce jour.

2. Les sommes dépensées et payées par le Gouvernement pour l'administration de la Justice, et principalement les dépenses du dernier terme de la Cour Criminelle tenue dans le dit District, indiquant les dites sommes payées pour chaque accusation. (Documents de la session No 28.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 mai 1881, demandant : Un état constatant les argents perçus par chacun des agents et sous agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres du domaine public aux colons, dans les différentes parties de la Province depuis l'année 1878 inclusivement, jusqu'au premier Mars dernier. (Documents de la session No 29.)

Ordonné, Que M. *Nelson* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les actes d'incorporation de l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, et réglant la vente des poisons.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Mathieu* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte des Elections Contestées de *Québec*, 1875.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte de cette Province, 39 Vict., chap. 33, concernant le Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill pour amender l'acte 16 Vict., ch. 65, intitulé : "Acte pour autoriser *François Daigle* et *Alexis Dufresne* à exiger des péages sur un pont qu'ils ont construit sur la branche nord de la rivière *Yamaska*."

Bill pour incorporer l'Union St Joseph à *St Roch de Québec*.

Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Joseph Eugène Lépine* au nombre de ses membres.

Bill pour autoriser l'échange et la vente de certains biens-fonds et immeubles substitués par les actes de donation de *Duke Roberts* en faveur d'*Edward L. Roberts*, de *Silas Stewart Roberts* et de leurs enfants.

Bill pour incorporer l'Association des Gymnastes Amateurs de *Montréal*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer du *Sud-Est*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon.—Le Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska* et leur ameublement étant assurés, pour la somme de \$13,500, et la prime sur cette assurance ayant été payée pendant une quinzaine d'années, pourquoi le Gouvernement a-t-il accepté le règlement de sa réclamation des assurances intéressées, la somme de \$7,667 69/100 qui ne représente qu'environ 56½ pour cent du montant assuré ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Après l'incendie du Palais de Justice et Prison de *Kamouraska*, les Compagnies d'Assurance et le Gouvernement ont nommé, suivant l'usage, chacun un arbitre pour évaluer les dommages causés par cet incendie. Les deux arbitres ont nommé un tiers-arbitre. C'est sur le rapport unanime de ces trois arbitres que les Compagnies d'Assurance ont payé et que le Gouvernement a accepté la somme de \$7,667.69. De l'édifice incendié, il reste le gros du briquetage, de la pierre de taille, des portes et des grillages de fer, des planchers de béton, etc., et une partie de la maçonnerie du rez-de-chaussée qui se trouvent peu endommagés. Ces ouvrages, ajoutés aux murs de fondation, canaux, etc., qui n'ont pas soufferts, représentent une valeur assez considérable, soit environ \$1,700 à \$1,800.

Par M. Gagnon.—Le Gouvernement a-t-il fait une enquête pour constater l'origine de l'incendie du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska*, dans la nuit du 10 au 11 mars dernier, si oui, quelle est la cause de cet incendie, si non, pourquoi n'a-t-il pas tenu cette enquête ?

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—Le Gouvernement n'a pas fait d'enquête à ce sujet, le rapport du Shérif de ce District ne nécessitant pas telle enquête.

Par M. Gagnon.—Quelle compensation, indemnité ou rente, si quelqu'une il y a, le Gouvernement a-t-il reçue de M. McGreevy, contracteur de la Section Est du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour l'exploitation de la dite Section, jusqu'au 15 janvier 1880 ? (réponse de l'Honorable Premier, en date du 6 mai courant, lorsqu'il était obligé, convenu et prêt à la remettre au Gouvernement le 3 Novembre 1879 ? [Réponse à Adresse No 18, 3ème Session du présent Parlement.]

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Aucune.

Par M. Gagnon.—Le Gouvernement ayant pris possession de la Section Est du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, le 15 janvier 1880, [Réponse de l'Honorable Premier, en date du 6 Mai courant], et l'état annexé aux Comptes Publics pour 1879-80, ne rendant compte des recettes sur cette Section, que depuis le 1er Mars 1880, qui donc a bénéficié des recettes faites sur la dite Section à partir du dit 15 janvier 1880, à venir au dit 1er Mars 1880 ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Ces recettes ont été déposées à la Banque de *Montréal*, à *Québec*, au crédit de l'Honorable Trésorier de la Province, au "Compte du Revenu" provenant de l'exploitation de ce chemin de fer.

Par M. Murphy.—Est-ce l'intention du Gouvernement de construire ou de permettre à la Compagnie qui a été formée durant la Session dernière, de construire le Chemin de Fer d'embranchement de la *Pointe Claire* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement a l'intention de construire cet embranchement lui-même.

Par M. *Boutin*.—Le Gouvernement a-t-il fait une enquête pour constater la cause de l'incendie de la Gare d'*Hochelaga*, du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* ? Si oui, quelle est la cause de cet incendie ? Si non, pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas fait cette enquête ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Les recherches ordinaires ont été faites par les Compagnies d'Assurances et par l'Administration du Chemin de Fer et on a constaté que l'incendie était la suite d'un accident.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état, indiquant le nombre d'enquêtes faites depuis la mise en force de la loi des Coroners, passée à la dernière Session. Les noms des Paroisses, des Comtés, des Districts où ces enquêtes ont été faites. Les noms, l'âge, le sexe des personnes sur les corps desquels ces enquêtes ont été faites.

La cause ou les causes de la mort. Le montant payé par le Gouvernement pour chacune de ces enquêtes ; aussi, toutes lettres et correspondances échangées entre les Coroners, les particuliers et le Gouvernement au sujet de chaque telle enquête.

Les listes des cas particuliers dans lesquels les raisons données par les Coroners pour faire l'enquête n'ont pas été trouvées suffisantes par le Gouvernement ; les noms de ces Coroners et des personnes sur les corps desquels ces enquêtes ont été faites.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Tous les rapports, correspondances, présentements de Grands Jurés et autres documents relativement à la condition du Palais de Justice du District d'*Iberville*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état indiquant les différents taux du tarif pour transport des passagers et du fret entre les différents points du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*.

Aussi, un état indiquant tous les taux pour les transports du bois de toutes espèces, foin, grain et autres produits agricoles [through rates], entre tous points du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et tous points situés sur d'autres chemins de fer dans la Puissance du Canada et les *Etats-Unis* ; avec indication des localités entre lesquelles tels transports ont eu lieu et la proportion afférente à l'administration du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* dans les dits taux de transport (through rates.)

Sur motion de l'Honorable M. *Ross*, secondé par M. *Laberge*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état détaillé des sommes d'argent portées au débit du compte de construction et du matériel du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, que l'on trouve à l'état des comptes publics pour l'année financière expirée le 30 Juin, 1880.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Boutin*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre la liste des accidents qui ont causé perte de vie sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*.

depuis le 15 Janvier 1880, à venir au 10 mai courant ; la dite liste donnant dans autant de colonnes, pour chaque cas, par ordre de dates :

- La date de l'accident.
- Les noms, qualités et résidences des victimes.
- La date de l'enquête par le Coroner, quand telle enquête a été tenue.
- La cause de l'accident rapportée par le Juré du Coroner.
- Comment et de quelle manière on a constaté la cause de l'accident quand il n'y a pas eu d'enquête par le Coroner.
- La cause de l'accident telle qu'ainsi constatée.
- Pourquoi il n'y a pas eu d'enquête par le Coroner quant telle enquête n'a pas été tenue.
- Enfin la punition infligée aux employés en faute, si faute de leur part il y a eu.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de tous les accidents par collisions, déraillements, etc., etc, soient qu'ils aient causé perte de vie ou seulement dommages à la propriété sur le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1er Novembre 1879 à venir au 10 Mai courant ; la dite liste donnant dans autant de colonnes pour chaque cas et par ordre de dates ;

- La date de l'accident :
- Sa nature.
- La cause.
- Le montant du dommage causé dans chaque cas.
- Enfin la punition infligée aux employés en faute, si faute de leur part il y a eu.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant, par Comté le détail de la somme de \$33,000, entrée à la page 54 des Comptes Publics pour 1879-80, comme ayant été dépensée dans le cours de cette année fiscale pour chemins de colonisation.

Sur motion de M. Mathieu, secondé par M. Fortin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : un état indiquant la balance en capital, due par chaque municipalité, au fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas Canada ; et aussi le montant des intérêts dus par chacune de ces Municipalités et calculés conformément à la Section 10 du Chapitre 13 des Statuts de cette Province de 1880, 43-44 Victoria.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Le Rapport indiquant les noms et les numéros des Limiers (*detectives*) publics et privés, employés sur le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, etc. Les arrestations et les personnes arrêtées, dans les Comtés de Maskinongé et des Deux-Montagnes ; le montant du salaire payé à chaque officier ; quel était l'emploi de ces personnes avant d'être employées comme Limiers.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour faciliter la liquidation des Sociétés de Construction Mutuelles, étant lu :

M. Gagnon propose, secondé par M. Boutin, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue négativement.

Le Bill pour amender le chapitre 26 des Statuts refondus pour le *Bas Canada* et la section 559 du Code Municipal de la Province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Le Bill pour amender l'Acte de cette Province 42-43 Vict., chap. 15, intitulé : "Acte pour amender l'Acte Electoral de *Québec*" est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* (*Napierville*) fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin :

Mardi, 17 Mai 1881.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant les Maîtres et Serviteurs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé, Vendredi dernier, à la question : "Que la Chambre se forme immédiatement en Comité pour considérer certaines résolutions proposées, pour changer le chef-lieu du District judiciaire de *Kamouraska*" ; lequel amendement était que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre ne croit pas devoir adopter maintenant aucune mesure qui pourrait rendre nécessaire un remaniement des limites des Districts judiciaires de la Province" soient mis à la place.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits Débats ajournés.

Sur motion de M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés de nouveau jusqu'à aujourd'hui, et qu'ils soient alors le premier Ordre du Jour.

Ordonné, Que la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Lévis*,—et la Pétition de l'Honorable J. G. *Blanchet* et autres, de la Ville de *Lévis*, présentée, ce jour, soient maintenant reçues et lues.

Et les dites pétitions sont reçues et lues ; demandant que le Bill pour amender la Charte du Chemin de Fer "*Québec Central*" ne devienne pas loi.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 17 Mai, 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Robertson*,—La Pétition du Révérend *Archd. Duff* et autres de *Sherbrooke*.

Par M. *Sawyer*,—La Pétition du Conseil Municipal du Comté de *Compton*.

Par M. *Racicot*,—La Pétition de "The Mason Machine Works"—et la Pétition de "The Wason Manufacturing Company."

Par l'Honorable M. *Church*,—La Pétition de *Wm Lafleur* et autres.

Par M. *Mathieu*,—La Pétition de *P. Bergeron* et autres, de *St Aimé*.

Par M. *Taillon*,—La Pétition de *H. H. Geddes* et autres ; la Pétition de *Alfred Brunet* et autres ; et deux Pétition des *Sœurs de l'Asile de la Providence*, tous de la Cité de *Montréal* ; la Pétition de *Marc E. Ducharme* et autres, de *St Charles* ; la Pétition du Révérend *T. Pepin* et autres, de *St Antoine Abbé* ; la Pétition du Révérend *J. Z. Mongeau* et autres, de *St Rémi* ; la Pétition de *Honoré Pattenau* et autres, de *St Michel Archange* ; la Pétition de *E. Lamoureux* et autres ; la Pétition de *J. Labonté* et autres ; la Pétition de *D. Vaillancourt* et autres ; la Pétition de *P. A. Archambault* et autres ; la Pétition de *Hermidas Auger* et autres ; la Pétition de *F. Brunet* et autres ; la Pétition de *H. Brodeur* et autres ; la Pétition de *C. Bellerose* et autres ; la Pétition de *Roch Bergeron* et autres ; la Pétition de *D. Brisebois* et autres ; la Pétition de *Emery Chagnon* et autres ; la Pétition de *Joseph Christin* et autres ; la Pétition de *A. Cousineau* et autres ; la Pétition de *J. O. E. Chevigny* et autres ; la Pétition de *Joseph Chevalier* et autres ; la Pétition de *Ovide Deschatelets* et autres ; la Pétition de *A. Desourdy* et autres ; la Pétition de *J. A. Dorval* et autres ; la Pétition de *E. Dufresne* et autres ; la Pétition de *J. R. C. De Lorimier* et autres ; la Pétition du Révérend *L. M. Dugast* et autres ; la Pétition de *Octave Dusseau* et autres ; la Pétition de *Af. Duranceau* et autres ; la Pétition de *W. O. Donoughue* et autres ; la Pétition de *S. Gaudry* et autres ; la Pétition de *Simon Grégoire* et autres ; la Pétition de *A. Hébert* et autres ; la pétition de *C. J. H. Letondal* et autres ; la Pétition de *Siméon Lenorgan* et autres ; la Pétition de *C. Lefebvre* et autres ; la Pétition de *N. Lessard* et autres ; la Pétition de *C. Legault* et autres ; la Pétition de *Wilfred Leroux* et autres ; la Pétition de *Olivier Montpetit* et autres ; la Pétition de *A. A. Meunier* et autres ; la Pétition de *F. Meilleur* et autres ; la Pétition de *S. Mazurette* et autres ; la Pétition de *Alfred Pagé* et autres ; la Pétition de *O. Poulin* et autres ; la Pétition de *A. Panneton* et autres ; la Pétition de *Eugène Provost* et autres ; la Pétition de *Jos. Provost* et autres ; la Pétition de *M. E. Ratelle* et autres ; la Pétition de *E. F. Ranson* et autres ; la Pétition de *Narcisse Roy* et autres ; la Pétition de *Claude Roy* et autres ; la Pétition de *J. A. Renaud* et autres ; la Pétition de *Alexandre Sicard* et autres ; la Pétition de *G. Tessier* et autres ; la Pétition de *J. B. Thouin* et autres ; et la Pétition de *A. S. Vinet* et autres, tous de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Charlebois*,—La Pétition du Révérend *J. Morin* et autres ; la Pétition de *L. Grondin* et autres, tous du Comté de *Laprairie* ; et la Pétition des *Sœurs de l'Asile de la Providence* de la Paroisse de *Laprairie*.

Par M. *Houde*,—La Pétition du Conseil de Ville de la Ville des *Trois-Rivières*.

Par M. *Boillard*,—La Pétition de l'Honorable *A. H. Pâquet* et autres, de la Paroisse de *St Cuthbert* ; la Pétition du Révérend *C. A. Lorange* et autres, de la Paroisse de *Lonoraie* ; et la Pétition de *F. Adelme Côté* et autres, de *St Barthélemi*, tous du Comté de *Berthier*.

Par M. *Lafontaine (Napierville)*,—La Pétition de *Raymond Robert* et autres, de *Sherrington*, Comté de *Napierville*.

Par M. Duckett,—La Pétition de J. Hudon et autres, de la Paroisse de *St Polycarpe* ; et la Pétition du Révérend C. Dufour et autres, du *Côteau du Lac*.

Par M. Champagne,—La Pétition de *Ferdinand St Jacques* et autres.

Par M. Audet,—La Pétition du Révérend L. Bouret et autres, du Comté de *Dorchester*.

Par M. Lalonde,—La Pétition de J. B. Mongenais et autres, de *Rigaud*.

Par M. le Solliciteur Général Lynch,—La Pétition de A. H. B. McKee et autres, des Cantons de *Stoneham* et *Tewkesbury*.

Par M. Nelson,—La Pétition de Chs. Bonacina et autres, de *Montréal*.

Par M. Caron,—La Pétition du Révérend J. D. Comeau et autres de la Paroisse de *St Ursule*.

Par M. Lafontaine [Shefford],—La Pétition de R. St Jacques et autres, de la Paroisse de *Ste Cécile de Milton*, Comté de *Shefford*.

Par M. Duhamel,—La Pétition de Thos. E. McDonell des Cantons de *Mulgrave* et *Derry* ; la Pétition de L. Chs. Demers et autres, de *Templeton* ; la Pétition du Révérend E. Rochon et autres, de *Papineauville* ; la Pétition de J. B. Bélanger et autres, de *St André Avelin* ; et la Pétition de Antoine Carl et autres, du Canton *Bouchette*, tous du Comté d'*Ottawa*.

Par M. St Cyr,—La Pétition du Révérend I. Guillemette et autres, de *St Stanislas*, Comté de *Champlain*.

Par M. Molleur,—La Pétition de J. E. Godreau et autres, Notaires Publics pour la Province de *Québec* ; la Pétition de J. E. Létourneau et autres, de *St Sébastien* ; et la Pétition de L. Trudeau et autres, de *Henryville*.

Par M. Marion,—La Pétition de Jos. Forest et autres, de *St Roch L'Achigan*, la Pétition du Révérend Louis Jos. Huot et autres, de *St Paul l'Hermite* ; et la Pétition de E. A. Caron et autres.

Par M. Beaudet,—La Pétition de Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, de la Cité de *Québec*.

Par M. Blais,—La Pétition du Révérend J. Chs. A. Desnoyers et autres, et la Pétition de Joseph Charboneau et autres, de *St Pie*.

Par M. Laberge,—La Pétition de J. B. Poupart et autres, de *St Urbain*.

Par M. Gagnon,—La Pétition de Z. Perrault et autres, membres du Barreau pratiquant à *Kamouraska*, dans le Comté de *Kamouraska*, et à l'*Isle Verte*, dans le Comté de *Témiscouata* ; la Pétition du Conseil Municipal du Comté de *Kamouraska* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *Ste Anne la Pocatière* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de la *Rivière Ouelle* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Pacôme* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Denis* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Philippe de Néri* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *N. D. du Mont Carmel* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Louis de Kamouraska* ; la Pétition de la Municipalité du Village de *Kamouraska* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Paschal* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *Ste Hélène* ; la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de l'*Isle Verte* ; la Pétition du Révérend E. V. Dion et autres, de la Paroisse de la *Rivière Ouelle* ; la Pétition du Révérend F. X. Bégin et autres, de la Paroisse de *St Pacôme* ; la Pétition de D. Hatton et autres, de la Paroisse de *St Paschal* ; la Pétition de Joseph Dumont et autres, de la Paroisse de *St André* ; la Pétition du Révérend J. C. Bérubé et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame des Sept Douleurs* ; la Pétition de J. M. Lindsay et autres, de la Paroisse de *Notre Dame des Sept Douleurs* ; la Pétition de Magloire Dumas et autres, de la Paroisse de *St Eloi* ; et la Pétition de David Bertrand et autres, de la Paroisse des *Trois Pistoles*, des Comtés de *Kamouraska* et *Témiscouata*.

Par M. Gauthier,—La Pétition du Révérend Elz. Auclair et autres ; et la Pétition du Révérend M. C. Roy et autres, de la Paroisse de *St Irénée*.

Par M. Deschênes,—la Pétition de Edmond Morin et autres, de l'*Isle Verte*.

Par M. *LeCavalier*,—La Pétition du Révérend *Joseph Perrault* et autres, tous prêtres du Diocèse de *Montréal*; la Pétition de *J. H. Roy* et autres, de *Ste Geneviève*; et la Pétition de *L. G. V. de Lorimier* et autres, de *Ste Anne de Bellevue*.

Par M. *Poirier*,—La Pétition de l'Honorable *C. H. Pozer* et autres, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce*.

Par M. *Shehyn*,—La Pétition de *J. Bell Forsyth* et autres.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de *George F. C. Smith* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Fibre Company*."

Pétition de l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Pétition de la Compagnie d'Entrepôt, de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Pétition de *Charles O. Richard* et autres, de la Paroisse du *Château Richer*, demandant la passation d'un acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*.

Pétition de *C. S. Cherrier* et autres, de la Cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Hôpital de Notre-Dame."

Ordonné, Que M. *Wartele* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de fibre de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Church* ait la permission d'introduire un Bill pour permettre à la Compagnie d'Emmagasinage de *Montréal*, d'émettre du stock préférentiel.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Molleur* ait la permission d'introduire un Bill ordonnant la réouverture d'un chemin dans la paroisse *Saint Georges de Henriville*, dans le comté d'*Iberville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Hôpital Notre-Dame, à *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Langelier* [*Montmorency*] ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé, Vendredi dernier, à la question,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées pour changer le Chef-lien du District Judiciaire de *Kamouraska*, lequel amendement était que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Cette Chambre ne croit pas devoir adopter maintenant aucune mesure qui pourrait rendre nécessaire un remaniement des limites des Districts Judiciaires de la Province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Montmorency),</i>	<i>Nelson,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>lovell,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierville),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Préfontaine et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Portneuf)</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Rinfret dit Malouin. — 20</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>St. Cyr et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Taillon. — 28</i>

Ainsi il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,
Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

EN COMITÉ.

1. *Résolu*, Que, aussitôt que la Corporation de la Ville de *Fraserville*, dans le Comté de *Témiscouata*, aura construit dans la dite Ville, un Palais de Justice et Prison, propres à toutes les fins de l'administration de la justice, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra, par Proclamation, abolir le chef-lieu judiciaire du District de *Kamouraska*, maintenant établi au Village de *St Louis de Kamouraska*, et le transporter dans la dite Ville de *Fraserville*, dans le Comté de *Témiscouata*, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

2. *Résolu*, Que la construction du Palais de Justice et Prison, devra être faite aux frais de la Corporation de la Ville de *Fraserville*, et terminée dans les deux ans, à compter de la passation de l'Acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

3. *Résolu*, Que les travaux de construction du dit Palais de Justice et Prison seront faits sous la direction du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, conformément aux plans, devis et estimations, qui lui auront été fournis par le dit Commissaire et approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

4. *Résolu*, Que les débentures émises jusqu'à ce jour, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice et Prison du District judiciaire de *Kamouraska*, seront à la charge de la Province.

5. *Résolu*, Que toutes les taxes spéciales imposées sur le District de *Kamouraska*, en conformité de l'Acte 12 Vict., chap. 112, cesseront d'être perçues, à compter du transport du chef-lieu, en vertu de l'Acte, à être basé sur les pré-

sentes Résolutions ; et dès lors les taxes pour le dit District, seront prélevées comme il est pourvu, dans l'Ordre en Conseil du trente Novembre, mil huit cent soixante et un, pour les Districts y mentionnés.

6. *Résolu*, Que, s'il reste, à l'avenir, une balance, chaque année, sur le Fonds de Bâtisses et de Jurés, après le paiement des dépenses voulues par la loi, cette balance servira à rembourser la corporation de la Ville de *Fraserville*, du coût de la construction, du dit Palais de Justice et Prison, et des intérêts accrus sur le coût de cette construction, et la dite balance sera remise à la dite corporation, à l'expiration de chaque année fiscale, par le Trésorier de la Province.

7. *Résolu*, Que lorsque le transport du chef-lieu aura été fait conformément à l'Acte à être basé sur les présentes Résolutions, le Lieutenant-Gouverneur pourra, par Ordre en Conseil, publié dans la "*Gazette Officielle de Québec*," ordonné dans un certain délai fixé, à sa discrétion, le transport de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la Cour siégeant au Village de *St Louis de Kamouraska*, au chef-lieu, dans la Ville de *Fraserville*, dans le Comté de *Témiscouata* ; et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de *Kamouraska*, devront se transiger dans la dite Ville de *Fraserville*, à compter de l'expiration de ce délai.

8. *Résolu*, Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du District de *Kamouraska*, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, sous les peines d'une amende de \$500.00, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

9. *Résolu*, Que sur le refus ou la négligence des susdits officiers de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés pour cette transmission, seront à la charge de la Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant les maîtres et serviteurs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et en demande son concours.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Distillation, de *Montréal* ; et après avoir siégé quel-

ques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender et refondre l'acte incorporant l'Union Saint Joseph, à *Saint Sauveur de Québec*; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'Eglise Catholique de la Paroisse de *Saint Jean Baptiste*, de *Montréal*.

Bill pour amender les actes d'incorporation de l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec* et réglant la vente des poisons.

Le Bill pour légaliser certains actes officiels de *Charles G. Powell*, Député Shérif du District d'*Arthabaska*, est lu une seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement, en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi de preuve en matière civile, étant lu;

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Préfontaine*, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour exempter de la saisie, la moitié des gages des journaliers, étant lu;

M. *Préfontaine*, secondé par M. *Gagnon*, propose que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Remarque étant faite, qu'il n'y a point de quorum, les noms des membres présents sont pris comme suit :

M. l'Orateur, MM. *Audet*, *Beaubien*, *Blais*, *Désaulniers*, *Dupuis*, *Flynn*, *Gagnon*, *Laberge*, *Loranger*, *Lynch*, *Marion*, *Molleur*, *Racicot*, *Rinfret dit Malouin* et *Taillon*.

Et à dix heures et vingt P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans que la question soit mise aux voix.

Mercredi, 18 Mai. 1881.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Deschênes,—La Pétition de *Narcisse Côté* et autres, du chemin *Taché* ; la Pétition du *Rév. D. Lebel* et autres, des Cantons de *Denonville* et *Hocquart* ; et la Pétition du *Révérénd D. Lebel* et autres, de *St Glément*.

Par M. Langelier (*Montmorency*),—La Pétition de *Isaïe Ferland* et autres ; et la Pétition de *Gilbert Roberge* et autres, tous de la Paroisse de *St Tite*.

Par M. Poirier,—La Pétition du *Révérénd J. F. A. Chaperon* et autres ; la Pétition de *A. G. Bussière* et autres, du Canton de *Linière* et de la Paroisse de *St Georges* ; la Pétition de *F. X. Savoie* et autres ; la Pétition du *Révérénd J. Bourassa* et autres ; et la Pétition de *Paul Nadeau* et autres, tous du Comté de *Beauce*.

Par M. Nelson,—La Pétition du *Révérénd James S. Sykes* et autres ; de l'Honorable *Jas. Ferrier* et autres, de *Montréal* ; la Pétition de *C. J. Paige* et autres, de *South Stuckley* ; la Pétition de *L. B. Thurber* et autres, du Canton de *Irlande Nord* ; la Pétition de *W. Gentle* et autres, de *Franklin* ; la Pétition du *Révérénd W. J. Dart* et autres, du Comté de *Laprairie* ; la Pétition du *Révérénd John Holmes* et autres, de *Durham* ; la Pétition de *B. A. Cramer* et autres, de *Ely Nord* ; la Pétition de *D. Christie* et autres, de *Lachute* ; la Pétition de *R. Smith* et autres, de *Rawdon* ; la Pétition de *Trueman Thomas* et autres, de *Clarendon Front* ; la Pétition de *James Field* et autres, de *St Henri* ; la Pétition de *A. E. Ives* et autres, de *Bolton* ; la Pétition du *Révérénd Samuel Jackson* et autres, de *Stanbridge* ; la Pétition du *Révérénd A. Gillies* et autres, du Canton de *Eaton* ; la Pétition du *Révérénd Joseph Merrick* et autres, de *Kildare* ; la Pétition de *Robert Roy* et autres, de *Ormstown* ; la Pétition du *Révérénd Wm. Scott* et autres, de *Waterloo* ; la Pétition de *H. L. Robinson* et autres, de *Waterloo* ; la Pétition de *Jos. Miller* et autres, du Canton de *Durham* ; la Pétition du *Révérénd J. Cattermole* et autres, de *Papineauville* ; la Pétition de *Sa Grâce l'Archevêque de Québec* et autres.

Par M. Bergevin,—La Pétition de *Richard Whitaker* et autres, de *Salaberry de Valleyfield*.

Par M. Gagnon,—La Pétition de *Chs. Bertrand* et autres, de la Paroisse de *St Jean Baptiste* de l'*Isle Verte*, Comté de *Témiscouata*.

Par M. Dupuis,—La Pétition du *Révérénd F. X. Delâge* et autres, du Comté de l'*Islet*.

Par M. le Commissaire *Flynn*,—La Pétition des *Arpenteurs* de la Province de *Québec*.

Par M. Houde,—La Pétition du *Révérénd A. N. Bellemare* et autres ; et deux Pétitions du *Révérénd P. de Villers* et autres, de la Paroisse de *Ste Gertrude*, Comté de *Nicolet*.

Par M. Audet,—La Pétition de *L. R. Fortin* et autres, *Notaires*, du Comté de *Dorchester*.

Par M. Robillard,—La Pétition du *Révérénd Joseph Brien* et autres, de la Paroisse de *St Damien*, Comté de *Berthier* ; et la Pétition du *Couvent de Ste Marie* de la *Providence*, *St Joseph de Lanoraie*.

Par M. Shehyn,—La Pétition de *P. Valin* et autres ; la Pétition de *G. Drolet* et autres, tous de la *Cité de Québec* ; et la Pétition de l'Honorable *J. E. Gingras* et autres, de *St Sauveur de Québec*.

Par M. Desaulniers,—La Pétition du *Révérénd J. H. Dorion* et autres ; et la Pétition du *Révérénd Jos. F. X. Desaulniers* et autres.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition de *E. C. P. Chèvrefils* et autres ; la Pétition de *Stuart Robinson* et autres ; et la Pétition de *John Whyte* et autres.

Par M. *Préfontaine*,—La Pétition de *L. J. Normand*, de *Longueuil* ; la Pétition du Révérend *G. Lamarche* et autres, de *St Bruno* ; et la Pétition de *Aimé Sénécal* et autres, de la Paroisse de *Varennas*.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—La Pétition de "*The Orford Nickel and Copper Company*."

Par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*,—La Pétition du Bureau de la Chambre de Commerce, de la Ville de *Lévis*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *O. Choppin* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "*l'Union Sucrière Franco-Canadienne*."

De *Charles Bourdon* et autres, de *Longueuil*, comté de *Chambly* ; demandant la passation de l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal* et *Sorel*.

De Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, de la Cité de *Québec*,—de *Régis Marquis* et autres, de la Paroisse de *Ste Famille*,—de *Prudent Blais* et autres, de la Paroisse de *Ste Pétronille*,—de *F. X. Létourneau* et autres, de la Paroisse de *Ste Famille*,—de *Pierre Duclos* et autres, de la Paroisse de *St Tite*,—et de *Philippe Paré* et autres, de la Paroisse de *St Joachim* ; demandant respectivement la passation de l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer *Québec, Montmorcency* et *Charlevoix*.

De *O. Carignan* et autres, de la Cité des *Trois-Rivières* ; demandant que la Corporation de la Cité des *Trois-Rivières* ne soit pas autorisée à prélever plus qu'un certain montant, sur les hôteliers, aubergistes, etc.

Du Révérend *Ths. Martel* et autres, de la Paroisse de *St Barnabé*,—et du Révérend *N. Trahan* et autres, de la Paroisse de *St Sévère*, tous du Comté de *St Maurice* ; demandant respectivement que le Bureau d'Enregistrement soit placé à *St Barnabé*.

De *Joseph V. Brin* et autres, de *St Marc*,—de *A. E. Gervais* et autres, de la Paroisse de *Contrecoeur*,—Du Révérend *J. S. Thérberge* et autres, de la Paroisse de *St Augustin*,—de *P. Valois* et autres, de la Paroisse de *Ste Scholastique*,—de *Philippe Mayer* et autres, de la *Pointe du Lac*,—du Révérend *P. Aug. Roberge* et autres, d'*Yamaska*,—de *A. Rochon* et autres,—de *F. A. Champagne* et autres, tous de la Cité de *Hull*,—de *J. Bourdon* et autres,—de *V. L. Couturier* et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—de *André Gauthier* et autres, de *Alphonse Bernier* et autres,—et du Révérend *J. C. Alfred Desnoyers* et autres, tous de la Paroisse de *St Pie*,—du Révérend *M. Proulx* et autres, de *St Tite*,—de *T. Hamelin* et autres, de *St Janvier*,—et de *T. Chamand* et autres, de *St Sauveur* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université-Laval ne devienne pas loi.

De *Alexander Fraser* et autres, de *Tewkesbury* ; demandant des amendements aux lois de l'éducation.

De l'Asile des Orphelins Protestants, de la Cité de *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De *T. A. Stevenson* et autres, de *Wakefield*, Comté d'*Ottawa* ; demandant de l'aide pour bâtir un pont sur la *Gatineau*, à *Wakefield*.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie Manufacturière des Marchands, de la Cité de *Montréal*, soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant la ratification d'un règlement passé par le Conseil Municipal du Village de *Ste Cunégonde*, accordant un *bonus* à la dite Compagnie.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie Manufacturière des Marchands de la Cité de *Montréal*, soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues, en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition, est reçue et lue ; demandant la ratification d'un règlement passé par le Conseil de Ville de *St Henri*, accordant un bonus à la dite Compagnie.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie des Abattoirs, de *Montréal*, soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition, est reçue et lue ; demandant la ratification des Lettres Patentes de la dite Compagnie et pour d'autres fins.

Ordonné, Que la Pétition de *C. A. Geoffrion* et autres, de la Cité de *Montréal*, soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club de Réformé."

Ordonné, Que la Pétition du Révérendissime Evêque Anglican, de *Montréal* et autres, soit maintenant reçue et lue ; et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant l'incorporation d'un Hôpital pour les aliénés Protestants.

Ordonné, Que la Pétition de *Alfred Brunet* et autres, de la Cité de *Montréal*, soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue, demandant la passation d'un acte permettant au Commissaire des Terres de la Couronne, de faire faire le cadastre d'une certaine propriété, dans le quartier *St Laurent*, *Montréal*.

Ordonné, Que la Pétition de *H. H. Geddes* et autres, de la Cité de *Montréal*, soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société des agents d'immeubles, de *Montréal*."

M. Warteke, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer l'église de la Trinité, *Québec*, et il y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Il a été communiqué à votre Comité une Résolution, passée à l'Assemblée du Conseil Général du Barreau de la Province de *Québec*, tenue le 14 du courant, regrettant le fait que, depuis quelque temps, un grand nombre de Bills aient été présentés à la Législature, pour autoriser l'admission à la pratique, de personnes qui n'ont pas suivi des cours de droit ou qui n'ont pas fait une cléricature régulière, et votre Comité croit devoir soumettre cette Résolution à votre Honorable Chambre et y attirer son attention.

Votre Comité suggère aussi que son Quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit Rapport.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis qui ont été donnés sont suffisants :

Pétition de *Geo. Caron* et autres, demandant d'être incorporés sous le nom de Compagnie Agricole et Manufacturière de la *Rivière du Loup* ;

Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *St Jean*, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

Pétition de *Marie Joseph E. Chagnon*, de la Cité de *Montréal*, demandant la passation d'un acte, autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à l'admettre au nombre de ses membres ;

Pétition de *L. A. Sénécal* et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " *Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique* ; "

Pétition de *A. Laberge* et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " *Compagnie de Transport de Montréal* ; "

Pétition de *C. W. Carrier* et autres, demandant à être incorporés sous le nom de " *La Compagnie du Téléphone de Québec et Lévis* ; "

Pétition de *M. Brassard* et autres, de la Cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *Club St Denis* ; "

Pétition de la *Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des rivières Missisquoi et Noire*, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*, demandant l'autorisation de faire de nouveaux rôles de répartition pour certaines rues ;

Pétition de *David Roy*, de la Paroisse *St Georges*, demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière* ;

Pétition de *Jean Olivier Chevreuil*, de la Paroisse de *Ste Anne du Bout-de-l'Île*, demandant la passation d'un acte pour confirmer ses droits de propriétaire ;

Votre Comité a aussi examiné la Pétition du " *Club des Marchands* " de *Québec*, demandant un acte d'incorporation, et celle de l'*Institut Canadien-Français de Lévis*, demandant aussi un acte d'incorporation, et trouve que, dans ces deux cas, les avis ne sont pas requis.

Quant à la Pétition de l'*Assurance Mutuelle contre le Feu*, de la Cité de *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'Incorporation, votre Comité trouve que les avis ne font pas connaître la nature de ces amendements, mais il a été prouvé à la satisfaction de votre Comité, que tous les intéressés sont instruits de la nature de la demande, c'est pourquoi Votre Comité recommande à votre Honorable Chambre la suspension de la 51^{me} règle.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 42 et 43 *Victoria*, chap. 39, intitulé : " *Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. le Secrétaire-Provincial Pâquet* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la *Compagnie de Téléphone de Québec et Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Mathieu, du Comité Spécial sur le Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec*, présente à la Chambre, le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le dit Bill en entier et qu'il le rapporte avec des amendements.

L'Honorable *M. Marchand*, du Comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre, le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable *F. G. Marchand* son président.

Votre Comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Que les Honorables MM. *Chapleau*, de la *Bruère*, *Wood*, *Tarte* et le Président (*ex-officio*) forment un Sous-Comité, avec instructions d'examiner les comptes d'impressions et les documents référés à ce Comité.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que la Pétition de "*The Orford Nickle and Copper Company*," présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite Compagnie.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la Charte de la Ville St Jean, 43-44 Vict., et pour lui accorder de plus amples pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Nelson* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Poirier* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage, sur la rivière *Chaudière*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Racicot* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le Club St Denis, de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un Bill concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de la Cité de *Montréal* et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Caron* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de la *Rivière du Loup*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les actes concernant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des *Rivières Missisquoi* et *Noire*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de Transport de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wartelle* ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Marie Joseph Edmour Chagnon* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Langelier* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi des Elections Contestées de *Québec*, 1875.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un Bill pour confirmer les droits de propriété de *Jean Olivier Chevreffils*, dans les lots connus et désignés sous les numéros officiels 104, 105 et 110 du Cadastre de la Paroisse de *Ste Anne du Bout de l'Isle*, dans le Comté de *Jacques-Cartier*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter durant cette Session, un Bill pour restreindre le nombre des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses, conformément aux nombreuses Pétitions présentées à cette Chambre ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Le Gouvernement n'a pas l'intention d'introduire d'amendements à la loi des Licences, cette Session.

Par M. *Bouillier*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de nommer une personne pour payer les propriétaires des terrains requis pour la construction du Chemin de Fer *Montréal, Portland et Boston*, sur et à même les subsides encore dûs par le Gouvernement au dit Chemin ; si non, quel moyen le Gouvernement se propose-t-il de prendre pour faire payer les terrains en question ?

Réponse de M. le Solliciteur-Général *Lynch*.—Ce n'est pas l'intention du Gouvernement de nommer à présent une telle personne. La Compagnie a reçu ordre de régler avec les propriétaires les réclamations d'après la loi : et s'ils ne le font pas, le Gouvernement déterminera plus tard la procédure dans cette affaire.

Par M. *Préfontaine*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de soumettre à cette Chambre, pendant la présente Session, un Bill pourvoyant à l'abolition des barrières de péage sur le parcours des chemins, sous le contrôle de la Commission des chemins à barrières, dans l'*Isle de Montréal*.

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Non.

Par M. *Préfontaine*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de donner, à l'avenir, des instructions spéciales aux employés du Trésor, quant au paiement des comptes des Officiers-Rapporteurs, en faisant préparer des chèques pour le montant des comptes de chacune des personnes mentionnées dans les comptes des dits Officiers rapporteurs, les dits chèques payables à l'ordre respectif des dites personnes ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Le Gouvernement ne se propose pas de faire des changements dans le système de payer les dépenses d'élections.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement fait-il, du projet de loi qui devra être basé sur les Résolutions maintenant devant la Chambre, pour transférer le Chef-Lieu du District de *Kamouraska*, du Village de *Kamouraska*, à *Fraserville*, une question ministérielle, ou une question libre, c'est-à-dire une question à laquelle le sort du Gouvernement est lié ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement a introduit des Résolutions concernant le changement du Chef-Lieu du District de *Kamouraska*, et demandera le concours de cette Chambre pour leur adoption.

Par M. *Gagnon*.—Le nommé *Dérifentemma Zéphirin Gaultier*, contre lequel le Grand Juré, du District de *Richelieu*, a, le 20 Janvier 1880, trouvé fondés cinq actes d'accusation, dont un pour "obtention d'un endossement sous de faux prétextes," un "pour obtention d'argent sous de faux prétextes," et trois "pour détournements," et qui n'a pas encore subi son procès sur ces actes d'accusation, est-il le même *Dérifentemma Zéphirin Gaultier* qui agissait comme substitut du Procureur Général, aux termes criminels, dans le District de *Richelieu*, en Janvier et Juillet 1880, et Janvier 1881 ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le poursuivant a jugé, qu'il n'était pas à propos de donner suite à ces poursuites.

Par M. *Gagnon*.—Le nommé *Antoine Olivier Théophile Beauchemin*, qui a agi comme substitut du Procureur Général à *St Hyacinthe*, en Janvier et Juin 1880, et en Janvier 1881, est-il le même *Antoine Olivier Théophile Beauchemin* qui a été accusé, devant la cour criminelle du District de *Bedford*, des crimes de faux et de parjure ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Ce monsieur a été l'objet d'une poursuite que la Cour a rejetée.

L'Honorable M. *Chapleau* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de votre Adresse en réponse au discours d'ouverture de la Session, et je ne doute pas de vos intentions et de votre capacité de promouvoir, par une législation sage et éclairée, les intérêts de cette Province.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 17 Mai 1881.

Sur motion de *M. Magnan*, secondé par *M. Robillard*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état indiquant le montant d'argent donné comme subside, ainsi que le montant restant dû à toutes les Compagnies incorporées, dans le but de construire des chemins de fer, dans cette Province, depuis l'acte de Confédération 1867, jusqu'à ce jour.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Langelier*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous Ordres en Conseil, marchés, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant directement ou indirectement à la construction, l'équipement et l'administration de l'embranchement du chemin de fer de *Berthier*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies de tous Ordres en Conseil, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant à l'achat, construction, équipement et administration du chemin de fer de *Lanoraie à Joliette*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Préfontaine*, secondé par *M. Gagnon*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance entre la Corporation du Village d'*Hochelaga* et le gérant du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, à propos de la pose d'une barrière, sur la rue *Ontario*, à l'endroit où le dit chemin de fer traverse la dite rue, dans les limites du dit Village d'*Hochelaga*.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*.

Résolu, Qu'un Comité Spécial composé de l'Honorable *M. Marchand*, *M. le Secrétaire Provincial Pâquet*, *M. Lafontaine (Shefford)*, *M. LeCavalier*, *M. Marion*, *M. Picard*, *M. St-Cyr* et *M. Gagnon*, soit formé pour prendre en considération tous les Bills concernant le Notariat, en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Langelier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies de tous Ordres en Conseil, contrats, écrits, ou résumés de toutes conventions verbales, faits entre le Gouvernement ou aucun de ses membres, *L. A. Sénécal*, écuyer, ou autre personne, pour et au nom du Gouvernement, avec la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est, ou aucun de ses officiers ou employés, depuis le 1^{er} Novembre 1879, relativement à la location ou prêts, de chars, ou autre matériel roulant.

Sur motion de *M. Champagne*, secondé par *M. Taillon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état indiquant séparément, pour chaque Comté, quelles sont les sommes d'argent dépensées annuellement, depuis 1867, jusqu'à ce jour, pour la Colonisation dans les Comtés de *Chicoutimi*, *Charlevoix*, *Pontiac*, *Ottawa & Argenteuil*.

Sur motion de l'Honorable *M. Langelier* secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant le montant dû aux banques, le premier Novembre 1879, les valeurs données comme sûretés

collatérales aux dites banques au premier Mai courant ; le dit état devant indiquer à quelle banque ce montant était dû à chaque époque, et la somme due à chacune."

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente,—Réponse à un Ordre de la Chambre du 16 Mai 1881, demandant : Un état détaillé des sommes d'argent portées au débit du compte de construction et du matériel du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, que l'on trouve à l'état des comptes publics pour l'année financière expirée le 30 Juin, 1880. [Documents de la Session No 30.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 4 Mai 1881, demandant,—Copie de tous Ordres en Conseil, règlements, correspondances au sujet des droits de coupe de bois, depuis le 1er juillet 1880, jusqu'à ce jour. [Documents de la Session No 31.]

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de distillation de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Magnan* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant l'Union Saint Joseph à *Saint Sauveur de Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte incorporant l'Union Saint Joseph à *Saint Sauveur de Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill pour amender les actes d'incorporation de l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec* et réglant la vente des poisons.

Bill pour permettre à la Compagnie d'emmagasinage, de *Montréal*, d'émettre du stock préférentiel.

Bill pour incorporer l'Hôpital Notre-Dame à *Montréal*.

Bill ordonnant la réouverture d'une route dans la Paroisse *St Georges de Henriville*, dans le Comté d'*Iberville*.

Le Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *J. C. Würtele*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Yamaska*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Würtele, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills qui se rapportent au Notariat :

Bill pour amender l'Acte pour refondre et amender les Actes concernant le Notariat.

Bill pour amender l'Acte de cette Province, 39 Victoria, chapitre 33, concernant le Notariat.

Bill pour amender les différents Actes concernant la profession de Notaire, dans la Province de *Québec*.

Le Bill pour diminuer les occasions qui portent à l'intempérance, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé pendant quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du jour, pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur certaines Résolutions concernant le chef-lieu du District judiciaire de *Kamou-raska*, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Gagnon*, secondé par M. *Poirier*, propose, sous forme d'amendement, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'aujourd'hui en six mois, " soit ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dukamel,
Dupuis,

Gagnon,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),

Marchand,
Mercier,
Molleur,
Nelson,

Parent,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—18.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Desaulniers,

Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,

Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magman,

Marion,
Pâquet,
Robertson,
Robillard,
St. Cyr et
Würtele.—24.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

M. le Procureur Général *Loranger*, fait rapport des Résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Que, aussitôt que la Corporation de la Ville de *Fraserville*, dans le Comté de *Témiscouata*, aura construit dans la dite Ville, un Palais de Justice et Prison, propres à toutes les fins de l'administration de la justice, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra, par Proclamation, abolir le chef-lieu judiciaire du District de *Kamouraska*, maintenant établi au Village de *St Louis de Kamouraska*, et le transporter dans la dite Ville de *Fraserville*, dans le Comté de *Témiscouata*, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

2. *Résolu*, Que la construction du Palais de Justice et Prison, devra être faite aux frais de la Corporation de la Ville de *Fraserville*, et terminée dans les deux ans, à compter de la passation de l'Acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

3. *Résolu*, Que les travaux de construction du dit Palais de Justice et Prison seront faits sous la direction du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, conformément aux plans, devis et estimations, qui lui auront été fournis par le dit Commissaire et approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

4. *Résolu*, Que les débentures émises jusqu'à ce jour, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice et Prison du District judiciaire de *Kamouraska*, seront à la charge de la Province.

5. *Résolu*, Que toutes les taxes spéciales imposées sur le District de *Kamouraska*, en conformité de l'Acte 12 Vict., chap. 112, cesseront d'être perçues, à compter du transport du chef-lieu, en vertu de l'Acte, à être basé sur les présentes Résolutions ; et dès lors les taxes pour le dit District, seront prélevées comme il est pourvu, dans l'Ordre en Conseil du trente Novembre, mil huit cent soixante et un, pour les Districts y mentionnés.

6. *Résolu*, Que, s'il reste, à l'avenir, une balance, chaque année, sur le Fonds de Bâtisses et de Jurés, après le paiement des dépenses voulues par la loi, cette balance servira à rembourser la corporation de la Ville de *Fraserville*, du coût de la construction, du dit Palais de Justice et Prison, et des intérêts accrus sur le coût de cette construction, et la dite balance sera remise à la dite corporation, à l'expiration de chaque année fiscale, par le Trésorier de la Province.

7. *Résolu*, Que lorsque le transport du chef-lieu aura été fait conformément à l'Acte à être basé sur les présentes Résolutions, le Lieutenant-Gouverneur pourra, par Ordre en Conseil, publié dans la "Gazette Officielle de Québec," ordonné dans un certain délai fixé, à sa discrétion, le transport de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la Cour siégeant au Village de *St Louis de Kamouraska*, au chef-lieu, dans la Ville de *Fraserville*, dans le Comté de *Témiscouata* ; et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de *Kamouraska*, devront se transiger dans la dite Ville de *Fraserville*, à compter de l'expiration de ce délai.

8. *Résolu*, Qu'il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du District de *Kamouraska*, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, sous les peines d'une amende de \$500.00, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

9. *Résolu*, Que sur le refus ou la négligence des susdits officiers de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés pour cette transmission, seront à la charge de la Province.

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, propose, qu'il lui soit permis d'introduire un Bill basé sur les dites Résolutions.

Et objection étant faite, que les Résolutions ci-dessus doivent être lues une seconde fois, avant qu'un Bill basé sur icelles puisse être présenté.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Il n'y a pas de doute que des Résolutions, rapportées, par le Comité Général de la Chambre, doivent être lues *deux fois*, avant que la Chambre puisse les accepter, et avant qu'un Bill, basé sur des Résolutions, puisse être présenté.

La *première lecture* de ces Résolutions est faite par le Greffier de la Chambre, sans qu'il y ait motion à cet effet : c'est une simple formalité.

Mais la *deuxième lecture* ne peut être faite, que sur motion, et cette motion, comme toutes les autres motions, est sujette à discussion et à des amendements.

Ainsi ; chacune des Résolutions peut être amendée, rejetée, ajournée ou renvoyée de nouveau au Comité Général de la Chambre.

La motion pour la deuxième lecture des Résolutions peut être faite immédiatement après leur première lecture, et en cela, les procédés de la Chambre, sur l'adoption des Résolutions ordinaires, rapportées par le Comité Général, sont semblables à ceux qu'elle suit, sur l'adoption des Résolutions rapportées par les Comités des subsides et des voies et moyens.

Je crois que c'est la vraie doctrine et la pratique suivie en *Angleterre* et celle qui devrait être suivie ici.

May, édition de 1873, aux pages 392, 393 et 611, établit clairement, suivant moi, la pratique que je viens d'indiquer.

Pour ces raisons, je dois déclarer :

1. Que la motion pour présenter le Bill, basé sur les Résolutions, est prématurée ; qu'elle ne peut être faite qu'après la *deuxième lecture* des Résolutions, et que, conséquemment, le premier point de la question d'ordre est bien fondé.

2. Que la *deuxième lecture* des Résolutions peut-être faite maintenant, et que l'on est dans l'ordre en la demandant."

Les dites Résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois et adoptées.

Et la question étant de nouveau proposée, Qu'il soit permis d'introduire un Bill basé sur les dites Résolutions.

Et objection étant faite, que la motion pour présenter le Bill n'est pas conforme à la règle 39, parcequ'elle ne spécifie pas le titre du Bill.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Je suis d'opinion, que la motion qui est faite, demandant la permission de présenter un Bill, basé sur les Résolutions qui viennent d'être adoptées, est suffisante, pour être conforme à l'esprit de la règle 39. Elle est dans l'ordre."

Et objection étant aussi faite, qu'avis de la présentation du dit Bill n'a pas été donné.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Je suis d'opinion que la règle 31 ne peut recevoir ici son application.

Il n'est pas nécessaire, dans le cas qui nous occupe, que l'on donne un avis de deux jours, avant de présenter le Bill. L'avis des Résolutions, les Résolutions et les débats, sur ces Résolutions, sont un avis suffisant ; et je décide que la motion est dans l'ordre, et le Bill régulièrement présenté."

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger* ait la permission d'introduire un Bill pour changer le chef-lieu du District judiciaire de *Kamouraska*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 19 Mai, 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la Providence de *Saint Charles Borromée*, pour l'année 1880.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Taillon*,—La Pétition du Révérend *Charles Collin* et autres, de *Hemmingsford* ; la Pétition de *O. Dufresne* et autres ; la Pétition de *H. Lussier* et autres ; et la Pétition de *C. Roberts* et autres, tous de la Cité de *Montréal*.

Par M. le Procureur Général *Loranger*,—La Pétition du Révérend *J. G. Watier* et autres, de *St François de Sales*.

Par M. *Parent*,—La Pétition du Révérend *Tho. Gravel* et autres, de la Paroisse de *St Mathieu*, Comté de *Rimouski*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition de l'Hospice de la Ville de *Joliette*.

Par M. *Nelson*,—La Pétition de *H. Goyette* et autres, de *Montréal*.

Par M. *Racicot*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *St Laurent* ; la Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer *Montréal, Portland & Boston* ; et la Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est.

Par M. *Boutillier*,—La Pétition de *Joseph N. Poulin* et autres, de *Marieville* ; la Pétition du Révérend *A. D. Limoges* et autres, de *St Jean-Baptiste* ; et la Pétition de *M. Héroux* et autres, de *L'Ange Gardien*, tous du Comté de *Rouville*.

Par M. *Watts*,—La Pétition du Révérend *F. E. Connolly* et autres, de *South Durham*.

Par M. le Solliciteur Général *Lynch*,—La Pétition de *L. J. A. McMillan* et autres, de *Mansonville*, Comté de *Brome*.

Par M. *St Cyr*,—La Pétition de *P. Geo. Beaudry* et autres, Notaires pour la Province de *Québec* ; et la Pétition du Révérend *M. D. Marcoux* et autres, de *Champlain*.

Par M. *Lalonde*,—La Pétition du Révérend *J. M. Mathieu* et autres, de *Ste Justine de Newton*.

Par M. *LeCavallier*,—La Pétition du Révérend *P. Beaudet* et autres ; et la Pétition de *Pierre A. Valois* et autres.

Par M. *Robillard*,—La Pétition de Sœurs des Saints noms de Jésus et de Marie, de la Paroisse de *St Barthélémi*, Comté de *Berthier*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—La Pétition de l'Institut Canadien de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition de *E. Germain* et autres, de *Ste Thérèse*.

Conformément à l'Ordre du jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *J. Bell Forsyth* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de Lumière Electrique de *Québec* et *Lévis*."

Du Révérend *Elz. Auclair* et autres ; et du Révérend *M. E. Roy* et autres, de *St Irénée* ; demandant respectivement l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency & Charlevoix*.

De *Edmond Morin* et autres, de l'*Isle Verte* ; demandant le transfert du chef-lieu de *Kamouraska* à *Fraserville*.

De *Wm. Lefluer* et autres ; demandant des amendements aux lois de l'éducation.

Du Révérend *J. Chs. A. Desnoyers* et autres, de *St Pie* ; et du Révérend *Arch. Duff* et autres, de *Sherbrooke* ; demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

De *J. E. Godreau* et autres, Notaires pour la Province de *Québec* ; demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat.

De "*The Mason Machine Works*," ; et de "*The Wason Manufacturing Company* ;" demandant respectivement que le Bill pour amender la charte du Chemin de Fer "*Québec Central*" ne devienne pas loi.

De l'Honorable *C. H. Poser* et autres, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce* ; demandant que le Bill pour autoriser *David Roy* à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*, ne devienne pas loi.

Du Conseil de Ville de la Ville des *Trois-Rivières* ; demandant que le Bill pour partager la Division d'Enregistrement des *Trois-Rivières*, ne devienne pas loi.

De *A. H. B. McKee* et autres, des Cantons de *Stoneham* et *Tewkesbury* ; demandant que le Bill pour annexer à la Municipalité des Cantons unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, certaine partie de la Paroisse de *St Edmond* de *Stoneham*, ne devienne pas loi.

De *P. A. Archambault* et autres,—de *Hormidas Auger*, et autres,—de *F. Brunet* et autres,—de *H. Brodeur* et autres,—de *C. Bellerose* et autres,—de *Roch Bergeron* et autres,—de *D. Brisebois* et autres,—de *Emery Chagnon* et autres,—de *Joseph Christin* et autres,—de *A. Cousineau* et autres,—de *J. O. E. Chévigny* et autres,—de *Joseph Chevalier* et autres,—de *Ovide Deschatelets* et autres,—de *A. Desourdy* et autres,—de *J. A. Dorval* et autres,—de *E. Dufresne* et autres,—de *J. R. C. de Lorimier* et autres,—du Révérend *L. M. Dugast* et autres,—de *Octave Dusseau* et autres,—de *Alf. Duranceau* et autres,—de *W. O. Donoughue* et autres,—de *S. Gaudry* et autres,—de *Simon Grégoire* et autres,—de *A. Hébert* et autres,—de *E. Lamoureux* et autres,—de *J. Labonté* et autres,—de *C. J. H. Létondal* et autres,—de *Siméon Lonergan* et autres,—de *C. Lefebvre* et autres,—de *N. Lessard* et autres,—de *C. Legault* et autres,—de *Wilfrid Leroux* et autres,—de *Olivier Montpetit* et autres,—de *A. Meunier* et autres,—de *F. Meilleur* et autres,—de *S. Mazurette* et autres,—de *Alfred Pagé* et autres,—de *O. Poulin* et autres,—de *A. Panneton* et autres,—de *Eugène Provost* et autres,—de *Jos. Provost* et autres,—de *M. E. Ratelle* et autres,—de *E. F. Ranson* et autres,—de *Narcisse Roy* et autres,—de *Claude Roy* et autres,—de *J. A. Renaud* et autres,—de *Alexandre Sicard* et autres,—de *G. Tessier* et autres,—de *J. B. Thouin* et autres,—de *A. S. Vinet* et autres,—de *D. Vaillancourt* et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—de *Marc E. Ducharme* et autres, de *St Charles*,—du Révérend *T. Pepin* et autres, de *St Antoine Abbé*,—du Révérend *J. L. Mongeau* et autres, de *St Rémi*,—de *Honoré Pattenau* et autres, de *St Michel Archange*,—de *P. Bergeron* et autres, de *St Aimé*,—du Révérend *J. Morin* et autres,—et de *L. Grondin* et autres, tous du Comté de *Laprairie*,—de l'Honorable *A. H. Pâquet* et autres, de la Paroisse de *St Cuthbert*,—de *F. Adélme Côté* et autres, de la Paroisse de *St Barthélémi*,—du Révérend *C. A. Loranger* et autres, de la Paroisse de *Lanoraie*, tous du Comté de *Berthier*,—de *Raymond Robert* et autres, de *Sherrington*, Comté de *Napierville*,—de *J. Hudon* et autres, de la paroisse de *St Polycarpe*,—du Révérend *C. Dufour* et autres, du *Côteau du Lac*,—de *Ferdinand St Jacques* et autres,—de *J. B. Mongenais* et autres, de *Rigaud*,—de *Charles Bonacina* et autres, de *Montréal*,—du Révérend *J. D. Comeau* et autres, de la paroisse de *Ste Ursule*,—de *R. St Jacques* et autres, de

Ste Cécile de Milton, Comté de *Shefford*,—de *L. Chas. Demers* et autres, de *Templeton*,—du Révérend *E. Rochon* et autres, de *Papineauville*,—du Révérend *J. P. Bélanger* et autres, de *St André Avelin*, tous du Comté d'*Ottawa*,—du Révérend *I. Guillemette* et autres, de *St Stanislas*, Comté de *Champlain*,—de *G. E. Létourneau* et autres, de *St Sébastien*,—de *L. Trudeau* et autres, de *Henryville*,—de *Joseph Forest* et autres, de *St Roch l'Achigan*,—du Révérend *Louis J. Huot* et autres, de *St Paul l'Hermite*,—de *E. A. Caron* et autres,—de *Joseph Charbonneau* et autres, de *St Pie*,—de *J. B. Poupard* et autres, de *St Urbain*,—du Révérend *Jos. Perreault* et autres, tous prêtres du diocèse de *Montréal*,—de *J. H. Roy* et autres, de *Ste Geneviève*,—et de *L. G. V. de Lorimier* et autres, de *Ste Anne de Bellevue* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval, ne devienne pas loi.

De *Z. Perrault* et autres, Membres du Barreau pratiquant à *Kamouraska*, dans le Comté de *Kamouraska*, et à l'*Isle Verte*, dans le Comté de *Témiscouata* ; du Conseil Municipal du Comté de *Kamouraska*,—de la Municipalité de la paroisse de *Ste Anne de Lapocatière*,—de la Municipalité de la paroisse de la *Rivière Ouelle*,—de la Municipalité de la paroisse de *St Pacôme*,—de la Municipalité de la paroisse de la paroisse de *St Denis*,—de la Municipalité de la paroisse de *St Philippe de Néri*,—de la Municipalité de la paroisse de *N. D. du Mont-Carmel*,—de la Municipalité du Village de *Kamouraska*,—de la Municipalité de la Paroisse de *St Louis de Kamouraska*,—de la Municipalité de la Paroisse de *St Paschal*,—de la Municipalité de la Paroisse de *Ste Hélène*,—du Révérend *E. V. Dion* et autres, de la Paroisse de la *Rivière Ouelle*,—Du Révérend *F. X. Bégin* et autres, de la Paroisse de *St Pacôme*,—de *D. Hatton* et autres, de la Paroisse de *St Paschal*,—de *Joseph Dumont* et autres, de la Paroisse de *St André*, tous du Comté de *Kamouraska*,—de la Municipalité de la Paroisse de l'*Isle Verte*,—du Révérend *J. C. Bérubé* et autres, de la Paroisse de *N. D. des Sept Douleurs*,—de *G. M. Lindsay* et autres, de la Paroisse de *N. D. des Sept Douleurs*,—de *Magloire Dumas* et autres, de la paroisse de *St Eloi*,—et de *David Bertrand* et autres, de la Paroisse de l'*Isle Verte*, tous du Comté de *Témiscouata* ; demandant respectivement que le chef lieu du District de *Kamouraska* ne soit pas changé.

De Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, de la Cité de *Québec*,—et du Révérend *L. Bourret* et autres, du Comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour l'établissement d'une école polytechnique à *Québec*, sous la direction des Frères des Ecoles Chrétiennes.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; demandant de l'aide pour leur Asile.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; demandant de l'aide en faveur de l'Asile de *St. Vincent de Paul*.

Des Sœurs de la Providence, de la Paroisse de *Laprairie* ; demandant de l'aide.

Du Conseil Municipal du Comté de *Compton* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Chaudière*.

De *Thos. E. McDonnell*, des cantons de *Mulgrave* et *Durvy* ; demandant de l'aide pour des ponts et des chemins.

De *Antoine Carl* et autres, du Canton de *Bouchette*, Comté d'*Ottawa* ; demandant de l'aide pour construire un pont, changer un chemin et en ouvrir un nouveau pour donner une sortie aux colons des 5ème et 6ème rangs du dit Canton.

M. Würtele, du Comité Permanent des Lois Expirantes, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *M. Würtele* pour son Président et recommande que son Quorum soit réduit à trois Membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité, soit réduit à trois Membres.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents présente à la Chambre le neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de Dame *Marie Anne Claire Symes*, marquise de *Bassano* : demandant l'autorisation de vendre certains immeubles substitués.

Pétition de la Municipalité du Village de la *Côte St Antoine* : demandant des amendements à l'acte 42-43 Vict., chap. 43, de *Québec*.

Pétition du Révérend *W. Raymond* et autres, de la paroisse *St Louis de Bonsecours* : demandant à faire partie du Comté de *Richelieu*.

Pétition de l'Honorable *Thomas Ryan* et autres, de la cité de *Montréal* : demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*Compagnie de Lumière Electrique de Montréal*."

Pétition de la *Silver Plume Mining Company* : demandant un acte d'incorporation.

Pétition de *O. Choppin* et autres : demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Union Sucrière Franco-Canadienne*."

Pétition de *C. A. Geoffrion* et autres, de la cité de *Montréal* : demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Club de Réforme*."

Pétition de la Compagnie Manufacturière des marchands, de la Cité de *Montréal* : demandant la ratification d'un règlement passé par les conseils municipaux de *Ste Cunégonde* et de la Ville de *St Henri*, accordant un bonus à la dite compagnie.

Pétition du Lord évêque de *Montréal* : demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Hôpital Protestant des Aliénés*."

Pétition de la Compagnie des Abattoirs de *Montréal* : demandant la ratification de ses Lettres-Patentes et pour d'autres fins.

Pétition de *H. H. Geddes* et autres, de la Cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Bureau d'Agence d'immeubles, de Montréal*."

Quand à la Pétition de *The Orford Nickell & Copper Company*, demandant des amendements à sa Charte, votre Comité a trouvé que les avis n'avaient pas été donnés, mais comme ces amendements demandés ne regardent que les actionnaires de la Compagnie, votre Comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre, la suspension de la 51^e règle de la Chambre.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *Alfred Brunet* et autres de la Cité de *Montréal* : demandant la passation d'un acte permettant au Commissaire des Terres de la Couronne, de faire faire le cadastre du lot No 18, dans le quartier *St Laurent, Montréal*, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que *M. Taillon* ait la permission d'introduire un Bill pour permettre au Commissaire des Terres de la Couronne, de faire faire le cadastre du lot No 18 des plan et livre de renvoi officiels, du quartier *St Laurent*, de la Cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Préfontaine* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. LeCavalier* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie dite *The Silver Plume Mining Company*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Taillon* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer la Compagnie de Lumière Electrique, de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le " Club de Réforme."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Nelson ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Hôpital Protestant des aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Trésorier Robertson ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte incorporant " The Orford Nickel and Copper Mining Company."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Wurtelle ait la permission d'introduire un Bill pour ratifier les Lettres Patentes émises en faveur de la Compagnie d'Abattoirs de Montréal, et écarter tous doutes au sujet des pouvoirs de la dite Compagnie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Wurtelle ait la permission d'introduire un Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de St Henri, accordant un bonus de \$10,000 à la Compagnie Manufacturière des Marchands.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le Bureau d'Agence d'Immeubles, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Mathieu ait la permission d'introduire un Bill pour permettre à la Paroisse de St Louis de Bonsecours de faire partie du Comté de Richelieu.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon.—Le gouvernement fait-il, du projet de loi pour transférer le chef lieu du District de Kamouraska, du Village de Kamouraska à Fraserville, une question ministérielle ou une question libre, c'est-à-dire une question à laquelle le sort du gouvernement est lié ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Gouvernement a introduit une loi concernant le chef lieu du District de Kamouraska, et il espère que cette Chambre lui donnera son concours pour l'adoption de cette mesure.

Par M. *Desaulniers*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de faire promptement justice à la réclamation de M. *Rémi Dussault*, d'*Yamachiche*, contre l'Honorable *Thos. McGreevey* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Oui.

Par M. *Gagnon*.—Pour combien de jours, la somme de \$1026.50, entrée à la page 69 des comptes publics, pour 1879-80, a-t-elle été payée à la Compagnie de l'Hôtel *Russell*, pour la suite d'appartements occupés à "l'Hôtel St Louis," par le Lieutenant-Gouverneur, avant son installation à *Spencer Wood* ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Les documents se rapportant à cette question seront mis devant le Comité des comptes publics.

Par M. *Gagnon*.—En sus de la somme de \$500, entrée à la page 69 des comptes publics, pour 1879-80, combien a-t-il été payé à *J. & C. Wartele*, pour dépenses de sa mission en *France*, au sujet d'un emprunt ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Rien.

Par M. *Desaulniers*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour que les billets de passage sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* soient imprimés dans les deux langues, au lieu de ne l'être qu'en anglais, comme cela se pratique aujourd'hui ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le gouvernement y verra.

Par M. *Gagnon*.—A quelle page et sous quel titre des comptes publics, pour 1879-80, les recettes, sur la Section Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour la période écoulée, du 15 Janvier, au 1er Mars 1880, sont-elles entrées ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—La majeure partie de ces recettes se trouve comprise dans les \$392,522.72 entrées comme recettes du trafic du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* à la page VIII de l'état No 2 dans l'état des comptes publics pour l'année financière expirant le 30 juin 1880. Le surplus de ces recettes, étant resté déposé en la Banque de *Montréal à Québec* au crédit de l'Honorable Trésorier de la Province, qui en fera mention dans les comptes publics de l'année courante.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier (Montmorency)*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du Rapport des arbitres nommés pour évaluer les dommages causés par l'incendie du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska*.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Meikle*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies de tous papiers, documents et correspondances en la possession du Gouvernement, ayant rapport à la réclamation du Gouvernement contre les Municipalités du bassin de *Chambly*, et de la Ville de *Longueuil*, dans le Comté de *Chambly*, pour emprunt, à même le Fonds Municipal. Les dits documents devant

contenir un exposé des raisons pour lesquelles les dits emprunts ont été contractés par les dites Municipalités, ainsi que la correspondance ayant précédé les dits emprunts et se rapportant à la cession, par le Gouvernement du Canada, sous l'union, du chemin public, conduisant de *Longueuil* à *Chambly*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant le revenu provenant du quai de la *Pointe-à-Carcy*, pour amarrage, délestage, déchargement, emmagasinage, ou pour toute autre cause, pour l'année expirée le 1er Mai courant ; ainsi que le nom du percepteur de tel revenu et le montant payé pour ses services ; aussi le loyer payé par le Gouvernement pour le dit quai, pendant le même temps.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Meikle*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre par les syndics des Chemins à barrières de *Montréal*, aussitôt que possible, pendant la présente session, des comptes détaillés, de tous les argents, par eux reçus et dépensés, pendant chaque année, depuis 5 ans,—les dits comptes détaillés devant mentionner dans des colonnes séparées :

1. Les sommes reçues par les dits syndics des diverses Municipalités, sur le parcours des chemins sous leur contrôle, pour commutation ou dommages.

2. Les dépenses faites par les dits syndics pendant chaque année, depuis 5 ans, sur les chemins, dans les limites des diverses Municipalités.

3. Les montants dûs par les diverses Municipalités, pour arrérages de commutation.

Aussi un état indiquant, quelle est la dette des dits syndics et quel est le montant dû pour arrérages d'intérêts sur les débentures.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender la loi de la preuve en matière civile ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Racicot* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant les témoins dans les causes civiles."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et en demande son concours.

Sur motion de M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Ordonné, Que le Comité Spécial nommé pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile reçoive instruction de s'enquérir des amendements suggérés au Code Civil.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Bills Privés :

Bill pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*.

Bill pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce* à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*.

Bill pour incorporer le Club *St Denis* de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la Cité de *Montréal* et pour d'autres fins.

Bill pour amender la Charte de la Ville de *St Jean*, 43-44 *Victoria*, et pour lui accorder de plus amples pouvoirs.

Bill pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de la *Rivière-du-Loup*.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur-Général *Loranger*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, Vendredi, elle restera ajournée à Samedi à 11 heures, A. M., et que les Ordres du Gouvernement auront la priorité ce jour là.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. *Racicot* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Vendredi. le 27 courant.

Ordonné, Que le Bill, tel qu'amendé, soit réimprimé.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bill pour changer le chef lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, étant lu;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, propose, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois;

Et objection étant faite, que la Chambre ne peut pas procéder à la considération du dit Bill, parce que les Résolutions formant la base du dit Bill n'ont pas été présentées à cette Chambre par un message écrit de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, déclarant qu'il les a prises en considération et les approuve.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision sur cette objection demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 20 Mai, 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année 1880. (Documents de la session No 6.)

Et aussi, transactions de la Société Littéraire et Historique de *Québec*, pour l'année 1880-81. (Documents de la session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Taillon*,—La Pétition du Révérend A. L. *Sentenne* et autres; la Pétition de A. *Choquet* et autres; la Pétition du Révérend *Eustache Picard*; et la Pétition de *Pierre Demers* et autres, tous de la Cité de *Montréal*; la Pétition du Révérend L. *Collin* et autres, tous prêtres du Séminaire de *Montréal*; la Pétition du Révérend C. S. *Huot* et autres, de *Hochelaga*; la Pétition du Révérend J. O. *Rémillard* et autres, de *St Polycarpe*; la Pétition du Révérend D. *Maréchal* et autres, de *St Jacques*; la Pétition de Ls. *Depocas* et autres, de *St Henri*; la Pétition de Mon-

signor *J. Desautels* et autres, de *Varenes* ; la Pétition du Révérend *J. B. Beauchamp* et autres, de *St Téléphore* ; la Pétition du Révérend *L. A. Charlebois* et autres, de *Ste Thérèse* ; la Pétition du Révérend *F. Bourgault* et autres, de *Laprairie* ; la Pétition du Révérend *J. Primeau* et autres, de *Boucherville* ; la Pétition du Révérend *N. Piché* et autres, de *Lachine* ; la Pétition du Révérend *T. Brassard* et autres, de *Vaudreuil* ; la Pétition du Révérend *L. J. Piché* et autres, de *Terrebonne* ; la Pétition de *J. A. Labadie* et autres ; et la Pétition de *H. B. Wright* et autres, Notaires pour la Province de *Québec* ; et la Pétition du Révérend *F. Aubry* et autres.

Par *M. Laberge*,—La Pétition du Révérend *W. Seers* et autres, de la Paroisse de *St Jean Chrysostôme*.

Par *M. Nelson*,—La Pétition des Commissaires du Havre de *Montréal* ; et la Pétition de la Compagnie du Cimetière *Mont-Royal*.

Par *M. Desaulniers*,—La Pétition du Révérend *L. Sév. Rheault* et autres.

Par *M. Murphy*,—La Pétition de la Société Littéraire et Historique de *Québec* ; et la Pétition de l'Institut Littéraire de *St Patrice*, de la Cité de *Québec*.

Par *M. Meikle*,—La Pétition de *James Welden* et autres, de *Grenville*.

Par *M. McShane*,—La Pétition de *C. Coallier* et autres ; la Pétition de *Avila Coutu* et autres ; la Pétition de *F. X. Craig* et autres ; la Pétition de *Alphonse Daoust* et autres ; la Pétition de *A. Fauteux* et autres ; la Pétition de *Edouard Leduc* et autres ; et la Pétition de *P. A. C. Munro* et autres, tous de *Montréal*.

Par *M. Bouillier*,—La Pétition du Révérend *J. A. Provençal* et autres, de la Paroisse de *St Césaire*, Comté de *Rouville*.

Par *M. Rinfret dit Malouin*,—La Pétition de *John A. Purdee* et autres, de *Québec* ; la Pétition de *P. A. Kennedy* et autres ; et la Pétition de *J. E. Woodley* et autres, tous de la Cité de *Québec*.

Par *M. Deschênes*,—La Pétition du Révérend *J. A. Desjardins* et autres, de la Paroisse de *St Louis des Ha ! Ha !*

Par *M. Langelier (Montmorency)*,—La Pétition de *F. H. Garneau* et autres, de la Paroisse de *Ste Tite*.

Par l'Honorable *M. Beaubien*,—La Pétition de *Joseph Aldéric Quimet* et autres, de la Cité de *Montréal* ; la Pétition du Révérend *M. Auclair* et autres ; et la Pétition du Révérend *F. Birtz* et autres, tous du Village de *St Jean-Baptiste, Montréal* ; la Pétition de *E. E. Duquet* et autres, de *Longue Pointe* ; la Pétition du Révérend *P. E. Lussier* et autres, de *St Henri* ; la Pétition de *Louis Paré* et autres, de *Lachine* ; la Pétition du Révérend *F. Rochette* et autres, du *Sault-au-Récollet* ; et la Pétition de *Casey A. Wood* et autres, de la *Pointe St Charles*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Des Arpenteurs de la Province de *Québec*, demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Corps des Arpenteurs de la Province de *Québec*."

D'*Isaïe Ferland* et autres,—et de *Gilbert Roberge* et autres, tous de la Paroisse de *St Tite* ; demandant respectivement l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency & Charlevoix*.

De *Aimé Sénécal* et autres, de la Paroisse de *Varenes* ; demandant que le Bill pour détacher de la Municipalité de *Varenes*, trois îles situées dans le fleuve *St Laurent*, ne devienne pas loi.

Du Bureau de la Chambre de Commerce de la Ville de *Lévis*,—et de *A. G. Bussièrès* et autres, de la Paroisse de *St Georges* et du Canton de *Liniers*, Comté de *Beauce* ; demandant respectivement que le Bill pour amender la charte du Chemin de Fer *Québec Central*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *Jos. F. X. Desaulniers* et autres,—du Révérend *G. Lamarche* et autres, de *St Bruno*,—de *L. J. Normand* et autres, de *Longueuil*,—de *E. C. P. Chèvre-*

filis et autres ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval, ne devienne pas loi.

De *Chs. Bertrand* et autres, de la Paroisse de *St Jean-Baptiste de l'Isle Verie*, Comté de *Témiscouata* ; demandant que le chef-lieu du District judiciaire de *Kamouraska* ne soit pas changé.

De *L. R. Fortin* et autres, Notaires, du Comté de *Dorchester* ; demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat.

Du Révérend *James S. Sykes* et autres,—de *C. J. Paige* et autres, de *South Stuckley*,—*Richard Whitaker* et autres, de *Salaberry de Valleyfield*,—le *Stuart Robinson* et autres,—et de *John Whyte* et autres ; demandant respectivement des amendements aux lois concernant l'éducation.

De Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres,—du Révérend *J. Bourassa* et autres,—de *Paul Nadeau* et autres,—et de *F. X. Savoie* et autres, tous du Comté de *Beauce*,—de l'Honorable *Jas. Ferrier* et autres, de *Montréal*,—de *S. B. Thurber* et autres, du Canton de *North Ireland*,—de *W. Gentle* et autres, de *Franklin*,—du Révérend *W. J. Dart* et autres, du Comté de *Laprairie*, du Révérend *John Holmes* et autres, de *Durham*,—de *B. A. Cramer* et autres, de *North Ely*,—de *D. Christie* et autres, de *Lachute*,—de *R. Smith* et autres de *Rawdon*,—de *Trueman Thomas* et autres, de *Clarendon front*,—de *James Field* et autres, de *St Henri*,—de *A. E. Ives* et autres, de *Bolton*,—du Révérend *Samuel Jackson* et autres, de *Stranbridge*,—du Révérend *A. Gillies* et autres, du Canton de *Eaton*,—du Révérend *Joseph Merrick* et autres, du Canton de *Kildare*,—de *Robert Roy* et autres, d'*Ormstown*,—du Révérend *Wm. Scott*, de *Waterloo*,—de *Jas. Miller* et autres, du Canton de *Durham*,—et du Révérend *J. Cattermole* et autres, de *Papineauville* ; demandant respectivement des amendements aux lois des licences.

Du Révérend *J. F. A. Chaperon* et autres, du Comté de *Beauce*,—du Révérend *F. X. Delâge* et autres, du Comté de *l'Islet*,—du Révérend *A. N. Bellemare* et autres, du Comté de *Nicolet*,—de *P. Valin* et autres,—et de *G. Drolet* et autres, tous de la Cité de *Québec*,—de l'Honorable *J. E. Gingras* et autres, de *St Sauveur de Québec*,—et du Révérend *J. H. Dorion* et autres, du Comté de *St Maurice* ; demandant respectivement de l'aide pour l'établissement d'une Ecole Polytechnique, à *Québec*, sous la direction des Frères des Ecoles Chrétiennes.

Du Couvent de *Ste Marie de la Providence*, de *St Joseph de Lonoraie* ; demandant de l'aide.

Du Révérend *D. Lebel* et autres, des Cantons de *Denonville* et *Hocquart* ; demandant de l'aide pour un Pont sur la Rivière *Senescoupe*.

Du Révérend *Jos. Brien* et autres, de la Paroisse de *St Damien*, Comté de *Berthier*,—et du Révérend *D. Lebel* et autres, de *St Clément* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De *Narcisse Côté* et autres, du chemin *Taché* ; demandant de l'aide pour ce chemin.

Du Révérend *P. DeVillers* et autres, de la Paroisse de *Ste Gertrude*, Comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour ouvrir une route dans les 14ème, 15ème et 16ème rangs du Canton de *Madison*.

Du Révérend *P. DeVillers* et autres, de la Paroisse de *Ste Gertrude*, Comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation dans les 12ème et 13ème rangs du Canton de *Madison*.

M. Wurtel, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour autoriser la Fabrique de la Paroisse de *Notre Dame de Montréal* à émettre des Débentures, pour un montant déterminé,

et il y a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. le Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo et Magog*.

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorcency et Charlevoix*.

Ordonné, Que M. *Racicot* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite hier, que cette Chambre ne peut pas procéder à la considération du Bill pour changer le Chef-Lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, parce que les Résolutions formant la base du dit Bill n'ont pas été présentées à cette Chambre par un Message écrit, de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, déclarant qu'il les a prises en considération et les approuves, décide comme suit :

La Chambre des Députés ne peut adopter aucune Résolution, Adresse ou Bill, pour l'appropriation d'aucune partie du Revenu Public, ou d'aucune taxe ou impôt, sans qu'ils aient été, au préalable, recommandés par un Message du Représentant du Souverain. La Clause 54 de la Constitution (l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867), affirme ce principe.

Ce que j'ai à décider maintenant, est de savoir, si cette recommandation du Souverain doit toujours être faite par un Message écrit et signé de sa main, ou s'il y a des cas où une simple déclaration d'un Ministre suffit.

Le Souverain manifeste Sa Volonté à la députation de trois manières :

1o. Quand il convoque les Chambres et qu'il leur parle ; 2o. Par Message écrit et signé de sa main et lu à la Chambre, par l'Orateur ; 3o. Par la déclaration verbale d'un de ses ministres.

Je n'ai à m'occuper maintenant que des deux derniers cas.

Le Souverain ne manifeste Sa Volonté, par un Message écrit et signé de sa main, qu'au sujet de choses de haute importance, comme les *subsidies*, la création de nouveaux impôts, des emprunts d'argent, etc., ces Messages sont considérés comme le complément du discours du Trône, au commencement de la session.

Cette question est traitée par *May*. Edit. de 1863 aux pages 426 et 427, où il dit : " The subjects of such messages, are usually communicated, in regard to " important public events which require the attention of Parliament ; the prerogatives of property of the Crown ; provision for the royal family : and " various matters in which the Executive seeks for pecuniary aid from Parliament. "

Quant aux autres cas, de moindre importance, où il faut néanmoins, la recommandation ou le consentement du Souverain, il n'est pas nécessaire qu'il soit communiqué à la Chambre, par un Message écrit et signé de sa main ; la simple déclaration d'un ministre est suffisante.

Le Ministre déclare de son Sièges que le Souverain, ayant pris connaissance de la Résolution ou du Bill, selon le cas, il lui a enjoint de déclarer qu'il le recommandait à la considération de la Chambre.

La recommandation du Souverain et son consentement sont transmis à la Chambre de la même manière.

A la page 429, *May* ajoute :

“ The other modes of communicating with Parliament are by the “ Royal pleasure,” “ recommendation,” or “ consent,” being signified.

“ The Royal recommendation is signified to the Commons, by a Minister of the Crown, on receiving Petitions and Motions, for the introduction of Bills or on the offer of other motions involving any public expenditure or grant of money not included in annual estimates, &c.

Ainsi l'on voit que, dans ces derniers cas, la déclaration du ministre est suffisante et qu'il n'est pas nécessaire que la recommandation du souverain soit transmise à la Chambre, par un message écrit et signé de sa main.

J'ai dit que la recommandation du souverain ou son consentement à un Bill sont présentés à la Chambre, de la même manière, mais je dois ajouter qu'il y a une distinction à faire, quant au temps où l'un ou l'autre doit être présenté.

La *recommandation* du souverain doit être transmise à la Chambre, dès l'introduction d'une résolution ou d'un Bill, ayant pour but l'appropriation d'une partie du revenu public, tandis que le *consentement* du souverain peut être transmis à la Chambre à tout étage de la procédure, voire même, à la 3^{ème} lecture d'un Bill. Voir *May*, à la page 430.

Je dois dire que la pratique suivie par la Chambre des Communes en Angleterre, et celle suivie à Ottawa, sont parfaitement conformes à la théorie que je viens d'exposer, à savoir : que, dans les cas ordinaires, la déclaration d'un ministre est suffisante.

Dans les procès-verbaux de la Chambre des Communes, en Angleterre, la déclaration du ministre est enregistrée en ces termes : “ M. Chancellor of the Exchequer, by her Majesty's Command, acquainted the House, that Her Majesty, having been informed of the subject matter of this motion, recommends it to the consideration of the House.”

“ Ordered : That leave be given to introduce the Bill.”

Vide : 101 Com. J. p. 615. Ib. 104, p. 412. Ib. 98, p. 167. Ib. 98, p. 287. Ib. 99, p. 309.

La pratique est la même à Ottawa et c'est celle que nous devons suivre ici.

Je décide, que la déclaration faite par l'Hon. Procureur-Général, est parfaitement conforme à la doctrine et à la pratique parlementaires que j'ai indiquées ; qu'elle est suffisante pour montrer que le Lieut.-Gouverneur recommande la présentation du projet de loi de changer le chef-lieu du District judiciaire de Kamouraska, et que la question d'Ordre soulevée est mal fondée.

C'est l'interprétation que je donne à la Clause 54 de notre constitution (l'acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867.)

Et objection étant faite, de nouveau, à la seconde lecture de ce Bill, parce que le gouvernement met dans ce projet de loi, des dispositions qui se rapportent aux Bills Privés qui doivent tomber sous la Règle 51 de cette Chambre ;—et qu'avis public aurait dû en être donné dans les journaux ; et les autres formalités pour Bills Privés, observées.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

M. le Secrétaire-Provincial *Paquet*, met devant la Chambre,—Copie des Rapports des Comités de l'Honorable Conseil Exécutif, du 26 Juillet, 1880, au 23 Avril, 1881, concernant la nomination de certains employés du Service Civil et leur salaire.—(Documents de la Session No 32.)

Et aussi, extrait du procès-verbal de la Séance du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, tenue le 18 Mai courant.—(Documents de la Session No 33.)

Ordonné, Que M. le Secrétaire-Provincial *Paquet*, ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer l'Institut Canadien-Français, de Lévis.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Ross, ait la permission d'introduire un Bill pour annexer à la municipalité des Townships Unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, certaine partie de la Paroisse de *St Edmond* de *Stoneham*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Gagnon.—Est-il vrai que M. *Dérifentemma Zéphirin Gaultier* a été nommé Secrétaire de L. O. *Taillon*, Commissaire nommé sous l'autorité de l'Acte de cette Province 43 et 44 *Vict.*, Chap. 13, intitulé: "Acte concernant le Fonds Consolidé d'Emprunt Municipal du *Bas-Canada*" ? Et si oui, quel salaire ou rémunération reçoit-il ou doit-il recevoir et ce, depuis quand ?

Réponse de l'Honorable M. *Robertson*.—M. *Gaultier* a été employé comme Secrétaire, avec le Commissaire d'Emprunt Municipal, le 7 Octobre, à 4 piastres par jour. Il a été payé pour 4 mois de salaire et depuis, on s'est dispensé de ses services.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des divers Bills Privés :

Bill pour incorporer le Compagnie Canadienne d'Éclairage Électrique.

Bill pour incorporer la Compagnie de Lumière Électrique de *Montréal*.

Bill pour incorporer l'Hôpital Protestant des Aliénés.

Bill pour amender l'acte incorporant "The Orford Nickel and Copper Mining Company."

Bill pour incorporer le Bureau d'Agence d'Immeubles de *Montréal*.

Le Bill pour amender les actes concernant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

L'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose qu'un Comité spécial, composé des Honorables MM. *Irvine*, *Beaubien* et *Mercier* et de MM. *Mathieu* et *Beaudet* soit formé, avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879, et de faire rapport; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers.

Et des Débats s'ensuivant.

Ordonné, Que les Débats soient ajournés à demain pour être alors le premier Ordre du Jour.

Ordonné, Que M. *Würtele* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43, de *Québec*, concernant le Village de la *Côte St Antoine*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 21 Mai. 1881.

Onze heures A. M.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. Parent,—La Pétition de O. Bonin et autres, du Bic,—et la Pétition de Thomas Boulanger et autres, de la Paroisse de *Ste Félicité*, tous du Comté de Rimouski.

Par M. Marion,—La Pétition du Révérend M. Tassé et autres.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition du Révérend F. Britz et autres, du Côteau St Louis,—la Pétition du Révérend J. P. Poulin et autres, de la *Longue Pointe*,—et la Pétition de A. Desève et autres de St Henri, Montréal,—et la Pétition de Charles Peers Davidson et autres.

Par l'Honorable M. Joly,—La Pétition de l'Asile Finlay, Québec,—et la Pétition de l'Asile des Orphelins, Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre.

Par M. Lafontaine [Napierville],—La Pétition de L. Benoit et autres, de la Paroisse de St Cyprien, Comté de Napierville.

Par M. Champagne,—La Pétition de A. Bernard et autres, de St Placide.

Par M. le Trésorier Robertson,—La Pétition de H. D. Lawrence et autres, de Sherbrooke.

Par M. Lavallée,—La Pétition du Révérend P. Beaudry et autres,—et la Pétition du Révérend A. Dupuis et autres de *Ste Elizabeth*.

Par M. McShane,—La Pétition de F. Laliberté et autres,—la Pétition de John Hearn et autres,—et la Pétition de Louis A. Lapointe et autres, tous de Montréal.

Par M. Taillon,—La Pétition de K. A. Houde et autres, de Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction du Lac Champlain et du St Laurent,—de la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal, Portland et Boston,—et de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, ne devienne pas loi, et pour autres fins.

De P. Geo. Beaudry et autres, Notaire pour la Province de Québec ; demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat.

Du Révérend Chs. Collin et autres, de Hemmingford,—de O. Dufresne et autres,—de H. Lussier et autres,—de C. Roberts et autres,—de H. Goyette et autres, tous de la Cité de Montréal,—du Révérend J. G. Watier et autres, de St François de Sales,—de Joseph N. Poulin et autres, de Marieville,—du Révérend H. D. Limoges et autres, de St Jean-Baptiste,—de M. Héroux et autres, de l'Ange Gardien, Comté de Rouville,—de F. E. Connolly et autres, de South Durham,—de L. J. A. McMillan et autres de Mansonville,—du Révérend M. D. Marcoux et autres, de Champlain,—du Révérend J. M. Mathieu et autres, de Ste Justine de Newton,—du Révérend P. Beaudet et autres,—de Pierre A. Valois et autres,—de E. Germain et autres, de Ste Thérèse ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval ne devienne pas loi.

Des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, de la Paroisse de St Barthélemi comté de Berthier ; demandant un octroi pour leur maison d'éducation.

De l'Hospice de la Ville de Joliette,—et de l'Institut Canadien, de Québec ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend Ths Gravel et autres, de la Paroisse de St Mathieu, Comté de Rimouski ; demandant de l'aide pour terminer une route qui conduit au Canton Bédard.

Ordonné, Que l'Honorable M. Church ait la permission d'introduire un Bill pour autoriser Dame *Marie Anne Claire Symes*, épouse de *Napoléon Hugues, Charles Marie Ghislain Maret*, Marquis de *Bassano*, héritière instituée en vertu du testament de son père, feu *George Burns Symes*, écuyer, assistée de son époux et du curateur à la substitution créée par le dit testament, à changer certains placements actuellement faits.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Vendredi prochain.

M. Württele, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Bill pour incorporer " l'Union St Joseph, à St Roch de Québec. "

Bill pour incorporer " l'Hôpital Notre Dame, à Montréal. "

Bill pour incorporer " Le Club St Denis. "

Ordonné, Que M. Boutillier ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau le Chapitre 68 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Vendredi prochain.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite hier, à la seconde lecture du Bill pour changer le Chef-Lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, parce que le Gouvernement met dans ce projet de loi, des dispositions qui se rapportent aux Bills Privés et qui doivent tomber sous la Règle 51 de cette Chambre ;—et qu'avis public aurait dû en être donné dans les journaux ; et les autres formalités pour Bills Privés, observées) décide comme suit :

A l'appui de la question d'ordre qui vient d'être soulevée, l'on prétend que le Bill est un Bill mixte, *hybrid*, (comme il est appelé en Angleterre), parce que non seulement il est d'ordre public, mais parce qu'il doit en même temps affecter les intérêts particuliers de la Municipalité de *Fraserville* et l'on cite, au soutien de cette prétention, la Règle 51 de la Chambre qui dit, entr'autres choses : " que tout Bill qui aura pour objet le *prélèvement d'aucune cotisation locale*, devra être précédé d'un avis public dans la *Gazette Officielle* et dans un journal de la localité spécifiant clairement la nature et l'objet de la demande. "

Si le Bill qui est maintenant devant la Chambre autorisait la Corporation de *Fraserville* à *taxer* les contribuables de la municipalité pour payer les frais de construction du Palais de Justice, la question d'ordre serait assurément bien fondée ; le Bill serait un bill mixte ou *hybrid*, qui exigerait la publication des avis que je viens de mentionner et je lui opposerais la règle 51.

Mais après avoir examiné attentivement le Bill tel qu'il est soumis à la Chambre, je n'y vois aucune clause qui confère à la Corporation de *Fraserville* le pouvoir de *taxer* les contribuables pour payer la construction du Palais de Justice.

Pour que la Corporation eût ce droit, il faudrait qu'il lui fut conféré d'une manière toute spéciale et formelle. Je dois dire que je n'ai pas, dans le moment, à m'occuper des pouvoirs que peut lui donner sa charte. Je n'ai devant moi que le Bill soumis à la Chambre.

Or, je ne vois dans ce Bill aucune clause qui donne, à la Corporation de *Fraserville*, ce pouvoir.

Au contraire, je vois que tout y est facultatif et conditionnel.

Le préambule du bill dit : que la Corporation offre de construire à ses propres frais ; la clause 1ère dit " qu'aussitôt que *Fraserville* aura construit le

“ Palais de Justice, le Lieutenant Gouverneur en Conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du District judiciaire de *Kamouraska* et le transférer “ à *Fraserville* ”; la clause 2 dit : que “ la construction du Palais de Justice et “ Prison devra être faite, aux frais de la Corporation de *Fraserville* et terminée “ dans les deux ans à compter de la passation du présent Acte ”

Voilà, en quelques mots, le résumé du Bill.

Trouve-t-on dans le préambule et dans les clauses 1 et 2, dont je viens de parler, qu'il soit conféré à la Corporation, le *pouvoir* spécial, expresse et formel de *taxer* les contribuables ?

Assurément non.

Le tout se réduit à ceci : qu'aussitôt que *Fraserville*, qui offre de construire le Palais de Justice à ses frais, l'aura parachevé, et cela à ses frais, dans les deux ans, à compter de la passation du présent Acte, le Gouvernement changera *alors* le chef-lieu du District judiciaire.

Evidemment tout cela n'est que facultatif et conditionnel ; et la clause 2 n'est que la répétition de la proposition et de la condition mentionnées dans le préambule et la clause 1ère.

C'est tellement le cas, que si la Corporation passait un règlement pour prélever une taxe, en vertu du présent Bill, ce règlement serait complètement nul et de nul effet. C'est mon opinion.

Pour ces raisons, il m'est impossible de voir que le Bill ait pour objet d'autoriser le *prélèvement d'une cotisation locale*, qui exigerait que ce Bill fût précédé des avis exigés par la règle 51 que l'on invoque. Je ne puis y opposer cette règle ; et je déclare la question d'ordre soulevée, mal fondée.

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, que la Résolution du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, passée le 18 courant, recommandant la passation du Bill concernant l'Université Laval et la multiplication de ses chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés dans les limites de la Province de *Québec*, transmise à cette Chambre et lue ce jour, par M. l'Orateur, soit insérée dans les procès-verbaux de cette Chambre.

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Solliciteur Général *Lynch*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants ; “ la Résolution du Comité Catholique de l'Instruction Publique soit référée au Comité des Bills privés.”

Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'Ordre, — M. l'Orateur décide qu'il n'est pas dans l'ordre.

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Solliciteur Général *Lynch*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants ; la Résolution du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique ne soit pas imprimée, mais qu'elle soit référée au Comité des Bills Privés.”

Le dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Champagne,
Chapleau,

Flynn,
Fortin,
Houde,
Lavallée,
LeCavalier,

Loranger,
Magnan,
Marion,
Murphy,
Picard,

Robertson,
Sawyer,
St-Cyr,
Tarte et
Wurttele. — 20

CONTRE :

Messieurs

*Boutillier,
Boutin,
Joly,*

*Lafontaine (Napierville) Lovell,
Langelier (Portneuf) Mercier,
Langelier (Montmorency) Pâquet,*

*Rinfret dit Malouin.
Ross et
Shehyn.—12*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La Question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Aussi, elle est résolue affirmativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur la Motion proposée hier, à l'effet " qu'un Comité spécial, composé des Honorables MM. *Irvine, Beaubien et Mercier* et de MM. *Mathieu et Beaudet* soit formé, avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879, et de faire rapport ; avec pouvoir d'envoyer chercher personnes et papiers.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits Débats ajournés.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser la Fabrique de la Paroisse de *Notre-Dame de Montréal* à émettre des Débentures pour un montant déterminé ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lavallée* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo et Magog* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lovell* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boutin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour incorporer le " Club de Réforme."

Bill pour ratifier les Lettres Patentes émises en faveur de la Compagnie d'Abattoirs de *Montréal* et écarter tous doutes au sujet des pouvoirs de la dite Compagnie.

Bill pour annexer à la Municipalité des Townships unis de *Stoneham* et *Tewkesbury* certaine partie de la Paroisse de *St Edmond de Stoneham*.

M. Lavallée, Membre pour le District électoral de *Joliette*, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

" Je suis informé d'une manière digne de foi, et je crois pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des Membres de cette Chambre, l'Honorable *George Irvine*, député de *Mégantic* et conseil de la Reine, s'est rendu responsable des faits suivants :

Je déclare que le vingt-deux Mars mil huit cent quatre vingt un (22 Mars 1881), l'Honorable *George Irvine*, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente, par le Shérif, du Chemin de Fer de *Lévis* et *Kennébec*, est entré en conspiration, pour frauder les créanciers de cette Compagnie et le Gouvernement, en promettant pendant les enchères même, à un nommé *Robert Cowan*, manufacturier de la Cité de *Montréal*, et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, *M. L. N. Benjamin*, de lui payer la somme de mille dollars (\$1,000.00), dans le but d'empêcher la vente du dit Chemin d'atteindre un prix plus élevé ;

Qu'en conséquence, le dit *Robert Cowan*, alors présent, a fait cesser d'enchérir après son offre de cent quatre vingt onze mille dollars (\$191,000.00) ;

Que le Chemin de Fer de *Lévis* et *Kennébec* valait beaucoup plus que ce montant, et que de fait, la somme de cent quatre vingt onze mille dollars ne représente pas même le subsidé que le Gouvernement a payé à cette compagnie ;

Que l'Honorable *George Irvine* a lui-même déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, feraient monter l'enchère jusqu'à, au moins, la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de *M. Cowan* serait de faire payer un montant considérable comme Commission à la Couronne ; qu'il, le dit *George Irvine*, ci-devant Procureur-Général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette Commission sur les enchères aux ventes judiciaires, contribue au revenu de la Province, que son action repréhensible a ainsi privée d'une somme considérable ;

Que, de fait, la compétition a cessé immédiatement, après cette offre de mille piastres et que le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre vingt douze mille piastres ;

Que, dans l'après-midi du même jour, l'Honorable *George Irvine* a payé lui-même et de sa main, la somme de mille piastres à *M. Cowan* ou à son représentant ;

Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au Gouvernement et aux créanciers de la dite Compagnie ; et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la législature de la Province de *Québec* ;

Qu'au moment où le dit *George Irvine* empêchait ainsi l'enchère, pour la vente du dit chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*, il travaillait activement à un projet d'amalgamation du dit chemin avec un autre chemin de fer, ce projet devant requérir l'action de la législature dont le dit *George Irvine* est un des membres ;

Que de fait, le dit *George Irvine* a déjà pris une part active, dans le Comité des Bills Privés, dont il fait partie, à un projet de loi sanctionnant la dite *amalgamation* et ne laissant aux créanciers de la dite Compagnie de *Lévis* et *Kennébec* pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit par l'action du dit *George Irvine*."

V. P. LAVALLÉE.

Québec, 21 Mai 1881.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. D. Lafontaine*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Napierville*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Lafontaine, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.
Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

M. Lavallée, secondé par *M. Fortin*, propose, Que *M. Lavallée*, membre pour le District Electoral de *Joliette*, ayant déclaré, de son siège, qu'il est informé, d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des membres de cette Chambre, l'Honorable *George Irvine*, député de *Mégantic* s'est rendu responsable des faits suivants :

Que le vingt deux mars mil huit cent quatre vingt un (22 mars 1881) l'Honorable *George Irvine*, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente, par le Shérif, du chemin de fer *Lévis* et *Kennébec*, est entré en conspiration, pour frauder les créanciers de cette Compagnie et le Gouvernement en promettant, pendant les enchères même, à un nommé *Robert Cowan*, manufacturier de la Cité de *Montréal* et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, *M. L. N. Benjamin*, de lui payer la somme de (\$1,000), mille dollars dans le but d'empêcher la vente du dit chemin d'atteindre un prix plus élevé ;

Qu'en conséquence le dit *Robert Cowan* alors présent a fait cesser d'enchérir après son offre de cent quatre vingt onze mille dollars (\$191,000) ;

Que le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* valait beaucoup plus que ce montant et que de fait, la somme de cent quatre vingt onze mille dollars ne représente pas même le subsidé que le Gouvernement a payé à cette Compagnie ;

Que l'Honorable *George Irvine* a lui-même déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, feraient monter l'enchère jusqu'à, au moins, la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de *M. Cowan* serait de faire payer un montant considérable comme Commission à la Couronne, que de fait, le dit *George Irvine*, ci-devant Procureur-Général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette Commission sur les enchères aux ventes judiciaires contribuait au revenu de la Province, que l'action reprehensible du dit *George Irvine* a ainsi privée d'une somme considérable ;

Que, de fait, la compétition a cessé immédiatement après cette offre de mille piastres et que le chemin de *Lévis* et *Kennébec* a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre vingt douze mille piastres ;

Que, dans l'après-midi du même jour, l'Honorable *George Irvine* a payé lui-même et de sa main la somme de mille piastres à *M. Cowan* ou son représentant ;

Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au Gouvernement et aux créanciers de la dite Compagnie, et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la Législature de la Province de *Québec* ;

Qu'au moment où le dit *George Irvine* empêchait ainsi l'enchère pour la vente du dit chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*, il travaillait activement à un projet d'amalgamation du dit chemin de fer (*Lévis* et *Kennébec*) avec un autre Chemin de Fer, ce projet devant requérir l'action de la Législature dont le dit *George Irvine* est un des membres ;

Que de fait, le dit *George Irvine* a déjà pris une part active, dans le Comité des Bills Privés, dont il fait partie, à un projet de loi sanctionnant la dite amalgamation et ne laissant aux créanciers de la dite Compagnie de *Lévis* et *Kennébec*, pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit par l'action du dit *George Irvine* ;

Qu'en conséquence, un Comité composé de l'Honorable M. Ross, et de MM. *Wurtele*, *Champagne*, *Marion*, *Fortin*, *Préfontaine* et *Chs. Lungelier*, soient nommés, avec instructions de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration du dit M. *Lavallée*.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à Vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 27 Mai 1881.

M. l'Orateur met devant la Chambre : Etat des affaires de l'Asile *Finlay*, Québec, pour l'année 1880. (Documents de la Session No 6.)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Nelson*,—La Pétition du Révérend F. *Pilote* et autres, de *St Augustin*,—la Pétition de N. *Ouellette* et autres, de *St Sauveur* de *Québec*,—la Pétition du Révérend *Jos. Martel* et autres, *Des Grondines*,—la Pétition du Révérend F. X. *Delage* et autres de *l'Islet*,—la Pétition du Révérend F. X. *Tessier* et autres de *St François*, Comté de *Beauce*,—la Pétition du Révérend J. M. *Bernier* et autres, de *St Ferdinand* d'*Halifax*,—la Pétition de H. S. *Beaudry* et autres,—la Pétition de J. A. *Thibault* et autres,—et la Pétition de *Thomas Manning* et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—et la Pétition de la Société d'Histoire Naturelle de *Montréal*.

Par M. *Meikle*,—La Pétition du Révérend J. B. *Bourget* et autres, de *St André* d'*Argenteuil*,—et la Pétition de *Patrick Robertson* et autres.

Par M. *Charlebois*,—La Pétition de *Ovide Henri Richer* et autres,—et la Pétition de O. *Demers* et autres, tous de la Paroisse de *St Isidore*, Comté de *Laprairie*.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—La Pétition de Wm *McCurdy* et autres, du Canton d'*Ascot*.

Par M. *McShane*,—La Pétition de l'Honorable *Lewis T. Drummond* et autres, de *Montréal*.

Par M. *Champagne*,—La Pétition de *J. L. de Bellefeuille* et autres, de *St Eustache*,—et la Pétition du Révérend *M. Mirault* et autres, de *St Hermas*.

Par M. *Robillard*,—La Pétition du Révérend *Jos. St Aubin* et autres, de la Paroisse de *St Norbert*, Comté de *Berthier*.

Par M. *Laberge*,—La Pétition du Révérend *M. Jasmin* et autres, de la Paroisse de *Chateauguay*.

Par M. *Houde*,—La Pétition du Révérend *C. Barolet* et autres, de la Paroisse de *Ste Eulalie*, Comté de *Nicolet*,—et la Pétition de *Alexis Lacoursière* et autres, de la Ville de *Nicolet*.

Par M. *Duckett*,—La Pétition de *Ant. Sauvé*, père, et autres,—la Pétition de *Paul Deroux* et autres,—la Pétition de *Alex. Roy* et autres,—la Pétition de *Cyprien Pilon* et autres,—la Pétition de *J. B. Milard* et autres,—et la Pétition de *H. Bouchard* et autres, tous de *St Joseph de Soulanges*.

Par M. *Taillon*,—La Pétition de *Edmond Derome* et autres ; la Pétition de *J. E. Viger* et autres ; la Pétition de *A. Deforge* et autres ; la Pétition de *E. Clément* et autres, tous de *Montréal*.

Par M. *Gagnon*,—La Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St. Onésime d'Ixworth*, Comté de *Kamouraska*.

Par M. *Lalonde*,—La Pétition de *A. C. de Lotbinière Harwood* et autres, de *Longueuil*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition du Révérend *L. J. Martel* et autres ; la Pétition du Révérend *W. Archambault* et autres, de *St Félix de Valois* ; et la Pétition de *G. Beaudoin* et autres.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition de *J. E. Leblanc* et autres, de *St Charles*.

Par M. *Watts*,—La Pétition du Révérend *Ls. Pothier* et autres, de *Warwick*.

Par M. *St-Cyr*,—La Pétition de *Ph. Trudel* et autres, de *Ste Geneviève de Batiscan*.

Par M. *Marion*,—La Pétition du Révérend *Et. Normandin* et autres, de *Lachenaie*.

Par M. *Magnan*,—La Pétition de *J. A. Larose* et autres, de *St Ligori* ; la Pétition du Révérend *J. E. Dubois* et autres, de *St Patrick de Rawdon* ; la Pétition de *H. Lussier* et autres ; la Pétition du Révérend *J. E. Dugas* et autres, de *Chartsey* ; et la Pétition du Révérend *F. Corbeil* et autres, *St Calixte de Kilkenny*, Comté de *Montcalm*.

Par M. *Préfontaine*,—La Pétition de *T. Sauriol* et autres, de la Paroisse de *St Bruno* ; et la Pétition du Révérend *P. Fortin* et autres, de *St Basile le Grand*, Comté de *Chambly*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—La Pétition du Révérend *F. Aubry* et autres, de la Ville de *St Jean*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition du Révérend *N. Piché* et autres, de *Lachine* ; et la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *St Henri*.

Par M. le Commissaire *Flynn*,—La Pétition du Révérend *F. X. Bossé* et autres, du Comté de *Gaspé*.

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—La Pétition du Révérend *F. H. Lecourt* et autres,—la Pétition du Révérend *L. J. Piché* et autres,—la Pétition du Révérend *F. X. Geoffroy* et autres, de *Ste Sophie*,—la Pétition du Révérend *A. Jodoin* et autres, de *St Sauveur*,—et la Pétition de *H. R. Lasleur* et autres de *Ste Adèle*, tous du Comté de *Terrebonne*.

Par M. *Audet*,—La Pétition du Révérend *J. T. A. Chaperon* et autres, de la Paroisse de *Ste Marie*, Comté de *Beauce*,—et la Pétition du Révérend *J. Bourassa* et autres, de la Paroisse de *St Bernard*, Comté de *Dorchester*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie du Cimetière *Mont Royal* ; demandant que l'Acte d'incorporation demandé par la Compagnie dite "*The Mountain Park Railway and Elevator Company*" ne soit pas accordé.

Du Révérend *F. H. Garneau* et autres, de la Paroisse de *St Tite*, demandant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency* et *Charlevoix*.

Des Commissaires du Hâvre de *Montréal*; demandant certains amendements au Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de l'Île de *Montréal*.

De *James Welden* et autres, de *Grenville*; demandant des amendements aux lois de l'Éducation.

De *J. A. Labadie* et autres,—et de *H. B. Wright* et autres, tous notaires pour la Province de *Québec*; demandant respectivement des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat.

De *H. D. Lawrence* et autres, de *Sherbrooke*; demandant de l'aide pour "*The Eastern Townships Poultry and Pet Stock Association*."

Du Révérend *Eustache Picard*, de la Cité de *Montréal*; demandant de l'aide pour l'Institution appelée "*Refuge de la Passion*."

De la Société Historique et Littéraire,—de l'Asile *Finlay*,—et de l'Asile des Orphelins de *Québec*, en rapport avec l'église d'*Angleterre*, tous de la Cité de *Québec*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De l'Institut Littéraire *St Patrice*, de la Cité de *Québec*; demandant de l'aide.

De *A Choquet* et autres, de *Pierre Demers* et autres,—et du Révérend *A. L. Sentenne* et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—du Révérend *L. Collin* et autres, tous prêtres du Séminaire de *Montréal*,—du Révérend *F. Aubry* et autres,—du Révérend *J. B. Beauchamp* et autres, de *St Téléphore*,—du Révérend *T. Brassard* et autres, de *Vaudreuil*,—du Révérend *F. Bourgault* et autres, de *Laprairie*,—du Révérend *L. A. Charlebois* et autres, de *Sainte-Thérèse*,—de *L. Depocas* et autres, de *St Henri*, de *Monsignor J. Desautels* et autres, de *Varennnes*,—du Révérend *C. S. Huot* et autres, de *Hochelaga*,—du Révérend *D. Maréchal* et autres, de *St Jacques*,—du Révérend *N. Piché* et autres, de *Lachine*,—du Révérend *L. J. Piché* et autres, de *Terrebonne*, du Révérend *J. Primeau* et autres, de *Boucherville*,—du Révérend *J. O. Rémillard* et autres de *St Polycarpe*,—du Révérend *J. A. Provençal* et autres, de *St Césaire*,—de *John A. Purdee* et autres,—de *P. A. Kennedy* et autres,—et de *J. E. Woodley* et autres, tous de la Cité de *Québec*,—du Révérend *F. Birtz* et autres, du *Côteau St Louis*; demandant respectivement des amendements aux lois des licences.

Du Révérend *W. Seers* et autres, de la Paroisse de *St Jean Chrysostôme*, Comté de *Chateauguay*,—de *C. Coallier* et autres,—de *Avila Coutu* et autres,—de *F. X. Craig* et autres,—de *Alphonse Daoust* et autres,—de *A. Fauteux* et autres,—de *Edouard Leduc* et autres,—de *P. A. C. Munro* et autres, tous de *Montréal*,—du Révérend *L. Sev. Rheault* et autres,—du Révérend *M. Auclair* et autres, de *St Jean Baptiste*,—du Révérend *F. Birtz* et autres, de *St Jean Baptiste*,—de *E. E. Duquet* et autres, de la *Longue Pointe*,—du Révérend *P. E. Lussier* et autres, de *St Henri*,—de *Louis Paré* et autres, de *Lachine*,—du Révérend *F. Rochette* et autres, du *Sault au Recollet*,—de *Casey A. Wood* et autres, de la *Pointe St Charles*,—de *O. Bonin* et autres, du *Bic*,—du Révérend *M. Tassé* et autres,—du Révérend *J. P. Poulin* et autres, de la *Longue Pointe*,—de *A. Desève* et autres, de *St Henri*,—de *L. Benoit* et autres, de *St Cyprien*, Comté de *Napierville*,—de *A. Bernard* et autres, de *St Placide*,—du Révérend *P. Beaudry* et autres,—du Révérend *A. Dupuis* et autres, de *St Elizabeth*,—de *F. Labadie* et autres,—de *John Ahearn* et autres,—de *Louis A. Lapointe* et autres,—de *L. A. Houde* et autres, tous de *Montréal*; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

De *Thomas Boulanger* et autres, de la Paroisse de *St Félicité*; demandant de l'aide pour un chemin.

Du Révérend *J. A. Desjardins* et autres, de la Paroisse de *St Louis des Ha! Ha!*; demandant l'ouverture d'une route conduisant au Canton *Cabano*.

M. *Würtele*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le sixième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur Bills Privés, soit prolongé jusqu'à Jeudi, le 9 Juin prochain, et que la 49ième Règle de cette Chambre soit suspendue en conséquence.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des Rapports sur les Bills Privés, soit prolongé jusqu'au neuvième jour de Juin prochain.

Votre Comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal et Sorel*.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit Rapport.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition de *J. Bell Forsyth* et autres, demandant un Acte d'Incorporation sous le nom de "Compagnie de Lumière Electrique de *Québec et Lévis*."

Pétition des Arpenteurs de la Province de *Québec*, demandant à être incorporés sous le nom de "Corps des Arpenteurs de la Province de *Québec*."

Ordonné, Que la Pétition de *Charles Peers Davidson* et autres, présentée Samedi dernier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49e Règle de cette Chambre, soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette Pétition.

Et cette Pétition est reçue et lue ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de *Mountain Park Railway and Elevator Company*.

Ordonné, Que la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *St Henri*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et cette Pétition est reçue et lue ; demandant la passation du Bill pour ratifier le Règlement No 25 de la Ville de *St Henri* accordant de l'aide à la Compagnie de Filature des Marchands.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que la 49e Règle de cette Chambre soit suspendue, et que le délai pour la réception des Rapports sur les Bills Privés soit prolongé jusqu'à Jeudi, le 9 Juin prochain, conformément à la recommandation des Comités Permanents des Divers Bills Privés et des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer le Corps des Arpenteurs de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Shehyn* ait la permission d'introduire un Bill pour incorporer "La Compagnie de Lumière Electrique de *Québec et Lévis*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Marion* ait la permission d'introduire un Bill pour rendre valides certains Actes notariés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Marion* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence lu une seconde fois et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que M. *Langelier (Montmorency)* ait la permission d'introduire un Bill concernant l'établissement des Terres de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Honorable M. *Irvine*, Membre pour le District Electoral de *Mégantic*, se lève de son siège, et fait la déclaration suivante :

Le député de *Joliette*, à la dernière séance de la Chambre, a porté contre moi une accusation qu'il a formulé sous forme d'une déclaration de son siège en Chambre. Les Griefs contenus dans cette "déclaration" sont si évidemment frivoles, que je n'aurais pas considéré qu'il valût la peine de s'en occuper, si la Chambre ne m'avait pas imposé le devoir de les réfuter en en permettant l'inscription au procès-verbal de la séance.

Je réfuterai ces accusations en faisant, en aussi peu de mots que possible, l'exposé des faits se rattachant à la vente du Chemin de Fer de *Lévis* et *Kennébec* qui a eu lieu récemment.

J'étais depuis plus de quatre ans, lors de cette vente, l'aviseur légal de certains capitalistes anglais porteurs de Bons de cette Compagnie. Je recevais mes instructions de leurs avocats de *Londres*, ainsi que de leur représentant à *Québec*, W. W. G. *Wyatt*, qui est lui-même porteur de Bons pour un grand montant. Après de longues contestations légales d'une nature excessivement ennuyeuse et irritante et sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'appuyer davantage pour le moment, mes Clients prirent possession du Chemin, il y a environ un an, par l'entremise d'un Bureau de Directeurs élu dans leur intérêt.

Cependant la Compagnie avait contracté des dettes et l'on avait laissé le Chemin tomber dans un état qui nécessitait de fortes dépenses de réparations. Un jugement pour environ \$5,000 avait été obtenu par la *Wason Manufacturing Company*, qui transporta sa réclamation à M. *Louis Adelard Sénécal*, lequel en pressait le paiement et avait fait annoncer la vente du Chemin par le Shérif.

Sous ces circonstances, mes Clients décidèrent qu'il était dans leur intérêt de laisser vendre le Chemin, et en vue de cette vente et de l'intention qu'avait la Compagnie du Chemin de Fer *Québec Central* d'acheter ce Chemin, ils firent avec cette Compagnie un arrangement en vertu duquel il fut convenu, que les bons dont mes Clients étaient porteurs, seraient échangés pour des Actions libérées de la Compagnie du *Québec Central*, laquelle, en devenant ainsi porteur de Bons portant première hypothèque sur le Chemin, se trouverait dans une position plus favorable pour se porter acquéreur à la vente par le Shérif. Cet arrangement conclu, mes Clients cessèrent d'avoir le moindre intérêt dans le montant pour lequel le chemin se vendrait.

Le matin de la vente (22 Mars 1881) à leur demande, je me rendis à l'Eglise Paroissiale de *Notre-Dame de Lévis*, où la vente devait se faire, en compagnie de M. Wyatt et de M. James R. Woodward, représentant la Compagnie du Chemin de Fer *Québec Central*. J'avais alors raison de croire, d'après certains renseignements qui m'étaient parvenus, que le Chemin serait vendu pour une somme nominale, et mon but, en assistant à la vente, était de voir à ce qu'il fût donné suite aux arrangements faits avec mes Clients et d'aider M. Wyatt et M. Woodward de mes conseils et de mon assistance, au cas où ils en eussent besoin.

Il y avait un grand nombre de personnes à la vente, et avant que celle-ci commençât, je vis M. Benjamin, avocat, de *Montréal*, et un monsieur qui était avec lui et que je ne connaissais pas, mais qui, ainsi que j'en fus informé dans la suite, était M. Cowan, de la maison *MacDougall et Cie*, de *Montréal*, qui était créancière des anciens entrepreneurs du Chemin pour à peu près \$5,000 dues pour Matériel de Chemin de Fer alors réellement en usage sur le Chemin. J'ai eu une conversation avec M. Benjamin, avant le commencement de la vente, dont je ne me souviens pas d'une manière particulière, que je ne croyais pas être d'aucune importance, mais au cours de laquelle je crois lui avoir dit que mes Clients, étant porteurs de Bons portant première hypothèque, se trouvaient dans une meilleure position que n'importe qui pour acheter le Chemin.

Quelque temps après que la vente fût commencée, M. Woodward et M. Cowan furent les seuls enchérisseurs, et lorsque l'enchère s'éleva à \$190,000, je demandai à M. Benjamin, à la suggestion de M. Woodward, quel était le but qu'il se proposait et, s'il désirait sérieusement acheter le chemin.

Il répondit :

" Nous voulons être payés de la dette qui nous est due, soit en achetant le chemin, soit d'une autre manière.

Je lui dis :—Combien demandez-vous pour votre réclamation ? Il répondit : "\$2,000." Je me tournai alors vers M. Woodward et lui répétai cette conversation.

Il dit : " Je lui donnerai \$1,000 pour un transport de sa réclamation." Lorsque je communiquai ceci à M. Benjamin, il consulta son client et ils convinrent tous deux d'accepter ce montant.

Il cessa alors d'enchérir et le chemin fut adjugé pour \$192,000 à M. Woodward qui, dans le temps requis par la loi, déclara qu'il l'avait acheté pour la Compagnie du Chemin de Fer *Québec Central* et l'acte d'adjudication fut ensuite signé par l'Honorable J. G. Robertson (qui n'avait pas été présent à la vente comme) président de la Compagnie.

Dans la journée, ils rencontrèrent M. Woodward dans mon bureau. Je rédigeai un acte de transport de leur réclamation en sa faveur, qui fut signé par M. Cowan, et M. Woodward lui remit les \$1000 en ma présence.

Ceci résume toute la transaction au meilleur de ma connaissance.

Je n'avais en aucune manière aucun intérêt personnel dans tout ce qui s'est passé. Je n'ai agi que pour protéger les intérêts de mes clients et de manière à rencontrer leurs désirs, le plus possible. D'autres créanciers, sans doute, se sont aussi occupés de leurs intérêts, et s'ils ne l'ont pas fait, ils ont eu toutes les facilités de le faire.

S'ils me les avaient confiés, je m'en serais occupé ; mais comme ils ne l'ont pas fait, ces intérêts ne me regardaient pas.

Je ne sache pas qu'il fût de mon devoir d'augmenter le pourcentage du Gouvernement aux dépens de mes clients. Je répudie une obligation de cette sorte à ce sujet ; je peux ajouter que si l'arrangement passé entre mes clients et la Compagnie de *Québec Central* n'avait pas été fait, cette Compagnie n'aurait pas pu enchérir sur le chemin, et le résultat indique qu'en ce cas il aurait été vendu à très bon marché.

Je suis en position d'affirmer, soit devant cette Chambre, soit devant les Cours de Justice, que les transactions qui ont accompagné cette vente ont été parfaitement légales, honnêtes et franches.

Je ne comprends pas très bien ce que l'on veut dire en faisant allusion à ma conduite comme Membre du Comité sur le Bill de la Compagnie de *Québec Central*.

Je n'ai aucun intérêt ni direct ni indirect dans la passation de ce Bill et j'ai l'intention de faire mon devoir comme Député de cette Chambre au sujet de ce projet de loi.

En terminant cette déclaration, avec tout le respect que je dois à la Chambre, je désire protester le plus énergiquement contre la manière dont il a été permis de porter cette accusation et de l'inscrire au procès-verbal. Le Député de *Joliette* a choisi le temps où il savait que j'étais absent et occupé à *Montréal* à remplir mes devoirs professionnels en faveur d'un Membre bien connu et respecté de cette Chambre, et au moment où la Chambre allait s'ajourner à huit jours. Il est impossible de ne pas arriver à la conclusion qu'il agissait ainsi dans le but de laisser cette accusation sans réponse pendant plusieurs jours devant la Chambre et devant le public.

Je ne prétends pas du tout que la ligne de conduite suivie par le Député de *Joliette* m'a fait le moindre tort. La nature frivole de ces accusations et les circonstances dans lesquelles il les a portées les réfutent suffisamment. Et, sans m'exposer à être taxé de vanité désordonnée, je crois pouvoir dire que, dans ma longue carrière professionnelle et politique, je me suis fait une réputation qui ne saurait être affecté par une pareille manœuvre politique. Mais si l'on permet qu'un tel procédé passe en précédent, il est évident qu'on pourrait s'en servir pour faire un tort presque irréparable à un homme public, avant qu'il ait l'opportunité de fournir des explications.

Je laisse cette affaire à la Chambre, avec la ferme confiance que la grande majorité des Membres ne permettra pas que l'esprit de parti influe sur les sentiments de justice avec lesquels elle est disposée à la traiter.

GEO. IRVINE.

L'Ordre du Jour étant lu pour reprendre les Débats ajournés sur la motion proposée samedi dernier.—Que *M. Lavallée*, Membre pour le District électoral de *Joliette*, ayant déclaré de son siège qu'il est informé, d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des Membres de cette Chambre, l'Honorable *George Irvine*, Député de *Mégantic*, s'est rendu responsable des faits suivants :

“ Que le vingt-deux mars dix-huit cent quatre vingt un (22 mars 1881) l'Honorable *George Irvine*, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente, par le shérif, du Chemin de Fer de *Lévis & Kennebec*, est entré en conspiration, pour frauder les créanciers de cette Compagnie et le Gouvernement, en promettant, pendant les enchères même, à un nommé *Robert Cowan*, manufacturier de la Cité de *Montréal* et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, *M. L. N. Benjamin*, de lui payer la somme de [\$1,000.00], mille dollars, dans le but d'empêcher la vente du dit chemin d'atteindre un prix plus élevé ;

Qu'en conséquence, le dit *Robert Cowan*, alors présent, a fait cesser d'enchérir après son offre de cent quatre vingt onze mille dollars (\$191,000.00) ;

Que le Chemin de Fer de *Lévis et Kennebec* valait beaucoup plus que ce montant, et que de fait, la somme de cent quatre vingt onze mille dollars ne représente pas même le subsidie que le Gouvernement a payé à cette compagnie ;

Que l'Honorable *George Irvine* a lui-même déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, feraient monter l'enchère jusqu'à, au moins, la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de *M. Cowan* serait de faire payer un montant considérable comme Commission à la Couronne ; qu'il, le dit *George Irvine*, ci-devant Procureur-Général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette Commission sur les enchères aux ventes judiciaires, contribue au revenu de la Province, que son action reprehensible a ainsi privée d'une somme considérable ;

Que, de fait, la compétition a cessé immédiatement, après cette offre de mille piastres et que le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre vingt douze mille piastres ;

Que, dans l'après-midi du même jour, l'Honorable *George Irvine* a payé lui-même et de sa main, la somme de mille piastres à *M. Cowan* ou à son représentant ;

Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au Gouvernement et aux créanciers de la dite Compagnie ; et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la législature de la Province de *Québec* ;

Qu'au moment où le dit *George Irvine* empêchait ainsi l'enchère, pour la vente du dit chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*, il travaillait activement à un projet d'amalgamation du dit chemin avec un autre chemin de fer, ce projet devant requérir l'action de la législature dont le dit *George Irvine* est un des membres ;

Que de fait, le dit *George Irvine* a déjà pris une part active, dans le Comité des Bills Privés, dont il fait partie, à un projet de loi sanctionnant la dite amalgamation et ne laissant aux créanciers de la dite Compagnie de *Lévis* et *Kennébec* pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit par l'action du dit *George Irvine*."

Qu'en conséquence, un Comité composé de l'Honorable *M. Ross*, et de MM. *Würtele*, *Champagne*, *Marion*, *Fortin*, *Présontaine* et *Chs. Langelier*, soient nommé, avec instructions de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration du dit *M. Lavallée*.

Et la Question étant de nouveau proposée ;

Et de nouveaux Débats s'ensuivant ;

M. le Trésorier Robertson, secondé par *M. le Solliciteur Général Lynch*, propose que les Débats soient ajournés.

Et étant six heures P. M., *M. l'Orateur* quitte le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

Ordonné, Que la Pétition du Révérend *J. T. A. Chaperon* et autres, de la Paroisse de *Ste Marie*, Comté de *Beauce*,—et la Pétition du Révérend *J. Bourassa* et autres, de la Paroisse de *Saint Bernard*, Comté de *Dorchester*, présentées ce jour, soient maintenant reçues et lues ; et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelles.

Et ces Pétitions sont reçues et lues ; demandant que le Bill pour autoriser *François Gosselin*, de la Paroisse de *Ste Claire*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Chaudière*, &c., &c., devienne loi.

Ordonné, Que les dites Pétitions soient renvoyées au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Bill pour incorporer la Compagnie de Fibre de *Montréal*.

Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Marie Joseph Edmour Chagnon*, étudiant en droit, à la profession de Procureur et d'Avocat.

Bill pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne.

Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de *St Henri*, accordant un bonus de \$10,000 à la Compagnie Manufacturière des Marchands.

Bill pour incorporer l'Institut Canadien-Français de *Lévis*.

Bill pour amender l'Acte 42-43 Victoria, chapitre 43, de *Québec*, concernant le Village de la *Côte St Antoine*.

Bill pour autoriser Dame *Marie Anne Claire Symes*, épouse de *Napoléon Hugues Charles Marie Ghislain Maret*, marquise de *Bassano*, héritière instituée en vertu du testament de son père, feu *George Burns Symes*, écuyer, assistée de son époux et du curateur à la substitution, créée par le dit testament, à changer certains placements actuellement faits.

Bill pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles.

Ordonné, Que M. le Procureur Général *Loranger* ait la permission d'introduire un Bill pour corriger une erreur cléricale dans le plan et le livre de renvoi de la Paroisse de *Ste Rose*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre III, intitulé : "Acte concernant la Division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la Question qui a été proposée samedi dernier,—Que M. *Lavallée*, membre pour le District Electoral de *Joliette*, ayant déclaré, de son siège, qu'il est informé, d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des membres de cette Chambre, l'Honorable *George Irvine*, député de *Mégantic* s'est rendu responsable des faits suivants :

Que le vingt deux mars mil huit cent quatre vingt un (22 mars 1881) l'Honorable *George Irvine*, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente, par le Shérif, du chemin de fer *Lévis* et *Kennébec*, est entré en conspiration, pour frauder les créanciers de cette Compagnie et le Gouvernement en promettant, pendant les enchères même, à un nommé *Robert Cowan*, manufacturier de la Cité de *Montréal* et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, M. L. N. *Bénjamin*, de lui payer la somme de (\$1,000), mille dollars dans le but d'empêcher la vente du dit chemin d'atteindre un prix plus élevé ;

Qu'en conséquence le dit *Robert Cowan* alors présent a fait cesser d'enchérir après son offre de cent quatre vingt onze mille dollars (\$191,000) ;

Que le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* valait beaucoup plus que ce montant et que de fait, la somme de cent quatre vingt onze mille dollars ne représente pas même le subside que le Gouvernement a payé à cette Compagnie ;

Que l'Honorable *George Irvine* a lui-même déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, feraient monter l'enchère jusqu'à, au moins, la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de M. *Cowan* serait de faire payer un montant considérable comme Commission à la Couronne, que de fait, le dit *George Irvine*, ci-devant Procureur-Général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette Commission sur les enchères aux ventes judiciaires contribuait au revenu de la Province, que l'action répréhensible du dit *George Irvine* a ainsi privée d'une somme considérable ;

Que, de fait, la compétition a cessé immédiatement après cette offre de mille piastres et que le chemin de *Lévis* et *Kennébec* a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre vingt douze mille piastres ;

Que, dans l'après-midi du même jour, l'Honorable *George Irvine* a payé lui même et de sa main la somme de mille piastres à M. *Cowan* ou son représentant ;

Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au Gouvernement et aux créanciers de la dite Compagnie, et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la Législature de la Province de Québec ;

Qu'au moment où le dit *George Irvine* empêchait ainsi l'enchère pour la vente du dit chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*, il travaillait activement à un projet d'amalgamation du dit chemin de fer (*Lévis* et *Kennébec*) avec un autre Chemin de Fer, ce projet devant requérir l'action de la Législature dont le dit *George Irvine* est un des membres ;

Que de fait, le dit *George Irvine* a déjà pris une part active, dans le Comité des Bills Privés, dont il fait partie, à un projet de loi sanctionnant la dite amalgamation et ne laissant aux créanciers de la dite Compagnie de *Lévis* et *Kennébec*, pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit par l'action du dit *George Irvine* ;

Qu'en conséquence, un Comité composé de l'Honorable M. Ross, et de MM. *Würtele*, *Champagne*, *Marion*, *Fortin*, *Préfontaine*, et *Charles Langelier* soit nommé, avec instructions de s'enquérir des tous faits relatifs à la déclaration du dit M. *Irvine*—et de la motion ultérieure,—Que les Débats sur icelle soient ajournés.

Et la motion, Que les Débats soient ajournés, étant de nouveau proposée.

La dite motion est retirée avec la permission de la Chambre.

M. *Tarte*, secondé par l'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement que le mots " Qu'en conséquence, un Comité composé de l'Honorable M. Ross, " et de MM. *Würtele*, *Champagne*, *Marion*, *Fortin*, *Préfontaine* et *Chs Langelier* soit " nommé, avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration " de M. *Lavallée*, " soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " que cette Chambre satisfaite des explications données par l'Honorable Député " de *Mégantic* et ayant pleine confiance aussi dans les déclarations de l'Honorable " Trésorier Provincial, faites de son siège, passe à l'Ordre du Jour. "

Et des Débats s'en suivant.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle *Rémi F. Rinfret dit Malouin*, écuyer, Membre pour le district Electoral de Québec Centre, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,
Church,
Dupuis,
Flynn,
Gagnon,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Lovell,
Lynch,
McShane,
Meikle,
Mercier,
Nelson,
Parent,
Poirier,

Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Shehyn,
Tarte,
Watts et
Würtele. — 29.

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,*

*Charlebois,
Desautniers,
Deschènes,
Duckett,
Fortin,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Magnan,
Marion,*

*Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,
Robillard et
St Cyr.—26.*

Ainsi il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,
Church,
Dupuis,
Flynn,
Gagnon,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Lovell,
Lynch,
McShane,
Meikle,
Mercier,
Nelson,
Parent,
Poirier,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Shehyn,
Tarte,
Watts et
Würtele.—29.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,*

*Charlebois,
Desautniers,
Deschènes,
Duckett,
Fortin,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Magnan,
Marion,*

*Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,
Robillard et
St Cyr.—26.*

Ainsi la question est résolue affirmativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour reprendre les Débats ajournés sur la Motion qui a été proposée, Vendredi, le 20 du courant à l'effet "Qu'un Comité spécial, composé des Honorables MM. *Irvine, Beaubien et Mercier* et de MM. *Mathieu et Beaudet* soit formé, avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 et de faire rapport ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend les dits Débats ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Remi F. Rinfret dit Malouin*, Membre pour le District Electoral de *Québec Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 28 Mai 1881.

Et les Débats se continuant,
Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Champagne*,
Ordonné, Que les Débats soient ajournés de nouveau.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour changer le chef-lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, étant lu,

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Gagnon* propose comme amendement à la Question, secondé par M. *Lafontaine (Napierville)* que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'aujourd'hui en six mois, " soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 30 Mai 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Mathieu*,—La Pétition du Révérend *O. Desorcy* et autres, de *St Ours* ; la Pétition de *Léon Chapedelaine* et autres, de *St Ours* ; la pétition de *E. A. Duclos* et autres, de *Emileville* ; la Pétition de l'Hôpital Général de *Sorel*, et la Pétition du Révérend *J. C. Daignault* et autres.

Par l'Honorable M. Church,—La Pétition de *John Fred. Stevenson* et autres ; la Pétition de *S. P. Rowell*, et autres ; la Pétition de *A. C. Kneeland* et autres ; la Pétition de *F. S. Haight* et autres ; la Pétition de *Jane A. Swallow* et autres ; la Pétition de *N. Aspinwall Howe* et autres ; la Pétition de *L. J. Fuller* et autres ; la Pétition de *J. McKercher* et autres ; la Pétition de *C. A. Humphrey* et autres ; la Pétition de *F. C. Harvey* et autres ; la Pétition de *Esther Maver* et autres ; la Pétition de *H. Carmichael* et autres, tous de *Montréal* ; la Pétition de *Ida Wilkens* et autres, de *Québec* ; la Pétition de *J. H. Forde* et autres, de *Sherbrooke* ; la Pétition de *Nellie J. Peacock* et autres, de *Hemmingford* ; la Pétition de *W. H. Stevens* et autres, de *St Jean* ; la Pétition de *Sélina McLacklan* et autres, de *Grenville* ; la Pétition de *Thomas Parker* et autres, de *Leslie, Otter lake* ; la Pétition de *Charlotte A. Hunting* et autres, de *Huntingville* ; la Pétition de *Amy E. Knap* et autres, de *Frelighsburg* ; la Pétition de *Bella Mathieson* et autres, de *Thurso* ; la Pétition de *Raleigh J. Elliot* et autres, de *Clarendon* ; la Pétition de *C. A. Jackson* et autres, de *Knowlton* ; la Pétition de *Effie J. Fowler* et autres, de *Bolton* ; la Pétition de *W. T. Davidson* et autres, de *Bethel* ; la Pétition de *John MacDonald* et autres, de *Scotstown* ; la Pétition de *Frances M. Hutchison*, de *Sorel* ; la Pétition de *L. S. Marceau* et autres de *Napierville* ; la Pétition du Révérend *Louis Würtele* et autres, de *Acton Vale* ; la Pétition de *James Darby* et autres, de *Wright, Comté d'Ottawa* ; la Pétition de *Caroline L. Ives* et autres, de *Georgeville* ; la Pétition de *Geo. Gaudin* et autres, de *Cape Cove* ; la Pétition de *Hattie A. Westover* et autres, de *Sutton* ; la Pétition de *Frances S. McMannis* et autres, de *South Bolton* ; la Pétition de *Jane E. Moir* et autres, de *Aboyne* ; la Pétition de *James McLaughlin* et autres, de *West Bolton* ; la Pétition de *Wm. H. Douglass* et autres, de *New Carlisle* ; la Pétition de *Alice W. Gadd* et autres, de *Gaspé* ; la Pétition de *Adélaïde P. Rankin* et autres, de *Windsor Mills* ; la Pétition de *Estella L. Holden* et autres, de *Sutton Flat* ; la Pétition de *Sarah J. Eames* et autres, de *Durham Sud* ; la Pétition de *Lavina Greer* et autres ; et la Pétition du Révérend *E. McManus* et autres.

Par M. Bergevin,—La Pétition de *Jos. Leonard* et autres, du Comté de *Beauharnois* ; et la Pétition du Révérend *Alexis Pelletier* et autres, de *Ste Cécile de Valleyfield*.

Par M. Poirier,—La Pétition du Révérend *B. Bernier* et autres, de la Paroisse de *St George, Comté de Beauce* ; et la Pétition de *John Fraser* et autres, du Canton de *Broughton* ; et la Pétition de *Z. Vézina* et autres, du Comté de *Beauce*.

Par M. Nelson,—La Pétition de *Wm. F. Lighthall*, de *Montréal*.

Par M. Sawyer,—La Pétition de *F. Paquette* et autres ; et la Pétition de *Thomas LaRue* et autres.

Par M. Préfontaine,—La Pétition du Révérend *M. Piette* et autres, de *Boucherville*.

Par M. Magnan,—La Pétition du Révérend *C. Ouimet* et autres, de *Ste Julienne de Rawdon*.

Par M. Meikle,—La Pétition de *John Simms* et autres ; la Pétition de *G. J. Walker* et autres ; et la Pétition de *James B. Cushing* et autres.

Par M. Rinfret dit Malouin,—La Pétition du Maire, des Echevins et Citoyens de la Cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. Chapleau,—La Pétition du Révérend *Ed. Demers* et autres, de *Ste Anne des Plaines*.

Par M. Desaulniers,—La Pétition de *J. Remington* et autres, de *St Etienne les Grès* ; la Pétition du Révérend *J. H. Dorion* et autres, de *Ste Anne d'Yamachiche* ; la Pétition de *Dominique Fréchette* et autres, d'*Yamachiche* ; la Pétition du Révérend *H. Trahan* et autres, de *St Sévère* ; la Pétition du Révérend *Chs. Bellemare* et autres, de *St Boniface* ; et la Pétition de *François Chevalier* et autres, de la *Pointe du Lac*, tous du Comté de *St Maurice*.

Par M. Würtele,—La Pétition de *Henry Lyman* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. St. Cyr,—La Pétition de N. A. Noisieux et autres, de *Ste Geneviève de Batiscan*.

Par M. Laberge,—La Pétition de *Alexandre Mire* et autres, de la Paroisse de *Ste Philomène*.

Par M. Boutillier,—La Pétition du Révérend P. L. Paré et autres, de l'*Ange Gardien*,—et la Pétition de *Bruce Campbell* et autres, de *St Hilaire*, tous du Comté de *Rouville*.

Par M. Champagne,—La Pétition de J. M. Gobeille et autres, de *St Pie* et autres Paroisses.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend F. Pilotte et autres, de *St Augustin*,—de N. Ouellette et autres, de *St Sauveur de Québec*,—du Révérend Jos. Martel et autres, *Des Grondines*,—du Révérend F. X. Delâge et autres, de l'*Islet*,—du Révérend F. X. Tessier et autres, de *St François*, Comté de *Beauce*,—et du Révérend J. M. Bernier et autres, de *St Ferdinand d'Halifax* ; demandant respectivement des amendements aux lois des Licences.

De Wm McCurdy et autres, du Canton de *Ascot* ; demandant des amendements aux lois concernant l'Education.

Du Conseil Municipal de la Paroisse de *St Onésime d'Ixworth*, Comté de *Kamouraska* ; demandant que le Chef-Lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, ne soit pas changé.

Du Révérend F. Aubry et autres, de la Ville de *St Jean*,—et du Révérend F. H. Lecourt et autres ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval, devienne loi.

De H. S. Beaudry et autres,—de J. A. Thibault et autres,—de Thomas Manning et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—du Révérend J. B. Bourget et autres, de *St André d'Argenteuil*,—de Patrick Robertson et autres,—de Ovide Henri Richer et autres,—et de O. Demers et autres, de *St Isidore*, Comté de *Laprairie*,—de l'Honorable Lewis T. Drummond et autres de *Montréal*,—de J. L. de Bellefeuille et autres, de *Ste Eustache*,—du Révérend M. Mireault et autres, de *St Hermas*,—du Révérend Jos. St Aubin et autres, de *St Norbert*, tous du Comté de *Berthier*,—du Révérend M. Jasmin et autres, de la Paroisse de *Chateauguay*,—du Révérend C. Barolet et autres, de la Paroisse de *Ste Eulalie*,—et de Alexis Lacoursière et autres, de la Ville de *Nicolet*, tous du Comté de *Nicolet*,—de Ant. Sauvé, père et autres,—de Paul Leroux et autres,—de Alex. Roy et autres,—de Cyprien Pilon et autres,—de J. B. Milard et autres,—et de H. Bouchard et autres, tous de la Paroisse de *St Joseph de Soulanges*,—de Edmond Derome et autres,—de J. E. Viger et autres,—de A. Déforge et autres,—et de E. Clément et autres, tous de la Cité de *Montréal*,—de A. C. de Lotbinière Harwood et autres, de *Vaudreuil*,—du Révérend L. J. Martel et autres,—du Révérend U. Archambault et autres, de *St Félix de Valois*,—de G. Beaudoin et autres,—de J. E. Leblanc et autres, de *St Charles*,—du Révérend Ls Pothier et autres, de *Warwick*,—de Ph. Trudel et autres, de *Ste Geneviève de Batiscan*,—du Révérend Et. Normandin et autres, de *Lachine*,—du Révérend J. Larose et autres, de *St Liguori*,—du Révérend J. E. Dubois et autres, de *St Patrick de Rawdon*,—de H. Lussier et autres,—du Révérend J. E. Dugas et autres, de *Chertsey*,—du Révérend F. Corbeil et autres, de *St Caliste de Kilkenny*, tous du Comté de *Montcalm*,—de T. Sauriol et autres, de la Paroisse de *St Bruno*,—du Révérend P. Fortin et autres, de la Paroisse de *St Basile le Grand*, tous du Comté de *Chambly*,—du Révérend N. Piché et autres, du Révérend L. J. Piché et autres,—de H. R. Lafleur et autres, de la Paroisse de *Ste Adèle*,—du Révérend F. X. Geoffroy et autres de la Paroisse de *Ste Sophie*,—et du Révérend A. Jodoin et autres, de la Paroisse de *St Sauveur*, tous du Comté de *Terrebonne* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval ne devienne pas loi.

De la Société d'Histoire Naturelle de *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit rétablie au montant originaire de \$1,000.

Du Révérend *F. X. Bossé* et autres, du Comté de *Gaspé* ; demandant de l'aide pour construire un Pont sur la Rivière *St Jean*, dans le Comté de *Gaspé*.

M. le Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières présente à la Chambre le quatrième Rapport du dit Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean* et *Sorel*.

Bill pour amender les Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer du *Sud-Est*.

Bill pour amender les Actes se rapportant à l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire*.

M. *Wurtele*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer le Club de Réforme, de *Montréal*, et il y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que la Pétition du Maire, des Echevins et citoyens de la Cité de *Québec*, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et cette Pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour amender les actes incorporant la Compagnie du chemin de fer "*Quebec Central*," ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les articles 749 et 750 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Langelier* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de colonisation et de crédit des *Cantons de l'Est*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer les Sœurs de *St Joseph*, de *St Hyacinthe*,"

Sur motion de M. Sawyer, secondé par M. Lovell,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de colonisation et de crédit des Cantons de l'Est," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer les Sœurs de St Joseph de St Hyacinthe," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

M. le Secrétaire Provincial Pâquet présente.—Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 5 Mai 1881, demandant : 1. La liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour voyager sur le chemin de fer provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 jusqu'au 1er Mai courant ; indiquant la date de l'octroi respectif de ces billets, la durée du privilège qu'ils comportent, et dans le cas des billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

2. Une liste des convois spéciaux fournis gratuitement ou autrement aux ministres de cette Province, depuis le 1er Novembre 1879 jusqu'au 1er Mai courant, à aucun d'eux, ou à toute autre personne, pour voyager sur le chemin de fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement. [Documents de la Session No 34.]

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 5 Mai 1881, demandant un état indiquant :

1. Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs, porte faix, gardiens de pompes, etc.

2. La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc.

3. Le nombre de locomotives, de chars à passagers de toutes sortes, de chars de fret, et de plateformes appartenant à toute la ligne et ses embranchements, le 30 Avril dernier, et la valeur estimée de ce matériel.

4. Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 Avril dernier pour l'entretien du dit chemin. [Documents de la Session No 35.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 3 Mai 1881, demandant : la production d'un état comparatif des argents qui ont été dépensés à *Montréal* et à *Québec*, dans les ateliers et usines de ces deux endroits, pour confection de chars à passagers, chars à fret et chars plate-forme ; le nombre de chaque classe de chars construits dans chacune des deux villes, depuis le mois d'Octobre 1879, jusqu'au premier de janvier 1881 ; le nombre de chaque classe d'ouvriers qui ont été employés pendant la même époque dans chacune des deux Villes et le salaire journalier, payé à *Québec* et à *Montréal*, pour les différentes classes de métiers et journaliers. [Documents de la Session No 36.]

Réponse à un Ordre de la Chambre du 18 Mai 1881, demandant la liste des accidents qui ont causé perte de vie sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 15 Janvier 1880, à venir au 10 Mai courant ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes, pour chaque cas, par ordre de dates :

La date de l'accident.

Les noms, qualités et résidences des victimes.

La date de l'enquête par le Coroner, quand telle enquête a été tenue.

La cause de l'accident rapportée par le Juré du Coroner.

Comment et de quelle manière on a constaté la cause de l'accident quand il n'y a pas eu d'enquête par le Coroner.

La cause de l'accident telle qu'ainsi constatée.

Pourquoi il n'y a pas eu d'enquête par le Coroner quant telle enquête n'a pas été tenue.

Enfin la punition infligée aux employés en faute, si faute de leur part il y a eu. [Documents de la Session No 37.]

Réponse à un Ordre de la Chambre du 18 Mai 1881, demandant un état indiquant séparément, pour chaque Comté, quelles sont les sommes d'argent dépensées annuellement, depuis 1867, jusqu'à ce jour, pour la Colonisation dans les Comtés de *Chicoutimi, Charlevoix, Pontiac, Ottawa et Argenteuil*. [Documents de la Session No 38.]

Réponse à un Ordre de la Chambre du 16 Mai 1881, demandant tous les rapports, correspondances, présentements de Grands Jurés et autres documents relativement à la condition du Palais de Justice du District d'*Iberville*. [Documents de la Session No 39.]

Réponse supplémentaire à un Ordre de la Chambre du 5 Mai 1881, demandant : 1. La liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour voyager sur le chemin de fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 jusqu'au 1er Mai courant ; indiquant la date de l'octroi respectif de ces billets, la durée du privilège qu'ils comportent, et dans le cas des billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

2. Une liste des convois spéciaux fournis gratuitement ou autrement aux ministres de cette Province, ou à aucun d'eux ou à toute autre personne pour voyager sur le chemin de fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 au 1er Mai courant ; indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement. [Documents de la Session No 34.]

Réponse à un Ordre de la Chambre du 18 Mai 1881, demandant copies de tous Ordres en Conseil, contrats, écrits, ou résumés de toutes conventions verbales, faits entre le Gouvernement ou aucun de ses membres, *L. A. Sénécal*, écuyer, ou autre personne, pour et au nom du Gouvernement, avec la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est, ou aucun de ses officiers ou employés, depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la location ou prêts de chars, ou autre matériel roulant. [Documents de la Session No 40.]

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le tarif des médecins et chirurgiens.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Chapleau*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'acte 40 *Victoria*, chapitre 10, créant un fonds de retraite en faveur de certains employés publics et de leur famille.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Procureur Général *Loranger*, présente la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 21 Juin 1881, demandant : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement, aucun de ses Membres, aucun Département Public et aucun Employé Public d'une part, et le Député actuel du Comté de *Kamouraska* et toute autre personne quelconque, au sujet de l'abolition de la Taxe spéciale, imposée dans le District de *Kamouraska* pour aider à payer les frais de construction du Palais de Justice de ce District, et notamment la lettre du 11 Octobre 1879 de l'Honorable *François Langelier*, alors Trésorier de la Province, à l'Adresse du Député actuel pour *Kamouraska*, ou copie de tout Rapport ou Ordres en Conseil à ce sujet. (Documents de la Session No 41.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, reprend les Débats ajournés sur la Motion proposée, Vendredi, le 20 du courant, à l'effet " Qu'un Comité spécial, composé des Honorables MM. *Irvine*, *Beaubien* et *Mercier* et de MM. *Mathieu* et *Beaudet* soit formé, avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 et de faire rapport ; avec pouvoir d'envoyer chercher personnes et papiers.

Et la Question étant de nouveau proposée ;

L'Honorable M. *Church* propose comme amendement, secondé par M. *Taillon*,

Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Tous les Comptes, Etats et documents qui ont été soumis à cette Chambre concernant le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, doivent être référés au Comité des Comptes Publics, et que ce comité soit autorisé à s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le dit Chemin de Fer, depuis le deux Mars 1878."

L'Honorable M. *Irvine* propose comme sous-amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : " avec instruction spéciale, au dit Comité, de s'enquérir d'abord et sans délai, de tout ce qui a rapport à l'Administration du dit Chemin, depuis qu'il est sous la direction du Surintendant actuel, M. *Louis Adelard Sénécal*."

Et la Question étant mise aux voix sur le sous-amendement, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford)
Lafontaine (Napierville)
Mercier,
Langelier (Portneuf)
Langelier (Montmorency)
Parent,

Lovell,
Marchand,

Meikle,

Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Watts.—23.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,

Désaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,

Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Murphy,

Piquet,
Picard,
Racicot,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon et
Wurttele.—32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question originale étant mis aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, la Question est résolue affirmativement.

Alors, la Motion principale, ainsi modifiée, portant " Que tous les Comptes, Etats et Documents qui ont été soumis à cette Chambre concernant le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, doivent être référés au Comité des Comptes Publics, et que ce Comité soit autorisé à s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le dit Chemin de Fer depuis le 2 Mars 1878," étant mise aux voix ;

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la dernière division précédente.

Ainsi, la Question est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender les articles 599 et 783 du Code Municipal de la Province," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. le Solliciteur Général *Lynch*, secondé par M. le Commissaire *Flynn*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender les articles 599 et 783 du Code Municipal de la Province de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Eglise de la *Trinité, Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Congrégation de l'Eglise de la *Trinité, Québec*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer " l'Union St Joseph, à *St Roch de Québec* " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Nelson* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Hôpital Notre-Dame, à *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps,

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et en demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer le Club St Denis, de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal et Sorel*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duckett fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour partager la Division d'Enregistrement des *Trois-Rivières* en deux Divisions d'Enregistrement.

Bill pour incorporer le Corps des Arpenteurs de la Province de *Québec*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Bill pour incorporer la Compagnie de Téléphone de *Québec et Lévis*.

Bill pour incorporer la Compagnie dite : "*The Silver Plume Mining Company*."

M. le Trésorier *Robertson*, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les Membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

THÉODORE ROBTAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, un état détaillé de certains services pour l'année fiscale qui doit se terminer le 30 Juin, 1882, les estimations supplémentaires pour l'année courante, et celles pour l'année fiscale finissant le 30 Juin 1882, et conformément aux

dispositions de la 54^e clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ces estimations à l'Assemblée Législative. (Documents de la session No 1.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 28 Mai, 1881.

Ordonné, Que ce message et les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au Comité des Subaides.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité des Subaides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent quatre vingt deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des lois, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.
Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Church fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. Church informe de plus la Chambre qu'il lui a enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 31 Mai 1881.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Taillon,—La Pétition de Léon Derome et autres,—et la Pétition de Et. Leprohon et autres, tous de Montréal.

Par M. Boutin,—La Pétition de Joseph Côté et autres, de St Valier, Comté de Bellechasse.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de W. H. Winslow et autres,—la Pétition de A. Desève et autres,—et la Pétition de J. H. Deschamps et autres, tous de la Ville de St Henri,—la Pétition de J. B. Lapointe et autres,—la Pétition de Mederic Archambault et autres,—la Pétition de Joseph Chevalier et autres,—et la Pétition de Hubert Prévost et autres.

Par M. Duckett,—La Pétition du Révérend Jos. Plessis-Belair et autres, Des Cèdres,—et la Pétition du Révérend C. Dufour et autres, de St Ignace du Côteau du Lac.

Par M. Houde,—La Pétition du Révérend J. U. Tessier et autres, de la Paroisse de Ste Sophie de Lévis.

Par M. Audet,—La Pétition de *Henry Joynt* et autres, de la Paroisse de *Ste Malachie*, Comté de *Dorchester*.

Par M. Duhamel,—La Pétition de *Bernard Sage* et autres, du Canton de *Hincks*,—la Pétition de *Alex. Morin* et autres, de la Cité de *Hull*,—et la Pétition de *Edwin Munro* et autres, de *Papineauville*.

Par M. Préfontaine,—La Pétition de *T. Sauriol* et autres, de la Paroisse de *St Bruno*, Comté de *Chambly*.

Par M. Lafontaine [*Shefford*],—La Pétition de *P. L. Grandpré* et autres de *St Valérien*, Comté de *Shefford*.

M. Wurtelle, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender les Actes d'incorporation de "l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*," et réglant la vente des poisons ;

Bill pour incorporer le collège *Nominingue* ;

Bill pour autoriser *François Gossetin*, de la Paroisse de *Ste Claire*, à prélever certains taux de péage sur un Pont qu'il a construit sur la *Rivière Chaudière*, entre les Paroisses de *Ste Marie*, Comté de *Beauce*, et *St Bernard*, Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins ;

Bill pour incorporer l'Association des Gymnastes Amateurs de *Montréal*.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* présente en conformité d'Adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 19 Mai 1881, demandant : Copie du Rapport des Arbitres nommés pour évaluer les dommages causés par l'incendie du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska*. (Documents de la session No 42.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 16 Mai 1881, demandant : un état indiquant la balance en capital, due par chaque municipalité, au fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas Canada ; et aussi le montant des intérêts dus par chacune de ces Municipalités et calculés conformément à la Section 10 du Chapitre 13 des Statuts de cette Province de 1880, 43-44 *Victoria*. (Documents de la session No 43.)

L'Ordre du Jour, pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour changer le chef lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, propose, que le Rapport soit maintenant reçu ;

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Watts*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender de manière à faire de la Paroisse de *St Paschal*, dans le Comté de *Kamouraska*, le chef-lieu du District de *Kamouraska*" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blais,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Boutillier,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Préfontaine,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montmorency)</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—25.</i>
<i>Irvine,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Church,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Racicot,</i>
<i>Beaudien,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaudet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St Cyr,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Wurtele.—35</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la Question étant de nouveau proposée, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Gagnon propose, secondé par M. Préfontaine, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender de manière à faire, de la Paroisse de Ste Anne de Lapocatière, dans le Comté de Kamouraska, le chef-lieu du District de Kamouraska, et en remplaçant la 5ème section par la suivante :

5. " Toutes les taxes spéciales imposées sur le District de Kamouraska, en conformité de l'Acte 12 Vict., chap. 112, cesseront d'être perçues, à compter de la passation du présent Acte ; et dès lors les taxes pour le dit District, seront prélevées comme il est pourvu dans l'Ordre en Conseil, du trente novembre mil huit cent soixante et un pour les Districts y mentionnés."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blais,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Boutillier,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Lafontaine (Shefford),</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Préfontaine,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rinfret dit Malouin.</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Ross et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Langelier (Montmorency)</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—25</i>
<i>Irvine,</i>			

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Cameron,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,*

*Church,
Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magna,
Marion,
Murphy,
Pâquet,
Picard,*

*Racicot,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Wurtels.—35*

Ainsi, il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Cameron,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,*

*Church,
Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magna,
Marion,
Murphy,
Pâquet,
Picard,*

*Racicot,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St-Cyr,
Taillon
Tarte et
Wurtels.—35*

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Boutillier,
Boutin,
Luhamel,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford)
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf)
Langelier (Montmorency)*

*Lovell,
Marchand,
Meikle,
Mercier,
Molleur,
Nelson,*

*Parent,
Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin
Ross et
Watts.—25.*

Aussi, elle est résolue affirmativement.

M. Fortin fait rapport du Bill en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

M. le Trésorier Robertson, secondé par l'Honorable M. Chapleau, propose que M. l'Orateur laisse le fauteuil.

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Molleur*, écuier, Membre pour le District Electoral d'*Iberville*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Molleur*, en conséquence prend le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Question étant mise aux voix : Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

EN COMITÉ.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses du Bureau du Lieutenant-Gouverneur, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit, accordée à Sa Majesté pour défrayer les Dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, ~~comme~~ une aide pour l'établissement de Fabriques de Fromage et de Beurre, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. *Church* informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour incorporer le Club de Réforme, de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lafontaine* [*Napierville*], fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean et Sorel*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le *Fauteuil*, et M. *Gagnon*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses des Chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses pour les Sociétés de Colonisation pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille huit cent cinquante neuf piastres quarante deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses des loyers, assurances, réparations des Edifices Publics en général pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille huit cent cinq piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses de Construction et Appareil de Chauffage, des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de déménagement et de l'ameublement dans les nouvelles bâtisses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'appareil de chauffage à *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cent trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour les réparations des Palais de Justice et Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour loyers des Palais de Justice et Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille sept cent vingt trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises &c., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille deux cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises &c., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la Bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes, y compris un employé surnuméraire pour le bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt un mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille six cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Wurtelle fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

M. Wurtelle informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 1er Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Houde,—La Pétition du Révérend J. B. Parent et autres, de la Paroisse de Gentilly.

Par M. Parent,—La Pétition du Révérend J. E. Gagné et autres, de Ste Angèle de Mérici.

Par M. Charlebois,—La Pétition du Révérend B. Bédard et autres, de la Paroisse de St Constant, Comté de Laprairie.

Par M. Caron,—La Pétition de W. Ferrou et autres, de St Paulin ; et la Pétition du Révérend A. O. Savoie et autres, de St Alexis des Monts.

Par M. Duhamel,—La Pétition de P. St Jean et autres, de la Cité d'Ottawa.

Par M. Champagne,—La Pétition de Ol. St Paul et autres, de St Hermas ; et la Pétition du Révérend P. Poissant et autres, de St Colomban, tous du Comté Des Deux-Montagnes.

Par M. Lavallée,—La Pétition du Révérend J. O. Chicoine et autres, de St Thomas, Comté de Joliette.

Par M. Rinfret dit Malouin,—La Pétition de Wm. Hossack et autres, de la Cité de Québec.

Par l'Honorable M. Church,—La Pétition de Chs. Baillargé et autres, Arpenteurs de la Province de Québec ; la Pétition du Bureau des Examinateurs des Arpenteurs de la Province de Québec ; et la Pétition de H. M. McLean et autres.

Par M. St Cyr,—La Pétition du Révérend I. Guillemette et autres, de St Stanislas ; la Pétition de Delphis Montplaisir et autres, du Cap de la Madeleine ; et la Pétition du Révérend Ths. de Carusel et autres, de N. D. du Mont Carmel.

Par M. Lovell,—La Pétition du Révérend J. Oct. LeBlanc et autres, de St Hermenegilde, Comté de Stanstead.

Par M. Taillon,—La Pétition de Alfred Narbonne et autres ; la Pétition de Charles Catelli et autres ; la Pétition du Révérend J. J. Vinet et autres, tous de Montréal ; et la Pétition de Georges Pager et autres, de Manchester, Etats-Unis.

Par M. Magnan,—La Pétition de V. J. Elzéar Brouillet et autres, de St Esprit Comté de Montcalm.

Par M. Watts,—La Pétition du Révérend Jos. Tessier et autres, de Wes Wickham.

Par M. Mathieu,—La Pétition du Révérend J. Gaboury et autres de St Marcel Comté de Richelieu.

Par M. le Commissaire Flynn,—La Pétition du Révérend John G. Brick et autres, du Comté de Gaspé.

Par M. Desaulniers.—La Pétition du Révérend Chs. Bellemare et autres, de St Boniface ; la Pétition de Frs L. Desaulniers et autres, de Ste Anne d'Yamachiche ; et la Pétition du Révérend L. Sév. Rhéault et autres, des Trois-Rivières.

Par M. Picard,—La Pétition du Révérend H. W. Couture et autres ; la Pétition du Révérend J. Oct. Soucy et autres ; la Pétition de Henri H. Havard et autres ; la Pétition de Louis Beaudoin et autres ; et la Pétition de Edouard Croteau et autres, tous du Comté de Beauce ; et la Pétition de E. Bélanger et autres, des Comtés de Beauce et Mégantic.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend O. Desorcy et autres, de St Ours ; demandant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel.

De John Fred. Stevenson et autres,—de S. P. Rowell et autres,—de A. W. Kneeland et autres,—de F. S. Haight et autres,—de Jane A. Swallow et autres,—de N. Aspinwall Howe et autres,—de J. L. Fuller et autres,—de J. McKercher et autres,—de C. A. Humphrey et autres,—de F. C. Harvey et autres,—de Esther Maver et autres,—de H. Carmichael et autres, tous de Montréal,—de Ida Wilkens et autres, de Québec,—de J. H. Forde et autres, de Sherbrooke,—de Nellie J. Peacock et autres, de Hemmingford,—de W. H. Stevens et autres, de St Jean,—de Celina McLachlan et autres, de Grenville,—de Thomas Parker et autres, de Leslie, Otter Lake,—de Charlotte A. Hunting et autres, de Huntingville,—de Amy E. Knap et autres, de Frelighsburg,—de Bella Matheison et autres, de Thurso,—de Raleigh J. Elliot et autres, de Clarendon,—de C. A. Jackson et autres, de Knowlton,—de Effie J. Fowler et autres, de Bolton,—de W. T. Davidson et autres, de Bethel,—de John Macdonald et autres, de Scotstown,—de Frances M. Hutchison et autres, de Sorel,—de L. S. Marceau et autres, de Napierville, du Révérend Louis Wurtele et autres, de Acton Vale,—de James Darby et autres, de Wright, Comté d'Ottawa,—de Caroline L. Ives et autres, de Georgeville,—de Geo. Gaudin et autres, de Cape Cove,—de Hattie A. Westover et autres, de Sutton,—de Frances S. McMannis et autres, de South Bolton,—de Jane E. Moir et autres, de Aboyne,—de James McLaughlin et autres, de West Bolton,—de W. H. Douglas et

autres, de *New Carlisle*,—de *Alice W. Gadd* et autres, de *Gaspé*,—de *Adélaïde P. Rankin* et autres, de *Windsor Mills*,—de *Estella L. Holden* et autres, de *Sutton Flat*,—de *Sarah J. Eames* et autres, de *South Durham*,—de *Lavina Greer* et autres,—et du Révérend *E. McManus* et autres ; demandant respectivement des amendements à l'Acte 43-44 *Vict.*, chap. 22, intitulé : " Acte pour établir un Fonds de Retraite et de Secours en faveur des Fonctionnaires de l'Enseignement Primaire."

De *John Fraser* et autres, du Canton de *Broughton*,—de *John Simms* et autres, —*G. J. Walker* et autres,—et de *James B. Cushing* et autres ; demandant des amendements aux Lois concernant l'Education.

De *Jos. Léonard* et autres, du Comté de *Beauharnois* ; demandant des amendements aux Lois concernant l'enregistrement et le notariat.

Du Révérend *B. Bernier* et autres, de la Péroisse de *St George*, Comté de *Beauce* ; demandant que le Bill pour autoriser *David Roy* à construire un pont sur la rivière *Chaudière*, devienne loi.

De *Z. Vézina* et autres, du Comté de *Beauce* ; demandant que le Bill pour amender la Charte du Chemin de Fer "*Québec Central*", devienne loi.

De *Wm F. Lighthall*, de *Montréal* ; demandant que le Bill pour incorporer "*The Silver Plume Mining Co.*" ne devienne pas loi.

De *Henry Lyman* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant que certaines parties du Bill pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*, ne deviennent pas loi.

De *J. M. Gobeille* et autres, de *Ste Pie* et autres Péroisses, du District de *Richelieu* ; demandant que le Bill pour amender l'Acte 16 *Victoria*, chap. 65, intitulé : " Acte pour autoriser *François Daigle* et *Alexis Dufresne* à exiger des péages sur un pont qu'ils ont construit sur la Branche Nord de la rivière *Yamaska*," ne devienne pas loi.

De *Léon Chapedelaine* et autres, de *St Ours*,—de *E. A. Duclos* et autres, de *Emileville*,—du Révérend *J. C. Daignault* et autres,—du Révérend *Alexis Pelletier* et autres, de *Ste Cécile de Valleyfield*,—de *F. Paquette* et autres,—de *Thomas LaRue* et autres,—du Révérend *M. Piette* et autres, de *Boucherville*,—du Révérend *C. Ouimet* et autres, de *Ste Julienne de Rawdon*,—du Révérend *Ed. Demers* et autres, de *Ste Anne des Plaines*,—du Révérend *N. A. Noisieux* et autres, de *Ste Geneviève de Batiscan*,—de *Alexandre Mire* et autres, de *Ste Philomène*,—du Révérend *P. L. Paré* et autres, de l'*Ange Gardien*,—et de *Bruce Campbell* et autres, de *St Hilaire*, tous du Comté de *Rouville*,—demandant respectivement que le Bill concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

De *J. Remington* et autres, de *St Etienne les Grès*,—du Révérend *J. H. Dorion* et autres de *Ste Anne d'Yamaska*,—de *Dominique Fréchette* et autres, d'*Yamaska*,—du Révérend *H. Trahan* et autres, de *St Sévère*,—Du Révérend *Chs Bellemare* et autres, de *St Boniface*,—et de *François Chevalier* et autres, de la *Pointe du Lac*, tous du Comté de *St Maurice* ; demandant qu'une subvention soit accordée à la Compagnie du chemin de fer du *St Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

De l'Hôpital Général de *Sorel* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Ordonné, Que *M. Meikle* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 793 du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que *M. Watts* ait la permission d'introduire un Bill pour amender la loi concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu, pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lavallée*.—Quelles sommes ont été payées, pour le service personnel, les dépenses d'hôtel, frais de réception du Lieutenant-Gouverneur, depuis le 13 Décembre 1876 au 25 Juillet 1879 ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—Les renseignements demandés seront mis devant le Comité des comptes publics.

Par M. *Boutin*.—Le Gouvernement a-t-il, depuis le 1er Janvier dernier, permis à quelqu'un, et à qui l'a-t-il permis, de couper du bois sur les terres de la Couronne, dans le Comté de *Bellechasse*, ou fait remise de confiscations ou pénalités encourues pour en avoir coupé ?

Réponse de M. le Commissaire *Flynn*.—Non.

Par M. *Gagnon*.—Quels sont les noms, prénoms, qualité et résidence de "*Jos. Mathieu*" dont le nom est entré à la page 69 des comptes publics, pour 1879-80 comme ayant reçu \$50 a/c. de services, se rattachant au fonds d'emprunt municipal ?

Quelle balance lui restait due le 18 Juillet 1880, et quelle est la nature des services par lui rendus ?

Réponse de M. le Trésorier *Robertson*.—*Jos. Mathieu*, de *Sorel*, il lui est dû à peu près \$200 pour services rendus dans le règlement du fonds d'emprunt municipal pour renseignements donnés à cet effet.

Par M. *Gagnon*.—Le nommé *Samuel Willard Foster* révoqué en 1877 pour incompétence, etc., etc., de la charge de magistrat de District pour le District de *Bedford*, par le Gouvernement *DeBoucherville*, sur le rapport de *C. P. Davidson*, Ecr., C. R., est-il le même *Samuel Willard Foster* qui a été, le 8 Juillet 1880, nommé Shérif pour le District de *Bedford* ?

Réponse de M. le Solliciteur Général *Lynch*.—*Samuel Willard Foster*, magistrat du District de *Bedford*, fut révoqué par un Ordre en Conseil, en date du 28 Juillet 1877, lequel Ordre, entre autre chose, affirme que le Commissaire rapporta "que l'intégrité personnelle et judiciaire de *M. Foster* restait intacte." Le même *Samuel Willard Foster* fut nommé Shérif du District de *Bedford*, le 22 Juin 1880.

Par M. *Laberge*.—Le Gouvernement a-t-il appris que les propriétés qui étaient hypothéquées par l'acte de cautionnement de *M. Beaudry*, protonotaire du District de *Beauharnois*, pour garantir sa fidélité, dans l'exercice de sa charge, ont été vendues dans le mois d'Avril dernier, par le Shérif de *Montréal* ? Si oui. Quel genre de cautionnement *M. Beaudry* a-t-il donné au gouvernement pour garantir sa fidélité dans l'exercice de sa charge ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement a été informé de ce fait, et a mis cet officier en demeure de se conformer à la loi, en donnant le cautionnement requis par le chap. 6, de l'Acte 42-43 *Victoria*.

Par M. *Nelson*.—1o. M. *Edgar Berryman*, C. E. de *Montréal*, a-t-il une réclamation contre le Gouvernement, pour services rendus en 1876, en rapport avec le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*.

2o. M. de *Bellefeuille* a-t-il fait un rapport favorable au Gouvernement sur cette réclamation ?

3o. Si ces faits sont réels, pourquoi n'a-t-on pas réglé la réclamation ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Ceci est le sujet d'une Adresse dont la réponse sera mise prochainement devant la Chambre.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance et des Ordres en Conseil concernant la démission et la nomination des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la Paroisse de *St Pierre de Durham*, dans le Comté de *Drummond*, depuis le 1^{er} Mars 1878.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant l'Union *St Joseph à St Sauveur de Québec*, soit remis aux promoteurs du Bill moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de M. *Boutin*, secondé par M. *Parent*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous les Ordres en Conseil, correspondance et documents au sujet de la coupe du bois sur les Terres de la Couronne, dans le Comté de *Bellechasse*, depuis le 1^{er} Janvier dernier.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier (Montmorency)*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous les télégrammes, documents et correspondances quelconques échangées entre l'Honorable Procureur Général et tout autre Membre du Gouvernement et toute personne quelconque, au sujet de la licence d'auberge accordée à *J. Bie Archambault, de Soré*, ainsi qu'au sujet de la demande de révocation de la dite licence.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier (Montmorency)*, propose, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous télégrammes, messages, correspondances, rapport de juge etc., etc., reçus par l'Honorable Procureur Général, ou tout autre Membre du Gouvernement, au sujet de *Dériventema-Zéphirin Gaultier*, Ecr., agissant comme substitut du Procureur Général, dans le District de *Richelieu*, en 1880 et 1881, et étant alors et encore, sous le coup de cinq actes d'accusation pour félonie, trouvés fondés par le grand jury, sans avoir subi son procès.

Et objection étant faite que cette motion contient une affirmation de faits qui n'est pas correcte, et que conséquemment elle n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Mercier, Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état, indiquant :

1^o Le montant total réclamé du Gouvernement sur les contrats relatifs à la construction du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, y compris le pont de Hull.

2^o Le montant certifié par les ingénieurs comme étant dû sur ces contrats.

3^o Le montant admis par le Gouvernement comme étant dû sur ces contrats.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute plainte, enquête, correspondance et documents relatifs à la suspension ou révocation de Joseph Thibault, comme agent de station à Deschambault, et à la nomination d'une autre personne pour le remplacer.

Ordonné, Que la Pétition du Révérend H. W. Couture et autres ; la Pétition du Révérend J. Oct. Soucy et autres ; la Pétition de Henry H. Havard et autres ; la Pétition de Louis Beaudoin et autres ; la Pétition de Edouard Croteau et autres, tous du Comté de Beauce ; et la Pétition de E. Bélanger et autres, des Comtés de Beauce et Mégantic, présentées aujourd'hui, soient maintenant reçues et lues.

Et les dites Pétitions sont reçues et lues ; demandant que le Bill pour amender la charte du chemin de fer " Québec Central " devienne loi.

Ordonné, Que les dites Pétitions soient renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant le Barreau de la Province de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon, fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité, ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi concernant le recours au civil dans le cas de libelle, étant lu ;

L'Honorable M. Irvine propose, secondé par M. Watts, que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'ensuivant.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est ; et

après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Racicot* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes se rapportant à l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Picard* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes d'incorporation de l'Association Pharmaceutique de la Province de *Québec*, et réglant la vente des poisons ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Duhamel*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer le Collège Nominique ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour autoriser *François Gosselin*, de la Paroisse de *Sainte-Claire*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Chaudière*, entre les Paroisses de *Sainte-Marie*, Comté de *Beauce*, et *Saint-Bernard*, Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Duckett* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Association des Gymnastes Amateurs de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Meikle* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Bill pour permettre à la Paroisse de *St Louis de Bonsecours* de faire partie du Comté de *Richelieu*.

Bill pour incorporer la Compagnie de lumière électrique de *Québec* et *Lévis*.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée, aujourd'hui, —Que le Bill pour amender la loi concernant le recours au Civil dans les cas de libelle, soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question,—que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, étant de nouveau proposée ;

M. *Mathieu* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Taillon*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'aujourd'hui à trois mois," soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaudet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>St. Cyr, et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Wurtele,—30.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Boutillier,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Maloutin,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Ross,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Church,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—23.</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier (Portneuf)</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi il est résolu affirmativement.

La motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois d'aujourd'hui à trois mois.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente en conformité d'Adresses à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 Mai 1881, demandant : Rapport indiquant les noms et les numéros des Limiers (*detectives*) publics et privés, employés sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, etc. Les arrestations et les rapports faits par chacun d'eux. Quelle mesure le Gouvernement a prise contre les personnes arrêtées, dans les Comtés de *Maskinongé* et des *Deux-Montagnes* ; le montant du salaire payé à chaque officier ; quel était l'emploi de ces personnes avant d'être employées comme Limiers. (Documents de la Session No 44.)

Réponse supplémentaire à un Ordre de la Chambre du 5 Mai 1881, demandant, un état indiquant :

1. Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs, porte faix, gardiens de pompes, etc.

2. La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc.

3. Le nombre de locomotives, de chars à passagers de toutes sortes, de chars de fret, et de plateformes appartenant à toute la ligne et ses embranchements, le 30 Avril dernier, et la valeur estimée de ce matériel.

4. Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 Avril dernier pour l'entretien du dit chemin. [Documents de la Session No 35.]

Le Bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile.

Le Bill ordonnant l'enregistrement des Douaires Coutumiers, Substitutions et Servitudes dans certains cas non prévus par la loi, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *J. S. C. Wartelet*, Ecuier, Membre pour le District Electoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Wartelet*, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Ordonné, Qu'un Comité Spécial composé de M. le Procureur-Général *Loranger*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Langelier*, M. *Mathieu*, M. *Wartelet*, M. *Gagnon* et M. *Champagne*, soit nommé pour prendre en considération la Loi Electorale de 1875, et l'Acte des Elections Contestées de *Québec*, de 1875, et de faire rapport par Bill, ou autrement sur les amendements qu'il est nécessaire de leur faire subir.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération l'Acte Electoral de *Québec*, de 1875, et l'Acte des Elections contestées de 1875.

Bill pour amender de nouveau l'Acte Electoral de *Québec*.

Bill pour amender l'Acte des Elections Contestées de *Québec*, de 1875, 38 *Victoria*, chapitre 8.

Bill pour amender de nouveau l'Acte Electoral de *Québec*, de 1875.

Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*.

Bill pour amender l'Acte des Élections Contestées de *Québec*, 1875.
 Bill pour amender l'Acte des Élections Contestées de *Québec*, 1875.
 Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil, étant lu,

M. *Gagnon*, propose, secondé par M. *Parent*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile.

Le Bill pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour changer le chef-lieu du District judiciaire de *Kamouraska*, étant lu ;

M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Gagnon* propose comme amendement à la Question, secondé par M. *Boutin*, que le mot " maintenant " soit retranché, et que les mots : " d'aujourd'hui en six mois " soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise et elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre ayant continuée de siéger en Comité jusqu'à minuit, jeudi matin.

Jeudi, 2 Juin, 1881.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Éducation Supérieure, proprement dite, (5 pour cent sur le montant payé de l'Éducation sera approprié à l'achat d'ouvrages de Littérature Canadienne pour être distribués comme prix aux institutions d'après le montant de contribution qui leur est alloué), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux Institutions Catholiques Romaines pour l'octroi au *High Schools*, dont \$2000 pour l'Ecole de Droit de l'Université Laval de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles dans les Municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Fonds destiné aux Instituteurs en Retraite, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Ecoles des Sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer la balance des dépenses des Exhibitions Scolaires de Paris et de la Province, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole Polytechnique, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication des Journaux de l'Instruction Publique, en français, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication des Journaux de l'Instruction Publique, en anglais pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Collège *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université Laval, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Antiquaires, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, *Bishop's College*, *Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des rapports des Décisions des Tribunaux, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour la publication des rapports des Décisions des Tribunaux, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire de *Saint-Patrice, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de Navigation, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de Tir, Province de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du Naturaliste Canadien, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme un aide pour faire copier, imprimer et publier les Archives Canadiennes, pour l'année finissant le 30 Juin 1882.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Bureau des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Wurtelle fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Wurtelle informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jendi, 2 Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Marion*,—La Pétition du Révérend *F. J. Prud'homme* et autres, de la Paroisse de l'*Épiphanie*.

Par M. *St Cyr*,—La Pétition du Révérend *Luc Désilets* et autres, du *Cap de la Madeleine*.

Par M. *Robillard*,—La Pétition du Révérend *J. B. Champeaux* et autres,—et la Pétition du Révérend *D. Piché* et autres, tous du Comté de *Berthier*.

Par M. *Molleur*,—La Pétition de *F. Béchard* et autres, de *St Grégoire d'Iberville*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*,—La Pétition de *James Patton* et autres, du Comté de *Lévis*.

Par M. *Poirier*,—La Pétition de *Joseph Bolduc* et autres,—la Pétition du Révérend *A. M. Huot* et autres, de *St Vital de Lambton*,—la Pétition du Révérend *S. Garon* et autres, de *St Sébastien*,—la Pétition du Révérend *H. Desruisseaux* et autres, de *St Évariste de Forsyth*,—et la Pétition de *W. Thériault* et autres, de *St Vital de Lambton*, tous du Comté de *Beauce*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *W. H. Winslow* et autres,—de *A. Desève* et autres,—et de *J. H. Deschamps* et autres, tous de la Ville de *St Henri* ; demandant respectivement que le Bill pour ratifier le Règlement No 25, de la Ville de *St Henri*, accordant de l'aide à la Compagnie de Filature des Marchands, ne devienne pas loi.

De *Léon Derome* et autres,—de *Et. Leprohon* et autres, tous de *Montréal*,—de *Joseph Côté* et autres, de *St Valier*, Comté de *Bellechasse*,—de *J. Bte Laplante* et autres,—de *Médéric Archambault* et autres,—de *Joseph Chevalier* et autres,—de *Hubert Prévost* et autres,—du Révérend *Joseph Plessis Bélaïr* et autres, *Des Cèdres*,—du Révérend *C. Dufour* et autres, de *St Ignace du Coteau du Lac*,—du Révérend *J. U. Tessier* et autres, de la Paroisse de *Ste Sophie de Lévrard*,—de *Alex. Morin* et autres, de la Cité de *Hull*,—de *Edwin Munro* et autres,—de *T. Sauriol* et autres, de la Paroisse de *St Bruno*, Comté de *Chambly*,—de *P. L. Grandpré* et autres, de *St Valérien*, Comté de *Shefford* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval, ne devienne pas loi.

De *Henry Joynt* et autres, de la Paroisse de *Ste Malachie*, Comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un Chemin entre les dixième et onzième Rang de *Frampton*.

De *Bernard Sage* et autres, du Canton de *Hincks* ; demandant de l'aide pour un Chemin de Colonisation entre les Cantons de *Hincks* et *Northfield*.

M. Würtele, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le neuvième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer "l'Hôpital Protestant des Aliénés" et il y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que la Pétition de *James Patton* et autres, du Comté de *Lévis*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et cette Pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour amender les actes incorporant la Compagnie du Chemin de Fer *Québec Central* devienne loi.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Sur motion de M. *Desaulniers*, secondé par M. *Fortin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—Copie de la requête présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en faveur de l'établissement aux *Trois-Rivières*, d'une école normale.

Copie du mémoire accompagnant la dite requête, ainsi que la réponse de M. l'abbé *H. A. Verreau* à ce mémoire.

Copie de la réponse de S. G. Mgr *Laflèche* aux remarques de M. l'abbé *R. A. Verreau*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Bill pour rappeler la section 37 du chapitre 11, 43-44 *Victoria*, est, en conformité de l'Ordre lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Molleur* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la section 37 du chapitre 11, de l'acte 43-44 *Victoria*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender la loi des licences de 1878, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé en Comité de toute la Chambre pour demain.

M. le Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent, des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte passé en la quarante et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre 51, intitulé : " Acte pour incorporer " *The Orford Nickel and Copper Company*."

Le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chapitre 39, intitulé : " Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle," est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Ordonné, Que l'Ordre de cette Chambre, d'hier, concernant la seconde lecture du Bill, pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de *Québec*, et son renvoi au Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, soit rescindé.

Ordonné, Que le dit Bill soit replacé sur les Ordres du Jour pour la seconde lecture.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 9 Mai 1881, demandant copie de toutes les correspondances et des Ordres en Conseil, depuis le jour de la suspension de *Auguste Quesnel*, Ecuier, de la charge de Shérif du District d'*Arthabaska*, en 1879, jusqu'au jour de sa réinstallation à la dite charge, dans le cours de la présente année. [Documents de la Session No 45.]

Réponse à un Ordre de la Chambre du 19 Mai 1881, demandant qu'il soit mis devant la Chambre, par les syndics des Chemins à barrières de *Montréal*, aussitôt que possible, pendant la présente session, des comptes détaillés, de tous les argents, par eux reçus et dépensés, pendant chaque année, depuis 5 ans,—les dits comptes détaillés devant mentionner dans des colonnes séparées :

1. Les sommes reçues par les dits syndics des diverses Municipalités, sur le parcours des chemins sous leur contrôle, pour commutation ou dommages.

2. Les dépenses faites par les dits syndics pendant chaque année, depuis 5 ans, sur les chemins, dans les limites des diverses Municipalités.

3. Les montants dûs par les diverses Municipalités, pour arrérages de commutation.

Aussi un état indiquant, quelle est la dette des dits syndics et quel est le montant dû pour arrérages d'intérêts sur les débentures. [Documents de la Session No 46.]

Réponse à un Ordre de la Chambre du 16 Mai 1881, demandant un état donnant, par Comté, le détail de la somme de \$33,000, entrée à la page 54 des comptes publics, pour 1879-80, comme ayant été dépensée, dans le cours de cette année fiscale, pour chemins de colonisation. [Documents de la Session No 47.]

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative datée le 12 Mai 1881, demandant copie du Rapport de la décision du Surintendant de l'instruction publique de la Province de *Québec*, au sujet des comptes d'*Henri St Louis*, notaire, de *Magog*, comme Secrétaire-Trésorier des Commissaires d'écoles de *Magog*, dans le Comté de *Stanstead*, et aussi copie de tous rapports, correspondances, états de compte et autres documents quelconques relatifs à cette affaire. [Documents de la Session No 48.]

L'Ordre du Jour, étant lu, pour recevoir le rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour autoriser *François Gosselin*, de la paroisse de *Sainte-Claire*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Chaudière*, entre les paroisses de *Sainte-Marie*, Comté de *Beauce*, et *Saint-Bernard*, Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins.

M. *Duckett*, fait rapport du Bill en conséquence,

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

[EN COMITÉ.]

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et trois mille neuf cent trente-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, (32 Vict., Chap. 23), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

2. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, bureaux de police, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

3. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réforme et des prisons de réforme de *Montréal* et *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

4. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des bureaux publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

M. *Champagne* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité, aujourd'hui.

Ordonné, Que la Pétition de *Joseph Bolduc* et autres, de *St Victor de Tring*,—la Pétition du Révérend *N. M. Huot* et autres,—la Pétition de *W. Thériault* et autres, de *St Vital de Lampton*,—la Pétition du Révérend *S. Garon* et autres de *St Sébastien*,—la Pétition du Révérend *H. Desruisseaux* et autres, de *St Evariste de Forsyth* tous du Comté de *Beauce*, présentées aujourd'hui, soient maintenant reçues et lues.

Et les dites Pétitions sont reçues et lues ; demandant respectivement que le Bill pour amender les Actes incorporant la Compagnie du Chemin de fer du *Québec Central* devienne loi.

Ordonné, Que les dites Pétitions soient renvoyées au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsides.

EN COMITÉ.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille sept cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Journal d'Agriculture, en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, (3 à \$800 chacune, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de bourses aux écoles d'Agriculture, [30 à \$60 chacune,] pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition provinciale d'Horticulture et de Pomologie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme un aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour encourager le culture des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux manufactures de beurre et de fromage, pour payer les traitements et les dépenses de voyage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses en rapport avec l'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction des bâties permanentes pour les expositions à *Montréal*, le tiers du cout, (mais la part du Gouvernement ne devant pas excéder cette somme) pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et de repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation de la Vallée de l'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du chemin de *Québec* et du *Lac St Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de réparations à *Spencer Wood* pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'entretien de *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant dix huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour terminer la construction des départements publics, y compris le nivelage du terrain, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une maison pour le géolier, Prison de Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâties et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent sept piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâties et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons (imputable au fond de bâties et des jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St Patrice*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

30. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *St Vincent de Paul*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Protestant pour les Femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *St Patrice* pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Magdeleine*, (*Bon Pasteur*), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Rue *Bonaventure*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth*, pour les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole pour les Aveugles, Asile *Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Atelier pour les Aveugles, Asile *Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire annexé à l'Asile *Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins (comprenant la ci-devant Maison de Refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et l'Ecole d'industrie et de Refuge, (Institut *Harvey*), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste Brigitte, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *Saint Vincent de Paul, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Bethléem, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " *The Church Home,*" *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour les maladies des yeux et des oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile *Nazareth, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Women's Christian Association, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Retraite de Belmont pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe* pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour le placement des Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville*, *St Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St Joseph*, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie*, *Sainte-Marie de Monpou*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St Jean*, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *LaJemmerais*, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph*, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, de N. D., de l'Asomption, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, *Ste Anne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec la Faculté Médicale de l'Université Laval, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Taillon, informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité. La Chambre alors s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 3 Juin, 1881.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte de cette Province, 42-43 *Victoria*, chapitre 15, intitulé : " Acte pour amender l'Acte Electoral de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*."

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Ricicot*,—La Pétition de *W. Mailhiot* et autres, de *Farnham*.

Par M. *Robillard*,—La Pétition du Révérend *Jos. St Aubin* et autres, de *St Cuthbert*.

Par M. *Blais*,—La Pétition du Révérend *Geo. Browne* et autres, de *St Hugues*, Comté de *Bagot*.

Par M. *Nelson*,—La Pétition de *Daniel Crowley* et autres,—la Pétition de *John S. Hall*, et autres de *Montréal*,—la Pétition de *Edward Hughes* et autres, de *Lachaber*,—la Pétition de *Aaron Miller* et autres, de *Lacolle*,—la Pétition de *Robt Stott* et autres, de *Stottsville*,—la pétition de *M. Lindsay* et autres, de *South Georgetown*,—la Pétition du Révérend *A. L. Thérien* et autres, de *Grande Ligne*,—la Pétition du Révérend *T. H. Ball* et autres, de *Ireland*, Comté de *Mégantic*,—la Pétition de *J. R. McConnell* et autres, de *Aylwin*,—la Pétition de *John Webster* et autres, de *Valleyfield*,—et la Pétition du Révérend *A. Vilas* et autres, de *East Farnham*.

Par M. *LeCavalier*,—La Pétition du Révérend *P. Beaudet* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *John G. Brick* et autres, du Comté de *Gaspé* ; demandant des amendements à la loi des Licences.

De *Wm. Hossack* et autres, de la Cité de *Québec*,—et de *H. M. McLean* et autres ; demandant des amendements aux lois concernant l'Education.

Du Bureau des Examineurs et Arpenteurs de la Province de *Québec*,—et de *Chs. Baillargé* et autres Arpenteurs, de la Province de *Québec* ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer le Corps des Arpenteurs de la Province de *Québec*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *J. B. Parent* et autres, de *Gentilly*, Comté de *Nicolet*,—du Révérend *P. Bedard* et autres, de *St Constant*, comté de *Laprairie*,—de *W. Ferron* et autres, de *St Paulin*,—du Révérend *A. O. Savoie* et autres, de *St Alexis des Monts*,—de *P. St Jean* et autres, de la Cité d'*Ottawa*,—de *Ol. St Paul* et autres, de *St Hermas*, Comté des *Deux Montagnes*,—du Révérend *P. Poissant* et autres, de *St Colomban*, comté des *Deux Montagnes*,—du Révérend *J. O. Chicoine* et autres, de *St Thomas*, comté de *Joliette*,—du Révérend *I. Guillemette* et autres, de *St Stanislas*, de *Delphis Montplaisir* et autres, du *Cap de la Madeleine*,—du Révérend *Th. de Carufel* et autres de *N. D. du Mont Carmel*,—du Révérend *J. Oct. Leblanc* et autres, de *St Herménégilde*, comté de *Stanstead*,—de *Alfred Narbonne* et autres,—de *Charles Catelli* et autres,—et du Révérend *J. J. Vinet* et autres, tous de *Montréal*,—du Révérend *Georges Pager* et autres, de *Manchester, Etats-Unis*,—de *V. J. Elzéar Brouillet* et autres, de *St Esprit*, Comté de *Montcalm*,—du Révérend *J. Gaboury* et autres, de *St Marcel*, comté de *Richelieu*,—du Révérend *Chs. Bel emare* et autres, de *St Boniface*,—et du Révérend *L. Sév. Rhéault* et autres, des *Trois-Rivières* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval, ne devienne pas loi.

De *Frs. L. Desaulniers* et autres, de *Ste Anne d'Yamachiche* ; demandant qu'une subvention soit accordée à la Compagnie du chemin de fer du *St Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

Du Révérend *Jos. Tessier* et autres, de *West Wickham* ; demandant de l'aide pour canaliser la rivière *Noire* entre *West Wickham* et *St Germain de Grantham*.

Du Révérend *J. E. Gagné* et autres, de *St Angèle de Mérici*, Comté de *Rimouski* ; demandant de l'aide pour réparer un pont sur la rivière *Métis*, traversant la route de *Métapédia*, dans le Comté de *Rimouski*.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le sixième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de fibre de *Montral*.

Bill pour incorporer l'Union sucrière Franco-Canadienne.

Votre Comité désire aussi recommander que le délai pour la réception de rapports sur les Bills Privés, soit prolongé jusqu'au dix-septième jour de juin courant.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit Rapport.

Sur motion de *M. le Trésorier Robertson*, secondé par l'Honorable *M. Chapleau*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial, pour la somme de dix mille dollars, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. Würtele, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le dixième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte 16 *Victoria*, chapitre 65, intitulée : " Acte pour autoriser *François Daigle* et *Alexis Dufresne* à prélever des taux de péage sur un pont qu'ils ont construit sur la Branche Nord de la rivière *Yamaska*."

Bill concernant l'Université *Laval* et la multiplication de ses chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés dans les limites de la Province de *Québec*.

Votre Comité a aussi l'honneur de rapporter ses procédés sur le Bill concernant l'Université *Laval*, de même que la résolution du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, et les Pétitions pour et contre le dit Bill, aussi bien que les articulations de faits et les réponses filées par les parties intéressées.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que les délais pour recevoir les Rapports sur les Bills Privés soient prolongés jusqu'au dix-sept courant.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit Rapport.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

[EN COMITÉ.]

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt deux mille neuf cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, *St Jean de Dieu* et *St Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses Dépenses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des Municipalités (Statuts Refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, Section 7), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les frais sur les Timbres, Licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses d'une Police spéciale pour les fins du Revenu, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

L'Honorable M. *Beaubien* informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte incorporant *The Orford Nickel and Copper Company*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte passé en la quarante et unième année de règne de Sa Majesté, chapitre 54, intitulé : "Acte pour incorporer " *The Orford Nickel and Copper Company*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour incorporer la Compagnie de transport de *Montréal*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Le Bill pour corriger une erreur cléricale dans les plan et livre de renvoi de la Paroisse de *Ste Rose*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour Lundi prochain.

Le Bill pour rendre valides certains actes notariés, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bergevin*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous rapports faits par la Compagnie du chemin de fer des *Laurentides*, en vertu de la section 22 de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 51, et des autres chemins subventionnés par le gouvernement tenus de faire rapport.

M. *Wartele*, du Comité des subsides, rapporte plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, comme suit :

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Collège *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université *Laval*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Antiquaires, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, *Bishop's College*, *Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des rapports des Décisions des Tribunaux, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour la publication des rapports des Décisions des Tribunaux, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire de *Saint-Patrice, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de Navigation, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de Tir, Province de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme un aide pour faire copier, imprimer et publier les Archives Canadiennes, pour l'année finissant le 30 Juin 1882.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. Taillon, du Comité des Subsidés, rapporte plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St Patrice, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

30. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *St Vincent de Paul, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Protestant pour les Femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *St Patrice* pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Magdeleine, (Bon Pasteur), Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth*, pour les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole pour les Aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Atelier pour les Aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire annexé à l'Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins (comprenant la ci-devant Maison de Refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile et l'Ecole d'industrie et de Refuge, (Institut *Harvey*), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste Brigitte*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *Saint Vincent de Paul*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Bethléem*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " *The Church Home*," *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour les maladies des yeux et des oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Women's Christian Association, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Retraite de Belmont pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe* pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour le placement des Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Iouville*, *St Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnow*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *LaJemmerais*, *Varennés*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *LaPrairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, de N. D., de l'As *somption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Ste Anne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Amouchiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Asile des Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec la Faculté Médicale de l'Université Laval, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St Joseph de la Délivrance, *Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 6 Juin, 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Mathieu,—La Pétition du Révérend J. B. Durocher et autres, de *Ste Victoire*.

Par M. Taillon,—La Pétition de Amable T. Robert et autres,—la Pétition de Arthur Sénécal et autres,—et la Pétition de O. Bouchard et autres, tous de *Montréal*.

Par l'Honorable M. Chapleau,—la Pétition de C. Demontigny et autres, de *St Jérôme*,—et la Pétition du Révérend J. F. Arnauld et autres, de *Ste Marguerite, Lac Masson*.

Par M. Duhamel,—La Pétition de Ls D. Fortin et autres, de *Montebello*.

Par M. Poirier,—La Pétition de Barnabé Tanguay et autres, du Comté de *Beauce*.

Par l'Honorable M. Irvine,—La Pétition du Révérend D. Matte et autres, de *St Calixte de Somerset*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de A. Desève et autres, de *St Henri*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De Daniel Crowley et autres ; demandant que le Bill pour incorporer : *The Silver Plume Mining Co*, ne devienne pas loi.

Du Révérend Geo. Browne et autres, de *St Hugues*, Comté de *Bagot*,—du Révérend P. Beaudet et autres,—de John S. Hall et autres, de *Montréal*,—de Edward Hughes et autres, de *Lochaber*,—de Aaron Miller et autres, de *Lacolle*,—de Robt. Stott et autres, de *Stottsville*,—de M. Lindsay et autres, de *South Georgetown*,—du Révérend A. L. Therrien et autres, de *Grande Ligne*,—du Révérend T. H. Ball et autres, de *Ireland*, Comté de *Mégantic*,—de J. R. McConnell et autres, de *Aylwin*,—de John Webster et autres, de *Valleyfield*,—et du Révérend A. Vilas et autres, de *East Farnham* ; demandant respectivement des amendements aux lois des Licences.

Du Révérend Luc Desilets et autres, du *Cap de la Magdeleine*,—du Révérend J. B. Champeaux et autres,—et du Révérend D. Piché et autres, tous du Comté de *Berthier*,—du Révérend F. Bécharde et autres, de *St Grégoire d'Iberville*,—de M. Mailhot et autres, de *Farnham*,—et du Révérend Jos. St Aubin et autres, de *St Cuthbert* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval ne devienne pas loi.

Du Révérend J. Prud'homme et autres, de la Paroisse de *l'Épiphanie* ; demandant de l'aide pour la construction d'un Pont et l'ouverture d'une Route.

M. Taillon, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le onzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill autorisant l'échange et la vente de certains Biens-Fonds et Immeubles substitués par les Actes de Donation de *Duke Roberts* en faveur d'Edward L. Roberts, de *Silas Stewart Roberts* et de leurs enfants ;

Bill pour ratifier les Lettres-Patentes émises en faveur de la Compagnie d'Abattoirs de *Montréal* et écarter tous doutes au sujet des pouvoirs de la dite Compagnie ;

Bill pour permettre à la Compagnie d'Emmagasinage de *Montréal* d'émettre du stock préférentiel ;

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer les Sœurs de *St Joseph de St Hyacinthe*."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Hôpital Protestant des Aliénés ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le bill pour incorporer la Compagnie de Fibre de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tarte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Meikle*, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité, ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 16 *Victoria*, chap. 65, intitulé : " Acte pour autoriser François Daigle et Alexis Dufresne à prélever des taux de péage sur un pont qu'ils ont construit sur la Branche Nord de la Rivière *Yamaska* " ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* (*Napierville*) fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Laberge*.—Si les plans et livres de renvoi du Cadastre du Comté de *Châteauguay* sont terminés. Si oui, pourquoi ne sont-ils pas encore déposés au bureau d'enregistrement du dit Comté ?

Réponse de M. le Commissaire *Flynn*.—Ces plans et livres de renvoi sont terminés. Ils n'ont pas été déposés au bureau d'Enregistrement, parce que le Département des terres n'a pas encore eu le temps de les collationner.

Par M. *Meikle*.—La version Anglaise du Code Municipal refondu que le Gouvernement a déclarée être sous sa considération, à la session dernière, est-elle maintenant prête à être distribuée, si non, quand le sera-t-elle ?

Réponse de M. le Procureur-Général *Loranger*.—Le grand nombre d'amendements proposés au Code Municipal, a engagé le Gouvernement à différer toute action sur cette matière, jusqu'à ce que le Parlement ait décidé sur l'opportunité d'accepter ces amendements.

Par M. Parent.—Le Gouvernement se propose-t-il de faire réparer le pont sur la Rivière Métis, sur le chemin de *Matapédia*, tel que demandé par le Révérend M. Gagné et autres, de la Paroisse de *Ste Angèle*, dans le Comté de *Rimouski*, par leur requête présentée à cette Chambre le premier juin courant ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Département de l'Agriculture et de la colonisation se chargera de faire droit à cette demande, dans les intérêts du comté de *Rimouski*.

M. le Secrétaire-Provincial Piquet, présente, Réponse à un ordre de la Chambre du 18 mai 1881, demandant : Copie de toute correspondance entre la Corporation du Village d'*Hochelaga* et le gérant du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa & Occidental*, à propos de la pose d'une barrière, sur la rue *Ontario*, à l'endroit où le dit chemin de fer traverse la dite rue, dans les limites du dit Village d'*Hochelaga*. [Documents de la Session No. 49].

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative datée le 1er juin 1881, demandant : Copies de toutes Correspondances, Ordres en Conseil concernant la démission et la nomination des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la Paroisse de *St-Pierre de Durham*, dans le Comté de *Drummond*, depuis le 1er mars 1878. [Documents de la Session No 50.]

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill concernant le Barreau de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour corriger une erreur cléricale dans le plan et le livre de renvoi de la Paroisse de *Ste Rose* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Racicot fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Racicot fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

EN COMITÉ.

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante-et-un mille neuf cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du service des Cadastres, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'Arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille sept cent soixante et six piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales, du Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

M. *Mathieu*, informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par M. *Racicot*,

Ordonné, Que les documents mis devant cette Chambre par le Comité Permanent des Divers Bills Privés, avec son rapport sur le Bill concernant l'Université *Laval* et la multiplication des anciens Commissaires pour la décision sommaire des petites causes et la nomination de nouveaux Commissaires dans les Paroisses de *St Antoine de Tilly* et de *St Giles de Beaurivage*, dans le Comté de *Lotbinière*, depuis le 1er Janvier 1880.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des Pétitions, de la correspondance et des Ordres en Conseil concernant la démission des anciens Commissaires pour la décision sommaire des petites causes et la nomination de nouveaux Commissaires dans les Paroisses de *St Antoine de Tilly* et de *St Giles de Beaurivage*, dans le Comté de *Lotbinière*, depuis le 1er Janvier 1880.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des Ordres en Conseil passés depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la Compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Church*, du Comité des Subsidés rapporte une résolution, laquelle est lue, comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent quatre vingt deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'impression, reliure et distribution des lois pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

La dite Résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Würtele*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses du Bureau du Lieutenant-Gouverneur, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit, accordée à Sa Majesté pour défrayer les Dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de Fabriques de Fromage et de Beurre, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cent quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses des Chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses pour les Sociétés de Colonisation pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille huit cent cinquante neuf piastres quarante deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses des loyers, assurances, réparations des Edifices Publics en général pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille huit cent cinq piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses de Construction et Appareil de Chauffage, des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de déménagement et de l'ameublement dans les nouvelles bâtisses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'appareil de chauffage à *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cent trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour les réparations des Palais de Justice et Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour loyers des Palais de Justice et Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1881.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille sept cent vingt trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises &c., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille deux cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises &c., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes, y compris un employé surnuméraire pour le bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt un mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille six cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes des Départements Publics, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Remi F. Rinfret dit Malouin*, Membre pour le District Electoral de *Québec Centre*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Les dites résolutions, étant lues, une seconde fois, sont adoptées.

M. *Champagne*, du Comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent cinquante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, (bureaux de police, *Québec* et *Montréal*,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des écoles de réforme et des prisons de réforme de *Montréal* et *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des bureaux publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. *Wurtele*, du Comité des Subsides, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Education Supérieure, proprement dite, (5 pour cent sur le montant payé de l'Education sera approprié à l'achat d'ouvrages de Littérature Canadienne pour être distribués comme prix aux institutions d'après le montant de contribution qui leur est alloué, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux Institutions Catholiques Romaines pour l'octroi au *High Schools*, dont \$2000 pour l'Ecole de Droit de l'Université Laval de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles dans les Municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Fonds destiné aux Instituteurs en Retraite, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Ecoles des Sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer la balance des dépenses des Exhibitions Scolaires de Paris et de la Province, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole Polytechnique, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication des Journaux de l'Instruction Publique, en français, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la publication des Journaux de l'Instruction Publique, en anglais pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Les dites Résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptés.

Sur motion de M. *Wartele*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre d'aujourd'hui, concernant la considération ultérieure, en Comité Général, pour demain, du Bill pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne, soit maintenant lue.

Et la dite entrée étant lue :

Ordonné, Que ces procédés soient déclarés nuls et non avenues.

Résolu, Que cette Chambre se forme, immédiatement, de nouveau en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boutillier*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Boutillier* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que la Pétition de *A. Desève, jr.*, et autres, de *St Henri des Tanneries*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition, demandant des amendements à l'Acte 43-44 *Victoria*, chap. 37, est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par *M. Taillon*,—La Pétition de *Edmond Laplante* et autres,—la Pétition de *L. Lafrance* et autres,—la Pétition de *Tréfié Brunette* et autres,—la Pétition de *André H. Gauthier* et autres,—la Pétition de *N. Piusz* et autres,—la Pétition de *Alfred Latour* et autres,—et la Pétition de *J. E. A. Brasseur* et autres, tous de *Montréal*,—et la Pétition de l'OEuvre et Fabrique de la Paroisse de *Notre Dame de Montréal*.

Par l'Honorable *M. Beaubien*,—La Pétition de *E. L. de Bellefeuille* et autres, de la *Côte St Antoine*.

Par *M. Caron*,—La Pétition de *G. H. Yule* et autres,—la Pétition de *Charles L. Augé* et autres,—et la Pétition de *Ant. L. Augé* et autres, tous de *Louiseville*.

Par *M. Marion*,—La Pétition de *L. Martial Dagenais* et autres, de *St Roch*, Comté de l'*Assomption*.

Par *M. Lovell*,—La Pétition de *J. B. Gendreau* et autres, de *Coaticook*.

Par *M. Nelson*,—La Pétition de *Edmond Grenier* et autres,—la Pétition de *E. O. Champagne* et autres,—la Pétition de *Philippe Dorval* et autres,—la Pétition de *Henry Gauthier* et autres,—la Pétition de *Francis Murray* et autres, tous de *Montréal*,—la Pétition de *G. Packwood* et autres,—et la Pétition de *Duncan Robertson* et autres, tous du Comté de *Gaspé*,—et la Pétition de *N. Farlinger* et autres, de *Dundee*.

Ordonné, Que la Pétition de *E. L. de Bellefeuille* et autres, de la *Côte St Antoine*, présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour amender l'Acte de la Législature de *Québec*, 42-43 *Victoria*, chapitre 43, intitulé : " Acte pour changer le nom de la Municipalité du Village de *Notre Dame de Grâces* et pour étendre ses pouvoirs " et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte St Antoine*, ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la dite Pétition soit renvoyée au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que la Pétition de l'OEuvre et Fabrique de la Paroisse de *Notre Dame*, de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte incorporant " la Compagnie du Chemin de Fer de l'*Isle de Montréal*, " et au Bill intitulé : " Acte pour incorporer *The Mountain Park Railway and Elevator Company*. "

Ordonné, Que *M. Marion* ait la permission d'introduire un Bill pour détacher de la Municipalité de la Paroisse de *Varembes*, dans le Comté de *Verchères*, trois Isles situées dans le Fleuve *St Laurent* et connues sous les noms de *Isle à l'Aigle*, *Isle au Cerfeuil* et *Isle au Bois Blanc*, pour les annexer à la Municipalité de la Paroisse de *Repentigny*, dans le Comté de l'*Assomption*, pour toutes fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Wurtel, du Comité des Subsidés, fait rapport d'une Résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses du Bureau des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

La dite Résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. Taillon, du Comité des Subsidés, fait rapport de deux Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Journal d'Agriculture, en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, elles sont adoptées.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser l'échange et la vente de certains biens-fonds et immeubles situés par les Actes de donation de Duke Roberts en faveur d'Edward L. Roberts, de Silas Stewart Roberts et de leurs enfants ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Meikle, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour ratifier les Lettres-Patentes, émises en faveur de la Compagnie d'Abattoirs de Montréal, et écarter tous doutes au sujet des pouvoirs de la dite Compagnie ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gauthier, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser la Compagnie d'Emmagasinage de *Montréal*, d'émettre du stock préférentiel ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bergevin*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour incorporer les Sœurs de St Joseph de St *Hyacinthe* " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

M. *Wurtelle*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de la Cité de *Montréal*.

Bill pour incorporer la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique.

Bill pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre l'Acte d'incorporation de la Ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 49, et l'Acte qui l'amende, 39 *Victoria*, chapitre 46, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour légaliser certains Actes Officiels de *Charles J. Powell*, Député Shérif du District d'*Arthabaska*. "

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la Fabrique de la Paroisse de Notre Dame, de *Montréal*, à émettre des Obligations pour un montant déterminé. "

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Boutillier*.

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'Acte d'incorporation de la Ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 49, et l'Acte qui l'amende 39 *Victoria*, chapitre 46, " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* présente, en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, — Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 18 Mai 1881, demandant : Copies de tous Ordres en Conseils, contrats, lettres, ordres et généralement de tous Documents se rattachant à l'achat, construction, équipement et administration du Chemin de Fer de Lanoraie à Joliette. (Documents de la Session No 51.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 1er Juin 1881, demandant : Copies de tous Ordres en Conseil, correspondance et documents, au sujet de la coupe du bois sur les terres de la Couronne, dans le Comté de Bellechasse, depuis le 1er Janvier dernier. (Documents de la Session No 52.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 18 Mai 1881, demandant ; Copies de tous Ordres en Conseils, marchés, contrats, lettres, ordres et généralement de tous Documents se rattachant directement ou indirectement à la construction, l'équipement et l'administration de l'embranchement du Chemin de Fer de Berthier. (Documents de la Session No 53.)

M. Taillon, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, (3 à \$800 chacune), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement de bourses aux écoles d'Agriculture, [30 à \$60 chacune,] pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition provinciale d'Horticulture et de Pomologie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté comme un aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour encourager le culte des arbres fruitiers et de la vigne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux manufactures de beurre et de fromage, pour payer les traitements et les dépenses de voyage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle *Ernest Racicot*, écuier, Membre pour le District Electoral de *Missisquoi*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Racicot*, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.

M. Taillon, du Comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, comme suit :

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses en rapport avec l'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction des bâtisses permanentes pour les expositions à *Montréal*, le tiers du cout, (mais la part du Gouvernement ne devant pas excéder cette somme) pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et de repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation de la Vallée de l'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du chemin de *Québec* et du *Lac St Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de réparations à *Spencer Wood* pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

20. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'entretien de *Spencer Wood*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant dix huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour terminer la construction des départements publics, y compris le nivelage du terrain, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une maison pour le géolier, Prison de Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent sept piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons (imputable au fond de bâtisses et des jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt deux mille neuf cent vingt piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, *St Jean de Dieu* et *St Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses Dépenses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des Municipalités (Statuts Refondus, *Bas-Canada*, chapitre 110, Section 7), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les frais sur les Timbres, Licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les Dépenses d'une Police spéciale pour les fins du Revenu, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 8 Juin 1881.

M. Taillon, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles d'Industrie, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 8 Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Taillon,—La Pétition de P. Marcel Amyot et autres ; la Pétition de V. Baillargeon et autres ; la Pétition de Ed. Côté et autres ; la Pétition de P. N. Breton et autres ; la Pétition de François X. Perrault et autres ; la Pétition de Damase Roy et autres ; la Pétition de Jean Baptiste Tardif et autres ; la Pétition de L. O. Legendre et autres ; la Pétition de Denis Morin et autres ; la Pétition de Nap. Viau et autres ; la Pétition de Oscar Dufresne et autres ; la Pétition de J. Lachance et autres ; la Pétition de André Trudeau et autres ; la Pétition de Alphonse Lavoie et autres ; la Pétition de B. Charest et autres ; et la Pétition de Wm. Dunn et autres, tous de *Montréal*.

Par M. *Sawyer*,—La Pétition du Révérend S. *Garon* et autres, des Cantons de *Whitton* et *Gayhurst*.

Par l'Honorable M. *Turcotte*,—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain des *Trois-Rivières* et autres.

Par M. le Commissaire *Flynn*,—La Pétition de *James Baker* et autres, de *Gaspé*.

Par M. *Nelson*,—La Pétition de Wm. B. *Sills* et Wm. F. J. T. *Sills*, de *Montréal*.

Par M. *St Cyr*,—La Pétition de *Alphée Bouchard* et autres, de la Paroisse de *Batiscan*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend D. *Matte* et autres, de *St Calixte* de *Somerset* ; demandant des amendements aux lois des licences.

De *Barnabé Tanguay* et autres, du Comté de *Beauce* ; demandant que le Bill pour amender la charte du chemin de fer "*Québec Central*", devienne loi.

Du Révérend J. B. *Durocher* et autres, de *Ste Victoire*,—de *Amable T. Robert* et autres,—de *Arthur Sénécal*,—de *O. Bouchard* et autres, tous de *Montréal*,—de *C. DeMontigny* et autres, de *St Jérôme*,—et du Révérend J. F. R. *Arnauld* et autres, de *Ste Marguerite*, *Lac Masson* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

De *Ls. D. Fortin* et autres, de *Montebello*, demandant de l'aide pour un couvent dans la dite Paroisse.

M. le Solliciteur Général *Lynch*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes de Télégraphe, Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le septième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de l'Île de *Montréal*."

Bill pour incorporer la Compagnie de Téléphone, de *Québec* et *Lévis*.

M. *LeCavalier*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de *Charles Peers Davidson* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Mountain Park Railway and Elevator Company*" et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

M. *Gagnon*, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills concernant le Notariat, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'Honneur de faire rapport, qu'il a choisi M. *Gagnon* pour son président, et qu'il recommande que son Quorum soit réduit à trois membres.

Ordonné, Que le Quorum du dit Comité soit réduit à trois membres.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi des jurés et jurys.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer l'Eglise de la Trinité, Québec, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues, en autant qu'elles ont rapport au Bill pour incorporer "The Mountain Park Railway and Elevator Company."

Ordonné, Que l'Honorable M. Beaubien ait la permission d'introduire le dit bill. Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité permanent des chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif, a passé le Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Hôpital de Notre Dame, à Montréal," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte incorporant "l'Union Saint-Joseph, à Saint-Sauveur de Québec."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Distillation de Montréal."

Bill intitulé : "Acte pour changer le Chef-Lieu du District Judiciaire de Kamouraska."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Hôpital de Notre-Dame, à Montréal," lequel est lu comme suit :

Clause 7, ligne 15, après le mot "*R. J. Devins*," ajoutez les mots "*J. G. Laviolette, M. D.*"

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du Gouvernement, d'encourager la colonisation dans le Comté de Montcalm, en faisant réparer les chemins d'une manière suffisante pour permettre aux exploiters de la carrière meulière qu'il y a dans Montcalm, de charroyer cette pierre si recherchée, pour la confection des meules à moudre le grain ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Gouvernement prendra des informations, et fera ce qu'il jugera le plus utile.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du Gouvernement de déplacer le dépôt qu'il y a dans la Paroisse de l'Assomption, pour le replacer conformément aux désirs exprimés par les pétitionnaires des Comtés de Montcalm et l'Assomption ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Commissaire des Chemins de Fer s'occupe de cette question, et les intérêts du Comté représenté par l'Honorable Député de l'*Assomption*, devront être consultés à ce sujet.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies des témoignages pris et reçus par le Surintendant de l'Instruction Publique, lors de l'enquête faite sur certaines plaintes faites contre la conduite de A. M. *Alexander*, Inspecteur d'Ecoles, dans le cours de l'hiver dernier, des dites plaintes, du Rapport du dit Surintendant, des Résolutions et Rapports faits par et devant le Conseil de l'Instruction Publique à ce sujet, des correspondances, des Ordres en Conseil et de tous autres documents se rattachant à ce sujet.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Toutes correspondances ayant rapport à la Commission chargée de nommer G. U. *Pangburn*, Ecr., un des Syndics de l'Ecole de la Ville de *Sorel*.

Sur motion de M. *Houde*, secondé par M. *Caron*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant les sommes d'argents payées à la Compagnie d'Imprimerie des *Trois-Rivières*, pour impressions, depuis le 1er Mai 1880, jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*),
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous télégrammes, messages, correspondances, rapport de juge, etc., reçus par l'Honorable Procureur Général, ou tout autre Membre du Gouvernement, au sujet de *Dériventemba-Zéphirin Gaultier*, écr., agissant comme substitut du Procureur Général, dans le District de *Richelieu*, en 1880 et 1881.

Sur motion de M. *Racicot*, secondé par M. *Desaulniers*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents relatifs aux subsides accordés pour l'établissement d'une manufacture de sucre de betteraves.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Préfontaine*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des recettes sur la Section Est du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 15 janvier 1880 [date de la prise de possession par le Gouvernement] à venir au 1er mars 1880 ; le dit état donnant la partie de ces recettes comprise dans la somme de \$392,522.72 entrée à la page 8 des comptes publics, pour 1879-80, et la partie de ces recettes qui devra être entrée, dans les Comptes Publics, pour l'année courante, d'après la réponse de l'Honorable Premier Ministre, en date du 19 mai 1881.

M. Nelson, secondé par M. Cameron, propose que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender les Actes d'incorporation de l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec, et réglant la vente des poisons, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; la Chambre se divise; Et la proposition est résolue négativement.

M. Shehyn, secondé par M. Watts, Propose que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer l'Union St Joseph à St Roch de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; la Chambre se divise; et la proposition est résolue affirmativement.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill concernant l'Université Laval et la multiplication de ses chaires d'enseignement dans les Arts et autres Facultés dans les limites de la Province de Québec, étant lu;

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil;
Et objection étant faite, par M. Taillon, membre pour le District Electoral de Montréal-Est, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que le Bill dont il est question dans cette motion tend à amender ou modifier une charte royale, conférant certains privilèges et droits qui découlent essentiellement de la prérogative royale.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Au lieu de soulever une question d'ordre et me laisser toute la responsabilité de décider une question d'une importance aussi grande, l'on aurait dû, ce me semble, soulever la même objection par une motion de fonds, alléguant l'inconstitutionnalité du Bill et mettre la Chambre en demeure de se prononcer elle-même sur la valeur de l'objection.

Mais si la Chambre désire en faire une question d'ordre et s'en rapporter à ma décision, je décide ce qui suit :

Je prends le Bill tel qu'il lui est présenté, et je déclare que je n'ai pas à m'occuper de savoir s'il aura pour effet d'amender ou modifier une charte royale conférant certains privilèges et droits qui découlent essentiellement de la prérogative royale.

Je n'ai à m'enquérir que d'un fait, à savoir :—la Législature de Québec a-t-elle le droit de légiférer sur des questions qui ont trait à l'éducation et à l'enseignement ? Et je trouve que la section 93 de notre constitution décide la question dans l'affirmative. Donc l'objection n'est pas fondée, et je la rejette."

Et la question—Que l'Orateur laisse maintenant le fauteuil; étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; après y avoir siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Racicot, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 65, intitulé : " Acte pour autoriser François Daigle et Alexis Dufresne à prélever des taux de péage sur un pont qu'ils

ont construit sur la Branche Nord de la rivière *Yamaska* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Molleur*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de la Cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie Canadienne de l'Eclairage électrique ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender la charte de la Cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Molleur* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour permettre au Commissaire des Terres de la Couronne de faire le Cadastre du lot No 18 des plan et livre de renvoi officiels du Quartier *St Laurent*, de la Cité de *Montréal*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Sur motion de M. *Taillon*, secondé par M. *Gauthier*,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre d'aujourd'hui concernant la considération ultérieure en Comité Général demain, du Bill pour amender l'Acte concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Cité de *Montréal* et pour d'autres fins, soit maintenant lue.

Et la dite entrée étant lue ;

Ordonné, Que les dits procédés soient déclarés nuls et non avenus.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour confirmer les droits de propriétaire de *Jean Olivier Chevre fils*, dans les lots connus et désignés sous les numéros officiels 104, 105 et 110 du cadastre de la Paroisse de *Sainte-Anne du Bout de l'Île*, dans le comté de *Jacques-Cartier*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 Juin, 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Chapleau*,—Deux Pétitions du Révérend T. *Thibodeau* et autres, de *Ste Agathe des Monts* et autres Paroisses.

Par M. *Duhamel*.—La Pétition de T. P. E. d'*Odet D'Orsennens* et autres, de la Cité de *Hull*.

Par M. *McShane*.—La Pétition de C. *Benoit* et autres,—la Pétition de *Chs. Desmarteau* et autres,—la Pétition de A. *Dudevoir* et autres,—la Pétition de A. *Fabre* et autres,—et la Pétition de *James Watts* et autres, tous de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De G. *Packwood* et autres,—et de *Duncan Robertson* et autres, tous du Comté de *Gaspé*,—et de N. *Farlinger* et autres, de *Dundee*; demandant respectivement des amendements aux lois de l'éducation.

De *Edmond Laplante* et autres,—de L. *Lafrance* et autres,—de *Tréslé Brunette* et autres,—de *André H. Gauthier* et autres,—de N. *Piuze* et autres,—de *Alfred Latour* et autres,—de J. E. A. *Brasseur* et autres,—de *Edmond Grenier* et autres,—de E. O. *Champagne* et autres,—de *Philippe Dorval* et autres,—de *Henry Gauthier* et autres,—de *Francis Murray* et autres, tous de *Montréal*,—de G. H. *Yale* et autres,—de *André L. Augé* et autres,—et de *Ant. L. Augé* et autres, tous de *Louiseville*,—de L. *Martial Dagenais* et autres, de *St Roch*, Comté de l'*Assomption*,—et de J. B. *Gendreau* et autres, de *Coaticook*; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal* et *Sorel*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean* et *Sorel*."

Bill intitulé : "Acte concernant les Maîtres et Serviteurs."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour rendre valides certains actes notariés."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le Collège *Nominingue*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte concernant les Maîtres et Serviteurs," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, ligne 7, retrancher les mots " dans tout District Judiciaire " et les remplacer par les mots " devant tout Juge de Paix du District Judiciaire."

Page 2, ligne 2, après le mot " engagé " insérer les mots " ou induit."

Clause 8, ligne 3, retrancher le mot " Comté " et insérer le mot " District."

Après le dernier mot de la Clause 8, ajouter les mots, " et sur action par un serviteur pour gages, le Défendeur pourra plaider les faits de désertion, d'inconduite, de désobéissance et autres ci-haut mentionnés, et sur preuve de ces faits et des dommages encourus en conséquence par le Défendeur, il pourra être déclaré que le Demandeur a perdu tout recours à ses gages, en tout ou en partie, à la discrétion du tribunal, suivant les circonstances."

Clause 9, ligne 10, retrancher le mot " Comté " et insérer le mot " District."

La Clause 1, est retranchée.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal et Sorel*," lequel est lu comme suit :

Clause 14, ligne 2, après le mot : " change," insérer les mots : " de pas moins de cent piastres."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean et Sorel*."

Clause 1, ligne 14, après le mot : " *Madeleine* " ajouter les mots : " ou par tout autre endroit du Comté de *St Hyacinthe* qui sera trouvé le plus avantageux et praticable."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Résolu, Que vu le Grand Incendie qui a dévasté la Ville de *Québec*, la nuit dernière, et qui a détruit beaucoup de propriétés en laissant plusieurs familles dans la misère, une Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui demandant d'autoriser le paiement de dix mille piastres (\$10,000) pour venir en aide et rencontrer les besoins immédiats des victimes du dit Incendie ; lequel Montant devra être placé entre les mains du Comité qui sera nommé pour distribuer les secours qui seront accordés ; et que cette Chambre approuvera ce Montant dans l'état estimatif supplémentaire pour l'année courante.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Magnan*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'encourager les Compagnies déjà incorporées à construire des chemins de fer dans les Comtés qui n'en ont pas, quand cet encouragement devra certainement rapporter des profits considérables au Trésor Provincial.

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Gouvernement ne peut donner de réponse positive à ce sujet, sans autorisation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, mais le Gouvernement encouragera tout projet ayant pour but de développer et augmenter le revenu du chemin de fer Provincial.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du gouvernement de donner quittance des arrérages d'intérêts dus par les colons de *Montcalm*, qui n'ont pas les moyens de payer ?

Réponse de M. le Commissaire Flynn.—Toutes les demandes de ce genre recevront la considération la plus sérieuse du Gouvernement.

Par M. Marion.—Le Gouvernement se propose-t-il de vendre bientôt la propriété immobilière qu'il possède à *Montréal*, sur la rue *Notre-Dame*, et ci-devant occupée par l'école normale ? Si non, pour quelle raison ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Le Gouvernement n'a pas l'intention de se défaire de cette propriété cette année, et attendra encore l'avancement de la valeur de la propriété dans *Montréal* avant de vendre cet immeuble.

Par M. Shehyn.—Est-ce l'intention du Gouvernement de finir la rue *St-André* cette année ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Oui.

Par l'Honorable M. Langelier.—Est-ce l'intention du Gouvernement de payer à *Alphonse Latour*, la balance de salaire qu'il réclame comme conducteur sur le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*. Si oui, quand ? sinon pourquoi ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—Si le Gouvernement doit quelque chose à M. *Alphonse Latour*, il le paiera le plus tôt possible, pour se libérer de cette réclamation.

Par M. Boutin.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire aux colons du Comté de *Bellechasse*, remise des intérêts dus sur leurs lots à ceux d'entre eux qui paieront le capital ?

Réponse de M. le Commissaire Flynn.—Cette question est maintenant sous la considération du Gouvernement.

L'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Joly, propose que l'état des finances de cette province commande l'attention spéciale de tous les membres de cette Législature et que c'est le devoir de chacun d'eux de travailler avec patriotisme et énergie à améliorer notre condition économique de manière à mettre fin aux déficits qui se découvrent depuis 1875, et à éviter, si la chose est encore possible, l'imposition de nouvelles taxes.

Que pour arriver à ce résultat si désirable, les membres de cette Législature doivent rechercher par tous les moyens constitutionnels à leur disposition, à simplifier les rouages de notre système d'administration Provinciale, lesquels rouages sont trop compliqués, ne sont ni exigés par les besoins, ni permis par les ressources de notre Province.

Qu'il est possible, sans affecter la stabilité des institutions que nous désirons conserver intactes, et qu'il est nécessaire, pour prévenir la catastrophe financière dont nous sommes menacés, de modifier prudemment notre constitution Provinciale, et d'en faire disparaître tous les rouages qui ne sont pas strictement indispensables à son bon fonctionnement et entre autres l'Honorable Conseil Législatif et un certain nombre de ministres et d'employés publics.

Qu'un Comité soit formé, composé de onze membres de cette Chambre, pour agir conjointement avec celui que l'Honorable Conseil Législatif est invité à nommer, avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme la situation du pays, de rechercher consciencieusement et sans esprit de parti, les remèdes à apporter et les réformes à faire pour mettre fin aux déficits et éviter des taxes nouvelles, et de faire rapport dans le plus court délai, aux deux Chambres, afin de permettre une législation spéciale, s'il y a lieu, durant cette session, avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes et papiers.

Que les Honorables Messieurs *Chapleau, Loranger, Robertson, Lynch, Joly, Irvine, Langelier, Mercier* et Messieurs *Racicot, Mathieu* et *Préfontaine*, représentent cette Chambre dans le dit Comité.

Que cette Résolution soit transmise à l'Honorable Conseil Législatif, et que les Membres de cet Honorable Corps soient priés de donner à cette question importante leur plus sérieuse attention et leur concours.

Et des Débats s'en suivant.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie.

A sept heures et demie, P. M.

Remarque étant faite, qu'il n'y a pas pas de *quorum*, les noms des Membres présents sont pris comme suit :

M. l'Orateur, M. *Beaudet*, M. *Boutin*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Mathieu*, M. *McShane*, l'Honorable M. *Mercier*, M. *Nelson* et M. *Préfontaine*.

Et à sept heures et demie P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la question aux voix.

Vendredi, 10 Juin, 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Church*,—La Pétition de la Compagnie du Téléphone *Bell* du *Canada*.

Par M. *Taillon*,—La Pétition de *G. Beaudoin* et autres,—la Pétition de *Maurice Colen* et autres,—la Pétition de *Ant. Duchesneau jr* et autres,—la Pétition de *Arthur Jolicœur* et autres,—la Pétition de *Arthur Lafontaine* et autres,—la Pétition de *Jos. Levielle* et autres,—la Pétition de *W. Nantel* et autres,—et la Pétition de *Joseph Robitaille* et autres,—la Pétition de *Alphonse Leclaire* et autres, tous de *Montréal*.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie du Téléphone *Bell* du *Canada*, (*Bell Telephone Company of Canada*), présentée aujourd'hui, soit maintenant reçu et lue et que la 49e Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à icelle.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant la passation d'un Acte confirmant les pouvoirs qui lui sont donnés par la Section 3 de sa charte.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain des *Trois-Rivières* et autres ; demandant des amendements aux Lois des Licences.

De *James Baker* et autres, du Comté de *Gaspé* ; demandant des amendements aux Lois de l'Education.

De *Wm. B. Sills* et *F. J. T. Sills*, de *Montréal* ; demandant que le Bill pour incorporer "*The Silver Plume Mining Company*" ne devienne pas loi.

De *P. Marcel Amyot* et autres,—de *V. Baillargeon* et autres,—de *E. Côté* et autres,—de *P. N. Breton* et autres,—de *F. X. Perreault* et autres,—de *Damase Roy* et autres,—de *Jean-Baptiste Tardif* et autres,—de *L. O. Legendre* et autres,—de *Denis Morin* et autres,—de *Nap. Viau* et autres,—de *Oscar Dufresne* et autres,—de *J. Lachance* et autres,—de *André Trudeau* et autres,—de *Alphonse Lavoie* et autres,—de *B. Charest* et autres,—de *Wm. Dunn* et autres, tous de *Montréal*—et de *Alphée Bouchard* et autres, de la Paroisse de *Batiscan* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *S. Garon* et autres, des Cantons de *Whitton* et *Gayhurst* ; demandant de l'aide pour des chemins.

M. Warteke, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le treizième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour autoriser les Syndics de la Paroisse de *St Gabriel de Stratford* à modifier ou refaire leur acte de répartition d'église et autres bâties du culte.

Bill pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une Ecole Modèle ou Académie pour les filles.

Bill pour amender la Charte de la Ville de *St Jean*.

Bill pour autoriser la Paroisse de *St Louis de Bonsecours*, à faire partie du Comté de *Richelieu*.

Quant au Bill pour incorporer le Corps des Arpenteurs de la Province de *Québec*, votre Comité est d'opinion, qu'il devrait être traité comme Bill public, de la même manière que les Bills pour l'incorporation du Barreau, du Notariat et de la Profession Médicale ont été traités ; et, en conséquence, votre Comité renvoie le Bill, afin que Votre Honorable Chambre prenne telle action qu'elle jugera convenable. Votre Comité recommande que les argents payés par les promoteurs soient remis.

Votre Comité rapporte aussi les deux Bills suivants avec amendements :

Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Joseph Eugène Lépine*, à la profession de procureur et d'avocat.

Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Marie Joseph E. Chagnon*, à la profession de procureur et d'avocat.

Mais en soumettant le rapport sur ces deux Bills, Votre Comité croit de son devoir d'exprimer son regret sur la facilité, avec laquelle des demandes de cette nature ont été accordées depuis quelques années, et de déclarer qu'il aurait rejeté ces Bills, si des précédents qu'il déplore, n'avaient pas induit les promoteurs d'encourir des frais considérables au sujet de leur demande ; Votre Comité est d'opinion que Votre Honorable Chambre devrait prévenir le public que des demandes de cette nature ne seront accordées que dans des cas exceptionnels où les pétitionnaires souffriraient une injustice, si aucun aide ne leur était pas accordé.

Quant au Bill pour diviser la division d'enregistrement des *Trois-Rivières* en deux divisions d'enregistrement, Votre Comité a l'honneur de rapporter, que le préambule n'a pas été prouvé, les pétitionnaires n'ayant pu établir la nécessité de la division demandée. Votre Comité désire recommander que l'honoraire payé pour le Bill soit remis.

Les promoteurs du Bill pour incorporer le Village de *Coaticook*, en Ville, ayant déclaré qu'ils désiraient retirer leur Bill, Votre Comité recommande qu'il leur soit permis de retirer le dit Bill. Votre Comité est d'opinion que le dépôt de \$100.00 ne leur soit pas remis, et que la balance due pour l'impression et la traduction soit collectée.

L'Honorable M. *Lynch*, du Comité Spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements à être soumis au Code de procédure civile, présente à la Chambre le second rapport du dit Comité, lequel est la comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill concernant l'enregistrement des douaires coutumiers, substitutions et servitudes dans certains cas non prévus par la loi.

L'Honorable M. *Lynch*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le huitième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender la charte de la Compagnie du Chemin de Fer *Québec Central*.

M. *Mathieu*, du Comité Spécial nommé pour prendre en considération la loi électoral de *Québec*, de 1875, et l'Acte des élections contestées de *Québec*, de 1875, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Mathieu* pour son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à trois Membres.

Votre Comité a aussi examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'Acte électoral de *Québec*, 38 *Victoria*, chapitre 7.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour incorporer les Sœurs de *St Joseph*, de *St Hyacinthe*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que M. *Parent*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender les Actes concernant la division du Comté de *Rimouski*, 32 *Victoria*, chapitre 44-45, relativement à la Paroisse de *St Moïse*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le Bill pour incorporer l'Hopital Protestant des Aliénés, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte de cette Province, 43-44 *Victoria*, chapitre 19.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " l'Union St Joseph, à *St-Roch*, de *Québec*.

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " l'Association des gymnastes amateurs de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le " Club St Denis, de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Eglise de la Trinité, *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte passé en la quarante-et-unième année du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante quatre, intitulé : " Acte pour incorporer *The Orford Nickel and Copper Company*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de chemin de fer de *Waterloo et Magog*."

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, — Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 21 Juillet 1880, demandant copie de toutes demandes et requêtes faites au Gouvernement par Madame A. S. Hart, des *Trois-Rivières*, concernant certains droits que la dite A. S. Hart, prétend avoir sur la propriété du lot No 12 Nord-Est, de la rivière *Yamachiche*, augmentation de *Caxton* ;

Copie de toutes demandes et requêtes faites au Gouvernement, par A. S. Hart, Ecuier, des *Trois-Rivières*, demandant de contester la patente accordée en 1868 à *François Boisvert*, sur le dit lot No 12 ;

Copie de toutes réponses faites par le Gouvernement en différents temps, aux demandes mentionnées plus haut ;

Enfin copie des correspondances échangées entre le Gouvernement et l'agent des terres, L. A. Dubord, Ecuier, des *Trois-Rivières*, au sujet des demandes mentionnées plus haut. [Documents de la Session No 54.]

Sur motion de M. *Wurtele*, secondé par l'Honorable M. *Church*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le treizième rapport du Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que l'Ordre de cette Chambre, de Lundi, le 30 Mai dernier, concernant la seconde lecture du Bill pour incorporer le corps des arpenteurs de la Province de *Québec*, et son renvoi au Comité des Divers Bills Privés, soit rescindé ;

Ordonné, Que le dit Bill soit inscrit de nouveau sur les Ordres du Jour pour sa seconde lecture, Lundi Prochain.

M. *Wurtele*, du Comité des subsides, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Fonds destiné aux Instituteurs en Retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

La dite résolution, étant lue, une seconde fois, est adoptée.

M. *Champagne*, du Comité des Subsides fait rapport d'une Résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et trois mille neuf cent trente-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, (32 Vict., Chap. 23), pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

La dite Résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Taillon*, du Comité des Subsides, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille sept cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

La dite Résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le Comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand, propose, sous forme d'amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de cette motion, " mais cette Chambre regrette que rien n'ait été fait pour rendre le système d'inspection des écoles plus efficace, en même temps que plus économique."

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant l'Université-Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Racicot fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu Lundi prochain.

Le Bill pour amender l'acte 16 Victoria, chap. 65, intitulé : " Acte pour autoriser François Daigle et Alexis Dufresne à prélever des taux de péage sur un pont qu'ils ont construit sur la branche Nord de la rivière Yamaska," est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la compagnie canadienne de l'éclairage électrique ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Houde fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de l'Isle de Montréal ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. St Cyr fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Téléphone de Québec et Lévis ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les Débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question,—Que cette Chambre concourt, avec le Comité des Subsidés, dans la Résolution " Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille sept cent quarante cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 Juin," lequel amendement était :

Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de cette motion, " mais cette Chambre regrette que rien n'ait été fait pour rendre le système d'inspection des écoles plus efficace, en même temps que plus économique."

M. Duhamel, secondé par M. Sawyer propose en sous amendement :

Que tous les mots après " motion " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Que cette Chambre a toute confiance que les deux Comités du Conseil de l'Instruction Publique ont fait et feront encore, en ce qui concerne la bonne inspection des écoles, tout ce que les ressources mises à leur disposition, pour cette fin, par la Législature, leur permettent d'accomplir dans l'intérêt de l'éducation de la jeunesse dans la Province."

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle Michel Mathieu, écuyer, Membre pour le District électoral de Richelieu, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Mathieu, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et le sous amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi modifié, étant proposé ;

L'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly, propose comme amendement au dit amendement proposé, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale telle qu'amendée : " mais qu'elle regrette, en même temps, que le Gouvernement ne se soit pas entendu, jusqu'ici, avec le Conseil de l'Instruction Publique, pour rendre l'inspection des écoles plus efficace et plus économique."

Et objection étant faite par l'Honorable M. Chapleau, Membre pour le District Electoral de Terrebonne, que cette motion n'est pas dans l'Ordre, parcequ'elle ne contient aucune allégation nouvelle et qu'elle est, en substance la même que celle proposée à la motion principale,

M. l'Orateur décide comme suit :

L'amendement de l'Honorable député de *St Jean* n'est pas dans l'Ordre, parce qu'il est la répétition, sous une forme moins générale, de celui de l'Honorable député de *Lotbinière* que la Chambre vient de rejeter. Dans ce dernier, il était allégué : " Que cette Chambre regrette que *rien n'ait été fait* pour rendre le " système d'inspection d'écoles plus efficace, en même temps que plus économique " ;—Dans celui qui est maintenant proposé, il est allégué : " Que cette " Chambre regrette que le Gouvernement ne se soit pas entendu jusqu'ici avec " le Conseil de l'Instruction Publique, pour rendre l'inspection des écoles plus " efficace et plus économique."

N'est-ce pas là un détail compris dans la motion plus générale de l'Honorable Député de *Lotbinière* qui dit : " *que la Chambre regrette que rien n'ait été fait etc* ", et n'est-ce pas là, sous une forme moins générale, la répétition de l'idée contenue dans la première motion ? Evidemment oui.—Donc la Chambre s'étant déjà prononcée sur la question qui lui est maintenant soumise, l'amendement est irrégulier et contraire à la pratique parlementaire, et je le déclare hors d'ordre.

Et la question étant de nouveau proposée sur l'amendement à la motion principale ainsi amendée ;

L'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*, propose, comme amendement au dit amendement, ainsi amendé que les mots " mais cette Chambre regrette que le Gouvernement n'ait pas aidé plus efficacement le Conseil de l'Instruction Publique, à administrer la loi actuelle sur l'inspection des écoles, et n'ait pas soumis à la Chambre un projet de loi pour établir un meilleur système d'inspection," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 11 Juin, 1881.

Et objection étant faite par M. *Mathieu*, Membre pour le District Electoral de *Richelieu*, que cette motion n'est pas dans l'Ordre, parce que la même question a été décidée contre l'amendement à la motion principale.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Cet amendement n'est pas plus régulier que celui que je viens de rejeter, je le déclare hors d'ordre pour les mêmes raisons que j'ai données précédemment."

Et la Question sur l'amendement à la motion principale, ainsi amendée, étant mis aux voix, elle est résolue affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Résolu, Que cette Chambre concourt avec le Comité des Subsidés dans la Résolution, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille sept cent quarante cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour defrayer les dépenses de l'inspection des Ecoles pour l'année financière finissant le 30 juin 1882; et que cette Chambre a toute confiance, que les deux Comités du Conseil de l'Instruction Publique ont fait et feront encore, en ce qui concerne la bonne inspection des Ecoles, tout ce que les ressources mises à leur disposition, pour cette fin, par la Législature, leur permettent d'accomplir dans l'intérêt de l'éducation de la jeunesse dans la Province.

M. *Taillon*, du Comité des Subsidés, fait rapport d'une Résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour defrayer les dépenses de l'Immigration et du Repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

La dite Résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. Mathieu, du Comité des Subsidés fait rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-et-un mille neuf cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du service des Cadastres, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'Arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille sept cent soixante et six piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales, du Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 13 Juin 1881.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Taillon,—La Pétition de J. Emery Coderre et autres, de la Cité de Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend T. Thibodeau et autres, de Ste Agathe et autres Paroisses; demandant la construction d'un embranchement du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental à travers leurs Paroisses.

Du Révérend T. Thibodeau et autres, de Ste Agathe,—de C. Benoit et autres,—de Chs. Desmarteau et autres,—de A. Dudoir et autres,—de A. Fabre et autres,—de James Watts et autres,—de G. Beaudoin et autres,—de Maurice Colen et autres,—de Ant. Duchesneau, jr. et autres,—de Arthur Jolicœur et autres,—de Arthur Lafontaine et autres,—de Jos. Levielle et autres,—de W. Nantel et autres,—de Joseph Robitaille et autres,—et de Alphonse Leclaire et autres, tous de Montreal; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval, ne devienne pas loi.

De D. P. E. d'Odette d'Orsonnens et autres, de la Cité de Hull; demandant de l'aide pour liquider la dette des Ecoles de la dite Cité.

Ordonné, Que la Pétition de J. Emery Coderre et autres, de la Cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue; demandant que le Bill concernant l'Université Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et les autres facultés, dans les limites de la Province de Québec, ne devienne pas loi.

M. Wurtele du Comité Permanent des divers Bills Privés présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'Est.

Bill ordonnant la ré-ouverture d'une route dans la Paroisse *St Georges* de *Henryville*, dans le Comté d'*Iberville*.

Bill pour incorporer le bureau d'agence d'immeubles, de *Montréal*.

Bill pour incorporer l'Institut Canadien Français, de *Lévis*.

Bill pour autoriser Dame *Marie Anne Claire Symes*, épouse de *Napoléon H. C. M. G. Maret*, Marquis de *Bassano*, à changer certains placements actuellement faits.

Bill pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire, pour la construction de l'Eglise Catholique de la Paroisse de *St Jean Baptiste*, de *Montréal*.

Bill pour annexer aux Township Unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, une certaine partie de la Paroisse de *St Edmond*, de *Stoneham*.

Bill pour confirmer les droits de propriété de *Jean Olivier Chèvrefeils* dans les lots connus et désignés sous les numéros officiels 104, 105 et 110 du cadastre de la Paroisse de *Sainte Anne du Bout de l'Isle*, dans le Comté de *Jacques-Cartier*.

En examinant le Bill pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Agricole de la *Rivière-du-Loup*, et le Bill pour incorporer la Compagnie de Transport de *Montréal*, votre Comité a trouvé que la majeure partie de leurs dispositions se rapportaient strictement aux sujets qui sont du ressort du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Compagnies Minières et Manufacturières; en conséquence votre Comité renvoie ces Bills à Votre Honorable Chambre et suggère qu'ils soient référés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, etc., sans cependant qu'il soit nécessaire de les afficher de nouveau.

Une Pétition a été présentée à Votre Honorable Chambre, de la part des francs-tenanciers de la Paroisse de *Saint Henri des Tanneries*, demandant un acte étendant les dispositions de la 6e section du Bill concernant la Paroisse de *Saint Jean Baptiste*, de *Montréal*, aux procédures autorisées par le Chapitre 37 de l'Acte de la dernière Session, 43-44 *Victoria*, au sujet du prélèvement d'une répartition sur la Paroisse de *Saint Antoine des Tanneries*. Votre Comité est d'opinion que la demande de la Pétition devrait être accordée, et dans ce but, au lieu de procéder sur un Bill séparé, il a ajouté au Bill No 75 une Clause à cet effet, sur laquelle il attire l'attention de Votre Honorable Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. *LeCavalier*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de la Compagnie de Téléphone de *Bell* demandant la passation d'un acte pour confirmer les pouvoirs accordés à cette Compagnie par la troisième section de la charte octroyée, par le Parlement du *Canada*, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés, mais votre Comité considérant, que ces mêmes pouvoirs avaient déjà été accordés, par le Parlement du *Canada*, après avis suffisants, et considérant aussi, les grands avantages qui découleront des opérations de la Compagnie, désire recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51e règle, afin que le Bill puisse être introduit.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Ordre de cette Chambre du 19 Mai dernier, concernant le renvoi au Comité Permanent des Divers Bills Privés du Bill pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de la *Rivière du Loup*, soit rescindé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières; et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Ordonné, Que l'Ordre de cette Chambre du 3 Juin courant renvoyant le Bill pour incorporer la Compagnie de transport, de *Montréal* au Comité Permanent des Divers Bills Privés, soit rescindé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières ; et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Ordonné, Que l'Honorable M. Church, ait la permission d'introduire un Bill pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone Bell, du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte de cette Province, 40 Victoria, chapitre 21, intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette Province. "

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes se rapportant à l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*. "

Bill intitulé : " Acte pour autoriser *François Gosselin*, de la Paroisse de *Ste Claire*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Chaudière*, entre les Paroisses de *Ste Marie*, Comté de *Beauce*, et *St Bernard*, Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le club de réforme de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte pour corriger une erreur cléricale dans le plan et le livre de renvoi de la Paroisse de *Ste Rose*. "

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer " le Club des Marchands de *Québec*, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette chambre au Bill intitulé : " Acte pour incorporer les Sœurs de *St Joseph*, de *St Hyacinthe*, " sans amendement.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 Juin 1880 : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et aucun des magistrats de district, que le Gouvernement *Joly* a révoqués, en vertu de l'Acte de cette Province 41-42 Victoria, chapitre 8, au sujet du traitement réclamé par ces Messieurs, comme n'ayant pas été légalement révoqués, et copie de toute décision et de tous rapports ou ordres en conseil à ce sujet. (Documents de la Session No 55.)

Sur motion de M. *Shehyn*, secondé par l'Honorable M. *Irvine*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour incorporer le Club des Marchands de *Québec*, " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser *François Gosselin*, de la Paroisse de *Ste Claire*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la Rivière *Chaudière*, entre les Paroisses de *Ste Marie*, Comté de *Beauce*, et *Saint Bernard*, Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins, " lequel est lu comme suit :

Dans le préambule, ligne 13 après le mot " pendant " retrancher le mot " cinquante " et insérer le mot " quarante. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ordonné, Que la 60e Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer le Club des Marchands de *Québec*. "

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser les Syndics de la Paroisse de *St Gabriel de Stratford* à modifier ou refaire leur Acte de répartition d'Eglise et autres bâties du culte ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour autoriser les Syndics de la Paroisse de *St Gabriel de Stratford* à faire un nouvel Acte de répartition. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de *Saint Lin*, pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lalonde* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender la charte de la ville de *St Jean*, 43-44 Vict., et pour lui accorder de plus amples pouvoirs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gagnon* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité, ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour permettre à la Paroisse de *Saint Louis de Bonsecours* de faire partie du Comté de *Richelieu* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Murphy*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour constituer la Paroisse de *Saint Louis*, située partie dans le Comté de *Richelieu* et partie dans le Comté de *Saint Hyacinthe*, en municipalité et pour l'annexer au Comté de *Richelieu*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Joseph Eugène Lépine* au nombre de ses Membres, étant lu ;

M. *Beaudet*, secondé par M. *Murphy*, propose que M. l'Orateur laisse le Fauteuil.

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots " cette Chambre se formera en Comité d'hui en six mois " soient mis à la place.

M. *Wurtele*, secondé par M. *Beaudet*, propose, comme sous-amendement, que les mots " cette Chambre se formera en le dit Comité d'hui en six mois " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Que tout en procédant sur ce Bill, cette Chambre déclare, qu'à l'avenir, elle suivra les recommandations qui se trouvent dans le 13^{me} rapport du Comité Permanent des Divers Bills Privés."

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Irvine*, Membre pour le District Electoral de *Mégantic*, que cet amendement n'est pas dans l'Ordre, parce qu'il ne découle pas de l'amendement à la motion principale.

M. l'Orateur décide que le sous-amendement n'est pas dans l'Ordre.

M. *Wurtele*, secondé par M. *Beaudet*, propose, comme sous-amendement, que les mots " cette Chambre se formera en le dit Comité d'hui en six mois " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre, ayant adopté le rapport du Comité Permanent des Bills Privés, recommandant l'adoption du Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Joseph Eugène Lépine* au nombre de ses membres, sous la réserve y mentionnée, pour l'avenir, cette Chambre se forme en Comité général sur ce Bill, demain."

Et la motion en sous-amendement, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,

Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Houde,
Lalande,

Lavallée,
Loranger,
Murphy,
Péquet,
Parent,

Picard,
Robertson,
St. Cyr et
Wurtele. — 19.

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Cameron,*

*Joly,
Laberge,*

*Langelier (Portneuf), Watts.—7.
Marchand et*

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Champagne,
Chapleau,*

*Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Houde,
Lalonde,*

*Lavallée,
Loranger,
Murphy,
Pâquet,
Parent,*

*Picard,
Robertson,
St. Cyr et
Wartelle.—19.*

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Cameron,*

*Joly,
Laberge,*

*Langelier (Portneuf), Watts.—7.
Marchand et*

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser le Barreau de la Province de Québec, à admettre *Marie Joseph Edmour Chagnon*, étudiant en droit, à la profession de procureur et d'avocat ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender les actes se rapportant à l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des rivières *Missisquoi et Noire*," lequel est lu comme suit :

Clause 8, ligne 7, après le mot " ou " retrancher le mot " quatre."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ordonné, Que le Bill pour amender la charte de la Ville de *St Jean*, 43-44 *Victoria*, et pour lui accorder de plus amples pouvoirs, soit ré-imprimé, tel qu'amendé.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité Général sur le Bill concernant l'Université Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de *Québec*, étant lu ;

Et la Question, étant proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;
Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Michel Mathieu*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Mathieu, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.

M. Taillon, secondé par *M. Mathieu*, propose, comme amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "vu qu'il a été présenté à Sa Majesté une requête des Archevêques et Evêques Catholiques Romains de la Province de *Québec*, datée du 4 Novembre 1880, demandant de définir les droits et privilèges que cette Université possède, en vertu de sa Charte Royale, du 8 Décembre 1852 ; et qu'en réponse à cette requête, le Secrétaire d'Etat a informé le Gouverneur Général du *Canada*, qu'il ne lui paraissait pas convenable d'inviter Sa Majesté à intervenir, quand la question des pouvoirs de l'Université Laval était pour être soumise à la décision d'un tribunal civil ; vu que, depuis que cette réponse a été donnée, la question des pouvoirs de l'Université Laval a, de fait, été soumise aux tribunaux civils de cette Province ; vu que la cause devant ces tribunaux civils est encore pendante, et que les aviseurs de Sa Majesté attendent qu'elle soit jugée, pour aviser Sa Majesté de faire droit sur la dite requête des Archevêques et Evêques de cette Province ;

"Il soit résolu : "Que cette Chambre croit qu'il n'est pas opportun d'adopter ce projet de loi maintenant ; et que le Rapport du Comité de toute la Chambre ne soit reçu que dans trois mois."

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,
Bergevin,
Cameron,
Caron,
Charlebois,

Desaulniers,
Duckett,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lovell,
Marion,
Mathieu,

Picard,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon et
Wurtels.—20

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaudet,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Préfontaine,</i>
<i>Blais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin.</i>
<i>Boutillier,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Watts.—31</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Parent,</i>	

Aussi, elle est résolue négativement.

Et la Question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient effacés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant les mots "pour l'avenir" après le mot "doutes" dans la quatrième ligne du préambule, et en ajoutant la Section suivante comme Section deuxième :

"2. Cet Acte n'affectera en rien les dispositions de la Charte Royale concernant la dite Université ;" et aussi en changeant les sections 2e et 3e en sections 3e et 4e ; et en retranchant les mots : "quant aux dommages et frais," dans la deuxième section du dit Bill.

Et des Débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 14 Juin 1881.

Et le dit amendement étant mis aux voix, il est résolu négativement.

Alors la motion principale,—Que le rapport soit maintenant reçu, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

M. *Racicot* fait, en conséquence, rapport du Bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe, la Chambre se divise ; et elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 14 Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Gauthier*,—La Pétition de *Ed. Lemoine* et autres, employés permanents de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Par M. *Nelson*,—La Pétition des Officiers et des Membres de la Loge " Royal Victoria " de l'Ordre Indépendant des Bons Templiers.

Par l'Honorable M. *Church*,—La Pétition du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de *Québec*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de *Alonzo Wright* et autres, de la Vallée de la *Gatineau*,—et la Pétition du Révérend *J. J. Guay* et autres, de *Ripon*.

Par M. *Poirier*,—La Pétition du Révérend *B. Bernier* et autres, de la Paroisse de *St. Georges*, comté de *Beauce*.

M. *Wurtele*, du Comité Permanents des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer le " Club des Marchands " de *Québec*.

Bill pour incorporer la Compagnie de lumière électrique de *Québec* et *Lévis*.

Bill pour permettre de cadastrer le No 18 du Quartier *St. Laurent*, dans la cité de *Montréal* et autres fins.

Le dernier Bill après avoir pourvu aux dispositions nécessaires pour son but, contenait quatre clauses qui avaient pour effet d'amender la loi générale, concernant la subdivision des lots cadastrés et qui ne s'appliquaient pas spécialement au lot No 18 du Quartier *St. Laurent*, de *Montréal*. Comme il est irrégulier d'entrer, de cette manière, ce qui fait l'objet d'un Bill public, sur un Bill privé, Votre Comité a rayé, de ce Bill, les clauses en question.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante, et la Résolution qui l'accompagne :

HOTEL-DE-VILLE,

Québec, 13 Juin 1881.

A l'Honorable

A. TURCOTTE, Orateur
de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,—J'ai reçu instruction de Son Honneur le Maire, de vous transmettre, ci-incluse la copie d'une Résolution passée par le Conseil de la Cité de *Québec*, le 10 courant, remerciant le Gouvernement de la Province et l'Assemblée Législative, pour le vote généreux qu'elle a donné en faveur du fonds de secours aux victimes de l'incendie des quartiers *St Jean* et *Montcalm*.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

L. A. CANNON,

Greffier de la Cité.

HOTEL-DE-VILLE,

Québec, 13 Juin 1881.

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de *Québec*, tenue le 10 courant, il a été,

Résolu, Que la conduite du Gouvernement de notre Province, en proposant un vote de \$10,000, pour venir en aide aux victimes de l'incendie des Quartiers

St Jean et Montcalm, et l'approbation sympathique et unanime du dit vote par l'Assemblée Législative, méritent les sincères remerciements de ce Conseil ;

Que ces remerciements soient adressés au Gouvernement et à l'Assemblée Législative avec l'assurance, que les nobles et patriotiques sentiments exprimés par l'Honorable Premier, en présentant ce vote et son approbation par les Députés des deux partis politiques de la Chambre, resteront longtemps dans le souvenir de la population de *Québec* ;

Qu'une copie de cette Résolution soit transmise à l'Honorable Chef du Gouvernement et à M. l'Orateur de l'Assemblée Législative.

(Certifié),

L. A. CANNON,
Greffier de la Cité.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill ordonnant la réouverture d'une route dans la Paroisse de *St Georges de Henriville*, dans le Comté d'*Iberville*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente en conformité d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 2 Juin 1881, demandant : Copie de la requête présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en faveur de l'établissement aux *Trois-Rivières*, d'une Ecole Normale.

Copie du mémoire accompagnant la dite requête, ainsi que la réponse de M. l'abbé *H. A. Verreau* à ce mémoire.

Copie de la réponse de S. G. Mgr *Lafèche* aux remarques de M. l'abbé *H. A. Verreau*. (Documents de la Session No 56.)

Aussi, Réponse à un Ordre de la Chambre du 11 Mai, 1881, demandant un Etat indiquant :

1^o Le montant net touché sur l'emprunt français, et à quelles dates les versements à compte ont été effectués ?

2^o Le montant des débentures émises sur le dit emprunt et la date où l'émission a eu lieu."

3^o Le montant d'intérêt payé à la Province sur les parties de l'emprunt qui n'ont pas été versées, à la date fixée par le contrat.

4^o Les frais encourus pour la négociation du dit emprunt, pour graver les débentures, et les imprimer, pour les transmettre en Europe, pour transmettre ici les fonds provenant de l'emprunt, avec indication des personnes, à qui tous ces frais ont été payés, le montant payé à chacune et la cause pour laquelle il a été payé.

Aussi, copie de tous les contrats passés au sujet du dit emprunt et de toute correspondance à laquelle il a pu donner lieu, depuis la dernière Session. [Documents de la Session No 57]

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur soumet maintenant à l'Assemblée Législative les Estimés Supplémentaires additionnelles de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1881 et les Estimés Supplémentaires de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1882 ; et en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces Estimés à l'Assemblée Législative. [Documents de la Session No. 1.]

Ordonné, Que ces Estimés Supplémentaires soient renvoyés au Comité des Subsides.

La Chambre, alors, se forme en Comité de Subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Sourds Muets, *Mile End, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole Polytechnique, *Québec*, payable sur recommandation du Conseil de l'Instruction Publique et du Conseil des Arts et Métiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de la Municipalité de *Notre Dame de Hull*, pour achever les bâtisses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Sœurs Grises, *Montebello*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Littéraire et Bienveillante des Jeunes Irlandais, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "La Revue Légale", pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "La Thémis", pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour aider la distribution des engrais de phosphate pour les Sociétés d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour souscriptions, etc., à divers traités spéciaux, ou brochures concernant l'Agriculture, la Colonisation ou les Mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de fondations des nouveaux Edifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer des Ingénieurs pour les Mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital St Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes, de l'Assemblée Législative, y compris l'impression, la reliure, tel que par Résolution de la Chambre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent dix-huit piastres et soixante et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'appel *re Charest vs Villeneuve*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour venir en aide aux victimes de l'incendie de *Québec*, tel que par Résolution de la Chambre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Beaubien fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. *Beaubien* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bili autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Joseph Eugène Lépine* au nombre de ses membres, étant lu ;

M. *Beaudet*, secondé par M. *Würtele*, propose,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Chapleau,
Charlebois,
Church,
Desaulniers,

Deschènes,
Duckett,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,

Loranger,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Pâquet,
Parent,

Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon et
Würtele.—25.

CONTRE :

Messieurs

Blais,
Boutillier,
Boutin,
Cameron,

Gagnon,
Irvine,
Joly,
Laberge,

Lafontaine (Napierville) Poirier,
Langelier (Portneuf) Fréfontaine,
Meikle, Rinfret dit Malouin,
Molleur, et Watts.—16.

Ainsi il est résolu affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschènes*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes incorporant la Compagnie du chemin de fer "*Québec Central*" ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Church* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Church* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la Charte du Chemin de Fer " *Québec Central*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de colonisation et de crédit des Cantons de l'Est " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lovell* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill ordonnant la réouverture d'une route dans la Paroisse de *Saint Georges d'Henri-ville*, dans le Comté d'*Iberville* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Watts* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer le bureau d'agence d'immeubles, de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marion* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer l'Institut Canadien Français, de *Lévis* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill autorisant Dame *Marie Anne Claire Symes*, épouse de *Napoléon Hugues Charles Marie Ghislain Maret*, Marquis de *Bassano*, héritière instituée en vertu du testament de

son père, feu *George Burns Symes*, écuyer, assistée de son époux et curateur à la substitution créée par le dit testament, à changer certains placements actuellement faits ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Mathieu*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu *George Burns Symes*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la Paroisse de *St. Jean-Baptiste*, de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeCavzlier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la Paroisse de *St. Jean-Baptiste*, de *Montréal*, et pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 37."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour confirmer les droits de propriétés de *Jean Olivier Chevretils*, dans les lots connus et désignés sous les numéros officiels 104, 105 et 110 du cadastre de la Paroisse de *Ste Anne du Bout de l'Isle*, dans le Comté de *Jacques-Cartier* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duckett*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte pour confirmer les droits de propriété de *Jean Olivier Chevretils*, dans les lots numéros 104, 105 et 110 du cadastre de la Paroisse de *Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Isle* dans le Comté de *Jacques-Cartier*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. III, concernant la Division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Taillon*, fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender la loi des licences de *Québec*, de 1878; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Molleur*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 39, intitulé : "Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle"; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Watts* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *St Cyr*,—La Pétition du Révérend *D. Charland* et autres, de *Beauharnois*,—et la Pétition de *Henry Sévigny* et autres, de *Ste Flore*.

Par M. *Duckett*,—La Pétition du Révérend *E. A. Coallier* et autres, de *St Zotique*.

Par M. *Desaulniers*,—La Pétition de *Pierre Bourrassa* et autres, de *Ste Anne d'Yamachiche*.

Par M. *Wurtele*,—La Pétition du Révérend *T. P. Gouin* et autres de la *Baie du Fevre*.

M. *Wurtele*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de *St Henri*, accordant de l'aide à la "Compagnie de Filature des Marchands."

Bill pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St George*, Comté de *Beauce*, à bâtir un Pont de péage sur la Rivière *Chaudière*.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports pour Bills Privés soit prolongé jusqu'au 19 courant.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Marchand*, du Comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de soumettre à cette Chambre le rapport du sous Comité, recommandant l'impression immédiate des Documents y mentionnés.

Votre Comité recommande de plus que les documents suivants soient imprimés, sans délai, pour l'usage des Députés de cette Chambre :

[Document 22).—Réponse à une Adresse, en date du 3 Mai 1881, demandant :

1o Les montants payés par le Gouvernement à *L. A. Sénécal*, Ecr, depuis le 1er Novembre 1879, comme Surintendant du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, soit comme salaire, soit comme commission, pour frais de voyage ou pour toute autre cause que ce soit.

2o. Les montants dépensés, depuis le 1er Novembre 1879, pour compléter l'équipement du dit chemin.

3o. La quantité de chars et locomotives de toutes sortes achetés, faits et construits pour le dit chemin, depuis la date susdite ; avec le coût moyen de chacun, le lieu où ils ont été faits et construits.

4o. Le nombre, les noms, et les salaires annuels, mensuels, hebdomadaires ou journaliers de toutes les personnes actuellement employées sur le dit chemin, ou généralement pour son administration.

(Document 23).—Réponse à une Adresse en date du 5 Mai, 1881, demandant : Un état des recettes du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, depuis le 1er Janvier 1880 au 30 Avril dernier, le dit état indiquant séparément, pour chaque mois : 1o. Le nombre de milles de chemin en opération ; 2o. Les recettes provenant des passagers ; 3o. Celles provenant du fret ; 4o. Celles provenant des malles et de l'express.

(Document 23).—Réponse à une Adresse en date du 5 Mai 1881, demandant : Un état des recettes pour fret et transport des passagers sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1er Juillét 1880 jusqu'au 30 Avril 1881.

(Document 31).—Réponse à une Adresse en date du 4 Mai 1881, demandant : Copie de tous Ordres en Conseil, règlements, correspondances au sujet des droits de coupe de bois, depuis le 1er Juillet 1880, jusqu'à ce jour.

Rapport du sous-comité sur les impressions.

Votre sous-Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents suivants et qu'il en recommande l'impression immédiate :

(Document No 15).—Demandant : copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents relatifs à la prorogation demandée par les porteurs de coupes de bois, du temps pour lequel des coupes de bois leur ont été accordées.

(Document No 16).—Demandant un état indiquant le montant dépensé dans chaque Comté de la Province, depuis le commencement de la présente année fiscale, pour chemins de colonisation de première classe et pour ceux de seconde classe.

(Document No 18).—Demandant copie de toutes instructions données par le Département des Terres de la Couronne aux agents et gardes-forestiers, concernant la saisie du bois rond, bois carré et écorce, depuis le 1er Novembre dernier.

(Document No 21).—Demandant copie des ordres en conseil, correspondance et autres documents se rattachant à la nomination de *L. O. Taillon*, Ecuier, comme commissaire de l'emprunt municipal.

(Document No 29).—Demandant un état constatant les argents perçus par chacun des agents et sous agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des Terres du Domaine Public aux Colons, dans les différentes parties de la Province, depuis l'année 1878 inclusivement, jusqu'au 1er Mars dernier.

(Document No 30).—Demandant un état détaillé des sommes d'argent portées au débit du compte de construction et du matériel du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, que l'on trouve, à l'état des Comptes Publics, pour l'année financière expirée le 30 Juin 1880.

(Document No 36).—Demandant la production d'un état comparatif des argents qui ont été dépensés à *Québec* et à *Montréal*, dans les ateliers et usines de de ces deux endroits, pour confection de chars à passagers, chars à fret et chars plate forme.

(Document No 40).—Demandant copies de tous Ordres en Conseil, contrats, écrits ou résumés de toutes conventions verbales, faites entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres, *L. A. Sénécal*, Ecuier, ou autre personne, pour et au nom du Gouvernement, avec la Compagnie du Chemin de Fer du *Sud-Est*, ou aucun de ses officiers ou employés, depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la location ou prêt de chars ou autre matériel roulant.

(Document No 51).—Demandant copies de tous Ordres en Conseil, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant à l'achat, construction, équipement et administration du Chemin de Fer de *Lanoraie* et *Joliette*.

(Document No 52).—Demandant copie de tous Ordres en Conseil, marchés, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant directement ou indirectement à la construction, l'équipement et l'administration de l'embranchement du Chemin de fer de *Berthier*.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que la pétition de *Ed. Lemoine* et autres, tous employés permanents de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, présentée hier, soit reçue et lue.

Et la dite pétition est reçue et lue; demandant qu'ils soient maintenus dans leur charge respective telle qu'ils l'occupaient avant le 1er Décembre dernier, ou ou que leur salaire leur soit payé en entier, jusqu'à la fin de la présente session, ainsi qu'il a été fait pour les employés du Conseil Législatif.

M. Gagnon, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills concernant le Notariat, présente à la Chambre le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements, et recommande son adoption :

Bill pour amender les différents Actes de la Profession de Notaire, dans la Province de *Québec*.

Votre Comité fait aussi rapport qu'on lui a suggéré de choisir *Trois-Rivières* comme unique endroit où se tiendraient les séances de la Chambre des Notaires, et d'autres amendements qui découleraient de ce choix, mais vu l'état avancé de la Session, et afin de permettre aux membres de la profession d'étudier cette question, Votre Comité n'a pas cru devoir accepter cette suggestion.

M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet*, met devant cette Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1879-80. [Documents de la Session No. 5.]

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

Ordonné, Que le Bill pour amender les différents Actes de la Profession de Notaire, dans la Province de *Québec*, soit ré-imprimé.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte passé durant la présente Session," intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *St Jean* et *Sorel* " et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce Bill.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'honorable M. *Mercier* fait rapport, Que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, vendredi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—Le Bill pour changer le *chef-lieu* du District Judiciaire de *Kamouraska* étant passé dans les deux Chambres, est-ce l'intention du Gouvernement de conserver la Cour de Circuit au Comté de *Kamouraska* ?

Réponse de M. le Procureur-Général *Loranger*.—C'est l'intention du Gouvernement d'accorder au Comté de *Kamouraska*, une Cour de Circuit dès que les conditions voulues par la loi auront été remplies.

Par M. *Parent*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder cette année les sommes demandées pour des chemins de colonisation, par requêtes, par les Paroisses de *St Ulric*, *Ste Angèle*, *St Gabriel*, *St Mathieu*, *St Fabien*, *St Moïse* et les Cantons *Cherbourg*, *Neigette*, *St Denis* et *Tessier*, dans le Comté de *Rimouski* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement donnera l'aide qu'il jugera utile de donner dans la mesure de l'octroi voté par la Législature.

Par M. *Deschênes*.—L'ancienne Compagnie formée pour la construction du Chemin de Fer de *Woodstock* à la *Rivière-du-Loup*, dans le Comté de *Témiscouata*, étant dissoute pour raison qu'elle n'avait pas rempli les obligations voulues par sa charte, le Gouvernement serait-il disposé à accorder à la nouvelle Compagnie [incorporée pour le même objet par une charte octroyée par le Gouvernement Fédéral à la dernière session] un octroi en terres et en argent, ainsi que l'avaient promis les Gouvernements précédents à l'ancienne Compagnie, si la nouvelle Compagnie, veut passer son chemin dans le Comté de *Témiscouata* pour aider la Colonisation dans cette partie de la Province.

Si oui, le Gouvernement voudra-t-il recevoir une députation de la nouvelle Compagnie pour s'entendre à ce sujet ?

Et objection étant faite par M. Gagnon, Membre pour le District électoral de Kamouraska, que cette interpellation n'est point dans l'Ordre, parce qu'elle contient un énoncé de faits, contrairement à la Règle 29.

M. l'Orateur décide comme suit :

Il ne peut y avoir de doute, que cette interpellation est hors d'Ordre, et que la Règle 29 s'y applique.

Par l'Honorable M. Langelier,—Quel Montant le Gouvernement a-t-il payé à l'Honorable T. McGreevy du 1er Juillet 1880 au 30 Mai 1881 ?

Réponse de l'Honorable M. Chapleau.—État du Montant payé comme accompte à l'Honorable T. McGreevy, depuis le 1er Juillet 1880 au 31 Mai 1881.

Montant total..... \$212,888 19

Savoir :

Par argent.....	\$180,000 00
Par montant chargé à l'Honorable T. McGreevy.....	32,888 19
	<u>\$212,888 19</u>

W. J. MURPHY,
Comptable.

MÉMORANDUM.

Dans le montant payé de \$180,000.00 est inclus, \$80,000.00 de garanties déposées à la Banque de Montréal, par l'Honorable M. Joly, viz : \$50,000.00 en accompte et une traite de \$30,000.00 pour ouvrage fait.

Dans le montant chargé à l'Honorable T. McGreevy se trouve les items suivants, savoir :

Payé pour intérêt sur le montant de \$80,000.00 garantie par l'Honorable M. Joly.....	\$ 5,720 00
J. B. Renaud, capital et intérêt, (droit de passage).....	15,972 15
Bossé et Languedoc, in re Renaud, (droit de passage).....	1,013 16
E. H. Pemberton, capital et intérêt, in re Delany (droit de passage).....	1,810 93
In re Sewell (Sans Bruit farm), capital et intérêt do	12,000 00

W. J. MURPHY,
Comptable.

Montant payé à l'Honorable T. McGreevy, depuis le 1er Juillet 1880 au 31 Mai 1881..... \$212,888 19

Savoir :

Par argent.....	\$180,000 00
Divers chargés à l'Honorable T. McGreevy.....	32,888 19
	<u>\$212,888 19</u>

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'approprier une somme suffisante pour réparer les ruines du Palais de Justice et Prison du District de *Kamouraska* et les convertir en Cour de Circuit pour le Comté de *Kamouraska* ; cette somme devant être prise sur celle de \$7,667.67, reçue par le Gouvernement de certaines Compagnies d'Assurance, pour dommages causés par le feu au dit Palais de Justice et Prison, le 11 Mars dernier ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement prendra la question en considération dès qu'une demande lui aura été faite, conformément à la loi, pour l'établissement d'une Cour de Circuit, dans le Comté de *Kamouraska*.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prendre aucune mesure ou d'adopter aucun procédé au sujet de la prétendue enquête tenue à *Hochelaga*, par le coroner du District de *Montréal*, sur le corps de M. *Pangman*, tué et trouvé à *Ste Thérèse*, dans le District de *Terrebonne*, le 11 Novembre 1880 ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement ne croit pas qu'il y ait lieu de le faire.

Par M. Gagnon.—Le coroner du District de *Montréal* a-t-il fait aucune réclamation pour honoraires, frais, etc., etc., au sujet de la prétendue enquête tenue par lui, dans le District de *Montréal*, sur le corps de feu M. *Pangman*, tué et trouvé à *Ste Thérèse*, dans le District de *Terrebonne*, le 11 Novembre 1880, et si oui, quelle somme a-t-il réclamée, et quelle somme lui a-t-il été payée ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le coroner a demandé la somme de \$376 et son compte a été approuvé jusqu'à concurrence de \$191.

Par M. St Cyr.—Est-ce l'intention du Gouvernement de mettre les employés des Bureaux des Protonotaires, Greffiers et Shérifs des Districts de *Québec* et de *Montréal*, sur la liste civile, et les faire participer aux avantages accordés par l'acte du service civil et du fonds de pension ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—La question est actuellement sous étude.

Par l'Honorable M. *Beaubien*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de révoquer la commission de la paix ? Si oui, à quelle époque cette révocation aura-t-elle lieu, et comment cette commission sera-t-elle remplacée ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—Le Gouvernement a l'intention de révoquer la commission de la paix et de la remplacer par une nouvelle, en restreignant le nombre des Juges de Paix, et en exerçant la plus stricte surveillance sur leur qualification.

Le Gouvernement s'est enquis, et s'enquiert actuellement aux sources officielles, et les plus authentiques, pour obtenir les renseignements propres à le mettre en mesure de composer une commission efficace.

Par M. *Cameron*.—Qui a informé le Gouvernement que les propriétés qui ont été hypothéquées par l'acte de cautionnement de M. *Beaudry*, Protonotaire du District de *Beauharnois*, comme garantie de l'accomplissement fidèle de ses devoirs, avaient été vendues par le Shérif de *Montréal* ?

M. *Beaudry* a-t-il donné, depuis cette vente, le cautionnement requis par la loi ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—C'est M. *Beaudry* lui-même qui a informé le Gouvernement de ce fait ; ce Monsieur a depuis fourni le cautionnement requis par la loi.

Par M. *Préfontaine*.—Les Syndics des chemins à barrières de *Montréal*, ont-ils soumis, depuis 5 ans, conformément à la section XXXI, du chapitre 31, de la 3^{me} *Victoria*, des comptes détaillés de tous les argents par eux reçus et dépensés, sous l'autorité de la loi, et si non, quelle raison ont-ils donnée, pour ne pas le faire ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Les rapports ont toujours été adressés au Gouvernement Fédéral, excepté sous l'administration *Joly*, lorsqu'ils ont été envoyés à *Québec*. Des copies de cinq années sont à se préparer et seront soumises à cette Chambre aussitôt que je les recevrai.

Par M. *Champagne*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prendre, pendant cette session, les moyens d'assurer la confection d'un embranchement de Chemin de Fer, entre *Ste Thérèse* et *St Joseph*, *via St Eustache*, afin d'augmenter le trafic sur le Chemin de Fer Provincial et de pouvoir exploiter, pour l'usage du dit Chemin de Fer, les riches carrières de gravier qui se trouvent en la Paroisse de *St Joseph*, suivant le désir déjà exprimé par plusieurs députés des deux côtés de cette Chambre ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement a fait faire et a reçu bien des rapports sur l'utilité de cet embranchement ; les rapports sont favorables.

Le Gouvernement n'a pas l'intention de construire cet embranchement à ses frais, mais il est disposé à donner tout encouragement possible au moyen d'arrangements pour le trafic avec la Compagnie qui entreprendra cette construction ; une résolution, permettant au Gouvernement d'incorporer par lettres patentes une Compagnie à cet effet, sera présentée à cette Chambre pendant cette session.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport de *W. Shanly*, Ecuier, relativement au tunnel entre *Hochelaga* et *Longueuil* ; aussi copie de tous autres rapports d'ingénieurs sur le même sujet, et de tous arrangements faits entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer de la rive Sud et du Tunnel, au sujet du passage des trains ou des chars du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* dans le dit Tunnel.

Sur motion de M. *Boutillier*, secondé par M. *McShane*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie du rapport de M. *Arthur Genest*, ingénieur civil, au Département des Travaux Publics, de l'exploration qu'il a faite sur le chemin de fer du *St Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de tous ordres en conseil et autres documents de l'exécutif faits

et passés, depuis le 1er Juillet 1880, modifiant ou affectant, ou relativement à la position du comptable de cette Chambre.

Sur motion de *M. Champagne*, secondé par l'Honorable *M. Beaubien*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1^o Copie d'une requête présentée par les citoyens de *St Eustache*, demandement la confection d'un embranchement de chemin de fer entre *St Thérèse* et *St Joseph*, *viâ St Eustache* ; 2^o copie de l'ordre nommant le Surintendant du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, pour visiter les lieux mentionnés dans la dite requête et faire rapport ; 3^o copie du rapport du dit Surintendant et copies de toutes correspondances et autres documents à ce sujet.

Sur motion de *M. McShane*, secondé par *M. Nelson*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : toutes les propositions et les autres détails concernant la construction des ateliers du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, à *Montréal*.

Aussi le contrat ou la copie du contrat passé entre le Gouvernement et les entrepreneurs Messieurs *St Louis* et *Beemer*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill intitulé : "Acte pour diviser le bureau actuel d'enregistrement des *Trois Rivières*, en deux divisions d'enregistrement," soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer le collège *Nominingue*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer l'Institut Canadien-Français de *Lévis*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour autoriser les syndicats de la Paroisse de *St Gabriel* de *Stratford*, à modifier ou refaire leur acte de répartition d'église et autres bâtisses du culte, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ériger le Village de *Coaticook* en Ville, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; ce Bill ayant été retiré.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour diminuer les occasions qui portent à l'intempérance, étant lu ;

M. Molleur, secondé par *M. Laberge*, propose,—Que *M. l'Orateur* laisse maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., *M. l'Orateur* laisse le Fauteuil.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

L'Ordre du Jour, pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill autorisent le Barreau de la Province de Québec, à admettre *Joseph Eugène Lépine* au nombre de ses Membres, étant lu ;

Et la Question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, elle est résolue affirmativement.

M. Deschênes, fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender la Charte de la Ville de *St Jean*, 43-44 *Victoria*, et pour lui accorder de plus amples pouvoirs ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Poirier*, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour annexer à la Municipalité des Townships Unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, certaine partie de la Paroisse de *St Edmond de Stoneham* ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Molleur* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour incorporer le Club des Marchands, de Québec" ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Préfontaine*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour permettre de cadastrer le numéro 18 du Quartier *Saint Laurent*, dans la Cité de *Montréal*, et autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bill pour confirmer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone Bell, du *Canada*, étant lu ;

L'Honorable M. *Church*, secondé par M. *Wärtele*, propose, que le Bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et objection étant faite, que ce Bill est un Bill Privé, et que les avis n'ont pas été donnés, conformément aux règles de cette Chambre.

M. l'Orateur déclare l'objection mal fondée, les règles de cette Chambre ayant été suspendues, à l'égard du dit Bill, conformément au rapport du Comité des Ordres Permanents, lequel a été adopté par cette Chambre.

Et la Question—Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois., étant de nouveau proposée.

M. *Murphy*, secondé par M. *Beaudet*, propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot " maintenant ", soit retranché, et que les mots " d'aujourd'hui en six mois, " soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Taillon* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill concernant l'enregistrement des douaires coutumiers, substitutions, et servitudes dans certains cas non prévus par la loi, étant lu ;

Et la Question étant mise aux voix, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, Vendredi prochain.

Ordonné, Que le dit Bill soit ré-imprimé.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte concernant les Maîtres et Serviteurs," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Vendredi prochain.

Vendredi, 17 Juin, 1881.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Duhamel,—La Pétition de *John A. Cameron* et autres, de *Thurso* ; et la Pétition de *Hercule Trempe* et autres, de *Masham*, Comté d'*Ottawa*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

Des officiers et membres de la loge "*Royal Victoria*," de l'Ordre Indépendant des Bons Templiers,—du Révérend *J. J. Guay* et autres, de *Ripon*,—et du Révérend *B. Bernier* et autres, de la Paroisse de *St-Georges*, Comté de *Beauce* ; demandant respectivement des amendements aux lois des licences.

Du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de *Québec* ; demandant que le Bill pour amender le tarif des Médecins et Chirurgiens, ne devienne pas loi.

Du Révérend *D. Charland* et autres, de *Beauharnois*,—de *Henry Sévigny* et autres, de *Ste Flore*,—du Révérend *E. A. Coallier* et autres, de *St Zotique*,—et du Révérend *T. P. Gouin* et autres, de la *Baie du Febvre* ; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

De *Pierre Bourassa* et autres, de *Ste Anne d'Yamachiche* ; demandant une subvention en faveur de la Compagnie du chemin de fer du *Saint Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

De *Alonzo Wright* et autres, de la Vallée de la *Gatineau* ; demandant un octroi pour la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée de la *Gatineau*.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les sections 54 et 75 de l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 12.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. *Wurtele*, du Comité Permanent des divers Bills Privés présente à la Chambre le dix-septième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de lumière électrique de *Montréal*.

Bill pour amender l'acte de la Législature de *Québec*, 42-43 *Victoria*, chapitre 43, intitulé : " Acte pour changer le nom de la Municipalité du Village de *Notre-Dame-de-Grâces*, et pour étendre ses pouvoirs " et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint-Antoine*. "

Bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la Ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 45, et l'acte qui l'amende 39 *Victoria*, chapitre 46.

Mais en rapportant ce dernier Bill, Votre Comité désire attirer l'attention de Votre Honorable Chambre, sur une pratique à laquelle il croit qu'on devrait mettre fin. C'est l'habitude, qu'ont les Villes, d'insérer, dans les actes d'incorporation ou les amendements à leur Charte qu'elles demandent, soit des pouvoirs pour lesquels il est déjà pourvu par l'acte des clauses générales des corporations de Villes, soit des dispositions dérogeant aux clauses de cet acte. Dans le premier cas, c'est augmenter inutilement le livre des statuts, et dans l'autre cas, c'est créer une diversité de jurisprudence, là où il devrait y avoir uniformité. Une dérogation à cette uniformité, que la Législature a voulu établir, en passant l'acte des clauses générales des corporations de Villes, ne devrait être accordée, que pour des raisons sérieuses et spéciales, mais Votre Comité croit, que la plupart du temps, on demande cette dérogation pour satisfaire ce qu'on pourrait appeler un caprice. Votre Comité attire l'attention de Votre Honorable Chambre sur ce sujet et se permet de recommander qu'à l'avenir, pour établir l'uniformité, autant que possible, on devrait appliquer, à toute Ville demandant une Charte ou des amendements à celle qu'elle possède, les dispositions de l'acte des clauses générales des corporations de Villes, et n'accorder des dérogations que pour ces raisons d'intérêt local résultant de circonstances exceptionnelles.

Votre Comité recommande que le Greffier des Bills Privés, soit autorisé à payer aux chefs des traducteurs français et anglais, les montants payés par les promoteurs des Bills Privés pour la traduction et la correction des épreuves de leurs Bills pour distribution, moins cinq pour cent qu'il retiendra et qui lui sera accordé comme gratuité.

Votre Comité, avant de terminer ses travaux, désire reconnaître le zèle et l'attention que le Greffier des Bills Privés et son assistant ont mis dans l'exécution des devoirs de leur charge.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour réception des rapports sur Bills Privés soit prolongé jusqu'au vingt courant inclusivement.

Ordonné, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Chap. 18 des Statuts refondus pour le *Bas-Canada*, en ce qui concerne l'érection de certaines Paroisses dans le territoire de l'ancienne Paroisse de *Notre-Dame* de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. le Secrétaire Provincial *Pâquet*, présente,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 Juin 1881, demandant : Copies des Ordres en Conseil, correspondances et documents relatifs au subside accordé pour l'établissement d'une manufacture du sucre de betterave. (Documents de la Session No 58.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 Juin 1881, demandant : Copies des Ordres en Conseil passés depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la Compagnie du Chemin de Fer de *Levis* et *Kennebec*. (Documents de la Session No 59.)

Réponse supplémentaire à un Ordre de cette Chambre du 5 Mai 1881, demandant : 1o. la liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour voyager sur le Chemin de Fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 jusqu'au 1er Mai courant ; indiquant la date de l'octroi respectif de ces billets, la durée du privilège qu'ils comportent, et dans le cas des billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

2. Liste des convois spéciaux fournis gratuitement ou autrement aux ministres de cette Province, ou à aucun d'eux ou à toute autre personne pour voyager sur le chemin de fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, depuis le 1er Novembre 1879 au 1er Mai courant ; indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement. (Document de la Session No 34).

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 Juin 1881, demandant : Copies de tous Ordres en Conseil et autres Documents de l'Exécutif faits et passés, depuis le 1er Juillet 1880, modifiant ou affectant ou relativement à la position du Comptable de cette Chambre. (Documents de la Session No 60.)

Réponse à un Ordre de la Chambre du 1er Juin 1881, demandant : Copies de toute plainte, enquête, correspondance et documents relatifs à la suspension ou révocation de *Joseph Thibaudeau*, comme agent de station, à *Deschambault*, et à la nomination d'une autre personne pour le remplacer. (Documents de la Session No 61.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 Juin 1881, demandant : Copie de toutes correspondances, ayant rapport à la Commission chargée de nommer *G. U. Pangburn*, Ecr., un des Syndics de la Ville de *Sorel*. (Documents de la Session No 62.)

Ordonné, Que la 31e Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill concernant les Chemins de Péages entre *Longueuil et Chambly*.

Ordonné, Que *M. Préfontaine*, ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. le Secrétaire-Provincial Pâquet*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender les lois concernant l'Instruction Publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes, de l'Assemblée Législative, y compris l'impression, la reliure, tel que par Résolution de la Chambre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent dix-huit piastres et soixante et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'appel *re Charest vs Villeneuve*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour venir en aide aux victimes de l'incendie de *Québec*, tel que par Résolution de la Chambre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1881.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Sourds Muets, *Mile End, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole Polytechnique, *Québec*, payable sur recommandation du Conseil de l'Instruction Publique et du Conseil des Arts et Métiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de la Municipalité de *Notre Dame de Hull*, pour achever les bâtisses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent des Sœurs Grises, *Montebello*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Littéraire et Bienveillante des Jeunes Irlandais, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*La Revue Légale*", pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider la publication de "*La Thémis*", pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté pour aider la distribution des engrais de phosphate pour les Sociétés d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour souscriptions, etc., à divers traités spéciaux, ou brochures concernant l'Agriculture, la Colonisation ou les Mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de fondations des nouveaux Edifices du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer des Ingénieurs pour les Mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1882.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital St Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Et la première Résolution, étant lu une seconde fois, est adoptée.

La seconde Résolution, étant lu une seconde fois ;

Et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le Comité dans la dite résolution ;

M. *Lafontaine (Napierville)*, secondé par M. *Molleur*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Il soit résolu, Que dans l'opinion de cette Chambre, le trésor public ne devait pas être appelé à payer les frais d'un procès entre deux individus, et dans lequel aucun intérêt de la Province ne se trouve engagé."

M. *Gauthier*, secondé par M. *St Cyr*, propose, comme sous-amendement, que les mots "il soit résolu, Que dans l'opinion de cette Chambre, le trésor public ne devrait pas être appelé à payer les frais d'un procès entre deux individus, et dans lequel aucun intérêt de la Province ne se trouve engagé," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "les mots suivants soient ajoutés à la motion principale : "cette Chambre étant satisfaite, des explications données par l'Honorable Procureur-Général, que ce procès a été intenté dans l'intérêt de la Province."

Et objection étant faite que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide que le sous-amendement est dans l'ordre.

Et le dit sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Church,*

*Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Fortin,
Gauthier,
Houde,*

*Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,*

*Murphy,
Pâquet,
Sawyer,
St-Cyr,
Taillon
Tarte et
Wurtele.—31.*

CONTRE :

Messieurs

*Blais,
Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford)
Lafontaine (Napierville)
Marchand,
Meikle,*

*Mercier,
Molleur,
Nelson,
Parent,
Poirier,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Mabouin,
Ross,
Shehyn et
Watts.—22.*

Ainsi, il est résolu affirmativement. *

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant proposée ;

Et des Débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le Fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e Règle de cette Chambre, les Ordres du Jour concernant les Bills Privés sont lus.

M. LeCavalier, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre, le treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de la Cité de *Québec*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis ne couvrent pas la demande, mais vu que la dernière grande conflagration démontre la nécessité absolue de procurer à la Cité de *Québec* les moyens d'obtenir un approvisionnement d'eau plus considérable que celui qu'elle a maintenant, et vu que le Conseil de la dite Cité a passé une Résolution pour demander la passation d'un Bill à cet effet, Votre Comité désire recommander la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

L'Honorable M. Beaubien, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre, le neuvième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie Manufacturière et agricole de la *Rivière-du-Loup*.

Bill pour incorporer "*The Mountain Park Railway and Elevator Company.*"

Votre Comité désire aussi recommander que le délai pour la réception des rapports sur les Bills Privés, soit prolongé jusqu'au vingtième jour de juin courant inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dix-septième rapport du Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au Bill pour amender de nouveau les actes incorporant la Cité de Québec.

Ordonné, Que M. *Rinfret dit Malouin* ait la permission d'introduire le dit Bill. Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 637 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Ordre du Jour, pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill amendant un acte de la présente session intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de St Jean et Sorel," étant lu ;

L'Honorable M. *Mercier* fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de lumière électrique de Québec et Lévis ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Préfontaine*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de St Henri, accordant de l'aide à la Compagnie de filature des marchands, étant lu ;

Et la motion, Que M. l'Orateur laisse le Fauteuil, étant proposée,

L'Honorable M. *Beaubien*, secondé par M. *Taillon*, propose, comme amendement, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants "le Bill soit de nouveau renvoyé au Comité des divers Bills Privés avec instruction de l'amender, de manière à en enlever les clauses ratifiant le règlement No 25 de manière à autoriser la Ville de St Henri, à faire des règlements accordant des bonus ou souscriptions à la dite manufacture ou aux manufactures établies ou à être établies dans ses limites."

Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'Ordre, parce que nulle allégation ou disposition nouvelle ne doit être insérée dans le Bill, sans qu'une Pétition à cet effet ait été présentée à cette Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

Cet amendement n'est pas dans l'Ordre, et le principe sur lequel je me fonde pour le rejeter est celui-ci : qu'en matière de législation privée, l'on ne peut introduire dans un Bill ou le préambule d'un Bill, aucune allégation ou disposition autres que celles qui sont indiquées dans la Pétition et l'avis dont la preuve a été faite devant le Comité des Ordres Permanents, à moins que les parties n'aient obtenu de la Chambre la permission d'en introduire de nouvelles, bases sur une Pétition.

Ce principe est bien connu de la Chambre ; il est la sauvegarde des tiers intéressés. Voir Todd, législation privée, page 85. May, page 721 et Règle 64.

Le préambule du Bill 101 qui est soumis à la Chambre, demande purement et simplement la ratification du règlement 25 de la Ville de *St Henri*.

L'amendement de l'Honorable Député d'*Hochelaga*, demande d'enlever du Bill les clauses ratifiant le règlement 25, de manière à autoriser la Ville de *St Henri* à faire des règlements accordant des bonus ou souscriptions à la dite manufacture ou aux manufactures établies ou à être établies dans ses limites.

En comparant le préambule du Bill à l'amendement proposé, il est évident, que non seulement cet amendement change la nature du Bill, mais demande l'octroi de pouvoirs considérables qui ne sont demandés ni par la pétition préalable, ni par les avis publics, ni par le préambule.

Ceci est contraire au principe que j'ai énoncé plus haut, et l'amendement est en conséquence irrégulier. Je le déclare hors d'ordre.

La motion principale, étant alors mise aux voix, est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées aujourd'hui du Comité des subsides ;

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt, avec le Comité, dans la seconde résolution ainsi amendée, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cent dix huit piastres et soixante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'appel, *re Charest vs Villeneuve*, pour l'année financière expirant le 30 Juin 1881, cette Chambre étant satisfaite, des explications données par l'Honorable Procureur Général, que ce procès a été intenté dans l'intérêt de la Province ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Michel Mathieu*, écuyer, Membre pour le District électoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Mathieu*, en conséquence, prend le Fauteuil de la Chambre.

La troisième résolution et les suivantes, jusqu'à la quinzième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte d'incorporation des Compagnies à fonds social (31 *Vict.*, ch. 25) ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Beaudet*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Beaudet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Après quelque temps, M. l'Orateur, reprend le Fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 43-44 *Vict.*, chap. 3, concernant la division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte des clauses générales des Compagnies à fonds social, (31 *Vict.*, chap. 24,) est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boutillier*, fait rapport, que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Boutillier* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Solliciteur Général *Lynch*,

Résolu, Qu'à partir d'aujourd'hui, jusqu'à la fin de la session, il y ait deux séances distinctes chaque jour ; l'une de trois heures de l'après-midi à six heures, P. M. et l'autre, de sept heures et demie P. M. jusqu'à l'ajournement.

Le Bill pour amender l'Acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chap. 19, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'Acte de cette Province 43-44 *Victoria*, chapitre 19, intitulé " Acte concernant les Officiers Publics de cette Province. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 20 Juin 1881.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *John A. Cameron* et autres, de *Thurso* ; et de *Hercule Trempe* et autres, de *Masham*, tous du Comté d'*Ottawa* ; demandant respectivement une part de l'octroi de colonisation,

L'honorable M. *Beaubien* du Comité permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie dite " *Silver Plume Mining Company*. "
Bill incorporant la Compagnie du Transport de *Montréal*."

Ordonné, Que les 49e, 51e, 53e, 55e, 56e, 59e 60e et 61e, Règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill pour amender un Acte de la présente Session intitulé : " Acte pour incorporer l'Hôpital de *Notre-Dame de Montréal*. "

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Mathieu* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau*, ait la permission d'introduire un Bill pour assurer le paiement du constructeur et de tout autre ouvrier.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que les Règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill concernant les Archives et les Statistiques.

Ordonné, Que M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* ait la permission d'introduire le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que M. le Secrétaire Provincial *Pâquet* ait la permission un Bill pour amender certains articles du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général *Lynch*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau l'Acte de cette Province 40 *Victoria*, Chap. 29.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Loranger*, ait la permission d'introduire un Bill concernant la publication de certains Ordres en Conseil, proclamations et règlements des Départements.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que M. *Mathieu*, ait la permission d'introduire un Bill pour permettre aux Corporations Municipales de capitaliser leurs dettes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Ordonné, Que M. *Mathieu*, ait la permission d'introduire un Bill pour permettre de corriger des erreurs dans les cadastres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

M. *Wurtelle*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le dix-huitième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour accorder certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone de Bell.
Bill pour amender de nouveau les divers Actes incorporant la Cité de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé ; " Acte pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile, concernant les lois

d'hypothèque et d'enregistrement," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'Est," sans amendement.

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer du *Sud-Est*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Fibre de *Montréal*."

M. le Secrétaire-Provincial *Pâquet*, présente.—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 Juin 1881, demandant : Copies des témoignages pris et reçus par le Surintendant de l'Instruction Publique, lors de l'enquête faite sur certaines plaintes faites contre la conduite de *A. M. Alexander*, Inspecteur d'Ecoles, dans le cours de l'hiver dernier, des dites plaintes, du Rapport du dit Surintendant, des Résolutions et Rapports faits par et devant le Conseil de l'Instruction Publique à ce sujet, des correspondances, des Ordres en Conseil et de tous autres documents se rattachant à ce sujet. (Documents de la Session No 61.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 Juin 1881, demandant : toutes les propositions et les autres détails concernant la construction des ateliers du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, à *Montréal*.

Aussi le contrat ou la copie du contrat passé entre le Gouvernement et les entrepreneurs Messieurs *St Louis* et *Beemer*. (Documents de la Session No 66.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 Juin 1881, demandant : copie du rapport de *M. Arthur Genest*, Ingénieur Civil au Département des Travaux Publics, de l'exploration qu'il a faite sur le chemin de fer du *St Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*. [Documents de la session No 63.]

Réponse supplémentaire à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 Juin 1881, demandant : Copie de la requête présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en faveur de l'établissement d'une Ecole-Normale aux *Trois Rivières*.

Copie du mémoire accompagnant la dite requête, ainsi que la réponse de M. l'abbé *H. A. Verreau* à ce mémoire.

Copie de la réponse de Sa Grandeur Mgr *Laflèche* aux remarques de M. l'abbé *H. A. Verreau*. [Documents de la session No 56].

Réponse à un Ordre de la Chambre du 15 Juin 1881, demandant : copie du rapport de *W. Shanly*, écuier, relativement au tunnel entre *Hochelaga* et *Longueuil* ; aussi copie de tous autres rapports d'ingénieurs sur le même sujet, et de tous autres arrangements faits entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du tunnel, au sujet du passage des trains ou des chars du Chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, dans le dit tunnel. [Documents de la session No 64].

Réponse supplémentaire à un Ordre de la Chambre du 15 Juin 1881, demandant : Copie de tous Ordres en Conseil et autres documents de l'Exécutif faits et passé, depuis le 1er Juillet 1880, modifiant ou affectant ou relativement à la position du comptable de cette Chambre. [Documents de la session No 60.]

Sur motion de *M. Marion*, secondé par *M. Audet*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile, concernant les lois d'hypothèque et d'enregistrement," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière* ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Préfontaine*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill incorporant " la Compagnie de lumière électrique de *Montréal* " ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Champagne*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que le Bill pour amender l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 43, de *Québec*, concernant le Village de la Côte *St Antoine*, soit réimprimé.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Gauthier*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de payer à *Charles Gagnon*, Ecr., Avocat de la Baie *St Paul*, la balance qui est due à ce dernier, pour services comme Magistrat Stipendiaire, sur la Côte du *Labrador* ?

Réponse de *M. le Procureur Général Loranger*.

Les services de *M. Gagnon*, comme Magistrat Stipendiaire, sur la Côte du *Labrador* ont été payés en 1876, sur rapport du Procureur Général d'alors.

Par *M. Deschênes*.—Le Gouvernement serait-il disposé à accorder à la Compagnie actuelle du Chemin de Fer *Nouveaux-Brunswick* et *Québec*, un octroi en terres ou en argent, dans le cas où cette Compagnie passerait son chemin dans le Comté de *Témiscouata*, ayant son terminus à *Fraserville*. Si oui, le Gouvernement voudra-t-il recevoir une députation de la dite Compagnie pour s'entendre à ce sujet ?

Réponse de l'Honorable *M. Chapleau*.—Le Gouvernement n'a pas l'intention de prendre en considération cette demande durant la présente session.

Par *M. Préfontaine*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de mettre dans les estimés supplémentaires, une somme d'argent, pour aider le Comité du Monument de *Salaberry*, à payer les dépenses considérables qu'il a faites pour l'œuvre patriotique qu'il a entreprise ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—La générosité individuelle des citoyens, qui a si bien encouragé cette œuvre patriotique, devrait aussi la terminer sans l'assistance de la Législature.

Par M. *Boutillier*.—*Jean Ble Desmarais*, huissier audienier de la Cour Supérieure pour le District de *Joliette*, a-t-il résigné sa charge, ou a-t-il été destitué par le Gouvernement ; et à quelle date sa résignation ou sa destitution a-t-elle eu lieu ?

Réponse de M. le Procureur Général *Loranger*.—M. *Desmarais* a résigné en 1878.

Par M. *Bergevin*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prendre des mesures pour venir en aide, d'une manière plus efficace, à la Compagnie des Chemins macadamisés du Comté de *Beauharnois* ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Aussitôt que le Gouvernement aura complété les travaux du Chemin de fer Provincial, *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, il donnera son attention sérieuse à la question des Chemins macadamisés de la Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Marion*, secondé par M. *Audet*,
Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le Bill pour déclarer obligatoires certains arrangements faits par les commissaires d'école de la Paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Meikle*,
Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le Bill pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier (Montmorency)*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la commission ou nomination de *Joseph Mathieu*, de *Sorel*, à toute charge ou emploi quelconque se rattachant à la perception du fonds d'emprunt municipal, avec copie de tous rapports, correspondances, comptes, reçus, etc, du dit *Joseph Mathieu*, en exécution de la dite charge.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Lafontaine [Napierville]*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous papiers, lettres, correspondances échangés entre le Gouvernement et *Joseph Clarence Mignault*, de la Cité de *Montréal*, agent d'assurance des Compagnies contre le feu de *Joliette, Montréal*, et "*The Imperial Fire Insurance Company of London, England*, ou tous autres et le Gouvernement, relatif à un procès entre la Reine contre *Charles S. Verneur*, éditeur-proprétaire du journal appelé le "*Progrès de Valleyfield*," publié à *Salaberry, de Valleyfield*, et copie de l'indictement de la susdite cause, ainsi que les frais payés ou à être payés par le Gouvernement, pour ce procès ; avec toute information que le Substitut du Procureur Général à *Beauharnois*, pourrait fournir à ce sujet.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Langelier (Montmorency)*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de l'enquête tenue par le Coroner du District de *Montréal*, sur le corps de feu *M. Pangman*, tué et trouvé à *Sie Thérèse*, dans le District de *Terrebonne*, le 11 Novembre 1830 ; avec copie de tous rapports, correspondances, opinions légales, etc, reçus par le Gouvernement, ou aucun de ses membres, au sujet de la dite enquête.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes plaintes, correspondances, factums etc., reçus par le Gouvernement ou aucun de ses Membres, au sujet de la revocation de *MM. Pelletier et Dessaint* de la charge de "greffiers-conjoints" de la cour de circuit pour le District de *Kamouraska*, et de la nomination de *P. Langlais*, écr, à la charge de greffier de la dite cour, avec copie de tous les arrêtés en Conseil ; ainsi que copie de la correspondance échangée entre *Alexis Dessaint*, écr, et aucun des membres du Gouvernement, à ce sujet.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Langelier*.
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous rapports, correspondances, Ordres en Conseil et de tous documents se rapportant au faux commis en mars, 1880, et au vol fait, en juin 1880, au Palais de Justice de *Montréal*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender les Actes d'incorporation de l'association pharmaceutique de la Province de *Québec* et pour régler la vente des poisons, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; ce Bill ayant été retiré.

Sur motion de l'Honorable *M. Langelier*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*.
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Copie du jugement et des procédures dans la cause de *Ouimet vs Verville* ; aussi, état des frais payés dans la dite cause par le Département de l'Instruction Publique, indiquant sur quel fonds ont été payés les dits frais.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour annexer aux Townships Unis de *Stoneham et Tewkesbury*, une certaine partie de la Paroisse de *St Edmond de Stoneham*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le Bill pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la Paroisse de *Saint Jean Baptiste de Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le Bill pour incorporer "l'Hôpital Notre-Dame" à *Montréal*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

M. Taillon, secondé par *M. Mathieu*, propose, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le Bill pour autoriser la fabrique de la Paroisse de *Notre-Dame de Montréal*, à émettre des débentures pour un montant déterminé, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction,—et la question est résolue négativement.

L'Honorable M. *Chapleau*, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport concernant le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 1880. (Documents de la Session No 65.)

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Désaulniers*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Alors, sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures P. M.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Taillon*,—La Pétition de A. *Sénécal* et autres,—et la Pétition de *John Smart* et autres, tous de *Montréal*.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender la Charte de la Ville de *St Jean*, 43-44 *Victoria*, et pour lui accorder de plus amples pouvoirs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gagnon*, fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la charte de la Ville de *St Jean*, (43-44 *Victoria*, chapitre 62.)

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour accorder certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone *Bell*, du *Canada*.

L'Honorable M. *Church*, secondé par M. *Wurtèle*, propose, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

M. *Murphy*, secondé par M. *St Cyr*, propose, comme amendement, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le Bill ne soit pas pris en considération maintenant, mais qu'il soit renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés pour aviser aux moyens à prendre pour faire passer les fils dans un tube placé sous terre au lieu de les placer à des poteaux comme cela se pratique aujourd'hui. "

Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'Ordre, nul avis n'en ayant été donné.

M. l'Orateur décide que l'amendement est hors d'ordre.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Beaudet*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender de nouveau les divers actes incorporant la Cité de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boutillier*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Boutillier* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, mardi matin.

Mardi, 21 Juin, 1881.

Le Bill pour amender le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, en ce qui concerne l'érection de certaines Paroisses, dans le territoire de l'ancienne Paroisse de *Notre-Dame de Montréal*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la première séance de la chambre aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 21 Juin 1881.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. *Taillon*,—La Pétition de *H. Evariste Langis* et autres, de *Montréal*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Téléphone de *Québec* et *Lévis*."

Bill intitulé : " Acte autorisant l'échange et la vente de certains biens-fonds et immeubles substitués par les Actes de donation de *Duke Roberts* en faveurs d'*Edward L. Roberts*, de *Silas Stewart Roberts* et de leurs enfants."

Aussi, le Conseil Législatif a adopté les amendements fait par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte pour incorporer " Le Club des Marchands de *Québec*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Hôpital Protestant des Aliénés."

Bill intitulé : " Acte pour amender la charte du Chemin de Fer Québec Central."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne."

Bill intitulé : " Acte pour permettre à la Compagnie d'emmagasinage de Montréal, d'émettre du stock préférentiel."

Bill intitulé : " Acte pour confirmer les droits de propriété de Jean Olivier Chevretils, dans les lots numéros 104, 105 et 110 du Cadastre de la Paroisse de Ste Anne du Bout de l'Isle, dans le Comté de Jacques Cartier."

Bill intitulé : " Acte pour ratifier les Lettres-Patentes émises en faveur de la Compagnie d'Abattoirs de Montréal et écarter tous doutes au sujet des pouvoirs de la dite Compagnie."

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu Georges Burns Symes."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Barreau de la Province de Québec, à admettre Marie Joseph Edmour Chagnon à la profession de procureur et d'avocat."

La Chambré procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte autorisant l'échange et la vente de certains biens-fonds et immeubles substitués par les Actes de donation de Duke Roberts en faveur d'Edward L. Roberts, de Silas Stewart Roberts et de leurs enfants," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 5, retrancher les mots : " du Bas-Canada " et les remplacer par les mots : " de la Province de Québec."

Clause 4, lignes 4 et 5, retrancher les mots : " ou du protonotaire."

Clause 4, ligne 5, retrancher les mots : " du Bas-Canada " et insérer les mots : " de la Province de Québec."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Champagne, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, présente à la Chambre le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en considération tous les projets de loi qui lui ont été référés.

Que vu le nombre et la gravité des changements demandés par ces projets de loi et l'époque avancée de la session, votre Comité est d'opinion et croit devoir recommander que ces amendements à notre loi municipale ne deviennent pas loi cette année, mais qu'ils soient référés à la commission nommée pour la codification de nos statuts, avec instruction d'étudier, rédiger et co-ordonner ces divers amendements, pendant la vacance et les réunir en un seul projet de loi qui serait soumis à Votre Honorable Chambre, dès le commencement de la prochaine Session.

M. le Trésorier Robertson, remet à M. l'Orateur, un message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée Législative les résolutions concernant l'estimation supplémentaire additionnelle des dépenses de la Province de *Québec* pour l'année financière expirant le 30 juin 1881, et pour l'année financière expirant le 30 juin, 1882. (Documents de la Session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 21 juin 1882.

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les Estimés Supplémentaires additionnels qui l'accompagnent, soient renvoyés au Comité des Subsidés.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau* propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des statuts de la Province de *Québec*, appelle *Rémi R. Rinfret dit Malouin*, Ecuyer, membre pour le District électoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*.

La Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M. aujourd'hui.

Huit heures P. M.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Flynn* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau la loi concernant les plans et livres de renvoi des cadastres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur Général *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les Actes concernant les Subsidés en argent à certains Chemins de Fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Téléphone de *Québec* et *Lévis*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 9, après le mot " téléphone " retrancher le mot " ou ".

Clause 2, ligne 9, après le mot " télégraphe " insérer les mots " ou d'éclairage électrique ".

Clause 2, ligne 14, après le mot " télégraphe " retrancher le mot " ou ".

Clause 2, ligne 14, après le mot " téléphone " insérer les mots " ou d'éclairage électrique ".

Page 2, lignes 9 et 10 après les mots " seule ligne," retrancher les mots " de long " et les remplacer par les mots " le long des rues ".

Page 2, ligne 25, après le mot " autorité " retrancher le mot " ou ".

Même ligne après le mot " municipalité " insérer le mot " ou ".

Clause 4, ligne 4, après le mot " jusqu'à " retrancher le mot " cinquante " et insérer les mots " cinq cents ".

Clause 6, ligne 1, après le mot " Compagnie " retrancher les mots " pourra être " et insérer le mot " sera ".

Même clause, lignes 1 et 2 après le mot " Québec " retrancher les mots, " ou à Lévis ".

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, demain.

Le Bill pour accorder certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone Bell, du Canada, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la Ville de Longueuil, 37 *Vict.*, ch. 49 ; et l'acte qui l'amende, 39 *Vict.*, ch. 46 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. *Shehyn*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn*, fait rapport du Bill en conséquence, et les amendements sont lus, comme suit :

Clause 6, paragraphe 1, lignes 3 et 4, retrancher les mots : " une année " et insérer les mots : " six mois."

Même clause, ligne 6, après le mot : " propre, " insérer les mots : " ou au nom de sa femme."

Même clause, paragraphe 2, 4ème ligne, retrancher les mots : " une année, " insérer les mots : " six mois "

Même clause, même paragraphe, après le mot : " propre " de la ligne 6, ajouter " ou au nom de sa femme."

Clause 20, ligne 11, retrancher tous les mots qui se trouvent après le mot " électeurs " jusqu'au mot : " qu'ils " dans la douzième ligne.

Même clause, retrancher tous les mots : " électeurs " dans la 27ème ligne jusqu'au mot : " qu'ils " dans la 29ème ligne.

Clause 44, 8ème section, 3ème ligne, retrancher le mot : " dix, " et insérer le mot : " cinq."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Bill, avec les amendements, soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu, Que le Bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill avec plusieurs amendements auxquels elle désire leur concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer " la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique " avec plusieurs amendements auxquels il désire le concours de cette Chambre.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

Et la motion, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège commercial de *Terrebonne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de réception et de la célébration à *Spencer Wood*, de la *Saint Jean Baptiste*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, y compris l'embranchement pour le raccordement avec le Chemin de Fer du *Grand Tronc*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'équipement [matériel roulant] du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trois mille trois cent dix-neuf piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'entretien du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu, à la première séance de la Chambre, demain.

L'Honorable M. *Beaubien* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre, à sa première séance, demain, se formera de nouveau en le dit Comité.

L'Honorable M. *Chapleau*, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée Législative, les Résolutions concernant le tracé actuel du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et la ratification de certains arrangements se rattachant au dit chemin.

Aussi, concernant le fonds de retraite des employés publics.

Aussi concernant le rang de certaines réclamations, sur les revenus du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 21 Juin 1881.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer " la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique, " lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 9, ajouter après le dernier mot de la ligne, le mot : " mille. "

Clause 26, ligne 3, retrancher le mot : " telles. "

Même clause, ligne 4, après le mot : " somme " ajouter les mots : " de pas moins de cent piastres. "

Les dits amendements étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bill pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, étant lu ;

L'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Procureur Général Loranger, propose que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, mercredi matin ;

Mercredi 22 Juin 1881.

L'Honorable M. Joly propose, comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable M. Langelier, que le mot : " maintenant " soit retranché et que les mots : " d'aujourd'hui à trois mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blaiz,
Boutillier,
Boutin,
Gagnon,
Joly,

Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Marchand,
Meikle,
Molleur,
Nelson,

Parent,
Rinfret dit Malouin,
Ross et
Watts.—17.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Desautniers,

Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Gauthier,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavallier,

Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St Cyr,
Taillon,
Tarte et
Würtele.—26

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour la première séance, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*, étant lu, *M. Desaulniers* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question que le Bill soit maintenant lu la troisième fois étant proposée.

M. LeCavalier, secondé par l'Honorable *M. Beaubien*, propose sous forme d'amendement, que le mot : " maintenant " soit retranché et que les mots : " d'hui en trois mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et des Débats s'ensuivant.

L'Honorable *M. Irvine*, secondé par *M. Watts*, propose,—Que les Débats soient ajournés ; et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Blais,

Caron,
Chapleau,
Lavallée,
LeCavalier,

Loranger,
Magnan,
Marion,
Nelson,

Parent,
Robertson et
Robillard.—15.

CONTRE :

Messieurs

Beaudet,
Boutillier,
Boutin,
Desaulniers,
Deschênes,
Duckett,
Duhamel,

Gagnon,
Gauthier,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Lalonde,
Langelier (Portneuf),

Lynch,
Marchand,
Mathieu,
Meikle,
Molleur,
Pâquet,

Rinfret dit Malouin.
Ross,
St. Cyr,
Taillon
Watts et
Würtele.—26

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour amender le Chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, en ce qui concerne l'érection de certaines Paroisses, dans le territoire de l'ancienne

Paroisse de *Notre-Dame de Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Mathieu*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Mathieu* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* et le chapitre 41 de l'Acte 42-43 *Victoria*, en ce qui concerne l'érection de certaines Paroisses dans le territoire de l'ancienne Paroisse de *Notre-Dame de Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 22 Juin 1881.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De A. *Sénécal* et autres,—et de *John Stuart* et autres, tous de la Cité de *Montréal*; demandant respectivement que le Bill concernant l'Université Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de *Québec*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le Gouvernement a-t-il pu constater, par les documents officiels, que le coût de construction du Palais de Justice, à *Montréal*, a été couvert en capital et intérêts, par la taxe spéciale imposée à cet effet sur les procédés judiciaires ?

2. Le Gouvernement se propose-t-il d'abolir cette taxe et de soulager les justiciables du district de *Montréal* ?

Réponse de l'Honorable M. *Pâquet*.—Les informations données au gouvernement sur cette affaire sont incomplètes.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas fait la nomination des Commissaires pour la décision des petites causes de la Paroisse de *St Placide*, dans le Comté des *Deux-Montagnes*, qui a été sollicitée et recommandée par les principaux citoyens des deux partis, dans cette localité, depuis le mois d'Octobre 1880 ?

Réponse de l'Honorable M. *Loranger*.—Le Gouvernement a cette question sous considération dans le moment.

Par l'Honorable M. *Langelier*.—Est-il vrai que le Dr *Giard*, Secrétaire du Département de l'Instruction publique, a été, ou doit être mis à la retraite; quand l'a-t-il été, avec quelle pension, quel est son successeur, quel est le salaire de ce dernier et depuis quand court ce salaire ?

Réponse de l'Honorable M. *Pâquet*.—M. le Dr *Giard*, n'a pas été mis à la retraite, il a accepté un congé de six mois, et, cela, pour cause de santé.

Par M. *Meikle*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'aider, à même les fonds appropriés pour la colonisation, le parachèvement du chemin et du pont du lac *Beavan*, dans le Comté d'*Argenteuil*? Aussi de faire ouvrir les chemins nécessaires, dans l'intérêt de la colonisation, dans les Cantons de *Chatham*, *Wentworth*, *Gore*, *Mille Isles*, *Morin*, *Harrington*, *Grenville*, *Arundel*, et autres Cantons, dans le Comté d'*Argenteuil*, en sus de ce qui pourra être dépensé pour le chemin, allant du Comté de *Terrebonne* au comté d'*Ottawa*, chemin qui est beaucoup dans l'intérêt des Comtés de *Terrebonne* et d'*Ottawa*, et quelle somme sera appropriée pour ces Chemins durant cette saison ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement accordera de l'aide pour certains ouvrages ; le Département des Travaux Publics a déjà reçu des Pétitions à ce sujet.

Par M. *Meikle*.—Le Gouvernement accèdera-t-il à la demande contenue dans la Pétition adressée à l'Honorable Commissaire des Travaux Publics, le 7 Juin courant, et signée par dix-huit autres membres de cette Chambre, demandant que le coût des phosphates expédiés aux différentes sociétés d'agriculture ne soit pas déduit de l'allocation ordinaire de ces sociétés ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Le Gouvernement regrette de ne pouvoir accéder à cette demande.

Par M. *Meikle*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de construire un Chemin de Fer d'embranchement, à partir de *Saint-André*, pour raccorder le Chemin de Fer du Gouvernement à *Lachute*, distance d'environ six milles, ce qui contribuerait beaucoup au trafic de la ligne principale ; et, si c'est l'intention du gouvernement, quand les travaux seront-ils commencés ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*.—Une députation du Comté d'*Argenteuil* a fait application au Gouvernement pour le même objet, et la réponse sera dans les résolutions du Gouvernement qui sont devant la Chambre.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement prétend-il que la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*, dont le terminus doit être entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, a perdu son droit à l'octroi de 10,000 acres de terre par mille à elle accordé, par la section 8, du chapitre 21, 34 *Victoria* ? Si oui, pourquoi ?

Réponse de l'Honorable M. *Loranger*.—Lorsque le Gouvernement sera mis en demeure de prendre cette question en considération, il fera connaître sa décision.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état comparatif des recettes et des dépenses de la Province de *Québec*, pour chaque année fiscale, depuis 1867. Le dit état donnant le détail de la recette et de la dépense pour chaque année fiscale.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état comparatif de la dette de la Province de *Québec*, pour chaque année fiscale, depuis 1867.

Le dit état donnant : 1^o Le détail de la dette, le taux de l'intérêt, le total de l'intérêt, et la moyenne du taux d'intérêt.

2o Le détail des divers placements au crédit de la Province, le montant d'intérêt perçu.

3o. La balance nette de la dette, au 30 Juin chaque année.

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous documents concernant les arrangements faits par le Gouvernement avec M. *Maurois*, au sujet d'un pouvoir d'eau connu sous le nom de " chute minée, " sur le lot No 27 du 1er rang du township de *Suffolk*, Comté d'*Ottawa*, à la suite desquels M. *Maurois* a fait tous les préparatifs et dépenses nécessaires pour construire un moulin sur le dit pouvoir d'eau, et les raisons pour lesquelles ces arrangements ont été mis de côté, et en faveur de qui ?

Sur motion de M. l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Langelier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : toute correspondance entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de Beauport, relativement à l'expiration et au renouvellement du contrat pour l'entretien des aliénés.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Préfontaine,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*, qui, d'après sa Charte, doit faire son terminus dans la Province de *Québec*, entre la *Rivière Ouelle* et *Fraserville*, au sujet du paiement de l'octroi de 10,000 acres de terre, par mille, à elle accordée, par l'acte de cette Province, 34 *Victoria*, chap. 21.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. Marchand, du Comité Conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le troisième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents suivants et qu'il en recommande l'impression immédiate :

Document No 56. Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 Juin 1881, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, demandant, copies de la requête présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en faveur de l'établissement d'une école normale aux *Trois Rivières*.

Copie du mémoire accompagnant la dite requête, ainsi que la réponse de M. l'abbé H. A. Verreau à ce mémoire.

Copie de la réponse de S. G. Mgr Laflèche aux remarques de M. l'abbé H. A. Verreau.

Ainsi que le complément à la dite Adresse mis devant la Chambre le 20 Juin 1881.

Document No 57. Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 Mai 1881, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, demandant un état indiquant :

1o. Le montant net touché sur l'emprunt français et à quelle date les versements à compte ont été effectués ?

2o. Le montant des débentures émises sur le dit emprunt et la date où l'émission a eu lieu.

30. Le montant d'intérêt payé à la Province sur les parties de l'emprunt qui n'ont pas été versées, à la date fixée par le contrat.

40. Les frais encourus pour la négociation du dit emprunt, pour graver les débetures et les imprimer, pour les transmettre en *Europe*, pour transmettre ici les fonds provenant de l'emprunt, avec indication des personnes, à qui tous ces frais ont été payés, le montant payé à chacun et la cause pour laquelle il a été payé.

Aussi, copie de tous les contrats passés au sujet du dit emprunt et de toute correspondance à laquelle il a pu donner lieu, depuis la dernière Session.

Document No 59. Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 Juin 1881, à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, demandant copies des Ordres en Conseil passés depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la Compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

Document No 64. Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 Juin 1881, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, demandant : Copie du rapport de *W. Shanly*, Ecuier, relativement au Tunnel entre *Hochelaga* et *Longueuil* ; aussi copie de tous autres rapports d'Ingénieurs sur le même sujet, et de tous arrangements faits entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Sud et du Tunnel, au sujet du passage des trains ou des chars du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* dans le dit Tunnel.

Votre Comité recommande aussi l'achat des trois cents exemplaires du rapport de M. l'Arpenteur *Arthur Genest*, sur le tracé du Chemin de Fer du *St Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

L'Ordre du Jour, pour la réception du Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill concernant l'enregistrement des Douaires Coutumiers, substitutions et servitudes dans certains cas non prévus par la loi, étant lu ;

Et la Question,—Que le rapport soit maintenant reçu, étant proposée ;

M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*, propose, comme amendement, Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'hui en trois mois " soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,
Beaudet,
Champagne,
Church,

Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,

Lavallée,
LeCavalier,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
Sawyer et
Taillon.—16.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Blais,
Boutin,
Cameron,
Caron,
Deschênes,
Duckett,
Dupuis,

Gagnon,
Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontains (Shefford),
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Loranger,

Lovell,
Magnan,
Marchand,
Marion,
Meikle,
Molleur,
Nelson,
Parent,
Picard,

Poirier,
Rinfret dit Malouin,
Ross,
Shehyn,
St. Cyr
Tarte
Watts et
Würtele.—35.

Ainsi, il est résolu négativement.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé au Comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender, en ajoutant, à la suite de la sixième clause, la clause suivante :

6a. Dans les deux ans qui suivront la date de la mise en force du présent acte, dans les circonscriptions d'enregistrement où le cadastre est actuellement déposé, et dans les deux ans qui suivront la mise en force du cadastre dans les autres circonscriptions d'enregistrement, l'enregistrement de toute servitude conventionnelle affectant un lot de terre compris dans cette circonscription, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite en l'article 268, et en observant les formalités prescrites en l'article 2131 du Code Civil.

Avec instruction aussi de retrancher de la première et seconde lignes du paragraphe cinq les mots : *sous deux mois du titre de sa création* ; et en retranchant les mots "*sous deux mois du titre de sa création*" dans la Cédule.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Et la motion étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

M. *Watts*, fait en conséquence, rapport du Bill et l'amendement est lu et adopté.

Et la motion étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion proposée, Mercredi, le 15 du courant, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour diminuer les occasions qui portent à l'intempérance) ;

Et la motion étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

M. *Champagne*, secondé par M. *Taillon*, propose, comme amendement, que tous les mots après "*Que*" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "*la Chambre se formera de nouveau en le dit Comité d'aujourd'hui en trois mois.*"

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beaubien,
Beaudet,
Champagne,
Chapleau,
Church,
Deschênes,*

*Duckett,
Flynn,
Gauthier,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,*

*Magnan,
Marion,
Pâquet,
Picard,
Robertson,*

*Robillard,
St Cyr,
Taillon,
Tarte et
Wurtele.—22*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Bergevin,
Blais,
Boutin,
Cameron,
Caron,
Desaulniers,
Duhamel,*

*Dupuis,
Gagnon,
Houde,
Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Shefford),
Lafontaine (Napierville) Nelson,*

*Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency),
Lovell,
Marchand,
Mathieu,
Meikle,
Molleur,
Nelson,*

*Parent,
Poirier,
Préfontaine,
Ri-fret dit Malouin,
Ross,
Sawyer.
Shehyn et
Watts.—32.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Gagnon, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

M. Gagnon fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu une troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour annexer une partie de la Paroisse de *St Calixte* et une autre partie de terrain qui n'est pas encore érigée au Civil, à la Paroisse de *St Théodore*, dans le Comté de *Montcalm*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre, pour demain.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bili pour amender l'acte 38 *Victoria*, chap. 12, intitulé : " Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics," étant lu ;

Et la Question étant proposée—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;
Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. D. Lafontaine*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Napierville*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Lafontaine, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Cameron,
Desaulniers,
Dupuis,
Gagnon,

Irvine,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier Montmorency,
Lovell,
Marchand,
Meikle,
Molleur,
Nelson,

Parent,
Poirier,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin, et
Watts.—21.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Church,

Deschênes,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Magan,
Marion,
Pâquet,
Picard,

Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon et
Wurtele.—26.

Ainsi, la question es résolue négativement.

Ordonné, Que M le Solliciteur *Lynch* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonné pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 23 Juin 1881.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Robillard*,—la Pétition de *F. Adelme Côté* et autres, de la Paroisse de *St Barthélémi*, Comté de *Berthier*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *H. Evariste Langis* et autres, de *Montréal*, demandant que le Bill concernant l'Université Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de Québec, ne devienne pas loi.

L'Honorable *M. Church*, du Comité Permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre le deuxième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre, que tous les témoignages qui seront produits dans le cours de l'investigation qui se fait actuellement devant Votre Comité, soient imprimés pour l'usage de votre Comité et des Membres de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Sur motion de l'Honorable *M. Marchand*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,
Résolu, Que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du Comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature.

Ordonné, Que *M. LeCavalier*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 1080 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte incorporant "La Compagnie du Chemin de Fer de l'Île de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte ordonnant la réouverture d'une route dans la Paroisse *St Georges de Henryville*, dans le Comté d'*Iberville*."

Bill intitulé : "Acte amendant un Acte de la présente Session, intitulé : "Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean et Sorel*."

Bill intitulé : Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire, pour la construction de l'Eglise Catholique de la Paroisse de *St Jean Baptiste de Montréal* et pour amender l'Acte 43-44 *Victoria*, Chap. 37."

Bill intitulé : "Acte concernant l'Université Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour permettre de cadastrer le No 18 du quartier *Saint Laurent*, dans la Cité de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte d'incorporation des Compagnies à fonds social." [31 *Victoria*, Chap. 25.]

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte des clauses générales des Compagnies à fonds social." [31 *Victoria*, Chap. 24.]

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 16 *Vict.*, chap. 65, intitulé : "Acte pour autoriser *François Daigle* et *Alexis Dufresne*, à exiger des péages sur un pont qu'ils ont construit sur la branche Nord de la Rivière *Yamaska*."

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, Propose, Qu'à partir d'aujourd'hui, les ordres du Gouvernement aient la priorité sur les Ordres du jour, jusqu'à la fin de la Session.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'Ordre, parce que tous les items sur les Ordres du jour doivent être pris en considération suivant le rang que chacun occupe sur l'Ordre du Jour.

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, Propose que l'item quarante huit, (48) sur les Ordres du Jour soit maintenant appelé.

Et objection étant faite que cette motion n'est point dans l'ordre.

M. l'Orateur décide qu'elle n'est point dans l'Ordre, parce qu'il n'y a pas eu d'avis de donné.

M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*), propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*." lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 6, après le mot " procédure " retrancher tous les mots jusqu'à la fin de la clause et les remplacer par les suivants : " Mais les Commissaires nommés pour faire le nouveau rôle de cotisation pour l'élargissement de la rue *Sherbrooke*, ne devant, dans aucun cas, imposer sur aucune propriété, un taux plus élevé que celui imposé par le rôle de cotisation contesté, tel qu'il pourra être établi par les copies du rôle susmentionné, certifié par le Greffier de la Cité, et les frais encourus par les contestants du rôle ci-dessus mentionné, devront être payés par la Cité. "

Les mots suivants formeront la clause 4 et 5 :

4. La police de la Cité de *Montréal* et tous et chacun des officiers ou constables d'icelle, auront le pouvoir, autorité et juridiction durant le temps d'exhibition, sur le terrain contigu aux limites Nord-Ouest de la dite Cité, et qui sert pour les Expositions Industrielles et Agricoles, et généralement connu sous le nom de " Terrains d'Exposition, " et ils pourront arrêter ou faire arrêter toute personne contrevenant aux dispositions d'aucun règlement de la Municipalité de *St Louis du Mile End*, et surtout d'aucun règlement ou statut concernant les jeux ou jeux de hasard, ou la vente des boissons enivrantes; et ils pourront poursuivre aucune telle personne devant tout tribunal compétent.

Les mots suivants formeront la clause 5 :

5. Cet acte entrera en force le jour de sa sanction.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de l'Île de *Montréal*," lequel est lu comme suit :

Clause 2, paragraphe 2, ligne 7, après les mots : " *Mont-Royal* " ajouter les mots : " ils obtiennent du Conseil de Ville de la dite Cité un cautionnement à ce effet et "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Langelier*,—Est-il vrai que M. F. X. *Couillard*, Marchand, de *St Joseph de Lévis*, a été nommé Assistant Bibliothécaire, au Département de l'Instruction Publique ; si oui, avec quel salaire, de quelle date court le dit salaire, et quand le dit M. *Couillard* doit-il entrer, ou est-il entré en fonctions ?

Réponse de l'Honorable M. *Pâquet*,—Oui, avec un salaire de douze cents piastres, depuis le premier Mai dernier, et il est entré en fonctions, comme Assistant Bibliothécaire, Clerc de la Statistique et de la Correspondance Française.

Par M. *Boutin*,—M. *Eusèbe Couture*, de la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*, est-il à l'emploi du gouvernement comme garde forestier, ou autrement ; si oui, quelles sont ses fonctions et quel salaire reçoit-il comme tel fonctionnaire ?

Réponse de l'Honorable M. *Flynn*,—M. *Eusèbe Couture* est employé par le Département des Terres comme garde-forestier, pour l'agence de *Montmagny*. Son salaire a été fixé à une piastre et demie par jour, pour chaque jour pendant lequel il est employé ; plus une piastre et demie par jour pour défrayer ses frais de voyage.

Par M. *Boutin*,—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder, pour les Chemins de colonisation du Comté de *Bellechasse*, pour l'année fiscale 1881-1882, une somme égale à celle accordée l'an dernier ou plus élevée que la dite somme ?

Réponse de l'Honorable M. *Chapleau*,—Le Gouvernement n'oubliera pas le Comté de *Bellechasse* dans la distribution des octrois de colonisation et lui donnera une part généreuse, en rapport avec les besoins de la colonisation.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,
Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de tous Ordres en Conseil, correspondances, documents, concernant la nomination de F. X. *Couillard*, écuyer, comme Assistant Bibliothécaire du Département de l'Instruction Publique.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. S. C. *Würtele*, écuyer, Membre pour le District Electoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Würtele* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant les détails suivants, sur le matériel roulant du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, savoir :

1°	Le nombre de locomotives.....à \$	valeur moyenne \$
2°	" palais-dordoirs.....à	"
3°	" chars-palais.....à	"
4°	" " 1 ^{re} classe.....à	"
5°	" " 2 ^e do .....à	"
6°	" " 3 ^e do .....à	"
7°	" " à bagage.....à	"
8°	" " réfrigérateurs.....à	"
9°	" " à grain .....à	"
10°	" " à foin.....à	"
11°	" autres chars boîtes (box cars) ..à	"
12°	" chars plateformes (plate forme)..à	"
13°	" charrués à neige .....à	"
14°	" chars à bras (hand cars).....à	"
	Total.....	\$

Le dit état donnant la valeur moyenne de chacun des dits chars, locomotives etc, la valeur totale pour chaque catégorie, et la valeur totale du tout
M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Trésorier Robertson, propose, — Qu'à partir d'aujourd'hui, les Ordres du Gouvernement aient la priorité sur les Ordres du Jour, jusqu'à la fin de la Session.

Et des Débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. Irvine, secondé par M. Watts, propose, que les débats soient ajournés ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blais,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Préfontaine,</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Langelier (Montmorency)</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Rinfret dit Malouin et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Lovell,</i>	<i>Nelson,</i>	<i>Watts.—21.</i>
<i>Joly,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Wärtele.—26.</i>
<i>Duckett,</i>	<i>LeCavalier,</i>		

Ainsi, elle est résolue négativement.

L'Honorable M. *Irvine* secondé par l'Honorable M. *Mercier* propose,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blaiz,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Joly,

Laberge,
Lafontaine (Napier.),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmo.),
Marchand,

Meikle,
Mervier,
Molleur,
Nelson,

Poirier,
Robertson,
Rinfret dit Malouin,
et Watts.—18.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,
Duckett,

Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,

Loranger,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,

Picard.
Robertson,
Robillard,
St-Cyr,
Tailon et
Wurtels.—26.

Ainsi, elle est résolue négativement.

Et la motion étant proposée de nouveau,—Qu'à partir d'aujourd'hui, les Ordres du Gouvernement aient la priorité sur les Ordres du Jour, jusqu'à la fin de la Session.

L'Honorable M. *Joly* secondé par l'Honorable M. *Marchand*, propose comme amendement,—Que les mots suivants soient ajoutés à la dite motion : “ Mais que l'intention bien arrêté de cette Chambre, est, que toutes les mesures introduites pendant cette Session, et dont la Chambre n'a pas encore disposé, soient considérées avec l'attention à laquelle elles ont droit, et que la Chambre décide sur toutes ces mesures avant de terminer la présente Session.”

Et objection étant faite, que cet amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il implique un ordre impératif sur lequel le Gouvernement seul peut décider.

M. l'Orateur décide qu'il est dans l'ordre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Alors, sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Taillon,—La Pétition de J. Belisle et autres ; et la Pétition de Alexander Robert et autres, tous de Montréal.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Trésorier Robertson, Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité, pour prendre en considération, certaines résolutions proposées concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

[EN COMITÉ.]

1. Résolu, Que les résolutions adoptées par le Conseil de la Cité de Montréal, le 15 Novembre, 1880, relativement au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, sont ratifiées et confirmées, déclarées légales, finales, complètes et obligatoires, à toutes fins que de droit, nonobstant tout règlement, ordre ou résolution antérieurs du Conseil de la dite Cité, et tout statut ou loi à ce contraires.

2. Résolu, Que le Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 26 Novembre, 1880, et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 30 Novembre 1880, est aussi ratifié et confirmé, déclaré valide, légal et obligatoire à toutes fins que de droit, nonobstant tout statut ou loi à ce contraire.

3. Résolu, Que la résolution adoptée par le Conseil de la Cité de Montréal, le 19 Janvier 1881, concernant l'extension du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, aux casernes de la porte de Québec, à Montréal, est ratifiée et confirmée, déclarée valide, légale et obligatoire, à toutes fins que de droit, nonobstant tout statut ou loi à ce contraire.

4. Résolu, Que les ordres donnés dans le courant de l'année 1878, par le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, *ès-qualité*, pour fixer le parcours du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, par la voie de St Martin, entre St Vincent de Paul et la Jonction de St Martin, dans le Comté de Laval, sont ratifiés, confirmés et légalisés à toutes fins que de droit.

5. Résolu, Que la portion du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre St Vincent de Paul et la dite Jonction de St Martin, sera, à l'avenir, considérée comme une ligne permanente et faisant partie intégrante du dit Chemin de Fer, de la même manière que si ce tracé eût été autorisé par l'Acte de cette Province, 39 Victoria, Chap. 2.

6. Résolu, Que le terminus du dit Chemin de Fer est fixé, à Montréal, à l'endroit connu sous le nom de : "Casernes de la porte de Québec," dans la dite Cité.

7. Résolu, Que la localisation du dit Chemin telle que maintenant existante, et rendue permanente par les présentes résolutions, n'affectera en rien les souscriptions municipales, qui seront censées avoir été faites pour le Chemin de Fer tel que tracé aujourd'hui.

8. Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'ordonner la construction d'un embranchement devant relier le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, au Chemin de Fer du Grand Tronc du Canada ; le dit embranchement partant d'un point quelconque, entre les stations du Sault au Recollet et du Mile End, et rejoignant la dite ligne du Chemin de Fer du Grand Tronc du Canada, à un point sur la ligne de ce dernier, près de la station de Dorval ; pourvu que le coût de la construction du dit Chemin, ne dépasse pas la somme de cent mille piastres.

9. Résolu, Que le dit embranchement formera partie de la ligne principale du dit Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, comme si cet embranchement eût été autorisé par l'acte 39 Victoria, Chap. 2.

10. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'autoriser le Commissaire des Chemins de Fer, à acquérir, de la Compagnie du Chemin de Fer de *Joliette*, la propriété de son Chemin, depuis le fleuve *St Laurent* à *Lanoraie*, jusqu'à la ville de *Joliette*, pour un prix n'excédant pas la somme de soixante et cinq mille sept cent cinquante piastres.

11. *Résolu*, qu'il sera loisible au Lieutenant Gouverneur en Conseil, d'autoriser le Commissaire des Chemins de Fer, à acquérir l'embranchement de *Berthier*, s'étendant depuis la ville de *Berthier*, jusqu'à la station de *Berthier*, sur la ligne du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, y compris le droit de passage, les quais, la station et la voie d'évitement, allant aux usines de l'Union Sucrière, le tout pour une somme n'excédant pas vingt neuf mille piastres.

12. *Résolu*, Que la Compagnie du Chemin de Fer de *Joliette* est autorisée à faire le transport au Gouvernement de cette Province de toutes les propriétés, mobilières et immobilières, et de tous les droits qu'elle possède en vertu de sa charte.

13. *Résolu*, Que l'embranchement de *Berthier*, ainsi que la ligne de la compagnie de *Joliette* et la continuation de la voie ferrée actuellement construite, depuis la ville de *Joliette*, jusqu'à un point, dans la paroisse de *Ste Elisabeth* où se trouve une carrière de gravier, sont déclarés faire partie du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, comme si les dispositions de l'acte 39 Vict., chap. 2, s'appliquaient à la construction de ces lignes.

14. *Résolu*, Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder des lettres-patentes, permettant à une compagnie de construire un embranchement, partant d'un point sur la ligne du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, à, ou près de la paroisse de *Ste Thérèse*, et s'étendant jusqu'à un autre point, dans la paroisse de *St Joseph*, via le village de *St Eustache*, le dit embranchement ne devant pas excéder une longueur de dix milles.

15. *Résolu*, Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder des lettres-patentes permettant à une compagnie quelconque, de construire un embranchement, partant d'un point, dans la paroisse de *St Jérusalem* d'*Argenteuil* (*Lachute*), et allant à un autre point, dans la paroisse de *St André* dans le comté d'*Argenteuil*.

16. *Résolu*, Que les compagnies constituées par lettres-patentes, en vertu des deux résolutions précédentes, seront organisées sous l'acte des compagnies à fonds social et auront tous les pouvoirs conférés par, et seront sujets à toutes les conditions spécifiées dans l'acte général des chemins de fer, pour les compagnies régulièrement incorporées.

17. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, au lieu de construire la partie du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* comprise entre le village d'*Aylmer* et un endroit dans le comté de *Pontiac* qui sera le plus convenable pour relier le dit chemin avec la partie subventionnée du Chemin de Fer "*Canada Central*," accorder un bonus de six mille piastres par mille à la Compagnie du Chemin de Fer "*Pontiac Pacific Junction*," pour chaque mille que la dite Compagnie de Chemin de Fer construira entre le dit village d'*Aylmer* et la ville de *Pembroke*; n'excédant pas 85 milles. Ce bonus sera payable, à mesure que chaque dix mille du dit chemin sera mis en bon état d'exploitation, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité des Subsidés fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège commercial de *Terrebonne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de réception et de la célébration à *Spencer Wood*, de la *Saint Jean Baptiste*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, y compris l'embranchement pour le raccordement avec le Chemin de Fer du *Grand Tronc*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'équipement [matériel roulant] du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois. La première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 24 Juin 1881.

La seconde résolution, étant lu une seconde fois ;

Et la Question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. *Irvine*, propose, comme amendement, secondé par M. *Watts*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants " il soit,

Résolu, Que les dépenses incidentes du maintien de la position du Lieutenant-Gouverneur devraient être supportées par le Gouvernement de la Puissance."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Cameron,
Dupuis,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)

Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency)
Marchand,
Meikle,

Molleur,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—17

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Church,
Duckett,

Flynn,
Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,

Magnan,
Marion,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon
Tarte et
Wirtle.—24.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite Résolution,

M. *Gagnon* propose, comme amendement, secondé par M. *Préfontaine*, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion “ mais cette Chambre déclare, que les finances de la Province ne permettent pas de continuer le paiement des dépenses de réception encourues par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et qu'à l'avenir ces dépenses ne soient plus payées par la Province, le salaire de \$10,000 payé à Son Honneur étant assez élevé pour que la Province ne soit pas obligée de lui fournir plus que l'occupation de la magnifique résidence de *Spencer Wood*.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Blais,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Portneuf)</i>	<i>Molleur,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Langelier Montmorency</i>	<i>Préfontaine,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin, et</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Watts.—17.</i>
<i>Gagnon,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Labonde,</i>	<i>Nathieu,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Church,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Pâqui,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Würtele.—24.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, la Question est résolue affirmativement.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *J. S. C. Würtele*, écuyer, Membre pour le district Electoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Würtele*, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et la troisième Résolution étant lue seconde fois ; et motion étant faite à l'effet que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite Résolution.

Et des débats s'ensuivant ;

M. *Gagnon* propose, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, Que les Débats soient ajournés ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Blais,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,

Irvine,
Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville) Meikle,

Langelier (Portneuf), Molleur,
Langelier (Montmorency) Préfontaine,
Marchand, Rinfret dit Malouin et
Watts.—16.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Duckett,
Flynn,

Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,

Marion,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,
Picard,
Robertson,

Robillard,
St. Cyr
Taillon,
Tarte et
Würtele.—23.

Ainsi, la Question est résolue négativement.

M. Mathieu, propose, secondé par M. Taillon,—Que la question préalable soit maintenant mise aux voix ;

Et des Débats s'ensuivent ;

M. Gagnon, propose, secondé par l'Honorable M. Irvine,—Que les Débats soient ajournés.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

Une motion pour l'ajournement des débats, sur la motion pour la *question préalable* est certainement dans l'ordre ; sur le principe qu'il n'y a ni règle, ni pratique parlementaire qui fixent les bornes ou limites d'un débat. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à consulter May, à la page 267, édition de 1863, qui dit : "The debates upon the previous question may also be ajourned ; as there is no rule or practice which assigns a limit to a debate, even when the nature of the question would seem to require a present determination." Je sais aussi qu'il est de principe, que lorsque la question préalable a été proposée, il n'est permis de proposer aucun amendement ; il n'est pas même permis de discuter.

Mais il faut savoir distinguer.

Quand la motion pour la *question préalable* est faite, il faut d'abord, que la Chambre se prononce sur l'opportunité de la motion "que la question soit *maintenant* mise aux voix." Sur cette motion il peut y avoir un débat et un ajournement du débat ; mais du moment que la Chambre s'est prononcée dans l'affirmative, c'est-à-dire sur l'opportunité de la motion "que la question soit *maintenant* mise aux voix," il ne peut y avoir ni amendement, ni débats.

A cette phase des procédés, une motion pour l'ajournement du débat, voire même une motion pour l'ajournement de la Chambre, serait hors d'ordre, parce qu'à ce moment, la Chambre a décidé, "que la question soit *maintenant* mise aux voix." C'est la Chambre qui veut qu'il n'y ait d'autres question que celle-là.

Pour faire mieux comprendre ma pensée, je citerai May, à la page 266, Edition de 1863. "If the previous question be put, and *"resolved in the affirmative,"* no words can be added to or taken from the main question by amendment; nor is any further debate allowed, or motion for adjournment, before the question is put, as the house have resolved "that *that* question be *now* put" and "it must accordingly be put at once to the vote."

La Chambre n'a pas encore décidé dans l'*affirmative* la motion pour que "la question soit *maintenant* mise aux voix." Il y a débat sur cette motion, et en vertu des principes que j'ai énoncés plus haut, la motion pour l'ajournement du débat est certainement dans l'ordre

Je la déclare dans l'ordre.

Et la Question,—Que les débats soient ajournés, étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),

Langelier (Montmorency),
Marchand,
Meikle,
Molleur,

Préfontaine,
Rinfret dit Malouin et
Watts. —15.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Duckett,
Flynn,

Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,

Marion,
Mathieu,
Pâquet,
Picard,
Robertson,

Robillard,
St Cyr,
Taillon,
Tarte et
Würtele. —22

Ainsi, elle est résolue négativement.

M. Watts, secondé par l'Honorable M. Irvine, propose,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

Une motion pour l'ajournement de la Chambre est toujours d'ordre. Voir règle 30 de la Chambre.

Il pourrait y avoir exception et en voici un exemple :

Si la Chambre s'était déjà prononcée dans l'*affirmative* sur la motion "que la question soit *maintenant* mise aux voix" la motion pour l'ajournement de la Chambre ne serait pas dans l'ordre, parceque la Chambre aurait décidé que la seule question qui doit être mise aux voix *maintenant*, sans amendement, ni discussion, est la motion principale.

Mais comme la Chambre n'a pas encore prononcé *affirmativement* sur la motion, "que la question soit *maintenant* mise aux voix," il peut y avoir débat, motion d'ajournement du débat et motion pour l'ajournement de la Chambre.

Je réfère la Chambre à la décision que j'ai donnée pendant la présente séance sur la motion de l'ajournement des débats, et aussi aux autorités que j'ai citées.

J'ajouterai une autre citation de May, qui me confirme dans mon opinion ;
 " The last two questions, viz : for reading the orders of the day of the previous
 " questions, may both be superseded by a motion for adjournment ; for the
 " latter may be made at any time [except, as already stated, when the previous
 " question has been resolved in the affirmative] and must always be determined
 " before other business can be proceeded with."

Pour ces raisons, je déclare la motion pour l'ajournement de la Chambre dans l'ordre.

Et la Question étant proposée de nouveau ;

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Rémi R. Rinfret dit Malouin*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Québec-Centre*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Rinfret dit Malouin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *J. S. C. Wurtèle*, Ecuier, Membre pour le District Electoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Wurtèle* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et objection étant faite que l'Honorable Membre pour *Portneuf*, n'a pas droit de parler de sujets étrangers à la question sous considération.

M. l'Orateur suppléant, décide comme suit :

" Il a été proposé que la résolution A, accordant à Sa Majesté \$615,000 pour la construction du Chemin de Fer Q. M. O. et O., y compris l'embranchement pour le raccordement avec le Chemin de Fer du Grand Tronc, soit lue pour la première fois, et un débat s'est élevé, pendant lequel l'ajournement de la séance a été proposé.

" L'Honorable Membre pour *Portneuf*, en discutant la motion d'ajournement donne une description pittoresque du *Lac Edouard* et du *Lac St-Joseph* et parle des poissons qui s'y trouvent. Une latitude est accordée à celui qui prend la parole sur une question d'ajournement, mais, les observations que cette latitude permet doivent se rapporter directement ou indirectement, au sujet de la motion alors entre les mains de l'Orateur. Les paroles de l'Honorable membre, à propos des lacs que je viens de mentionner, et des poissons qui s'y trouvent, toutes intéressantes qu'elles soient, n'ont pas de rapport direct ou indirect, soit à la motion d'ajournement, soit à la motion principale.

" Je déclare que l'Honorable Membre est hors d'ordre, et je le prie, en continuant son discours, de se restreindre à la question d'ajournement et au sujet de la motion principale."

Et appel étant faite à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur suppléant :

Audet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Duckett,

Flynn,
Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,

Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—20.

Contre la décision de M. l'Orateur suppléant :

*Boutin,
Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf)*

*Langelier Montmorency
Marchand,
Meikle,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin, et
Watts.—13.*

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est confirmée.

Et la Question,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Boutin,
Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf),
Langelier Montmorency)*

*Marchand,
Meikle,
Molleur,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—14*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Duckett,*

*Flynn,
Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,*

*Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Pâquet,*

*Robertson
Robillard,
St. Cyr,
Taillon et
Tarte.—20.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

L'Honorable M. Langetier propose, secondé par l'Honorable M. Joly,—Que les débats soient ajournés.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur suppléant décide comme suit :

“ La règle 30 des règlements de cette Chambre, comporte qu'une motion d'ajournement est toujours d'ordre, et la pratique ordinaire permet de proposer alternativement l'ajournement de la Chambre et l'ajournement du débat, mais il n'est pas de règle générale qui ne soit pas, dans certaines circonstances, sujette à exception :

Une proposition pour l'adoption de l'item A, des résolutions, sur l'état estimatif supplémentaire, pour 1882, ayant été faite, la question préalable a été proposée. Subséquemment une motion pour ajourner le débat a été faite et rejetée ; et ensuite une motion pour l'ajournement de la Chambre a été aussi rejetée. On propose maintenant de nouveau, d'ajourner le débat, et objection est faite, que cette motion n'est pas d'ordre.

Sur proposition que la motion principale soit mise aux voix, cette Chambre a d'abord rejeté une motion pour l'ajournement du débat et ensuite une motion pour l'ajournement de la séance. L'adoption de la première motion d'ajournement aurait différé la décision de la Chambre sur la question principale et l'adoption de l'autre aurait supprimé la question préalable. Cette Chambre, en rejetant les deux motions d'ajournement, a manifesté sa détermination de faire ni l'un, ni l'autre.

Je suis d'avis que, dans ces circonstances, il y a exception à la pratique ordinaire, et que la règle 30 n'est pas applicable.

Je déclare la motion pour l'ajournement du débat, hors d'ordre.”

Et la question préalable étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Audet,
Bergevin,
Caron,
Chapleau,
Duckett,*

*Flynn,
Houde,
Lalonde,
LeCavalier,
Loranger,*

*Lynch,
Magan,
Marion,
Mathieu,
Pâquet,*

*Robertson,
Robillard,
Taillon et
St. Cyr
Tarte.—20.*

CONTRE :

Messieurs

*Boutin,
Gagnon,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),
Langelier (Montmorency)*

*Marchand,
Meikle,
Molleur,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—14.*

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Et la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

La quatrième résolution étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant proposée,—Que le rapport du Comité des subsides sur la cinquième résolution adoptée, en Comité, mardi, le 21 courant, soit maintenant reçu ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Watts, que les mots suivants “ et que cette Chambre, tout en concourant dans le Rapport du Comité sur la résolution, ne peut s'empêcher de regretter que le Gouvernement ait donné le contrôle d'une propriété comme le chemin de fer provincial, de la bonne administration de laquelle dépend l'avenir financier de la Province, à M. L. A. Sénécal, dont la réputation en affaires et les antécédents n'offrent aucune des garanties que la Province est en droit d'exiger du titulaire d'une position aussi importante, ” soient ajoutés à la fin de la motion.

L'Honorable M. Irvine propose comme sous-amendement, secondé par M. Meikle, que les mots suivants :

“ Et cette Chambre, sans se prononcer sur les meilleurs moyens à prendre pour exploiter avec avantage le chemin de fer de la Province, est d'opinion que le Gouvernement ne devrait faire aucun arrangement, même provisoire, pour louer ou vendre le chemin de fer, sans avoir préalablement soumis à cette Chambre les conditions de cet arrangement, ” soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et des Débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Watts,
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 24 Juin 1881.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la Table :

Par M. *Nelson*,—La Pétition de *l'Institut Hervey*.

Par M. *Taillon*,—La Pétition de *J. B. S. Biron* et autres, de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De *F. Adelme Côté* et autres, de la Paroisse de *St Barthélemi*, Comté de *Berthier* ; demandant de l'aide pour macadamiser une route, du Village à la station du Chemin de Fer.

De *J. Belisle* et autres,—et de *Alexandre Robert* et autres, tous de *Montréal* ; demandant respectivement que le Bill, concernant l'Université *Laval*, ne devienne pas loi.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera ce soir, elle soit ajournée à samedi, à trois heures P. M., et qu'il y ait deux séances distinctes ce jour-là, comme les autres jours ; la première, de trois heures, à six heures P. M., et la seconde, de sept heures et demie, P. M. jusqu'à l'ajournement.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la Cité de *Montréal*, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser les Syndics de la Paroisse de *St Gabriel de Stratford* à faire un nouvel acte de répartition."

Bill intitulé : " Acte pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Institut Canadien français de *Lévis*."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser les Syndics de la Paroisse de *St Gabriel de Stratford* à faire un nouvel acte de répartition," lequel est lu comme suit :

Clause 3, ligne 3, retrancher le mot " l'expropriation " et le remplacer par le mot " l'expiration."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Institut Canadien-Français de *Lévis*," lequel est lu comme suit :

Clause 2, ligne 4, après le mot " pas " retrancher le mot " dix " et le remplacer par le mot " cinq."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambré procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au Bill intitulé : " Acte concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de la Cité de *Montréal* et pour d'autres fins," lesquels sont lus comme suit :

Clause 6, ligne 4, après le mot " insurrection " retrancher tous les mots jusqu'à la fin de la clause.

Clause 46, ligne 2, après le mot " journaux " retrancher les mots " anglais, etc. "

Clause 46, ligne 2, après le mot " français " insérez les mots : " et un journal anglais. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les commissaires d'école de la Paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 2, après le mot : " la " insérer le mot : " date ".

Même clause, ligne 12, après le mot : " être " retrancher le mot : " secours " et insérer le mot : " recouvrés ".

Même clause, clause 14, après le mot : " l'illégalité " ajouter le mot : " alléguée ".

Même clause, ligne 15, après le mot : " toutefois " retrancher le mot : " des " et le remplacer par le mot : " aux ".

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapport de l'Union St Joseph de *Lachine*, pour l'année 1880. [Documents de la session No 6].

L'Ordre du Jour, pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur certaines résolutions proposées concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent, étant lu ;

L'Honorable M. *Chapleau*, propose, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,—Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Joly*, propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, que tous les mots après " Que, jusqu'à la fin de Question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants " les dites résolutions soient renvoyées de nouveau à un Comité de toute la Chambre, avec instruction de les amender en insérant la clause suivante après la clause 16.

" Que tous les arrangements faits dans le but d'assurer au chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, le transport du fret et des passagers, ainsi que le droit réciproque de passage sur toutes les autres lignes de chemin de fer, se reliant directement ou indirectement au chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soient soumis à la sanction de la Législature à la Session suivante, quand les arrangements sont faits pour un espace de temps excédant douze mois."

Et des Débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par M. *Taillon*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Alors sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui.

Huit heures, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. Houde,—La Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *Ste Eulalie*, Comté de *Nicolet*.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'acte 42-43 *Victoria*, chapitre 43, concernant le village de la *Côte Saint Antoine* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Picard, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit ; Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint Antoine*,"

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Agricole de la *Rivière-du-Loup* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Houde, fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Houde fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer "*The Mountain Park Railway and Elevator Company* ;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Taillon, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Taillon fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion "Que le Rapport du Comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent, soit maintenant reçu."—et lequel amendement était, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Les dites résolutions soient renvoyées de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction de les amender, en insérant la clause suivante après la clause 16. " Que tous les arrangements faits dans le but d'assurer au

Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, le transport du fret et des passagers, et le droit réciproque de Passage, sur toutes les autres lignes de Chemin de Fer, se reliant directement ou indirectement au Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soient soumis à la sanction de la Législature à la Session suivante, quand ces arrangements sont faits pour un espace de temps excédant douze mois."

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. Champagne propose, comme sous-amendement, secondé par M. LeCavalier, que les mots " les dites résolutions soient renvoyées de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction de les amender en insérant la clause suivante après la clause 16 :

" Que tous les arrangements faits dans le but d'assurer au Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, le transport du fret et des passagers, ainsi que le droit réciproque de passage sur toutes les autres lignes du Chemin de Fer se reliant directement ou indirectement au Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soient soumis à la sanction de la Législature à la Session suivante, quand les arrangements sont faits pour un espace de temps excédant douze mois," soient retranchés et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion principale :

" Et que cette Chambre déclare qu'elle a confiance que le Gouvernement, conformément aux déclarations qu'il a déjà faites, en cette Chambre, ne fera aucune transaction qui tendrait à aliéner ou affermer la propriété du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sans la soumettre à cette Chambre, et que le Gouvernement ne fera aucun Acte administratif tendant à compromettre l'avenir de cette entreprise et à lui imposer des charges de nature à en déprécier la valeur."

Et objection étant faite que ce sous-amendement n'est point dans l'Ordre, parcequ'il ne contient pas une proposition découlant de la motion principale.

M. M. l'Orateur décide comme suit :

La Chambre a, à sa disposition, quatre moyens d'éluder une question : 1o Par l'ajournement de la Chambre ; 2o Par une motion " que les Ordres du jour soient lus " ; 3o Par la question préalable ; 4o Par un amendement de la nature de celui qui est maintenant proposé et qui demande que *tous les mots de l'amendement principal soient retranchés et remplacés par les suivants*, ceux qui se trouvent dans le sous-amendement.

" Ces sortes d'amendements ont pour but, d'empêcher la Chambre d'exprimer son opinion sur la question principale. On peut demander à substituer aux mots de la motion principale, des mots tout-à-fait différents et n'ayant même aucun rapport à la question principale. Ce sujet est parfaitement traité par May, à la page 268, édition de 1863, où il dit : " The general practice in regard " to amendments will be explained in the next chapter : but here, such amendments only will be mentioned as are intended to evade an expression of " opinion upon the main question, by entirely altering its meaning and object.

" This may be effected by moving the omission of all the words of the " question, after the word " *that* " at the beginning, and by the substitution of " other words of a different import."

" If this amendment be agreed to by the House, it is clear that no opinion " is expressed directly upon the main question, because it is determined that " the original words " shall not stand part of the question " ; and the sense of " the House is afterwards taken directly upon the substituted words, or " practically upon a new question."

Le point d'Ordre est mal soulevé, et je déclare le sous-amendement dans l'Ordre.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Chapleau,
Deschênes,*

*Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier.*

*Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Mathieu,
Murphy,
Pâquet,*

*Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Würtele.—27.*

CONTRE :

Messieurs

*Boutillier,
Boutin,
Dupuis,
Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf),*

*Langelier (Montmorency) Parent,
Marchand,
Meikle,
Molleur,*

*Poirier,
Rinfret dit Malouin et
Shekyn.—17.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement, à la question originale, ainsi amendé, étant proposé, L'Honorable M. Mercier propose, secondé par l'Honorable M. Langelier :

Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion :

“ Que par une réponse à une Adresse de cette Chambre, déposée sur la Table du Greffier, le 30 Mai 1881, il appert entre autres choses :

1o. Que, par acte passé devant Maître *Dumouchel*, notaire, le 1er Décembre 1880, l'Honorable *J. A. Chapleau*, agissant au nom de l'Exécutif de cette Province, en sa qualité de Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, ayant, comme tel commissaire, le contrôle et l'administration du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en vertu de l'acte de cette Législature 41-42 *Victoria*, chapitre 3, d'une part ; la Compagnie du Chemin de fer du *Sud-Est*, corps politique incorporé, représentée au dit acte, par son président et directeur gérant, l'Honorable *Bradley Barlow*, de *St Albans*, de l'Etat de *Vermont*, par son secrétaire et trésorier *C. B. Chaffee*, écuyer, de seconde part ; et la Compagnie de *Glace, d'Hochelaga et Longueuil*, corps politique et incorporé, représentée au dit acte, par son président, *Joseph Simard*, écuyer, son secrétaire, *Lemoyne Martigny*, de troisième part : le dit Commissaire des Travaux Publics a engagé cette Province, pour l'espace de neuf ans, à employer cette Compagnie, et cela exclusivement à toute autre Compagnie, pour faire le transport des chars de fret du dit Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, d'une rive à l'autre du Fleuve *St Laurent*, et cela, au prix de \$2.50 pour chaque traverse, d'une rive à l'autre.

2o. Que, par un autre acte reçu devant Maître *Charlebois*, le 1er Décembre 1880, les mêmes parties agissant, *es-qualités* sus-dites, ont fait, pour l'espace de neuf ans, un arrangement pour le règlement et l'échange du trafic entre les dits Chemins de Fer respectivement, pour le transport du trafic par ces Chemins de Fer, et pour la distribution et la répartition des péages, taux et charges se rattachant à ce trafic.

Qu'en vertu du dit acte 41-42 *Victoria*, chapitre 3, qui est invoqué comme seule autorité, sur laquelle il agissait alors, l'Honorable Commissaire des Travaux Publics n'avait pas d'autres pouvoirs, que ceux conférés aux Commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, par l'acte de cette Législature 39 *Vict.*, chap. 2 ; que les dits Commissaires n'avaient pas les pouvoirs de faire les conventions sus-dites ; qu'ils ne peuvent faire les arrangements de trafic stipulés dans le contrat en dernier lieu allégué, qu'avec la Cie de Chemin de fer du *Canada Central* et du Chemin de Fer du Pacifique, et que tels arrangements toutefois, ne devaient être obligatoires, que s'ils étaient sanctionnés par cette législature, tel que le tout est décrété, par la section 22 du dit acte 39 *Victoria*, chap. 2.

Qu'il importe de définir exactement les pouvoirs du dit Commissaire des Travaux Publics, relativement à de semblables arrangements, et que, dans cette circonstance, cette Chambre regrette que de tels arrangements aient été faits par le Gouvernement, sans avoir été préalablement soumis à la Législature
Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. D. Lafontaine*, écuier, Membre pour le District électoral de *Napierville*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Lafontaine* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur, reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, samedi matin.

Samedi, 25 Juin, 1881.

Et la question étant mise aux voix,—Que les mots proposés soient ajoutés à la fin de la dite motion, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Boutillier,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Portneuf)</i>	<i>Parent,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Langelier (Montmorency),</i>	<i>Poirier et</i>
<i>Dupuis,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin —15.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Mercier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Pâquet,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>St Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tailon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Würtele. —24</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question principale, tel qu'amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, la Question est résolue affirmativement.

Alors la motion principale ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Rapport du Comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent, soit maintenant reçu, et cette Chambre déclare qu'elle a confiance que le Gouvernement, conformément aux déclarations qu'il a déjà faites, en cette Chambre, ne fera aucune transaction qui tendrait à aliéner ou affermer la propriété du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, sans la soumettre à cette Chambre, et que le Gouvernement ne fera aucun acte administratif tendant à compromettre l'avenir de cette entreprise et à lui imposer des charges de nature à en déprécier la valeur.

Les dites résolutions, étant lus une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Chapleau*, ait la permission d'introduire un Bill concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 25 Juin, 1881.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Loranger*,—La Pétition de *Chs. Duquerger* et autres, de la *Mulbaie*, tous Officiers de Justice, dans et pour le District du *Saguenay*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De l'Institut *Hervey*, de *Montréal* ; demandant que son allocution annuelle soit continuée.

De *J. B. S. Biron* et autres, de *Montréal* ; demandant que le Bill concernant l'Université Laval, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : Acte pour amender la loi des licences de *Québec*, de 1878, " avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 43-44 *Victoria*, chap. 3, intitulé : " Acte concernant la Division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics."

Bill intitulé : " Acte pour annexer à la Municipalité des Townships unis de *Stoneham* et *Tewkesbury*, une certaine partie de la Paroisse de *St Edmond de Stoneham*."

Bill intitulé : " Acte pour constituer la Paroisse de *St Louis*, située partie dans le Comté de *Richelieu* et partie dans le Comté de *St Hyacinthe*, en municipalité, et pour l'annexer au Comté de *Richelieu*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la loi des licences, de de Québec, de 1878," lesquels sont lus comme suit :

Dans le titre, retrancher " de 1878."

Ajouter, à la fin du Bill, les mots suivants qui formeront les clauses 4, 5, 6 et 7 :

" 4. Le Lieutenant Gouverneur en Conseil peut accorder, à prix réduit, des licences pour vendre des liqueurs enivrantes, pour avoir effet seulement durant les Expositions Provinciales sur le terrain choisi pour les fins de l'Exposition, sur la recommandation du Comité Permanent des Expositions, nommé par le Conseil Agricole et le Conseil des Arts et Métiers.

5o. Tous les mots après le mot " distribués " dans la 6e ligne du 2e paragraphe de la Section 37 de l'Acte 43-44 Vict., ch. 11, sont par le présent Acte supprimés et remplacés par les suivants " un quart à la municipalité, un quart au dénonciateur, et le reste au fonds du revenu consolidé de la Province."

6o. Le mot " nouvelle " dans la seconde ligne du second paragraphe de la 5e clause du dit Acte 43-44 Vict., ch. 11 est retranché.

7o. Cet Acte deviendra en force le jour de sa Sanction.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur le sous-amendement proposé jeudi dernier à l'amendement proposé à la motion,—Que le rapport du Comité des Subsidés, sur la cinquième résolution, adoptée en Comité, mardi le 21 du courant, (maintien du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, \$703,719.00), soit maintenant reçu — et lequel amendement était que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion,—" Que cette Chambre, tout en concourant dans le rapport du Comité sur la résolution, ne peut s'empêcher de regretter que le Gouvernement ait donné le contrôle d'une propriété comme le Chemin de Fer Provincial, de la bonne administration de laquelle dépend l'avenir financier de la Province, à M. L. A. Sénécal, dont la réputation en affaires et les antécédents n'offrent aucune des garanties que la Province est en droit d'exiger du titulaire d'une position aussi importante,"—et lequel sous-amendement était que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement " et cette Chambre sans se prononcer sur les meilleurs moyens à prendre pour exploiter, avec avantage, le Chemin de Fer de la Province, est d'opinion que le Gouvernement ne devrait faire aucun arrangement, même provisoire, pour louer ou vendre le Chemin de Fer, sans avoir préalablement soumis à cette Chambre les conditions de cet arrangement."

Et le sous-amendement étant de nouveau proposé ;

Et objection étant faite par M. Mathieu, écuier, Membre pour le District Electoral de *Richelieu*,—Que les dits amendements et sous amendement ne sont pas dans l'Ordre, parce qu'ils ne se rapportent pas à la motion principale, vu que par la section 42 du chapitre 2, des Statuts de cette Province, de 1875, 30 *Victoria*, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, peut louer le dit Chemin, sujet à l'approbation de la Législature, et parce que l'amendement contient des faits qui ne sont pas constatés devant cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, étant lu ;

Et la Question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, l'Honorable M. *Church* fait rapport, que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

L'Honorable M. *Church* fait rapport du Bill, en conséquence.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “Acte pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.” la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bill concernant le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et la ratification de certains arrangement qui s'y rapportent, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence lu une seconde fois, et renvoyé un Comité de toute Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Church* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements

Et la question étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

L'Honorable M. *Church* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender de nouveau la loi des jurés et jurys, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre, pour la seconde séance, aujourd'hui.

Sur motion de M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

Ordonné, Que les documents suivants soient imprimés pour l'usage des Membres de cette Chambre, en sus de ceux dont l'impression a déjà été ordonnée par le Comité Conjoint des impressions :

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 Mai 1881, demandant : 1^o la liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour voyager sur le Chemin de Fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 1^{er} novembre 1879 jusqu'au 1^{er} mai courant ; indiquant la date de l'octroi respectif, de ces billets, la durée du privilège qu'ils comportent, et dans le cas des billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

Une liste des convois spéciaux fournis gratuitement ou autrement aux ministres de cette province, depuis le 1^{er} novembre 1879, jusqu'au 1^{er} mai courant, à aucun d'eux et à toute autre personne pour voyager sur le Chemin de Fer Provincial *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement. (Documents de la Session No 34.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 5 Juin 1881, demandant : un état indiquant : 1^o Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs, portefaix, gardiens de pompes, etc ; 2^o La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc ; 3^o Le nombre de locomotives, de chars à passagers de toutes sortes, de chars de fret, et de plateformes appartenant à toute la ligne et ses embranchements, le 30 avril dernier, et la valeur estimée de ce matériel ; 4^o le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 avril dernier, pour l'entretien du dit chemin. (Documents de la Session No 35.)

Réponse supplémentaire à un Ordre de la Chambre du 5 Mai 1881, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, demandant : un état indiquant : 1^o Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs, porte-faix, gardiens de pompes, etc ; 2^o La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc ; 3^o Le nombre de locomotives, de chars à passagers de toutes sortes, de chars de fret et de plateformes, appartenant à toute la ligne et ses embranchements le 30 avril dernier, et la valeur estimée de ce matériel ; 4^o Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 Avril dernier pour l'entretien du dit chemin. (Documents de la Session No 35.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 Mai 1881, demandant : la liste des accidents qui ont causé perte de vie sur le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis le 15 Janvier 1880, à venir au 10 Mai courant ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes, pour chaque cas, par ordre de dates :

La date de l'accident. ●

Les noms, qualités et résidences des victimes.

La date de l'enquête par le coroner, quand telle enquête a été tenue.

La cause de l'accident rapportée par le juré du coroner.

Comment et de quelle manière on a constaté la cause de l'accident, quand il n'y a pas eu d'enquête par le coroner.

La cause de l'accident telle qu'ainsi constatée.

Pourquoi il n'y a pas eu d'enquête par le coroner, quand telle enquête n'a pas été tenue.

Enfin la punition infligée aux employés en faute, si faute de leur part, il y a eu. [Documents de la session No 37].

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 18 mai 1881, demandant : copies de tous Ordres en Conseil, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant à l'achat, construction, équipement et administration du chemin de fer de *Lanoraie à Joliette*. [Documents de la session No 51].

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 18 mai 1881, demandant : copies de tous Ordres en Conseil, marchés, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant directement ou indirectement à la construction, l'équipement et l'administration de l'embranchement du chemin de fer de *Berthier*. [Documents de la session No 53].

Alors, sur motion de M. le Procureur-Général *Loranger*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures P. M. aujourd'hui.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Une lettre de l'Honorable *L. V. Sicotte*, Juge de la Cour Supérieure, transmettant à l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, copie du jugement de la Cour Supérieure dans la contestation du Comté de *Verchères*, lequel est lu. [Appendice No 1].

M. l'Orateur (sur l'objection faite au sous-amendement et à l'amendement proposés à la motion "Que le rapport du Comité des subsides sur la cinquième résolution adoptée en Comité, Mardi, le 31 courant, (chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entretien \$703,319.00), soit maintenant reçu,—lequel amendement était que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion "et que cette Chambre tout en concourant dans le rapport du Comité sur la résolution, ne peut s'empêcher de regretter que le Gouvernement ait donné le contrôle d'une propriété comme le Chemin de Fer Provincial, de la bonne administration de laquelle dépend l'avenir financier de la Province, à M. L. A. *Sénécal*, dont la réputation en affaires et les antécédents n'offrent aucune des garanties que la Province est en droit d'exiger du titulaire d'une position aussi importante";—et lequel sous amendement était que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : "et cette Chambre sans se prononcer sur les meilleurs moyens à prendre pour exploiter, avec avantage, le Chemin de Fer de la Province, est d'opinion que le Gouvernement ne devrait faire aucun arrangement, même provisoire pour louer ou vendre le Chemin de Fer, sans avoir, préalablement soumis à cette Chambre les conditions de cet arrangement,—laquelle objection était que les dit amendement et sous-amendement ne ne sont pas dans l'Ordre parce qu'ils ne se rapportent pas à la motion principale, vu que par la section 42 du chapitre 2 des Statuts de cette Province, de 1875, 30 *Victoria*, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, peut louer le dit Chemin, sujet à l'approbation de la Législature, et parce que l'amendement contient des faits qui ne sont pas constatés devant cette Chambre,) décide comme suit :

Afin que la décision que je vais rendre soit compréhensible, je dois faire remarquer à la Chambre, qu'il y a dans les procès-verbaux, une erreur, et une erreur si grave, que si elle n'était de suite corrigée, ma décision serait peut-être le contraire de celle que je vais rendre.

Les procès-verbaux disent : "que la résolution C est lue la seconde fois" tandis que les Ordres du Jour disent : "réprise des Débats ajournés sur la "motion pour la réception du rapport du Comité des Subsides sur la résolution "C, etc."

Je m'en tiens à l'Ordre du Jour pour donner ma décision, et l'erreur dans les procès-verbaux sera corrigée.

Il faut bien remarquer que la question principale, est la motion pour la réception du rapport du Comité des Subsides sur la résolution C (entretien \$703,319.)

La Chambre n'a pas encore reçu le rapport du Comité. Ce fait est important pour bien comprendre la distinction que je vais faire.

En règle générale, il n'est pas nécessaire qu'un amendement à une motion découle de la motion (*be relevant*) : ceci ne s'applique pas aux Ordres du Jour. Voir *May*, à la page 296, édition de 1873.

Il y a aussi d'autres exceptions, entr'autres, une qui intéresse la Chambre en ce moment, et la voici : après que la Chambre a reçu le rapport du Comité des Subsidés, la résolution est lue une première et une deuxième fois. La première lecture est un procédé de forme seulement.

Quand la motion pour la deuxième lecture de la résolution est faite, aucun amendement ne peut être reçu, à moins qu'il ne découle de la motion et y ait immédiatement rapport.

Je dirai de suite, que la Chambre n'en est pas encore rendue à la motion pour la deuxième lecture de la résolution. Elle n'a pas encore reçu le rapport du travail du Comité des Subsidés.

Or, je prétends que le peuple, par ses représentants, a le droit de faire valoir ses griefs, 1o quand la motion est faite pour que la Chambre se forme en Comité des Subsidés ; 2o lors de la réception du rapport du Comité.

Dans ces deux cas, la pratique parlementaire accorde une très grande latitude et permet de faire des amendements de toute espèce.

C'est, en quelque sorte, l'extension de la règle ordinaire, dont j'ai parlé plus haut.—[Voir *May*, à la page 593, édition de 1873].

Il en serait bien différent, si la Chambre avait déjà reçu le rapport du Comité des Subsidés, et qu'il s'agissait de la deuxième lecture de la résolution rapportée par le Comité. Il faudrait, dans ce cas, que l'amendement découlât immédiatement de la motion et y eût trait.

Ici je réfère à *May*, aux pages 611 et 612, édition de 1873. Au bas de la page 611, il dit : "When the report is received, the resolutions are read a first time, without a question, and a second time upon question put from the Chair."

"Any amendment, *relevant* to the subject matter, may be proposed to the question for reading resolutions a second time etc....."

"Any debate at *this time*, should be *relevant* to the particular resolution."

Ainsi, l'on voit que cette règle ne s'applique qu'à l'amendement fait à la motion pour la deuxième lecture de la résolution.

Pour ces raisons, je déclare la première partie de la question d'ordre mal soulevée.

Maintenant, partant du principe que j'ai énoncé, qu'à cette phase de la procédure, c'est-à-dire, lors de la motion pour la réception du rapport, l'on peut faire valoir ses griefs contre l'administration, et que la pratique parlementaire donne aux députés une latitude tellement grande, qu'ils peuvent proposer des amendements de toute sorte, je ne vois pas que les deux dernières parties de la question d'ordre soient fondées.

Je déclare que la question d'ordre est mal soulevée.

Sur motion de M. Wurtel, secondé par M. Tarte,

Ordonné, Qu'il soit permis aux pétitionnaires de retirer le Bill pour incorporer la Compagnie de transport de Montréal, et que le dépôt de \$100 leur soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie dite "*The Silver Plume Mining Company*" ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fautenil, et M. Champagne, fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Lundi prochain.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée jeudi, le 9 du courant, " que l'état des finances de cette Province commande l'attention spéciale de tous les Membres de cette Législature, et que c'est le devoir de chacun d'eux de travailler avec patriotisme et énergie à améliorer notre condition économique, de manière à mettre fin aux déficits qui se découvrent, depuis 1875, et à éviter, si la chose est encore possible, l'imposition de nouvelles taxes.

Que, pour arriver à ce résultat si désirable, les membres de cette Législature doivent rechercher, par tous les moyens constitutionnels à leur disposition, à simplifier les rouages de notre système d'administration provinciale, lesquels rouages sont trop compliqués, ne sont ni exigés par les besoins, ni permis par les ressources de notre Province.

Qu'il est possible, sans affecter la stabilité des institutions que nous désirons conserver intactes et qu'il est nécessaire, pour prévenir la catastrophe financière dont nous sommes menacés, de modifier prudemment notre constitution provinciale, et d'en faire disparaître tous les rouages qui ne sont pas strictement indispensables à son bon fonctionnement, et, entre autres, l'Honorable Conseil Législatif, et un certain nombre de ministres et d'employés publics.

Qu'un Comité soit formé, composé de onze Membres de cette Chambre, pour agir conjointement avec celui que l'Honorable Conseil Législatif est invité à nommer, avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme, la situation du pays, de rechercher consciencieusement et sans esprit de parti les remèdes à apporter, et les réformes à faire, pour mettre fin aux déficits, et éviter des taxes nouvelles, et de faire rapport dans le plus court délai, aux deux Chambres, afin de permettre une législation spéciale, s'il y a lieu, durant cette session, avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes et papiers.

Que les Honorables Messieurs *Chapleau, Loranger, Robertson, Lynch, Joly, Irvine, Langelier, Mercier* et Messieurs *Racicot, Mathieu* et *Préfontaine*, représentent cette Chambre dans le dit Comité.

Que cette résolution soit transmise à l'Honorable Conseil Législatif, et que les membres de cet Honorable Corps soient priés de donner à cette question importante leur plus sérieuse attention et leur concours.

M. *Mathieu* propose, secondé par M. *Taillon*, et la question préalable étant mise aux voix, — Que la question soit maintenant mise aux voix, la Chambre se divise et elle est résolue négativement.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 27 Juin 1881.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité de la Paroisse de *Ste Eulalie*, Comté de *Nicolet*, demandant de l'aide pour la colonisation.

De *Chs. DuBerger* et autres, de la *Malbaie*, tous officiers de justice, dans et pour le District du *Saguenay*; demandant qu'il leur soit accordé des émoluments dans les enquêtes pour contestation d'élection.

L'honorable M. *Lynch*, du Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements à être soumis au Code de procédure civile, présente à la Chambre le troisième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport :

Qu'en vertu de l'Ordre de référence de Votre Honorable Chambre, il a pris en considération divers projets de loi relatifs à la réforme du Code de procédure Civile, et qu'avant de former une opinion sur le mérite des amendements proposés, il a ordonné qu'ils soient imprimés et distribués afin d'obtenir l'opinion des Juges et des membres de la profession, sur le mérite de ces amendements et l'opportunité de les adopter.

Que votre Comité est d'opinion, que le projet de loi qui accompagne le présent rapport et qui contient ces amendements, devrait être soumis à votre Honorable Chambre.

Cependant, comme les amendements que suggère ce projet de loi, quelque nombreux qu'ils soient, en appellent de plus considérables, et que de fait, une refonte complète du Code de procédure civile est devenue nécessaire, votre Comité est également d'avis, que le projet de loi en question, ne devrait pas être soumis à la délibération de cette Honorable Chambre, pendant cette session, mais que les amendements qu'il contient devraient être référés à l'honorable *T. J. J. Loranger*, commissaire nommé pour la refonte et codification des statuts de cette Province, avec instruction de les incorporer dans le projet de refonte complète du dit Code, qu'il est chargé de préparer, pour être soumis à la législature, dans la Session prochaine, et que les Juges et les membres du barreau auxquels les dits amendements seront soumis, soient priés de faire connaître au plus tôt au dit Commissaire leurs opinions et leurs suggestions.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec un amendement à chacun auquel il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie de Lumière Electrique de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie de Lumière Electrique de *Québec et Lévis*."

Aussi, le Conseil Législatif a adopté les amendements de l'Assemblée Législative au Bill intitulé : "Acte pour amender et refondre l'Acte d'incorporation de la Ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, Chap. 49 et l'acte qui l'amende, 39 *Victoria*, Chap. 46."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Joseph Eugène Lépine*, au nombre de ses membres."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte de cette Province, 43-44 *Victoria*, Chap. 19, intitulé : "Acte concernant les Officiers Publics de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour amender le Chapitre 18 des Statuts Refondus, pour le *Bas-Canada*, et le Chapitre 41 de l'Acte 42-43 *Victoria*, en ce qui concerne l'érection de certaines Paroisses, dans le territoire de l'ancienne Paroisse de *Notre-Dame*, de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour amender un Acte de la présente Session, intitulé : "Acte pour incorporer l'Hôpital *Notre-Dame*, à *Montréal*."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Lumière Electrique de *Montréal*," lequel est lu comme suit :

Clause 12, ligne 5, après le mot "effet" ajouter les mots "d'une valeur de pas moins de cent piastres."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie d'éclairage électrique de Québec et Lévis," lequel est lu comme suit :

Clause 12, ligne 5, après le mot " effet " insérer " de la valeur de pas moins de cent piastres."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. le Secrétaire Provincial *Piquet*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour le District Electoral de *Verchères*, en remplacement de *Achille Larose*, écuyer, dont l'élection a été annulée, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie dite : " *The Silver Plume Mining Company* " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Mathieu* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion proposée, Jeudi le 9 du courant,—Que l'état des finances de cette Province commande l'attention spéciale de tous les Membres de cette Législature, et que c'est le devoir de chacun d'eux de travailler avec patriotisme et énergie à améliorer notre condition économique, de manière à mettre fin aux déficits qui se découvrent, depuis 1875, et à éviter, si la chose est encore possible, l'imposition de nouvelles taxes.

Que, pour arriver à ce résultat si désirable, les membres de cette Législature doivent rechercher, par tous les moyens constitutionnels à leur disposition, à simplifier les rouages de notre système d'administration provinciale, lesquels rouages sont trop compliqués, ne sont ni exigés par les besoins, ni permis par les ressources de notre Province.

Qu'il est possible, sans affecter la stabilité des institutions que nous désirons conserver intactes, et qu'il est nécessaire, pour prévenir la catastrophe financière dont nous sommes menacés, de modifier prudemment notre constitution provinciale, et d'en faire disparaître tous les rouages qui ne sont pas strictement indispensables à son bon fonctionnement, et entre autres, l'Honorable Conseil Législatif, et un certain nombre de ministres et d'employés publics.

Qu'un Comité soit formé, composé de onze Membres de cette Chambre, pour agir conjointement avec celui que l'Honorable Conseil Législatif est invité à nommer, avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme, la situation du

pays, de rechercher consciencieusement et sans esprit de parti, les remèdes à apporter, et les réformes à faire, pour mettre fin aux déficits, et éviter des taxes nouvelles, et de faire rapport, dans le plus court délai, aux deux Chambres, afin de permettre une législation spéciale, s'il y a lieu, durant cette Session, avec pouvoir d'envoyer quérir, personnes et papiers.

Que les Honorables Messieurs *Chapleau, Loranger, Robertson, Lynch, Joly, Irvine, Langelier, Mercier* et Messieurs *Racicot, Mathieu et Préfontaine*, représentent cette Chambre dans le dit Comité.

Que cette Résolution soit transmise à l'Honorable Conseil Législatif, et que les membres de cet Honorable Corps soient priés de donner à cette question importante leur plus sérieuse attention et leur concours.

Et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Boutillier,
Boutin,
Irvine,
Joly,*

*Laberge,
Lafontaine (Napier.),
Langelier (Portneuf),
Marchand,*

*Meikle,
Mercier,
Molleur,*

*Parent,
Poirier et
Rinfret dit Malouin.—14*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Charlebois,*

*Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,*

*LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Péquet,*

*Robertson,
Robillard,
St-Cyr,
Taillon et
Wartels.—28.*

Ainsi, la Question est résolue négativement.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour annexer une partie de la Paroisse de *St Calixte*, et une autre partie du terrain qui n'est pas encore érigée au civil, à la Paroisse de *St Théodore*, dans le Comté de *Montcalm*, étant lu ;

M. *Magnan*, secondé par M. *Robillard*, propose,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

Et objection étant faite, que ce Bill est un Bill Privé, pour lequel les règles concernant les Bills Privés auraient dû être observées.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Mon opinion bien arrêtée est, que le Bill qui est maintenant devant la Chambre est un Bill Privé, ou tout au plus un Bill mixte (*hybrid*), et qu'il doit être traité comme tel.

“ Je sais qu'il y a eu des décisions contradictoires et que la jurisprudence parlementaire a varié, selon les exceptions et les distinctions que l'on a fait valoir dans ces différents cas ; mais c'est précisément pour cela, qu'à la session de 1880, la Chambre m'a fait l'honneur de me demander, de créer un précédent qui trancherait la question.”

J'ai déclaré alors, que tous les Bills qui touchaient en même temps aux intérêts particuliers et aux intérêts publics devaient être traités comme des Bills Privés.

Cette décision fut rendue sur une objection faite, à la seconde lecture du Bill pour partager la division d'Enregistrement des *Trois-Rivières*, en deux divisions d'enregistrement. Elle est entrée aux journaux de la Chambre de 1880, à la séance du 23 Juillet, page 297. J'ai l'honneur de référer la Chambre à cette décision qui est discutée au long et appuyée d'autorités.

La Chambre, à l'unanimité, a accepté cette décision comme réglant la question d'ordre qui est maintenant soulevée."

Je réaffirme maintenant ce que j'ai dit et décidé alors, et je déclare, que le Bill n'est pas dans l'ordre."

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, étant lu ;

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*, propose, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Mathieu* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender de nouveau le Chapitre 68 des Statuts Refondus du *Bas Canada*, étant lu ;

M. *Boutillier*, secondé par M. *Shehyn*, propose, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et des Débats s'ensuivant ;

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne.

A sept heures et demie, P. M.

M. *Wurtele*, du Comité permanent des Lois Expirantes, présente à la Chambre le second rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'aucune loi ne doit expirer d'ici à la prochaine Session, et qu'il n'a point de recommandations à faire à Votre Honorable Chambre, sur ce sujet.

Il est, cependant, un ordre de considération qui, tout en n'étant pas du domaine direct de Votre Comité, touche cependant à la Législation qu'il a mission de sauvegarder.

L'attention de votre Comité a été appelée sur les passages suivants du rapport fait à cette Chambre, pendant la présente Session, par l'Honorable T. J. J. *Loranger*, Commissaire nommé pour la codification des Statuts.

“ La commission espère donner à son œuvre une forme durable et éviter, pour bien des années, la nécessité d'une autre refonte ou codification. Ce résultat sera pourtant bien difficile, si la Législature ne met, elle-même, quelques bornes à la liberté qu'a chaque Député, de prendre l'initiative des lois et qui le laisse maître de leur rédaction, sans égard à l'ordre et aux traditions de la Législation précédente, en un mot, si on ne reprime de quelque manière, la manie de législater ; sans ce frein salutaire, la codification que nous proposons aurait le sort des révisions et refontes précédentes : en moins de vingt ans, la confusion règnerait de nouveau dans les livres de nos Statuts, et notre législation statutaire rentrerait dans le chaos, où elle est aujourd'hui perdue.

“ Voici le mode de répression ou de modération que la présente commission propose : Un Comité appelé “ Comité Permanent de Législation ” devrait être institué dans le sein de la Chambre : les fonctions de ce Comité seraient de conserver l'harmonie des lois statutaires et de protéger la législation passée contre l'incohérence et la confusion des lois nouvelles. A cet effet, tout projet de loi devrait être, après sa première lecture, communiqué à ce Comité de législation qui serait chargé d'en examiner la convenance et au cas, où cet examen serait favorable au projet, le Comité en ferait la rédaction, et dans cet état le projet recevrait sa seconde lecture. Au cas où le résultat de l'examen serait défavorable à la mesure, la Chambre comme dans le premier cas, prononcerait sur la valeur de l'opinion du Comité.”

Il est bien entendu, que si après avoir été renvoyé par le Comité, le projet subissait des amendements dans l'une ou l'autre Chambre, il devrait, avant sa passation définitive, être renvoyé au Comité, qui en modifierait la rédaction ou en ferait une rédaction nouvelle.

Votre Comité reconnaissant la sagesse de cette suggestion, en conseille l'adoption à Votre Honorable Chambre et lui propose de plus, de changer le nom du présent Comité permanent des lois expirantes, en celui de “ Comité permanent de législation ” ainsi que suggéré, et d'ajouter à ses devoirs actuels, les attributions indiquées dans l'extrait ci-dessus.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur le sous-amendement proposé jeudi dernier à l'amendement proposé à la motion,—Que le rapport du Comité des Subsidés, sur la cinquième résolution, adoptée en Comité, mardi le 21 du courant, (maintien du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, \$703,719.00), soit maintenant reçu — et lequel amendement était que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion,—“ Que cette Chambre, tout en concourant dans le rapport du Comité sur la résolution, ne peut s'empêcher de regretter que le Gouvernement ait donné le contrôle d'une propriété comme le Chemin de Fer Provincial, de la bonne administration de laquelle dépend l'avenir financier de la Province, à M. L. A. Sénécal, dont la réputation en affaires et les antécédents n'offrent aucune des garanties que la Province est en droit d'exiger du titulaire d'une position aussi importante, ”—et lequel sous-amendement était que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement “ et cette Chambre sans se prononcer sur les meilleurs moyens à prendre pour exploiter, avec avantage, le Chemin de Fer de la Province, est d'opinion que le Gouvernement ne devrait faire aucun arrangement, même provisoire, pour louer ou vendre le Chemin de Fer, sans avoir préalablement soumis à cette Chambre les conditions de cet arrangement.”

Et le dit sous-amendement étant de nouveau proposé ;

Et de nouveaux Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *J. S. C. Wartele*, écuyer, Membre pour le district Electoral d'*Yamaska*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Wartele*, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, Mardi matin :

Mardi, 28 Juin 1881.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et le dit sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Boutillier,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Langelier (Montmorency)</i>	<i>Parent,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin et</i>
<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—16</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeCavallier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Beaudet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Péquet,</i>	<i>Wartele.—26.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lavallée,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Boutillier,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Langelier (Montmorency)</i>	<i>Parent,</i>
<i>Boutin,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Lafontaine (Napierville)</i>	<i>Meikle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin et</i>
<i>Irvine,</i>	<i>Langelier (Portneuf),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Watts.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Charlebois,

Deschênes,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Wartele.—26.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, —Que le rapport du Comité des Subsidés sur la cinquième résolution adoptée en Comité, Mardi, le 21 du courant, [entretien du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, \$703,319], soit maintenant reçu ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Boutin, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion : “ cette Chambre, tout en concourant dans le rapport du Comité sur la dite résolution, exprime le désir que, quelque soit la personne qui remplisse les fonctions de Surintendant du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sa commission soit fixée à un taux qui l'empêchera d'excéder le traitement du premier ministre, savoir : \$3,000 par année.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Boutillier,
Boutin,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Fortneuf),

Langelier (Montmorency),
Marchand,
Meikle,
Mercier,

Parent,
Poirier,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—16.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaudien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Charlebois,

Deschênes,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Marion,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Wartele.—26.

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la motion principale, —Que le rapport soit maintenant reçu, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Beaubien* fait, en conséquence, rapport de la Résolution, et elle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas sept cent mille trois cent dix-neuf piastres, soit accordé à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'entretien du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

La dite Résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité des Voies et Moyens, étant lu ;

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*, propose, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. *Langelier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion " Mais que cette Chambre, tout en votant à Sa Majesté les subsides nécessaires pour le service public, croit devoir déclarer :

Qu'attendu qu'il est encore dû plus d'un million de piastres pour subsides à diverses Compagnies de chemin de fer ;

Que le Gouvernement a fait adopter par cette Chambre à la présente session, une mesure accordant un subside de \$500,000 à la Compagnie "*Pontiac junction Railway Company* ;

Qu'il est dû en outre, des sommes très considérables pour travaux déjà faits pour la construction du chemin de fer Provincial ;

Que, d'après la déclaration faite par le Gouvernement, une somme d'un million de piastres environ va être nécessaire, pour terminer la construction du dit chemin, acheter certains embranchements qui le joignent, et obtenir le matériel nécessaire pour compléter l'équipement de la ligne ;

Que le Gouvernement a déjà, à la présente session, fait voter à cette Chambre une somme de \$715,000 pour les fins qui viennent d'être mentionnées ;

Que tout le produit de l'emprunt français est déjà épuisé, et qu'aucun autre emprunt permanent, n'est autorisé par la loi ;

Que l'exercice 1879-80 s'est soldé par un déficit très considérable, et que les documents mis devant cette Chambre, montrent l'existence, pour les premiers dix mois de l'année courante, d'un déficit plus considérable encore ;

Que les balances dues au Fonds d'Emprunt Municipal et les balances de souscriptions municipales au chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et les autres ressources extraordinaires dont dispose la Province, sont insuffisantes pour faire face aux dépenses extraordinaires ci-dessus énumérées ;

Que, pour sauvegarder le crédit et l'honneur de cette Province, il est nécessaire qu'elle puisse faire face à toutes ses obligations à leur échéance ;

En conséquence, cette Chambre voit avec regret que le Gouvernement n'indique aucun moyen et ne propose aucune mesure pour faire cesser les déficits et faire face aux obligations de la Province, et est d'opinion que tant que la situation financière de la Province ne sera pas améliorée, il serait imprudent et dangereux d'entreprendre de nouveaux travaux de chemin de fer, ou d'acheter des lignes déjà existantes."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Boutillier,
Boutin,
Gagnon,
Irvine,*

*Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),*

*Langelier (Montmorency),
Marchand,
Meikle,
Mercier,*

*Parent,
Poirier,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—16.*

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Charlebois,

Deschênes,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St Cyr,
Taillon,
Tarte et
Wärtele.—26

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil ;

L'Honorable M. Irvine propose comme amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants “ cette Chambre regrette, que les montants qui ont déjà été dépensés pour l'encouragement de l'émigration européenne n'aient pas donné de résultats plus satisfaisants, lesquels résultats n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées ; et à moins que le Gouvernement, par ces moyens, ne parvienne à retenir plus d'émigrants dans la Province ; cette Chambre est d'opinion qu'à l'avenir un montant aussi considérable ne soit pas continué.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Boutillier,
Boutin,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville),
Langelier (Portneuf),

Langelier (Montmercy),
Marchand,
Meikle,
Mercier,

Parent,
Poirier,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—18

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Charlebois,

Deschênes,
Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte et
Wärtele.—26.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

M. *Langelier* [*Montmorency*] propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, Que les mots suivants, soient ajoutés à la fin de la motion :

“ Mais cette Chambre constate avec regret, què, d'après les déclarations du Gouvernement, il a l'intention d'employer une partie de l'argent voté pour la construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* à acheter, près de la station du *Mile-End*, des terrains inutiles à un prix de dix cents par pied carré.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bouffler,
Boutin,
Gagnon,
Irvine,

Joly,
Laberge,
Lafontaine (Napierville)
Langelier (Portneuf)

Langelier (Montmorency)
Marchand,
Meikle,
Mercier,
Parent,
Poirier,
Rinfret dit Malouin et
Watts.—18.

CONTRE :

Messieurs

Andet,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Charlebois,
Deschênes,

Duhamel,
Flynn,
Gauthier,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,

LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Magnan,
Mathieu,
Pâquet,

Robertson,
Robillard,
St. Cyr
Tailon,
Tarte et
Wurtele.—25.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix :

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le Fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de cent un mille neuf cent six piastres et trente trois centins, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt un, et la somme d'un million six cent cinquante quatre mille cinq cent soixante et dix-huit piastres, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt deux, soient prises sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. Résolu, Que, dans le but de payer les subsides accordées à Sa Majesté, la somme d'un million quatre cent dix huit mille, trois cent dix-neuf piastres, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt deux, soit prise sur le fonds consolidé des Chemins de Fer de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Beaubien* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de cent un mille neuf cent six piastres et trente trois centins, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt un, et la somme d'un million six cent cinquante quatre mille cinq cent soixante et dix-huit piastres, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt deux, soient prises sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*. Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme d'un million quatre cent dix huit mille trois cent dix neuf piastres, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de Juin mil huit cent quatre vingt deux, soit prise sur le fonds consolidé des Chemins de Fer de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. *Beaubien* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1881, et le 30 juin 1882, et pour d'autres fins du service Public.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 28 Juin 1881.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité sur le Bill pour amender de nouveau la loi des Jurés et Jurys ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Watts* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau la loi concernant les Jurés et Jurys (32 Viet., chap. 22). "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les sections 54 et 75 de l'acte 43-44 Victoria, chapitre 12, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Beaubien fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée, — Que le rapport soit maintenant reçu :

L'Honorable M. Irvine propose comme amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre, pour y introduire les changements suivants :

Que la première section de ce bill soit retranchée et remplacée par ce qui suit :

1. Que la section de l' " acte général des mines de Québec 1880, " est révoquée et la suivante lui est substituée :

" 54. Dans tous les cas, tout tel porteur de licence, avant d'entrer sur un " terrain, dans le but de miner, devra, en outre, obtenir le consentement des " propriétaires des droits de mine en vertu de titres valides."

Que la troisième section de ce Bill soit retranchée et remplacée par la suivante :

" 3. Les sections 14, 15, 16 et 17 du dit acte sont par le présent acte révoquées " et le présent acte viendra en force le jour de sa sanction."

Et que le titre du dit Bill, soit changé de manière à se lire comme suit :

" Acte pour amender et révoquer certaines sections de l'acte 43-44 Victoria, chapitre 12."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Irvine propose comme amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants " le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante :

" Le dernier paragraphe de la 17e section du dit acte, qui a rapport au bref d'injonction, est par le présent rappelé."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bontillier,
Boulin,
Gagnon,

Joly,
Lafontaine (Napier),
Langelier (Portneuf),

Marchand,
Mathieu,
Meikle,

Mertier,
Rinfret dit Malouin et
Watts. — 12.

CONTRE :

Messieurs

Audel,
Beaudet,
Bergevin,
Caron,
Champagne,
Deschênes,

Duhamel,
Flynn,
Houde,
Lalonde,
Lavallée,
LeCavalier,

Loranger,
Lynch,
Magnan,
Pâquet,
Parent,
Poirier,

Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St-Cyr et
Wartele. — 23.

Ainsi, il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Beaubien*, fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer le Bureau d'Agence d'Immeubles, de *Montréal*," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre :

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*."

Bill intitulé : " Acte ordonnant l'enregistrement des donaires coutumiers et servitudes, dans certains cas non prévus par loi."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer le Bureau d'Agence d'Immeubles, de *Montréal*," lequel est lu comme suit :

Clause 4, ligne 3, après le mot " piastres, ajouter " pour son propre usage "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Taillon*,—La Pétition de *Alexandre Petit* et autres, de *Montréal*.

Sur motion de M. *Wurtele*, secondé par M. *Lalonde*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le second rapport du Comité Permanent des Lois Expirantes, et qu'à l'avenir, le Comité des lois expirantes soit connu sous le nom de " Comité Permanent de Législation ", et que les attributions indiquées dans le rapport, soient adjointes à celles qui lui sont maintenant attribuées, sauf, quant aux mesures du Gouvernement.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour permettre de cadastrer le No 18 du Quartier *Saint Laurent*, dans la Cité de *Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Le Bill pour assurer le payement du constructeur et tout autre ouvrier, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que la Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit " Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender de nouveau l'Acte de cette Province 40 *Victoria*, Chap. 29, est en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau l'Acte 40 *Victoria*, Chapitre 29, des clauses générales des Corporations de Ville."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant la publication de certains Ordres en Conseil, proclamations et règlements des départements, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Mathieu*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender de nouveau la loi concernant les plans et livres de renvoi des cadastres, est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Wurtele* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Wurtele*, fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvoi officiels."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender le Chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Meikle*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte 39 *Victoria*, Chap. 33, de cette Province concernant la profession de Notaire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *LeCavalier* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les Actes concernant le Notariat."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée hier,—Que le Bill pour amender de nouveau le Chap. 63 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Sawyer fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender de nouveau le Chapitre 68 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, Chapitre 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint Antoine*."

Bill intitulé : "Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone Bell, du *Canada*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, Chapitre 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint Antoine*," lesquels sont lus comme suit :

Page 3, Clause 7, ajouter à la fin de cette Clause les mots suivants : "Sans préjudice toute fois aux dispositions contenues dans les article 712 et 713 du Code Municipal."

Même Page, Clause 11, Ligne 6 après le mot "pas," retrancher le mot "dix" et insérer le mot "cinq."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, mardi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif, au Bill intitulé : "Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone Bell, du *Canada*," lequel est lu comme suit :

Page 1, Clause 1, Ligne 7, après le mot "Province" insérer les mots "avec siège social à *Montréal*."

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de téléphone de *Québec et Lévis*," étant lu.

Les dits amendements, sont en conséquence lus la seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le tarif des Médecins et Chirurgiens, étant lu ;

M. Gagnon, propose, secondé par M. Langelier (*Montmorency*), que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite que ce Bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il est question par ce Bill d'amander un tarif qui n'est pas en force et qui n'existe point.

M. l'Orateur décide que le Bill n'est pas dans l'Ordre.

Le Bill pour amender la loi concernant l'Instruction Publique, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Magnan* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour détacher de la Municipalité de la Paroisse de *Varennes*, dans le Comté de *Verchères*, trois îles situées dans le fleuve *St Laurent* et connues sous les noms de l'*Isle à l'Aigle*, *Isle au Cerfueil* et *Isle au Bois Blanc*, pour les annexer à la Municipalité de la Paroisse de *Repentigny*, dans le Comté de l'*Assomption* pour toutes fins quelconques, étant lu.

M. *Marion*, propose, secondé par M. *Parent*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite que le Bill n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Ce Bill est un Bill Privé ou tout au plus un Bill mixte, [*hybrid*] qui doit être traité comme un Bill Privé. Il n'est pas accompagné de la Pétition, ni des avis publics qu'exigent les règles de cette Chambre ; et pour cette raison, je le déclare hors d'ordre."

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender les actes concernant la Division du Comté de *Rimouski* [32 *Victoria*, chap. 44-45] relativement à la Paroisse de *St Moïse*, étant lu ;

M. *Parent*, propose, secondé par M. *Boutin*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite que ce Bill n'est pas dans l'ordre,

M. l'Orateur décide comme suit :

"Ce Bill est aussi un Bill Privé ou tout au plus un Bill mixte [*hybrid*]. Comme le Bill précédent, il se trouve irrégulièrement devant la Chambre, et je le déclare hors d'ordre."

Le Bill concernant les chemins de péage entre *Longueuil* et *Chambly*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poirier*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte concernant les Chemins de péages entre *Montréal* et *Chambly*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un Bill intitulé : "Acte pour amender la Charte de la Ville de *St Jean* [43-44 *Victoria*, chap. 62], avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la Charte de la Ville de St Jean [43-44 Victoria, chap. 62] " lesquels sont lus comme suit :

1. Que la première sous-section de la sixième section du dit Bill soit amendée de manière à se lire comme suit :

" 10. Sur tous terrains, lots de Ville ou portions de lots, et sur tous bâtiments et constructions dessus érigés, une somme n'excédant pas cinq huitièmes de centin par piastre sur leur valeur réelle telle qu'estimée et portée aux rôles d'évaluation ; pourvu que, dans le cas où une taxe spéciale serait imposée sur les propriétés foncières en vertu de la clause vingt-deux du présent acte, la taxe sur les dites propriétés foncières sera réduite et limitée de manière à ce que ces taxes réunies ne s'élèvent en aucun temps à un taux plus élevé que celle imposée sur les fonds de marchandises et autres biens et effets énumérés dans la seconde sous-section de la dite sixième section du dit acte.

20. La sous section trente sept de la section quatre vingt neuf du dit acte est abrogée et remplacée par la sous section suivante :

" 37. Pour obliger les charretiers, propriétaires, ou conducteurs de voitures publiques, de louages ou de charge, dans la Ville, à se pourvoir de la Corporation, des licences annuelles représentées par des numéros d'ordres, le prix de telles licences ne devant pas excéder la somme de cinq piastres pour chaque tel numéro d'ordre ; aussi pour obliger les charretiers, propriétaires ou conducteurs de voitures publiques, de louage ou de charge, dans la Ville, à porter les dits numéros d'ordre sur chaque voiture ou attelage, ces numéros d'ordre devant être fournis par la Corporation ; aussi, pour faire un tarif des prix payables aux charretiers, pour leurs services, et empêcher ces derniers d'exiger des prix plus élevés que ceux fixés par le tarif."

30. Section treize du dit acte, huitième ligne, après les mots : " septième ligne " retrancher tous les mots jusqu'à " 377 inclusivement, " dans la neuvième ligne.

40. Section vingt deux; dixième ligne, après les mots : " taxe de " retrancher le mot " cinq " et le mot " huitièmes " au commencement de la onzième ligne et les remplacer par les mots : " un demi. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill pour amender l'article 637 du Code Municipal, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait, en conséquence, rapport du Bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender certains articles du Code Municipal. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour permettre aux Corporations Municipales de capitaliser leurs dettes, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Beaudet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Beaudet* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent.

Bill intitulé : " Acte pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Agricole de la *Rivière-du-Loup*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie dite *The Mountain Park Railway and Elevator Company*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chapitre 39, intitulé : " Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle."

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Procureur Général *Loranger*, propose, que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant le fonds de retraite des employés publics.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ;

Et des Débats s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, Mardi matin ;

Mercredi 29 Juin 1881.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que la pension annuelle accordée par l'acte 40 Vict., chap. 10, section 1, sera, à l'avenir accordée à tout employé ou membre du service civil, qui aura servi comme tel durant l'espace de dix années ou plus, et qui aura atteint l'âge de 60 ans, révolus, ou qui sera devenu incapable de remplir ses devoirs ordinaires par suite d'infirmités physiques ou mentales ; pourvu que ces infirmités ne soient pas le résultat d'une conduite illégale ou immorale.

2. *Résolu*, Que, si le rapport du chef de département auquel appartient un employé devant être mis à la retraite pour autre cause que l'âge ou la santé, démontre que les services de tel employé n'ont pas été satisfaisants, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de lui accorder une pension moindre que celle que la loi lui accorde.

3. *Résolu*, Que, si une personne est contrainte par quelque infirmité physique ou mentale, de quitter le service civil, avant le temps auquel une pension aurait pu lui être accordée, les sommes qui auront été retenues sur son salaire ou traitement, lui seront remises immédiatement, ou s'il décède avant ce temps, telles sommes ainsi retenues, seront remises à sa femme, et à défaut de sa femme, à ses enfants.

4. *Résolu*, Que le fonds spécial appelé : " fonds de pension," créée par l'acte 40 Vict., chap. 10 s. 6, pour payer la pension des dits employés, sera transporté au fonds consolidé du revenu de la province pour en faire partie.

5. *Résolu*, Que, à l'avenir, le paiement des pensions sera fait sur le fonds consolidé du revenu de la Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le Bill pour amender les actes concernant les subsides en argent accordés à certains Chemins de Fer, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gagnon*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gagnon* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1881, et le 30 Juin 1882; et pour d'autres fins du service public, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, jeudi prochain.

Sur motion de M. le Procureur Général *Loranger*, secondé par M. Trésorier *Robertson*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, jeudi, à midi.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Mervier*,

Ordonné, Que la réponse à un Ordre de la Chambre, daté le 18 Mai 1881, demandant Copies de tous Ordres en Conseil, contrats, écrits, ou résumés de toutes conventions verbales, faits entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres, *L. A. Sénécal*, écuier, ou autre personne, pour et au nom du Gouvernement, avec la Compagnie du Chemin de Fer du *Sud-Est*, ou aucun de ses officiers ou employés, depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la location ou prêt de chars, ou autre matériel roulant, soit imprimée.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Langelier*.—Le gérant du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, *M. L. A. Sénécal*, a-t-il donné des cautions comme tel gérant, et si oui, quels sont les noms de ces cautions, et le montant du dit cautionnement ?

Réponse de *M. le Procureur Général Loranger*.—Le Surintendant ne perçoit aucun argent. Il n'a pas de cautionnement à donner et n'en a pas fourni.

Par l'Honorable *M. Mercier*.—Est-il vrai que le Gouvernement se propose de réintégrer Messrs *Tassé* et *Désautniers* dans la charge d'Inspecteurs des Bureaux Publics qu'ils occupaient en 1878 ; et si oui, quels seront leur salaire et leur position dans la nouvelle Commission ; et en vertu de quelle autorité cette nomination sera-t-elle faite ?

Réponse de *M. le Solliciteur Général Lynch*.—La question est sous la considération du Gouvernement ; mais aucune décision n'a été prise concernant ces Messieurs.

Par l'Honorable *M. Marchand*.—De qui le Gouvernement achète-t-il les terrains nouveaux, près de la gare du *Mile-End*, du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* mentionnés en la Cédule A, de l'estimation des dépenses de construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* pour 1881-82, comme devant coûter respectivement \$7801.50, \$1200, \$2500 ?

Réponse de *M. le Procureur Général Loranger*.—L'estimation demandée n'est pas un prix convenu, c'est le prix approximatif du coût des expropriations qui pourraient devenir nécessaires ; il n'y a pas eu d'achat.

Par *M. Marion*.—Quels sont les revenus annuels qu'a rapporté au Gouvernement depuis trois ans, l'occupation de la maison, avec dépendances, qu'il possède, à *Montréal*, et ci-devant occupée par l'Ecole normale Jacques-Cartier ; quel est le montant des taxes ou autres contributions foncières payées pour cette propriété, depuis la même période, et quels ont été les frais d'entretien des dites bâtisses, depuis le même temps ?

Réponse de *M. le Procureur-Général Loranger*.—Les revenus ne sont qu'une bagatelle, couvrant à peine les taxes que la municipalité impose sur les propriétés louées et les frais d'entretien. Le Gouvernement ne voulait pas disposer de ces propriétés pour un temps étendu, vu qu'il entend les vendre aussitôt qu'il trouvera un prix assez élevé.

Par *M. Marion*.—Quel usage le Gouvernement a-t-il fait de l'ameublement de la maison d'immigration qui existait à *Montréal*, et de l'ameublement que possédait l'ancienne Ecole normale Jacques-Cartier, avant le transport de cette Institution dans la nouvelle bâtisse sur la *Ferme Logan*.

Réponse de *M. le Procureur-Général Loranger*.—Les meubles qui pouvaient servir ont été choisis par l'Ecole Normale elle-même. Les autres ont été donnés, partie à quelques Institutions de Charité, et partie à un hôpital, et les quelques meubles de la maison d'Emigration ont été vendus, et le prix appliqué aux dépenses de l'Emigration.

Par M. Magnan.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'étendre à la Compagnie du Chemin de Fer des *Laurentides*, la politique qu'il vient de manifester en faveur de certains Chemins de Fer, vu que le subside donné à la dite compagnie, pour la partie du chemin déjà construite, a rapporté l'année dernière au Gouvernement, 22 pour cent d'intérêt ?

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—La Compagnie du Chemin des *Laurentides* sera traitée de la même manière que les autres Compagnies qui se trouvent dans les mêmes conditions.

Par l'Honorable M. Mercier.—Est-il vrai que le Gouvernement a remis à la corporation de la Cité des *Trois-Rivières*, les coupons ou une partie des coupons, des \$50.000 de débentures qu'elle lui a donnés, en compte de sa souscription de \$100.000, en faveur du Chemin de Fer du Nord ? Si oui, pour qu'elles raisons ces coupons ont-ils été ainsi remis ?

Réponse de M. le Trésorier Robertson.—Non.

Par l'Honorable M. Langelier.—Est-il vrai que le Gouvernement, ou le Trésorier de la Province, ait directement ou indirectement, garanti de quelque manière, soit quant au principal, soit quant aux intérêts, pour toujours, ou pour un temps limité, un emprunt contracté par la compagnie du Chemin de Fer *Québec Central* ; ou ait recommandé le dit emprunt ?

Réponse de M. le Trésorier Robertson.—Aucun arrangement semblable.

Par M. Boutillier.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de présenter, pendant la présente session, une mesure pour accorder un Subside en terres au Chemin de Fer du *Saint Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*, conformément à l'engagement qu'il a pris, pendant la dernière session, de manière à rendre justice à la Ville et au District des *Trois-Rivières*, ainsi qu'il l'a fait envers le District d'*Ottawa*.

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—La question est sous considération.

Par M. Champagne.—Le Gouvernement a-t-il reçu un état constatant le nombre des émigrants entrés à l'agence de *Montréal*, durant la présente année fiscale ?

Réponse de M. le Procureur Général Loranger.—Oui, ainsi qu'il appert à l'état déposé devant cette Chambre.

M. Lavallée.—Lorsque M. C. A. Scott a été nommé surintendant ou gérant du Chemin de Fer de *Québec, Montréal Ottawa et Occidental*, par l'ex-Gouvernement, a-t-il donné des cautions comme tel gérant ; et si oui, quels sont les noms de ces cautions, et quel est le montant du dit cautionnement ?

Réponse de M. le Trésorier Robertson.—Je ne suis pas informé qu'il ait donné des garanties.

Sur motion de l'Honorable M. Church, secondé par l'Honorable M. Beaubien, Résolu. Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toute correspondance, pétitions et autres documents relatifs à l'achat, par cette Province, de la carte de l'ancienne Province du *Canada*, faite par feu *Joseph Bouchette*, arpenteur général.

Sur motion de M. *Boutillier*, secondé par M. *Gagnon*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. *Jean-Baptiste Desmarais*, huissier audiencier de la Cour Supérieure, pour le District de *Joliette* ; copie de la nomination du dit *Jean-Baptiste Desmarais*, copie de la résignation, copie de la nomination de son successeur, copie de tous autres documents se rattachant à cette affaire.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état des sommes qui ont été payées pour assistance et dépenses de réception du Lieutenant-Gouverneur, depuis le 25 Juillet 1879.

Sur motion de M. *Meikle*, secondé par M. *Lovell*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous contrats ou engagements pour l'achat, par le Gouvernement, de superphosphates, de compagnies ou de personnes étrangères, depuis le 1er Mai 1880.

Sur motion de l'Honorable M. *Langelier*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents se rapportant à des concessions ou réserves de terres publiques, soit à des particuliers, soit à des sociétés ou compagnies, depuis le 1er Juillet dernier, en quantité de plus de dix mille acres.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Wurtele*, secondé par M. *Taillon*,

Ordonné, Que le Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de *St Henri*, accordant de l'aide à la Compagnie de filature des marchands, soit remis sur l'Ordre du Jour de Jeudi, le 30 courant, pour être considéré en Comité de toute la Chambre, à la première séance.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Langelier* (*Montmorency*),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : Une liste de tous les employés permanents ou temporaires encore employés au dépôt officiel de livres ; la dite liste donnant le nom des employés, la date de leur nomination, la nature des services par eux rendus, et le salaire payé à chacun d'eux.

L'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Langelier*,—Qu'il appert par les procès-verbaux du Conseil Législatif, que, dans la séance du 27 courant, il a repoussé par un vote de 13 contre 5, le Bill No 64, pour abolir la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de *Québec*, qui avait été adopté par cette Chambre, par un vote de 26 contre 15, dans la séance du 21 courant ;

Que la question soumise par ce Bill, doit être jugée par cette Chambre, dont l'opinion devrait être acceptée et respectée, sur une question de cette nature ;

Que cette Chambre doit regretter et regrette cette intervention du Conseil Législatif dans la solution d'une question qui intéresse, surtout la branche élective de cette Législature ;

Que cette opposition du Conseil Législatif, à la volonté, clairement déclarée de l'Assemblée Législative, sur une matière qui est du ressort exclusif de la branche populaire de la Législature, est de nature à augmenter le sentiment de défiance et d'hostilité qui existe déjà, dans la plus grande partie du public, contre l'Honorable Conseil Législatif.

M. *Würtele* propose comme amendement, secondé par M. *Magnan*, Que le dernier paragraphe de la motion soit rayé : le paragraphe se lisant ainsi :

Que cette opposition du Conseil Législatif, à la volonté, clairement déclarée de l'Assemblée Législative, sur une matière qui est du ressort exclusif de la branche populaire de la législature, est de nature à augmenter le sentiment de défiance et d'hostilité qui existe déjà, dans la plus grande partie du public, contre l'Honorable Conseil Législatif.

Et objection étant faite que la motion principale n'est pas dans l'ordre, vu que les procédés du Conseil Législatif au sujet de ce Bill, ne sont pas connus de cette Chambre et qu'elle n'en a encore pris connaissance en aucune manière.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision, à la prochaine séance.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 30 Juin 1881.

Le Bill octroyant à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1881, et le 30 juin 1882, et pour d'autres fins du service public, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Watts*,

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, M. le Trésorier *Robertson*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Mercier* et M. *Würtele*, pour examiner les journaux de l'Honorable Conseil Législatif et de s'enquérir de ce qui a été décidé au sujet du Bill intitulé : "Acte pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative."

L'Ordre du Jour, pour la réception du rapport du Comité de toute la Chambre sur certaines résolutions proposées, concernant le fonds de retraite des employés publics, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Beaubien* fait en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que la pension annuelle accordée par l'acte 40 Vict., chap. 10, section 1, sera, à l'avenir accordée à tout employé ou membre du service civil, qui aura servi comme tel durant l'espace de dix années ou plus, et qui aura atteint l'âge de 60 ans révolus, ou qui sera devenu incapable de remplir ses devoirs ordinaires par suite d'infirmités physiques ou mentales ; pourvu que ces infirmités ne soient pas le résultat d'une conduite illégale ou immorale.

2. *Résolu*, Que, si le rapport du chef de département auquel appartient un employé devant être mis à la retraite pour autre cause que l'âge ou la santé, démontre que les services de tel employé n'ont pas été satisfaisants, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de lui accorder une pension moindre que celle que la loi lui accorde.

3. *Résolu*, Que, si une personne est contrainte par quelque infirmité physique ou mentale, de quitter le service civil, avant le temps auquel une pension aurait pu lui être accordée, les sommes qui auront été retenues sur son salaire ou traitement, lui seront remises immédiatement, ou si elle décède avant ce temps, telles sommes ainsi retenues, seront remises à sa femme, et à défaut de sa femme, à ses enfants.

4. *Résolu*, Que le fonds spécial appelé : " fonds de pension," crée par l'acte 40 Vict., chap. 10, s. 6, pour payer la pension des dits employés, sera transporté au fonds consolidé du revenu de la province pour en faire partie.

5. *Résolu*, Que, à l'avenir, le paiement des pensions sera fait sur le fonds consolidé du revenu de la Province.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois et adoptées.

L'Ordre du Jour, pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 40 Victoria, chapitre 10, créant un fonds de retraite en faveur de certains employés publics et de leur famille, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : Acte pour amender l'acte de cette Province 40 Vict., chap. 10, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours, en faveur de certains employés publics et de leurs familles."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. Langelier, du Comité spécial auquel a été renvoyée la déclaration de l'Honorable M. Ross, relativement à un emprunt de £800,000 sterling, et à l'établissement d'une compagnie de crédit foncier, présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité lequel est lu. (Appendice No 4.) (*Voir documents imprimés pour l'usage des membres, Appendice No 4.*)

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Mathieu, du Comité Permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre, le troisième rapport du dit Comité, lequel est lu. (Appendice No 5.) (*Voir Documents imprimés pour l'usage des membres, Appendice No 5*)

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de l'Honorable M. Chapleau, secondé par M. le Trésorier Robertson,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée pour encourager les manufactures de matériel de Chemins de Fer.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que pour l'encouragement de l'établissement, dans cette Province, de manufactures, sur une grande échelle, de lisses et de serre-écrous, locomotives, voitures, chars, et autre matériel roulant, ou outillage pour Chemins de Fer, le Gouvernement soit autorisé à accorder à toute Compagnie, établissant telle manufacture, l'exemption de taxe, de la part du Gouvernement, pourvu que telle exemption ne se rapporte en aucune façon aux taxes d'école, et aux taxes municipales, et n'excède pas vingt cinq ans.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Wurtelle, fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Wurtelle, fait en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est la comme suit :

1. *Résolu*, Que pour l'encouragement de l'établissement dans cette Province, de Manufactures, sur une grande échelle, de lisses et de serre-écrous, locomotives, voitures, chars, et autre matériel roulant, ou outillage pour Chemins de Fer, le Gouvernement soit autorisé à accorder à toute Compagnie, établissant telle Manufacture, l'exemption de taxe, de la part du Gouvernement, pourvu que telle exemption ne se rapporte en aucune façon aux taxes d'école, et aux taxes municipales, et n'excède pas vingt cinq ans.

La dite Résolution, étant lu la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable M. Chapleau, ait la permission d'introduire un Bill pour encourager l'établissement de manufactures de matériel pour Chemins de Fer.

L'Honorable M. Chapleau, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance des dispositions de ce Bill, il le recommande à la considération de la Chambre.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer l'Association des Gymnastes Amateurs, de *Montréal*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Marie Joseph Edmour Chagnon*, au nombre de ses membres, soit remis, les frais de traduction et d'impression ayant été payés.

Sur motion de l'Honorable M. Beaubien, secondé par M. Mathieu,

Résolu, Qu'à même le fonds consolidé du revenu de la Province, une somme de dix mille piastres soit avancée aux Révérends Pères Trappistes, maintenant établis dans le Comté des *Deux Montagnes*, où ils doivent exploiter une ferme

modèle, et où les jeunes agriculteurs pourront apprendre la pratique de la culture améliorée. Que la dite somme leur soit laissée pendant dix ans, avec intérêt annuel de cinq par cent.

Sur motion de M. Wurtelle, secondé par M. Beaudet,

Ordonné, Qu'il soit permis aux pétitionnaires de retirer le Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 42-43 Victoria, Chapitre 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la Côte Saint Antoine."

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur ce Bill soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Langelier (Montmorency),

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Une liste des employés permanents temporaires aux frais de la Province, à Spencer Wood ; la dite liste, donnant la date de leur entrée en service, leurs salaires et la nature de leur emploi.

Sur motion de l'Honorable M. Langelier, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous Ordres en Conseil, correspondance, documents, comptes etc., relatifs au chemin de colonisation du *Lac St Jean*, entre le Gouvernement ou aucun Ministre ou Département, et le Révérend Grégoire Tremblay, curé de *Beauport*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de *St Henri*, accordant de l'aide à la Compagnie de filature des marchands ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Champagne, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. le Secrétaire Provincial *Puquet*, présente conformément à une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 4 Mai 1881, demandant : copie des rapports sur l'administration et la tenue du bureau d'enregistrement du Comté de *Bagot*, depuis et après la nomination de *Chs. Laroche*, écuier ; des requêtes, lettres et plaintes demandant la destitution et le maintien en charge du dit *Laroche*, des requêtes et lettres demandant la nomination à cette charge de *J. O. Bachand*, écuier, des Ordres en Conseil et de tous autres documents se rattachant à la dite destitution et à la dite nomination. [Documents de la session No 69].

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. *Wat ts*,
Ordonné, Que le dit document soit imprimé.

Résolu, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations jusqu'à deux heures et demie, P. M.

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Deux heures et demie P. M.

M. Würtele, du Comité Spécial nommé pour compiler les journaux du Conseil Législatif, présente à la Chambre le rapport suivant :

Le Comité réuni pour examiner les journaux de l'Honorable Conseil Législatif et s'enquérir de ce qui a été décidé, au sujet du Bill No 64, pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a compulsé les journaux du dit Conseil, et qu'il a constaté, que lundi, le 27 Juin courant, la deuxième lecture du dit Bill a été renvoyée à trois mois ; sur division de 13 contre 5, tel qu'il appert à une copie du procès-verbal de la séance du dit jour ci-annexé :

Acte pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative.

Attendu qu'il est démontré par l'expérience, qu'on peut se dispenser du cens d'éligibilité exigé des membres de l'Assemblée Législative :

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de *Québec*, décrète ce qui suit :

1. La section 124 de l'acte électoral de *Québec* [38 *Victoria* chap. 7,] est abrogée et remplacée par la suivante :

" 124. Aucune personne ne sera élue membre de l'Assemblée Législative de cette Province, ou ne votera ou ne siégera comme telle, qui n'a pas au moins l'âge de vingt et un ans, n'est pas du sexe masculin, sujet de Sa Majesté, par naissance ou naturalisation et exemptée de toute incapacité légale."

2. Les sections 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136 du dit acte, et la section 15 de l'acte 39 *Victoria*, chapitre 13, sont abrogées.

3. Après la passation du présent acte, aucun cens d'éligibilité ne sera requis d'aucun membre de l'Assemblée Législative de *Québec*.

4. Le présent acte viendra en force, le jour de sa sanction et s'appliquera aux membres du présent parlement, sauf toutes questions de frais, qui ne seront pas affectées par le présent acte.

Procès-Verbaux du Conseil Législatif de la Province de *Québec*.

Lundi, 27 Juin, 1881.

SÉANCE de 3 heures P. M.

Les Honorables Conseillers Législatifs présents sont :

L'Honorable *John Jones Ross*, Orateur.

Les Honorables Messieurs

*Archambault,
Beaudry,
Bryson,
Couture,
Dionne,
Dostaler,
Gingras,
Hearn,
La Bruyère, de*

*Lavolette,
Proulx,
Rémillard,
Roy,
Savage,
Starnes,
Villemure, de
Webb.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Starnes*, de certains citoyens de *Montréal*.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Institut *Hervey*, connu autrefois sous le nom de *Home and School of Industry, Montréal*, demandant de l'aide ;

De *M. Cornellier*, avocat, et autres, de *Montréal*, s'opposant au Bill demandé par l'Université *Laval*.

De *Alexandre Pitel* et autres, de *Montréal*, s'opposant à la passation du Bill demandé par l'Université *Laval*.

L'Honorable *M. Dionne*, du Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, présente son dixième Rapport.

Ordonné, Qu'il soit reçu, et il est alors lu par le Greffier comme suit, savoir :

Le Comité des Ordres Permanents et Bills Privés a l'honneur de vous présenter ce qui suit, comme son dixième rapport :

Votre Comité, après avoir examiné les requêtes suivantes, a trouvé qu'elles n'étaient pas de nature à exiger les avis requis par la 49ème règle :

De *Georges Elliot* et autres, demandant des amendements à la loi de l'Instruction Publique ;

Des habitants de *St Barthélemi*, demandant l'octroi d'une somme de six mille dollars pour un chemin ;

De *Allan, Rae et Cie*, et autres, de la Cité de *Québec*, demandant la passation du Bill de la Compagnie du Téléphone de *Bell* ;

Du Révérend *M. Auclair*, curé de *Québec*, et autres de *Québec*, s'opposant à la passation du Bill intitulé : "Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone de *Bell* ;

Des habitants du Comté de *Gaspé*, demandant des amendements à la loi de l'Instruction Publique ;

Des habitants de *St George*, demandant des amendements à la loi des licences ;

Des habitants de *Thurso*, demandant de l'aide pour un chemin de colonisation ;

Des habitants de *Masham*, demandant de l'aide pour la colonisation.

Le tout respectueusement soumis,

E. DIONNE,
Président.

Sur motion de l'Honorable *M. Dionne*, il est

Ordonné, Que ce dit rapport soit adopté.

L'Honorable *M. Dionne*, du Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, auquel a été référé le Bill (No 144) intitulé : "Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone *Bell*, du *Canada*," présente son rapport.

Ordonné, Qu'il soit reçu et il est alors lu par le Greffier comme suit, savoir :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Bureau des Bills Privés,

Le 27 Juin 1881.

Le Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, auquel a été référé le Bill (No 144) intitulé : "Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone *Bell*, du *Canada*," avec instruction au dit Comité de faire rapport et sur la suffisance des avis et sur le mérite du dit Bill, fait rapport.

Que bien que les avis n'aient pas été donnés, suivant les règles du Conseil Législatif, ni que la requête à l'appui du dit Bill (No 144) intitulé : "Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone *Bell*, du *Canada*," n'ait

pas été présentée dans le délai voulu, nonobstant, le Comité des Ordres Permanents et des Bills Privés, est d'opinion de suspendre les règles, à ce contraires, et que rapport en soit fait au Conseil Législatif.

Le tout humblement soumis,

E. DIONNE,
Président.

L'Honorable M. *Laviolette* propose :

Que le dit rapport soit adopté.

L'Honorable M. *Beaudry* propose en amendement :

Que le dit rapport ne soit pas adopté.

La question étant mise sur le dit amendement, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

CONTENTS :

Les Honorables Messieurs

Beaudry,
Couture,
Dionne,

Gingras,
LaBruère de et
Rémillard.—6.

NON CONTENTS :

Les Honorables Messieurs

Ross,
Archambault,
Bryson,
Dostaler,
Hearn,
Laviolette,

Roy,
Savage,
Starnes,
Villemure de et
Webb.—11.

Ainsi elle est résolue dans la négative.

Et la question étant mise sur la motion principale, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

CONTENTS :

Les Honorables Messieurs

Ross,
Archambault,
Bryson,
Dostaler,
Hearn,
Laviolette,

Roy,
Savage,
Starnes,
Villemure, de et
Webb.—11.

NON-CONTENTS :

Les Honorables Messieurs

Beaudry,
Couture,
Dionne,

Gingras,
LaBruère de et
Rémillard.—6.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative, et il est
Ordonné, Que le dit rapport soit adopté.

L'Honorable M. *Dionne*, du Comité des Ordres Permanents et Bills Privés, auquel a été référé le Bill [No 13] intitulé : "Acte pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*," fait rapport que le dit Bill a été examiné en entier et qu'il le rapporte à cette Chambre sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Couture*, il est
Ordonné, Que le dit Bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit Bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

La Question est mise, ce Bill passera-t-il ?

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier se rende à l'Assemblée Législative et informe cette Chambre, que le Conseil Législatif a passé ce Bill, sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Ross*, il est

Ordonné, Qu'aujourd'hui et pour le reste de la session, il y ait deux séances par jour, considérées comme séances distinctes.

L'Ordre du Jour étant appelé pour la seconde lecture du Bill [No 152] intitulé : "Acte pour amender de nouveau les actes incorporant la Cité de *Québec*."

Sur motion de l'Honorable M. *Hearn*, il est

Ordonné, Que le dit Ordre du Jour soit continué à Jeudi.

L'Ordre du Jour étant appelé pour la seconde lecture du Bill [No 64] intitulé : "Acte pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative."

L'Honorable M. *Starnes*, secondé par l'Honorable M. *Hearn*, propose :

Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois maintenant.

L'Honorable M. *Archambeault* propose, en amendement,

Que le Bill ne soit pas lu pour la seconde fois maintenant, mais d'hui en trois mois.

Après débats,

La Question étant mise sur le dit amendement, la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

CONTENTS :

Les Honorables Messieurs

Ross,
Archambeault,
Beaudry,
Bryson,
Couture,
Dionne,
Dostaler.

Gingras,
LaBruère, de
Lavolette,
Proulx,
Roy, et
Villemure, de.—13

NON-CONTENTS :

Les Honorables Messieurs

Hearn,
Rémillard,
Savage,

Starnes, et
Webb.—5

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative, et il est

Ordonné, Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois d'hui en trois mois.

L'Ordre du Jour étant appelé pour la prise en considération du rapport du Comité des Bills Privés sur le Bill [No 17] intitulé : "Acte pour incorporer le Bureau d'Agence de Montréal."

Le dit Rapport est adopté sur division.

L'amendement au dit Bill est alors lu par le Greffier une deuxième fois.

Et la question de concours étant mise sur icelui,

La Chambre y a acquiescé.

Sur motion de l'Honorable M. *Starnes*, il est

Ordonné, Que le dit Bill, tel qu'amendé, soit lu la troisième fois maintenant.

Le dit Bill, tel qu'amendé, est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

La question est mise, ce Bill, tel qu'amendé, passera-t-il ?

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier se rende à l'Assemblée Législative et informe cette Chambre, que le Conseil Législatif a passé ce Bill avec un amendement auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

L'Ordre du Jour étant appelé pour que la Chambre se forme en Comité général pour la prise en considération du Bill [No 79] intitulé : "Acte pour diminuer les occasions qui portent à l'intempérance."

Sur motion de l'Honorable M. *Starnes*, il est

Ordonné, Que le dit Ordre du Jour soit continué à demain.

L'Ordre du Jour étant appelé pour que la Chambre se forme en Comité général pour la prise en considération du Bill [No 56] intitulé : "Acte ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers et servitudes, dans certains cas non prévus par la loi."

La Chambre s'ajourne à loisir et se met en Comité général sur le dit Bill.

Quelque temps après, la Chambre reprend sa séance.

L'Honorable M. *de Villemure*, de la part du Comité, fait rapport que le dit Bill a été examiné en entier et qu'il a été chargé de le rapporter à cette Chambre sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. *Archambeault*, il est

Ordonné, Que le dit Bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

La Question est mise, ce Bill passera-t-il ?

Elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier se rende à l'Assemblée Législative et informe cette Chambre que le Conseil Législatif a passé ce Bill sans amendement.

Il est reçu un message de l'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill [No 119] intitulé : "Acte pour incorporer "la Compagnie d'Eclairage Electrique de Québec et Lévis," informant cette Chambre que l'Assemblée Législative a agréé ses amendements à ce Bill.

Il est reçu un message de l'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill [No 12] intitulé : "Acte incorporant la Compagnie d'Eclairage Electrique de Montréal," informant cette Chambre que l'Assemblée Législative a agréé ses amendements à ce Bill.

Il est reçu un message de l'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill [No 111] intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie dite *The Mountain Park Railway and Elevator Company*," auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill est lu la première fois.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaudry*, il est

Ordonné, Que les 41^{ème} et 58^{ème} règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne ce Bill.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaudry*, il est
Ordonné, Que le Bill soit lu la seconde fois maintenant.

Le Bill est, en conséquence, lu pour la seconde fois.

Sur motion de l'Honorable M. *Beaudry*, il est

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé au Comité des Ordres Permanents et Bills Privés.

Il est reçu un message de l'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill (No 71) intitulé : " Acte pour incorporer " la Compagnie manufacturière et agricole de la *Rivière-du-Loup*, " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill est lu pour la première fois.

Sur motion de l'Honorable M. *Ross*, il est

Ordonné, Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois à la prochaine séance.

Il est reçu un message de l'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill [No. 6] intitulé : " Acte pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill est lu pour la première fois.

Sur motion de l'Honorable M. *Ross*, il est

Ordonné, Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois à la prochaine séance.

Il est reçu un message de l'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill [No. 106] intitulé : " Acte pour amender l'Acte 42-43 Victoria, chapitre 43, et pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Corporation du Village de la *Côte Saint Antoine*, " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill est lu pour la première fois.

L'Honorable M. *Beaudry* propose :

Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois demain.

L'Honorable M. *Starnes* propose, en amendement :

Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois à la prochaine séance.

La question étant mise sur le dit amendement, elle est résolue dans l'affirmative, et il est.

Ordonné, Que le Bill soit lu pour la seconde fois à la prochaine séance.

Il est reçu un message de L'Assemblée Législative par son Greffier, avec un Bill (No 136) intitulé : " Acte concernant le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent, " auquel elle demande le concours de cette Chambre.

Le dit Bill est lu pour la première fois.

Sur motion de l'Honorable M. *Ross*, il est

Ordonné, Que le dit Bill soit lu pour la seconde fois à la prochaine séance

Alors, sur motion de l'Honorable M. *Laviolette*, la Chambre s'ajourne à ce soir, à huit heures.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie dite "*The Silver Plume Mining Company*, " avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie dite "*The Silver Plume Mining Company* " lequel est lu comme suit :

Dans le préambule ligne 9, après les mots "*Bas-Canada*, retrancher tous les mots jusqu'au mot "et" inclusivement dans la ligne 19 du dit préambule.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la considération ultérieure de l'amendement, proposé hier, à la question,—"Qu'il appert par les procès-verbaux du Conseil Législatif, que, dans la séance du 27 courant, il a repoussé par un vote de 13 contre 5, le Bill (No 64), pour abolir la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de *Québec*, qui avait été adopté par cette Chambre, par un vote de 26 contre 15, dans la séance du 21 courant ;

Que la question soumise, par ce Bill doit être jugée par cette Chambre, dont l'opinion devrait être respectée et acceptée, sur une question de cette nature ;

Que cette Chambre doit regretter et regrette cette intervention du Conseil Législatif dans la solution d'une question qui intéresse, surtout la branche élective de cette Législature ;

Que cette opposition du Conseil Législatif, à la volonté, clairement déclarée de l'Assemblée Législative, sur une matière qui est du ressort exclusif de la branche populaire de la Législature, est de nature à augmenter le sentiment de défiance et d'hostilité qui existe déjà, dans la plus grande partie du public contre le Conseil Législatif," et lequel amendement était que le dernier paragraphe de la motion soit rayé : le paragraphe se lisant ainsi :

"Que cette opposition du Conseil Législatif, à la volonté, clairement déclarée de l'Assemblée Législative, sur une manière qui est du ressort exclusif de la branche populaire de la Législature, est de nature à augmenter le sentiment de défiance et d'hostilité qui existe, déjà dans la plus grande partie du public, contre le Conseil Législatif."

Et l'amendement étant de nouveau proposé.

Et objection étant faite qu'avant de procéder outre, M. l'Orateur doit prononcer sa décision sur l'objection soulevée hier relativement à cette question.

M. l'Orateur déclare, que la question d'ordre sur laquelle il avait à se prononcer relativement à l'objection de M. *Mathieu*, n'a plus sa raison d'être, après l'adoption du rapport du Comité spécial nommé pour examiner les Journaux du Conseil Législatif ; et il déclare cette objection non avenue.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour permettre aux Corporations Municipales de capitaliser leurs dettes."

Bill intitulé : "Acte concernant les Chemins de péage entre *Montréal* et *Longueuil*."

Bill intitulé : "Acte concernant la publication de certains Ordres en Conseil, proclamations et règlements des départements."

Bill intitulé : "Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier."

Bill intitulé : "Acte pour amender les Actes concernant les subsides en argent accordés à certains Chemins de Fer."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le chapitre 63 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau la loi concernant les Jurés et Jurys, 32 *Victoria*, chapitre 22. "

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvoi officiels. "

Bill intitulé " Acte pour amender de nouveau l'Acte des clauses générales des Corporations de Ville, 40 *Victoria*, chapitre 29. "

Bill intitulé , " Acte pour amender les sections 54 et 75 de l'Acte 43-44 *Victoria*, chapitre 12. "

Bill intitulé : " Acte pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers. "

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique. "

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte de cette Province, 40 *Victoria*, chapitre 10, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles. "

Bill intitulé : " Acte pour amender certains articles du Code Municipal. "

Bill intitulé : " Acte pour encourager l'établissement de manufactures de matériel pour Chemin de Fer. "

Bill octroyant à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1881, et le 30 Juin 1882, et pour d'autres fins du service public.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hall*, écuyer, gentilhomme, Huissier de la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les Membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills Publics et Privés qui suivent :

Acte pour incorporer " La Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'Est. "

Acte pour incorporer " Les Sœurs de Saint-Joseph de *Saint-Hyacinthe*. "

Acte pour amender et réfondre l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil, 37 Vict., ch. 49, et l'acte qui l'amende 39 Vict., ch. 46.

Acte pour incorporer " Le Club des Marchands de *Québec*. "

Acte concernant les maîtres et serviteurs.

Acte pour amender l'Acte des clauses générales des Compagnies à Fonds Social. [31 *Victoria*, Chap. 24.]

Acte pour amender l'Acte d'incorporation des Compagnies à Fonds Social. [31 *Victoria*, Chap. 25.]

Acte pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*.

Acte pour amender de nouveau la loi des jurés et jurys, (32 Vict., ch. 22.)

Acte pour légaliser certains actes officiels de *Charles J. Powell*, député shérif du district d'*Arthabaska*.

Acte pour corriger une erreur cléricale dans le plan et le livre de renvoi de la paroisse de *Ste Rose*.

Acte pour amender l'Acte 16 Vict., chap. 65, intitulé : " Acte pour autoriser *François Daigle* et *Alexis Dufresne*, à exiger des péages sur un pont qu'ils ont construit sur la branche Nord de la Rivière *Yamaska*. "

Acte incorporant la Compagnie de Lumière Electrique de *Montréal*. "

Acte pour autoriser *David Roy*, de la Paroisse de *St Georges*, Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la rivière *Chaudière*. "

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Waterloo et Magog*.

Acte concernant l'Université *Laval* et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés, dans les limites de la Province de *Québec*.

Acte pour autoriser les Syndics de la Paroisse de *St Gabriel de Stratford* à faire un nouvel acte de répartition.

Acte pour incorporer le Bureau d'Agence d'Immeubles de *Montréal*.

Acte pour incorporer l'Eglise de la Trinité, *Québec*.

Acte autorisant l'échange et la vente de certains biens-fonds et immeubles substitués par les actes de donation de *Duke Roberts* en faveur d'*Edward L. Roberts* et de *Silas Stewart Roberts* et de leurs enfants.

Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Joseph Eugène Lépine*, au nombre de ses membres."

Acte pour incorporer le Collège *Nominingue*.

Acte pour incorporer " l'Hôpital Notre-Dame " à *Montréal*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer *Montréal et Sorel*.

Acte pour autoriser la fabrique de la paroisse de *Notre-Dame de Montréal* à émettre des obligations pour un montant déterminé.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Saint-Jean et Sorel*.

Acte pour incorporer la Compagnie de distillation de *Montréal*.

Acte pour amender la Charte du Chemin de Fer " *Québec Central*. "

Acte pour autoriser *François Gosselin*, de la Paroisse de *Sainte-Claire*, à prélever certains taux de péage sur un Pont qu'il a construit sur la rivière *Chaudière*, entre les Paroisses de *Sainte-Marie*, comté de *Beauce*, et *Saint-Bernard*, comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins

Acte autorisant la vente de certaines propriétés substituées en vertu du testament de feu *George Burns Symes*.

Acte pour amender l'acte incorporant " l'Union *St-Joseph*, à *St-Sauveur de Québec*. "

Acte concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, de la Cité de *Montréal*, et pour d'autres fins."

Acte pour incorporer " l'Association des gymnastes amateurs de *Montréal*. "

Acte pour incorporer " l'Union *St-Joseph*, à *St-Roch de Québec*. "

Acte pour amender l'Acte incorporant " La Compagnie du Chemin de Fer de l'Ile de *Montréal*. "

Acte pour annexer à la Municipalité des Townships unis de *Stoneham et Teiklesbury*, une certaine partie de la Paroisse de *St Edmond de Stoneham*.

Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*."

Acte pour exempter de la saisie, la moitié des gages des journaliers.

Acte ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers et servitudes, dans certains cas non prévus par la loi.

Acte ordonnant la réouverture d'une route dans la Paroisse *St Georges de Henriville*, dans le Comté d'*Iberville*."

Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer du *Sud-Est*.

Acte pour amender la Charte de la ville de *St-Jean*, [43-44 *Victoria*, chap. 62].

Acte pour incorporer la Compagnie Manufacturière et agricole de la *Rivière-du-Loup*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*.

Acte pour incorporer le Club *Saint Denis*, de *Montréal*.

Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire, pour la construction de l'Eglise Catholique de la Paroisse de *St Jean Baptiste de Montréal*, et pour amender l'Acte 43-44 *Victoria*, Chapitre 37.

Acte pour permettre à la Compagnie d'Emmagasinage de *Montréal*, d'émettre du Stock Préférentiel.

Acte pour incorporer la Compagnie de Fibre de *Montréal*.

Acte pour incorporer l'Hôpital Protestant des Aliénés.

Acte pour amender l'acte de cette Province, 42-43 *Victoria*, chapitre 15, intitulé : "Acte pour amender l'acte Electoral de *Québec*."

Acte pour amender la loi des Licences de *Québec*.

Acte pour déclarer obligatoires certaines dispositions faites par les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de *St Lin*, pour l'établissement d'une Ecole Modèle ou Académie pour les filles.

Acte pour amender un Acte de la présente Session, intitulé : "Acte pour incorporer l'Hôpital Notre-Dame, à *Montréal*."

Acte pour amender la Charte de la Cité de *Montréal*.

Acte pour incorporer le Club de Réforme de *Montréal*.

Acte pour incorporer l'Union Sucrière Franco-Canadienne.

Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique."

Acte pour confirmer les droits de propriété de *Jean Olivier Chevreuil*, dans les lots numéros 104, 105 et 110, du cadastre de la Paroisse de *Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île*, dans le comté de *Jacques-Cartier*.

Acte pour ratifier les Lettres-Patentes, émises en faveur de la Compagnie d'Abattoirs de *Montréal*, et écarter tous doutes, au sujet des pouvoirs de la dite Compagnie.

Acte pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Marie Joseph Edmour Chagnon*, à la profession de Procureur et d'Avocat.

Acte pour incorporer la compagnie dite *The Silver Plume Mining Company*.

Acte pour amender l'acte passé en la quarante et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante-quatre, intitulé : "Acte pour incorporer *The Orford Nickel and Copper Company*."

Acte pour incorporer la Compagnie de Téléphone de *Québec* et *Lévis*.

Acte pour amender les actes se rapportant à l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*.

Acte pour constituer la Paroisse de *St-Louis*, située partie dans le comté de *Richelieu* et partie dans le comté de *St-Hyacinthe*, en municipalité et pour l'annexer au comté de *Richelieu*.

Acte pour incorporer la Compagnie dite : *The Mountain Park Railway and Elevator Company*.

Acte pour incorporer l'Institut Canadien français de *Lévis*.

Acte pour amender l'Acte 42-43 *Victoria*, chap. 39, intitulé : "Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle."

Acte pour permettre de cadastrer le No 18 du quartier *Saint Laurent*, dans la Cité de *Montréal*."

Acte pour amender de nouveau le Chapitre 68 des Statuts Refondus, pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle."

Acte pour incorporer la Compagnie d'Eclairage Electrique de *Québec* et *Lévis*.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte pour amender l'Acte 43-44 *Victoria*, chap. 3, intitulé : "Acte concernant la Division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics."

Acte pour amender l'Acte 40 *Victoria*, chap. 10 créant un Fonds de Retraite en faveur de certains employés publics et de leurs familles.

Acte pour amender la loi concernant l'Instruction Publique.

Acte concernant le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent.

Acte pour amender l'Acte de cette Province, 43-44 *Victoria*, chapitre 19, intitulé : "Acte concernant les Officiers Publics de la Province de *Québec*."

Acte pour amender les actes concernant les subsides en argent accordés à certains Chemins de Fer.

Acte pour conférer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone *Bell*, du *Canada*.

Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, et le chapitre 41 de l'Acte 42-43 *Victoria*, en ce qui concerne l'érection de certaines Paroisses, dans le territoire de l'ancienne Paroisse de *Notre-Dame* de *Montréal*.

Acte pour amender certains articles du code municipal.

Acte amendant un Acte de la présente Session, intitulé : "Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean* à *Sorel*."

Acte pour amender les sections 54 et 75 de l'Acte 43-44 *Victoria*, chap. 12.

Acte concernant les Chemins de Péages, entre *Montréal* et *Chambly*.

Acte concernant la publication de certains Ordres en Conseil, proclamations et règlements des départements.

Acte pour assurer le paiement du Constructeur et de l'Ouvrier.

Acte pour amender l'Acte des clauses générales des Corporations de Ville, (40 *Vict.*, chap. 29.)

Actes pour permettre aux corporations municipales, de capitaliser leurs dettes.

Acte pour amender la loi concernant les Plans et Livres de renvoi officiels.

Acte pour amender le chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Acte pour encourager l'établissement de manufactures de matériel pour Chemins de Fer.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative s'est adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales, expirant le 30 Juin 1881, et le 30 Juin 1882, et pour d'autres fins du service public, lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A ce Bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

"Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de prononcer aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative.

En venant mettre un terme à vos travaux parlementaires, je désire vous remercier de la diligence que vous avez apportée à l'exécution de vos devoirs publics.

Les mesures que je vous ai soumises étaient importantes, et demandaient une grande somme de travail. Vous avez rempli votre tâche avec un dévouement qui mérite la reconnaissance du public, et je suis sûr, que le pays n'aura qu'à se réjouir du fruit de vos délibérations.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous avez si généreusement votés pour les diverses branches du service public.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Au moment où vous allez retourner dans vos demeures, je vous prie d'accepter mes souhaits de bonheur, et je fais des vœux pour que Dieu bénisse vos familles et tout le peuple de cette fidèle et loyale Province.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative.

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que cette Législature Provinciale soit prorogée à Jeudi, le dix-huitième jour d'Août prochain, pour être ici tenue, et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée, à Jeudi, le dix-huitième jour d'Août prochain.

APPENDICES

LISTE DES APPENDICES

- No. 1.—COPIE DES JUGEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS DANS CERTAINES CAUSES D'ÉLECTIONS CONTESTÉES.
- No. 2.—RAPPORT DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE.
- No. 3.—ECONOMIE INTERNE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.—Rapport de la Commission,—et tableau comparatif des employés de l'Assemblée Législative durant les années 1880 et 1881.

COPIES

Des Jugements et autres Documents dans les causes des Elections Contestées suivantes, savoir : Berthier et Verchères.

MONSIEUR,

Montréal, 6 décembre 1880.

Conformément à la loi passée à cet effet, j'ai l'honneur de vous transmettre une copie du jugement de la Cour de Révision dans la contestation de l'élection de Berthier ; j'inclus de plus le rapport des juges qui ont siégé dans cette cause.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

F. G. JOHNSON.

Président de la Cour de Révision en cette cause.

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée
Législative de Québec.

CANADA
Province de Québec.

ELECTION DE BERTHIER.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

A l'Honorable Orateur
de la Chambre d'Assemblée de Québec.

MONSIEUR,

Conformément aux dispositions de la section 92 du statut à cet effet, nous avons l'honneur de faire rapport :

1o Qu'il n'a pas été prouvé que des menées corruptrices aient été commises par, ou à la connaissance, ou du consentement du candidat ;

2o Que les noms des personnes contre lesquelles il a été prouvé durant l'examen de la pétition d'avoir usé d'influence induue et d'intimidation, sont le Révd M. Campeau, le Révd M. St Aubin, le Révd M. Archambault, et le Révd M. Brien ;

3o Qu'il n'y a aucune raison de croire que des menées corruptrices, autres que celles qui ont été prouvées et déjà mentionnées, aient été commises durant l'élection.

Montréal.

F. G. JOHNSON,
J.
L. A. OLIVIER,
J. C. S.
J. M. BOURGEOIS,
J. C. S.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal. }

COUR SUPERIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875.

En Revision.

Le trentième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt.

Présents :

L'Honorable JUGE JOHNSON,
" " OLIVIER,
" " BOURGEOIS.

In re :

Election d'un Membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour le District électoral de Berthier, dans le District Judiciaire de Richelieu, tenue le vingt-quatrième jour d'Avril, mil huit cent soixante et dix-huit, pour la présentation des candidats, et le premier jour de mai mil huit cent soixante et dix-huit jour, de la votation.

Pierre Massé, cultivateur de la Paroisse de la Visitation de l'Isle de Pads, et Narcisse Généreux, cultivateur de la Paroisse de St Cuthbert, dans le District Judiciaire de Richelieu,

Pétitionnaires :

vs

Joseph Robillard, commerçant de la Paroisse de Lanoraie, dans le comté de Berthier,

Défendeur.

La Cour, siégeant comme Cour de Révision, en vertu de l'Acte des Elections contestées de Québec, de 1875, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de la Pétition d'Election des dits Pierre Massé et Narcisse Généreux, avoir examiné la Procédure, preuve au dossier et sur le tout mûrement délibéré ;

Considérant qu'à l'Election dont est fait mention dans la dite Pétition d'Election, le dit Défendeur, par ses agents, a pratiqué des manœuvres frauduleuses, c'est-à-dire l'influence indue et l'intimidation, comme il est allégué dans la dite Pétition d'Election, mais que le dit Défendeur personnellement n'a pas eu connaissance des dites manœuvres,

Accorde la dite Pétition d'Election en autant seulement qu'elle demande la nullité de l'Election et déclare par les présentes la dite élection nulle et de nul effet avec dépens contre le dit Joseph Robillard, Défendeur.

Vraie copie.

(Signé),

HUBERT, HONEY & GENDRON.

P. C. S.

Montréal, 20 mai 1881.

A l'Honorable A. TURCOTTE,

Orateur de l'Assemblée Législative, Québec.

Comme Président de la Cour, j'ai l'honneur de transmettre à l'Orateur de l'Assemblée Législative de Québec, la décision de la Cour Supérieure, siégeant en Cour de Révision, à Montréal, le vingt mai 1881, sur la pétition de Joseph Dansereau, contestant l'élection d'Achille Larose, élu membre pour le district électoral de Verchères, en juillet 1879.

De plus, la Cour fait rapport, quant aux manœuvres frauduleuses : 1o Aucune manœuvre frauduleuse a été prouvée avoir été commise par le candidat, Achille Larose, ou à sa connaissance et de son consentement.

2o. Il a été prouvé durant l'instruction de la pétition, que le nommé Bonneau et le nommé Pétrin, avaient pratiqué une manœuvre frauduleuse.

3o. C'est le seul cas de manœuvre frauduleuse qui paraît avoir été pratiqué durant l'élection.

L. V. SICOTTE, J. C. S.
Pres. Cour de Revision.

PROVINCE DE QUÉBEC,)
District de Montréal,)

COUR SUPÉRIEURE.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, DE 1875.

En révision.

Le vingtième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-un.

Présents :

L'honorable M. le juge SICOTTE.

“ “ TORRANGE.

“ “ RAINVILLE.

JOSEPH DANSEREAU, bourgeois, de la paroisse de Verchères, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire.

ACHILLE LAROSE, écuyer, de la paroisse susdite, de Verchères,

Défendeur.

vs.

ANDRÉ LAROCHE, boucher, de la paroisse de Verchères, dans le district de Montréal,

Intervenant.

La Cour, siégeant comme Cour de Révision, en vertu de l'acte des élections contestées de Québec, de 1875, après avoir entendu les parties par leurs avocats, sur le mérite de la pétition du dit Joseph Dansereau ; vu l'avis donné par le

Défendeur le seize janvier mil huit cent quatre-vingt, de sa déclaration qu'il n'avait pas l'intention de continuer à s'opposer à la pétition ; vu l'intervention par le dit André Laroche, demandant à être admis comme Défendeur, examiné la procédure et la preuve ;

Considérant qu'à une élection tenue dans le mois de juillet mil huit cent soixante-et-dix-neuf, dans le district électoral de Verchères, dans la Province de Québec, aux fins d'élire un membre pour représenter le district électoral de Verchères, dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, le dit Achille Larose était candidat, ainsi que Joseph Régnier Brillon, notaire, de la paroisse de Belœil, et qu'à cette élection le dit Achille Larose a été déclaré élu comme membre du district électoral de Verchères ;

Considérant qu'il a été prouvé, que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par un agent du candidat Achille Larose, en payant une somme d'argent à un électeur pour l'induire à voter pour le dit Achille Larose, mais non à la connaissance et du consentement de ce dernier ;

Adjuge et déclare la dite élection nulle et de nul effet :

Ordonne que copie du jugement soit transmise à l'Orateur de l'Assemblée Législative de Québec, et au protonotaire du district de Montréal.

Condamne le dit Achille Larose à payer les frais encourus jusqu'au seize janvier mil huit cent quatre vingt, date de sa déclaration qu'il n'entendait plus continuer à s'opposer à la pétition, et condamne le dit André Laroche, l'intervenant, de payer les frais encourus, après son admission, à opposer la pétition au lieu et place du défendeur.

(signé) L. V. SICOTTE, J. C. S.
(") F. W. TORRANCE, J.
(") H. P. RAINVILLE, J. C. S.

(Vraie Copie),

HUBERT HONEY & GENDRON,

P. C. S.

APPENDICE No 2.

—ooo—

RAPPORT

DE

L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

A l'Honorable Théodore Robitaille, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

En conformité au Statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Honneur, le rapport suivant, au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des Statuts de la Législature de cette Province, pour la session de 1880 et des balances en mains et de ceux des années 1868, 1869, 1870 (1ère Session) 1870, (2e Session) 1871, 1872, 1874 et 1875, (1ère Session) 1875, (2ème Session) 1876, 1878, (1ère Session) 1878, (2ème Session) et 1879.

Suivant un Ordre en Conseil, quatre mille cinq cents exemplaires Français et trois mille cinq cents exemplaires Anglais des Statuts ont été imprimés pour le besoin ordinaire, et en vertu d'un ordre en Conseil Spécial, il en a été fait un tirage de cinq cent quatre-vingt exemplaires Français et quatre-vingt trois exemplaires Anglais pour la Chambre des Notaires. Ces dernières quantités figurent à la Cédule des Statuts vendus.

Les Cédules A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M et N, indiquent respectivement la distribution et les ventes des Statuts de 1868 à 1880 inclusivement, et la Cédule O fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière Session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des Bills Privés comme Actes de la Législature, la balance est le coût total des Statuts.

Le tout respectueusement soumis.

C. F. LANGLOIS,
Imprimeur de la Reine.

Québec, 4 Mai 1881.

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1880.

	Français	Anglais
Gouverneur Général, Ottawa.....	2	2
Membres du Cabinet Fédéral.....	3	9
Lieutenant Gouverneur, Québec.....	2	2
Membres du Cabinet, do	7	7
Conseil Exécutif et Greffier, do	16	16
Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur, Québec.....	1	1
Juges de la Cour du Banc de la Reine.....	5	5
Chambres des Juges do	5	5
Juge de la Cour d'Amirauté.....	1	1
Chambres des Juges do	1	1
Juges de la Cour Supérieure.....	27	27
Chambres des Juges do	27	27
Juges des Sessions.....	2	2
Recorders.....	2	2
Magistrats de District.....	5	5
Orateur du Conseil Législatif.....	2	2
Membres do Anglais.....		31
do do Français.....	41	
Orateur de l'Assemblée Législative.....	2	2
Membres do Anglais.....		82
do do Français.....	113	
Greffiers des Cours d'Appel, Montréal.....	1	1
A reporter.....	265	230

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,
POUR L'ANNÉE 1880.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	265	230
Député Greffier des Cours d'Appel, Québec.....	1	1
Greffier de la Cour de Vice-Amirauté, Québec.....	1	1
Shérifs.....	21	21
Protonotaires.....	21	21
Régistrateurs.....	69	69
Greffier des Cours de Circuit.....	63	63
Do de la Couronne.....	2	2
Do de la Paix	3	3
Orateur du Sénat	2	2
Membres do	16	61
Orateur de la Chambre des Communes.....	2	2
Membres do	53	150
Conseil Législatif, Officiers, Québec	8	8
Do Bureaux, do	30	50
Assemblée Législative, do	16	16
Do Officiers, do	6	6
Greffier en Loi, Québec.....	3	3
Do en Chancellerie, Québec.....	2	2
Secrétaire de l'Orateur, do	1	1
Départements Ministériels, do	7	7
Députés Chefs do	7	7
Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, Québec.....	20	15
A reporter.....	619	741

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC,

POUR L'ANNÉE 1880.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	619	741
Auditeur des Comptes Publics, Québec.....	4	4
Départements Fédéraux, Ottawa.....	12	12
Greffier en Loi et imprimeur de la Reine, Ottawa.....		3
Coroner, Québec.....	1	1
Surintendant de Police, Québec.....	1	1
Inspecteurs des Prisons.....	1	1
Corporations des Cités.....	2	2
Do Villes.....	19	19
Journaaux.....	31	20
Inspecteurs du Revenu de l'Intérieur.....	2	2
Inspecteurs des licences.....	22	22
Inspecteurs d'écoles.....	26	10
Conseil de l'Instruction Publique.....	25	25
Conseil de l'Agriculture.....	20	20
Institutions d'Education.....	33	33
Municipalités de Comté.....	45	18
Do Rurales.....	534	169
Cours de Commissaires.....	285	285
Magistrats qualifiés.....	1633	976
Bibliothèque du Parlement, Ottawa.....	2	4
Do Québec.....	24	24
Bibliothèques du Barreau.....	5	5
A reporter.....	3346	2397

DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES STATUTS DE QUÉBEC.

POUR L'ANNÉE 1880.—*Suite.*

	Français	Anglais
Rapporté.....	3346	2397
Sociétés.....	6	6
Consuls.....	2	10
Clergé du Diocèse Catholique de Québec.....	152	2
Do do Montréal.....	147	2
Do do Ottawa.....	26	1
Do do Rimouski.....	70	.....
Do do St Hyacinthe.....	74	.....
Do do Trois-Rivières.....	89	.....
Clergé Protestant.....	.....	213
Province d'Ontario.....	1	11
Do de la Nouvelle-Ecosse.....	.....	13
Do du Nouveau-Brunswick.....	.....	12
Do de Manitoba.....	.....	9
Do de la Colombie.....	.....	8
Do de l'Isle du Prince-Edouard.....	.....	9
Angleterre et pays étrangers.....	9	67
Juges de la Cour Suprême.....	6	6
Divers.....	18	19
Total.....	3946	2785

CÉDUDE A.
STATUTS DE 1868.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			688	621
Ventes.....		3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	31	29		
Balance en mains.....	657	589	668	621

CÉDUDE B.
STATUTS DE 1869.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			680	605
Ventes.....				
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	33	27		
Balance en mains.....	647	578	680	605

CÉDUDE C.
STATUTS DE 1870 (1ère session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport..			818	823
Ventes.....				
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	28	26		
Balance en mains.....	790	797	818	823

CÉDULE D.
STATUTS DE 1870 (2me session).

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport			660	923
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	29	25		
Balance en mains.....	631	896	660	923

CÉDULE E.
STATUTS DE 1871.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			851	787
Ventes.....		3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	28	26		
Balance en mains.....	823	758	851	787

CÉDULE F.
STATUTS DE 1872.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			872	828
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	43	27		
Balance en mains.....	829	799	872	828

CÉDULE G.
STATUTS DE 1874.

—	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			776	766
Ventes.....	1	2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	64	25		
Balance en mains.....	711	739	776	766

CÉDULE H.
STATUTS DE 1875, (1ère session).

—	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			694	640
Ventes.....		1		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	36	45		
Balance en mains.....	658	594	694	640

CÉDULE I.
STATUTS DE 1875, (2me session).

—	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			718	618
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	35	33		
Balance en mains.....	683	583	718	618

CEDULE J.

STATUTS DE 1876.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			634	623
Ventes	4	5		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	41	27		
Balance en mains	589	591		

CÉDULE K.

STATUTS DE 1878 (1ère session.)

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			648	577
Ventes.....	5	11		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	35	37		
Balance en mains.....	608	529		

CÉDULE L.

STATUTS DE 1878 (2ème session.)

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			580	581
Ventes.....	4	6		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	38	36		
Balance en mains	538	539		

CEDULE M.

STATUTS DE 1879.

	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			421	565
Ventes.....	5	16		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	48	50		
Balance en mains.....	368	499		

CÉDULE N.

STATUTS DE 1880.

	F.	A.	F.	A.
Imprimés par ordre en Conseil.....	5080	3583		
Renvoyés au Bureau.....	11	24	5091	3607
Distribution générale.....	3946	2785		
Distribués par ordre d l'Hon. Secrétaire Provincial...	94	70		
Envoyés à l'Hon. Secrétaire Provincial (reliure extra).	75	75		
Ventes.....	588	135		
Balances en mains	388	542	5091	3607

CÉDULE O.

Impression, reliure et distribution des Statuts de 1880.

	\$	cts.	\$	cts.
Payé à L. Brousseau pour impression et reliure de 5,080 Statuts français	2745	40		
Payé à G. T. Cary, pour impression et reliure de 3683 Statuts anglais. (Le paiement a été fait au syndic à la faillite de G. T. Cary.).....	2006	31	4751	71
Reçu par la Chambre d'Assemblée pour impression de bills privés comme Actes de la Législature.....			418	10
Coût total des Statuts de 1880, y compris le tirage extra pour la Chambre des notaires.....			4333	61
Payé pour distribution et frais de port des Statuts.....	22	79		

RAPPORT

DE LA

COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

POUR L'ANNÉE 1881.

— o —

La Commission d'Économie Interne de l'Assemblée Législative a l'honneur de faire rapport :

Qu'en conformité avec le rapport du Comité spécial nommé par l'Assemblée Législative pendant la session 1880 pour prendre en considération la réduction des dépenses de cette Chambre en diminuant le nombre de ses employés permanents, et aussi vû l'Acte 43-44 Victoria, chapitre 21, intitulé : Acte concernant les employés du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative en cette Province " un devoir impérieux s'imposait à cette Commission ; il lui fallait considérer quels retranchements il y avait à opérer pour diminuer les dépenses de l'Assemblée Législative.

Pour arriver à un résultat satisfaisant, un examen attentif des emplois devait être fait pour établir combien de fonctionnaires seraient maintenus comme permanents, et quel nombre il fallait transférer sur la liste des employés sessionnels permanents, tout en fixant pour chacun d'eux, le traitement annuel qu'ils recevraient à l'avenir.

Cet examen ayant été soigneusement fait, cette Commission a déterminé les changements nécessaires, en ayant égard, autant que possible, aux droits des divers employés, et à l'exécution efficace des devoirs à remplir. En conséquence, un Rapport a été soumis au Gouvernement par la Commission, pour confirmation des mutations nécessitées par les réductions à faire pour le fonctionnement plus économique de cette Chambre.

Le Gouvernement après avoir pris en considération le Rapport fait par cette Commission, et les changements suggérés touchant les employés permanents, a adopté l'Ordre en conseil qui suit :

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 26 novembre 1880.—Approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le premier décembre 1880.

No. 462.

PRÉSENTS :

L'Honorable M. CHAPLEAU, Président ;

“ ROBERTSON,
“ ROSS,
“ LORANGER,
“ LYNCH,
“ FLYNN,
“ PAQUET,

EN CONSEIL.

Sur l'approbation du rapport de la Commission de l'Economie Interne de la Chambre d'Assemblée, en vertu de l'acte 43-44 Vict. chap. 21.

L'honorable Trésorier de la Province, dans un rapport, en date du quatrième jour d'octobre dernier, [1880], expose que la Commission de l'Economie Interne de la Chambre d'Assemblée s'est réunie le septième, le huitième et le treizième jour d'octobre dernier, en vertu de l'acte de la dernière session 43-44 Vict., chap. 21, intitulé : “ Acte concernant les employés permanents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de cette Province,” pour prendre en considération et donner effet au rapport du Comité spécial nommé par l'Assemblée Législative durant la dernière session.

Qu'elle a adopté certains règlements pour l'administration des affaires de l'Assemblée Législative, durant les vacances de la Chambre, lesquels sont annexés au rapport de l'Honorable Trésorier et auxquels le consentement du Lieutenant-Gouverneur est nécessaire afin de les mettre à effet.

Que conformément à un rapport spécial privé du Comité spécial nommé par l'Assemblée Législative, fait à la dite Commission, il est recommandé que les employés suivants de la Chambre, sauf deux exceptions, et tels que désignés par leur numéro, leur nom et leur salaire, soient retenus comme employés permanents, savoir :

No.	1.—L. Delorme, Greffier.....	\$1800 00
“	2.—E. T. Simard, Assistant Greffier.....	1600 00
“	3.—G. Laroque, Sergent d'Armes.....	1600 00
“	14.—C. G. Delagrave.....	900 00
“	15.—Crawford Lindsay, Traducteur Anglais.....	1400 00
“	17.—Buteau Turcotte, Asst. Traducteur Français.....	1200 00
“	18.—B. Marquette.....	1200 00
“	20.—Louis Fortier, Greffier des Journaux Français.....	1100 00
“	21.—Paul E. Smith, “ “ Anglais.....	1400 00
“	23.—L. P. Lemay, Bibliothécaire.....	1600 00
“	25.—F. X. Gagnon, Assistant Maître de Poste et Gardien à la Chambre de lecture durant les vacances.....	600 00

MESSAGERS.

“	27.—Ol. Robitaille, Chef.....	\$ 900 00
“	29.—Ed. Littlejohn.....	500 00
“	32.—Jacques Morin.....	500 00
“	33.—Etienne Gauvreau.....	500 00
“	36.—Geo. Workman.....	500 00

Le Comité concourt dans le Rapport précédent et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié,

[Signé],

FÉLIX FORTIER,
Greffier Cons. Ex.

Les divers changements recommandés par cette Commission et promulgués par l'Ordre en Conseil ci-dessus, ont été mis à exécution conformément à cette ordonnance.

A la fin du présent Rapport, se trouve un tableau comparatif du nombre des employés de cette Chambre et de leurs salaires en 1880 et 1881, avec l'indication par colonnes des changements opérés et des réductions faites.

Ces réductions forment le total de \$13.375.

Ce déplacement d'employés permanents ayant occasionné des démissions comme des mutations, le corps des clercs surnuméraires devra être augmenté en proportion des vacances faites.

De quatorze employés surnuméraires qu'on comptait pendant la session de 1880, il a fallu accroître ce nombre de sept de plus cette année, pour remplacer MM. Montpetit, Bradley, Ed. Demers, démissionnaires indemnisés, M. J. L. Blanchet transféré ailleurs, MM. de la Chevrotière et Prendergast mis à la retraite, et le Dr Ed. Belleau, décédé ; les noms des sept surnuméraires ainsi nommés se trouvent au tableau dont il est fait mention ci-haut.

Les suggestions faites par cette Commission au commencement de la dernière session, quant aux dépenses occasionnelles de cette Chambre durant l'année, et surtout durant la vacance, sont devenues règlements, et sont de plus mises en pratique.

La régie, comme les règlements concernant la dépense, sont maintenant sous le contrôle d'un officier responsable, le Greffier. Cet officier doit examiner les demandes pour voir s'il y a lieu d'approuver les achats proposés ; un livre d'ordre est tenu pour cet objet. Dans ce livre sont inscrites les demandes avec l'indication de la chose requise et par qui ; de plus la date, l'approbation du Greffier, de qui acheté, le prix, quand reçu, quel jour livré à celui qui fait la demande et son reçu.

Quant aux divers comptes présentés devant cette Commission pour approbation, l'ordre de payer n'est donné qu'après vérification de leur exactitude.

ARTHUR TURCOTTE,

O. A. L.

J. G. ROBERTSON,
L. O. LORANGER,
E. J. FLYNN.

NOMS	FONCTIONS	1880	1881	SALAIRES	EMPLOYÉS DÉMIS- sionnaires indemni- sés mis à la retraite ou décédés.	EMPLOYÉS PERMA- nents saisonniers.	SALAIRES (dim. de marchés & salaires dim. de perm. saisonniers.)	Diminution des paie- ments sur les salaires de 1880.	Salaires augmentés	CLERKS SURSUMÉRAIRES			
										1880	1881	Nomb. de clercs	Salaires
Louis Delorme.....	Greffier.....	\$ 1800	Le même.....	\$1800	.....	.....	.....	.....	.....	Dequise, Delorme.....	Leurs noms sont inscrits sur la même ligne que le nom du chef de bureau où ils sont employés.	2 2 00	2 2 00
E. Simard.....	Assistant Greffier.....	1600	Même.....	1600	.....	.....	.....	.....	.....	Fréchette, Déné- chaud.....	A. Genest, Lot- tinville.....	2 2 00	2 2 00
G. LaRoque.....	Sergent d'Armes.....	1600	Même et Assist.....	1600	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Paul Smith.....	Greff. du Jour, Ang.....	1400	Même.....	1400	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Crawford Lindsay.....	Traducteur Anglais.....	1400	Même.....	1400	.....	.....	.....	.....	.....	Trefrey.....	.....	1 3 00	1 3 00
Lawrence Stafford.....	Asst. Trad. Anglais.....	600	.....	600	.....	.....	600	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A. N. Montpétil.....	Traduct. Français.....	1400	.....	.....	Démission.....	.....	.....	1400	.....	A. J. Macdonald.....	Chrys. Langelier.....	2 3 00	2 3 00
Buteau Turcotte.....	Asst. Trad. Franç.....	1200	Même traduct. fran. en chef.....	\$1400	.....	.....	.....	.....	200	.....	A. J. McDonald.....	.....	3 00
Ed. Lemoine.....	Greff. des Bills Priv.....	1400	.....	.....	.....	.....	700	700	.....	.....	.....	.....	.....
C. Delagrave.....	Au bur. des Bills Pr.....	900	Même.....	900	.....	.....	.....	.....	.....	.....	Barry, chef des copistes.....	1 2 50	1 2 50
Ed. Belleau.....	Chief des copistes.....	900	.....	.....	Décédé.....	.....	.....	900	.....	Lupien, Dumais.....	Trudel, Kirwin.....	.....	.....
Joseph Whyddon.....	Asst. Greff. du J ou nal Anglais.....	900	.....	.....	.....	.....	450	450	.....	Trudel, Bailey.....	Workman, Go- din.....	.....	.....
L. Simoneau.....	Comptable.....	1450	.....	.....	.....	.....	725	725	.....	Chalifour.....	Fleury.....	5 2 00	5 2 00
A. E. Demers.....	Greff. des impress.....	1400	.....	.....	.....	.....	700	700	.....	Bogue.....	O. Genest.....	1 2 00	1 2 00
Ths. Prendergast.....	Copiste.....	700	.....	.....	.....	.....	700	700	.....	.....	Laplan, Marcoux.....	2 2 00	2 2 00
Chs. P. Lindsay.....	Greff. des comités.....	1400	.....	.....	Mis à la ret.....	.....	700	700	.....	.....	.....	.....	.....

INDEX

DU

QUINZIEME VOLUME.

44-45 VICTORIA, 1881.

ACADÉMIE DES FILLES, DE ST LIN :—Voir *St Lin*.

ABATTOIRS DE MONTRÉAL : Voir 23 de *Montréal, Cie des Abattoirs*.

ACCIDENTS SUR le Chemin de Fer de Q., M., O. et O. par collision ou autrement :—
Voir 57 et 58 des *Documents*.

ACHATS ET CONTRATS pour fournitures sur le Chemin de Fer de Q., M., O. et O. :
—Voir 59 des *Documents*.

ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES :

1. Bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec, 1875, 38 Victoria, chapitre 8, (M. Magnan), 28.—Renvoyé au comité spécial. [Voir *infra*, 9,] 142.
2. Bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec, 1875, [M. Mathieu], 66.—Renvoyé au Comité spécial, 143. [Voir *infra* 9.]
3. Bill pour amender la loi des élections contestées de Québec, 1875, [l'Honorable M. Langelier], 82.—Renvoyé au Comité spécial, 143. [Voir *infra* 9.]

ACTE ELECTORAL :

4. Bill pour amender de nouveau l'acte électoral de Québec, [M. Lafontaine Napierville], 22.—Renvoyé au Comité spécial, 142. [Voir *infra* 9.]
5. Bill pour amender de nouveau l'acte électoral de 1875, [M. Gagnon], 32.—Renvoyé au Comité spécial, 142. [Voir *infra* 9.]

ACTE ELECTORAL :—*Suite.*

6. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, [M. Würtele], 36.—Renvoyé au Comité spécial, 142. [Voir *infra* 9.] Rapport, 188. Considéré en Comité général, 231. Lu la troisième fois sur division et passé, 238. Motion,—qu'il appert que ce Bill a été rejeté par le Conseil Législatif, etc. Amendement ; Objecté que la motion principale n'est pas dans l'Ordre, vu que les procédés du Conseil Législatif au sujet de ce Bill, ne sont pas connus de cette Chambre et qu'elle n'en a encore pris connaissance en aucune manière ; M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à la prochaine séance, 296. Comité spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif et s'enquérir de ce qui a été décidé au sujet de ce Bill, 296. Rapport, 300. Adopté, 305. Motion pour la considération ultérieure de l'amendement proposé hier, 306. Objection est faite qu'avant de procéder outre, M. l'Orateur doit prononcer sa décision sur l'objection soulevée hier, relativement à cette question,—M. l'Orateur déclare l'objection non avenue, 306. Amendement de nouveau proposé ; Débats, 306.
7. Bill pour amender l'acte de cette Province 42-43 Victoria, chapitre 15, intitulé : " Acte pour amender l'acte électoral de Québec, " [M. Gagnon], 42. Lu la deuxième fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 70. Par le Conseil, 156. S. R., 309, [44-45 Vict., ch. 8.]
8. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, [l'Honorable M. Langelier, 122. Renvoyé au Comité spécial, 143. [Voir *infra* 9.]
9. Comité spécial pour prendre en considération la loi électorale de 1875, et l'acte des élections contestées de Québec, de 1875, 142. Bills renvoyés à ce Comité, 142. Premier rapport ; demandant que le *quorum* soit réduit à trois membres, 188.

ACTE DU SERVICE CIVIL :—Voir *Interpellations*, p. 212.

ACTE 43-44 Victoria, chapitre 12 :—Voir *Mines de Québec*.

ACTE 43-44 Victoria- chapitre 19 :—Voir *Officiers Publics*.

ACTE 40 Victoria, chapitre 29 :—Voir *Corporations de Ville*.

ACTE 43-44 Victoria, chapitre 37 :—Pétition demandant des amendements à l'—Reçue et lue ; et Renvoyée au Comité des Bills Privés, 172.

ACTES NOTARIÉS :

Bill pour rendre valides certains actes notariés, [M. Marion], 112. Lu la deuxième fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 158. Par le Conseil, 184. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 28.]

ADMINISTRATION PROVINCIALE :—Motion pour la formation d'un Comité collectif des deux Chambres pour étudier la situation du pays, chercher les remèdes à apporter et les réformes à faire pour mettre fin aux déficits et éviter les taxes nouvelles, etc. 185. Débats ajournés, 186. Débats repris,—Question préalable mise aux voix et négative, 272. Débats repris ; Motion principale, négative, 274.

Adresses :

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Alexander, A. M.* :—Pour copie de l'enquête faite contre A. M. Alexander, Inspecteur d'Écoles, etc, 180. Voir 2 *des Documents*.
2. *Aliénés* :—Pour un état indiquant le nombre d'aliénés admis dans les Asiles depuis la mise en force de la loi passée à la dernière session, etc., 29.
3. *Archambault, J. B.* :—Pour copie de tous télégrammes, correspondances etc., concernant la licence d'auberge accordée à J. B. Archambault, de Sorel, 138.

Bachand, J. O. :—Voir *infra*, 30.

4. *Beauport, Asile de* :—Pour correspondance entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de Beauport, relativement à l'expiration et au renouvellement du contrat pour l'entretien des aliénés, 241.
5. *Berthier, Embranchement du Chemin de Fer de* :—Pour copies de tous Ordres en Conseil, contrats, lettres, et généralement de tous documents se rattachant directement ou indirectement à la construction, l'équipement et l'administration de l'embranchement du Chemin de Fer de Berthier, 84. Voir 8 *des Documents*.
6. *Betteraves, Manufacture de Sucre de* :—Pour copies des Ordres en Conseil, correspondance et documents relatifs au subside accordé pour l'établissement d'une Manufacture de sucre de betterave, 180. Voir 89 *des Documents*.
7. *Bouchette, Joseph* :—Pour copie de toute correspondance, pétitions et autres documents relatifs à l'achat, par cette Province, de la carte de l'ancienne Province du Canada faite par feu Joseph Bouchette, arpenteur général, 294.

Cartes de l'ancienne Province du Canada :—Voir *supra*, 7.

Chambly, Bassin de :—Voir *infra*, 18.

8. *Chemins de Colonisation* :—Pour un état indiquant le montant dépensé dans chaque Comté pour chemins de colonisation de première et de seconde classe, 25. Voir 13 *des Documents*.
9. *Chemins de Fer* :—Pour un état indiquant le montant d'argent donné comme subside, ainsi que le montant restant dû à toutes les compagnies incorporées dans le but de construire des Chemins de Fer dans cette Province, depuis l'acte de confédération 1867 jusqu'à ce jour, 84.
10. *Chevrefils, Dr* :—Pour papiers relatifs à la nomination du Docteur Chevrefils comme Coroner du District d'Arthabaska, 39.

Chûte minée :—Voir *Infra*, 35.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR : — *Suite.*

11. *Comptable de la Chambre* :—Pour copie de tous Ordres en conseil et autres documents de l'Exécutif faits et passés, depuis le 1er Juillet 1880, modifiant ou affectant, ou relativement à la position du Comptable de cette Chambre, 213. [Voir 16 et 17 des Documents.]
12. *Couillard, F. X.* :—Pour copies de tous Ordres en Conseil, correspondances, documents, concernant la nomination de F. X. Couillard, Ecuier, comme Assistant Bibliothécaire du Département de l'Instruction Publique, 248.
13. *Coupe de bois* :—Pour copie de la correspondance au sujet des droits de coupe de bois depuis le 1er Juillet 1880, 26. Voir 10 des Documents.
14. *Coupe de bois, Bellechasse* :—Pour copie de la correspondance et des documents au sujet de la coupe du bois sur les Terres de la Couronne, dans le Comté de Bellechasse, depuis le 1er Janvier dernier, 138. Voir 11 des Documents.
15. *Dépenses contingentes de la Chambre* :—Pour mandat en faveur de l'Honorable Trésorier Provincial pour la somme de \$10,000 pour faire face aux dépenses contingentes de la Chambre, 157.
16. *Desmarais, J. B.* :—Pour Copie de la correspondance entre le Gouvernement et M. J. B. Desmarais, etc., etc. 295.
17. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 8. Débats ; ajournés, 10. Débats repris, 11. Motion adoptée ; Comité chargé de rédiger l'adresse, 13. Rapport, 13. Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 15. Réponse, 83.
Ecole Normale, Trois-Rivières :—Voir *Infra*, 62.
18. *Fonds d'emprunt municipal* :—Pour copies de tous documents et correspondances, ayant rapport à la réclamation du Gouvernement contre les municipalités du Bassin de Chambly, et de la ville de Longueuil, dans le comté de Chambly, pour emprunt à même le fonds municipal, 94.
19. Pour un état indiquant la balance en capital et intérêts due par chaque municipalité au fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas Canada, 69. Voir 29 des Documents.
20. *Gauthier, D. Z.* :—Motion pour une adresse, pour tous télégrammes, messages, correspondances, rapport de juge, etc., etc., au sujet de Dérifentemma Zéphirin Gauthier, Ecr., agissant comme substitut du Procureur Général, dans le district de Richelieu, en 1880 et 1881 ; Objecté,—que cette motion n'est pas dans l'ordre,—M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 138.
21. Pour copies de tous télégrammes, correspondances, rapport de juge, etc., reçus par l'Honorable Procureur Général, etc., au sujet de D. Z. Gauthier, écr., agissant comme substitut du Procureur Général, dans le District de Richelieu, en 1880 et 1881, 180.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

22. *Genest, Arthur* :—Pour copie du rapport de M. Arthur Genest, ingénieur civil, aux Département des Travaux Publics, de l'exploration qu'il a faite sur le Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay, 213. Voir 31 *des Documents*.
23. *Gravel, Dr* :—Pour correspondance et tous papiers concernant la démission du Dr Gravel comme coroner du district d'Arthabaska, 20. Voir 33 *des Documents*.
24. *Kamouraska, Fonds de Bâtisses et de Jurés* :—Pour un état indiquant le montant payé par le district judiciaire de Kamouraska, soit pour timbres ou taxe annuelle au fonds de bâtisses et de jurés, etc., 56.
25. *Kamouraska, Palais de Justice et Prison de* :—Copie du rapport des arbitres nommés pour évaluer les dommages causés par l'incendie du Palais de Justice et Prison du District de Kamouraska, 94. Voir 44 *des Documents*.
26. *Kamouraska, Palais de Justice et Prison* :—Pour un état montrant dans quelles Compagnies d'Assurance et pour quel montant dans chacune, le Palais de Justice et Prison du District de Kamouraska étaient assurés. Quel montant le Gouvernement a reçu ou doit recevoir de chacune des dites Compagnies d'Assurance, 34. Voir 43 *des Documents*.
27. *Kamouraska, Prison de* :—Pour un état indiquant le nombre des prisonniers dans la Prison de Kamouraska, 29. Voir 45 *des Documents*.
28. *Lac St Jean, Chemin de Colonisation du* :—Pour copie de tous Ordres en Conseil, correspondance, documents, comptes etc., relatifs au chemin de colonisation du Lac St Jean, entre le Gouvernement ou aucun Ministre ou Département, et le Révérend Grégoire Tremblay, curé de Beauport, 299.
29. *Lanoraie & Joliette, Chemin de Fer de* :—Pour copies de tous Ordres en Conseil, contrats, lettres, ordres et généralement de tous documents se rattachant à l'achat, construction, équipement et administration du chemin de fer de Lanoraie à Joliette, 84. Voir 46 *des Documents*.
30. *Laroche, Chs* :—Pour copie des rapports concernant le bureau d'enregistrement du Comté de Bagot, la destitution de Chs Laroche, Ecr., et la nomination de J. O. Bachand, Ecr., etc., 25. Voir 47 *des Documents*.
31. *Lévis & Kennébec, Cie du Chemin de Fer de* :—Pour Copie des Ordres en Conseil passés depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la Compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec, 168. Voir 49 *des Documents*.
32. *Lieutenant-Gouverneur* :—Pour un état des sommes qui ont été payées pour assistance et dépenses de réception du Lieutenant-Gouverneur, depuis le 25 Juillet 1879, 295.
33. *Ligne de paquebots à vapeur* :—Pour copie de la correspondance concernant l'établissement d'une ligne de paquebots à vapeur entre Québec, Montréal et la France, 25.

Magog, Commissaires d'Ecole de :—Voir *infra*, 55.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

34. *Mathieu, Joseph* :—Pour copie de la commission ou nomination de Joseph Mathieu, de Sorel, à toute charge ou emploi quelconque se rattachant à la perception du fonds d'emprunt municipal, avec copie de tous rapports, correspondances, comptes, reçus, etc., du dit Joseph Mathieu, en exécution de la dite charge, 229.
35. *Maurois, M.* :—Pour copie des documents concernant les arrangements faits par le Gouvernement avec M. Maurois au sujet d'un pouvoir d'eau connu sous le nom de " Chute Minée " sur le lot No 27, du premier rang du township de Suffolk, 241.
36. *Mignault, J. C.* :—Pour papiers, lettres, correspondances échangés entre le Gouvernement et Joseph Clarence Mignault, relativement à un procès entre la Reine contre Charles T. Verneur, éditeur propriétaire du journal appelé " le Progrès de Valleyfield, 229.
37. *Mines de Québec* :—Pour un état indiquant les sommes d'argent payées au Trésorier de la Province sous l'autorité de la 15^e section de l'acte général des mines de Québec, 1880, 39. Voir 52 *des Documents*.
38. *Montréal, Palais de Justice* :—Copie de tous rapports, correspondances, Ordres en Conseil et de tous documents se rapportant au faux commis en mars, 1880, et au vol fait, en juin 1880, au Palais de Justice de Montréal, 230.
39. *Pangburn, G. U.* :—Pour correspondance ayant rapport à la commission chargée de nommer G. U. Pangburn, Ecr., un des Syndics de l'Ecole de la Ville de Sorel, 180. Voir 55 *des Documents*.
40. *Pangman, M.* :—Pour copie de l'enquête tenue par le coroner sur le corps de feu M. Pangman, Ecr., 230.
41. *Pelletier et Dessaint* :—Pour copie de toute plaintes, correspondances etc., au sujet de la révocation de MM. Pelletier et Dessaint, de Kamouraska, et de la nomination de P. Langlais, Ecr., 230.
42. *Phosphates* :—Pour copies de tous contrats ou engagements pour l'achat par le gouvernement, de super-phosphates, de compagnies ou de personnes étrangères, depuis le 1^{er} Mai 1880, 295.
43. *Québec, Feu de* :—Demandant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de vouloir bien autoriser le paiement de \$10,000 pour venir en aide et rencontrer les besoins immédiats des victimes de l'incendie du 8 Juin 1881, 184.
44. *Québec et Nouveau-Brunswick, Cie du Chemin de Fer de* :—Pour copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer de Québec et du Nouveau-Brunswick au sujet de l'octroi de 10,000 acres de terre par mille, 241.
45. *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, Ateliers* :—Pour un état comparatif des argents dépensés à Montréal et à Québec dans les ateliers et usines, pour la confection des chars, etc., 20. Voir 60 *des Documents*.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

46. *Q. M. O. & O., Ateliers, Construction des* :—Pour toutes propositions, contrats, etc., concernant la construction des ateliers du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., à Montréal, 214. Voir 61 *des Documents*.
47. *Q. M. O. & O., Détectifs* :—Pour un rapport indiquant les noms et les numéros des détectifs publics et privés, employés sur le Chemin de Fer de Q. M. O. et O., etc., 69. Voir 64 *des Documents*.
48. *Q. M. O. et O., Employés* :—Liste des noms de tous les employés sur le Chemin de Fer de Q. M. O. et O., leur salaire et leur nationalité, 50. Voir 73 et 74 *des Documents*.
49. *Q. M. O. et O., Vente ou location du* :—Pour copie de correspondance entre le Gouvernement Provincial, le Gouvernement Fédéral et le syndicat du Pacifique Canadien, relativement à la vente ou à la location du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., 20.
50. *Quesnel, Auguste* :—Pour copie de la correspondance et des ordres concernant la suspension de Auguste Quesnel, Ecuier, de la charge de Shérif du District d'Arthabaska en 1879, et sa réinstallation à la dite charge, 39. Voir 78 *des Documents*.
51. *Sorel, Collège de* :—Pour copie de toutes requêtes, correspondances et documents relatifs à un octroi à être accordé au Collège de Sorel, 20.
52. *Spencer Wood* :—Pour une liste des employés permanents et temporaires aux frais de la Province, à Spencer Wood; la dite liste, donnant la date de leur entrée en service, leurs salaires et la nature de leur emploi. 299. Voir 83 *des Documents*.
53. *St Antoine de Tilly et St Giles de Beaurivage* :—Pour copie de tous documents concernant la démission et la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans les paroisses de St Antoine de Tilly et de St Giles de Beaurivage, 168.
54. *St Jérôme, Embranchement du chemin de Fer de* :—Pour un état des Recettes et dépenses de l'embranchement du Chemin de Fer à St Jérôme, 29.

St Laurent, Basses Laurentides et Saguenay, Cie du Chemin de Fer du :—Voir *supra*, 22.

St Louis et Beemer :—Voir *supra* 46.
55. *St Louis, Henry* :—Pour copie du rapport de la décision du surintendant de l'instruction publique au sujet des comptes d'Henry St Louis, notaire de Magog, comme secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles de Magog, dans le comté de Stanstead, etc. 56. Voir 85 *des Documents*.
56. *St Michel Archange* :—Pour copie des documents se rapportant à l'élection de conseillers municipaux pour la paroisse de St Michel-Archange, 20. Voir 86 *des Documents*.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR : — Suite.

57. *St Pierre de Durham* :—Pour copie de la correspondance, etc., concernant la démission et la nomination des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la municipalité de St Pierre de Durham, 138. Voir 88 *des Documents*.

58. *Ste Thérèse et St Joseph, Chemin de Fer entre* :—Pour copie d'une requête et rapport concernant la confection d'un embranchement de Chemin de Fer entre Ste Thérèse et St Joseph *via* St Eustache, 214.

59. *Taillon, L. O.* :—Pour copie des documents se rattachant à la nomination de L. O. Taillon, 25. Voir 91 *des Documents*.

60. *Terres Publiques* :—Pour copies de tous ordres en Conseil, correspondances et documents se rapportant à des concessions ou réserves de terres publiques, soit à des particuliers, soit à des sociétés ou compagnies depuis le premier Juillet dernier, 295.

Tremblay, Rév. Geo. :—Voir *Supra*, 28.

61. *Trois-Rivières, Compagnie d'imprimerie* :—Pour un état indiquant les sommes d'argent payées à la Compagnie d'imprimerie des Trois-Rivières, pour impressions depuis le 1er mai 1880, jusqu'à ce jour, 180.

62. *Trois-Rivières, Ecole Normale* :—Pour copie de la pétition et tous documents concernant l'établissement d'une école normale aux Trois-Rivières, 147. Voir 94 et 95 *des Documents*.

63. *Vente des Terres de la Couronne* :—Pour un état des argents provenant de la vente des terres de la Couronne depuis 1878, etc., 29. Voir 1 *des Documents*.

Verneur Charles :—Voir *Supra*, 36.

AGENTS DES TERRES DE LA COURONNE :—Voir 63 *des Adresses*, et 1 *des Documents*.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité Permanent nommé, 6, 18. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* réduit à sept membres, 31. Second rapport ; adopté, 297.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Bill pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 3, concernant la division du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, [l'Honorable M. Chapleau], 116. Renvoyé à un Comité général, 206. Considéré ; Rapporté ; Passé, 224. Par le Conseil, 266. S. R., 309, [44-45 Vict., chap. 6.]

ANEARN, JOHN et al :—Petition contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

ALEXANDER, A. M. :—Voir 1 *des Adresses* et 2 *des Documents*.

ALIÉNÉS :—Voir 2 *des Adresses*.

ALIÉNÉS, Hôpital Protestant des, incorporation :—Voir 39 *de Montréal, Hôpital Protestant*.

AMYOT, P. MARCEL *et al* :—Pétition contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

ANDERSON, RÉVD W. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 55.

ARCHAMBAULT, J. B. :—Voir 3 *des Adresses*.

ARCHAMBAULT, J. O. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 155.

ARCHAMBAULT, MÉDÉRIC *et al* :—Pétition contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

ARCHAMBAULT, P. A. *et al* :—Pétition contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

ARCHAMBAULT, RÉVD. U. *et al* :—Pétition contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

ARCHIVES ET STATISTIQUES :—Bill concernant les Archives et les Statistiques.—Règles suspendues ; Bill présenté, [l'Honorable M. Pâquet], 226.

ARGENTEUIL, division du Comté d'Argenteuil :—Voir *Statuts Refondus*, B. C chapitre 75.

ARMS, ARNOLD L. *et al* :—Pétition demandant les amendements aux lois des licences, 55.

ARMSTRONG JAMES FERGUSSON :—Pétition de,—35. Voir 3 *des Chemins de Fer*, *Montréal et Sorel*.

ARNAULD, RÉVD. J. F. R. *et al* :—Pétition contre le Bill concernant l'Université Laval, 178.

ARPEUTEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—

1. Pétition des,—97 Voir *Corps des Arpenteurs*.

2. Bureau des Examineurs, Pétition du,—contre le Bill pour incorporer le Corps des Arpenteurs, 156.

ARPEUTEURS POUR LE CADASTRE :—Voir 3 *des Documents*.

ARPIN, RÉVD. L. *et al* :—Pétition de—demandant de l'aide pour un chemin, 36.

ARRÉRAGES D'INTÉRÊTS DUS PAR LES COLONS DU COMTÉ DE MONTCALM :—Voir *Interpellations*, p. 185.

ARRÉRAGES D'INTÉRÊTS DUS PAR LES COLONS DU COMTÉ DE BELLECHASSE :—Voir *Interpellations*, p. 185.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur ; A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 307.

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 6.

3. Message du Lieutenant Gouverneur, nommant les Commissaires pour la régie interne de l'Assemblée Législative, 36. Pour leur rapport, voir 23 *des Documents*.

Réunions et ajournements de la Chambre :

4. Continue à siéger après minuit, 70, 119, 143, 177, 192, 200, 232, 237, 253, 265, 278, 291. En Comité, 143.

5. Siège le samedi, 102, 192, 266.

6. Suspend ses délibérations, 299.

7. Ajourne faute de quorum, 54, 76, 186.

8. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 224, 260.

9. Ajourne du 21 au 27 Mai, 108.

10. Motions pour ajourner la Chambre, retirées, 20, 247. Négatives, 250, 257.

11. Motion pour ajourner la Chambre, déclarée dans l'ordre, 256.

12. Ajourne au samedi, à 11 heures, A. M., 96.

13. Ajourne au lendemain, 245. A midi, 292.

14. Ajourne pour plus d'un jour, 108, 292.

15. Bill pour étendre la durée de l'Assemblée Législative de la Province de Québec. [L'Honorable M. Chapleau], 49. Motion pour 2ème lecture ; Amendement [pour renvoyer la 2ème lecture à trois mois] négative, 237. Motion principale, adoptée sur division ; Bill lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 238. Motion pour Comité général, adoptée sur division ; Bill considéré ; Rapporté sur division ; Lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 239. Passé par le Conseil, 291. S. R., 307, [44-45 Vict., ch. 7.]

16. Bill pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative. Voir 6 *de l'Acte électoral*.

ASILE DES ALIÉNÉS DE QUÉBEC, RAPPORT DES PROPRIÉTAIRES DE L' :--Voir 4 *des Documents*.

ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE :—Pétition demandant un Bill pour amender les actes d'incorporation de l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec et pour régler la vente des poisons, 64, Avis 73. Bill (M. Nelson), 66. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76, 85. Rapporté amendé, 129. Considéré en Comité général ; rapporté ; passé, 140. Motion, pour remise de l'honoraire, rejetée sur division, 181. Honoraire remboursé, 230.

ASSURANCE MUTUELLE, COMPAGNIE D' :—

1. Bill pour amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 39, intitulé : "Acte pour établir des Compagnies d'Assurance Mutuelle. (M. Gagnon.) 80. Renvoyé à un Comité Général. 147 ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 207 ; Par le Conseil, 291. S. R., 309. (44-45 Vict., chap. 25.)
2. Bill pour amender de nouveau le chap. 68 des Statuts Refondus du Bas-Canada, concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelle. (M. Boutillier.) 103. Motion pour 2ème lecture ; Débats ; Ajournés 268 ; Débats repris ; Bill lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 287. Par le Conseil, 306. S. R., 309. (44-45 Vict., chap. 24.)

3. Assurance Mutuelle contre le feu de Montréal, Cie d' :—Voir 11 de Montréal.

ATELIERS ET USINES DU CHEMIN DE FER Q. M. O. & O. :—Voir 45, 46 des Adresses et 60, 61 des Documents.

AUBRY, RÉVD. F., *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 110.

AUBRY, RÉVD. F. *et al* :—Pétition en faveur du Bill de l'Université Laval, 121.

AUCLAIR, RÉVD. ELZ. *et al* :—Pétition en faveur du Bill de la Cie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency & Charlevoix, 90.

AUCLAIR, RÉVD. M. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

AUGÉ, ANT. L. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

AUGÉ, C. L. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

AUGER, HORMISDAS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

BACHAND, J. O. :—Voir 30 des Adresses, et 47 des Documents.

BAILLARGÉ, CHARLES *et al* :—Petition de,—contre le Bill pour incorporer le corps des arpenteurs, 156.

BAILLARGEON V. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

BAINBRIDGE, B. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois de l'éducation, 55.

BAKER, JAMES *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois de l'éducation, 187.

BALL, RÉV. T. H. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 165.

BANQUES :—Montant dû aux—Voir 5 *des Documents*.

BAPTÊMES, M. ET S. DU DISTRICT DE MONTRÉAL POUR 1880 :—Voir 6 *des Documents*.

BAPTIST, FILS ET CIE., GEO. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour diviser la division d'enregistrement des Trois-Rivières, 65.

BAROLET, RÉV. C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

BARREAU :

1. Bill concernant le Barreau de la Province de Québec. [L'Honorable M. Lorranger], 19. Renvoyé à un Comité Spécial, 30. Premier rapport, 48. Second rapport ; Rapporté amendé, 80. Considéré en Comité Général ; Rapporté progrès, 96, 139, 167, 206. Ré-imprimé, 96. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 216. Par le Conseil, 273, S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 27.]

2. Résolution [communiquée au Comité Permanent des Divers Bills Privés.] du Conseil Général du Barreau de la Province de Québec, regrettant le fait que, depuis quelque temps, un grand nombre de Bills aient été présentés à la Législature, pour autoriser l'admission à la pratique, de personnes qui n'ont pas suivi des cours de droit ou qui n'ont pas fait une cléricature régulière ; Le Comité croit devoir soumettre cette Résolution à la Chambre et y attirer son attention, 79.

BARRIÈRES DE PÉAGE :—Abolition des—Voir *Interpellations*, p. 82.

BARRIÈRE SUR LA RUE ONTARIO :—Voir 62 *des Documents*.

BEATTIE, JAMES *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois de l'éducation, 65.

BEAUCHAMP, RÉV. J. B. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 110.

BEAUCHEMIN, A. O. T. :—Voir *Interpellations*, p. 83.

BEAUDET, RÉV. O. H. *et al* :—Pétition en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency & Charlevoix, 65.

BEAUDET, RÉV. P. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

BEAUDET, RÉV. P. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 165.

BEAUDOIN, G. *et al* :—Pétitions de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121, 193.

BEAUDOIN, LOUIS *et al* :—Pétition en faveur du Bill demandé par le “ *Québec Central* ” ; Reçue et lue, et renvoyée en Comité des Chemins de Fer, 139.

BEAUDRY, J. O. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

BEAUDRY, P. GEORGE *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois d'enregistrement et du notariat, 102.

BEAUDRY, H. S. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

BEAUDRY, RÉVD. P. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

BEAUDRY, M. :—Protonotaire.—Voir *Interpellations*, p. 137, 212.

BEAUHARNOIS :—

1. Hôpital St Joseph :—Pétition ; demande d'aide, 22.

2. Cie des Chemins Macadamisés de—Voir *Interpellations*, p. 229.

BEAUPORT, ASILE DE :—Voir 4 *des Adresses*.

BEAUVAN LAC :—Voir *Interpellations*, p. 240.

BÉCHARD, F. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 165.

BÉDARD, J. Bte. *et al* :—Pétition de—demande d'aide pour chemins, 27.

BÉDARD, RÉVD. P. *et al* :—Pétition du—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

BÉGIN, RÉVD. F. X. *et al* :—Pétition du—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

BÉLAIR, RÉVD. JOS PLESSIS *et al* :—Pétition du—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

BÉLANGER, E. *et al* :—Pétition en faveur du Bill demandé par le “ *Québec Central* ” ; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 139.

BÉLANGER, RÉVD. J. P. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

BELISLE, J. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 260.

BELLEAU vs. LA REINE :—Voir 7 *des Documents*.

BELLECHASSE :

Arrérages dus par les colons. Voir *Interpellations*, p. 185.

Chemins de colonisation. Voir *Interpellations*, p. 248.

Coupe de bois. Voir *Interpellations*, p. 137.

- BELLEMARE, RÉV. A. N. *et al* :—Pétition demandant de l'aide pour une école Polytechnique à Québec, 98.
- BELLEMARE, RÉV. CHS. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour le Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay, 136.
- BELLEMARE, RÉV. CHS. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.
- BELLEROSE, C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BELL TELEPHONE COMPANY OF CANADA :—Pétition demandant un Acte pour confirmer certains pouvoirs à la Compagnie de Telephone Bell (Bell Telephone Company). Reçue et lue, 186 ; Avis 194 ; Bill [L'Honorable M. Church, 195. Ordre pour 2ème lecture ; Objection ; M. l'Orateur décide que l'objection est mal fondée ; Amendement pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois, négative ; Bill lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 215. Rapporté amendé, 226. Motion pour Comité Général ; Amendement, Objection ; M. l'Orateur décide contre l'amendement : Motion principale adoptée ; Bill considéré ; Rapporté, 231. Lu la 3ème fois et Passé, 235. Par le Conseil avec un amendement, 288. Considéré et adopté, 288. S. R., 310. [44-45. Vict., ch. 76.]
- BENOIT, C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.
- BENOIT, DR S. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- BERGERON, ANTOINE *et al* :—Pétition de—demandant de l'aide pour un pont sur la Rivière Nicolet, 31.
- BERGERON, P. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BERGERON, ROCH *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BERNARD, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- BERNIER, ALPHONSE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- BERNIER, RÉV. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill demandé par David Roy, 136. Voir *Roy, David*.
- BERNIER, RÉV. B. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 217.
- BERNIER, RÉV. J. M. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 121.
- BERTHIER, EMBRANCHEMENT DU CHEMIN DE FER DE :—Voir 5 *des Adresses* et 8 *des Documents*.
- BERTHIER :—Copie du jugement et des documents ayant rapport à l'élection contestée de,—1. Rapport de l'élection de Joseph Robillard, 2. Voir *Appendice No 1*, p. 315.

BERTRAND, CHS. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 98.

BERTRAND, DAVID *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

BÉRUBÉ, RÉV. J. C. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

BETTERAVES, MANUFACTURES DE SUCRE DE :—Voir 6 *des Adresses* et 89 *des Documents*

BERRYMAN, M. EDGAR :—Voir *Interpellations*, p. 138.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—, 7. Voir 9 *des Documents*.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 14. Message envoyé au Conseil, 19. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 30.

BILLETS DE PASSAGE :—Bill pour défendre la vente de certains billets de passage sur les lignes de Chemins de Fer, ailleurs qu'aux bureaux des Compagnies de Chemins de Fer. (M. Lafontaine (Shefford), 24.

BILLETS DONNÉS POUR COUPE DE BOIS :—Voir *Interpellations*, p. 38.

Bills :

1. Préambule d'un Bill non prouvé, 187.
2. Bills retirés, 188, 271, 299.
3. Renvoyés à des comités spéciaux, 30, 39, 86.
4. Renvoyés à un comité spécial sur un autre Bill, 39, 42, 86, 142.
5. Seconde lecture d'un Bill, renvoyée à trois mois, 139, 141, 244.
6. Motion pour renvoyer à trois mois la seconde lecture d'un Bill, négative 237. A six mois, négative, 216.
7. Motion pour seconde lecture, renvoyée sur division, 69.
8. Motions pour le renvoi à la troisième lecture d'un Bill à trois mois négative, 238. A six mois, négative 197.
9. Motions pour le renvoi d'un rapport de comité général à trois mois, négatives, 199, 242, 243.
10. Renvoyés de nouveau à un comité général, 70, etc.
11. Lus la 2ème fois sur division, 237, 268 : Renvoyé à un comité général sur division ; Considéré ; Rapporté sur division et Passé sur division, 268.

BILLS :—*Suite.*

12. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés à un comité général, 76, 268.
13. Lus la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; Considérés ; Rapportés et Passés à la même séance, 70, 76, 147, 224, 268, 276, 286, 287, 289.
14. Lus la 2ème fois, renvoyés à un comité général ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et passés à la même séance 285, 290, 292.
15. Lus la 2ème fois, renvoyés à un comité général ; Considérés ; Rapporté progrès, 56, 70, 76, 88, 96, 139 &c.
16. Le comité général se lève sur un Bill sans faire de rapport, 222.
17. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 210, 225, 268, 297, 298.
18. Honoraires sur les Bills, remboursés, 138, 149, 181, 188, 202, 214, 229, 230, 271, 285, 298, 299.
19. Motions pour remise d'honoraires sur Bills, négativées, 181, 230.
20. Rapport concernant la traduction, etc, des Bills, 218.
21. Bills ré-imprimés, 96, 109, 210, 216, 228.
22. Bills du Conseil Législatif, 122, 126, 195, 174, 226.
23. Passés par le Conseil, 156, 174, 179, 183, 188, 195, 226, 232, 236, 246, 260, 266, 273, 285, 288, 289, 291, 305, 306.
24. Amendés par le Conseil, 189, 183, 195, 226, 232, 236, 246, 260, 266, 273, 285, 288, 289, 305.
25. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 179, 184, 196, 232, 247, 260, 266, 273, 285, 288, 290, 305.
26. Amendements considérés, 184, 234, 288.
27. Amendements adoptés, 217, 288.
28. Sanctionnés, 307.

Bills Privés :

1. Comité permanent des divers Bills Privés nommé, 6, 17. Premier rapport demandant une réduction du *quorum* 27. *Quorum* réduit à sept membres, 27. *Quorum* réduit à cinq membres, 79. Autres rapports sur divers Bills, 65, 79, 98, 103, 111, 122, 129, 146, 157, 165, 174, 187, 193, 201, 207, 217, 226.
2. Bills renvoyés à ce Comité, 43, 57, 66, 76, 85, 95, 101, 105, 115, 127, 141, 182, 183.

BILLS PRIVÉS :—*Suite.*

3. Rapports recommandant que le délai pour la réception des bills privés et des rapports sur iceux soit prolongé, 141, 157, 207, 218, 222.

4. Rapport concernant la traduction des Bills Privés, 218.

5. Pétitions renvoyées à ce Comité, 172.

6. Rapport recommandant qu'il soit permis de retirer un Bill, mais l'honoraire ne soit pas remis, 188.

7. Motion pour suspendre, durant la présente session, une partie de la 51^e Règle de la Chambre qui exige que, dans toute demande de Bills Privés, une copie du Bill avec, la somme de \$100.00, soient déposées entre les mains du Greffier du Comité des Bills Privés; sous une semaine de la première publication de l'avis dans la *Gazette Officielle*; Objecté,—M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre; Motion adoptée, 52.

8. Résolution [communiquée au Comité Permanent des Divers Bills Privés,] du Conseil Général du Barreau de la Province de Québec, regrettant le fait que, depuis quelque temps, un grand nombre de Bills aient été présentés à la Législature, pour autoriser l'admission à la pratique, de personnes qui n'ont pas suivi des cours de droit ou qui n'ont pas fait une cléricature régulière; Le Comité croit devoir soumettre cette Résolution à la Chambre et y attirer son attention, 79.

BILODEAU, PIERRE *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 60.

BIRON, J. B. S. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 266.

BIRTZ, RÉVD. F. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 110.

BISHOP'S COLLEGE :—Voir 36 de *Montréal*.

BISSEX, LOUIS *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

BLAIS, PRUDENT *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Cie de Chemin de Fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 78.

BLANCHET, L'HON. J. G. *et al* :—Pétitions de,—64, 70. Voir *Lévis, Institut Canadien Français*.

BOILEY, RÉV. P. *et al* :—Pétition du,—65.

BOLDUC, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—en faveur du Bill demandé par le *Québec Central*; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 149.

BOIS, COUPE DE BOIS—Voir 14 des *Adresses* et 10, 50 des *Documents*.

BOIS, COUPE DE BOIS DANS BELLECHASSE :—Voir 14 des *Adresses* et 11 des *Documents*.

-
- BONACINA, CHS. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BONIN, RÉV. JOS. *et al.*:—Pétition du,—demande d'aide pour chemin, 27.
- BONIN, O. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- BONIN, O. *et al.*:—Pétition de,—en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 60.
- BOSSÉ, RÉV. F. X. *et al.*:—Pétition du,—demandant de l'aide pour construire un pont sur la Rivière St Jean, 122.
- BOUCHARD, ALPHÉE *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.
- BOUCHARD, H. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- BOUCHARD, O. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 178.
- BOUCHER, L. *et al.*:—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat, 27.
- BOUCHETTE, JOSEPH:—Voir 7 des Adresses.
- BOULANGER, THOMAS *et al.*:—Pétition de,—demandant de l'aide pour un chemin, 110.
- BOURASSA, RÉV. J. *et al.*:—Pétition du,—en faveur du Bill de F. Gosselin; reçue et lue, 115.
- BOURASSA, RÉV. J. *et al.*:—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.
- BOURASSA, PIERRE *et al.*:—Pétition de,—demandant de l'aide pour la Compagnie du Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay. 217.
- BOURDON, CHARLES *et al.*:—Pétition de,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 78.
- BOURDON, J. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- BOURDON, J. H. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- BOURGAULT, RÉV. F. *et al.*:—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.
- BOURGET, RÉV. J. B. *et al.*:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- BOURRET, RÉV. L. *et al.*:—Pétition du,—demande d'aide pour une Ecole Polytechnique à Québec, 91.

-
- BRASSARD, M. *et al* :—Pétition de,—64. Voir 18 de *Montréal, Club St Denis*.
- BRASSARD, RÉV. T. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des Licences, 110.
- BRASSEUR, J. E. A. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.
- BRESSE, G. *et al* :—Pétition de,—64. Voir 9 de *Québec, Club des Marchands*.
- BRETON, P. N. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.
- BRICK, RÉV. J. G. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 156.
- BRIEN, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour des chemins, 98.
- BRIGHAM, C. C. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 35.
- BRIN, JOSEPH V. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- BRISEBOIS, D. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BRODEUR, H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BROOKS, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour un pont à Stag Creek, 122.
- BROUILLET, V. G. ELZÉAR *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.
- BROWNE, RÉV. GEO *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.
- BRUNELLE, J. H. S. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 60.
- BRUNETTE, TRÉFLÉ *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.
- BRUNET, ALFRED *et al* :—Pétition de,—79. Voir 13 de *Montréal, Cadastre du lot No 18*.
- BRUNET, F. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- BUREAU D'AGENCE D'IMMEUBLES DE MONTRÉAL, incorporé :—Voir 12 de *Montréal, Bureau d'Agence d'immeubles*.
- BUSSIÈRES, A. G. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill du "*Quebec Central*," 97.

CADASTRES :

1. Bill pour permettre de corriger des erreurs dans les cadastres.—[M. Mathieu], 226.
2. Bill pour amender de nouveau la loi concernant les plans et livres de renvoi des cadastres.—[L'honorable M. Flynn], 234. Lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 286. Par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 21.]

CADASTRE DE CHATEAUGUAY :—Voir *Interpellation*, p. 166

CADASTRE DE STE-ROSE, corrigé :—Voir *Ste Rose*.

CADASTRE du No. 18 du quartier St Laurent, Montréal :—Voir *3 de Montréal*.

CAMERON, JOHN A. *et al* :—Demandant une part de l'octroi de colonisation, 225.

CAMPBELL, BRUCE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

CAMPBELL D. B. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 55.

CANALISATION DE LA RIVIÈRE NOIRE :—Pétition demandant de l'aide pour ce projet, 157.

CAPITALISATION DES DETTES DES CORPORATIONS MUNICIPALES :—Voir *Corporations Municipales*.

CANTONS DE L'EST, COMPAGNIE DE COLONISATION DES,—incorporée :—Voir *Compagnie de Colonisation*.

CARRIGNAN, O. *et al* :—Pétition demandant que la Corporation de la Cité des Trois Rivières ne soit pas autorisée à prélever plus qu'un certain montant contre les hotelliers, aubergistes etc, 78.

CARL ANTOINE, *et al* :—Pétition de,—demande d'aide pour un pont et des chemins, 91.

CARMICHAEL H. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, 135.

CARON A. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

CARON, GEO. *et al* :—Pétition de,—55. Voir *Rivière du Loup, Cie agricole*.

CARRIER, C. W. *et al* :—Pétition de,—64. Voir *Cie de Téléphone de Québec & Lévis*.

CATELLI, CHARLES *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

CATTERMOLE, RÉVD. J. *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 98.

CARTES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU CANADA :—Voir 7 *des Adresses*.

CAUTIONNEMENT AU GOUVERNEMENT :—Liste des officiers publics qui ont donné des
—22. Voir 12 *des Documents*.

CENS D'ÉLIGIBILITÉ : ACTE POUR ABOLIR LE :—de l'Assemblée Législative, 238. Voir
6 *de l'Acte électoral*.

CÉRAT, PIERRE :—Pétition de,—35. Voir 33 *de Montréal, Eglise St Jean-Baptiste*.

CHAGNON, EMERY *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université
Laval, 90.

CHAGNON, MARIE JOSEPH EDMOUR :—Pétition demandant un Bill pour autoriser le
Barreau de la Province de Québec à admettre Marie Joseph Edmour
Chagnon, au nombre de ses membres, 59, Avis 80.—Bill [M. Würtel], 82.
Renvoyé au Comité des Bills Privés, 115. Rapporté, 187; Considéré en
Comité général; Rapporté; Passé, 198. Par le Conseil, 233. Honoraire
remboursé, 298. S. R. 309 [44-45 Vict., chap. 93].

CHAMAND, T. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

CHAMBLY, BASSIN DE :—Voir 18 *des Adresses*.

CHAMBLY, CHEMIN DE PÉAGE ENTRE CHAMBLY & LONGUEUIL :—Voir *Longueuil*.

CHAMPAGNE, F. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université
Laval, 78.

CHAMPAGNE, E. O. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université
Laval, 183.

CHANPEAUX, RÉVD. J. B. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université
Laval, 165.

CHAMPOUX, RÉV. L. Z. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour l'Asile
Bethléem, Montréal, 27.

CHAPDELAIN, LÉON *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université
Laval, 136.

CHAPERON, RÉV. J. F. A. *et al* :—Pétition du,—en faveur du Bill de F. Gosselin;
Reçue et lue, 115.

CHAPERON, RÉV. J. F. A. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour une
Ecole Polytechnique à Québec, 98.

CHARBONNEAU, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant de l'Uni-
versité Laval, 91.

CHAREST, B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval,
187.

CHARLAND, RÉV. D. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour l'Hôpital Saint
Joseph de Beauharnois, 22.

CHARLAND, RÉV. D. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 219.

CHARLEBOIS, RÉV. L. A. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

CHASSE :—Bill pour amender l'acte de cette province [40 Victoria, chapitre 21], intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette Province," [M. Taillon], 195.

CHAUDIÈRE, pont sur la rivière :— Voir *Interpellations*, p. 20.

CHEF-LIEU du District de Kamouraska, changé. Voir *Kamouraska*.

CHEMINS :

Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :

1. *Bédard* :—Aide pour terminer une route qui conduit au canton Bédard, 102.

2. *Bégon* :—Pétition demandant l'ouverture d'un chemin de colonisation, du canton Bégon, à la frontière du Nouveau-Brunswick, 36.

3. *Bouchette* :—Aide pour construire un pont, changer un chemin et en ouvrir un nouveau dans ce canton, 91.

4. *Buckland* :—Aide pour des chemins, 27.

5. *Bulstrode* :—Aide pour des chemins, 22.

6. *Cabano* :—Pétition demandant l'ouverture d'une route au canton Cabano, 110.

7. *Chauveau* :—Aide pour un chemin dans ce canton, 22.

8. *Cranbourne* :—Aide pour un chemin dans ce canton, 36.

9. *Deschambault* :—Aide pour une route de St Alban à Lachevrotière, 65.

10. *Emberton* :—Aide pour un chemin dans ce canton, 17.

11. *Frampton* :—Aide pour un chemin entre les 10ème et 11ème rangs de Frampton, 146.

12. *Hincks et Northfield* :—Aide pour un chemin de colonisation entre les cantons de Hincks et Northfield, 146.

13. *L'Epiphanie* :—Aide pour la construction d'un pont et l'ouverture d'une route dans cette paroisse, 165.

14. *Linrière et Metgermette* :—Aide pour un chemin entre Linrière et Metgermette, 48.

15. *Lowe* :—Aide pour un chemin dans ce canton, 60.

16. *Madington* :—Aide pour ouvrir une route dans les 14ème, 15ème et 16ème rangs du canton de Madington, 98.

17. *Madington* :—Aide pour un chemin de colonisation dans ce canton, 98.

18. *Mulgrave et Derry* :—Aide pour des ponts et des chemins dans ces cantons, 91.

19. *Price et Bull's Head* :—Aide pour le chemin Price et Bull's Head, 48, 60.

20. *St Barthélemi* :—Aide pour macadamiser une route du village St Barthélemi à la station du chemin de fer, 260.

CHEMINS :—*Suite.*

21. *St Clément* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 98.
22. *St Damien* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 98.
23. *Ste Emmélie de l'Energie* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 27.
24. *St Ephrem de Tring* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 31.
25. *Ste Félicité* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 110.
26. *St Honoré de Shenley* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 17.
27. *St Malachy* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 22.
28. *Ste Marie de Blandford* :—Aide pour un chemin de colonisation, 60.
29. *St Samuel* :—Aide pour un chemin dans cette paroisse, 31.
30. *St Vital de Lambton* :—Aide pour le chemin de Price et Bull's Head, 48.
31. *Taché, chemin* :—Aide pour le chemin Taché, 98.
32. *Watford et Ware* :—Aide pour chemins dans ces cantons, 31.
33. *Whitton et Gayhurst* :—Aide pour chemins dans ces cantons, 187.

CHEMINS A BARRIÈRES DE L'ISLE DE MONTRÉAL :—Voir *Interpellations*, p. 213. }

CHEMINS DE COLONISATION :—

1. Pétition demandant de l'aide pour un Chemin de Colonisation, 60.
2. Pétition des habitants du Canton Hinks; demandant de l'aide pour un Chemin de Colonisation, 146.
3. Voir 8 *des Adresses* et 13, 14 *des Documents*.
4. Voir *Interpellations*, p. 210, 248.

CHEMINS DE COLONISATION DANS BELLECHASSE :—Voir *Interpellations*, p. 245.

CHEMINS DE FER :

1. Nomination du Comité des Chemins de Fer, etc., 6, 17. Premier rapport; quorum réduit à sept membres, 27. Adopté; 27; Bills renvoyés à ce Comité, 44, 53, 58, 66, 85, 101, 127, 179, 194, etc. Autres rapports sur divers Bills, 99, 111, 122, 147, 157, 178, 188, 221, 225. Pétitions renvoyées à ce Comité, 122, 139, 146, 149 etc.
2. Bill pour amender les actes concernant les subsides en argent à certains Chemins de Fer. [L'Honorable M. Lynch,] 234. Lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 292. Par le Conseil, 306, S. R., 310. (44-45 Vict., chap. 31.)
8. Bill pour défendre la vente de certains billets de passage sur les lignes de Chemins de Fer ailleurs qu'aux bureaux des Compagnies de Chemin de Fer. [M. Lafontaine, [Shefford], 24.
4. Montant donné ou restant dû comme subside à des Compagnies de chemins de Fer. Voir 9 *des Adresses*.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

- 4½. La Chambre décide de se former en comité sur une résolution proposée pour encourager les manufactures de matériel de Chemins de Fer ; Le Comité délibère ; Résolution rapportée et adoptée. 297. Bill basé sur ces résolutions. [Voir *infra* 5.]
5. Bill pour encourager l'établissement de manufactures de matériel pour Chemins de Fer. [L'Honorable M. Chapleau]. Lu les 3 fois et passé, 298. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur recommande ce Bill, 298. Passé par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 34.]
6. *Employés de Chemins de Fer* :—Bill pour donner aux—une plus grande garantie contre les accidents [L'Honorable M. Joly.] 42.
7. *Gatineau* :—Pétition demandant un octroi pour la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée de la Gatineau, 217.
8. *Isle de Montréal* :—Pétition demandant un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de l'Isle de Montréal, 35. Avis, 41. Bill [M. Warielle], 42. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 58. Rapporté amendé, 178. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil avec un amendement, 246. Considéré et Adopté, 247. S. R., 308. [44-45 Vict., chap. 36].
Pétition contre ce Bill, 172.
9. *Lac Champlain & St Laurent* :—Pétition de la Cie du Chemin de Fer de—contre le Bill pour incorporer la Cie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 102.
10. *Lévis & Kennébec* :—M. Lavallée déclare qu'il est informé qu'un des membres de cette Chambre est entré en conspiration pour frauder les créanciers du chemin de Lévis & Kennébec et le Gouvernement, 106. Motion pour la formation d'un Comité spécial ; débats ; ajournés, 107. Réponse de l'Honorable M. Irvine à la déclaration ci-dessus, 112. Débats repris et ajournés de nouveau, 114. Débats repris 116. Motion pour ajourner les débats, retirée ; Amendement,—que la Chambre satisfaite des explications de l'Honorable Membre pour Mégantic passe à l'Ordre du Jour ; Adopté, 117.
11. *Missisquoi & Noire* :—Pétition demandant un Bill pour amender les actes concernant l'incorporation de la Cie du Chemin de Fer de la Vallée des rivières Missisquoi et Noire, 64, Avis, 80. Bill, [L'Honorable M. Lynch], 81. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 101. Rapporté amendé, 122. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 140. Par le Conseil avec un amendement, 195. Considéré et adopté, 198. S. R. 309. [44-45 Vict., chap. 42].
12. *Montréal, Portland & Boston, Cie du Chemin de Fer de* :—Pétition demandant que le Bill pour incorporer la Cie du Chemin de Montréal & Sorel, ne devienne pos loi, 102.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

13. *Montréal & Sorel* :—Pétition demandant un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel.—35. Avis, 41. Bill [M. Mathieu], 41. Renvoyé au comité des Chemins de Fer, 53. Rapporté amendé, 111. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 127. Par le Conseil avec un amendement, 183. Considéré et adopté, 184. S. R., 303. [44-45 Vict., ch. 35].

Autres Pétitions en faveur du Bill, 55, 60, 65, 78, 135.

Pétitions contre, 102.

14. *Mountain Park and Elevator Company* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de—Reçue et lue, 111. Rapport de l'avis, 178. Bill [L'Honorable M. Beaubien]; Règles suspendues, Bill présenté ; La la 2ème fois et renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 179. Rapporté amendé, 223. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 262. Par le Conseil, 291. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 37].

Pétitions contre ce Bill, 109, 172.

15. *Québec Central* :—Pétition demandant un Bill pour amender les actes incorporant la Compagnie du chemin de fer "Québec Central," 26. Avis, 32. Bill [M. Wurtele], 32. Renvoyé au Comité des Chemins de fer, 44. Rapporté amendé, 188. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 204. Par le Conseil, 233. S. R., 308 [44-45 Vict., ch. 40].

Pétitions en faveur du Bill, 136, 139, 146, 149, 178.

Pétitions contre, 60, 70, 90, 97, 122.

16. *Québec, Montmorency et Charlevoix* :—Pétition demandant un Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 59. Avis, 73. Bill [M. Langelier], 73. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 85. Rapporté amendé, 99. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 105. Par le Conseil, 156. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 44].

Autres Pétitions en faveur, 65, 78, 90, 97, 110.

17. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Motion pour la formation, d'un Comité spécial pour s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le Chemin de Fer Q. M. O. et O., débats ; débats ajournés et devant être le premier item sur l'ordre du jour du lendemain, 101. Débats repris et ajournés de nouveau, 105. Débats repris 118. Débats repris ; Amendement et sous-amendement proposés, 125. Sous-amendement négatif ; Amendement adopté ; Motion principale, ainsi amendée, adoptée sur division, 126.

18. Bill pour pourvoir au recouvrement de réclamations résultant de la construction du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., ou du transport des voyageurs ou des marchandises sur ce chemin. [M. Wurtele], 43.

19. Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la Chambre certaines résolutions concernant le Chemin de Fer de Q. M. O. et O., et la ratification de certains arrangements qui s'y rapportent, 236. La Chambre décide de se former en comité sur ces résolutions, 251. Le Comité délibère ; Série de résolutions à rapporter, 252. Motion pour la réception du

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

- rapport ; Amendement proposé ; débats ; ajournés, 261. Débats repris, 262. Autre amendement proposé ; et sur objection, M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre, 263. Sous-amendement adopté sur division, 264. Autre amendement proposé et négativé, 265. Motion principale, telle qu'amendée, adoptée, 266. Rapport adopté, 266. (Voir *infra*, 20.)
20. Bill basé sur les résolutions ci-dessus. [Voir *Supra*, 19]. [L'Hon. M. Chapleau], 266. Lu la 2ème fois sur division ; Renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté sur division ; Lu la 3ème fois sur division et Passé, 268. Par le Conseil, 291. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 2.]
21. Pétition demandant la construction d'embranchements à travers Ste Agathe et autres paroisses, 193.
22. Q. M. O. et O.—Accidents sur le chemin. Voir 57 des Documents.
23. Q. M. O. et O.—Accidents par collisions etc. Voir 58 des Documents.
24. Q. M. O. et O.—Achats et Contrats pour fourniture. Voir 59 des Documents.
25. Q. M. O. et O.—Ateliers et Usines. Voir 45, 46 des Adresses, 60, 61 des Documents.
26. Q. M. O. et O.—Barrière sur la rue Ontario. Voir 62 des Documents.
27. Q. M. O. et O.—Contrats pour la construction. Voir 63 des Documents.
28. Q. M. O. et O.—Défectives. Voir 47 des Adresses et 64 des Documents.
29. Q. M. O. et O.—Effets et fournitures. Voir 59, 65 des Documents.
30. Q. M. O. et O.—Employés du Chemin. Voir 48 des Adresses et 73, 74 des Documents.
31. Q. M. O. et O.—Interpellations au ministère ayant rapport à ce chemin :—
- Achat de terrains à Mile End. Voir *Interpellations*, 293.
- Barrières sur le parcours du chemin dans Québec. Voir *Interpellations*, 51.
- Berryman Edgar C. E. Voir *Interpellations*, 138.
- Billets de passage sur le Chemin. Voir *Interpellations*, 94.
- Chaput, André Gédéon, réclamations. Voir *Interpellations*, 34.
- Dupras Henri et Gédéon Villeneuve, réclamations. Voir *Interpellations*, 34.
- Embranchement de la Pointe Claire. Voir *Interpellations*, 67.
- Embranchement de Ste Thérèse et St Joseph. Voir *Interpellations*, 213.
- Embranchement de St André à Lachute. Voir *Interpellations*, 240.
- Incendie de la Gare à Hochelaga. Voir *Interpellations*, 68.
- Section Est. Exploitation. Voir *Interpellations*, 67.
- Section Est. Exploitation par M. McGreevy. Voir *Interpellations*, 67.
- Section Est. Recettes. Voir *Interpellations*, p. 33, 94.
- Sommes pour la construction et l'entretien. Voir *Interpellations*, p. 24.
32. Q. M. O. et O.—Matériel roulant. Voir 66, 67 des Documents.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

33. *Q. M. O. et O.*—Passes, billets de faveur etc. Voir 68, 69 *des Documents*.
34. *Q. M. O. et O.*—Rapport concernant le chemin. Voir 70 *des Documents*.
35. *Q. M. O. et O.*—Recettes pour fret, passagers, etc. Voir 71, 72 *des Documents*.
36. *Q. M. O. et O.*—Salaires, nombre d'employés, etc. Voir 73, 74 *des Documents*.
37. *Q. M. O. et O.*—Section Est, recettes de la,— Voir 75 *des Documents*.
38. *Q. M. O. et O.*—Sénécal, L. A. Voir 76 *des Documents*.
39. *Q. M. O. et O.*—Tarif du chemin. Voir 77 *des Documents*.
40. *Q. M. O. et O.*—Trains spéciaux, Passes, etc. Voir 63, 69 *des Documents*.
41. *Q. M. O. et O.*—Vente ou location du chemin de,— Voir 49 *des Adresses*.
42. *St Laurent, Basses Laurentides et Saguenay* :—Pétitions demandant qu'une subvention soit accordée à la Compagnie du Chemin de Fer du,—136, 157, 217.

Le Comité conjoint des impressions recommande l'achat de trois cents exemplaires du rapport de M. Arthur Genest, sur le tracé de ce chemin, 242.

43. *St Jean et Sorel* : Pétition demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de St Jean et Sorel, 17. Avis, 48. Bill [l'Honorable M. Marchand], 48. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 58. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 133. Par le Conseil avec un amendement, 183. Considéré et adopté, 184. S. R., 308. [44-45 Victoria, ch. 38.]

Bill amendant un acte de la présente session, intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de St Jean et Sorel, [l'Honorable M. Marchand], Règles suspendues, Bill présenté ; Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général ; Considéré, 210. Rapporté ; Passé, 222. Par le Conseil, 346. S. R., 310. [44 Vict., ch. 39.]

45. *Sud-Est* :—Pétition demandant un Bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin du Sud-Est, 35. Avis, 48. Bill [l'Honorable M. Lynch], 49. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 66. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 139. Par le Conseil, 227. S. R., 208. [44-45 Vict., ch. 43.]

46. *Waterloo et Magog* :—Pétition de,—demandant un Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de Waterloo et Magog, 55. Avis, 61. Bill présenté [l'Honorable M. Lynch], 61. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 66. Rapporté amendé, 99. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 105. Par le Conseil, 189. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 41.]

CHEMINS DE PÉAGES ENTRE LONGUEUIL ET CHAMBLY :—Voir *Longueuil et Chambly*.

CHERRIER, C. S. :—Pétition de,—35. Voir 33 de *Montréal, Hôpital Notre-Dame*.

CHEVALIER FRANÇOIS *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour le Chemin de Fer des Basses Laurentides, du St Laurent et du Saguenay, 136.

CHEVALIER, JOSEPH *et al* :—Pétitions de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90, 146.

CHEVIGNY, J. O. E. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90

CHÈVREFILS, DR :—Voir 10 des *Adresses*.

CHÈVREFILS, E. C. P. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 97.

CHEVREFILS, JEAN OLIVIER :—Pétition de,—demandant un Bill pour confirmer les droits de propriétaire de Jean Olivier Chevrefils, dans les lots connus et désignés sous les numéros officiels 104, 105 et 110 du cadastre de la paroisse de St Anne du Bout de l'Île, dans le comté de Jacques-Cartier, 64. Avis, 80. Bill [M. *LeCavalier*], 82 ; Renvoyé au Comité des Bills Privés, 183 ; Rapporté amendé, 194 ; Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 206. Par le Conseil, 233. S. R., 309. [44-45 Victoria, ch. 81.]

CHICOINE, RÉV. J. O. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

CHICOINE, JÉRÔME ALPHONSE *et al* :—Pétition de,—22 Voir *Cie de Colonisation*.

CHOPPIN, O. *et al* :—Pétition de,—78. Voir *Union Sucrière*.

CHOQUET, A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

CHRISTIN, D. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

CHRISTIE, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

CHUTE MINÉE. Voir 35 des *Adresses*.

CLAUSES GÉNÉRALES DES COMPAGNIES A FONDS SOCIAL, 31 Victoria, chapitre 24, amendé. Voir *Compagnies à fonds social*.

CLAUSES GÉNÉRALES DES CORPORATIONS DE VILLE, 40 Victoria, chapitre 29, amendé. Voir *Corporations de Ville*.

CLÉMENT, E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

CLUB DE RÉFORME DE MONTRÉAL, incorporé. Voir 17 de *Montréal*.

CLUB DES MARCHANDS DE QUÉBEC, incorporé. Voir 9 de *Québec*.

CLUB ST DENIS DE MONTRÉAL, incorporé. *Voir 18 de *Montréal*.

COAILLIER, RÉV. E. M. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 217.

COAILLIER, C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

COATICOOK :—Pétition demandant un acte pour ériger le Village de Coaticook en Ville, 17 Avis, 41. Bill [M. Lovell], 48. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 58. Rapport,—Que les promoteurs désirent retirer ce Bill, mais que l'honoraire ne leur soit pas remis, 188. Honoraire remboursé, 214.

CODE CIVIL : 1. Bill pour amender les articles 2009, 2103 et 2107 du Code Civil du Bas Canada, [M. Molleur], 42.

2. Bill pour amender l'article 2267 du Code Civil, [M. Gagnon], 93. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au Comité spécial sur Code du Procédure Civile, 143.

CODE CIVIL ET CODE DE PROCÉDURE :—Bill pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile concernant les lois d'hypothèque et d'enregistrement [du Conseil Législatif], 226 ; Lu la 1ère fois, 228.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill pour amender les articles 68, 75, 144, 549, 550, 586, 587 et 712 du Code de Procédure Civile. [L'honorable M. Loranger,] 24 ; Renvoyé au Comité spécial [Voir *infra*, 3,] 44.

2. Bill pour amender le Code de Procédure Civile, de manière à assurer d'une manière plus efficace l'assistance des témoins. [L'Honorable M. Irvine], 18 ; Renvoyé au Comité spécial, [Voir *infra*, 3,] 53.

3. Comité spécial pour prendre en considération les amendements à être soumis au Code de Procédure Civile, 39. Bills renvoyés à ce Comité 44, 53, 142, 143. Premier rapport ; *quorum* réduit, 48. Instructions au Comité, 95. Second rapport, 188. Troisième rapport 273. Adopté, 273.

CODE MUNICIPAL :—

1. Comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code Municipal, 39. Bills renvoyés à ce comité, 39, 42, 49, 61, 70, 112, 122, 136. Premier rapport ; *quorum* réduit, 55. Second rapport, recommandant que les amendements proposés au Code Municipal soient référés à la commission nommée pour la codification des Statuts, 233.

2. Bill pour amender de nouveau le Code Municipal, [M. Gagnon,] 32.—Renvoyé au Comité spécial, 39. [Voir *supra* 1.]

3. Bill pour amender de nouveau le Code Municipal de la Province de Québec, [M. Houde,] 32.—Renvoyé au Comité spécial, 39. [Voir *supra* 1.]

4. Bill pour amender le chap. 26 des statuts du Bas-Canada et la section 559 du Code Municipal de la Province de Québec. [M. Lafontaine, Napierville,] 36.—Renvoyé au Comité spécial, 70. [Voir *supra* 1.]

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

5. Bill pour amender l'article 904 du Code Municipal, [M. *Wurtele*], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial, 42. [Voir *supra*, 1.]
6. Bill pour amender l'article 515 du Code Municipal, [M. *Préfontaine*], Présenté ; Règles suspendues ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 43. [Voir *supra*, 1.]
7. Bill pour amender de nouveau le Code Municipal, [M. *Désautniers*], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 49. [Voir *supra*, 1.]
8. Bill pour amender l'article 788 du Code Municipal de la Province de Québec [M. *Magnan*], Lu les 1ère et 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 61. [Voir *supra*, 1.]
9. Bill pour amender le Code Municipal de la Province de Québec, [M. *Racicot*], 99. Renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 143. Ordre rescindé, Bill remis sur les Ordres du Jour pour la 2ème lecture, 147.
10. Bill pour amender le Code Municipal de la Province de Québec, [M. *Marion*] ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 112. [Voir *supra*, 1.]
11. Bill pour amender les articles 749 et 750 du Code Municipal [l'Honorable M. *Mercier*], Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 122. [Voir *supra*, 1.]
12. Bill pour amender les articles 599 et 783 du Code municipal de la Province de Québec, [Du Conseil], Lu les 1ère et 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 126. Voir *supra*, 1.]
13. Bill pour amender l'article 793 du Code Municipal de la Province de Québec, [M. *Meikle*] ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur Code Municipal, 136. [Voir *supra*, 1.]
14. Bill pour amender l'article 637 du Code Municipal, [l'Honorable M. *Beaubien*], 222. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 237. Par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 22.]
15. Bill pour amender certaines dispositions du Code Municipal, [l'Honorable M. *Pâquet*], 226.
16. Bill pour amender l'article 1080 du Code Municipal, [M. *LeCavalier*], 246.

CODE MUNICIPAL, version anglaise. Voir *Interpellations*, p. 166.

CODERRE, J. EMERY *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval ; Reçue et lue, 193.

COLEN, MAURICE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

COLIN, RÉV. L. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

COLLÈGE NOMININGUE :—Pétition du,—demandant un Bill pour incorporer le Collège Nominique, 26. Avis, 32. Bill présenté [M. Duhamel,] 33. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté amendé, 129. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 140. Par le Conseil, 183. Honoraire remboursé, 214. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 54.]

COLLIN, RÉV. CHS *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

COLONISATION :

1. Pétition du Canton de Eagan demandant de l'aide pour la Colonisation, 60.
2. Pétition de la Municipalité de la Paroisse de Ste Eulalie, demandant de l'aide, 272.
3. Pétition demandant une part de l'octroi de colonisation, 225.

COLONISATION :—Voir 15 des Documents.

COMEAU, RÉV. J. D. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 6. Motion pour la formation d'un Comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer : Adoptée, 8. Rapportée, 17. Adoptée, 17. Voir *Privilèges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc., Bills Privés, Lois expirantes, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industrie*. Voir aussi *Bibliothèque*.
2. *Quorums* réduits, 27, 61, 178 &c., &c.
3. Comités généraux, 251, 282, 291, 298.
4. Procédés de comités généraux entrés dans les journaux, 123, 132, 133, 143, 149, 157, 167, 203.
5. Instructions à des Comités, 95, 243.
6. Instructions au comité sur Code de Procédure, 95.
7. Un Comité se lève sans faire rapport, 223.
8. Rapporte progrès et demande permission de siéger de nouveau, 58, 70, 76, 86, 96, 139, 166.
9. Motion [pour la nomination d'un Comité Spécial] négative, 185, 274.
10. Comités spéciaux, 30, 62, 89, 101. Voir *Barreau, Crédit Foncier, Code de Procédure, Code Municipal, Acte électoral, Chemins de Fer, Notariat, Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*.
11. Pétitions renvoyées à des Comités, 122, 139, 146, 149, 172 &c.
12. Motion pour la formation d'un Comité Spécial pour s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le Chemin de Fer Q. M. O. & O. Débats ; Débats ajournés et devant être le premier item sur l'Ordre du Jour le lendemain, 101. Débats repris et ajournés de nouveau, 105. Débats repris, 118. Débats repris ; Amendement et sous amendement proposés, 125. Sous

COMITÉS :—*Suite.*

amendement négatif ; Amendement adopté ; Motion principale, ainsi amendée, adoptée sur division, 126.

13. Motion pour la formation d'un Comité collectif des deux Chambres pour étudier la situation du pays, chercher les remèdes à apporter et les réformes à faire pour mettre fin aux déficits et éviter les taxes nouvelles, &c., 185. Débats ajournés, 186. Débats repris ; Question préalable mise aux voix et négative, 272. Motion principale, négative, 274.
14. Comité spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif et s'enquérir d'un Bill rejeté par le Conseil, 296. Voir 6 de l'Acte électoral.

COMMISSION DE LA PAIX :—Voir *Interpellations*, p. 212.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :

1. Bill pour amender l'acte des clauses générales des Compagnies à fonds social, [31 Vict., ch. 24.] [L'Honorable M. Lynch], 33. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 224. Par le Conseil, 246. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 12.]
2. Bill pour amender l'acte d'incorporation des Compagnies à fonds social, [31 Vict., ch. 25.] [L'Honorable M. Lynch], 33. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 58. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 223. Par le Conseil, 246. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 11.]

COMPAGNIE CANADIENNE D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE :—Pétition demandant un Bill pour incorporer la Compagnie canadienne d'éclairage électrique, 64. Avis, 80. Bill [M. Racicot], 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 101. Rapporté amendé, 174. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 182. Considéré de nouveau ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil avec amendements, 236 ; Considérés et adoptés, 237. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 69].

COMPAGNIE DE COLONISATION ET DE CRÉDIT DES CANTONS DE L'EST :—Pétitions demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 22. Avis, 60, Bill [du Conseil] 122 ; Lu la 1ère et 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 123. Rapporté amendé, 193. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 205. Amendements adoptés par le Conseil, 227. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 61].

COMPAGNIE DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE DE QUÉBEC ET LÉVIS :—Pétition demandant un Bill pour incorporer la Compagnie de lumière électrique de Québec et Lévis, 89. Avis, 111. Bill [M. Shehyn], 111. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 141. Rapporté amendé, 200. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 222. Par le Conseil avec un amendement, 273. Considéré et adopté, 274. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 71].

COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE DE QUÉBEC ET LÉVIS :—Pétition demandant un Bill pour incorporer la Compagnie du Téléphone de Québec et Lévis, 64. Avis, 80. Bill [l'Honorable M. Pâquet], 80. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 127. Rapporté amendé, 178. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 191. Par le Conseil avec amendements, 232. Considérés, 234. Adoptés, 288. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 72.]

COMPAGNIE DU CIMETIÈRE DU MONT-ROYAL :—Pétition de la,—demandant que l'acte d'incorporation demandé par la compagnie dite : "*The Mountain Park Railway and Elevator Company*" ne devienne pas loi, 109.

COMPAGNIE D'ABATTOIRS :—Voir 23 de Montréal.

Compagnie d'Assurance Mutuelle, Montréal :—Voir 1, *de Montréal, Assurance Mutuelle.*

● Compagnie d'Assurance Mutuelle, [c. 68. S. R. B. C.], Acte amendé :—Voir 2 *de l'Assurance Mutuelle.*

Compagnie d'Assurance Mutuelle [42-43 Vict., chap. 39], Acte amendé :—Voir 1 *de l'Assurance Mutuelle.*

Compagnie de distillation, incorporée :—Voir 25 *de Montréal.*

Compagnie de fibre de Montréal, incorporée :—Voir 27 *de Montréal.*

Compagnie d'emmagasiner de Montréal, commande de stock :—Voir 26 *de Montréal.*

Compagnie manufacturière des marchands de Montréal :—Voir *St Henri & Ste Cunégonde.*

Compagnie manufacturière et agricole de la Rivière-du-Loup, incorporée. Voir *Rivière du Loup.*

Compagnie du Chemin de Fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire, Acte d'incorporation amendé. Voir 11 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer de l'Isle de Montréal, Acte d'incorporation amendé. Voir 8 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, incorporation. Voir 13 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, incorporée. Voir 16 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer de St Jean et Sorel, Acte d'incorporation amendée. Voir 43 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer de la Gatineau. Demande d'octroi. Voir 7 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer, "Québec Central," charte amendée. Voir 15 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemin de Fer du Sud Est, Actes d'incorporations amendées. Voir 45 *des Chemins de Fer.*

Compagnie du Chemins de Fer Waterloo et Magog, Acte d'incorporation amendé. Voir 46 *des Chemins de Fer.*

Compagnie *Mountain Park Railway and Elevator Co*, incorporée. Voir 14 *des Chemins de Fer.*

Compagnie *Orford Nickel and Copper Co.*, Acte d'incorporation amendé. Voir *Orford.*

Compagnie *Silver Plume Mining Co.*, incorporée. Voir *Silver Plume*.

Compagnies de Chemins de Fer, Encouragement aux :—Voir *Interpellations*, p. 184.

Compagnie de l'Hôtel Russel :—Voir *Interpellations*, p. 94.

Compagnie des chemins macadamisés de Beauharnois :—Voir *Interpellations*, p. 229.

Compagnie du Chemin de Fer du Nouveau Brunswick et Québec :—Voir *Interpellations*, p. 210, 228.

COMPTABLE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :— Voir 11 des *Adresses* et 16 et 17 des *Documents*.

COMPTES PUBLICS : 1. Comité permanent nommé, 6, 17. Premier rapport ; *Quorum* réduit à sept membres, 61. Second rapport, [recommandant que l'évidence prise devant le Comité soit imprimée], adopté, 246. Troisième rapport ; adopté, 297. Voir *documents imprimés pour l'usage des membres*. [Appendice No 5.]

2. Voir 18 des *Documents*.

COMPTON, CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE,—Pétition du,—demandant de l'aide pour un pont sur la Rivière Chaudière, 9.

CONNOLLY, F. E. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil ;

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du Comité collectif au sujet de la bibliothèque, 18 ; Au sujet des impressions, 18.

Messages du Conseil ;

2. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif de la bibliothèque, 30.
3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif des impressions, 30.
4. Communiquant leurs Bills, et demandant le concours de la Chambre, 122, 126, 174, 195, 226.
5. Adoptant les Bills de la Chambre, 156, 174, 179, 183, 188, 195, 226, 232, 236, 246, 260, 266, 273, 285, 288, 289, 291, 305, 306.
6. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée. 195, 232.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

7. Motion pour la nomination d'un Comité Conjoint pour étudier la situation du pays &c., 185 ; Négative, 271. Voir *Administration provinciale*.
8. Comité Spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif et s'enquérir d'un Bill rejeté par le Conseil, 296. Rapport, 300. Adopté, 305.
9. Motion qu'il appert que le Bill pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative a été rejeté par le Conseil, 295 ; Amendement proposé,—Objecté que la motion principale n'est pas dans l'ordre, vu que les procédés du Conseil Législatif au sujet de ce Bill, ne soit pas connus de cette Chambre et qu'elle n'en a encore pris connaissance en aucune manière ; M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à la séance suivante, 296. Motion pour la considération ultérieure de l'amendement proposé hier, 306. Objection faite qu'avant de procéder outre, M. l'Orateur doit prononcer sa décision sur l'objection soulevé hier relativement à cette question. M. l'Orateur déclare, que la question d'ordre sur laquelle il avait à se prononcer relativement à l'objection de M. Mathieu, n'a plus sa raison d'être, après l'adoption du rapport du comité spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif ; et il déclare cette objection non avenue, 306. Amendement proposé de nouveau ; Débats, 306.

CONSTRUCTEUR ET DE L'OUVRIER, PAIEMENT DU :

1. Bill pour assurer le paiement du constructeur et tout autre ouvrier. [l'Honorable M. Chapleau], 226. Lu la 2ème fois, renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 286. Par le Conseil, 306. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 17.]
2. Bill pour assurer le paiement de l'ouvrier, constructeur, journalier et de tous ceux qui ont contribué à la construction d'un édifice quelconque, [M. Lafontaine, Shefford], 18.

CONTRATS POUR LA CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER DE Q. M. O. & O. :—Voir 63 des Documents.

CORBEIL, RÉVD. F. *et al* :—Pétition du—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

CORONERS, ENQUÊTES PAR LES :—Voir 26 des Documents.

CORPORATIONS DE VILLE :—Bill pour amender de nouveau l'acte de cette province 40 Vict., ch. 29, des clauses générales des Corporations de Ville. [l'Honorable M. Lynch], 226. Lu la 2ème fois, renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 286. Par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 20.]

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Bill pour permettre aux corporations municipales de capitaliser leurs dettes. [M. Mathieu], 226. Lu la 2ème fois, renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 290. Par le Conseil, 306. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 26.]

-
- CORPS DES ARPENTEURS, ETC. :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Corps des arpenteurs de la Province de Québec", 97. Avis, 111. Bill [l'Hon. M. Flynn], 111. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 127. Rapport que le Bill doit être considéré public et que l'honoraire sur ce Bill soit remis, 187. Ordre rescindé, Bill remis sur les Ordres du Jour pour 2ème lecture, 189.
- Pétitions contre le Bill, 156.
- COTÉ, ED. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.
- COTÉ, F. ADELME *et al.* :—Pétition demandant de l'aide pour macadamiser un chemin dans St Barthélemy, 260.
- COTÉ, F. ADELME *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- CÔTÉ, JOSEPH *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.
- CÔTÉ, NARCISSE *et al.* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour le chemin Taché, 98.
- COUILLARD, F. X. :—Voir 12 *des Adresses*.
- COUILLARD, F. X. :—Voir *Interpellations*, p. 247.
- COUPE DE BOIS, LICENCES POUR :—Voir 13 et 14 *des Adresses* et 10, 11, 50 *des Documents*.
- COUSINEAU, A. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- COUTU, AVILA *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- COUTURE, EUSÈBE :—Voir *Interpellations*, p. 247.
- COUTURE, RÉV. H. W. *et al.* :—Pétition du,—en faveur du Bill demandé par le *Quebec Central*; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 139.
- COUTURIER, V. L. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- CRAIG, F. X. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- CRAMER, B. A. *et al.* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.
- CRÉDIT FONCIER :—L'Honorable M. Ross se lève de son siège et déclare que, durant la dernière session, des actes autorisant un nouvel emprunt et l'établissement d'une Compagnie de Crédit Foncier furent passés, et qu'en rapport avec la passation de ces actes, des sommes considérables ont été mises à la disposition de quelques uns des Membres de cette Chambre et du Gouvernement; Motion pour la nomination d'un Comité chargé de s'enquérir de tous les faits relatifs à la passation des dites deux mesures, 51. L'Hono-

CRÉDIT FONCIER :—*Suite.*

nable M. *Pâquet* se lève de son siège, et proteste contre l'intervention irrégulière que l'on semble vouloir établir dans les affaires personnelles des Députés et des Ministres, 52. Débats [sur la motion pour la nomination du Comité] ajournés, 53. Débats repris; Motion adoptée, 57. Rapport; Adopté, 297. Pour rapport, Voir *Documents imprimés pour l'usage des Membres*. [Appendice No 4.]

CROTEAU, EDOUARD *et al.* :—Pétition de,—en faveur du Bill demandé par le *Quebec Central*; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 139

CROTHERS, RÉV. W. J. *et al.* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

CROWLEY, DANIEL *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill pour incorporer "*The Silver Plume Mining Co*", 165.

CUMMINGS, GEORGÉ HECTOR *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

CUSHING, JAMES B. *et al.* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 136.

DAGENAIS, L. MARTIAL *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

DAGENAIS, RÉV. TH. G. *et al.* :—Pétition en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Sorel, 65.

DAIGLE, FRANÇOIS :

1. Pétition demandant un Bill pour amender l'acte 16 Vict., ch. 65, intitulé : "Acte pour autoriser François Daigle et Alexis Dufresne à exiger des péages sur un pont qu'ils ont construit sur la branche nord de la rivière Yamaska, 47. Avis, 56. Bill présenté [l'Hon. M. *Mercier*], 56. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 66. Rapporté amendé, 157. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 166. Considéré de nouveau; Rapporté, 181. Passé, 190. Par le Conseil 246. S. R., 207. [44-45 Vict., ch. 91].

2. Pétition contre le Bill 136.

DAIGNAULT, RÉV. J. C. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

DAOUST, ALPHONSE *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

DARBY, JAMES *et al.* :—Pétition demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

DART, RÉV. W. J. *et al.* :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 98.

DAVIDSON, CHS PEERS *et al.* :—Pétition reçue et lue; demandant un acte d'incorporation.—Voir 14 des *Chemins de Fer, Mountain Park and Railway Company*.

DAVIDSON, W. T. *et al* :—Pétition demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs &c., 135.

DEBELLEFEUILLE, E. L. *et al* :—Pétition demandant que le Bill pour amender l'acte concernant le Village de la Côte St Antoine, ne devienne pas loi ; Reçue et lue et renvoyée en Comité des Bills Privés, 172.

DEBELLEFEUILLE, J. L. *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

DECARUFEL, RÈVD. TH. *et al* :—Pétition de,--contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

DECOTEAU, ABRAHAM *et al* :—Pétition de—; demande d'aide pour chemins, 31.

DÉCLARATIONS FAITES PAR DES DÉPUTÉS :—Voir 4, 5 de *Députés*.

DE FORGE, A. *et al* :—Pétition de, —contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

DELAGE, RÉV. F. X. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 121.

DELAGE RÉV. F. X. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour une Ecole Polytechnique à Québec, 98.

DÉLÉGUÉS FRANÇAIS A L'EXPOSITION :—Voir *Interpellations*, p. 20.

DELORMIER J. R. C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

DELORMIER, L. G. V. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

DELOTBINIÈRE HARWOOD A. C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

DEMERS, RÉV. ED. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

DEMERS, L. CHS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

DEMERS, O. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

DEMERS, P. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

DE MONTIGNY, C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 178.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS, [43-44 Vict., chap. 3]. Voir *Agriculture etc.*

DÉPENSES CONTINGENTES DE LA CHAMBRE —Voir 15 des *Adresses*.

DEPOCAS, *LS et al.* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

DÉPOT DE LIVRES — Voir 19 *des Documents*.

DÉPOTS JUDICIAIRES, INTÉRÊTS DUS SUR LES— Voir *Interpellations*, p. 28.

DÉPUTÉ-SHÉRIF POWELL, actes officiels du,—légalisés. Voir *Powell*.

Députés :

1. Député élu ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 2.
2. Prête serment et prend son siège, 2.
3. Résolutions relatives : 1. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2. à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 6.
4. L'Honorable M. Ross se lève de son siège et déclare que, durant la dernière session, des actes autorisant un nouvel emprunt et l'établissement d'une Compagnie de Crédit Foncier furent passés, et qu'en rapport avec la passation de ces actes, des sommes considérables ont été mises à la disposition de quelques uns des membres de cette Chambre et du Gouvernement ; Motion pour la nomination d'un Comité chargé de s'enquérir de tous les faits relatifs à la passation des dites deux mesures, 51. L'Honorable M. Piquet se lève de son siège et proteste contre l'intervention irrégulière que l'on semble vouloir établir dans les affaires personnelles des députés et des ministres, 52. Débats sur la motion pour la nomination d'un Comité, ajournés, 53. Débats repris ; Motion adoptée, 57. Rapport adopté 297. Pour rapport, voir *Documents imprimés pour l'usage des membres*. [Appendice No 4].
5. M. Lavallée se lève de son siège et déclare qu'il est informé qu'un des membres de cette Chambre est entré en conspiration pour frauder les créanciers du Chemin de Fer de Lévis et Kennébec et le Gouvernement, 106. Motion pour la formation d'un Comité Spécial ; Débats ajournés, 107. Réponse de l'Honorable M. Irvine à la déclaration ci-dessus, 112. Débats repris et ajournés de nouveau, 114. Débats repris, 116. Motion pour ajourner les débats, retirée ; Amendement, que la Chambre, satisfaite des explications de l'Hon. Membre pour Mégantic, passe à l'Ordre du Jour ; adopté, 117.
6. Objection faite que l'Hon. Membre pour Portneuf n'a pas droit de parler de sujets étrangers à la question sous considération, —M. l'Orateur suppléant maintient l'objection, 257.
7. Bill pour abolir la qualification foncière des députés de l'Assemblée Législative de Québec [M. Gagnon], 36.

DEROME, EDMOND *et al.* :—Pétition,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

-
- DEROME, LÉON *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.
- DESAULNIERS, FRs L. *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay, 157.
- DÉSAULNIERS, RÉV. JOS. F. X. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 97.
- DESAUTELS MONSIGNOR J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.
- DESAUTELS, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- DESCHAMPS, J. H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour accorder un *bonus* à la Compagnie manufacturière des Marchands, 146.
- DESCHATELETS, OVIDE :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- DESÈVE, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- DESÈVE, SR. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour accorder un *bonus* à la Compagnie manufacturière des marchands, 146.
- DESÈVE, JR A. *et al* :—Pétition demandant des amendements à l'acte 43-44 Vict., chap. 37 ; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Bills Privés, 172.
- DESILETS, RÉVD LUC *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 165.
- DESJARDINS, RÉVD J. A. *et al* :—Pétition demandant de l'aide pour une route conduisant au Canton Cabano, 110.
- DESJARDINS, RÉV. P. A. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- DESMARAIS, J. B. :—Voir 16 des Adresses. *Interpellations*, p. 229.
- DESMARTEAU, CHS. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.
- DESNOYERS, RÉV. J. C. ALFRED *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- DESORCY, RÉV. O. :—Pétition du,—demandant de l'aide pour le Collège du Sacré-Cœur, à Sorel, 17.
- DESORCY, RÉV. O. *et al* :—Pétition en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 65.
- DESORCY, RÉV. O. *et al* :—Pétition du,—demandant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 135.

DESOURDY, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

DESRUISSEAU, RÉV. H. *et al* :—Pétition du,—en faveur du Bill demandé par le *Quebec Central*. Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 149.

DETECTIVES sur le Chemin de Fer de Q., M., O. et O. Voir 47 *des Adresses* et 64 *des Documents*.

DETTE DE LA PROVINCE. Voir 20 *des Documents*.

DETTES DES CORPORATIONS MUNICIPALES,—capitalisation des. Voir *Corporations Municipales*.

DETTES, recouvrement des,—Voir *Recouvrement*.

DEVILLERS, F. X. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat, 31.

DEVILLERS, RÉV. F. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour des chemins dans Madington, 98.

DION, RÉV. E. V. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill pour changer le Chef-Lieu du District de Kamouraska, 91.

DISCOURS DU TRÔNE :—Voir 17 *des Adresses*.

DISTRICT JUDICIAIRE DE KAMOURASKA, CHEF-LIEU DU, changé. Voir *Kamouraska*.

DOAK, JAMES *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 31.

Documents :

Documents :		ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
MIS DEVANT LA CHAMBRE, RELATIFS A—			
1. <i>Agents des Terres de la Couronne</i> :—Etat constatant les argents perçus par chacun des agents et sous agents des Terres de la Couronne, provenant de la vente des terres du domaine public aux colons, dans les différentes parties de la Province depuis l'année 1878 inclusivement, jusqu'au premier Mars dernier. (<i>Document No 29. Impression ordonnée, 209.</i>)	Adresse 29.		66
2. <i>Alexander A. M.</i> :—Copies des témoignages pris et reçus par le Surintendant de l'Instruction Publique, lors de l'enquête faite sur certaines plaintes faites contre la conduite de <i>A. M. Alexander</i> , Inspecteur d'Ecoles, dans le cours de l'hiver dernier. (<i>Document No 61.</i>).....	Adresse 80.		227
3. <i>Arpenteurs</i> :—Liste de tous les arpenteurs employés aux travaux du cadastre, dans toute la Province, depuis le premier Juillet 1879 au 30 Juin 1880. (<i>Document No 13.</i>).....	Adresse de la dernière session.		38

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
4. <i>Asile des aliénés de Québec</i> :—Rapport des Médecins propriétaires, Directeurs de l'Asile des Aliénés de Québec pour l'année 1879-80. (<i>Document No 27.</i>).....	Par ordre de S. H.	63
5. <i>Banques</i> :—Etat indiquant le montant dû aux banques, le 1er novembre 1879, les valeurs données comme suretés collatérales aux dites banques au 1er Mai courant.....	Ordre de la Chambre 84.	
6. <i>Baptêmes, etc</i> :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du District de Montréal, pour l'année 1880. (<i>Document No 7.</i>).....	Par acte.	3
7. <i>Belleau et al vs la Reine</i> :—Copie du jugement de la cour d'Echiquier et du jugement de la cour Suprême dans la cause de <i>Belleau et al., vs. La Reine</i> ; et de toute correspondance relative à l'appel qui a été interjeté du jugement de la cour Suprême dans cette cause, au conseil privé de Sa Majesté.....	Par ordre de la Chambre 229.	
8. <i>Berthier, Embranchement de</i> :—Copies de tous Ordres en Conseil, marchés, contrats, lettres, ordres et généralement de tous Documents se rattachant directement ou indirectement à la construction, l'équipement et l'administration de l'embranchement du chemin de Fer de Berthier. (<i>Document, No 53, Impression ordonnée, 209 et 270.</i>).....	Adresse 84.	175
9. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport du Bibliothécaire.	111e règle.	7
10. <i>Bois, Coupe de bois</i> :—Copie de tous Ordres en Conseil, règlements, correspondances au sujet des droits de coupe de bois, depuis le premier Juillet 1880, jusqu'à ce jour. (<i>Document No 31, Impression ordonnée, 208.</i>)....	Adresse 26.	85
11. <i>Bois, Coupe de bois dans Bellechasse</i> :—Copies de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents, au sujet de la coupe de bois sur les Terres de la Couronne, dans le Comté de Bellechasse, depuis le premier Janvier dernier. (<i>Document No 52.</i>).....	Adresse 138.	175
12. <i>Cautionnements au Gouvernement</i> :—Etat indiquant la Liste des Officiers Publics qui ont donné des cautionnements au Gouvernement de la Province de Québec, depuis le 1er Juin 1880, jusqu'au 30 Avril 1881, en vertu de la 32 Victoria, chapitre 9, section 17.....	Par acte.	22
13. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat indiquant le montant dépensé dans chaque comté de la Province, depuis le commencement de la présente année fiscale, pour chemins de Colonisation de première classe et pour ceux de seconde classe. (<i>Document No 16, Impression ordonnée, 208.</i>).....	Adresse 25.	43

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
14. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat donnant le détail de la somme de \$33,000 entrée à la page 54 des comptes publics pour 1879-80, comme ayant été dépensée pour chemins de colonisation. (<i>Document No 47.</i>).....	Par ordre de la Chambre 69.	148
15. <i>Colonisation</i> :—Etat indiquant séparément, pour chaque Comté, quelles sont les sommes d'argent dépensées annuellement, depuis 1867, jusqu'à ce jour, pour la Colonisation dans les Comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Pontiac, Ottawa et Argenteuil. (<i>Document No 38.</i>).....	Par ordre de la Chambre 84.	124
16. <i>Comptable de l'Assemblée Législative</i> :—Copies de tous Ordres en Conseil et autres documents de l'Exécutif faits et passés, depuis le 1er Juillet 1880, modifiant ou affectant ou relativement à la position du Comptable de cette Chambre. (<i>Document No 60.</i>).....	Adresse 213.	219
17. Réponse supplémentaire pour copie de tous Documents de l'Exécutif, depuis le 1er Juillet 1880, relativement à la position du Comptable de cette Chambre. (<i>Document No 60.</i>).....	Adresse 213.	227
18. <i>Comptes Publics, Etat des</i> :—De la province de Québec pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880. (<i>Document No 3. Imprimé, 22.</i>)....	Par ordre de S. H.	21
19. <i>Dépôt de livres</i> :—Liste de tous les employés permanents ou temporaires encore employés au dépôt officiel de livres.....	Par ord. de la Chambre, 295.	
20. <i>Dette de la Province</i> :—Etat comparatif de la dette de la Province de Québec, pour chaque année fiscale, depuis 1867.		
10 Le dit état donnant : 1o Le détail de la dette, le taux de l'intérêt, le total de l'intérêt, et la moyenne du taux d'intérêt.		
2o Le détail des divers placements au crédit de la Province, le montant d'intérêt perçu.	Par ordre de la Chambre 240.	
3o La balance nette de la dette, au 30 juin chaque année.....		
21. <i>Dorion, Charles</i> :—Copie de toutes correspondances et autres documents relatifs aux réclamations de Charles Dorion, Magistrat de District, du District de Richelieu pour salaire. (<i>Document No 19.</i>).....	Adresse du 15 Juillet 1880.	44
22. <i>Economie interne</i> :—Ordre en Conseil nommant les Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative.....	Par Message de S. H.	36
23. <i>Rapport de la Commission concernant l'Economie Interne de l'Assemblée Législative.</i> (<i>Appendice No 3.</i>).....	Par acte.	48
24. <i>Employés du Service Civil</i> :—Copie des Rapports des Comités de l'Honorable Conseil Exécutif, du 26		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Juillet, 1880, au 23 Avril, 1881, concernant la nomination de certains employés du Service Civil et leur salaire. (<i>Document No 32.</i>).....		100
25. <i>Emprunt Français</i> :—Etat indiquant : Le montant net touché sur l'Emprunt Français, et à quelles dates les versements à compte ont été effectués. Le montant des Débentures émises sur le dit emprunt et la date où l'émission a eu lieu. Le montant d'intérêt payé à la Province sur les parties de l'emprunt qui n'ont pas été versées à la date fixée par le contrat, etc. Aussi copie de tous les contrats passés au sujet du dit emprunt et de toute correspondance à laquelle il a pu donner lieu, depuis la dernière session. (<i>Document No 57. Impression ordonnée, 241.</i>).....	Par ordre de la Chambre 49.	202
26. <i>Enquêtes par les Coroners</i> :—Etat indiquant le nombre d'enquêtes faites par les Coroners depuis la mise en force de la loi passée en 1880.....	Par ord. de la Chambre, 68.	.....
27. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et estimés pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882. Renvoyés au Comité des subsides (Voir <i>Subsides. Document No 1.</i>).....	Message.	127
28. <i>Estimés supplémentaires</i> :—(<i>Document No 1.</i>).....	Do	222
29. <i>Fonds Consolidé d'Emprunt Municipal</i> :—Etat indiquant la balance en capital, due par chaque municipalité, au fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas Canada ; et aussi le montant des intérêts dus par chacune de ces municipalités. (<i>Document No 43.</i>).....	Adresse 69.	129
30. <i>Garde-Forestiers</i> :—Copie de toutes instructions données par le Département des Terres de la Couronne aux agents et garde-forestiers, concernant la saisie du bois rond, bois carré et écorce, depuis le 1er Novembre dernier. (<i>Impression ordonnée, 208. Document No 18.</i>).....	Adresse de la session précédente.	44
31. <i>Genest, Arthur</i> :—Copie du rapport de M. Arthur Genest, ingénieur civil, au Département des Travaux Publics, de l'exploration qu'il a faite sur le Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay. [<i>Document No 63.</i>].....	Adresse 213.	227
32. <i>Grandville, division, Agence des Terres de la</i> :—Copie de toutes instructions données à l'agent local des Terres de la Couronne de la division Grandville, depuis le 1er Janvier, 1879, jusqu'à cette date, l'autorisant à s'assurer, si quelque personne ne coupait pas des bois sur les Terres Publiques, sans licence, etc. [<i>Document No 17.</i>].....	Adresse de la session précédente.	43

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
33. <i>Gravel, Dr</i> :—Copie de toutes correspondances et papiers concernant la démission du Dr Gravel, comme Coroner du District d'Arthabaska. [Document No 26].....	Adresse 20.	63
34. <i>Hart, Mde A. S.</i> :—Copie de toutes demandes et requêtes faites au Gouvernement par Madame A. S. Hart, des Trois Rivières, concernant certains droits que la dite A. S. Hart, prétend avoir sur la propriété du lot No 12 Nord-Est, de la rivière Yamachiche, augmentation de Caxton. (Document No 54.).....	Adresse de la session précédente	189
35. <i>Iberville, Palais de Justice d'</i> :—Rapports, correspondances, présentements de Grands Jurés et autres documents relativement à la condition du Palais de Justice du District d'Iberville. (Document No 39.).....	Par ordre de la Chambre 68.	124
36. <i>Immigration et repatriement</i> :—Etat indiquant les montants dépensés pour les fins d'immigration et de repatriement, du 1er juillet 1880 au 30 avril 1881. [Document No 10.].....	Par ordre de la Chambre. 29.	30
37. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, le nombre de ceux qui lui restent en mains, avec le compte détaillé des frais encourus pour l'impression et distribution des dits statuts. [Appendice No 3, Page 319.].....	Par Message.	37
38. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité, et des hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :	Par acte.	
Hospice St Charles Borromée,	Joliette.....	89
Union St Joseph,	Lachine.....	261
Asile de St Joseph du Bon Pasteur,	Montréal.....	3
Asile Nazareth,	do.	22, 96
Asile Ste Brigitte,	do.....	3
Dispensaire pour les maladies d'yeux,	do.....	3
Ecole de médecine et chirurgie,	do.....	59
Notre Dame de Charité du Bon Pasteur,	do.....	3
Hospice de la Maternité,	do.....	3, 40
Asile du Bon Pasteur,	Québec.....	3
Asile Finlay,	do.....	108
Asile Ste Brigitte,	do.....	22
Asile des Dames Protestantes,	do.....	54
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre	do.....	3
Hospice de la miséricorde,	do.....	3
Hôtel-Dieu,	do.....	3
Ecole de Réforme,	do.....	3
Garrison Club,	do.....	3
Société Littéraire et Historique,	do.....	40, 96
Union Commerciale,	do.....	63
Union St Joseph à St Sauveur,	do.....	63

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux.—Suite.</i>		
Women's Christian Association, do.....		35
Hospice St Joseph, Ste Anne de Lapocatière...		3
Asile de la Providence, St Henri de Mascouche.		3
Hospice St Paulin, St Paulin.....		3
Hospice des Sœurs de la Charité, Rimouski.....		3
Hôpital Général, Sorel.....		16
Hospice du Sacré Cœur, Sherbrooke.....		3
Hôpital de St Joseph, Trois Rivières.....		3
Hôpital des Ursulines, do.....		3
Hospice Ste Anne, Yamachiche.....		3
[Documents No. 6.]		
39. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique pour l'année 1879-80. [Document No 5, Impression ordonnée, 210.].....	Par ordre de S. H.	210
40. Extrait du procès-verbal de la Séance du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, tenue le 18 Mai courant. [Document No 33.].....		100
41. <i>Kamouraska</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et toute personne quelconque au sujet de la taxe spéciale, imposée dans le District de Kamouraska pour aider à payer les frais de construction du Palais de Justice de ce District. [Document No 41.].....	Adresse de la session précédente	125
42. <i>Kamouraska, Cour Criminelle</i> :—Etat donnant le nom du représentant du Procureur Général et les noms de tous les employés spéciaux comme constables ou autrement, pendant le dernier terme de la cour criminelle à Kamouraska. [Document No 25.].....	Adresse de la session précédente	56
43. <i>Kamouraska, Palais de Justice et Prison</i> :—Etat indiquant dans quelles Compagnies d'Assurance et pour quel montant dans chacune, le Palais de Justice et Prison de Kamouraska étaient assurés, et aussi le montant reçu, par le Gouvernement, de chacune des dites Compagnies. [Document No 11.].....	Adresse 34.	34
44. <i>Kamouraska, Palais de Justice et Prison de</i> :—Copie du Rapport des Arbitres nommés pour évaluer les dommages causés par l'incendie du Palais de Justice et Prison du District de Kamouraska. [Document No 42.].....	Adresse 94.	129
45. <i>Kamouraska, Prison Commune de</i> :—Etat indiquant : 1. Le nombre des prisonniers incarcérés dans la Prison Commune du District de Kamouraska, depuis le 1er Janvier 1880, jusqu'à ce jour. 2. Les sommes dépensées et payées par le Gouvernement pour l'administration de la Justice, et principalement les dépenses du dernier terme de la Cour		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<i>Kamouraska, Prison Commune de.—Suite.</i>		
Criminelle tenue dans le dit District, indiquant les sommes payées pour chaque accusation. [<i>Document No 28.</i>].....	Adresse 29.	do
46. <i>Lanoraie et Joliette</i> :—Copie de tous Ordres en Conseil, contrats, lettres, ordres et généralement de tous Documents se rattachant à l'achat, construction, équipement et administration du Chemin de Fer de Lanoraie à Joliette. [<i>Document No 51, Impression ordonnée, 209.</i>].....	Adresse 84.	175
47. <i>Laroche, Charles</i> :—Copie des Rapports concernant le bureau d'enregistrement du Comté de Bagot, la destitution de Chs Laroche, et la nomination de J. O. Bachand. [<i>Document No 69, Impression ordonnée, 299.</i>].....	Adresse 25.	299
48. <i>Laurentides</i> :—Copie de tous rapports faits par la Compagnie du Chemin de Fer des Laurentides, en vertu de la section 22 de l'acte 32 Victoria, chapitre 51, et des autres chemins subventionnés par le Gouvernement, tenus de faire rapport.....	Par ordre de la Chambre 159.	
49. <i>Lévis et Kennébec</i> :—Copies des Ordres en Conseil passés depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la Compagnie du Chemin de Fer de Lévis et Kennébec. [<i>Document No 59, Impression ordonnée, 242.</i>].....	Adresse 168.	218
50. <i>Licences pour coupe de bois</i> :—Copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et documents relatifs à la prorogation demandée par les porteurs de licences pour coupe de bois, du temps pour lequel ces licences leur ont été accordées. [<i>Document No 15. Impression ordonnée, 208.</i>].....	Adresse de la session précédente	43
51. <i>Magistrats de Districts</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et aucun des magistrats de District, que le Gouvernement Joly a révoqués, en vertu de l'Acte de cette Province 41-42 Victoria, chapitre 8, au sujet du traitement réclamé par ces Messieurs, comme n'ayant pas été légalement révoqués, et copie de toute décision et de tous rapports ou Ordres en Conseil à ce sujet. [<i>Document No 55.</i>].....	Adresse de la session précédente	195
52. <i>Mines de Québec, Acte général des</i> :—Etat indiquant les sommes d'argent payées au Trésorier de la Province sous l'autorité de la 15ème section de l'Acte général des Mines de Québec, 1880. [<i>Document No 24.</i>].....	Adresse 39.	50
53. <i>Montréal, Chemins à barrières</i> :—Comptes détaillés de tous les argents reçus et dépensés pendant chaque année, depuis 5 ans, par les syndics des Chemins à barrières de Montréal. <i>Document No 46.</i>	Par ordre de la Chambre 95.	148

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
54. <i>Ouimet vs Verville</i> :—Copie du jugement et des procédures dans la cause de <i>Ouimet vs Verville</i> ; aussi, état des frais payés dans la dite cause par le Département de l'Instruction Publique, indiquant sur quel fonds ont été payés les dits frais.....	Par ordre de la Chambre 230.	
55. <i>Pangburn, J. U.</i> :—Copie de toutes correspondances ayant rapport à la Commission chargée de nommer J. U. Pangburn, écuyer, un des syndics de la Ville de Sorel. [<i>Document No 62</i>].....	Adresse 180.	219
56. <i>Pointe à Carcy, Quai de la</i> :—Etat indiquant le revenu provenant du quai de la Pointe à Carcy, pour amarrage, délestage, déchargement, etc, etc, pour l'année expirée le 1er Mai courant, etc.....	Par ordre de la Chambre 95.	
<i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental :</i>		
37. <i>Q. M. O et O.—Accidents</i> :—Liste des accidents qui ont causé perte de vie sur le Chemin de Fer de Q. M. O et O. depuis le 15 Janvier 1880 à venir au 10 Mai courant, etc. [<i>Document No 37. Impression Ordonnée, 219</i>]....	Par ordre de la Chambre 68.	424
58. <i>Q. M. O et O.—Accidents par collisions, etc</i> :—Liste de tous les accidents par collisions, déraillements, etc, sur le Chemin de Fer Q. M. O. et O. depuis le 1er Novembre 1879 à venir au 1 Mai courant, etc..	Par ordre de la Chambre 69.	
39. <i>Q. M. O. et O.—Achats et contrats pour fournitures, etc</i> :—Liste de tous les achats et contrats pour une valeur de \$500 et au-dessus pour le Chemin de Fer Q. M. O. et O. depuis le 1er Novembre 1879.....	Par ordre de la Chambre 57.	
60. <i>Q. M. O et O.—Ateliers et usines</i> :—Etat comparatif des argents qui ont été dépensés à Montréal et à Québec, dans les ateliers et usines de ces deux endroits, pour confection de chars à passagers, chars à fret et chars plate-forme etc. [<i>Document 36. Impression ordonnée, 209</i>]	Adresse 20.	423
61. <i>Q. M. O et O.—Ateliers et usines</i> :—Propositions et autres détails concernant la construction des Ateliers du Chemin de Fer de Q., M., O. et O., à Montréal. Aussi le contrat ou la copie du contrat passé entre le Gouvernement et les entrepreneurs, MM. St Louis et Beemer. [<i>Document No 66</i>].....	Adresse 44.	227
62. <i>Q. M. O et O.—Barrière sur la rue Ontario</i> :—Copie de toute correspondance entre la Corporation du Village d'Hochelaga et le gérant du Chemin de Fer Q., M., O. et O., à propos de la pose d'une barrière sur la rue Ontario. [<i>Document No 49</i>].....	Par ordre de la Chambre 84.	167
63. <i>Q. M. O. et O.—Contrats pour la construction</i> :—Etat indiquant : Le montant total réclamé du Gouvernement sur les contrats relatifs à la construction du Chemin de Fer de Q., M., O. et O., y compris le pont de Hull..	Par ordre de la Chambre 139.	

DOCUMENTS :—*Suite*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
64. <i>Q. M. O. et O.—Délectives :—Rapport</i> indiquant les noms et les numéros des Limiers (<i>detectives</i>) publics et privés, employés sur le Chemin de Fer de Q., M., O. et O., etc. Les arrestations et les rapports faits par chacun d'eux. Quelle mesure le Gouvernement a prise contre les personnes arrêtées, dans les Comtés de Maskinongé et des Deux Montagnes, etc. [<i>Document No 44</i>].	Adresse 69.	142
65. <i>Q. M. O. et O.—Effets et fournitures :—Etat</i> des effets et fournitures achetés, depuis le 1er Septembre 1878, pour le Chemin de Fer de Q., M., O. et O.	Par ord. de la Chambre 57.	
66. <i>Q. M. O. et O.—Matériel Roulant :—Etat</i> donnant des détails sur le matériel roulant du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., nombre de locomotives, de chars de toutes sortes, charrues etc., etc. et coût d'iceux etc.	Par ordre de la Chambre 248.	
67. <i>Q. M. O. et O.—Montant de la construction, matériel etc :—Etat</i> détaillé des sommes d'argent portées au débit du compte de construction et du matériel du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., que l'on trouve à l'état des comptes publics pour l'année financière expirée le 30 juin, 1880. [<i>Document No 30. Impression ordonnée, 209.</i>]...	Par ordre de la Chambre 68.	85
68. <i>Q. M. O. et O.—Passes, billets de faveur, etc :—Liste</i> des noms des personnes à qui des passes ont été données sur le chemin de fer de Q. M. O. et O., convois spéciaux, etc., etc. [<i>Document No 34. Impression ordonnée, 269.</i>].....	Par ordre de la Chambre 30.	123
69. Réponses supplémentaires. [<i>Document No 34.</i>].....	Do	124,218
70. <i>Q. M. O. et O.—Rapport</i> concernant le Chemin de Fer de Q. M. O. et O. [<i>Document No 65. Imprimé, 231.</i>].....	Par ordre de S. H.	231
71. <i>Q. M. O. et O.—Recettes :—Etat</i> des recettes du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., depuis le 1er Janvier 1880 au 30 Avril dernier ; le dit état indiquant séparément pour chaque mois : 1o Le nombre de milles de chemin en opération ; 2o Les recettes provenant des passagers ; 3o Celles provenant du fret ; 4o Celles provenant des malles et de l'express. [<i>Document 23. Impression ordonnée, 208.</i>].....	Par ordre de la Chambre 30.	50
72. <i>Q. M. O. et O.—Recettes pour fret et transport des passagers :—Etat</i> des recettes pour fret et transport des passagers sur le chemin de fer de Q. M. O. et O. depuis le 1er juillet 1880 jusqu'au 30 avril 1881. [<i>Document No 23. Impression ordonnée, 208.</i>].....	Par ordre de la Chambre 34.	50
73. Salaires, nombre d'employés, matériel roulant etc. :—Etat indiquant :		
1. Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le chemin de fer de Q. M. O. et O. et ses embranchements, etc.		

DOCUMENTS :—*Suite.**Salaires, nombre d'employés, matériel roulant etc.—Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
2. La dépense mensuelle de tous les trains, etc.		
3. Le nombre de locomotives, de chars de toutes sortes, et la valeur estimée de ce matériel.	Par ordre de la Chambre	
4. Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 avril dernier pour l'entretien du dit chemin. [<i>Document No 35. Impression ordonnée, 269</i>].....	29.	123
74. <i>Q. M. O. et O.</i> —Réponse supplémentaire. [<i>Document No 35 ; Impression ordonnée, 269.</i>].....	do	142
75. <i>Q. M. O. et O.</i> — <i>Section Est, recettes de la</i> : —Etat des recettes sur la Section Est du chemin de Fer, depuis le 15 janvier 1880, (date de la prise de possession du gouvernement) à venir au 1er mars 1880.. ..	Par ordre de la Chambre	
	29.	
76. <i>Q. M. O. et O.</i> — <i>L. A. Sénécal</i> :—Ordre de faire mettre devant la Chambre divers états concernant le Chemin de Fer de <i>Q. M. O. et O.</i> ; montant payé à <i>L. A. Sénécal, Ecr.</i> ; montant dépensé pour l'équipement, etc., etc. [<i>Document No 22. Impression ordonnée, 208</i>].....	Par ordre de la Chambre	
	21.	50
77. <i>Q. M. O. et O.</i> — <i>Tarif</i> :—Etat indiquant les différents taux du tarif pour transport des passagers et du fret entre les différents points du Chemin de Fer <i>Q., M., O. et O.</i> , etc., etc.....	Par ord. de la Cham-bre	
	68.	
78. <i>Quesnel Auguste</i> :—Copie de toutes les Correspondances et des Ordres en Conseil, se rattachant à la suspension de <i>Auguste Quesnel, Ecuier</i> , de la charge de <i>Shérif</i> du District d' <i>Arthabaska</i> , en 1879, et à sa réinstallation à la dite charge dans le cours de la présente année. [<i>Document No 45.</i>].....	Adresse	
	39.	147
79. <i>Rapports municipaux</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1880 [<i>Pas imprimé.</i>] [<i>Document No 8.</i>].....	Par acte.	11
80. <i>Recettes et dépenses de la Province</i> :—Etat comparatif des recettes et dépenses de la Province de Québec, pour chaque année fiscale depuis 1867.....	Par ord. de la Cham-bre	
	240.	
81. <i>Recettes et dépenses de la Province</i> :—Etat détaillé des recettes et dépenses de la Province, à partir du 1er Juillet 1880 jusqu'au 30 Avril 1881.....	Par ord. de la Cham-bre	
	21.	
82. <i>Shanley W.</i> :—Copie du rapport de <i>W. Shanley, Ecuier</i> , relativement au tunnel entre <i>Hochelaga</i> et <i>Longueuil</i> ; aussi copie de tous autres rapports d'ingénieurs sur le même sujet, et de tous arrangements au sujet du passage des trains] ou des chars dans le dit Tunnel. [<i>Document No 64. Impression ordonnée, 242.</i>]....	Par ordre de la Chambre	
	213.	227

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
83. <i>Spencer Wood</i> :—Etat donnant la liste des employés à Spencer Wood, aux frais de la Province de Québec, depuis le premier Janvier 1876 ; le dit état donnant, dans des colonnes séparées, la date de leur entrée en service, leurs salaires, la date de leur sortie ou renvoi, et la cause de leur renvoi. [<i>Document No 14.</i>].....	Adresse de la session précédente	38
84. <i>Statuts de la Province</i> :—Rapport de la Commission pour la révision et refonte des Statuts de la Province de Québec. [<i>Document No 9, Imprimé, 18.</i>].....	.....	18
85. <i>St Louis, Henri</i> :—Copie du Rapport de la décision du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de Québec, au sujet des comptes d'Henri St Louis, notaire de Magog, comme Secrétaire-Trésorier des Commissaires d'Ecoles de Magog, dans le Comté de Stanstead. [<i>Document No 48.</i>].....	Adresse 55.	148
86. <i>St Michel Archange</i> :—Copie des Documents se rapportant à l'élection de conseillers municipaux qui a eu lieu en Janvier dernier, pour la Paroisse de St Michel Archange, dans le Comté de Napierville. [<i>Document No 20.</i>]	Adresse 20.	44
87. <i>St Paschal, Cour des Commissaires</i> :—Copie de tous documents relatifs à l'organisation de la Cour des Commissaires, pour la décision sommaire des petites causes, dans la Paroisse de St Paschal, dans le Comté de Kamouraska, depuis le premier Novembre 1879. [<i>Document No 12.</i>].....	Adresse de la session précédente	37
88. <i>St Pierre de Durham</i> :—Copies de toutes correspondances, Ordres en Conseil concernant la démission et la nomination des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la Paroisse de St Pierre de Durham, dans le Comté de Drummond, depuis le 1er Mars 1878. [<i>Document No 50.</i>].....	Adresse 138.	167
89. <i>Sucre de betteraves ; Manufacture de</i> :—Copies des Ordres en Conseil, correspondances et documents relatifs au subside accordé pour l'établissement d'une manufacture de sucre de betteraves. [<i>Document No 58.</i>]	Adresse 180.	218
90. <i>Sud-Est, Cie du Chemin de Fer du</i> :—Copies de tous Ordres en Conseil, contrats, entre le Gouvernement, L. A. Sénécal, écuyer, ou autre personne, avec la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est, depuis le 1er Novembre 1879, relativement à la location ou prêts de chars, ou autre matériel roulant. [<i>Document No 40, Impression ordonnée, 209.</i>].....	Par ordre de la Chambre 84.	124
91. <i>Taillon, L. O.</i> :—Copie des Ordres en Conseil, correspondances et autres documents se rattachant à la nomination de L. O. Taillon, Ecuyer, comme Commissaire de l'Emprunt Municipal. [<i>Document No 21, Impression ordonnée, 209.</i>].....	Adresse 25.	44

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
92. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 Juin 1880. [<i>Document No 4.</i>].....	Par ordre de S. H.	49
93. <i>Thibaudeau Joseph</i> :—Copie de toute plainte, enquête, correspondance et documents relatifs à la suspension ou révocation de Joseph Thibaudeau, comme agent de station à Deschambault, et à la nomination d'une autre personne pour le remplacer.....	Par ordre de la Chambre 139.	219
94. <i>Trois-Rivières, Ecole Normale</i> :—Copie de la requête et de tous documents concernant l'établissement d'une Ecole Normale aux Trois-Rivières. [<i>Document No 56, Impression ordonnée, 241.</i>].....	Adresse 147.	202
95. Réponse supplémentaire. [<i>Voir supra 94, Impression ordonnée, 241.</i>].....	do	237
D'ODET, D'ORSENNENS J. P. E :—Pétition de,—demandant de l'aide pour liquider la dette d'Ecole de la Cité de Hull, 193.		
DONOGHUE, W. O. <i>et al</i> :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.		
DORION, CHARLES :—Voir 21 <i>des Documents</i> .		
DORION, RÉV. J. H. <i>et al</i> :—Pétition du,—demandant que le District de Trois-Rivières, soit divisé en deux division d'enregistrement, 47.		
DORION, RÉV. J. H. <i>et al</i> :—Pétition de,—demandant de l'aide pour une Ecole Polytechnique à Québec, 98.		
DORION, RÉV. J. H. <i>et al</i> :—Pétition du,—demandant de l'aide pour le Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay, 136.		
DORVAL, J. A. <i>et al</i> :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.		
DORVAL, PHILIPPE <i>et al</i> :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.		
DOUAIRES COUTUMIERS, ENREGISTREMENT DES —Voir <i>Enregistrement</i> .		
DOUCET, RÉV. N. <i>et al</i> :—Pétition du,—demande d'aide pour chemins, 22.		
DOUGLAS. WM. H. <i>et al</i> :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.		
DRAPEAU, NAPOLEON <i>et al</i> :—Pétition de,—demande d'aide pour chemins, 481		
DROLET, G. <i>et al</i> :—Pétition de,—demandant de l'aide pour une Ecole Polytechnique à Québec, 98.		

-
- DRUMMOND, L'HON. LEWIS T. *et al*.:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- DUBERGER, CHS *et al*.:—Pétition de,—demandant qu'il leur soit accordé des émoluments dans les enquêtes pour contestation d'élection, 272.
- DUBOIS, RÉV. J. B. *et al*.:—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- DUBOIS, J. E. *et al*.:—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- DUCHARME, A. *et al*.:—Pétition de,—demande d'aide pour chemins, 27.
- DUCHARME, DOMINIQUE, *et al*.:—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- DUCHARME, MARC. E. *et al*.:—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- DUCHESNEAU, JA ANT. *et al*.:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.
- DUCLOS, E. A. *et al*.:—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.
- DUCLOS, PIERRE, *et al*.:—Pétition de—en faveur de le Compagnie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency & Charlevoix, 78.
- DUDEVOIR, A. *et al*.:—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.
- DUFF, ARCHIBALD *et al*.:—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 90.
- DUFOUR, RÉVD C. *et al*.:—Pétition du—demandant de l'aide pour l'Asile de St Ignace du Côteau du Lac, 31.
- DUFOUR, RÉVD C. *et al*.:—Pétitions du—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90, 146.
- DUFRESNE, ALEXIS :—Voir *Daigle, François*.
- DUFRESNE, E. *et al*.:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- DUFRESNE, OSCAR,—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.
- DUFRESNE, O. *et al*.:—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.
- DUGAS, RÉV. J. E. *et al*.:—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- DUGAST, RÉV. L. M. *et al*.:—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

-
- DUMAS, MAGLOIRE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le Chef-Lieu du District de Kamouraska, 91.
- DUMONT, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le Chef-Lieu du District de Kamouraska, 91.
- DUNN, WILLIAM *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.
- DUPONT, ALPHÈGE ET CLÉMENT :—Pétition de,—47. Voir *Daigle François*.
- DUPRAS, HENRI, RÉCLAMATIONS DE :—Voir *Interpellations*, p. 34.
- DUPUIS, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- DEPUY RÉV. J. B. *et al* :—Pétition du,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 60.
- DUQUET, E. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- DURANCEAU, Alf. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- DUROCHER, RÉV. J. B. *et al* :—Pétition en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, 60.
- DUROCHER, RÉV. J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 178.
- DURÉE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, ÉTENDUE DE LA :—Voir 15 de l'*Assemblée Législative*.
- DUSSAULT REMI :—Voir *Interpellations*, p. 94.
- DUSSEAU OCTAVE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- DYER LIEUT.-COL. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des Licences, 55.
- E**AGAN, Municipalité du Canton de,—Pétition de,—demandant de l'aide pour la colonisation, 60.
- EAMES, SARAH J. :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 136.
- EASTERN TOWNSHIPS POULTRY AND PET STOCK ASSOCIATION :—Pétition de,—demandant de l'aide, 110.
- ECLAIRAGE ELECTRIQUE, compagnie incorporée,—Voir *Compagnie d'Eclairage*.
- ECOLE MODÈLE POUR LES FILLES, ST-LIN. Voir *St Lin*.

ECOLE NORMALE JACQUES-CARTIER. Voir *Interpellations*, p. 293.

ECOLE NORMALE, TROIS-RIVIÈRES. Voir 62 *des Adresses* et 94, 95 *des Documents*.

ECOLE POLYTECHNIQUE :—Pétitions demandant de l'aide en faveur d'une,—à Québec :

Archevêque de Québec *et al*, 91.
Bellemare, Rév. A. N. *et al* 98.
Bourret Rév. L. *et al*, 94.
Chaperon, Rév. J. F. A. *et al*, 98.
Valin, P. *et al*, 98.

Delage, Rév. F. X. *et al*, 98.
Dorion, Rév. J. H. *et al*, 98.
Drolet, G. *et al*, 98.
Gingras, l'Honorable J. E. *et al*, 98.

ECONOMIE INTERNE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

1. Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, transmettant les noms des membres de la Commission, 36. Voir 22 *des Documents*.
2. Rapport de la Commission, 48. Voir 23 *des Documents*.

ECONOMIE PROVINCIALE :

Motion pour la formation d'un Comité collectif des deux Chambres pour étudier la situation du pays, chercher les remèdes à apporter, et les réformes à faire pour mettre fin aux déficits et éviter les taxes nouvelles, etc. 185. Débats ajournés, 186. Débats repris,—Question principale mise aux voix et négative, 272. Débats repris ; Motion principale, négative, 274.

EDUCATION :—Pétitions demandant des amendements aux lois de l'éducation ;

Bainbridge, B. *et al*, 55.
Baker, James *et al*, 187.
Beattie, James *et al*, 65.
Brigham, C. C. *et al*, 35.
Cushing, James B. *et al*, 136.
Elliott, George *et al*, 65.
Farlinger, N. *et al*, 183.
Fergusson, Alex. *et al*, 65.
Fraser, Alexander *et al*, 78.
Fraser, John *et al*, 136.
Hobbs James *et al*, 65.
Hossack, Wm *et al*, 156.

Lefluer, Wm. *et al*, 90.
Lindsay, A. J. *et al*, 55.
Lingwick, Com. Ecole de, 60.
Lowry, William *et al*, 55.
Macdonald, John *et al*, 35.
McArthur, Neil *et al*, 55.
McCurdy Wm *et al*, 121.
McLean, H. M. *et al*, 156.
Montreal Com. des Eco. Prot. 27.
Packwood, G. *et al*, 183.
Paige C. J. *et al*, 98.
Pope, F. M. *et al*, 47.

Pridham, Alexandre *et al*, 60.
Robertson, Duncan *et al*, 183.
Robinson, Stuart *et al*, 98.
Simms, John *et al*, 136.
Smith, George *et al*, 65.
St Sauveur de Québec, Mun. Scolaire de, 35.
Sykes, Rév. J. S. *et al*, 98.
Walker G. J. *et al*, 136.
Welden, James *et al*, 110.
Whitaker, Richard *et al*, 98.
Whyte, John *et al*, 98.

EDWARDS, EDOUARD *et al* :—Pétition de—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

EGLISE DE LA TRINITÉ, QUÉBEC, incorporée :—Voir 12 *de Québec*.

EFFETS ET FOURNITURES SUR LE CHEMIN DE FER DE Q. M. O. & O :—Voir 59, 65 *des Documents*.

ELECTIONS CONTESTÉES :

1. Pétition de Chs Duberger *et al*, demandant qu'il leur soit accordé des émoluments dans les enquêtes pour contestation d'élection, 272.
2. Mandat émis durant la vacance, 2.

ÉLECTIONS CONTESTÉES :—*Suite.*

3. Nouveau bref d'élection émis par M. l'Orateur, 274.

4. Certificat du Greffier de la Couronne en Chancellerie de l'élection d'un membre, 2.

5. *Berthier* :—Copie du jugement et des documents dans la cause de l'élection contestée de Berthier, 1. [Appendice No 1, page 315].

6. *Verchères* :—Avis fixant l'instruction de la Pétition d'Election de Joseph Dansereau vs Achile Larose. Comté de Verchères, 2.

7. Copie du jugement dans la cause de l'élection contestée de Verchères, 270. [Appendice No 1, page 317].

8. Acte des élections contestées :—Voir *Acte électoral*.

ELLIOTT, GEORGE *et al* :—Pétition de—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 65.

ELLIOTT, JOHN KNOX *et al* :—Pétition de—demandant que le Bill concernant la reouverture d'une route dans St George de Henriville ne devienne pas loi, 65.

ELLIOTT, RALEIGH J. *et al* :—Pétition de—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs &c, 135.

ELLIOTT, R. J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

EMBERTON, MUNICIPALITÉ DE :—Pétition de—demande d'aide pour chemins, 17.

EMIGRANTS A L'AGENCE DE MONTRÉAL, NOMBRE DES :—Voir *Interpellations* p. 294.

EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER :—Bill pour donner aux employés de Chemins de Fer une plus grande garantie contre les accidents. (L'Honorable M. Joly), 42.

EMPLOYÉS DU CHEMIN DE FER DE Q., M., O. et O. Voir 48 *des Adresses*, 73 et 74 *des Documents*.

EMPLOYÉS DU BUREAU DES PROTONOTAIRES, SHÉRIFS, ETC. Voir *Interpellations*, p. 212.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL. Voir 24 *des Documents*.

EMPRUNT MUNICIPAL. Voir 18 et 19 *des Adresses* et 29 *des Documents*.

EMPRUNT MUNICIPAL, sommes collectées. Voir *Interpellations*, p. 38.

ENCOURAGEMENT AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. Voir *Interpellations*, p. 184.

ENQUÊTES PAR LES CORONERS. Voir 26 *des Documents*.

EMPRUNT FRANÇAIS. Voir 25 *des Documents*.

ENREGISTREMENT DES DOUAIRES, ETC. :—Bill ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers, substitutions et servitudes dans certains cas non prévus par la loi, [l'Honorable M. *Marchand*], 28. Renvoyé au Comité spécial sur Code de Procédure, 142. Rapport, 188. Considéré en Comité, 216. Bill ré-imprimé, 216. Ordre pour la réception du Rapport; Amendement pour le renvoi à trois mois, négative; Ordre déchargé, 241. Bill renvoyé à un Comité général; Amendé; Rapporté et Passé sur division, 243. Par le Conseil, 285. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 16.]

ENREGISTREMENT ET NOTARIAT :—Pétitions demandant des amendements aux lois concernant l'—17, 27, 31, 36, 55, 90, 102, 110, 136.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE :—Pétitions demandant des amendements à l'acte pour établir un fonds de pension et de retraite en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire :

Carmichael, H. *et al*, 135.
 Darby, James *et al*, 135.
 Davidson, W. T. *et al*, 135.
 Doak, James *et al*, 31.
 Eames, Sarah J. *et al*, 136.
 Elliott Raleigh J. *et al*, 135.
 Forde, J. H. *et al*, 135.
 Fowler Effie J. 135.
 Fuller, J. L. *et al*, 135.
 Gadd, Alice W. *et al*, 136.
 Gaudin, Geo. *et al*, 135.
 Greer, Lavina *et al*, 136.
 Haight, F. S. *et al*, 135.
 Harvey, F. C. *et al*, 135.

Holden, Estella L. *et al*, 136.
 Howe, N. Aspinwall, 135.
 Humphrey, C. A. *et al*, 135.
 Hunting, Charlotte A. *et al*, 135.
 Hutchison, Francis M. *et al*, 135.
 Jackson, C. A. *et al*, 135.
 Knap Amy E. *et al*, 135.
 Kneeland, A. W. *et al*, 135.
 Macdonald, John *et al*, 135.
 Marceau, L. S. *et al*, 135.
 Mathieson, Bella *et al*, 135.
 Maver, Esther *et al*, 135.
 McKercher, J. L. *et al*, 135.
 McLachlin, Celina *et al*, 135.

McLaughlin, James *et al*, 135.
 McMannis, Frances, *et al*, 135.
 McManus, Rév. E. *et al*, 136.
 Moir, Jane E. *et al*, 135.
 Parker, Thomas *et al*, 135.
 Peacock, Nellie J. *et al*, 235.
 Rankin, Adelaide P. *et al*, 135.
 Rowell, S. P. *et al*, 135.
 Stevens, W. H. *et al*, 135.
 Stevenson, John Ferd. *et al*, 135.
 Swallow, Jane A. *et al*, 135.
 Westover, Hattie A. *et al*, 135.
 Wilkens, Ida *et al*, 135.
 Wurtele Rév. Louis *et al*, 135.

ERECTION CIVIL de la paroisse de St Joseph de Montréal. Voir 45 de Montréal.

ESTIMÉS. Voir 27 et 28 des Documents.

ETABLISSEMENT DE MANUFACTURES DE MATÉRIEL DE CHEMIN DE FER. Voir 4½ et 5 des Chemins de Fer.

ETHIER, J. *et al* :—Pétition de, —contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

FABRE, A. *et al* :—Pétition de, —contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

FABRIQUE DE LA PAROISSE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL :

1. Emission d'obligations.—Voir 35 de Montréal.

2. Pétition demandant que les Bills pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et *The Mountain Park Railway and Elevator Company*, ne deviennent pas loi; Reçue et lue, 172.

FARLINGER, N. *et al* :—Pétition de, —demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 183.

FARNHAM, HOSPICE STE ELIZABETH :—Pétition de, —demande d'aide, 48.

FAUTEUX, A. *et al* :—Pétition de, —contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

FENWICK, RÉVD. THS *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

FERGUSSON, ALEX *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 65.

FERLAND, ISAÏE *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Q., M. et C., 97.

FERRIER, HONORABLE JAS. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

FERRON, W. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

FIBRE DE MONTRÉAL, COMPAGNIE DE, incorporée. Voir 27 de *Montréal*.

FIELDS, HENRY *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour un pont et un chemin dans le Canton de Lowe, 60.

FIELD, JAMES *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

FISKE, L. P. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour diviser la division d'enregistrement des Trois-Rivières, 65.

FONDS CONSOLIDÉ D'EMPRUNT MUNICIPAL. Voir 19 des *Adresses* et 20 des *Documents*.

FONDS DE BATISSES ET DE JURES :

1. Voir 24 des *Adresses*.

2. Voir *Interpellations*, p. 38.

FONDS DES INSTITUTEURS EN RETRAITE. Voir *Enseignement primaire*.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL. Voir *Interpellations*, p. 38.

FONDS DE RETRAITE DES EMPLOYÉS PUBLICS, [40 Vict., ch. 10, amendé.]

1. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines résolutions concernant le—, 236, 291. Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur ces résolutions ; Le Comité délibère, 291. Résolutions à rapporter, 292. Rapportées et adoptées sur division, 296.

2. Bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 10, créant un fonds de retraite en faveur de certains employés publics et de leur famille.—[L'Honorable M. Chapleau.] 124. Lu les 2^{me} et 3^{me} fois sur division et passé, 297. Par le Conseil, 307. S. R., 309. [44-45 Vict., chap. 14].

FONDS DE RETRAITE ET DE SECOURS :—Pétitions demandant des amendements à l'acte 43-44 Vict., chap. 22, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des Fonctionnaires de l'Enseignement Primaire, 135, 136. Voir *Enseignement Primaire*.

FONDS SOCIAL, ACTE DES CLAUSES GÉNÉRALES DES COMPAGNIES A, [31 Vict. ch. 24], amendé. [Voir *Compagnies à fonds Social*.]

FONDS SOCIAL, INCORPORATION DES COMPAGNIES A, [31 Vict., chap. 25] amendé. Voir *Compagnies à Fonds Social*.

FORDE, J. U. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc, 135.

FORSYTH, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

FORNERET, RÉV. GEO. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

FORSYTH, J. BELL *et al* :—Pétition de, 89—Voir *Compagnie de Lumière Electrique de Québec et Lévis*.

FORTIN, LS D. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour le couvent de Montebello, 178.

FORTIN, L. R. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 98.

FORTIN, RÉV. P. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

FOSTER, SAMUEL WILLARD. Voir *Interpellations*, p. 137.

FOWLER, EFFEIE J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 135.

FRASER, ALEXANDRE *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 78.

FRASER, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 136.

FRASER, JOHN :—Pétition de,—demandant qu'une commission royale soit nommée pour examiner l'état des affaires de la succession de feu Hugh Fraser, 31.

FRASERVILLE, transfert du chef-lieu de. Voir *Interpellations*, p. 19, 210.

FRÉCHETTE, DOMINIQUE *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour le Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay, 136.

FULLER, J. L. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 135.

GABOURY, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

GADD, ALICE W. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs &c, 136.

GAGES DES JOURNALIERS :—Bill pour exempter de la saisie, la moitié des gages des journaliers.—[M. Préfontaine], 28. Motion pour 2ème lecture ajournée faute de *quorum*, 76. Renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 276. Par le Conseil, 307. S. R., 308. [44-45 Vict., chap. 13.]

GAGES DES OUVRIERS :—Bill pour mieux assurer le paiement des gages des ouvriers.—[M. LeCavalier.] 27. Renvoyé au Comité spécial sur Code de Procédure Civile, 142.

GAGNÉ, RÉVD J. E. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Métis, 157.

GAGNON, CHARLES :—Voir *Interpellations*, p. 228.

GALARNEAU, E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

GALARNEAU, XAVIER :—Pétition de,—17. Voir *St Calixte*.

GARDE-FORESTIERS :—Voir 30 *des Documents*.

GARNEAU, RÉVD F. H. *et al* :—Petition du,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency & Charlevoix, 110.

GARON, RÉVD S. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour des Chemins dans les Cantons de Whitton et Gayhurst, 187.

GARON, RÉVD S. *et al* :—Pétition du,—en faveur du Bill demandé par le Québec Central; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 149.

GAUDIN, GEO. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs &c., 135.

GAUDRY AMABLE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 60.

GAUDRY, S. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

GAUTHIER, A. G. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 36.

GAUTHIER, ANDRÉ *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

GAUTHIER, ANDRÉ H. *et al* :—Petition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

GAULTIER, DÉRIFENTENMA ZÉPHIRIN. 1 Voir 20 et 21 *des Adresses*.

2. Voir *Interpellations*, p. 83, 101.

GAUTHIER, HENRY *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

GEDDES, H. H. *et al* :—Pétition de, 79. Voir 12 de *Montréal, Bureau d'agence d'Immeubles*.

-
- GENDREAU, J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.
- GENEST, ARTHUR. Voir 22 *des Adresses*, 41 *des Chemins de Fer* et 31 *des Documents*.
- GENTLE, W. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.
- GEOFFRION, C. A. *et al* :—Pétition de, 119. Voir 17 *de Montréal*, *Club de Reforme*.
- GEOFFROY, REV. F. X. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- GERMAIN, E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.
- GERMAIN, J. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- GERVAIS, A. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- GERVAIS MÉDÉRIC *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- GIARD, DR :—Voir *Interpellations*, p. 239.
- GIASSON, J. O. V. :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 17.
- GILL, CHALES *et al* :—Pétition de, 55—Voir 13 *des Chemins Fer*, *de Montréal & Sorel*.
- GILLIES, RÉV. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.
- GINGRAS, CLÉOPHAS *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour chemins, 22.
- GINGRAS, L'HONORABLE J. E. *et al* :—Petition de,—demandant de l'aide pour une Ecole Polytechnique à Québec, 98.
- GOBEILLE, J. M. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill au sujet d'un pont sur la rivière Yamaska, 136. Voir *Daigle*, *François*.
- GODREAU, J. E. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois d'enregistrement et du notariat, 90.
- GORDON, JOHN HOPE ET ROBERT FRASER :—Pétition des,—demandant que le Bill en faveur du *Québec Central* ne devienne pas loi, 60.
- GOSSELIN, FRANÇOIS :—Pétition demandant un Bill pour autoriser François Gosselin, de la Paroisse de Sainte-Claire, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Chaudière, entre les Paroisses de Sainte-Marie, Comté de Beauce, et Saint-Bernard, Comté de Dorchester, et pour d'autres fins, 35. Avis, 41. Bill [M. Audet], 42. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 58. Rapporté amendé, 129. Considéré en Comité général, 140. Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil avec un amendement, 195. Considéré et adopté, 196. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 89.]
- Pétitions en faveur du Bill, 115.

- GOUIN, RÉV. T. P. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 217.
- GOYETTE, H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant le Bill de l'Université Laval, 102.
- GRANDPRÉ, P. L. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.
- GRANDVILLE, AGENCE DES TERRES DE LA DIVISION :—Voir 32 *des Documents*.
- GRAVEL, RÉV. THS. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour un chemin dans le Canton Bédard, 102.
- GRAVEL, DR. Voir 23 *des Adresses* et 33 *des Documents*.
- GREER, LAVINA *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 136.
- GRÉGOIRE, SIMON *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- GRENIER, EDMOND *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.
- GRENIER, P. O. :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 17.
- GRONDIN, L. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- GUAY, RÉV. J. J. :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 217.
- GUERTIN J. O. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 136.
- GUEVREMONT, L'HON. J. B. *et al* :—Pétition de,—55. Voir, 43 *des Chemins de Fer, Montréal et Sorel*.
- GUILLEMETTE, RÉV. T. *et al* :—Pétitions du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91, 156.
- GUILLEMETTE, PAUL *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour diviser la division d'Enregistrement des Trois-Rivières, 65.
- GYMNASTES-AMATEURS DE MONTRÉAL, incorporés. Voir 10 *de Montréal*.
- H** AIGHT, F. S. *et al* :—Pétition demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.
- HALL, J. S. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.
- HAMELIN, T. Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

- HAMILTON L'HON. JOHN :—Pétition de,—16. Voir 25 de *Montréal*, *Cie de distillation*.
- HART MDE A. S. Voir 34 des *Documents*.
- HATTON, D. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le Chef-Lieu du District de Kamouraska, 91.
- HARVEY, B. F. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- HARVEY, F. C. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.
- HARWOOD R. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 55.
- HAVARD, HENRY H. *et al* :—Pétition de,—en faveur du Bill demandé par le Québec Central : Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 139.
- HÉBERT, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- HENRIVILLE, route dans St George de, Voir *St George de Henriville*.
- HEROUX M. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.
- HIGGINS, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- HOBBS, JAMES *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 65.
- HOGAN, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant qu'il ne soit pas accordé d'aide pour un chemin et un pont dans le Canton de Lowe, 60.
- HOLDEN, ESTELLA L. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 136.
- HOLMES RÉV. JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.
- HOPITAL GÉNÉRAL, Québec ; Montant dû à l'. Voir *Interpellations*, p. 50.
- HÔPITAL NOTRE-DAME, Montréal. Voir 38 de *Montréal*.
- HOPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS. Voir 39 de *Montréal*.
- HOSSACK, WM *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 156.
- HOTEL RUSSELL :— Voir *Interpellations*, p. 94.
- HOUE, ELIE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour diviser la division d'enregistrement des Trois-Rivières, 65.

-
- HOUDE, L. A. *et al* : Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- HOUSTON, ROBERT *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- HOWARD, H. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 27.
- HOWE, N. ASPINWALL *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.
- HUDON, J. *et al* : | Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- HUOT, RÉV. C. S. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.
- HUGHES, EDWARD *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.
- HULL, CITÉ DE :—Pétition de,—demandant de l'aide pour la, 193.
- HUMPHREY, C. A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.
- HUNTING, CHARTOTTE A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 135.
- HUOT, RÉV. N. M. *et al* :—Pétition du,—en faveur du Bill demandé par le Québec Central ; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 149.
- HUOT, RÉV. LOUIS JOS. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.
- HUOT, RÉV. M. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour le Chemin de Price et Bull's Head, 60.
- HURTEAU, HILAIRE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 60.
- HUTCHISON, FRANCIS M. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 135.
- HYPOTHÈQUE ET ENREGISTREMENT :—Bill pour amender les dispositions du Code Civil et du Code de Procédure Civile, concernant les lois d'hypothèque et d'enregistrement. [Du Conseil Législatif,] 226. Lu la 1^{ère} fois, 228.
- I**BERVILLE, PALAIS DE JUSTICE D' :—Voir 35 *des Documents*.
- IMMEUBLES DE MONTRÉAL, BUREAU D'AGENCE D', incorporé.—Voir 12 *de Montréal*.
- IMMIGRATION ET REPATRIEMENT :—Voir 36 *des Documents*.

IMPRESSIONS :

1. Comité Permanent nommé, 6, 18. Comité collectif des— : Membres nommés par l'Assemblée, 18. Message envoyé au Conseil, 18. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 30. Premier rapport; Quorum réduit, 80. Second rapport, 208. Troisième, 241. Adopté, 246.
2. Documents dont l'impression est ordonnée [sans renvoi au Comité des impressions], 18, 22, 168, 210, 231, 246, 268, 293, 299.
3. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 208, 209, 241.

IMPRESSION DES PROCLAMATIONS, RÈGLEMENTS DES DÉPARTEMENTS &c :—Voir *Interpellations*, p. 34 ; Voir aussi *Ordres en Conseil*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport, p. 37.—Voir 37 des *Documents et Appendice* No 3, p. 319.

INDUSTRIES :—Comité Permanent nommé, 6, 18. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres, 32. Adopté, 32.

INGALLS, W. S. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

INSPECTION DES ÉCOLES :—Voir *Interpellations*, p. 33. Voir aussi 17 de *Questions*.

INSTITUT CANADIEN FRANÇAIS DE LÉVIS :—Voir 3 de *Lévis*.

INSTITUT HERVEY :—Pétition de,—demandant de l'aide, 266.

INSTITUTEURS, ETC. Voir *Fonds de retraite et de secours, etc.*

INSTITUTEURS A LA RETRAITE. Voir *Enseignement primaire*.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES ET DE CHARITÉ. Voir 38 des *Documents*.

INSTRUCTION PUBLIQUE : 1. Bill pour amender la loi concernant l'Instruction Publique, [M. Watts], 136. Lu la 2ème fois; Renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 289. Par le Conseil, 307. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 19.]

2. Bill pour amender les lois concernant l'Instruction publique, [l'Honorable M. Pâquet], 219.

3. Rapport du Surintendant. Voir 39 des *Documents*.

4. Extrait du procès-verbal de la séance du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, 100. Voir 40 des *Documents* et 2 de l'*Université-Laval*.

INTÉMPÉRANCE :—Bill pour diminuer les occasions qui portent à l'intempérance, [M. Molleur], 41. Lu la 2ème fois, renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté progrès, 86. Motion pour Comité général; Débats, 214. Débats repris; amendement pour renvoyer le Comité général à trois mois, négative; Motion principale adoptée; Considéré; Amendé; Rapporté sur division et Passé, 243.

INTÉRÊTS ACCUMULÉS SUR DÉPÔTS JUDICIAIRES. Voir *Interpellations*, p. 28.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Beaubien, 212.
Bergevin, 228.
Boutillier, 82, 228, 294.
Boutin, 68, 137, 185, 247.
Cameron, 212.
Champagne, 213, 294.
Desaulniers, 84.
Deschênes, 210, 228.
Gagnon, 19, 20, 28, 33, 34, 45, 62, 67, 83, 93, 101, 137, 210, 212, 240.
Gauthier, 228.
Laberge, 137.
Lafontaine [Napierville], 38.
Langelier [Portneuf], 28, 38, 82, 185, 211, 239, 247, 293, 294.
Lavallée, 137, 294.
Magnan, 179, 184, 185, 294.
Marchand, 293.
Marion, 34, 185, 293.
Mathieu, 24, 25.
Meikle, 166, 240.
Mercier 20, 24, 239, 294.
Murphy, 67.
Parent, 38, 167, 210.
Préfontaine, 82, 213, 228.
Shehyn, 50, 51, 185.
St Cyr, 212.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Acte du Service Civil, 212.
Arrérages d'intérêt dus par les Colons du Comté de Montcalm, 185.
Arrérages d'intérêt dus par les Colons du Comté de Bellechasse, 185.
Arrérages du fonds de bâtisses et de Jurés, 38.
Ameublement de la maison d'immigration à Montréal, 293.

Barrières de péage,—abolition des—82.
Beauchemin, A. O. T., 83.
Beaudry, M., Protonotaire, 137, 212.
Beauharnois, Cie des Chemins macadamisés de—229.
Beavan Lac, 240.
Bellechasse, arrérages dus par les colons de—185.
“ chemins de colonisation—248.
“ coupe de bois dans—137.
Berryman, M. Edgar—138.
Billets donnés pour coupe de bois, 38.

Cadastre de Châteauguay, 166.
Chaudière, pont sur la rivière—20.
Chemins à barrières de l'Isle de Montréal, 213.
Chemins de Colonisation, sommes demandés pour—210, 248.
“ “ dans Bellechasse, 248.
Code municipal, version anglaise, 166.
Commission de la Paix, 166.
Compagnies de Chemins de fer, encouragement aux—184.
Compagnie de l'Hôtel Russell, 94.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE : — *Suite.*

Compagnies des Chemins macadamisés, de Beauharnois, 229.
 Compagnie du Chemin de fer du Nouveau-Brunswick et Québec, 210.
 Couillard, F. X.,—247.
 Couture, Eusèbe—247.

Délégués Français à l'Exposition, 20.
 Dépôts judiciaires, intérêts sur les—28.
 Desmarais, J. B.—229.
 Dupras, Henri, réclamation de—34.
 Dussault, Remi—94.

Ecole Normale Jacques Cartier, 293.
 Emigrants à l'agence de Montréal :—Nombre des—294.
 Employés du bureau des protonotaires, shérifs, etc., 212.
 Emprunt municipal, sommes collectées, 38.
 Encouragement aux Compagnies de Chemin de fer, 184.

Fonds de bâtisses et de Jurés :—Arrérages du—38.
 Fonds d'Emprunt municipal, sommes collectées, 38.
 Foster, Samuel Willard :—137.
 Fraserville, Transfert du chef lieu :—19, 210.

Gagnon, Charles :—228.
 Gaultier, Dérifentemma Zéphirin :—83, 101.
 Giard, Dr :—239.

Hôpital Général, Québec, montant dû à l' :—50.
 Hôtel Russell, 94.

Impression des proclamations, règlements des départements, etc., 34.
 Inspection des écoles, 33.
 Intérêts accumulés sur dépôts judiciaires, 28.

Kamouraska :—Au sujet des assurances, 67.
 “ Au sujet de l'incendie, 67.
 “ Cour de Circuit, 210, 212.
 “ Le Gouv. fait il, du projet de loi, une question libre, 83, 93. .
 “ Montant dû pour la reconstruction, 45.
 “ Reconstruction du palais de justice et prison, 19, 20.
 “ Taxe spéciale, 33, 62.
 “ Transfert du chef lieu, 19.

L'Assomption :—Déplacement du dépôt de—179.
 Latour, Alphonse, 185.
 Laurentides :—Chemin de fer des—294.
 Licences,—Pour réduire le nombre, 82.
 Lieutenant-Gouverneur, frais de réception, dépenses, etc., 137.

Mathieu, Jos., 137.
 McGreevy :—Quel est le montant payé à M.,—211.
 “ Exploitation de la Section Est du Q. M. O. et O., 67
 Mitis :—Pont sur la rivière—167.
 Montcalm :—Colonisation dans le Comté de—179.
 “ Arrérages d'intérêts dus par les colons de—185.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Montréal :—Coût de la Cour, du Palais de Justice, 239.

“ Propriété du Gouvernement sur la rue Notre-Dame, 185.

“ Taxe spéciale pour construction du Palais de Justice, 239.

Montréal, Portland et Boston :—Payement du terrain sur le parcours, 82.

Officiers rapporteurs :—Instruction aux employés du trésor au sujet des, 82.

Pangman, M., 212.

Phosphates, 240.

Pont sur la rivière Chaudière, 20.

Pont sur la rivière Métis, 167.

Proclamations, règlements, etc., 34.

Propriété sur la rue Notre-Dame à Montréal, 185.

Québec, construction d'un Palais de Justice, 51.

Québec Central, emprunt contracté par le, 294.

Québec et Nouveau-Brunswick, Cie du Chemin de Fer de, 240.

Q. M. O. et O. :—Achat de terrains à Mile End, 293.

“ Barrières sur le parcours du chemin dans Québec, 51.

“ Berryman Edgar I. C., 138.

“ Billets de passage sur le chemin, 94.

“ Embranchement de la Pointe Claire, 67.

“ “ de Ste Thérèse et St Joseph, 213.

“ “ de St André à Lachute, 240.

“ Henri Dupras et Gédéon Villeneuve, réclamation de, 34.

“ Incendie de la Gare à Hochelaga, 68.

“ Racette André et Gédéon Chaput, réclamations de, 34.

“ Section Est, Recettes de la, 33, 94.

“ “ Exploitation, 67.

“ “ “ par M. McGreevy, 67.

Racette, André, réclamation de—34.

Rue St André, 185.

Salaberry, monument de—228.

Scott, C. A., 294.

Sénécal, salaire de—20.

“ a-t-il résigné ?—24.

“ cautions et cautionnement de—293.

St André, chemin de fer d'embranchement de St André à Lachute, 240.

St André, rue, 185.

St Aubin, D. F. de—38.

St Laurent, Basses Laurentides et Saguenay, Cie du chemin du—294.

St Placide, Cour des Commissaires de—239.

Ste Thérèse et St Joseph, embranchement entre—213.

Substitut du Procureur Général, 28.

Syndics des chemins à barrières de l'Isle de Montréal, 213.

Tassé et Désaulniers, 293.

Terres de la Couronne, coupe du bois sur les—294.

“ “ “ —, dans Bellechasse, 137.

Trois-Rivières, débentures de la cité des—294.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Ventes de coupe de bois, 28.

Villeneuve Gédéon, réclamation de, 34.

Woodstock et Rivière du Loup, chemin de fer de—210, 228.

Würtele, J. S. C., 94.

IRVINE, L'HON. GEORGE. Voir 5 de *Députés*.

ISLES DANS LE FLEUVE ST-LAURENT :—Bills pour détacher de Varennes et les annexer à Repentigny trois—. Voir *Varennes*.

ISLE VERTE, CONS. MUN. DE LA PAROISSE DE :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le Chef-Lieu du District de Kamouraska, 91.

IVES, A. E. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

IVES, CAROLINE J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 135.

JACKSON, C. A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc, 135.

JACKSON, RÉV. SAML. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

JASMIN, RÉV. M. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

JODOIN, RÉV. A. :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

JOLICOEUR, ARTHUR *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

JOLIETTE :

1. Hospice de la Providence :—Etat d'affaires ; Voir 38 des *Documents*.

2. Hospice de la Ville de :—Pétition de l,—demandant de l'aide, 102.

3. Hospice Ste Elizabeth :—Pétition de l,—demandant de l'aide, 27.

JOURNALIERS, saisie des gages des. Voir *Gages des journaliers*.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :

1. Entrées dans les journaux déclarées nulles et non avenues, 171, 182.

2. Comité spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif, 295. Rapport, 300. Adopté, 305.

JOYNT, HENRY *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour un chemin dans Frampton, 145.

JUGES DES SESSIONS DE LA PAIX :

1. Pétition demandant une augmentation de salaire, 26.
2. Bill concernant l'indépendance des juges des sessions de la paix, recorders et magistrats de police de Montréal et de Québec, [M. Wurtel], 28.

JUGE EN CHEF :—Bill pour la nomination d'un juge en chef de la cour supérieure du district de Montréal, [l'Honorable M. Loranger], 24.

JULIEN, RÉV. H. E. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour un chemin de colonisation, 60.

JURÉS ET JURYS :

1. Bill pour amender de nouveau la loi des jurés et jurys.—[L'Honorable M. Lynch], 178. Renvoyé à un Comité général, 268. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 283. Par le Conseil, 307. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 10].
2. Bill pour amender le chapitre vingt-deux de la trente deuxième Victoria, intitulé : "Acte pour amender la loi relative aux jurés et jurys.—[M. Langelier [Montmorency], 43.

KAMOURASKA :

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chef-lieu du District Judiciaire de Kamouraska ; Le Lieutenant-Gouverneur recommande ces résolutions ; Objecté à la formation du Comité ; M. l'Orateur remet sa décision au lendemain, 58. Sa décision, 62. Autre motion pour Comité général ; Amendement ; Débats ; Débats ajournés, 63 ; Débats repris et ajournés de nouveau, 70. Débats repris, 73. Amendement rejeté sur division ; Motion principale adoptée ; La Chambre en Comité ; Série de résolutions, 74. Motion pour la réception du rapport ; Amendement pour renvoyer le rapport à six mois, négatif, 86. Motion principale adoptée ; Résolutions rapportées, 87. Motion pour qu'il soit permis d'introduire un Bill basé sur ces résolutions ; Objecté ; M. l'Orateur décide contre l'introduction du Bill, mais en faveur de la seconde lecture des résolutions ; Résolutions lues la 2ème fois et adoptées ; Autres motions contre l'introduction du Bill rejetées par M. l'Orateur, 88.—Bill [Voir *infra*, 2].
2. Bill basé sur les résolutions ci-dessus ; [Voir *supra*, 1]. [L'Honorable M. Loranger], 89. Motion pour 2ème lecture ; Objection ;—M. l'Orateur devant donner sa décision le lendemain, 96. Sa décision, 99. Autre objection ; Décision différée, 100. Sa décision, 103. Motion pour 2ème lecture ; Amendement pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois, négatif ; Bill lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un Comité général sur division ; Considéré, 119 ; Rapporté sur division, 129 à 131. Motion pour 3ème lecture ; Amendement [à l'effet de renvoyer la 3ème lecture à 6 mois,] négatif ; Bill lu la 3ème fois et passé, 143. Par le Conseil, 179. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 23].

3. Pétition en faveur du Bill : Edmond Morin *et al*, 90.

4. Pétitions contre le Bill :

Bégin, Rév. F. X. <i>et al</i> , 91.	Kamouraska, Cons. Mun. du Ste Helène, Cons. Mun. de la
Bertrand, Chs <i>et al</i> , 98.	Village de, 91.
Bertrand, David <i>et al</i> , 91.	Lindsay, G. M. <i>et al</i> , 91.
Bérubé, Rév. J. C. <i>et al</i> , 91.	Notre-Dame du Mont Carmel, Mun. de la Par. de, 91.
Dion, Rév. E. V. <i>et al</i> , 91.	Cons. Mun. de la Par. de, 91.
Dumas, Magloire <i>et al</i> , 91.	Perreault, Z. <i>et al</i> , 91.
Dumont, Joseph <i>et al</i> , 91.	Rivière Ouelle, Cons. Mun. de St Pacôme, Cons. Mun. de la
Hatton, D. <i>et al</i> , 91.	la Par. de, 91.
Isle Verte, Cons. Mun. de la Ste Anne, Cons. Mun. de la Par. de, 91.	St Louis de Kamouraska, Cons
Kamouraska, Cons. Mun. du St Denis, Cons. Mun. de la Par. de, 91.	Mun. de la Par. de, 91.
Comté de, 91.	St Onésime, Cons. Mun. de la
	Par. de, 91.
	St Philippe de Néri, Cons. Mun. de la Par. de, 91.

5. Interpellations ayant rapport à Kamouraska :—

Au sujet des assurances. Voir *Interpellations*, p. 67.

Au sujet de l'incendie. Voir *Interpellations*, p. 67.

Cour de Circuit. Voir *Interpellations*, p. 210, 212.

Le Gouvernement fait-il du projet de loi une question libre. Voir *Interpellations*, p. 83, 93.

Montant dû pour la reconstruction. Voir *Interpellations*, p. 45.

Reconstruction du Palais de Justice. Voir *Interpellations*, p. 19, 20.

Taxe spéciale. Voir *Interpellations*, p. 33, 62.

Transfert du chef-lieu. Voir *Interpellations*, 19.

KAMOURASKA, CONS. MUN. DU COMTÉ DE :—Pétition de,—contre le Bill pour ehanger le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

KAMOURASKA, CONS. MUN. DU VILLAGE DE :—Pétition de,—contre le Bill pour chan-ger le chef-lieu District de Kamouraska, 91.

KAMOURASKA, COUR CRIMINELLE DE :—Voir 42 *des Documents*.

KAMOURASKA, FONDS DE BATISSES ET DE JURÉS :—Voir 24 *des Adresses*.

KAMOURASKA, PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE :—Voir 25, 26, 27 *des Adresses* et 43, 44, 45 *des Documents*.

Kay, W. F. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

KENNEDY, P. A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

KNAP, AMY E. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.

KNEELAND, A. W. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

LABADIE, F. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

LABADIE, J. A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 110.

- LABELLE, RÉV. ANT. *et al* :—Pétition du, 26. Voir *Collège Nominingue*.
- LABERGE, A. :—Pétition de, 64. Voir *29 de Montréal, Cie de transport*.
- LABONTÉ, J. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- LAC CHAMPLAIN ET ST LAURENT, Cie du Chemin de Fer du, Voir *9 de Chemins de Fer*.
- LACHANCE, J. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.
- LACHINE, UNION ST JOSEPH,—Etat d'affaires. Voir *38 des Documents*.
- LACOURSIÈRE ALEXIS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- LAC ST JEAN, CHEMIN DE COLONISATION DU, Voir *28 des Adresses*.
- LAFLEUR, H. R. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- LAFONTAINE, ARTHUR *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.
- LAFRANCE, L. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.
- LAMARCHE, RÉV. G. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 97.
- LAMOUREUX, E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- LANGIS, H. EVARISTE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 246.
- LANGLAIS, P. Voir *41 des Adresses*.
- LANORAIE ET JOLIETTE, CHEMIN DE FER, Voir *29 des Adresses* et *46 des Documents*.
- LAPLANTE, EDMOND *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.
- LAPLANTE, J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.
- LAPOINTE, LOUIS A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- LAPRAIRIE, ASILE DE LA PROVIDENCE DE :—Pétition de,—demande d'aide, 91.
- LARIN, C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.
- LAROCHE, CHS :—Voir *30 des Adresses* et *47 des Documents*.

LAROSE, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

LARUE, P. H. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 27.

LARUE, THOMAS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

L'ASSOMPTION, DÉPLACEMENT DU DÉPÔT DE :—Voir *Interpellations*, p. 179.

LATOUE, ALFRED *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

LATOUE, ALPHONSE :—Voir *Interpellations*, p. 185.

LAURENTIDES, CHEMIN DE FER DES :—

1. Voir 48 *des Documents*.

2. Voir *Interpellations*, p. 294.

LAVAL, UNIVERSITÉ :—Voir *Université Laval*.

LAVALLEE, RÉV. N. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 55.

LAVALLEE, V. P. :—Voir 5 *de Députés*.

LAVISNE, JOS. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

LAVIOLETTE, JOS. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

LAVOIE, ALPHONSE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

LAWRENCE, H. D. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour " The Eastern Townships Poultry and Pet Stock Association, 110.

LEBEL, RÉV. D. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour un pont sur la Rivière Senescoupe, 98.

LEBEL, RÉV. D. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour des chemins, 98.

LEBLANC, J. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

LEBLANC, RÉV. J. OCT. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

LECLAIRE, ALPHONSE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

LECLAIR, C. *et al*. :—Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 55.

LECOURT, RÉV. F. X. *et al*. :—Pétition du,—en faveur du Bill concernant l'Université Laval, 121.

LECLERC, EDOUARD *et al*. :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

LEFEBVRE, ANT. *et al*. :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 55.

LEFEBVRE, C. *et al*. :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

LEFLUER, WM. *et al*. :—Pétition de—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 90.

LEGAULT, O. *et al*. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

LEGENDRE, L. O. *et al*. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

LÉPINE, JOSEPH EUGÈNE :—Pétition demandant un Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Joseph Eugène Lépine au nombre de ses membres, 55. Avis, 60. Bill présenté [M. Beaudet], 61. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 66. Rapporté, 187. Ordre pour Comité général ; Amendement pour renvoyer le Comité à 6 mois ; Autre amendement, Objection ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; Autre amendement adopté sur division ; Motion principale, ainsi amendée, adoptée sur division, 197. Ordre pour Comité général, adopté sur division : Considéré, 204. Rapporté sur division ; Passé, 215. Par le Conseil, 273. S. R., 308, [44-45 Vict., ch. 92].

LEMOINE, ED. *et al*. :—Pétition de,—demandant à être maintenus dans leur charge respective, etc. Reçue et lue, 209.

LÉONARD, JOS. *et al*. :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat, 136.

LEPROHON, ET. *et al*. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

LEROUX, PAUL *et al*. :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

LEROUX, WILFRID *et al*. :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

LESAGE, J. E. H. *et al*. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

LESSARD, N. *et al*. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

LÉTONDAL, C. J. *et al*. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

LÉTOURNEAU, G. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

LÉTOURNEAU, F. X. *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency & Charlevoix, 78.

LEVIELLE, Jos. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

LÉVIS :—

1. *Chambre de Commerce de la Ville de* :—Pétition de,—contre le Bill du " Québec Central ", 97.

2. *Conseil de Ville de* :—Pétition du,—demandant que le Bill du Chemin de Fer du " Québec Central ", ne devienne pas loi ; Reçue et lue, 70.

3. *Institut Canadien Français* :—Pétition demandant un Bill pour incorporer l'Institut Canadien Français de Lévis. 64. Avis, 80. Bill [L'Honorable M. Pâquet], 100. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 115. Rapporté amendé, 194 ; Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 205 ; Honoraire remboursé, 214. Par le Conseil avec amendement, 260 ; Considéré et adopté, 260. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 59].

LÉVIS & KENNEBEC, COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE :—Voir 31 *des Adresses* et 49 *des Documents* et 10 *des Chemins de Fer*.

LIBELLE :—Bill pour amender la loi concernant le recours au Civil dans les cas de libelle. [L'Honorable M. Irvine] 24. Motion pour 2^{ème} lecture ; Débats, 139. Débats repris ; Seconde lecture renvoyée à trois mois sur division, 141.

LICENCES, AU SUJET DE LA RÉDUCTION DU NOMBRE DES :—Voir *Interpellations*, p. 82.

LICENCES, —Pétition demandant des amendements à la loi des licences de Québec, 1878, 26. Bill—[M. Parent], 48. Renvoyé à un Comité général, 147. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil avec amendements, 266. Considérés et adoptés, 266. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 4].

Autres Pétitions demandant des amendements aux lois des licences :

Anderson, Rév. W. *et al*, 55.
Arms, Arnold *et al*, 55.
Aubry, Rév. F. *et al*, 110.
Ball, Rév. T. H. *et al*, 165.
Beauchamp, Rév. J. B. *et al*, 110.
Beaudet, Rév. P. *et al*, 165.
Bernier, Rév. B. *et al*, 217.
Bernier, Rév. J. M. *et al*, 121.
Bilodeau, Pierre *et al*, 60.
Birtz, Rév. F. *et al*, 110.
Bourassa, Rév. J. *et al*, 98.
Bourgault, Rév. J. *et al*, 110.
Brassard, Rév. T. *et al*, 110.
Brick, Rév. J. G. *et al*, 156.
Brown, Rév. Geo. *et al*, 165.
Campbell, D. B. *et al*, 55.
Cattermole, Rév. J. *et al*, 98.
Charlebois, Rév. L. A. *et al*, 110.

Field, James *et al*, 98.
Fornet, Rév. Geo. *et al*, 55.
Gentle, W. *et al*, 98.
Gillies, Rév. A. *et al*, 98.
Guay, Rév. J. J. *et al*, 217.
Hall, J. S. *et al*, 165.
Harvey, B. F. *et al*, 55.
Higgins, John *et al*, 55.
Holmes, Rév. John *et al*, 98.
Houston, Robert *et al*, 55.
Huot, Rév. C. S. *et al*, 110.
Ingalls, W. S. *et al*, 55.
Ives, A. E. *et al*, 98.
Jackson, Rév. Sam. *et al*, 98.
Kay, W. F. *et al*, 55.
Kennedy, F. A. *et al*, 110.
Leclair, C. *et al*, 55.
Lindsay, W. *et al*, 165.

Piché, Rév. N. *et al*, 110.
Pilote, Rév. F. *et al*, 121.
Primeau, Rév. J. *et al*, 110.
Provençal, Rév. J. U. *et al*, 110.
Purdee John A. *et al*, 110.
Québec, Archevêque de *et al*, 98.
Rémillard, Rév. J. O. *et al*, 110.
Rimouski, Evêque Cath. Rom. *et al*, 26.
Robinson, H. L. *et al*, 98.
Roy, Robt *et al*, 98.
Savoie, F. E. *et al*, 98.
Scott, Rév. Wm *et al*, 98.
Sent ane, Rév. A. L. *et al*, 110.
Shanks, John *et al*, 55.
Sherbrooke, Evêque Cath. Rom. *et al*, 65.
Short, Rév. W. R. *et al*, 55.

LICENCES :—*Suite.*

- | | | |
|---|---|--|
| Choquet, A. et <i>al.</i> 110. | Loge Royal Victoria, 217. | Smith, Charles et <i>al.</i> 55. |
| Christie, D. et <i>al.</i> 98. | Lyster, W. G. et <i>al.</i> 55. | Smith, R. et <i>al.</i> 98. |
| Colin, Rév. L. et <i>al.</i> 110. | Maréchal, Rév. D. et <i>al.</i> 110. | Stott, Robert et <i>al.</i> 165. |
| Creamer, B. A. et <i>al.</i> 98. | Martel, Rév. Jos. et <i>al.</i> 121. | Sykes, Rév. J. et <i>al.</i> 55. |
| Crothers, Rév. W. J. et <i>al.</i> 55. | Matheson, Rév. W. et <i>al.</i> 55. | Tessier, Rév. F. X. et <i>al.</i> 121. |
| Dart, Rév. W. et <i>al.</i> 98. | Matte Rév. D. et <i>al.</i> 178. | Terrien, Rév. A. L. et <i>al.</i> 165. |
| Delage, Rév. F. X. 121. | McConnell, J. R. et <i>al.</i> 165. | Thomas, Trueman et <i>al.</i> 98. |
| Demers, P. et <i>al.</i> 110. | McLeod, Robert et <i>al.</i> 55. | Thurber, L. B. et <i>al.</i> 98. |
| Depocas, Ls et <i>al.</i> 110. | McMaster, A. et <i>al.</i> 55. | Trois-Rivières, Evêque Cath. Rom de et <i>al.</i> 187. |
| Desautels Monsignor J. et <i>al.</i> 110. | Merrick, Rév. Jos. 98. | Vilas, Rév. A. et <i>al.</i> 165. |
| Dubois, Rév. J. B. et <i>al.</i> 55. | Miller, Aaron et <i>al.</i> 165. | Webster, John et <i>al.</i> 165. |
| Duff, Archibald et <i>al.</i> 90. | Miller James et <i>al.</i> 98. | Wetherbee, C. H. et <i>al.</i> 55. |
| Dyer, Lieut-Col et <i>al.</i> 55. | Mills, A. B. et <i>al.</i> 55. | Whyte, John et <i>al.</i> 98. |
| Edwards, Edouard et <i>al.</i> 55. | Montréal, Evêque Anglican et <i>al.</i> 55. | Williamson, George et <i>al.</i> 55. |
| Elliott R. J. et <i>al.</i> 55. | Nadeau, Paul et <i>al.</i> 98. | Woodley, J. E. et <i>al.</i> 110. |
| Fenwick, Rév. Ths. et <i>al.</i> 55. | Piché, Rév. L. J. et <i>al.</i> 110. | |
| Ferrier, Hon. Jas. et <i>al.</i> 98. | | |

LICENCES POUR COUPE DE BOIS. Voir 13 et 14 des *Adresses* et 10, 11 et 50 des *Documents*.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4. Jour fixé pour la prise en considération, 6. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc, 8, 13. Voir 17 des *Adresses*.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 58, 202, 234, 236, 291.
3. Son discours à la clôture de la session, 310.
4. Il proroge le Parlement, 311.
5. Sanctionne les Bills, 307.

Messages de Son Honneur :

6. Invite la Chambre à se rendre dans la salle du Conseil, à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 307.
7. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 83.
8. Transmettant les estimés, 127. Les estimés supplémentaires, 202.
9. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine, 37. Voir 37 des *Documents*.
10. Transmettant la nomination des commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 37. Voir 22 des *Documents*.
11. Transmettant son assentiment à certaines résolutions concernant le Chemin de Fer de Q., M., O. et O, 236.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

12. Transmettant son assentiment à certaines résolutions concernant les subsides, 234. Concernant le fonds de retraite des employés publics, 236, 291.
13. Frais de réception, etc., du 13 décembre 1876 au 25 juillet 1879. Voir 32 *des Adresses et Interpellations*, p. 137.
- LIGHTHALL, WM. F. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill pour incorporer *The Silver Plume Mining Co*, 136.
- LIMOGES, RÉV. A. D. *et al.* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.
- LINDSAY, A. J. *et al.* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 55.
- LINDSAY, G. M. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le Chef-Lieu du District de Kamouraska, 91.
- LINDSAY, M. *et al.* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.
- LINGWICK, LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 60.
- LISTES ELECTORALES :—Bill pour amender et refondre les dispositions concernant la confection des listes électorales, [M. Gagnon], 32.
- LOGE ROYAL VICTORIA :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 217.
- LOI DE LA PREUVE EN MATIÈRE CIVILE. Voir *Preuve en matière civile*.
- LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 6, 17. Premier rapport ; *Quorum* réduit à trois membres, 91. Second rapport, 276. Adopté, 285.
- LOISEAU, CONSTANT *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 55.
- LONERGAN, SIMÉON *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- LONGUEUIL :—
 1. Pétition demandant un Bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil. 35. Avis, 48. Bill, [Du Conseil], 174. Lu les 1^{ère} et 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 174. Rapporté amendé, 218. Considéré en Comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 235. Amendements adoptés par le Conseil, 273. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 75.]
 2. *Sœurs de la Charité* :—Pétition des,—demandant de l'aide, 31.

LONGUEUIL ET CHAMBLY :—Bill concernant les chemins de péages entre Longueuil et Chambly.—(M. Préfontaine,) 219. 31ème règle suspendue ; Bill présenté ; Lu la 2me fois renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 289. Par le Conseil, 306. S. R. 310. (44-45 Vict., ch. 45.)

LORANGER, RÉV. C. A. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

LOT NO 18 DU QUARTIER ST LAURENT :—Voir 3 de *Montréal, cadastre du*—.

LOWRY, WILLIAM, *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 55.

LUMIÈRE ÉLECTRIQUE, DE MONTRÉAL, Compagnie incorporée :—Voir 28 de *Montréal*.

LUSSIER, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

LUSSIER, H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

LUSSIER, RÉV. P. E. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

LYMAN, HENRY *et al* :—Pétition de,—contre certaines parties du Bill pour amender la Charte de la Cité de Montréal, 136.

LYSTER, W. G. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

MACDONALD, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 35.

MACDONALD, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs etc, 135.

MAGISTRATS DE DISTRICT :—Voir 51 des *Documents*.

MAGNAN, CYRILLE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour diviser la division d'enregistrement des Trois Rivières, 65.

MAGOG, COMMISSAIRES D'ÉCOLE DE :—Voir 55 des *Adresses* et 85 des *Documents*.

MAILHOT, W. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 165.

MAÎTRES ET SERVITEURS :—Bill concernant les maîtres et serviteurs. [L'Hon. M. Lynch], 24. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapport de progrès, 58. Considéré de nouveau, 70. Amendé ; Rapporté ; Passé, 75. Par le Conseil avec amendements, 183. Considérés, 184. Adoptés, 217. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 15].

MANNING, THOS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

MANUFACTURE DE MATÉRIEL DE CHEMIN DE FER, ÉTABLISSEMENT DE :—Voir 5 des *Chemins de Fer*.

- MARCEAU, L. S. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.
- MARCOUX, RÉV. M. D. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.
- MARÉCHAL, RÉV. D. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.
- MARQUIS, RÉGIS, père, *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency & Charlevoix, 78.
- MARTEL, RÉV. JOS. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 121.
- MARTEL, RÉV. L. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.
- MARTEL, RÉV. THOS *et al* :—Pétition du,—demandant que le bureau d'enregistrement du Comté de St Maurice soit placé à St Barnabé, 78.
- MARTIN, JAMES *et al* :—Pétition de,—demande d'aide pour un pont dans le Canton de Lowe, 60.
- MARTINEAU, J. E. *et al* :—Pétition de,—47. Voir *Québec, Union St Joseph de St Roch*.
- MASON MACHINE WORKS Co :—Pétition contre le Bill de la Compagnie du Chemin de Fer "*Quebec Central*", 90.
- MATÉRIEL ROULANT DU CHEMIN DE FER DE Q. M. O. & O. Voir 66 et 67 *des Documents*.
- MATHESON, RÉV. W. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- MATHIESON, BELLA *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.
- MATHIEU, RÉV. J. M. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.
- MATHIEU, JOSEPH :
1. Voir 34 *des Adresses*.
 2. Voir *Interpellations*, p. 137.
- MATTE, RÉV. D. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 178.
- MAUROIS, M. :—Voir 35 *des Adresses*.
- MAVER, ESTHER :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

-
- MAYER, PHILIPPE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.
- MAZURETTE, S. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.
- McARTHUR, NEIL *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 55.
- McCONNELL, J. R. :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.
- McCURDY, WM :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 121.
- McDONELL, THS E. :—Pétition de,—demande d'aide pour des ponts et des chemins, 91.
- McGREEVY, HON. THOS :—
1. Exploitation de la Section Est du Q. M. O. et O. Voir *Interpellations*, p. 67.
 2. Montant payé à,—du 1er Juillet 1880 au 30 Mai 1881. Voir *Interpellations*, p. 211.
- McKEE, A. H. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour annexer une partie de Stoneham, 90. Voir *St Edmond de Stoneham*.
- McKERCHER, J. L. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.
- McLACHLAN, CÉLINA *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.
- McLAUGHLIN, JAMES *et al* :—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.
- McLEAN, H. M. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 156.
- McLEOD, ROBERT *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- McMANNIS, FRANCES S. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc., 135.
- McMANUS, RÉV. E. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 136.
- McMASTER, A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- McMILLAN, L. J. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill pour amender le tarif des Médecins et Chirurgiens. [M. Gagnon], 124. Motion pour 2ème lecture ; Objection.—M. l'Orateur décide que le Bill est hors d'ordre, 288.

Pétition contre le Bill, 217.

MEILLEUR, F. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

MERRICK, RÉV. JOSEPH *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

MÉTIS, PONT SUR LA RIVIÈRE. Voir *Interpellations*, p. 167.

MEUNIER, A. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

MIGNAULT, JOSEPH CLARENCE. Voir 36 *des Adresses*.

MILARD, J. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

MILLER, AARON :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.

MILLER, JAMES *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

MILLS, A. B. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

MINES DE QUÉBEC :—

1. Bill pour amender les sections 54, 73 et 75 de l'acte 43-44 Vict., ch. 12, [l'Honorable M. Flynn], 217. Lu la 2ème fois, renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Motion pour la réception du rapport ; Amendements à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général, négatifs ; Rapporté ; Passé, 284. Par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 9.]

2. Voir 37 *des Adresses* et 52 *des Documents*.

MIRE, ALEXANDRE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

MIREAULT, RÉV. M. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

MISSISQUOI ET NOIRE, Chemin de fer de la vallée des rivières,—actes d'incorporation, amendés. Voir 11 *des Chemins de Fer*.

MOIR, JANE E. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

MONGEAU, RÉV. J. L. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

MONGENAI, J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

MONTCALM :

1. Arrérages d'intérêt dus par les Colons de—Voir *Interpellations*, p. 185.
2. Colonisation dans le Comté de—Voir *Interpellations*, p. 179.

MONTBELLO :—Pétition demande d'aide pour le couvent de—178.

MONTMORENCY & CHARLEVOIX, Chemin de Fer de Québec, Compagnie incorporée. Voir *Québec, Montmorency & Charlevoix*, et 16 des *Chemins de Fer*.

MONTPETIT, OLIVIER *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

MONTPLAISIR, DOLPHIS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

MONTRÉAL :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition ; demande d'aide, 91.
2. *Asile des Orphelins Catholiques Romains* :—Pétition ; demande d'aide, 55.
3. *Asile des Orphelins Protestants* :—Pétition ; demande d'aide, 78.
4. *Asile Nazareth*.—Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
5. *Asile Nazareth pour les aveugles et les enfants pauvres*.—Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
6. *Asile Ste Brigitte*.—Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
7. *Asile St Joseph du Bon Pasteur* :—Pétition ; demande d'aide, 17.
8. *Asile St Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum*.—Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
9. *Asile St Vincent de Paul* :—Pétition ; demande d'aide, 91.
10. *Association des Gymnastes Amateurs* :—Pétition demandant un Bill pour incorporer l'association des gymnastes amateurs de Montréal, 54. Avis, 60. Bill [l'Honorable M. Lynch], 62. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 66. Rapporté amendé, 129. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 141. Par le Conseil, 189. Honoraire remis, 298. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 55.]
11. *Assurance Mutuelle contre le Feu, de Montréal* :—Pétition demandant un Bill pour amender l'acte incorporant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, 35. Avis, 80. Bill [M. Taillon], 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 174. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 182. Ordre pour Comité général rescindé ; Considéré de nouveau ; Rapporté ; Passé, 182. Par le Conseil avec amendements, 260. Considérés et adoptés, 261. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 26].

MONTREAL :—*Suite.*

12. *Bureau d'agence d'Immeubles* :—Pétition du,—demandant un acte pour incorporer le bureau d'agence d'immeubles de Montréal; Reçue et lue, 79. Avis, 92. Bill présenté [M. Taillon], 93. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 101. Rapporté amendé, 194. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 205. Par le Conseil avec un amendement, 285. Considéré et adopté, 285. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 68.]
13. *Cadastré du lot No 18* :—Pétition demandant un acte pour permettre au Commissaire des terres de la Couronne de faire faire le cadastre du lot No 18 des plan et livre de renvoi officiels du quartier St Laurent, de la cité de Montréal; Reçue et lue, 79. Avis, 92. Bill [M. Taillon], 92. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 182. Rapporté amendé, 200. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 215. Par le Conseil, 246. Honoraire remboursé, 285. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 79.]
14. *Cité de* :—Pétition de la,—demandant un acte pour amender la charte de la cité de Montréal, 64. Avis, 80. Bill [M. Nelson], 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 95. Rapporté amendé, 174. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 182. Par le Conseil avec amendements, 246. Considérés et adoptés, 247. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 73.]
15. Pétition contre certaines parties du Bill, 136.
16. Pétition demandant l'autorisation de faire de nouveaux rôles de perception pour certaines rues, 65. Avis, 80.
17. *Club de Réforme* :—Pétition demandant un acte pour incorporer le club de réforme; Reçue et lue, 79. Avis, 92. Bill [l'Honorable M. Mercier], 93. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 105. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 132. Par le Conseil, 195. S. R., 309., [44-45 Vict., ch. 58.]
18. *Club St Denis* :—Pétition demandant un acte pour incorporer le club St Denis de Montréal, 64. Avis, 80. Bill [M. Taillon], 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 95. Rapporté amendé, 103. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 127. Par le Conseil, 189. S. R., 303., [44-45 Vict., ch. 57.]
19. *Collège de Pharmacie* :—Pétition du,—demande d'aide, 55.
20. *Commissaires des Ecoles Protestantes*,—Pétition des,—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 27.
21. *Commissaires du Havre de* :—Pétition des,—demandant des amendements au bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de l'Ile de Montréal, 110.
22. *The Church Home* :—Pétition de,—demande d'aide 55.
23. *Compagnie des Abattoirs* :—Pétition demandant un acte pour ratifier les lettres Patentes accordées à la Compagnie des Abattoirs de Montréal et pour autres fins; Reçue et lue, 79. Avis, 92. Bill [M. Wurtèle], 93. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 106. Rapporté amendé, 165. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 173. Par le Conseil, 233. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 88.]

MONTREAL :—Suite.

24. *Compagnie des chemins à barrières* :—Voir 53 des Documents.
25. *Compagnie de Distillation* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Distillation de Montréal, 16. Avis, 41. Bill [M. Wurtelle,] 42. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 58. Rapporté amendé, 66. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 75. Considéré de nouveau; Rapporté; Passé, 85. Par le Conseil, 179. S. R., 308. [44-45 Vict. ch. 67.]
26. *Compagnie d'emmagasiner* :—Pétition demandant un acte pour permettre à la Compagnie d'emmagasiner de Montréal d'émettre du stock préférentiel, 64. Avis, 73. Bill [l'Hon M. Church,] 73. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 85. Rapporté amendé, 165. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 174. Par le Conseil, 233. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 77.]
27. *Compagnie de Fibre* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Fibre de Montréal, 64. Avis, 73. Bill [M. Wurtelle,] 73. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 115. Rapporté amendé, 157. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 166. Par le Conseil, 227. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 66.]
28. *Compagnie de Lumière Electrique* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Lumière Electrique de Montréal, 64. Avis, 92. Bill présenté, [M. Taillon,] 92. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 101. Rapporté amendé, 217. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 228. Par le Conseil avec un amendement, 273. Considéré et adopté, 273. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 70.]
29. *Compagnie de Transport* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Transport de Montréal, 64. Avis, 80. Bill [M. Wurtelle,] 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 158. Rapport que le Bill devrait être renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 194. Ordre rescindé, 49ème règle suspendue; Bill renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 194. Rapporté amendé, 225. Permis de retirer ce Bill et Honoraire remboursé, 271.
30. *Côte St Antoine* :—Pétition demandant un acte pour amender l'Acte 42-43 Victoria, chap. 43 de Québec, concernant le Village de la Côte St Antoine, 35. Avis, 92. Bill [M. Wurtelle,] 101. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 116. Rapporté amendé, 217. Ré-imprimé, 228. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 262. Par le Conseil avec amendements, 288. Considérés, 288. Permis aux pétitionnaires de retirer ce Bill, 299. Honoraire remboursé, 299.

Pétition contre ce Bill, reçue et lue et renvoyée au Comité des Bills Privés, 172.

31. *Dispensaire Ophthalmique* :—

1. Pétition du,—demande d'aide, 55.
2. Etat d'affaires. Voir 38 des Documents.

MONTREAL :—*Suite.***32. *Ecole de Médecine et de Chirurgie :—***

1. Pétition de,—demande d'aide, 65.
2. Etat d'affaires :—Voir 38 *des Documents*.

33. *Eglise St Jean-Baptiste :—*Pétition demandant un acte pour faciliter le paiement de la dette contractée et des dépenses à encourir pour construire l'église catholique de la Paroisse de St Jean-Baptiste.—35. Avis, 41. Bill [L'Hon. M. *Beaubien*], 62. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 76. Rapporté amendé, 194. Clause ajoutée à ce Bill par le Comité, 194. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 206. Par le Conseil, 246. Honoraire remboursé, 230. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 82].

34. *Evêque Anglican de—et al :—*Pétition de l',—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

35. *Fabrique de Notre-Dame :—*Pétition demandant un acte pour autoriser la Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Montréal à émettre des obligations pour un montant déterminé.—,35. Bill [M. *Taillon*], 42. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 58. Rapporté amendé, 98. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 105. Par le Conseil, 174. Motion pour la remise de l'Honoraire, négative, 230. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 83].

36. *Faculté Médicale de l'Université de Bishop's College :—*Pétition de la—; demande d'aide, 36.

37. *Faculté Médicale de l'Université McGill :—*Pétition de la,—demandant de l'aide, 65.

38. *Hôpital Notre-Dame :—*

1. Pétition demandant un acte pour incorporer l'Hôpital Notre-Dame à Montréal.—35. Avis, 73. Bill [M. *Taillon*], 73. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 85. Rapporté amendé, 103. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 126. Par le Conseil avec un amendement ; Considéré et adopté, 179. Honoraire remboursé, 230. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 48.]

2. Bill pour amender un acte de la présente session, intitulé : " Acte pour incorporer l'Hôpital Notre-Dame à Montréal ; [M. *Taillon*]. Règles suspendues ; Bill présenté ; Lu les 3 fois et Passé, 225. Par le Conseil, 278. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 49].

39. *Hôpital Protestant pour les Aliénés :—*Pétition demandant un acte pour incorporer l'Hôpital protestant pour les Aliénés ; Reçue et lue, 79. Avis, 92. Bill [M. *Nelson*], 93. Renvoyé au Comité des Bills, 101. Rapporté amendé, 146. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 166. Par le Conseil, 233. Honoraire remboursé, 188. S. R., 309 [44-45 Vict., ch. 50].

40. *Hôpital St Charles :—*Pétition en faveur, 65.

MONTREAL :—Suite.**41. Hospice de la Maternité :—**

1. Pétition des Sœurs de la Miséricorde ; demande d'aide, 36.
2. Pétition des dames directrices ; demande d'aide, 60.
3. Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

41½. Institut Hervey :—Pétition ; demande d'aide, 266.**42. Maison d'Immigration, Montréal :—Ameublement de la— Voir Interpellations, p. 293.****43. N. D. du Bon Pasteur :—Pétition des Dames Religieuses ; demande d'aide, 17.****44. Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur :—**

1. Pétition ; demande d'aide, 17.
2. Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

45. Paroisses, érections des—Bill pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en ce qui concerne l'érection de certaines paroisses, dans le territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame, de Montréal. [M. Taillon], 218. Renvoyé à un Comité général, 232. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 238. Par le Conseil, 273. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 31.]**46. Palais de Justice :—**

1. Au sujet du faux commis et du vol fait au,—en 1880. Voir 38 *des Adresses*.
2. Taux spéciale pour la construction du,—Voir *Interpellations*, p. 239.

47. Propriété du gouvernement sur la rue Notre Dame. Voir Interpellations, p. 186.**48. The Protestant Home for Friendless Women :—Pétition de,—demande d'aide, 55.****49. Refuge Ste Brigitte.—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.****50. Société d'Histoire Naturelle :—Pétition de la,—demandant que son allocation annuelle soit rétablie au montant originaire de \$1,000, 122.****51. Sœurs de la Charité (Sœurs Grises) :—Pétition des,—demande d'aide, 17.****52. Taxe spéciale pour construction du Palais de Justice. Voir Interpellations, p. 239.****53. The Women's Hospital :—Pétition de,—demande d'aide, 31.**

MONTREAL ET CHAMBLY, Chemin de péages entre.—Voir Longueuil et Chambly.

MONTRÉAL ET SOREL, incorporation du Chemin de Fer. Voir 13 *des Chemins de Fer*.

MONTRÉAL, PORTLAND ET BOSTON, paiement des terrains sur le parcours. Voir *Interpellations*, p. 82. Voir aussi 12 *des Chemins de Fer*.

MORIN, ALEXANDRE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

MORIN, DENIS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

MORIN, EDMOND *et al* :—Pétition en faveur du transfert du chef-lieu de Kamouraska, 90.

MORIN, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90

MORISSET, RÉV. L. M. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour un chemin, 48.

MOUNTAIN PARK RAILWAY AND ELEVATOR COMPANY, incorporée. Voir 14 *des Chemins de Fer*.

MOUSSEAU, J. A. *et al* :—Pétition de,—demandant que le salaire des Juges des Sessions de la Paix, Records et Magistrats de Police soit augmenté, 26.

MUNRO, EDWIN *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

MUNRO, P. A. C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

MURRAY, FRANCIS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

NADEAU, PAUL *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

NANTEL, W. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

NARBONNE, ALFRED *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

NOISEUX, RÉV. N. A. :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

NORMAND, L. J. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 97.

NORMANDIN, IS. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 17.

NORMANDIN, RÉV. ET. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 101.

NOTARIAT :

1. Bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat, [M. Lafontaine, Shefford], 19. Renvoyé au Comité spécial sur Notariat, 86. [Voir *infra*, 4.] Rapporté, 209.
2. Bill pour amender les différents actes concernant la profession de notaire, dans la Province de Québec, [M. Racicot], 48. Renvoyé au Comité spécial, [Voir *infra*, 4], 86. Rapporté, 209.
3. Bill pour amender l'acte de cette Province, 39 Vict., ch. 33, concernant le notariat, [M. Gagnon], 66. Renvoyé au Comité spécial sur notariat, 86. [Voir *infra*, 4.] Rapporté, 209 ; Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 287.
4. Comité spécial pour prendre en considération tous les Bills concernant le notariat, 84. Bills renvoyés à ce comité, 86. Premier rapport demandant une réduction de *quorum* ; *Quorum* réduit à trois membres, 178. Second rapport, 209.
5. Pétitions demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 17, 27, 31, 36, 55, 90, 98, 102, 110, 136.

NOTAIRES, certains actes de—, validés. Voir *Actes notariés*.

NOTRE DAME DE MONTRÉAL, FABRIQUE DE, Voir 35 de *Montréal*.

NOTRE DAME DE MONTRÉAL, certaines paroisses dans la paroisse de—, actes amendés. Voir 45 de *Montréal*.

NOTRE DAME DU MONT CARMEL :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

OFFICIERS ET EMPLOYÉS PUBLICS, salaires des, Voir *salaires des*, etc.

OFFICIERS PUBLICS :—Bill pour amender l'acte de cette Province 43-44 Vict., ch. 19, intitulé : “ Acte concernant les Officiers Publics de la Province de Québec, [l'Honorable M. Lynch], 188. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général : Considéré ; Rapporté ; Passé, 224. Par le Conseil, 273. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 13].

OFFICIERS-RAPPORTEURS, instructions aux employés du trésor au sujet des—. Voir *Interpellations*, p. 82.

ORATEUR :

1. Fait rapport du discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 4.
2. Informe la Chambre que, durant la vacance, il a émis un nouveau writ, 2.

ORATEUR :—*Suite.*

3. Devant émettre un nouveau writ, 274.
4. Communique le rapport du bibliothécaire, 7.
5. Met devant la Chambre divers états et rapports, 1, 2, 3, 16, 22, 35, 40, 54, 50, 63, 89, 96, 108, 201, 261, 270.
6. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 10, 57, 86, 107, 117, 119, 132, 142, 170, 175, 191, 199, 223, 234, 244, 248, 257, 265, 278.
7. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 53, 88, 99, 103, 104, 139, 181, 191, 197, 210, 216, 220, 223, 231, 247, 250, 254, 256, 270, 275, 288, 289, 306. Voir *Questions* de 5 à 33.
8. Remet sa décision à un jour subséquent, 58, 96, 100, 267.
9. Décision de l'Orateur suppléant, 257, 258.
10. Sa décision est confirmée par la Chambre, 257.

ORDRES DU JOUR :

1. Ordres rescindés, 147, 189, 194, 243.
2. Ordres relatifs aux Bills Privés appelés à certaine heure en vertu de la 19ème règle, 75, 85, 115, 132, 139, 173, 181, 190, 204, 215, 221.
3. Ordres du Gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 96. Pour le reste de la Session, 250.
4. Certains items devant être les premiers sur l'Ordre du Jour, 70, 101.
5. Certains items replacés sur l'Ordre du Jour, 189, 295.
6. Motion que certain item soit pris en considération ; Sur objection, M l'Orateur déclare la motion hors d'ordre, 247.
7. Motion pour que les Ordres du Gouvernement aient la priorité durant le reste de la Session ; Objection, 247. Motion proposée de nouveau ; débats ; Motion pour ajourner les débats, négative ; Motion principale proposée de nouveau ; Amendement proposé,—Objection ; M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre ; Amendement rejeté sur division ; Motion principale adoptée, 250.

ORDRES PERMANENTS :

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 6, 17.
2. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de sept membres, 27.
3. Rapports sur différentes pétitions, 32, 41, 48, 56, 61, 79, 91, 111, 178, 194, 221.

ORDRES PERMANENTS :—*Suite.*

4. Que les avis sont suffisants, 32, 41, 48, 56, 61, 79, 91, 111, 178.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 194, 221.
6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 61, 80, 91.
7. Recommande la suspension de la 51ème règle, 41, 80, 91, 194, 221.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 6.
2. Relatif à l'élection des députés en certains cas, 6.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des rapports sur Bills Privés, 114, 157, 207, 218, 222.
4. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 224, 260.
5. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre ; Voir *Documents*, 5, 7, 14, 15, 19, 20, 25, 26, 35, 36, 48, 53, 54, 56, 57, 58, 59, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 80, 81, 82, 90, 93.

ORDRES EN CONSEIL, PUBLICATION DES—Voir *Publication des Ordres, etc.*

ORFORD NICKEL AND COPPER MINING COMPANY :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte incorporant *The Orford Nickel and Copper Mining Company*, 81. Avis 92. Bill [l'Hon. M. Robertson], 93. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 101. Rapporté amendé, 147. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 158. Par le Conseil, 189. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 65].

OUELLETTE, N. et al :—Pétition de—demandant des amendements aux lois des licences, 121.

OUMET, RÉV. C. et al :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

OUMET, vs. VERVILLE. Voir 54 des Documents.

OUVRIERS, SAISIE DES GAGES DES. Voir *Gages des Ouvriers.*

OUVRIER, PAIEMENT DU CONSTRUCTEUR ET DE L'. Voir *Constructeur.*

PACKWOOD, G. et al :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 183.

PAGÉ, ALFRED et al :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PAGER, GEORGE et al :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

PAIEMENT DU CONSTRUCTEUR ET DE L'OUVRIER :—Voir *Constructeur.*

PAIGE, C. J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 98.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Au sujet du faux Commis et du vol fait au—en 1880. Voir 38 *des Adresses*.

PANGBURN, G. U :—Voir 32 *Adresses* et 55 *des Documents*.

PANGMAN, W :—

1. Voir 40 *des Adresses*.

2. Voir *Interpellations*, p. 212.

PANNETON, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PAQUET, L'HON. A. H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PAQUET, L'HON. E. T. :—Voir 4 *de Députés*.

PAQUETTE, F. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

PARÉ, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

PARÉ, LOUIS *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

PARÉ, PHILIPPE *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 78.

PARÉ, RÉV. P. L. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

PARENT, RÉV. J. B. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

PASSES, BILLETS DE FAVEUR ETC., ETC., sur le Chemin de Fer de Q. M. O. et O. :—Voir 68 et 69 *des Documents*.

PARKER, THOMAS *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc, 135.

PATTENAUDE, HONORÉ *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PATTON, JAMES *et al* :—Pétition de,—en faveur du Bill demandé par le " Québec Central " ; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de fer, 146.

PEACOCK, NELLIE J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc, 135.

PELLETIER, RÉV. ALEXIS *et al* :—Pétitions du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

PELLETIER, RÉV. F. L. *et al* :—Pétition du,—demande d'aide pour chemins, 31, 36.

PELLETIER, RÉV. J. B. *et al* :—Pétition du—, 65.

PELLETIER ET DESSAINT. Voir 41 *des Adresses*.

PEPIN, RÉV. T. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PERREAU, RÉV. JOS. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

PERREAU, F. X. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

PERREAU, Z. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

PÉTITIONS :—

1. Reçues et lues le même jour sur motion spéciale, 70, 78, 79, 81, 111, 115, 122, 139, 146, 171, 172, 186, 193. Après un jour, 79, 209.

2. Renvoyées à des Comités, 122, 139, 146, 149, 172.

PHOSPHATES, DISTRIBUTION DES :—Voir *Interpellations*, p. 240.

PICARD, RÉV. EUSTACHE :—Pétition du,—demandant de l'aide pour l'institution appelée le Refuge de la Passion, 110.

PICHÉ, RÉV. D. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 165.

PICHÉ, RÉV. L. J. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

PICHÉ, RÉV. L. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

PICHÉ, RÉV. N. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

PIETTE, RÉV. M. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 136.

PILON, CYPRIEN *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

PILOTE, RÉV. F. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 121.

PIUZE, N. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

POINTE A CERGY :—Voir 56 *des Documents*.

POISSANT, RÉV. P. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

POITEVIN, J. C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

PONTS :—

Bouchette :—Demande d'aide pour un pont dans le Canton et pour ouvrir un nouveau chemin, 91.

Chaudière :—Demandant l'autorisation de construire un pont de péage sur cette Rivière, 64. [Voir *Roy, David*.]

Chaudière :—Demandant l'autorisation de prélever des taux de péage sur un pont déjà construit, 35. [Voir *Gosselin, François*.]

Chaudière :—Demande d'aide pour un pont sur cette Rivière, 91. Voir aussi *Interpellations*, p. 20.

Gatineau :—Demande d'aide pour un pont sur cette Rivière, 75.

L'Épiphanie :—Demande d'aide pour un pont dans la paroisse de, 165.

Lowe Nord :—Demande d'aide pour un pont à l'endroit appelé *Stag Creek*, 22, 60. Pétition contre, 60.

Métis :—Demande d'aide pour réparer un pont sur cette rivière, 157. Voir aussi *Interpellations*, p. 167.

Mulgrave et Durry :—Demande d'aide pour des ponts et des chemins, 91.

Nicolet :—Demande d'aide pour un pont sur la rivière, 31.

St Jean :—Demande d'aide pour un pont sur la rivière, 122.

Senescoupe :—Demande d'aide pour un pont sur la rivière, 98.

Stag Creek :—Demande d'aide pour un pont à cet endroit, 22, 60. Pétition contre, 60.

Yamaska :—Demande d'aide pour un pont sur la rivière, 44.

POPE, F. M. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 47.

POTHIER, RÉV. L. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

POULIN, JOSEPH N. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

POULIN, O. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

POULIN, RÉV. J. P. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

POUPARD, J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

POWELL, CHARLES G. :—Bill pour légaliser certains actes officiels de Charles G. Powell, député shérif du District d'Arthabaska. [L'Honorable M. Lynch], 61. Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 76. Par le Conseil, 174. S. R., 207. [43-45 Vict., ch. 29].

POZER, l'Hon. C. H. :—Pétition de,—contre le Bill de David Roy, pour pont, 90.

PRÉVOST, RÉV. AUG. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 60.

PRÉVOST G. M. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat, 55.

PRÉVOST, RÉV. M. *et al* :—Pétition du,—demande d'aide pour un pont et un chemin dans le Canton de Lowe, 60.

PRÉVOST, HUBERT *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

PREUVES EN MATIÈRES CIVILES :—Bill pour amender la loi de la preuve en matières civiles. [L'Honorable M. Irvine], 19. Lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé à un Comité général, 76. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 95.

PRIMEAU, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

PRIMEAU, RÉV. J. *et al* :—Pétition du—, 65.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité Permanent nommé, 6, 17. Premier rapport, 27.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant le Parlement, p. v à ix.

PROCLAMATIONS etc., PUBLICATION DES :—Voir *Publication des Ordres en Conseil*.

PROCLAMATIONS, RÈGLEMENTS, etc.—Voir *Interpellations* p. 34.

PROPRIÉTÉ SUR LA RUE NOTRE-DAME A MONTRÉAL. Voir *Interpellations*, p. 185.

PROULX, RÉV. M. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

PROVENÇAL, RÉV. J. A. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

PROVOST, EUGÈNE *et al* :—Pétition de—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PROVOST, JOS. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

PRIDHAM, ALEXANDRE *et al* :—Pétition de—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 60.

PRUD'HOMME, RÉV. F. J. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour la construction d'un pont et l'ouverture d'une route, 165.

PUBLICATION DES ORDRES EN CONSEIL :—Bill concernant la publication de certains Ordres en Conseil, proclamations et règlements de départements, [l'Honorable M. Loranger], 226. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 286. Par le Conseil, 306. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 5.]

PURDEE, JOHN A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

QUALIFICATION FONCIERE :—Bill pour abolir la qualification foncière des députés à l'Assemblée Législative de Québec. [M. Gagnon], 36.

QUÉBEC :

1. Archevêque de Québec, Sa Grâce l'—*et al* :—

1. Pétition en faveur du Bill concernant l'Université Laval, 60.
2. Pétition en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 78.
3. Pétition demandant des amendements aux lois des licences, 98.
4. Pétition demandant de l'aide pour une école Polytechnique à Québec, 91.

2. Asiles des Orphelins de :—Pétition ; demande d'aide, 110.

3. Asile des Orphelines en rapport avec l'Eglise d'Angleterre. Etat d'affaires. Voir 38 des Documents.

4. Asile des Dames Protestantes :—

1. Pétition ; demande d'aide, 31.
2. Etat d'affaires. Voir 38 des Documents.

5. Asile du Bon Pasteur :—Etat d'affaires. Voir 38 des Documents.

6. Asile Finlay :—

1. Pétition ; demande d'aide, 110.
2. Etat d'affaires. Voir 38 des Documents.

7. Cité de :—Pétition,—demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de la dite Cité, 65. Bill pour amender de nouveau les actes incorporant la Cité de Québec.—[M. Rinfret dit Malouin], 51^{ème} règle

QUÉBEC :—*Suite.*

suspendue, Bill présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 222. Rapporté amendé, 226. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 232.

8. *Corporation de Québec* :—

1. Pétition de la,—contre le Bill du “*Québec Central*,” reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 122.

2. Résolution, remerciant le Gouvernement de la Province et l'Assemblée Législative pour le vote donné en faveur du fonds de secours aux victimes de l'incendie des Quartiers St Jean et Montcalm, 201. Voir 43 *des Adresses*.

9. *Club des Marchands, de Québec* :—Pétition demandant un Acte d'incorporation, 64. Avis, 80. Bill pour incorporer le,—[Du Conseil.] Lu les 1^{ère} et 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 195. 60^{ème} règle suspendue, 196. Rapporté amendé, 200. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 215. Amendements adoptés par le Conseil, 322. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 56.]

10. *Comté de, Conseil Municipal du* :—Pétition du,—25. Voir *Stoneham et Tewkesbury*.

11. *Ecole Polytechnique à Québec* :—Pétitions en faveur, 91, 98.

12. *Eglise de la Trinité* :—Pétition demandant un Acte pour incorporer l'Eglise de la Trinité, Québec, 26. Avis, 32. Bill présenté [L'Hon. M. Lynch], 33. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté amendé, 79. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 126. Par le Conseil, 189. Honoraire remboursé, 179. S. R., 308- [44-45 Vict. ch. 47.]

13. *Garrison Club* :—Etat d'affaires. Voir 33 *des Documents*.

14. *Hospice de la Maternité* :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

15. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

16. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Pétition de,—demande d'aide, 17.

17. *Hospice St Charles ou Ecole de Réforme* :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

18. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

19. *Incendie à Québec en 1881* : 1. Voir 43 *des Adresses*.

2. Résolution du Conseil de Ville de,—remerciant le gouvernement et l'Assemblée Législative du vote de la somme de \$10,000 en faveur du fonds de secours aux victimes de l'incendie des quartiers St Jean et Montcalm, 201.

20. *Société Littéraire et Historique* :—Pétition de la,—demande d'aide, 110.

QUÉBEC :—*Suite.*

21. *Institut Canadien* :—Pétition de l',—demande d'aide, 102.
 22. *Institut Littéraire de St Patrice de* :—Pétition de l',—demande d'aide, 110.
 23. *Palais de Justice, Construction d'un* :—Voir *Interpellations*, p. 51.
 24. *Rue St André*. Voir *Interpellations*, 185.
 25. *Société Littéraire et Historique* :—Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
 26. *St Sauveur, Municipalité Scolaire de St Sauveur* :—Pétition de la—demandant des amendements aux lois de l'Education, 35.
 27. *Union Commerciale* :—Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
 28. *Union St Joseph à St Roch de Québec* :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'Union St Joseph à St Roch de Québec.—47. Avis, 56. Bill [M. Shehyn], 56. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 66. Rapporté Amendé, 103. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 126. Par le Conseil, 189. Honoraire remis, 181. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 52].
 29. *Union St Joseph à St Sauveur de Québec* : 1. Pétition demandant un Bill pour amender l'acte incorporant l'Union St Joseph à St Sauveur de Québec. 26. Avis, 32. Bill [M. Shehyn], 36. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté amendé, 66. Considéré en Comité général; Rapporté progressés, 76. Considéré de nouveau; Passé, 85. Par le Conseil, 179. Honoraire remboursé, 138. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 51].
 2. Etat d'affaires :—Voir 38 des *Documents*.
 30. *The Women's Christian Association* :—
 1. Pétition; demande d'aide, 55.
 2. Etat d'affaires. Voir 38 des *Documents*.
- QUÉBEC CENTRAL, EMPRUNT CONTRACTÉ PAR LE :—Voir *Interpellations*, p. 294.
- QUÉBEC CENTRAL, CHEMIN DE FER DE, charte amendée. Voir 15 des *Chemins de Fer*.
- QUÉBEC & LÉVIS, COMPAGNIE D'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE DE, incorporée. Voir *Compagnie d'éclairage électrique*.
- QUÉBEC & LÉVIS, COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE, incorporée. Voir *Compagnie de Téléphone*.
- QUÉBEC & NOUVEAU-BRUNSWICK, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE. Voir 44 des *Adresses*.
- QUESNEL, AUGUSTE. Voir 50 des *Adresses* et 78 des *Documents*.
- QUÉBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX, COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER, incorporée.— Voir 16 des *Chemins de Fer*.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA & OCCIDENTAL, CHEMIN DE FER DE :—Voir 45 à 49 *des Adresses*, 17 à 41 *des Chemins de Fer*, et 57 à 77 *des Documents*, Voir aussi *Interpellations*.

QUESTIONS :—

1. Débats sur une question, ajournés, 10, 63, 70, 276. Par M. l'Orateur laissant le fauteuil à 6 h. P. M. 115, 139, 186, 190, 214, 221.
- 1½. Débats repris, 11, 57, 70, 73, 105, 114, 116, 118, 125, 141, 191, 243, 262 &c.
2. Amendement à un amendement, 125, 191, 197, 259, 263.
3. Motions amendées ou remplacées par un amendement, 104, 126, 191, 197, 220, 264.
4. Motions retirées, 20, 247, 255, 259, 272.
5. Question préalable proposée ; Motion pour ajourner les débats sur icelle. Sur Objection, M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, 255. Résolue dans l'affirmative, 259. Dans la négative, 272.
6. Motions pour ajourner les débats sur certaines questions, négativées, 254, 256. Déclarées hors d'ordre, 258.
7. Objection faite à une motion pour ajourner la Chambre,—M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, 256.
8. Motion,—que durant le reste de la session, les ordres du Gouvernement devront avoir la priorité,—Amendement proposé que cette Chambre devra décider sur toute mesure introduite durant la session avant la prorogation. Sur Objection, M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre, 250.
9. Divers amendements proposés lors du concours de certaines résolutions des subsides, négativés, 253, 254.
10. Objection est faite à une motion pour suspendre, durant la présente session, une partie de la 51ème règle de cette Chambre ; M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas dans l'ordre, 53.
11. Objection est faite (à une motion pour que la Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant le chef-lieu du District de Kamouraska,) que ce jour n'étant point un jour du Gouvernement, le consentement unanime de la Chambre doit être obtenu, M. l'Orateur suspend sa décision, 58. M. l'Orateur renvoie l'objection, 62.
12. A une motion pour l'introduction d'un Bill pour changer le chef-lieu du District Judiciaire de Kamouraska basé sur certaines résolutions,—Objection est faite que les résolutions doivent être lues deux fois, avant qu'un Bill, basé sur icelles, puisse être présenté,—M. l'Orateur maintient l'objection,—Objecté, que le Bill n'a pas de titre et n'est pas conforme à la règle 39, et qu'avis de la présentation du Bill n'a pas été donné, M. l'Orateur renvoie les objections, 88.

QUESTIONS :—*Suite.*

13. A la seconde lecture du Bill pour changer le chef-lieu du District judiciaire de Kamouraska, Objection est faite, parce que les Résolutions formant la base du dit Bill n'ont pas été présentées à la Chambre par *un message écrit* de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, déclarant qu'il les a prises en considération et les approuve,—M. l'Orateur suspend jusqu'au lendemain sa décision, 96. M. l'Orateur renvoie l'objection, 99. Autre objection, que le Bill contient des dispositions qui se rapportent aux Bills Privés,—M. l'Orateur suspend jusqu'au lendemain sa décision, 100. M. l'Orateur renvoie l'objection, 103.
14. A une motion pour que la Résolution du Comité Catholique de l'Instruction soit référée au Comité des Bills Privés,—Objection est faite que cet amendement n'est pas dans l'Ordre,—M. l'Orateur décide qu'il n'est pas dans l'Ordre, 104.
15. A une motion pour une Adresse au sujet de Dérifentemna-Zéphirin Gaultier, Ecr., agissant comme substitut du Procureur Général, dans le District de Richelieu, en 1880 et 1881,—Objection est faite que cette motion contient une affirmation de faits qui n'est pas correcte, et que, conséquemment, elle n'est pas dans l'Ordre,—M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'Ordre, 139.
16. A la motion que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill concernant l'Université Laval, Objection est faite que cette motion n'est pas dans l'Ordre, parce que le Bill dont il est question dans cette motion tend à amender ou modifier une Charte Royale &c., M. l'Orateur déclare que l'objection n'est pas fondée, 181.
17. Lors du concours des résolutions sur les subsides, un amendement est proposé,—“ que cette Chambre regrette que rien n'ait été fait pour rendre le système d'inspection des écoles plus efficace, en même temps que plus économique ; sous-amendement proposé et adopté ; autre amendement proposé, “ Que cette Chambre regrette, en même temps, que le Gouvernement ne se soit pas entendu, jusqu'ici, avec le Conseil de l'Instruction Publique, pour rendre l'inspection des écoles plus efficace et plus économique, ” et Objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'Ordre, parce qu'elle ne contient aucune allégation nouvelle et qu'elle est, en substance la même que celle proposée à la motion principale, 191. M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'Ordre, 192. Autre amendement proposé et déclaré hors d'Ordre, 192.
18. A une motion pour que la Chambre se forme en Comité sur un Bill ; divers amendements sont proposés. Objection étant faite au dernier amendement, qu'il n'est pas dans l'Ordre parce qu'il ne découle pas de la motion principale, M. l'Orateur décide qu'il n'est pas dans l'Ordre, 197.
19. Lors d'une interpellation concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Woodstock à la Rivière du Loup,—Objection est faite que cette interpellation n'est pas dans l'Ordre, parce qu'elle contient un énoncé de faits, contraire à la règle 29. M. l'Orateur maintient l'objection, 211.
20. Lors la seconde lecture du Bill pour confirmer certains pouvoirs à la Compagnie du Téléphone Bell, du Canada,—Objection est faite, que ce

QUESTIONS :—Suite.

Bill est un Bill Privé, et que les avis n'ont pas été donnés, conformément aux règles de cette Chambre ; M. l'Orateur déclare l'objection mal fondée, 216.

21. Deux amendements sont proposées à une motion lors du concours des résolutions sur les subsides, et Objection est faite au second comme n'étant pas dans l'ordre. M. l'Orateur décide que le sous-amendement est dans l'ordre, 220.
22. A un amendement proposé à la motion pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill pour ratifier le règlement No 25 de la Ville de St Henri,—Objection est faite que cet amendement n'est pas dans l'Ordre, parce que nulle allégation ou disposition nouvelle ne doit être insérée dans le Bill, sans qu'une Pétition à cet effet ait été présentée à cette Chambre. M. l'Orateur décide en faveur de l'objection, 223.
23. A une motion pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour accorder certains pouvoirs à la Compagnie de Téléphone Bell, du Canada, un amendement est proposé que le Bill soit renvoyé au Comité des Bills Privés ; et Objection étant faite que l'amendement n'est pas dans l'Ordre, nul avis n'en ayant été donné, M. l'Orateur décide que l'amendement est hors d'ordre, 231.
24. A une motion pour que l'item 4 des Ordres du Jour soit appelé.—Objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'Ordre, parcequ'il n'y a pas eu d'avis de donné, 247.
25. A un amendement [à la motion pour que les ordres du gouvernement aient la priorité sur les ordres du jour, jusqu'à la fin de la session], Objection est faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il implique un ordre impératif sur lequel le gouvernement seul peut décider,—M. l'Orateur décide qu'il est dans l'ordre, 250.
26. Objection est faite à une motion pour ajourner les débats, M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, 255.
27. Objection est faite à une motion d'ajournement, M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, 256.
28. Objection est faite que l'Honorable Membre pour *Portneuf*, n'a pas droit de parler de sujets étrangers à la question sous considération. M. l'Orateur suppléant, maintient l'objection ; et appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 257.
29. A une motion pour que les débats soient ajournés, Objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur suppléant décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 258.
30. Motions pour renvoyer de nouveau en Comité général certaines résolutions concernant le Chemin de fer *Q., M., O. et O.*, avec instruction de les amender,—Objecté que l'amendement ne contient pas une proposition découlant de la motion principale,—M. l'Orateur déclare que le sous-amendement est dans l'ordre, 263.

QUESTIONS :—*Suite.*

31. Objection faite à certains amendements proposés à l'adoption du rapport du Comité des subsides sur une résolution concernant le maintien du Chemin de Fer de Q., M., O. et O., M. l'Orateur suspend jusqu'au lendemain sa décision, 267. Il renvoi l'objection, 270.
32. Objection faite que le Bill pour annexer une partie de la paroisse de *Saint Calixte*, et une partie du terrain qui n'est pas encore érigée au civil, à la paroisse de *St Théodore*, dans le Comté de *Montcalm*, aurait dû être introduit comme Bill Privé ; M. l'Orateur maintient l'objection, 275. Semblables décisions sur d'autres Bills, 289. Voir *Varennés et St Moïse*.
33. Motion qu'il appert que le Bill pour abolir le cens d'éligibilité de l'Assemblée Législative a été rejeté par le Conseil, 295 ; Amendement proposé,—Objecté que la motion principale n'est pas dans l'ordre, vu que les procédés du Conseil Législatif au sujet de ce Bill, ne sont pas connus de cette Chambre et qu'elle n'en a encore pris connaissance en aucune manière ; M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à la séance suivante, 296. Motion pour la considération ultérieure de l'amendement proposé hier, 306. Objection faite qu'avant de procéder outre, M. l'Orateur doit prononcer sa décision sur l'objection soulevé hier relativement à cette question. M. l'Orateur déclare, que la question d'ordre sur laquelle il avait à se prononcer relativement à l'objection de M. *Mathieu*, n'a plus sa raison d'être, après l'adoption du rapport du Comité spécial nommé pour examiner les journaux du Conseil Législatif ; et il déclare cette objection non avenue, 306. Amendement proposé de nouveau ; Débats, 306.

RACETTE, ANDRÉ :—Réclamation de,—Voir *Interpellations*, p. 34.

RANKIN, ADÉLAÏDE *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 136.

RANSON, E. F. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

RAPPORT CONCERNANT LE CHEMIN DE FER DE Q. M. O. ET O. :—Voir 70 *des Documents*.

RAPPORTS MUNICIPAUX —Voir 79 *des Documents*.

RATELLE, M. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

RATIFICATION D'ARRANGEMENTS SE RAPPORTANT AU CHEMIN DE FER DE Q. M. O. ET O. :—Voir 19 et 20 *des Chemins de Fer*.

RAYMOND, RÉV. C. W. *et al* :—Pétition du,—demandant à faire partie du Comté de Richelieu, 60.

RECETTES POUR FRET, PASSAGERS, ETC., sur le Chemin de Fer de Q. M. O. et O. :—Voir 71 et 72 *des Documents*.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir 80 et 81 *des Documents*.

RECouvreMENT DES DETTES :—Bill pour établir de meilleures dispositions pour le recouvrement des dettes [L'Honorable M. Irvine,] 19. Renvoyé au Comité spécial sur Code de Procédure, 44.

REFUGE DE LA PASSION :—Pétition ; demande d'aide, 110.

RÉGISTRATEURS :—Pétition ; demandant qu'il ne soit fait aucun changement à la loi concernant les,—65.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. Règles, concernant les pétitions, suspendues, 79, 81, 111, etc.
2. " " les Bills, suspendues, 210, 219, 221, 225, 226, etc.
3. Partie de la 51ème règle suspendue, 53.
4. 31ème règle suspendue, 219.
5. 49ème " " 111, 115.
6. 51ème " " 41, 80, 91, 194, 221, 225.
7. 53ème " " 225.
8. 55ème " " 225.
9. 56ème " " 225.
10. 59ème " " 225.
11. 60ème " " 196.
12. 61ème " " 225.

RÉMILLARD, RÉV. J. O. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

REMMINGTON, J. *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour le Chemin de Fer du *St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay*, 136.

RENAUD, J. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

RENAUD, M. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

RETRAITE FONDS DE, DES EMPLOYÉS PUBLICS, acte, 40 Vict., ch. 10, amendé. Voir *Fonds de retraite des employés publics*.

RHÉAULT, RÉV. L. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

RHÉAULT, L. SÉV. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

RICHARD, RÉV. CHS. S. *et al* :—Pétition du,—en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 59.

RICHELIEU, Hôpital Général du District de,—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

RICHER OVIDE HENRI *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

RIMOUSKI :

1. *Révérendissime Evêque de, et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 26.

2. *Hospice des Sœurs de la Charité*,—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

RIVIÈRE DU LOUP, chef-lieu du District judiciaire de Kamouraska transféré à la,—, Voir *Kamouraska*.

RIVIÈRE DU LOUP :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie Agricole et Manufacturière de la Rivière du Loup, 54. Avis, 79. Bill [M. Caron], 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapport que le Bill aurait dû être renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 194. Ordre rescindé, 49ème règle suspendue et Bill renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 194. Rapporté amendé, 221. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté, Passé, 262. Par le Conseil, 291. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 64.]

RIVIÈRE OUELLE :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de la,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

RIVIÈRE NOIRE :—Demande d'aide pour canaliser cette rivière, 157.

ROBERGE, GILBERT *et al* :—Pétition de,—en faveur de la Cie du Chemin de Fer de Q., M. et C., 97.

ROBERGE, RÉV. R. AUG. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

ROBERT, ALEXANDRE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 260.

ROBERT, AMABLE F. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 178.

ROBERT, C. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

ROBERT, RAYMOND *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

ROBERTS, DUKE :—Pétition demandant un acte pour autoriser l'échange et la vente de certains biens fonds et immeubles substitués par les actes de donation de Duke Roberts en faveur d'Edward L. Roberts, de Silas Stewart Roberts et de leurs enfants, 55. Avis, 60. Bill présenté par [l'Hon. M. Lynch], 62. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 66. Rapporté amendé,

165. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 173. Par le Conseil avec amendements, 232. Considérés et adoptés, 233. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 87].

ROBERTSON, DUNCAN *et al* :—Pétition demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 183.

ROBERTSON, PATRICK *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

ROBILLARD, JOSEPH :—Rapport de l'élection de— ; Prête serment et prend son siège, 2.

ROBINSON, H. L. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

ROBINSON, STUART *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Éducation, 98.

ROBITAILLE, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

ROCHETTE, RÉV. F. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

ROCHON, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78

ROCHON, RÉV. E. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

ROSS, L'HON. DAVID :—Voir 4 de *Députés*.

ROUSSEAU, RÉV. R. *et al* :—Petition du,—demandant de l'aide pour l'Hôpital St Charles, 65.

ROWELL, S. P. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

ROY, ALEX. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

ROY, CLAUDE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

ROY, DAVID :—Pétition demandant un acte pour autoriser David Roy, de la Paroisse de St Georges, Comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la Rivière Chaudière, 64. Avis, 80. Bill présenté, [M. Poirier,] 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 95. Rapporté amendé, 207. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 228. Par le Conseil, 285. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 90.]

Pétitions contre ce Bill, 90, 136.

ROY, J. H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

ROY, RÉV. JS *et al* :—Pétition du—demande d'aide pour chemins, 22.

ROY, NARCISSE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

ROY, RÉV. M. E. *et al* :—Pétition du,—en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer de Q. M. et Ch., 90.

ROY, ROBT *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

RYAN, L'HON. THOS *et al* :—Pétition de,—64. Voir 28 de *Montréal, Compagnie de Lumière Electrique*.

SAGE, BERNARD *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour un chemin de colonisation entre Hincks et Northfield, 146.

SAISIE DES GAGES DES JOURNALIERS :—Voir *Gages des Journaliers*.

SALABERRY, MONUMENT A :—Voir *Interpellations*, p. 228.

SALAIRES DES OFFICIERS ET EMPLOYÉS PUBLICS :—Bill pour amender l'acte de cette Province, 38 Vict., chap. 12, intitulé : "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics." [M. Préfontaine], 28. Ordre pour 2ème lecture,—Amendement pour le renvoi de la 2ème lecture à 3 mois, adopté sur division, 244.

SALAIRES, NOMBRES D'EMPLOYÉS & C DU CHEMIN DE FER DE Q. M. O. & O. :—Voir 73 et 74 des *Documents*.

SAVOIE, RÉV. A. O. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

SAVOIE, F. X. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

SAURIOL, DR T. *et al* :—Pétitions de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121, 146.

SAUVAGEAU, JOSEPH *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour un chemin de St Alban à Lachevrotière, 65.

SAUVÉ, père, ANT. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

SCOTT, C. A. :—Voir *Interpellations*, p. 294.

SCOTT, RÉV. WM *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

SECTION EST, recettes de la—du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. Voir 75 des *Documents*.

SEERS, RÉV. W. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

SEGUN, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 65.

SÉNÉGAL, AIMÉ *et al* :—Pétition demandant que le Bill pour détacher de la municipalité de Varennes, trois isles situées dans le fleuve St Laurent, ne devienne pas loi, 97.

SÉNÉGAL, A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 239.

SÉNÉGAL, L. A. :—

1. Salaire de,—Voir *Interpellations*, p. 20.
2. A-t-il résigné?—Voir *Interpellations*, p. 24.
3. Cautions et cautionnement de,—Voir *Interpellations*, p. 293.
4. Voir 76 *des Documents* et 30 et 31 *de Questions*.
5. Pétition de,—*et al* :—64. Voir *Compagnie Canadienne de Lumière Electrique*.

SENTENNE, RÉV. A. L. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, 4.

SERVICE CIVIL, ACTE DU :—Voir *Interpellations*, p. 212.

SERVITEURS, MARCHÉS ETC., ENTRE MAÎTRES ET :—Voir *Maîtres et Serviteurs*.

SÉVIGNY, HENRY *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 217.

SERVITUDES, ENREGISTREMENT DES DOUAIRES COUTUMIERS ET DES :—Voir *enregistrement des douaires*.

SHANKS, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

SHERBROOKE :

1. *Hospice du Sacré Cœur* :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.
2. Pétition du Révérendissime Evêque C. R. de,— *et al* : demandant des amendements aux lois des licences, 65.

SHORTT, RÉV. W. R. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

SICARD, ALEXANDRE *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

SILLS, W. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour incorporer *The Silver Plume Mining Company*, 187.

SILVER PLUME MINING COMPANY :—Pétition demandant un Acte pour incorporer *The Silver Plume Mining Company*, 64. Avis, 92. Bill [M. LeCavalier], 92. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 127. Rapporté amendé, 225. Considéré en Comité général, 271. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 274. Par le Conseil avec un amendement, 305. Considéré et adopté, 305. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 63].

Pétitions contre ce Bill, 136, 165, 187.

SIMES, JOHN et al :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 136.

SMART, JOHN et al :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 239.

SMITH, CHARLES et al :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

SMITH, GEORGE et al :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 65.

SMITH, GEORGE F. C. et al :—Pétition de, 64. Voir 27 de *Montréal, Cie de Fibre*.

SMITH, R. et al :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION MUTUELLES :—Bill pour faciliter la liquidation des sociétés de construction mutuelles, [M. Gagnon], 33. Motion pour 2ème lecture, perdue sur division, 69.

SOREL :

1. *Collège du Sacré-Cœur*,—Demande d'aide pour le, 17.
2. *Collège de*,—Au sujet d'un octroi au, Voir 31 des *Adresses*.
3. *Hôpital Général*,—Pétition de l,—Demande d'aide, 136.

SOREL, incorporation du Chemin de Fer de Montréal et—. Voir 43 et 44 de *Chemins de Fer*.

SOUCY, RÉV. J. OCT. et al :—Pétition du,—Demande d'aide pour chemins, 31.

SOUCY, RÉV. JOS. OCT. et al :—Pétition du,—en faveur du Bill demandé par le *Québec Central* ; Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 139.

SPENCER WOOD. Voir 52 des *Adresses* et 83 des *Documents*.

STATUTS DE LA PROVINCE :—Rapport de la Codification des, Voir 84 des *Documents*.

STATUTS REFONDUS DU B. C., chap. 68. Voir *Assurance Mutuelle, Cie d'*.

STATUTS REEONDUS DU B. C., chap. 75. Bill pour amender le chapitre 75 des statuts refondus pour le Bas Canada, [l'Honorable M. Lynch], 245. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé. 287. Par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 30.]

STEVENS, W. H. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

STEVENSON, JOHN FRÉD. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

STEVENSON, J. A. *et al* :—Pétition de,—demande d'aide pour un pont sur la Gati neau, 78.

STONEHAM, ST EDMOND DE, annexion de paroisse. Voir *St Edmond de Stoneham*.

STOTT, ROBERT *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.

STRATFORD, ST GABRIEL DE, acte de répartition.—Voir *St Gabriel de Stratford*.

ST ANDRÉ :—Compagnie de Chemin de Fer d'embranchement de St André à La Chute.—Voir *Interpellations*, p. 240.

ST ANDRÉ, rue (Québec).—Voir *Interpellations*, p. 185.

STE ANNE :—Pétition du Conseil Municipal de la Paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

STE ANNE DE LA POCAITIÈRE, HOSPICE ST JOSEPH :—Etat d'affaires.—Voir 38 *des Documents*.

STE ANNE D'YAMACHICHE :—Pétition des Sœurs de la Providence ; demande d'aide, 17.

ST ANTOINE DE TILLY :—Voir 53 *des Adresses*.

ST AUBIN, D. F. DE :—Voir *Interpellations*, p. 38.

ST AUBIN, RÉV. JOS. *et al* :—Pétitions du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121, 165.

ST BARTHÉLÉMI :—

1. Pétition des Sœurs de,—demande d'aide, 102.

2. Demande d'aide pour macadamiser une route du Village à la Station du Chemin de Fer, 260.

ST CALIXTE :—Pétition demandant un acte pour annexer une partie de la paroisse de St Calixte et une partie de terrain qui n'est pas encore érigée au Civil, à la paroisse de St Théodore, dans le Comté de Montcalm.—17. Bill [M. Magnan], 24. Renvoyé à un Comité général, 244. Motion pour Comité général,—Objection ; M. l'Orateur décide que le Bill n'est pas dans l'Ordre, 275.

STE CUNÉGONDE :—Pétition de la Compagnie Manufacturière des Marchands, Montréal ; demandant la ratification d'un règlement passé par le Conseil Municipal du Village de Ste Cunégonde, accordant un *bonus* à la dite Compagnie ; Reçue et lue, 78.

ST DENIS :—Pétition du Conseil Municipal de la Paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

ST EDMOND DE STONEHAM :—Pétition demandant un acte pour annexer à la Municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury certaine partie de la paroisse de St Edmond de Stoneham.—35. Avis, 48. Bill (L'Hon. M. Ross), 101. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 105. Rapporté amendé, 194. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 215. Honoraire remis, 230. Par le Conseil, 266. S. R., 308. [44-45 Vict., chap. 32].

Pétition contre ce bill, 90.

ST ELIZABETH, HOSPICE de :—Pétition de,—demande d'aide, 27.

ST ELIZABETH DE FARNHAM :—Pétition de l'Hospice ; demande d'aide, 47.

STE EULALIE :—Pétition du Conseil Municipal de la Paroisse de,—demandant de l'aide pour la colonisation, 272.

ST FERDINAND D'HALIFAX, HOSPICE DE :—Pétition de,—demande d'aide, 27.

ST FRANÇOIS DU LAC :—Pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général,—Demande d'aide, 17.

ST GABRIEL DE STRATFORD :—Pétition demandant un acte pour autoriser les syndics de la paroisse de St Gabriel de Stratford à modifier ou refaire leur acte de repartition d'église et autres bâties du culte, 22. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté [M. Picard], 49. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 58. Rapporté amendé, 187. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 196. Honoraire remis, 214. Passé par le Conseil avec un amendement, 260. Considéré et adopté, 260. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 84.]

ST GEORGES DE HENRIVILLE :—Pétition demandant la passation d'un acte ordonnant la réouverture d'une route dans la paroisse de St Georges de Henriville, 35. Avis, 41. Bill [M. Molleur], 73. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 85. Rapporté amendé, 194. Honoraire remboursé, 202. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 205. Par le Conseil, 246. S. R., 208. [44-45 Vict., ch. 85.]

Pétition contre ce bill, 64.

ST GERMAIN, A. *et al* :—Pétition de,—demandant qu'il ne soit fait aucun changement à la loi concernant les registrateurs, 65.

ST GILES DE BEAURIVAGE :—Voir 53 des Adresses.

STE HÉLÈNE :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

ST HENRI (ville) :—Pétition demandant un acte pour ratifier le règlement No 25 de la ville de St Henri, accordant un *bonus* de \$10,000 à la compagnie manufacturière des marchands; Reçue et lue, 78. Avis, 92. Bill [M. Wurtelle], 93. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 115. Rapporté amendé, 207. Motion pour Comité général; Amendement; Objection,—M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre; Motion principale adoptée. Considéré en Comité; Le Comité se lève sans faire de rapport, 222. Ordonné que le Bill soit remis sur l'ordre du jour, 295. Considéré en Comité général, 299.

Pétition en faveur du Bill, 111.

Pétitions contre le Bill, 146.

ST HENRI DES TANNERIES :—Rapport du Comité des Bills Privés, concernant, 191.

ST HENRI DE MASCOUCHE :—Asile de la Providence,—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

ST HONORÉ DE SHENLEY :—Pétition de la Municipalité de,—Demande d'aide pour chemins, 17.

ST HYACINTHE, SŒURS DE ST JOSEPH DE :—Pétition demandant un acte pour incorporer les Sœurs de St Joseph de St Hyacinthe, 17. [Du Conseil], 122. Lu les 1^{ère} et 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 123. Rapporté amendé, 165. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 174. Honoraire remboursé, 188. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 195. S. R., 307. [44-45 Vict., ch. 53].

ST IGNACE DU CÔTEAU DU LAC :—Pétition du Rév. C. Dufour demandant de l'aide pour l'asile de—, 31.

ST JACQUES, FERDINAND *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

ST JACQUES, R. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

ST JEAN :—

1. *Ville de* :—Pétition demandant un acte pour amender la Charte de la Ville de St Jean, 43-44 Vict., et pour lui accorder de plus amples pouvoirs, 59. Avis, 80. Bill [l'Hon. M. Marchand], 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 96. Rapporté amendé, 187. Considéré en Comité général, 196, 215. Réimprimé, 199. Amendé; Rapporté; Passé, 231. Par le Conseil avec amendements, 289. Considérés et adoptés, 290. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 74].

2. *Hôpital* :—Pétition; demande d'aide, 36.

3. *Salle d'Asile* :—Pétition; demande d'aide, 36.

ST JEAN, P. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 456.

ST JEAN BTE DE MONTRÉAL, construction de l'église. Voir 33 *de Montréal*.

ST JÉRÔME, Embranchement du Chemin de Fer de—. Voir 54 *des Adresses*.

ST JOSEPH DE BEAUHARNOIS :—Pétition du Rév. D. Charland ; demande d'aide pour l'Hôpital de—, 22.

ST JOSEPH DE LANORAIE :—Pétition de,—demandant de l'aide pour le Couvent, 98.

ST JOSEPH DE MONTRÉAL, Paroisse de, érigée. Voir 45 de *Montréal*.

ST LAURENT, BASSES LAURENTIDES ET SAGUENAY :—Voir 22 des *Adresses* et 31 des *Documents*.

ST LAURENT, BASSES LAURENTIDES ET SAGUENAY, CIE DU CHEMIN DU :—Voir *Interpellations*, p. 294.

ST LIN :—Pétition demandant un acte pour déclarer obligatoires certains arrangements faits par les Commissaires d'Ecole de la Paroisse de St Lin pour l'établissement d'une école modèle ou académie pour les filles.—35. Avis, 41. Bill (M. Marion), 61. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 116. Rapporté amendé, 187. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 196. Par le Conseil avec amendements, 260. Considérés et adoptés, 261. Honoraire remboursé, 229. S. R., 309. (44-45 Vict., chap. 80.)

ST LOUIS, HENRY :—Voir 55 des *Adresses* et 85 des *Documents*.

ST LOUIS & BEEMER :—Voir 46 des *Adresses* et 61 des *Documents*.

ST LOUIS DE BONSECOURS :—Pétition demandant un acte pour permettre à la paroisse de St Louis de Bonsecours de faire partie du Comté de Richelieu, 60. Avis, 92. Bill [M. Mathieu], 93. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 141. Rapporté amendé, 187. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 197. Par le Conseil, 267. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 33.]

ST LOUIS DE KAMOURASKA :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

ST MICHEL ARCHANGE. Election des conseillers municipaux,—Voir 56 des *Adresses* et 86 des *Documents*.

ST MOÏSE :—Bill pour amender les actes concernant la division du Comté de Rimouski [32 Vict., ch. 44-45] relativement à la paroisse de St Moïse, [M. Parent], 188. Motion pour 2ème lecture,—Objection,—M. l'Orateur décide que le Bill n'est pas dans l'ordre, 289.

ST ONÉSIME :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 121.

ST PACÔME :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

ST PASCHAL :—Pétition du Conseil Municipal de la paroisse de,—contre le Bill pour changer le chef-lieu du District de Kamouraska, 91.

ST PASCHAL, COUR DES COMMISSAIRES. Voir 87 des *Documents*.

ST PAUL, OL. et al. :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

ST PAULIN :—

1. Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge,—Demande d'aide, 17.

2. *Hopital de*,—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

ST PHILIPPE DE NERI :—Pétition du Conseil Municipal de la Paroisse de—, contre le Bill pour changer le chef lieu du District de Kamouraska, 91.

ST PIERRE DE DURHAM :—Voir 57 *des Adresses* et 88 *des Documents*.

ST PLACIDE, Cour des Commissaires de—. Voir *Interpellations*, p. 239.

ST ROCH DE QUÉBEC, UNION ST JOSEPH, incorporée. Voir 28 *de Québec*.

STE ROSE :—Bill pour corriger une erreur cléricale dans les plan et livre de renvoi de la Paroisse de Ste Rose. [L'Honorable M. *Loranger*], 116. Renvoyé à un Comité général, 158. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, 195. S. R., 207. [44-45 Vict., ch. 78.]

STE THÉRÈSE ET ST JOSEPH, Cie de Chemin de Fer d'embranchement,—

1. Voir 58 *des Adresses*.

2. Voir *Interpellations*, p. 213.

ST SAUVEUR DE QUÉBEC, Union St Joseph, acte d'incorporation, amendé. Voir 29 *de Québec*.

ST VINCENT DE PAUL :—Pétition des Sœurs de la Providence ; demande d'aide, 17.

SUBSIDES :

1. Estimés pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1882 ; Renvoyés au Comité, 127. [Document No 1.] Estimés supplémentaires ; Renvoyés à ce Comité, 202, 234.

2. La Chambre devant se former en Comité des Subsidés, 19.

3. La Chambre en Comité, 128, 132, 133, 143, 148, 149, 157, 167, 203, 236.

4. Résolutions rapportées et adoptées, 159, 160, 168, 170, 173, 175, 176, 177, 189, 192, 219, 253.

5. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des Voies et Moyens, 19. Motion pour Comité, 280. Divers amendements proposés, 280, 281, 282. La Chambre en Comité ; Rapport de deux résolutions, 282. Adoptées, 283.

6. Bill octroyant à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1881, et le 30 juin 1882, et pour d'autres fins du service public. [L'Honorable M. *Robertson*], 283. Lu la 2ème fois, 293. Lu la 3ème fois et passé, 295. Par le Conseil, 307. S. R., 310. [44-45 Vict., ch. 1].

SUBSIDES :—*Suite.*

7. Lors du concours des résolutions sur les subsides, un amendement est proposé,—Que cette Chambre regrette que rien n'ait été fait pour rendre le système d'inspection des écoles plus efficace, en même temps que plus économique ; sous amendement proposé et adopté, 191. Autre amendement proposé,—Que cette Chambre regrette que le gouvernement ne se soit pas entendu jusqu'ici, avec le Conseil de l'instruction publique, pour rendre l'inspection des écoles plus efficace et plus économique,—Et Objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle ne contient aucune allégation nouvelle et qu'elle est, en substance, la même que celle proposée à la motion principale,—M. l'Orateur déclare que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 191, 192. Autre amendement proposé et déclaré hors d'ordre, 192.
8. Divers amendements proposés lors du concours de certaines résolutions des subsides, négatifs, 253, 254.
9. Deux amendements sont proposés à une motion lors du concours des résolutions sur les subsides, et Objection est faite au second comme n'étant pas dans l'Ordre,—M. l'Orateur décide que le sous-amendement est dans l'ordre, 220. Résolutions adoptées, 222.
10. Motions pour renvoyer de nouveau en Comité général certaines résolutions concernant le Chemin de Fer de *Q., M., O. et O.*, avec instruction de les amender,—Objecté qu'un sous-amendement ne contient pas une proposition découlant de la motion principale,—M. l'Orateur déclare que le sous-amendement est dans l'ordre, 263.
11. Objection faite à certains amendements proposés à l'adoption du rapport du Comité des subsides sur une résolution concernant le maintien du Chemin de Fer de *Q., M., O. et O.*, M. l'Orateur suspend jusqu'au lendemain sa décision, 267. Il renvoi l'objection, 270.

Résolutions rapportées à la page 159.

30. Faculté de Médecine, Collège McGill,	Montréal.....	750 00
31. Ecole de Médecine et de Chirurgie,	do	750 00
32. Faculté de Médecine, Université Laval	do	750 00
33. Société d'Histoire Naturelle,	do	700 00
34. Société Historique de Montréal,	do	350 00
35. Société Numismatique et d'Antiquaires,	do	100 00
36. Ecole de Médecine (Bishop's College),	Lennoxville.....	750 00
37. Société Littéraire et Historique,	Québec.....	750 00
38. Institut Canadien,	Québec.....	600 00
39. Société de Géographie,	do	300 00
40. Académie de Musique,	do	100 00
41. Aide pour assurer la publication des rapports des décisions des cours de Justice, à Montréal.....		1,000 00
42. Aide pour assurer la publication des rapports des décisions des cours de Justice, à Québec.....		1,000 00
43. Institut Littéraire St Patrice,	Québec.....	300 00
44. Ecole de Navigation,	do	1,000 00
45. Association de tir, Province de Québec.....		500 00
46. Aide pour la publication du <i>Le Naturaliste Canadien</i>		400 00
47. Aide pour copier, imprimer et publier les Archives Canadiennes.....		2,460 00

SUBSIDES :—*Suite.*

Résolutions rapportées à la page 160.

75. Corporation de l'Hôpital Général de Montréal.....		\$4,000 00
76. Malades pauvres.....		3,200 00
77. St Patrick's Hospital	Montréal.....	1,600 00
78. Sœurs de la Providence	do	1,120 00
79. Asile St Vincent de Paul,	do	600 00
80. Protestant House of Industry and Refuge,	do	800 00
81. Protestant House for friendless women,	do	200 00
82. St Patrick's Orphan Asylum,	do	640 00
83. Hospice de la Maternité de l'Université,	do	480 00
84. Asile Madeleine, (Bon Pasteur),	do	720 00
85. Asile des orphelins pour les catholiques romains,	do	320 00
86. Sœurs de la Charité,	do	800 00
87. Sœurs de la Charité pour leur Hôpital des enfants trouvés,	do	200 00
88. Protestant Orphan Asylum,	do	640 00
89. Hospice de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde,	do	480 00
90. Asile de la rue Bonaventure,	do	130 00
91. Asile de Nazareth pour les enfants pauvres,	do	400 00
92. Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth,	do	1,230 00
93. Atelier pour les aveugles,	do	300 00
94. Dispensaire annexé à	do do	320 00
95. Société des Dames Charitables pour les veuves et les orphelins, ci-devant maison de refuge,	do	850 00
96. Home and School of Industry, (Harvey Instit.)	do	320 00
97. St Briget's Asylum,	do	800 00
98. Frères de la Charité St Vincent de Paul,	do	500 00
99. Hospice de Bethléem,	do	500 00
100. Hospice de St Joseph du Bon Pasteur	do	200 00
101. Protestant Infant's Home,	do	400 00
102. Women's Hospital,	do	500 00
103. Church Home,	do	200 00
104. Institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles,	do	250 00
105. Association Charitable des Dames de l'Asile Catholique et de Nazareth,	Québec.....	1,140 00
106. Malades pauvres,	do	3,200 00
107. Asile du Bon Pasteur,	do	800 00
108. Ladies Protestant Home	do	750 00
109. Male Orphan Asylum,	do	420 00
110. Finlay Asylum,	do	420 00
111. Protestant Female Orphan Asylum,	do	420 00
112. St Bridget's Asylum,	do	1,000 00
113. Dispensaire,	do	200 00
114. Sœurs de la Charité pour les personnes vieilles et infirmes,	do	200 00
115. Hôpital du Sacré Cœur de Jésus,	do	1,000 00
116. Do Dispensaire,	do	200 00
117. Do des enfants trouvés,	do	200 00

SUBSIDES :—*Suite.*

118. Women's Christian Association,	Québec.....	200 00
119. Asile de Belmont pour les ivrognes,	do	700 00
120. Hôpital de la Marine et des Emigrés,	do	2,666 67
121. Hospice de la Maternité aux soins des Sœurs du Bon Pasteur,	do	2,013 33
122. Malades indigents,	Trois-Rivières.....	2,500 00
123. Sœurs de la Charité, Hôpital des enfants trouvés,	do	400 00
124. Hôpital Général,	Sorel.....	700 00
125. Hôpital de St Hyacinthe,	St Hyacinthe.....	500 00
126. Asile des Orphelins,	do	200 00
127. Ouvroir de St Hyacinthe,	do	200 00
128. Asile pour le placement des orphelins,	Knowlton... ..	200 00
129. Hospice Youville,	St Benoit.....	200 00
130. Asile de la Providence,	Côteau du Lac.....	300 00
131. Hospice St Joseph,	Beauharnois.....	200 00
132. Hospice Ste Marie,	Ste Marie de Monnoir.	200 00
133. Asile de la Providence,	Mascouche.....	200 00
134. Hôpital St-Jean,	St-Jean.....	200 00
135. Sœurs de la Charité,	St-Jean.....	200 00
136. Hospice La Jemmerais,	Varenes.....	200 00
137. Hospice des Sœurs de la Providence,	St Vincent de Paul..	200 00
138. Hôpital de la Providence,	Joliette.....	200 00
139. Hospice de Laprairie,	Laprairie.....	200 00
140. Hôpital St-Joseph,	Chambly.....	200 00
141. Asile de la Providence,	St-Elizabeth	200 00
142. Sœurs de la Providence de N.-D de l'Assomption...	.....	200 00
143. Asile de la Providence,	Ste-Ursule.....	200 00
144. Hôpital de Ste-Anne Lapocatière,	Ste-Anne.....	200 00
145. Sœurs de la Charité,	Rimouski	500 00
146. Hôpital de St-Ferdinand d'Halifax,	St-Ferdinand.....	200 00
147. Hospice Yamachiche,	Yamachiche.....	200 00
148. Hôpital et Asile des Orphelins,	Sherbrooke.....	500 00
149. Sœurs de la Charité,	Lanoraie.....	200 00
150. Hôpital St-Paulin,	St-Paulin.....	200 00
151. do de Longueuil,	Longueuil.....	200 00
152. do de St-François du Lac,	St-François	200 00
153. do St-Louis,	St-Denis.....	200 00
154. Sœurs Grises de Farnham .....	.....	200 00
155. Hôpital Notre-Dame, Montréal, en rapport avec l'Uni- versité-Laval.....	.....	1,000 00
156. Hôpital de St-Joseph de la Délivrance, Lévis.....	.....	300 00

Résolution rapportée à la page 168.

1. Impression, reliure et distribution des lois..... \$1,482 00

Résolutions rapportées à la page 169.

2. Dépenses contingentes des départements publics..... 17,050 00
 3. Traitements, (Bureau du lieut.-gouv.)..... 148 00
 4. Inspection des bureaux publics..... 2,000 00
 5. Fabrique de Fromage et de beurre 400 00 || 6. Chemins de Colonisation..... | 10,190 00 |
| 7. Sociétés de colonisation..... | 1,050 00 |

SUBSIDES :—*Suite.*

8. Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général.....	18,859 42
9. Départements publics, construction et appareil de chauffage.....	8,805 20
10. Dénouement, ameublement dans les nouvelles bâtisses	13,500 00
11. Appareil de chauffage à Spencer Wood.....	4,475 00
12. Réparations des palais de justice et prisons.....	3,303 00
13. Loyers de do do do	125 00
1. Conseil Législatif: Traitements et dépenses contingentes, y compris les impressions, la reliure, etc.....	16,723 00
2. Assemblée Législative: Traitements et dépenses contingentes y compris les impressions, reliure, etc.....	51,280 00
3. Bibliothèque de la Législature.....	3,000 00
4. Dépenses d'élections.....	43,000 00
5. Greffier de Couronne en Chancellerie: Traitement couvrant les dépenses contingentes ordinaires.....	800 00
6. Impression, reliure et distribution des lois.....	4,800 00
7. Greffier en Loi: Traitement de son bureau.....	3,000 00
8. do do Dépenses contingentes, y compris un employé surnuméraire	500 00
9. Gouvernement Civil: Traitements.....	21,050 00
10. do do Dépenses contingentes.....	42,640 00

Résolutions rapportées à la page 170.

12. Police, bureaux de police, Québec et Montréal.....	14,555 00
13. Ecole de réforme.—Prisons de réforme, Montréal et Sherbrooke.....	40,000 00
14. Inspection des bureaux publics.....	7,600 00
20. Ecoles normales (couvrant l'appropriation statutaire).....	42,000 00
15. Education Supérieure proprement dite.....	71,000 00
5 pour cent sur le montant payé de l'éducation sera approprié à l'achat d'ouvrages de littérature canadienne pour être distribués comme prix aux institutions d'après le montant de contribution qui leur est alloué.	
16. High Schools, Québec et Montréal	2,470 00
17. Compensation aux institutions catholiques romaines, pour l'octroi aux High Schools. dont \$2,000 pour l'école de droit de l'Université Laval, à Montréal.....	4,940 00
18. Ecoles Communes couvrant l'appropriation statutaire...	155,000 00
19. Ecoles dans les municipalités pauvres.....	4,000 00
23. Livres pour donner en prix.....	4,500 00
24. Ecoles pour les sourds-muets.....	12,000 00
25. Conseil de l'Instruction Publique.....	1,500 00
26. Expositions scolaires de Paris et de la province—balance	700 00
27. Ecole polytechnique	1,000 00
28. Pour la publication des Journaux de l'Instruction Publique en Français.....	500 00
29. Pour la publication des Journaux de l'Instruction Publique en Anglais.....	500 00

Résolutions rapportées à la page 173.

48. Bureau des Arts et Manufactures.....	10,000 00
49. Conseil d'agriculture.....	4,000 00
50. Journal d'Agriculture, en Français et en Anglais	7,000 00

SUBSIDES :—*Suite.**Résolutions rapportées à la page 175.*

51. Ecoles d'Agriculture [3 à \$800 00 chacune]	2,400 00
52. Ecoles vétérinaires françaises et anglaises.....	2,000 00
53. Ecoles vétérinaires, Bourses [30 à \$60 00 chacune].....	1,800 00
54. Exposition Provinciale, Soc. d'hortic. et de pomologie.....	1,000 00
55. Aide à la Gazette des Campagnes.....	400 00
56. Octroi pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne.....	500 00
57. Manufactures de beurre et de fromage, traitements et dépenses de voyage.....	1,500 00

Résolutions rapportées à la page 176.

58. Divers, agriculture	1,000 00
59. Aide à la construction des bâties permanentes pour les expositions à Montréal, le tiers du coût, mais la part du gouvernement n'excèdera pas.....	10,000 00
61. Chemins de colonisation.....	50,000 00
62. do vallée d'Ottawa.....	5,000 00
63. Chemin de Québec et du Lac St-Jean.....	5,000 00
64. Sociétés de colonisation, 43-44 Vict., chap. 18.....	5,000 00
65. Loyers, assurances, réparations, etc., des bâties publiques en général.....	30,000 00
66. Réparations à Spencer Wood.....	4,000 00
67. Entretien de Spencer Wood.....	5,000 00
68. Inspections et examens.....	3,000 00
69. Départements Publics, pour les compléter, pour niveler le terrain, etc.....	18,000 00
70. Maison pour le geolier, prison de Gaspé.....	2,000 00
71. Réparations aux Palais de justice et aux prisons.....	15,000 00
Loyers do do	1,407 00
Assurances do do	300 00

Résolutions rapportées à la page 177.

74. Asile d'aliénés de Beauport, de St-Jean de Dieu et de St-Ferdinand d'Halifax.....	222,920 00
159. Divers en général.....	20,000 00
160. Fonds des municipalités S. R. B. C. Cap. 110, sect. 7.....	4,000 00
164. Gazette Officielle de Québec.....	15,000 00
165. Timbres, licences, etc.....	10,000 00
166. Police spéciale, pour les fins du revenu.....	6,000 00
157. Ecoles de Réforme.....	6,600 00
158. Ecoles d'Industrie.....	8,400 00

Résolutions rapportées à la page 189 :—

22. Instituteurs à la retraite.....	8,000 00
11. Administration de la Justice.....	363,932 00

Résolution rapportée à la page 191 :—

21. Inspection des Ecoles.....	28,745 00
--------------------------------	-----------

SUBSIDES :—*Suite.**Résolution rapportée à la page 192 :—*

60. Immigration et repatriement.....	10,000 00
--------------------------------------	-----------

Résolutions rapportées à la page 193 :—

161. Service des cadastres	} par le département des Terres {	41,960 00
162. Arpentages		35,000 00
163. Dépenses générales		50,766 00

Résolutions rapportées à la page 219 :—

1½. Assemblée Législative, dépenses contingentes, y compris l'impression, la reliure, tel que par résolution de la Chambre.....	10,000 00
4½. Pour payer les frais d'appel <i>re</i> Charest <i>vs</i> Villeneuve.....	518 65
14. Pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Québec tel que par résolution de la Chambre.....	10,000 00
24½. Ecole pour les sourds-muets, Montréal.....	\$1,000 00
27½. Ecole des Arts et Métiers, Québec, payable sur recommandations du conseil de l'Instruction Publique et du conseil des arts et métiers	1,000 00
29½. Ecole de la municipalité de N. D. de Hull ; pour achever les bâtisses.....	150 00
29½. Couvent des Sœurs Grises, Montebello, pour achever les bâtisses	150 00
35½. Association littéraire et bienveillante des jeunes irlandais Montréal.....	200 00
42½. Pour aider la publication de <i>La Revue Légale</i>	500 00
42½. Pour aider la publication de <i>La Thémis</i>	500 00
48½. Pour les engrais de phosphate, pour les sociétés d'agriculture.....	2,500 00
58½. Souscriptions, etc, à divers traités spéciaux, ou brochures concernant l'agriculture, la colonisation ou les mines	1,000 00
69½. Construction de fondations des nouveaux édifices du parlement.....	12,000 00
70½. Pour payer des ingénieurs pour les mines.....	3,000 00
104½. Hôpital St Charles, Montréal.....	500 00

Résolutions rapportées à la page 253.

29½. Aide pour la construction du collège commercial, Terrebonne.....	500 00
67½. Spencer Wood, réceptions et célébration de la St Jean Baptiste, en 1880.....	1,500 00
A. Construction du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, y compris l'embranchement pour le raccordement avec le Chemin de Fer du Grand Tronc.....	615,000 00
B. Equipement [matériel roulant].....	100,000 00

Résolution rapportée à la page 280.

C. Entretien du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.....	703,319 00
--	------------

SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL :—Voir *Interpellations*, p. 28.

SUCCESSIONS VACANTES :—Bill pour faciliter le règlement des successions vacantes. (M. Lafontaine) (Napierville), 18. Renvoyé au Comité spécial sur Code de Procédure, 44.

SUCRE DE BETTERAVES, MANUFACTURES DE :—Voir 6 *des Adresses* et 89 *des Documents*.

SUD-EST, CHEMIN DE FER DU :—Actes d'incorporation amendés. Voir 45 *de Chemins de Fer*.

SUD-EST, CIE DU CHEMIN DE FER DU :—Voir 90 *des Documents*.

SWALLOW, JANE A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.

SYKES, RÉV. J. S. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois de l'éducation, 98.

SYKES, RÉV. J. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.

SYLVESTRE, J. *et al* :—Pétition de, 55—Voir 13 *de Chemins de Fer, Montréal et Sorel*.

SYMES :—Pétition demandant un acte autorisant Dame Marie Anne Claire Symes, épouse de Napoléon Hugues Charles Marie Ghislain Maret, Marquis de Bassano, héritière instituée en vertu du testament de son père, feu George Burns Symes, écuyer, assistée de son époux et curateur à la substitution créée par le dit testament, à changer certains placements actuellement faits.—25. Avis, 92. Bill (L'Hon. M. Church), 103. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 116. Rapporté amendé, 194. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 205. Par le Conseil, 233. S. R., 303. (44-45 Vict., chap. 86).

SYNDICS DES CHEMINS A BARRIÈRES DE L'ISLE DE MONTRÉAL :—Voir *Interpellations*, p. 213.

TAILLON, L. O. :—Voir 59 *des Adresses* et 91 *des Documents*.

TANGUAY, BARNABÉ *et al* :—Pétition de,—contre le Bil du "Quebec Central," 178.

TARDIF, J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

TARIF SUR LE CHEMIN DE FER DE Q. M. O. ET O. :—Voir 77 *des Documents*.

TASSÉ, RÉV. M *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.

TASSÉ ET DESAULNIERS :—Voir *Interpellations*, p. 293.

TÉLÉPHONE BELL, POUVOIRS CONFÉRÉS :—Voir *Bell Telephone*.

TÉLÉPHONE DE QUÉBEC ET LÉVIS, Incorporation de la Compagnie du :—Voir *Compagnie de Téléphone*.

TÉMOINS DANS LES CAUSES CIVILES :—Voir *Preuves en matière civile*.

TERRES DE LA COURONNE :—

1. Bill concernant l'établissement des Terres de la Couronne. [M. Langelier Montmorency,] 112.
2. Voir 63 *des Adresses* et 1 *des Documents*.
3. Rapport du Commissaire des—. Voir 92 *des Documents*.
4. Coupe du bois sur les,—dans Bellechasse. Voir *Interpellations*, p. 137.

TERRES PUBLIQUES :—Voir 61 *des Adresses*.

TESSIER, G. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

TESSIER, RÉV. JOS. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour un canal dans la Rivière Noire, 157.

TESSIER, RÉV. J. U. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 146.

TESSIER, RÉV. F. X. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 121.

THÉBERGE, RÉV. J. S. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

THÉRIAULT, U. *et al* :—Pétition de,—en faveur du Bill demandé par le "*Quebec Central*;" Reçue et lue et renvoyée au Comité des Chemins de Fer, 149.

THERRIEN, RÉV. A. L. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.

THIBAUDEAU JOSEPH :—Voir 93 *des Documents*.

THIBAUT, J. A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

THIBODEAU, A. E. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'Enregistrement et le Notariat, 55.

THIBODEAU, RÉV. T. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour la construction d'embranchements au Chemin de Fer Q. M. O. et O., 193.

THIBODEAU, RÉV. T. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.

THOMAS TRUEMAN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

THOUIN, J. B. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

THURBER, S. B. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 98.

TRAHAN, RÉV. H. *et al* :—Pétition du,—demandant de l'aide pour le Chemin de Fer du St Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay, 136.

TRAHAN, RÉV. N. *et al* :—Pétition du,—demandant que le bureau d'enregistrement du Comté de St Maurice, soit placé à St Barnabé, 78.

TRAINS SPÉCIAUX SUR LE CHEMIN DE FER DE Q. M. O. & O. :—Voir 68 et 69 *des Documents*.

TRAPPISTES, RÉVÉREND PÈRES : Résolution leur accordant une somme de \$10,000 pour exploiter une ferme, remboursable en dix ans à 5 par cent, 298.

TREMBLAY, RÉV. GRÉGOIRE :—Voir 28 *des Adresses*.

TREMPLE, HERCULE *et al* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour la colonisation, 225.

TRINITÉ, EGLISE DE LA, QUÉBEC, incorporée.—Voir 12 *de Québec*.

TROIS-RIVIÈRES :—

1. Débentures de la Cité des :—Voir *Interpellations*, p. 294.

2. Ecole Normale :—Voir 62 *des Adresses* et 94 et 95 *des Documents*.

3. Evêque Catholique Romain *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 186.

4. Hôpital des Ursulines :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

5. Providence de St Joseph :—Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.

6. Pétition demandant un acte pour partager la division d'enregistrement des Trois-Rivières en deux divisions d'enregistrement. 47. Avis, 61. Bill présenté, [M. Desaulniers,] 62. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 127. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 187. Honoraire remboursé, 214. Pétitions contre, 65, 90.

7. Pétition du Conseil de Ville des,—contre le Bill pour diviser la division d'enregistrement des Trois-Rivières, 90.

TRUDEAU, ANDRÉ *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

TRUDEAU, L. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 91.

TRUDEL, PH. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

UNION ST JOSEPH, St Roch de Québec, incorporée. Voir 28 de Québec.

UNION ST JOSEPH A ST SAUVEUR, Québec, acte d'incorp. amendé. Voir 29 de Québec.

UNION SUCRIÈRE FRANCO-CANADIENNE :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'Union sucrière Franco-Canadienne, 89. Avis, 92. Bill [M. Préfontaine], 92. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 115. Rapporté amendé, 157. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 166. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 171. Par le Conseil, 233. Honoraire remboursé, 229. S. R., 309. [44-45 Vict., ch. 60.]

UNIVERSITÉ LAVAL :

1. Pétition demandant un acte concernant l'Université Laval et la multiplication de ses Chaires d'enseignement dans les arts et autres facultés dans les limites de la Province de Québec, 17. Avis, 32. Bill présenté [M. Champagne], 42. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 57. Rapporté amendé, 157. Motion pour Comité général ; Objecté,—M. l'Orateur décide contre l'objection ; Considéré ; Rapporté progrès, 181. Considéré de nouveau, 190. Motion pour la réception du rapport, 199 ; Amendement pour le renvoi à 3 mois, négatif ; autres amendements rejetés sur division ; motion principale adoptée sur division ; Rapporté ; Lu la 3ème fois et Passé, 200. Par le Conseil, 246. S. R., 308. [44-45 Vict., ch. 46].
2. Motion, que la Résolution du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, recommandant la passation du Bill concernant l'Université Laval, soit insérée dans les Procès-Verbaux de cette Chambre ; Amendement à l'effet de référer la dite Résolution au Comité des Bills Privés,—Objecté,—M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 104.
3. Résolution renvoyée au Comité des Bills Privés, 105. Rapport du Comité des Bills Privés sur le Bill concernant l'Université Laval et les documents qui l'accompagnent, devant être imprimés, 168.
4. Pétitions en faveur du Bill ci-dessus :—

Archevêque de Québec et autres, 60.

Aubry, Rév. F. et *al*, 121.

Recteur et membres de l'Université Laval, 17.

Lecourt, Rév. F. H. et *al*, 121.

5 Pétitions contre le Bill :—

Ahearn, John et *al*, 110.

Beaudry, J. O. et *al*, 65.

Bernard, A. et *al*, 110.

Amyot, P. Marc-L et *al*, 187.

Beaudry, H. S. et *al*, 121.

Bernier, Alphonse et *al*, 78.

Archambault, Médéric et *al*, 146.

Beaudry, Rév. P. et *al*, 210.

Biron, J. B. S. et *al*, 266.

Archambault, P. A. et *al*, 90.

Bécharde F. et *al*, 165.

Bisson, Louis et *al*, 65.

Archambault, Révd U. et *al*, 121.

Bédard, Rév. P. et *al*, 156.

Bonin, O. et *al*, 110.

Arnauld, Révd J. F. R. et *al*, 178.

Bélair, Rév. J. Plessis et *al*, 146.

Bonacina, Chs. et *al*, 90.

Auclair, Révd M. et *al*, 110.

Bélanger, Rév. J. P. et *al*, 91.

Bouchard, Alphée et *al*, 187.

Auge, Ant. L. et *al*, 183.

Belisle, J. et *al*, 260.

Bouchard, H. et *al*, 121.

Augé, C. L. et *al*, 183.

Beilemare, Rév. Chs et *al*, 156.

Bouchard, O. et *al*, 178.

Auger, Hormisdas, et *al*, 90.

Bellerose, C. et *al*, 90.

Bourdon, J. et *al*, 78.

Baillargeon, V. et *al*, 187.

Benoit, C. et *al*, 193.

Bourdon, J. H. et *al*, 65.

Barolet, Rév. C. et *al*, 121.

Benoit, Dr. S. et *al*, 110.

Bourget, Rév. J. B. et *al*, 121.

Beaudet, Rév. D. et *al*, 102.

Bergeron, P. et *al*, 90.

Brasseur, J. E. et *al*, 183.

Beaudoin, G. et *al*, 121, 193.

Bergeron, Roch et *al*, 90.

Breton, P. N. et *al*, 187.

UNIVERSITÉ LAVAL :—*Suite.*

- Brin, Joseph V. *et al.* 78.
 Brisebois, D. *et al.* 90.
 Brodeur, H. *et al.* 91.
 Brouillet, V. G. Elzéar *et al.* 156.
 Brunelle, J. H. S. *et al.* 60.
 Brunette, Treflé *et al.* 183.
 Brunet, F. *et al.* 90.
 Campbell, Bruce, *et al.* 136.
 Caron, U. E. *et al.* 91.
 Catelli, Charles *et al.* 156.
 Chagnon, Emery *et al.* 90.
 Chamand, T. *et al.* 78.
 Champagne, F. X. *et al.* 78.
 Champagne E. O. *et al.* '83.
 Champeaux Rév. J. B. *et al.* 165.
 Chapdelaine, Léon *et al.* 136.
 Charbonneau, Joseph *et al.* 91.
 Charest, B. *et al.* 187.
 Charland, Rév. D. *et al.* 219.
 Chevalier, Joseph *et al.* 90, 146.
 Chevigny, Joseph *et al.* 90.
 Chevretils, E. C. P. *et al.* 97.
 Chicoine, Rév. J. V. *et al.* 156.
 Christin, Joseph *et al.* 90.
 Clement, E. *et al.* 121.
 Coallier, Rév. E. M. *et al.* 217.
 Coallier, C. *et al.* 110.
 Coderre, J. Emery *et al.* 193.
 Coien, Maurice *et al.* 193.
 Collin, Rév. Chs. *et al.* 102.
 Comeau, Rév. J. D. *et al.* 90.
 Connolly, P. E. *et al.* 102.
 Corbeil, Rév. F. *et al.* 121.
 Côté, Ed. *et al.* 187.
 Côté, F. Adelme *et al.* 90.
 Côté, Joseph *et al.* 146.
 Cousineau, A. *et al.* 90.
 Coutu, Avila *et al.* 110.
 Couturier, V. L. *et al.* 78.
 Craig, F. X. *et al.* 110.
 Cummings, Georges Hector *et al.* 65.
 Dagenais, L. Martial *et al.* 183.
 Daigneault, Rév. J. C. *et al.* 136.
 Daoust, Alphonse *et al.* 110.
 DeBellefeuille, J. L. *et al.* 121.
 DeCarufel, Rév. Th. *et al.* 156.
 Deforge, A. *et al.* 121.
 Delorimier, J. R. C. *et al.* 90.
 Delorimier, L. G. V. *et al.* 91.
 LeLotbinière, Harwood A. C. *et al.* 121.
 Demers, Rév. Ed. *et al.* 136.
 Demers, B. Chs. *et al.* 91.
 Demers, O. *et al.* 121.
 Derome, Edmond *et al.* 121.
 DeMontigny, C. *et al.* 178.
 Derome, Léon *et al.* 146.
 Désautniers, Rév. Jos. F. X. *et al.* 97.
 Desautels, Rév. J. *et al.* 65.
 Deschatelets, Ovide, *et al.* 90.
 Desève, A. *et al.* 110.
 Desilets, Rév. Luc *et al.* 165.
 Desjardins, Rév. P. A. *et al.* 65.
 Desmarteau, Chs *et al.* 193.
 Desnoyers, Rév. J. C. Alfred *et al.* 78.
 Desourdy, A. *et al.* 90.
 Donoghue, W. O. *et al.* 90.
 Dorval, J. A. *et al.* 90.
 Dorval, Philippe *et al.* 181.
 Drummond, L'Hon. Lewis T. *et al.* 121.
 Dubois, Rév. J. E. *et al.* 121.
 Ducharme, Dominique *et al.* 65.
 Ducharme, Marc. E. *et al.* 90.
 Duchesneau, jr Ant. *et al.* 193.
 Duclos, E. A. *et al.* 136.
 Dudevair, A. *et al.* 193.
 Dufour, Rév. C. *et al.* 146.
 Dufresno, E. *et al.* 90.
 Dufresno, Oscar *et al.* 187.
 Dufresno, O. *et al.* 102.
 Dugas, Rév. J. E. *et al.* 121.
 Dugast, Rév. L. M. *et al.* 90.
 Dunn, William *et al.* 187.
 Dupuis, A. *et al.* 140.
 Duquet, E. E. *et al.* 110.
 Duranceau, Alf. *et al.* 90.
 Durocher, Rév. J. B. *et al.* 178.
 Dusseau, Octave *et al.* 90.
 Ethier, J. *et al.* 65.
 Fabre, A. *et al.* 193.
 Fauteux, A. *et al.* 110.
 Ferron, W. *et al.* 156.
 Forest, Joseph *et al.* 91.
 Fortin, Rév. P. *et al.* 121.
 Gaboury, Rév. J. *et al.* 156.
 Galarneau, E. *et al.* 65.
 Gaudry, Amable *et al.* 60.
 Gaulry, S. *et al.* 90.
 Gauthier, André *et al.* 78.
 Gauthier, André H. *et al.* 183.
 Gauthier, Henry *et al.* 183.
 Gendreau, J. B. *et al.* 183.
 Geoffroy, Rév. F. X. *et al.* 121.
 Germain, E. *et al.* 102.
 Germain, J. A. *et al.* 65.
 Gervais, S. E. *et al.* 78.
 Gervais, Médéric *et al.* 65.
 Gouin, Rév. T. P. *et al.* 217.
 Goyette, H. *et al.* 102.
 Grandpré, P. L. *et al.* 146.
 Gregoire, Simon *et al.* 90.
 Grenier, Edmond *et al.* 183.
 Grondin, L. *et al.* 90.
 Guillemette, Rév. T. *et al.* 91, 156.
 Hamelin, T. *et al.* 78.
 Harwood, R. *et al.* 55.
 Hebert, A. *et al.* 90.
 Heroux, M. *et al.* 102.
 Houde, L. A. *et al.* 110.
 Hudon, J. *et al.* 90.
 Huot, Rév. Louis Jos. *et al.* 91.
 Hurteau, Hilaire *et al.* 60.
 Jasmin, Rév. M. *et al.* 121.
 Jodoin, Rév. A. *et al.* 121.
 Jolicœur, Arthur *et al.* 193.
 Labadie, F. *et al.* 110.
 Labonté, J. *et al.* 90.
 Lachance, J. *et al.* 187.
 Lacoursière, Alexis *et al.* 121.
 Lafleur, H. R. 121.
 Lafontaine, Arthur *et al.* 193.
 Lafrance, L. *et al.* 183.
 Lamarche, Rév. G. *et al.* 97.
 Lamoureux, E. *et al.* 90.
 Langis, H. Evariste *et al.* 246.
 Laplante, Edmond *et al.* 183.
 Laplante, J. B. *et al.* 146.
 Lapointe, Louis A. *et al.* 110.
 Larin, C. *et al.* 65.
 Larose, Rev. J. *et al.* 121.
 Larue, Thomas *et al.* 136.
 Latour, Alfred *et al.* 183.
 Lavallée, Rév. N. *et al.* 55.
 Lavigne, Jos T. *et al.* 65.
 Laviolette, Jos *et al.* 65.
 Lavoie, Alphonse, *et al.* 187.
 Leblanc, J. E. *et al.* 121.
 Leblanc, Rév. J. Oct. *et al.* 156.
 Leclaire, Alphonse *et al.* 193.
 Leclerc, Edouard *et al.* 110.
 Lefebvre, Ant. *et al.* 55.
 Lefebvre, C. *et al.* 90.
 Legault, O. *et al.* 90.
 Legendre, L. O. *et al.* 187.
 Leprohon, Et. *et al.* 146.
 Leroux, Paul *et al.* 121.
 Leroux, Wilfrid *et al.* 90.
 Lesage, J. E. H. *et al.* 65.
 Lessard, N. *et al.* 90.
 Létondal, C. J. *et al.* 90.
 Letourneau, G. E. *et al.* 91.
 Levielle, Jos. *et al.* 193.
 Loiseau Constant *et al.* 55.
 Lonergan, Siméon *et al.* 90.
 Loranger, Rév. C. A. *et al.* 90.
 Lussier, A. *et al.* 102.
 Lussier, H. *et al.* 121.
 Lussier, Rév. P. E. *et al.* 110.
 Mailhot, W. *et al.* 165.
 Manning, Thos. *et al.* 121.
 Marcoux, Rév. M. D. *et al.* 102.
 Martel, Rév. L. J. *et al.* 121.
 Mathieu, Rév. J. M. *et al.* 102.
 Mayer, Philippe *et al.* 78.
 Mazurette, S. *et al.* 90.
 McMillar, L. J. A. *et al.* 102.
 Meillur, F. *et al.* 90.
 Meunier, A. A. *et al.* 90.
 Milard, J. B. *et al.* 121.
 Mire, Alexandre *et al.* 136.
 Mireault, Rév. W. *et al.* 121.
 Mongeau, Rév. J. L. *et al.* 90.
 Mongenais, J. B. *et al.* 90.
 Montpetit, Olivier *et al.* 90.
 Montplaisir, Delphis *et al.* 156.
 Morin, Alexandre *et al.* 146.
 Morin, D-nis *et al.* 187.
 Morin, Rév. J. *et al.* 90.
 Munro, Edwin, *et al.* 146.
 Munro, P. A. C. *et al.* 110.

UNIVERSITÉ LAVAL :—*Suite.*

- Murray, Francis *et al.*, 183.
 Nantel, W. *et al.*, 193.
 Narbonne, Alfred *et al.*, 156.
 Noiseux, Rév. N. A. *et al.*, 136.
 Normand, L. J. *et al.*, 97.
 Normandin, Rév. Et. *et al.*, 121.
 Ouimet, Rév. C. 136.
 Page, Alfred *et al.*, 90.
 Pager, George *et al.*, 156.
 Panneton, A. *et al.*, 90.
 Pâquet, l'Hon. A. H. *et al.*, 90.
 Paquette, F. *et al.*, 136.
 Paré, A. *et al.*, 65.
 Paré, Louis *et al.*, 10.
 Paré, Rév. P. L. *et al.*, 136.
 Parent Rév. J. B. *et al.*, 156.
 Pattenaude, Honoré *et al.*, 90.
 Pelletier, Rév. Alexis *et al.*, 136.
 Pepin, Rév. T. *et al.*, 90.
 Perreault, Rév. Jos. *et al.*, 91.
 Perreault, F. X. *et al.*, 187.
 Piché, Rév. D. *et al.*, 165.
 Piché, Rév. L. J. *et al.*, 121.
 Piette, Rév. M. *et al.*, 136.
 Pilon, Cyprien *et al.*, 121.
 Piuze, N. *et al.*, 183.
 Poissant, Rév. P. *et al.*, 156.
 Poitevin, J. C. *et al.*, 65.
 Pothier, Rév. L. *et al.*.
 Poulin, Joseph N. *et al.*, 102.
 Poulin, O. *et al.*, 90.
 Poulin, Rév. J. P. *et al.*, 110.
 Poupard, J. B. *et al.*, 91.
 Prevost, Rév. Aug. *et al.*, 60.
 Prévost, Hubert *et al.*, 146.
 Proulx, Rév. M. *et al.*, 78.
 Provost, Eugène *et al.*, 90.
 Provost, Jos. *et al.*, 90.
 Ranson, E. F. *et al.*, 90.
 Ratelle, M. E. *et al.*, 90.
 Renaud, J. A. *et al.*, 90.
 Renaud, M. *et al.*, 65.
 Rhéault, Rév. L. *et al.*, 110.
 Rhéault, L. Sev. *et al.*, 156.
 Richer, Ovide Henri *et al.*, 121.
 Roberge, Rév. R. Aug. *et al.*, 78.
 Robert, Alexandre *et al.*, 260.
 Robert, Amable F. *et al.*, 178.
 Robert, G. *et al.*, 102.
 Robert, Raymond *et al.*, 90.
 Robertson, Patrick *et al.*, 121.
 Robitaille, Joseph *et al.*, 193.
 Rochette, Rév. F. *et al.*, 110.
 Rochon, A. *et al.*, 78.
 Rochon, Rév. E. *et al.*, 91.
 Roy, Alex. *et al.*, 121.
 Roy, Claude *et al.*, 90.
 Roy, J. H. *et al.*, 91.
 Roy, Narcisse *et al.*, 90.
 Savoie, Rév. A. O. *et al.*, 156.
 Sauriol, Dr T. *et al.*, 121, 146.
 Sauvé, père, Ant. *et al.*, 121.
 Seers, Rév. W. *et al.*, 110.
 Seguin, Rév. J. 65.
 Sénécal, A. *et al.*, 239.
 Sévigny, Henry *et al.*, 217.
 Sicard, Alexandre *et al.*, 90.
 Smart, John *et al.*, 239.
 Smith, R. *et al.*, 98.
 St Aubin, Rév. Jos. *et al.*, 121, 165.
 St Jacques, Ferdinand *et al.*, 90.
 St Jacques, R. *et al.*, 90.
 St Jean, P. *et al.*, 156.
 St Paul, O. *et al.*, 156.
 Tardif, J. B. *et al.*, 187.
 Tassé, Rév. M. *et al.*, 110.
 Tessier, G. *et al.*, 90.
 Tessier, Rév. J. U. *et al.*, 146.
 Thérberge, Rév. J. S. *et al.*, 78.
 Thibault, J. A. *et al.*, 121.
 Thibodeau, Rév. T. *et al.*, 193.
 Thouin, J. B. *et al.*, 90.
 Trudeau, André *et al.*, 187.
 Trudeau, L. *et al.*, 91.
 Trudel, Ph. *et al.*, 121.
 Vaillancourt, D. *et al.*, 90.
 Valois, P. *et al.*, 78.
 Valois, P. A. *et al.*, 102.
 Viau, Nap. *et al.*, 187.
 Viger, J. E. *et al.*, 121.
 Vinet, A. S. *et al.*, 90.
 Vinet, Rév. J. J. *et al.*, 156.
 Watier, Rév. J. G. *et al.*, 102.
 Watts, James *et al.*, 193.
 Wood, Casey *et al.*, 110.
 Yale, C. H. *et al.*, 183.

VAILLANCOURT, D. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.

VALIDATIONS DE CERTAINS ACTES NOTARIÉS :—Voir *Actes notariés*.

VALIN, P. *et al.* :—Pétition de,—demandant de l'aide pour une Ecole Polytechnique à Québec, 98.

VALLÉE DES RIVIÈRES MISSISQUOI ET NOIRE, CHEMIN DE FER, acte d'inc., amendé. Voir 11 de *Chemins de Fer*.

VALOIS P. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 78.

VALOIS, P. A. *et al.* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

VARENNES :—Bill pour détacher de la Municipalité de la Paroisse de Varennes dans le Comté de Verchères, trois isles situées dans le fleuve St Laurent et connues sous le nom de l'Isle à l'Aigle, Isle au Cerfeuil et Isle aux Bois Blanc, pour les annexer à la Municipalité de la Paroisse de Repentigny, dans le Comté de l'Assomption pour toutes fins quelconques. (M. Marion), 172. Motion pour 2ème lecture,—Objection,—M. l'Orateur décide que le Bill n'est pas dans l'ordre, 289.

Pétition contre ce Bill, 97.

VENTE DE BILLETS DE PASSAGE SUR LES CHEMINS DE FER :—Voir 3 de *Chemins de Fer*.

VENTE DE COUPE DE BOIS :—Voir *Interpellations*, p. 28.

VENTE DES TERRES DE LA COURONNE :—Voir 63 des *Adresses et 1 des Documents*.

VENTE OU LOCATION, du Chemin de Fer de Q. M. O. et O. :—Voir 49 des *Adresses*.

VERCHÈRES :—Avis fixant l'instruction de la Pétition d'élection de Joseph Dansereau vs. Achille Larose, 2. Copie du jugement de la Cour Supérieure dans la contestation du Comté de Verchères, 270. [Voir *Appendice* No 1, page 317.]

VERNEUR, CHARLES :—Voir 36 des *Adresses*.

VÉZINA, BARTH. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat, 36.

VÉZINA, Z. *et al* :—Pétition de,—en faveur du Bill du *Québec Central*, 136.

VIAU, NAP. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 187.

VICTORIA, 43-44 :—Bill pour abroger la Section 37 du chap. 11, 43-44 Victoria; [M. Gagnon,] 36. Lu la 2^{me} fois, renvoyé à un Comité général; Considéré. Amendé; Rapporté; Passé, 147.

VIGER, J. E. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 121.

VILAS, RÉV. U. *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.

VILLENEUVE, GÉORGE :—Réclamation de,—Voir *Interpellations*, p. 84.

VINET, A. S. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 90.]

VINET, RÉV. J. J. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 156.

VOIES ET MOYENS :—Voir 5 de *Subsides*.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS DE LA CHAMBRE devant être imprimés chaque jour, 6.

WALKER, G. J. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 136.

WASON MANUFACTURING COMPANY :—Pétition contre la Compagnie du Chemin de Fer "*Québec Central*," 90.

WATERLOO ET MAGOG, CHEMIN DE FER DE, acte d'inc., amendé :—Voir 46 de *Chemins de Fer*.

WATIER, RÉV. J. G. *et al* :—Pétition du,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 102.

-
- WATTS, JAMES *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 193.
- WEBSTER, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 165.
- WELDEN, JAMES *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 110.
- WESTOVER, HATTIE A. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc, 135.
- WETHERBEE, C. H. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- WHITAKER, RICHARD *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 98.
- WHITEHEAD, ED. A. *et al* :—Pétition de,—54. Voir 10 de *Montréal, Association des Gymnastes Amateurs*.
- WHYTE, JOHN *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois de l'Education, 98.
- WILKENS, IDA *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements à l'acte de pension des instituteurs, etc., 135.
- WILLIAMSON, GEORGE *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 55.
- WINSLOW, W. H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill pour accorder un *bonus* à la Compagnie Manufacturière des Marchands, 146.
- WOOD, CASEY A. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 110.
- WOODLEY, J. E. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois des licences, 110.
- WOODSTOCK ET RIVIÈRE DU LOUP :—Cie du Chemin de Fer, Voir 44 des *Adresses et Interpellations*, p. 210, 228.
- WRIGHT, ALONZO :—Pétition de,—demandant de l'aide pour la Cie du Chemin de Fer de la Vallée de la Gatineau, 217.
- WRIGHT H. B. *et al* :—Pétition de,—demandant des amendements aux lois concernant l'enregistrement et le notariat, 110.
- WURTELE, RÉV. LOUIS *et al* :—Pétition du,—demandant des amendements à l'acte de pension des Instituteurs, etc, 135.
- WÜRTELE, J. S. C. Voir *Interpellations*, p. 94.

YALE, C. H. *et al* :—Pétition de,—contre le Bill concernant l'Université Laval, 183.

YAMACHICHE :—

1. Hospice Ste Anne, Etat d'affaires. Voir 38 *des Documents*.
2. Pétition demandant de l'aide, 17.

YAMASKA :—Pétition de A. et C. DUPONT,—demandant un acte pour changer les taux de péage sur un pont sur la rivière—, 47. Voir *Daigle, François*, 55.

ERRATA

Page 18, ligne 17, après le mot " Tarte " ajouter " Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport."

Page 209, ligne 25, au lieu de " Document No 52," lire " Document No 23."

Page 295, au bas de la page, après les mots (L'Honorable M. Mercier) ajouter " propose."

Page 299, ligne 13, après les mots " employés permanents " ajouter " et."